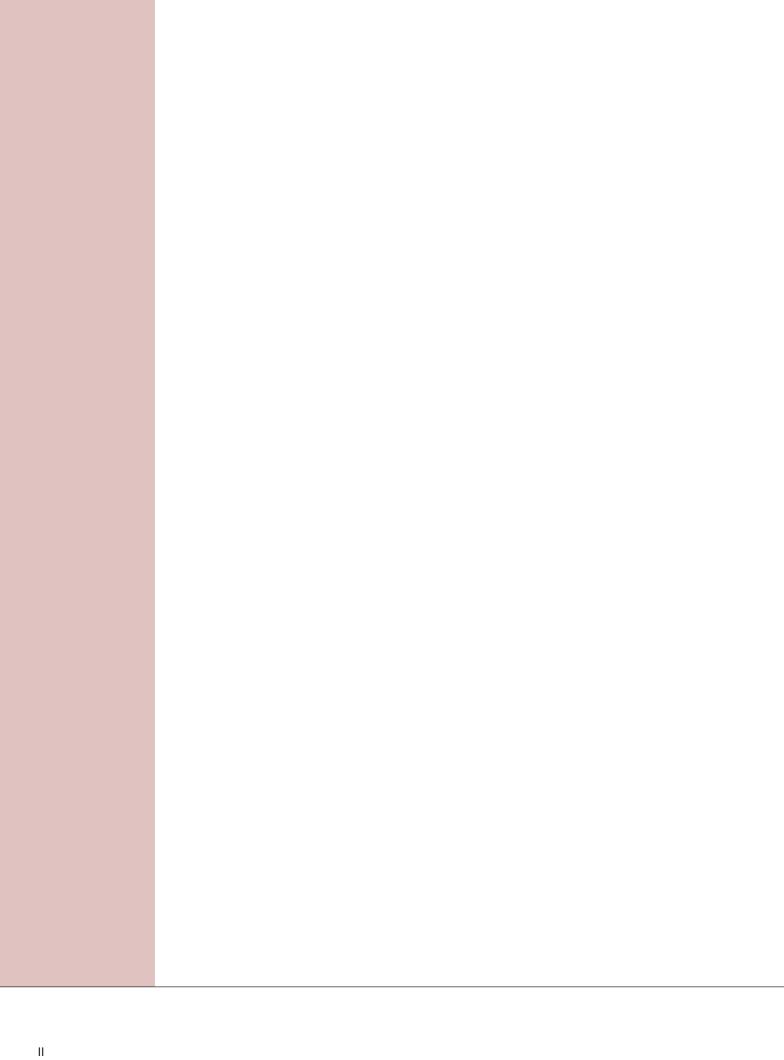
Projet de budget 2010

| Exposé des motifs du Conseil d'Etat à l'appui du budget 2010 | I à XII |
|--|----------|
| Projet de loi établissant le budget administratif pour l'année 2010 | 1 |
| Projet de budget administratif 2010 | 5 |
| États financiers selon les normes IPSAS | 7 |
| Comparaison et classification par nature et par département des charges et des revenus de fonctionnement | 39 |
| Effectifs | 49 |
| Subventions accordées de 2008 à 2010 : | |
| • Indemnités accordées | 53 |
| Aides financières accordées Allocations accordées à des tiers | 61 77 |
| Subventions non soumises à la LIAF accordées | 85 |
| Subventions n'ayant pas de ligne propre | 93 |
| Budget de fonctionnement | 97 |
| Récapitulation Etat | 99 |
| 01. Chancellerie d'Etat | 101 |
| 02. Finances | 117 |
| 03. Instruction publique | 137 |
| 04. Institutions | 167 |
| 05. Constructions et technologies de l'information | 219 |
| 06. Territoire | 253 |
| 07. Solidarité et emploi | 281 |
| 08. Économie et santé | 303 |
| 11. Grand Conseil | 337 |
| 12. Cour des Comptes | 343 |
| 13. Constituante | 349 |
| 14. Pouvoir judiciaire | 355 |
| Imputations internes | 363 |
| Budget d'investissements | 405 |
| Introduction | 407 |
| Plan d'investissement | 413 |
| Catégories d'immobilisation et durées d'utilité | 419 |
| Comparaison et classification par nature des dépenses et des recettes d'investissement | 423 |
| 01. Chancellerie d'Etat | 429 |
| 02. Finances | 431 |
| 03. Instruction publique | 433 |
| 04. Institutions | 443 |
| 05. Constructions et technologies de l'information | 449 |
| 06. Territoire | 491 |
| 07. Solidarité et emploi | 501 |
| 08. Économie et santé | 505 |
| 11. Grand Conseil | 513 |
| 12. Cour des Comptes | 515 |
| 13. Constituante | 517 |
| 14. Pouvoir judiciaire | 519 |







Mesdames et Messieurs les députés,

Le projet de budget que le Conseil d'Etat a l'honneur de vous soumettre*a pour ambition d'atténuer les effets de la crise économique mondiale sur l'économie genevoise qui œuvre sur le marché local et, ainsi, de freiner la montée du chômage. Il concrétise les options prises dans le cadre du dispositif pour l'économie et l'emploi adopté par le Conseil d'Etat le 29 avril 2009, dont votre Grand Conseil, largement compétent en la matière, a approuvé la plupart des mesures.

Le projet de budget prend naturellement en compte l'hypothèse d'une acceptation par le peuple, le 27 septembre 2009, de la réforme fiscale en faveur des familles, des célibataires à revenus modestes et de certaines catégories de retraités. Le Conseil d'Etat estime que ces baisses d'impôts, propices au maintien du pouvoir d'achat de très larges catégories de la population, contribueront à soutenir la consommation locale au moment où cela s'avère particulièrement judicieux.

Ce dispositif a évidemment un coût. Le Conseil d'Etat assume donc pleinement le risque d'un déficit de -365 millions de francs, correspondant peu ou prou à l'incidence des baisses fiscales soumises au peuple genevois le 27 septembre. Il insiste toutefois sur le fait qu'il s'agit d'un risque et non d'une prédiction, le budget ayant été comme de coutume établi sur une méthode d'évaluation des recettes fiscales très prudente et sur des hypothèses conjoncturelles plutôt pessimistes. Il est rappelé à ce propos que les exercices 2006-2009 ont toujours dégagé des recettes supérieures de quelques centaines millions de francs aux montants figurant dans le budget.

Le niveau record des investissements et leur nature concrétise à la fois la volonté de notre gouvernement de maintenir les emplois dans le secteur du bâtiment et de l'informatique, et son indéfectible volonté d'accélérer la transition vers un développement durable, tel qu'il est défini par les standards internationaux. On retrouve cette double volonté dans les mesures en faveur de l'assainissement énergétique des bâtiments et des énergies renouvelables.

Le budget de fonctionnement fixe des priorités pour répondre aux attentes très légitimes des habitants de Genève en matière de sécurité et de formation post-obligatoire. Chacun est aujourd'hui conscient que l'efficacité de l'action publique dans ces deux domaines va jouer un rôle déterminant dans le maintien à l'avenir de la prospérité dont notre canton jouit aujourd'hui.

Le budget, enfin, répond aux besoins urgents en matière de prise en charge des personnes très âgées et de celles qui souffrent de handicaps, par l'ouverture de centaines de places dans les établissements médico-sociaux (EMS) et les établissements pour personnes handicapées (EPH).

| Revenus de fonctionnement: | 237,2 millions |
|----------------------------|------------------|
| Charges de fonctionnement: | 7'601,8 millions |
| Résultat net: | -364,6 millions |

Nous l'avons dit, le Conseil d'Etat assume le risque d'un déficit budgétaire conséquent pour l'année 2010, en prenant en compte quatre éléments qui lui font estimer que ce risque est supportable:

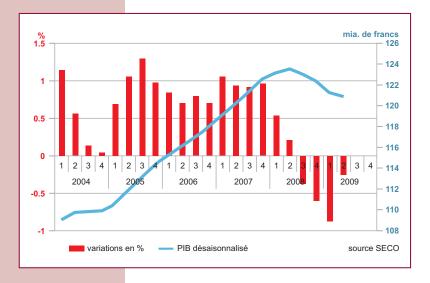
- Des estimations de croissance du PIB en nette amélioration, tant de la part de la BNS et du SECO que de celle des principaux instituts conjoncturels;
- l'impact des correctifs fiscaux sur les exercices antérieurs (2007-2009) qui comme ces dernières années, même si ce sera certainement dans une moindre mesure devrait améliorer les comptes de l'année 2010 par rapport au projet de budget;
- l'opportunité de revaloriser conformément aux normes comptables IPSAS les terrains propriété de l'Etat du secteur Praille-Acacias-Vernets, si les déclassements proposés devaient être acceptés par le Parlement (cas échéant, par le peuple) pendant l'exercice 2010:
- l'existence d'une réserve conjoncturelle régulièrement alimentée depuis 2006 et qui se monte actuellement à 744 millions. C'est principalement ce dernier point qui a conduit notre Conseil a prendre un risque, aujourd'hui largement couvert grâce à la prudence de la politique financière de l'Etat de Genève pendant les trois dernières années de très haute conjoncture.

^{*}Le projet de loi établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2010 a été déposé devant le Grand Conseil le 2 septembre 2009.

Contexte conjoncturel: encore bien des incertitudes

La plupart des experts estiment que l'économie mondiale a atteint le creux de la vague. L'inconnue concerne désormais la rapidité et la vigueur de la reprise. Les dernières publications faisant autorité donnent une appréciation un peu plus favorable de la situation économique sur le plan mondial. Durant l'été, le FMI a augmenté de 0,6% à 2,5% sa prévision de la croissance mondiale en 2010, tablant sur une reprise timide. Début septembre, l'OCDE a encore relevé ses prévisions de croissance pour plusieurs pays, estimant que la reprise économique gagnait en puissance et en ampleur. Rappelons en outre que, contrairement aux attentes, deux pays dont les relations commerciales avec la Suisse sont très denses - la France et l'Allemagne - ont présenté une croissance positive au deuxième trimestre. En Suisse, l'évolution du PIB a été moins négative qu'attendu (-0,3%) et le baromètre du KOF prévoit une reprise au début de l'année 2010.

Le SECO a annoncé début septembre une évolution meilleure qu'attendue du PIB suisse au 2e trimestre: -0,3% par rapport au trimestre précédent, et -2% en glissement annuel, alors que les estimations fiscales figurant dans le budget sont fondées sur une diminution de -2,8%.



De son côté l'institut KOF a fait état fin août d'une forte remontée de son baromètre conjoncturel, indiquant que la contraction du PIB pourrait cesser au début de 2010 et que la reprise pourrait être un peu plus rapide et plus forte que prévu jusqu'alors.

Qu'il s'agisse de l'Union européenne ou de la Suisse, il n'en demeure pas moins que la reprise attendue est généralement décrite comme hésitante, laborieuse, molle, voire anémique.

A Genève, l'indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT confirme que l'économie locale est arrivée au creux de la vague, mais il indique également que la reprise n'interviendra pas avant les premiers mois de 2010.

Indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT (déc. 1983=100)



A relever tout de même que l'institut CREA s'attend quant à lui à un rebond nettement plus marqué en 2010 (+2%) du fait de la prédominance du secteur financier.

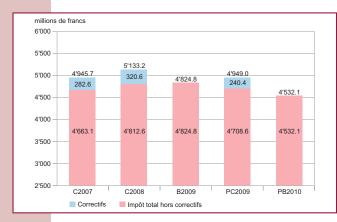
A ce stade, l'approche du Conseil d'Etat est demeurée très prudente. Elle se fonde sur les dernières prévisions (11 juin) du Groupe de perspectives économiques (GPE) connues lors de l'établissement du budget, qui tablaient sur un PIB en hausse de 0,3% en 2010. Le scénario retenu est celui d'une reprise laborieuse, caractérisée par:

- une amélioration progressive des bénéfices des entreprises, soit le retour aux chiffres records de 2007 en 2012 seulement;
- une évolution favorable de la fortune mobilière en 2009 et 2010, conséquence de la remontée des bourses depuis mars;
- une augmentation de la masse salariale et des retraites versées en 2009, mais avec une baisse importante des revenus du capital et du revenu de certaines catégories d'indépendants;
- une stabilisation du nombre d'emplois à la fin de l'année 2008, mais avec une hausse du chômage jusqu'à la fin du premier semestre 2010.

Le Conseil d'Etat estime en outre que l'économie genevoise est aujourd'hui fondamentalement et structurellement saine et compétitive. Notre canton devrait être en mesure de traverser la crise sans subir de trop importants dommages, et de profiter ensuite pleinement du retour progressif à une croissance raisonnable.

Recettes fiscales marquées par des incertitudes

Depuis l'introduction du système «postnumerando», les comptes sont fondés sur une estimation des recettes fiscales pour les impôts périodiques. Ces estimations présentent inévitablement une certaine marge d'erreur et sont effectuées avec prudence. Depuis quatre ans, les estimations se sont de ce fait avérées inférieures à la réalité, de sorte que l'Etat comptabilise chaque année des correctifs sur les exercices antérieurs qui améliorent singulièrement le résultat des comptes par rapport au budget.



Comme l'indique le graphique ci-dessus, les correctifs sur les exercices antérieurs ne peuvent être pris en compte dans l'établissement du budget, ce qui induit un écart significatif entre le budget et les comptes, ces derniers présentant dès lors des résultats plus élevés.

Les méthodes d'estimation varient en fonction de l'impôt considéré. Pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques au barème ordinaire, les prévisions fiscales 2010 s'effectuent sur la base des bordereaux notifiés pour les exercices 2007 et 2008 et des hypothèses de croissance fondées sur l'évolution du PIB et de l'inflation. Les prévisions se modifient chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la taxation, et chaque trimestre, en fonction de l'actualisation des hypothèses de croissance retenues par le Groupe de perspectives économiques (GPE). Enfin, les économètres de l'Administration fiscale ajustent, année après année, les paramètres de l'équation par une analyse a posteriori permettant de retenir les formules les plus fiables en fonction des écarts enregistrés.

Pour l'impôt sur la fortune, les estimations sont basées sur l'évolution des statistiques fournies par la BNS sur la valeur de la fortune mobilière et sur une hypothèse relative à l'évolution probable pour l'année suivante.

Pour les personnes morales, l'estimation est réalisée sur la base des bordereaux notifiés (2007 et 2008) et du résultat du questionnaire adressé chaque semestre à plus de 70 entreprises représentant 45% du total de l'impôt. Les entreprises consultées donnent des indications sur les perspectives de bénéfices de l'année en cours et de l'année suivante.

Dans le projet de budget 2010, les hypothèses de croissance suivantes ont été retenues pour l'impôt de l'année en cours (comparaison avec les comptes restitués 2007 et 2008):

| | 2007/2008 | 2008/2009 | 2009/2010 Hors Loi 10199 | 2009/2010 Avec Loi 10199 |
|--|-----------|-----------|-----------------------------|-----------------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques | + 4,0% | - 3,4% | + 0,7% | - 9,5% |
| Impôt sur la fortune des personnes physiques | - 17,9% | + 2,0% | + 9,7% | + 8,5% |
| Impôt sur les personnes morales | - 4,3% | - 11,1% | + 5,3% | + 5,3% |

Des estimations mises à jour sur la situation au 30 octobre viendront, comme chaque année, corriger le projet de budget avant son vote par la commission des finances et le Grand Conseil.

Ensemble des revenus de fonctionnement

| Millions de francs | C 2008 | B 2009 | PB 2010 | Ec PB 2010 | art - B 2009 |
|---|---------|---------|---------|---------------|-----------------|
| Impôts | 5'755.2 | 5'577.8 | 5'216.3 | -361.6 | -6.5% |
| Patentes et concessions | 13.4 | 18.3 | 14.7 | -3.6 | -19.9% |
| Revenus des biens | 432.4 | 298.5 | 367.0 | +68.4 | +22.9% |
| Recettes diverses | 960.9 | 699.0 | 656.9 | -42.1 | -6.0% |
| dont dissolutions provisions | 475.9 | 296.1 | 256.7 | -39.4 | -13.3% |
| Parts à des recettes sans affectation | 593.6 | 551.5 | 553.3 | +1.7 | +0.3% |
| dont parts cantonales à des impôts fédéraux | 402.0 | 340.6 | 356.8 | +16.2 | +4.7% |
| Dédommagements de collectivités publiques | 181.3 | 163.9 | 147.0 | -16.9 | -10.3% |
| Subventions acquises | 296.8 | 277.1 | 282.0 | +4.9 | +1.8% |
| Total des revenus | 8'233.7 | 7'586.3 | 7'237.2 | -349.1 | -4.6% |

L'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques est prévu à 3'351,9 millions, inférieur de 376,2 millions (-10,1%) au budget 2009 et en recul de 479,2 millions (-12,5%) comparé aux comptes 2008. Cette baisse est la conséquence directe de la baisse d'impôt sur laquelle le peuple est appelé à se prononcer le 27 septembre, à laquelle s'ajoutent la crise économique et les effets des correctifs sur les exercices antérieurs dont il a été question plus haut.

L'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales s'élève à 1'180,2 millions, dépassant le budget 2009 de 83,5 millions (7,6%). Il constitue une première étape du retour aux bénéfices enregistrés en 2007 dans les entreprises exportatrices et le secteur financier. La progression de cet impôt est en outre freinée par la disparition des centimes additionnels sur le bénéfice et le capital perçus de façon temporaire pour financer l'augmentation du capital de dotation de l'Etat en faveur de la Fondation pour la Halle 6, occasionnant une baisse d'environ 6 millions de francs; elle est aussi freinée par la prise en compte de l'hypothèse d'une réduction de l'impôt sur le capital liée à la réforme de l'imposition des entreprises (loi 10218), évaluée à 20 millions (votation du 27 septembre).

Les autres impôts diminuent de 68,8 millions (-9,1%) par rapport au budget 2009. Le produit des successions baisse de 97 millions (-38,0%), tout en restant à un niveau élevé du fait de successions d'un montant extraordinaire (environ 60 millions). Les impôts liés à l'immobilier augmentent de 22,5 millions (10,5%) sur la base des résultats supérieurs au budget enregistrés en 2009. Ces facteurs, conjugués avec une croissance du produit de l'enregistrement et du timbre, expliquent

en grande partie l'augmentation de 62,1 millions (10,0%) par rapport aux comptes 2008.

La progression de la part cantonale à des impôts fédéraux (personnes physiques et morales) traduit une certaine reprise, l'impôt fédéral n'étant par ailleurs pas concerné par la baisse d'impôts soumise à votation le 27 septembre.

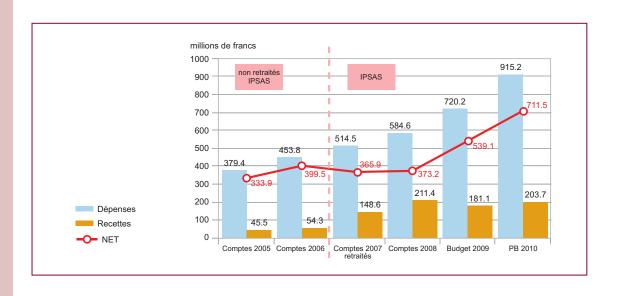
Les revenus non fiscaux sont pratiquement stables (-3,7 millions ou -0,2%), l'augmentation des revenus des biens étant compensée par les utilisations de provisions et la diminution des dédommagements de collectivités publiques.

Niveau record des investissements

Le montant total des investissements nets prévus en 2010 atteint un niveau record de 711,5 millions de francs, soit une progression d'environ 90% par rapport aux comptes 2008 et de plus de 30% par rapport au budget 2009.

Les dépenses, déduction faite d'une réduction globale (RGI) de 50 millions inscrite en totalité au DCTI, culminent à 915,2 millions de francs, soit une augmentation de 57% par rapport aux comptes 2008 et de 27% par rapport au budget 2009.

Le projet de budget confirme ainsi la forte détermination qui anime le Conseil d'Etat depuis 2006 pour doter le canton des infrastructures publiques nécessaires à assurer durablement son développement. En l'espace d'une législature, les dépenses d'investissements auront ainsi plus que doublé. A partir de 2011, le niveau des dépenses d'investissements devrait dépasser le milliard de francs si tous les projets en cours et prêts à démarrer avancent comme prévu.



| N° Loi | Libellé Loi | PB2010 (millions de CHF) | % Dépenses totales |
|--------------|--|-----------------------------|-----------------------|
| 8719 - 10444 | Liaison CEVA | 82.00 | 8.5% |
| H.1.50 | Extension du réseau tramway - TCMC | 77.00 | 8.0% |
| H.1.50 | Extension du réseau tramway - TCOB | 75.00 | 7.8% |
| 9422 | HUG - Maternité - 3e étape - Construction / Equipement | 32.10 | 3.3% |
| 9955 | CMU - 5e étape - Construction / Equipement | 24.70 | 2.6% |
| 10418 | Curabilis - extension et transformation | 24.44 | 2.5% |
| En cours | EMS - construction solde EMS (12 projets ~900 lits) | 20.56 | 2.1% |
| 9015 | Collège Sismondi - Reconstruction / Equipement | 17.36 | 1.8% |
| 10407 | IHEID Maison de la Paix | 17.00 | 1.8% |
| 8662-10441 | Traversée de Vesenaz | 12.50 | 1.3% |
| 9897 | CO Drize - Construction / Equipement / Informatique | 12.16 | 1.3% |
| 10008 | LUP - achats | 10.00 | 1.0% |
| 9610 | EMS - Les Mouilles et La Poterie | 10.00 | 1.0% |
| 10409 | HUG - HDE - 3e étape - Construction / Equipement | 9.76 | 1.0% |
| 10177 | Administration en ligne (AEL) | 9.04 | 0.9% |
| En cours | HUG - Nouveau bâtiment des lits (BDL2) - construction | 4.00 | 0.4% |
| | | 438 | 45% |

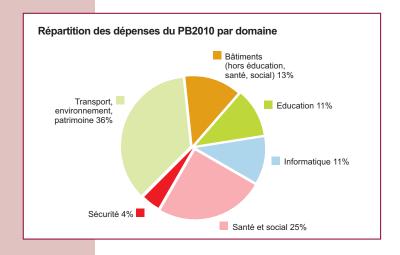
Les principaux projets prévus en 2010 font partie du dispositif de soutien à l'économie et à l'emploi. Les chantiers énumérés ci-dessus représentent 45% des dépenses d'investissements.

Presque deux tiers des dépenses (63%) sont affectées aux crédits d'ouvrage, soit aux projets qui visent à réaliser de nouvelles infrastructures publiques. Les crédits de programme, qui permettent le renouvellement et le maintien en état du patrimoine existant, représentent un tiers des dépenses (33%). Le solde (4%) est constitué de prêts et dotations, dont une partie est destinée aux logements d'utilité publique.

Les domaines des transports, de l'environnement, de la santé et du social représentent 60% du budget. Cette part prépondérante met en évidence les efforts importants qui sont consacrés aux infrastructures de transports publics (Trams et CEVA) ainsi qu'aux bâtiments hospitaliers et aux EMS.

Les recettes d'investissements s'élèvent à 203,7 millions de francs. En légère diminution (-4%) par rapport aux comptes 2008, elles progressent toutefois de 12% par rapport au budget 2009. Elles sont composées à 90% des recettes de location-financement relatives aux HUG et à l'Université (98,3 millions) ainsi que des subventions reçues de la Confédération au titre de l'extension du réseau tramway TCOB et TCMC (55,7 millions) et des cessions de terrains (30 millions). Elles couvrent environ 22% des dépenses.

Au fur et à mesure de leur mise en service, les nouveaux investissements vont engendrer des charges financières (amortissements et intérêts) ainsi que des frais d'exploitation (charges de personnel et dépenses générales) qui nécessiteront inévitablement, à moyen terme, une adaptation des budgets de fonctionnement.



Ensemble des charges de fonctionnement

| Millions de francs | C 2008 | B 2009 | PB 2010 | Ec PB 2010 | |
|--|---------|---------|---------|---------------|--------|
| Charges de personnel | 1'990.6 | 2'016.4 | 2'072.0 | +55.6 | +2.8% |
| Dépenses générales | 384.5 | 422.8 | 416.3 | -6.5 | -1.5% |
| Intérêts passifs | 349.3 | 318.3 | 319.6 | +1.3 | +0.4% |
| Amortissements, provisions, irrécouvrables | 1'008.7 | 599.9 | 607.4 | +7.4 | +1.2% |
| dont provisions | 259.8 | 214.8 | 206.1 | -8.7 | -4.1% |
| Parts et contributions sans affectation | 519.1 | 521.5 | 468.3 | -53.2 | -10.2% |
| Dédommagements à des tiers | 207.7 | 241.5 | 179.0 | -62.5 | -25.9% |
| Subventions accordées | 3'277.9 | 3'450.6 | 3'539.2 | +88.6 | +2.6% |
| Total des charges | 7'737.8 | 7'571.0 | 7'601.8 | +30.8 | +0.4% |

Croissance contenue des charges

Globalement, les charges augmentent de 0,4% entre le budget 2009 et le projet de budget 2010. Hors Fondation de valorisation des actifs de la BCGE, l'augmentation est de 1,4%.

La progression de 2,8% des charges de personnel est due à trois facteurs: les mécanismes salariaux, la création de nouveaux postes et la nouvelle définition de la réduction technique linéaire.

En ce qui concerne les mécanismes salariaux, le Conseil d'Etat respecte les engagements pris à l'égard des organisations représentatives du personnel en versant l'annuité 2010 selon les mécanismes usuels, à laquelle s'ajoute l'annuité 2009 décalée versée au corps enseignant. En revanche le budget ne prévoit pas d'indexation, puisque le taux d'inflation est actuellement négatif.

Le Conseil d'Etat a également tenu à répondre à des besoins prioritaires par la création de 238 postes. Il est en effet nécessaire et urgent de s'adapter aux exigences de la nouvelle organisation de la justice adoptée au plan fédéral, de consolider les effectifs de la police, de doter le corps pénitentiaire des moyens de se préparer à l'ouverture de l'établissement Curabilis, et de faire face à l'augmentation du nombre d'élèves au post-obligatoire.

Ces créations de postes concernent dès lors essentiellement le pouvoir judiciaire (52), le corps de police (20), le personnel des établissements pénitentiaires (53), ainsi que l'enseignement spécialisé (21) et l'enseignement post-obligatoire (50). Au niveau du «petit Etat», l'augmentation des effectifs se monte ainsi à 1,4%, un chiffre proche du taux de croissance de la population (voir détail par département dans le tableau ci-dessous).

Les dépenses générales diminuent de 1,5% par rapport au budget 2009, confirmant ainsi la baisse observable depuis 2003. Cette diminution s'explique notamment par l'efficacité des reports budgétaires, par les rabais obtenus par la centrale commune d'achats et la discipline dont fait preuve l'administration.

Les subventions augmentent de 2,6%, une évolution qui peut être jugée rassurante compte tenu du contexte économique.

| | | 2010 | | | | | |
|---------------|------------------------------------|-----------------------------------|--|---------------------------------|--------------------------|--|--|
| DEPARTEMENT | Internalisation Externalisation | Transferts internes Petit Etat | Postes supprimés + Réallocations internes | Nouveaux postes accordés par CE | Projet de Budget 2010 | | |
| CHA | | 1.00 | | 1.00 | 70.83 | | |
| DF | | 1.00 | | 6.00 | 769.00 | | |
| DIP | -29.20 | 2.00 | 0.00 | 77.10 | 7'192.61 | | |
| DI | | -2.00 | | 96.90 | 2'787.63 | | |
| DCTI | | | | | 1'092.85 | | |
| DT | | 4.30 | 0.02 | 5.50 | 493.50 | | |
| DSE | | -5.30 | | | 678.35 | | |
| DES | | | | | 224.23 | | |
| Total Admin. | -29.20 | 1.00 | 0.02 | 186.50 | 13'309.00 | | |
| SGGC | | | | | 22.97 | | |
| PJ | | -1.00 | | 51.50 | 492.42 | | |
| Total Général | -29.20 | 0.00 | 0.02 | 238.00 | 13'824.39 | | |
| CdC | | | | | 1.00 | | |
| Constituante | | | | | 4.00 | | |

Subventions

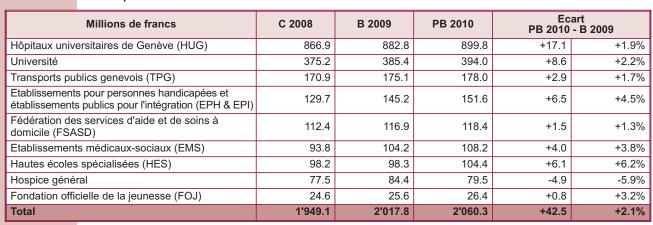
| Millions de francs | C 2008 | B 2009 | PB 2010 | Ecart PB 2010 - B 2009 | |
|-------------------------|---------|---------|---------|---------------------------|--------|
| Indemnités | 2'108.3 | 2'184.0 | 2'246.4 | +62.4 | +2.9% |
| Aides financières | 98.5 | 107.0 | 112.5 | +5.6 | +5.2% |
| Allocations à des tiers | 1'010.7 | 1'139.1 | 1'153.9 | +14.8 | +1.3% |
| Non soumises à la LIAF | 60.3 | 20.5 | 26.3 | +5.9 | +28.7% |
| Total des subventions | 3'277.9 | 3'450.6 | 3'539.2 | +88.6 | +2.6% |

La progression des allocations à des tiers est modérée. Ceci s'explique en bonne partie par le fait que les dépenses en 2009 sont inférieures au budget, ce qui a été pris en compte dans le budget 2010.

L'augmentation des indemnités traduit la concrétisation des lois quadriennales adoptées par le Parlement et fondées sur des contrats de prestations. Elle inclut l'application des mécanismes salariaux, qui sont compensés pour certaines institutions à hauteur du degré de subventionnement. La prime aux cadres supérieurs voulue par le Grand Conseil dans le contexte du nouveau système de rémunération - mais noninscrite au budget 2009 - exerce également un impact significatif.

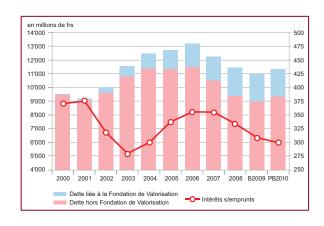
Le projet de budget est caractérisé par un effort important en faveur des EMS et des EPH. L'Etat prévoit ainsi en 2010 l'ouverture nette de 197 lits dans des EMS et de 100 places dans des EPH auxquelles s'ajoute l'annualisation de 90 places créées en 2009.

Principales indemnités



Les intérêts et frais d'emprunt diminuent de 9 millions par rapport au budget 2009, conséquence du bas niveau des taux d'intérêts. Après un recul de près de 2,4 milliards entre 2006 et 2009, la dette pourrait augmenter en 2010 du fait du niveau très élevé des investissements.

L'activité héritée de la Fondation sera gérée par le futur Centre de contentieux de l'Etat. Le CR de la Fondation de valorisation disparaîtra dans les budgets et comptes de l'exercice 2010. Le projet de budget 2010 prévoit 23 millions de charges et 37,5 millions de revenus pour le Centre de contentieux, traduisant pour l'essentiel la reprise des activités résiduelles de la Fondation.



Disparition de la Fondation de valorisation

Conformément à la loi 10202, la Fondation de valorisation des actifs de la BCGE disparaîtra le 31 décembre 2009. L'Etat succèdera alors à la Fondation pour reprendre les actifs et passifs résiduels. Les actifs résiduels de la Fondation sont estimés à environ 50 millions, sur les 5,3 milliards d'origine.





Projet de loi établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2010 (LBu-2010) D 3 70

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,

vu les articles 54, 56, 80, 81, 82, 83, 96, 97 et 117 de la constitution de la République et canton de Genève, du 24 mai 1847;

vu la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993, décrète ce qui suit :

Chapitre I Contributions publiques

Art. 1 Perception des impôts

Le Conseil d'Etat perçoit les impôts conformément aux lois en vigueur.

Art. 2 Perception des centimes additionnels

Il est perçu en 2010, au profit de l'Etat, les centimes additionnels prévus au chapitre II de la présente loi.

Chapitre II Centimes additionnels

Art. 3 Personnes physiques

¹ Il est perçu 47,5 centimes, par franc et fraction de franc, sur le montant des impôts cantonaux sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

² En application de la loi accordant une indemnité et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2008 à 2011, du 4 décembre 2008 (loi 10064), il est perçu, en 2010, 1 centime additionnel supplémentaire, par franc et fraction de franc, sur le montant des impôts cantonaux sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

Art. 4 Personnes morales

Il est perçu:

- a) 88,5 centimes, par franc et fraction de franc, sur le montant de l'impôt cantonal sur le bénéfice des personnes morales;
- b) 77,5 centimes, par franc et fraction de franc, sur le montant de l'impôt cantonal sur le capital des personnes morales.

Art. 5 Successions et enregistrement

Il est perçu:

- a) pour les successions ouvertes après le 31 décembre 2009, 110 centimes, par franc et fraction de franc, sur les droits prévus aux articles 19 à 21 de la loi sur les droits de succession, du 26 novembre 1960; les successions ouvertes avant le 1er janvier 2010 restent soumises aux centimes additionnels prévus par la loi budgétaire de l'année du décès:
- b) 110 centimes, par franc et fraction de franc, sur les droits prévus dans la loi sur les droits d'enregistrement, du 9 octobre 1969, à l'exception des amendes. Les actes enregistrés avant le 1er janvier 2010 restent soumis aux centimes additionnels prévus par la loi budgétaire de l'année de leur enregistrement.

Chapitre III Budget administratif

Art. 6 Budget administratif

Le budget administratif de l'Etat de Genève pour 2010 est annexé à la présente loi.

Art. 7 Fonctionnement

Art. 8 Investissements

Chapitre IV Dérogations

Art. 9 Cas d'urgence pour une dépense nouvelle

A titre exceptionnel, si des circonstances particulières empêchent absolument le Conseil d'Etat de consulter le Grand Conseil avant d'engager une dépense nouvelle, le gouvernement doit immédiatement, après avoir engagé la dépense, transmettre au Grand Conseil un projet de loi la sanctionnant.

Chapitre V Emprunts

Art. 10 Emprunts

Chapitre VI Garantie de l'Etat

Art. 11 Facturation

² Le détail de la rémunération des engagements de pied du bilan de l'Etat est le suivant :

| Transports publics genevois (TPG) | 0,125% |
|---|--------|
| Fondation de l'Ecole internationale de Genève | 0,125% |
| Fondation pour l'étude des relations | |
| internationales et du développement (IHEID) | 0,125% |
| Banque cantonale de Genève (BCGe) | 0,081% |
| Fondation Cité universitaire | 0,125% |
| Haute école de travail social | 0,125% |
| Association Première Ligne | 0.125% |
| Fondation d'aide aux entreprises | 0,125% |
| Fondation des parkings | 0,125% |
| Fondation des parkings (Etoile) | 0,125% |
| Fondation des parkings (Sous-Moulin) | 0,125% |
| Fondation des parkings (Genève-Plage) | 0,125% |
| Fondation des parkings (Alpes) | 0,125% |
| Palexpo SA | 0,125% |
| Fondation de l'expression associative | 0,125% |

³ La liste des engagements ci-dessus peut évoluer en cours d'exercice en fonction des engagements décidés par le Conseil d'Etat et/ou le Grand Conseil.

¹ Les charges s'élèvent à 7 601 808 568 F et les revenus à 7 237 196 909 F hors imputations internes et subventions redistribuées.

² L'excédent de charges s'élève à 364 611 659 F et l'excédent de charges à 415 265 511 F avant dotations et dissolutions de provisions.

¹ Les dépenses d'investissement sont arrêtées à 915 164 012 F et les recettes à 203 650 341 F.

² Les investissements nets s'élèvent à 711 513 671 F avec les locations financement et à 809 785 146 F hors locations financement.

¹ Pour assurer l'exécution du budget administratif, le Conseil d'Etat est autorisé à émettre des emprunts en 2010, au nom de l'Etat de Genève.

² Le Conseil d'Etat peut, en outre, renouveler en 2010 les emprunts venant à échéance ou remboursés par anticipation.

¹ La rémunération des engagements de pied de bilan de l'Etat est fixée pour l'année 2010 à 0,125 % pour l'ensemble des entités concernées sous réserve du taux de la Banque cantonale de Genève fixé à 0,081%.

Chapitre VII Dispositions finales

Art. 12 Référendum

Selon les articles 53 et 54 de la constitution de la République et canton de Genève, du 24 mai 1847, l'article 10 (emprunts) est soumis au délai référendaire de 40 jours.

Certifié conforme Le chancelier d'Etat : Robert HENSLER

| Projet de budget administratif 2010 | | en | en CHF |
|--|--------------------------|---------------|---------------|
| | Projet de Budget 2010 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Fonctionnement | | | |
| Revenus (Hors imputations internes et subventions à redistribuer) | 7'237'196'909 | 7'586'312'123 | 8'233'665'146 |
| Charges (Hors imputations internes et subventions à redistribuer) | 7'601'808'568 | 7'570'991'803 | 7.737'779'867 |
| Résultat net | -364'611'659 | 15'320'320 | 495'885'279 |
| Résultat net hors provisions | -415'265'511 | -65'948'925 | 279'762'714 |
| Investissement | | | |
| Recettes (Hors imputations internes) | 203'650'341 | 181'071'812 | 873'486'872 |
| Dépenses (Hors imputations internes) | 915'164'012 | 720'185'503 | 584'685'636 |
| Investissements nets | 711'513'671 | 539'113'691 | -288'801'236 |
| | | | |

Etats financiers selon les normes IPSAS

Budget de fonctionnement

| | | | Numéro de note annexe | P - Budget 2010 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---------|---|---------|--------------------------|--------------------|----------------|----------------|
| REVENUS | Impôts | | 1 | 5'573.0 | 5'918.4 | 6'157.2 |
| | Amendes, patentes et concessions | | 2 | 81.7 | 79.4 | 57.3 |
| | Revenus des biens du patrimoine adminis | stratif | 3 | 377.1 | 303.1 | 321.2 |
| | Revenus provenant de contreprestations | | 4 | 333.2 | 308.8 | 349.5 |
| | Subventions, dédommagements et transfe | erts | 5 | 519.7 | 549.3 | 565.2 |
| | Utilisation et dissolution de provision | | 6, 6.1, 6.2 | 256.7 | 205.0 | 334.8 |
| | Produits différés de subventions d'investisse | ement | 7 | 2.0 | 2.3 | 0.7 |
| | Autres revenus | | 8 | 19.8 | 15.5 | 16.2 |
| | Revenus Fondation de valorisation | | 9 | - | 124.1 | 232.7 |
| | Revenus d'exploitation | а | | 7'163.2 | 7'506.0 | 8'034.7 |
| CHARGES | Charges de personnel | | 10 | 2'072.0 | 2'016.4 | 1'990.6 |
| | Dépenses générales | | 11 | 416.3 | 422.8 | 384.5 |
| | Subventions accordées | | 12 | 3'539.2 | 3'450.6 | 3'277.9 |
| | Charges de dédommagements et de trans | sferts | 13 | 647.3 | 670.6 | 662.5 |
| | Amortissements du patrimoine administra | tif | 7 | 270.8 | 265.9 | 279.3 |
| | Constitution de provisions | | 6, 6.1, 6.2 | 206.1 | 212.5 | 251.0 |
| | Autres charges | | 14 | 130.5 | 119.3 | 354.9 |
| | Charges Fondation de valorisation | | 9 | - | 94.7 | 73.2 |
| | Charges d'exploitation | b | | 7'282.2 | 7'252.7 | 7'273.7 |
| | Résultat d'exploitation | c=a-b | | -119.0 | 253.3 | 761.0 |
| | Revenus financiers | d | 15 | 74.0 | 80.3 | 198.9 |
| | Charges financières | е | 15 | 319.6 | 318.3 | 464.1 |
| | RESULTAT NET | f=c+d-e | | -364.6 | 15.3 | 495.9 |
| | | | | | | |

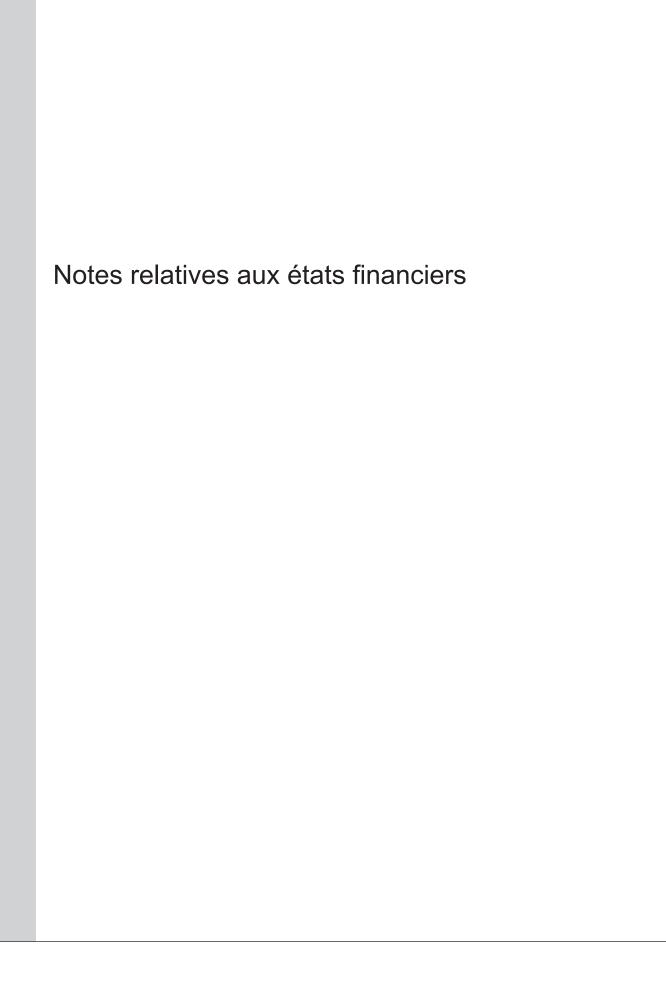
Budget d'investissement

| | | Numéro de note annexe | P - Budget 2010 | Budget 2009 | Comptes 2008 |
|----------|---|--------------------------|--------------------|-------------|-----------------|
| RECETTES | Remboursements de créances ou des prêts | 7 | 3.9 | 1.4 | 32.2 |
| | Créances de location-financement | 7 | 98.3 | 103.3 | 105.0 |
| | Subventions acquises | 7, 5 | 71.5 | 73.9 | 53.6 |
| | Remboursements de subventions accordées | | | 2.5 | |
| | Transferts d'actifs SIG | 7 | | | 437.8 |
| | Cessions d'actifs terrains | 7 | 30.0 | | 20.5 |
| | Cessions d'actifs Confédération (RN) | 7 | | | 178.8 |
| | Transferts au patrimoine financier | 7 | | | 45.5 |
| | Recettes d'investissement | 16 | 203.7 | 181.1 | 873.5 |
| | | | | | |
| DÉPENSES | Créances et prêts | 7 | 14.3 | 9.3 | 7.4 |
| | Participations | 7 | 28.2 | 41.0 | 74.4 |
| | Immobilisations corporelles | 7 | 572.5 | 539.8 | 406.4 |
| | Immobilisations incorporelles | 7 | 57.1 | 55.2 | 40.3 |
| | Subventions accordées | 7 | 293.1 | 174.8 | 56.3 |
| | Réduction linéaire (budget uniquement) | | -50.0 | -99.9 | |
| | Dépenses d'investissement | 16 | 915.2 | 720.2 | 584.7 |
| | | | | | |
| | INVESTISSEMENTS NETS | | 711.5 | 539.1 | -288.8 |

Tableau de variation des fonds propres

| | | Numéro de note annexe | Fonds propres reportés | Réserves des fonds propres affectés | Réserve conjoncturelle | Réserves de réévaluation | Total |
|----------------------------|---|--------------------------|------------------------------|--|---------------------------|--------------------------|----------------------|
| VARIATION 2010 projetée | Solde au 1.1. | | 1'583.5 | 245.2 | 743.7 | 63.0 | 2'635.4 |
| | Résultat net de l'exercice | | -364.6 | | | | -364.6 |
| | Attributions de l'Etat et affectations du résultat aux fonds propres affectés | 17 | -20.6 | 20.6 | | | - |
| | Fonds transférés | 17 | | | | | - |
| | Attribution à la réserve conjoncturelle | | | | | | (1) |
| | Réserve de réévaluation | | | | | | (1) |
| | | | 414000 | 005.0 | 7.40 7 | 00.0 | 21270.0 |
| | Solde au 31.12. | | 1'198.3 | 265.8 | 743.7 | 63.0 | 2'270.8 |
| | Solde au 31.12. | | 1'198.3 | 265.8 | /43./ | 63.0 | 22/0.8 |
| VARIATION | Solde au 31.12. Solde au 1.1. | Т | 1'198.3 | 204.4 | 743.7 | 63.0 | 2'620.1 |
| VARIATION 2009 projetée | | | | | | | |
| | Solde au 1.1. | 17 | 1'609.0 | | | | 2'620.1 |
| | Solde au 1.1. Résultat net de l'exercice Attributions de l'Etat et affectations | 17 17 | 1'609.0 15.3 | 204.4 | | | 2'620.1 |
| | Solde au 1.1. Résultat net de l'exercice Attributions de l'Etat et affectations du résultat aux fonds propres affectés | | 1'609.0 15.3 | 204.4 | | | 2'620.1 |
| | Solde au 1.1. Résultat net de l'exercice Attributions de l'Etat et affectations du résultat aux fonds propres affectés Fonds transférés | | 1'609.0 15.3 | 204.4 | | | 2'620.1 15.3 - |

⁽¹⁾ Au moment de l'établissement du budget, aucune projection n'est effectuée



1. Généralités

Le canton de Genève est très densément peuplé et cosmopolite. Il abrite 453'439 habitants à fin 2008 (presque 6% de la population suisse pour une superficie de 282 km2, soit 0,6% de la Suisse). La population active genevoise, en forte croissance depuis quelques années, bénéficie de flux migratoires importants. Près de 4 personnes sur 10 sont de nationalité étrangère. L'économie du canton, riche et diversifiée, est fortement tertiarisée (84% de l'emploi local). Son produit intérieur brut (PIB) est évalué à 43,7 milliards de francs en 2008, soit environ 8% du PIB national (source : "Les prévisions conjoncturelles 2009 de la BCGE et l'analyse du PIB genevois", BCGE, Genève, décembre 2008).

L'autorité législative est assumée par le Grand Conseil, parlement de 100 députés élus pour quatre ans par le peuple genevois. Selon les principes politiques de la démocratie directe, la Constitution genevoise prévoit que toutes les lois adoptées par le Grand Conseil soient soumises à référendum, facultatif ou obligatoire. L'autorité exécutive est exercée par le Conseil d'Etat composé de sept magistrats élus pour quatre ans par le peuple genevois. Le Conseil d'Etat désigne l'un de ses membres à sa présidence pour une durée d'un an ainsi qu'un Chancelier d'Etat pour la durée de la législature. L'autorité judiciaire est détenue par le Procureur général élu tous les quatre ans par le peuple genevois.

Depuis 2006, une Cour des comptes élue pour six ans par le peuple genevois exerce un contrôle indépendant et autonome de l'administration cantonale, des institutions cantonales de droit public et des organismes subventionnés.

Le canton de Genève comprend quarante-cinq communes dont la plus importante est la Ville de Genève. Celles-ci sont autonomes institutionnellement, politiquement, financièrement et fiscalement. L'Etat de Genève a un devoir de surveillance mais n'est pas responsable des défauts de paiement éventuels des communes.

Normes comptables

Conformément à la Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève (LGAF), les états financiers sont préparés depuis l'exercice 2008 selon les normes comptables internationales pour le secteur public édictées par l'IPSAS Board (ci-après, les normes IPSAS).

Le Conseil d'Etat a émis des directives d'application des normes IPSAS (ci-après, les DiCo-GE). Celles-ci sont disponibles sur le site internet de l'Etat de Genève (www.ge.ch/ipsas).

Les états financiers sont préparés selon le principe

de l'image fidèle, à savoir la représentation sincère des effets des transactions, autres événements et conditions, en accord avec les définitions et critères de reconnaissance pour les actifs, passifs, revenus et charges définis dans les normes comptables internationales et dans les DiCo-GE.

Les états financiers satisfont au principe de la comptabilité d'exercice qui enregistre les opérations lorsqu'elles se réalisent, indépendamment des mouvements de trésorerie correspondants. Les états financiers sont également préparés selon le principe des coûts historiques. Ainsi, la valeur attribuée aux postes des états financiers reflète les coûts à la date d'origine des opérations ou des faits visés, à l'exception de certains actifs et passifs évalués à la juste valeur.

Sauf indication contraire, les états financiers sont présentés en millions de francs suisses.

Dérogations par rapport aux normes IPSAS

Dans le cadre de l'élaboration des DiCo-GE, il est apparu que certains principes figurant dans les normes IPSAS ne correspondaient pas à la présentation d'une image fidèle, principalement en raison de l'inadéquation entre les normes et les spécificités des collectivités publiques suisses. Des dérogations ont été consenties pour les raisons suivantes :

Reconnaissance du découvert des caisses de prévoyance

La norme comptable internationale IPSAS 25 sur les prestations aux collaborateurs traite de la comptabilisation des engagements de prévoyance dans les états financiers des employeurs. L'application de cette norme n'est obligatoire qu'à partir de 2011.

Cette norme prévoit un traitement similaire aux normes d'information financière IFRS selon lesquelles le déficit technique des caisses de pension, évalué selon les principes des unités de crédits projetées, doit être entièrement provisionné dans les états financiers de l'entité-employeur.

Ces normes ne sont toutefois pas entièrement satisfaisantes car elles ne prennent pas en considération les spécificités des caisses de pension publiques suisses en capitalisation partielle avec garantie de l'Etat basée sur sa pérennité.

Elles ne sont pas non plus satisfaisantes du point de vue de l'information délivrée qui ne correspond pas à la réalité économique (et donc au principe de l'image fidèle) ni au principe de la pertinence selon lequel l'information délivrée doit faciliter les décisions des dirigeants. Le provisionnement de l'entier du déficit technique revient à surévaluer les risques de la collectivité qui octroie sa garantie. En effet, les difficultés financières d'une caisse sont

réelles lorsque le taux de capitalisation franchit un taux plancher (différent de 100%) correspondant à l'objectif de couverture fixé par les statuts en fonction de la législation.

Pour ces raisons, en ce qui concerne la comptabilisation des engagements de prévoyance dans les états financiers des employeurs, les DiCo-GE appliquent les principes prévus par les normes comptables suisses (Swiss GAAP RPC 16). Selon ces principes, une provision doit être comptabilisée lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour l'employeur. Si cela n'est pas le cas, l'engagement doit être indiqué dans l'annexe aux états financiers en tant que « passif éventuel ».

La nécessité d'une provision est affaire de jugement, sur la base des informations existantes relatives à la santé financière des caisses de pension et de rapports d'experts indépendants. Deux critères sont principalement pris en compte, à savoir l'objectif de couverture statutaire d'une caisse de prévoyance et sa situation par rapport au « modèle des experts ».

Le « modèle des experts » est un modèle d'évaluation des caisses de pension publique suisses en cours de discussion aux Chambres fédérales. L'Etat de Genève a choisi de l'utiliser comme modèle de pilotage de ses caisses de pension publiques, sans attendre la décision définitive au niveau fédéral. Le « modèle des experts » distingue le taux de couverture des engagements envers les pensionnés du taux de couverture des engagements envers les assurés actifs. Le taux de couverture des assurés actifs selon le « modèle des experts » s'entend une fois que les engagements envers les pensionnés sont couverts à 100%.

Information relative aux parties liées¹

Les normes comptables internationales IPSAS prévoient de publier le montant global de la rémunération des membres proches de la famille des principaux dirigeants.

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de l'organisation, de la direction et du contrôle des activités de l'entité présentant les états financiers. Pour l'Etat de Genève, les principaux dirigeants comprennent : les conseillers d'Etat, le chancelier d'Etat, le procureur général, les secrétaires généraux, la sautière et les directeurs généraux. L'Etat étant le principal employeur du canton et les procédures d'engagement ainsi que les salaires versés dans la fonction publique étant transparents, il est estimé que cette information n'est pas pertinente.

Non retraitement des exercices antérieurs¹

Lors d'un changement de méthode comptable ou lors de la correction d'une erreur significative sur les exercices antérieurs, les normes comptables internationales prescrivent de retraiter les années antérieures et de corriger le bilan d'entrée.

Il a été estimé qu'il n'était pas judicieux de retraiter des états financiers qui ont été formellement approuvés par le Grand Conseil. L'ensemble des effets relatifs aux années antérieures liés à des changements de méthode comptable ou à la correction d'erreurs sont comptabilisés dans le compte de fonctionnement de l'année en cours, en dérogation avec les normes IPSAS. Par contre, ces éléments sont identifiés et, s'ils sont significatifs, sont présentés de manière séparée dans une rubrique "éléments d'ajustement" du compte de fonctionnement.

¹Non présenté dans le cadre du budget

2. Principes et méthodes comptables

États financiers

Le bilan, le compte de fonctionnement, le compte d'investissement, le tableau de flux de trésorerie, le tableau de variation des fonds propres, les notes annexes et le rapport du réviseur (l'Inspection cantonale des finances) constituent les états financiers individuels de la République et canton de Genève.

Dans le cadre de l'élaboration du budget de la République et canton de Genève seuls le budget de fonctionnement, le budget d'investissement ainsi que le tableau de variation des fonds propres sont réalisés.

Bilan¹

Le bilan est composé des actifs et des passifs. Les actifs sont des ressources contrôlées par une entité du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques ou des potentiels de service. Les actifs représentent ainsi la liste des moyens d'activités présents et leur valeur.

Les passifs sont des obligations actuelles de l'entité résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entité par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou de potentiels de service. Les passifs établissent la liste des prétentions des ayants droit (propriétaires ou créanciers) sur les moyens d'activités non consommés qu'ils financent et leur valeur.

En tant que critère primaire d'ordonnancement, sont présentés séparément les actifs courants et non courants ainsi que les passifs courants et non courants. En tant que critère secondaire d'ordonnancement, les actifs courants et non courants sont présentés en fonction de leur ordre de disponibilité et les passifs courants et non courants en fonction de leur ordre d'exigibilité.

Sont considérés comme actifs ou passifs courants les éléments devant être réglés dans l'année suivant la clôture, ou dans le cycle normal d'exploitation.

Compte de fonctionnement

Le compte de fonctionnement est composé des revenus et des charges. Son résultat indique la performance financière de l'entité pour l'année présentée.

Les revenus sont des entrées brutes d'avantages économiques ou de potentiels de service au cours de l'exercice lorsque ces entrées conduisent à une augmentation des fonds propres. Les charges sont des diminutions d'avantages économiques ou de potentiels de service au cours de l'exercice, sous forme de sortie ou de consommation d'actifs ou de survenance de passifs qui ont pour résultat de diminuer les fonds propres.

Compte d'investissement

Le compte d'investissement est un compte reflétant les mouvements du patrimoine administratif, c'est-à-dire des actifs affectés de manière durable à l'exécution d'une tâche publique.

Le compte d'investissement est composé des recettes et des dépenses. Les recettes d'investissement représentent soit le financement mis à disposition de l'Etat de Genève par un tiers dans le cadre de l'acquisition ou de la construction d'un actif du patrimoine administratif, soit le produit lié à l'aliénation d'un actif inscrit au patrimoine administratif.

Les dépenses d'investissement correspondent aux dépenses induites par l'acquisition ou la construction d'une immobilisation corporelle ou incorporelle, l'octroi d'une subvention d'investissement à un tiers, d'un prêt ou d'un capital de dotation inscrits au patrimoine administratif.

Le compte d'investissement représente un outil de gestion de la répartition des compétences décisionnelles entre le Conseil d'Etat (pouvoir exécutif) et le Grand Conseil (pouvoir législatif). Il répond ainsi au droit budgétaire en vigueur.

Tableau de flux de trésorerie¹

Classé selon les activités d'exploitation, d'investissement et de financement, le tableau de flux de trésorerie identifie les sources des entrées et sorties de trésorerie de l'exercice ainsi que le solde de trésorerie à la date de la clôture. Les intérêts financiers nets figurent dans les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté de façon à mettre en exergue la variation de la dette financière et à identifier les sources de cette variation.

La méthode indirecte est utilisée pour établir le tableau de flux de trésorerie à l'exception des opérations liées à la Fondation de valorisation des actifs de la BCGe. Cette méthode consiste à ajuster le résultat net de l'exercice de toutes les opérations sans effet de trésorerie ainsi que de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie liées à l'exploitation. Pour les opérations liées à la Fondation de valorisation des actifs de la BCGe, le tableau de flux de trésorerie est établi selon la méthode directe en fonction des encaissements et décaissements réels.

¹Non présenté dans le cadre du budget

Tableau de variation des fonds propres

Le tableau de variation des fonds propres illustre l'évolution des fonds propres de l'Etat de Genève. Il met en évidence les sources d'augmentation ou de diminution des fonds propres de l'Etat de Genève.

La variation totale des fonds propres reportés découle du résultat net de l'exercice et des autres éléments du résultat global, soit les éléments de revenus et charges qui ne sont pas comptabilisés dans le compte de fonctionnement, en application des normes IPSAS, ainsi que des attributions et utilisations des réserves.

Revenus

D'une manière générale, les revenus sont reconnus lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés reviendront à l'Etat de Genève et qu'ils peuvent être estimés avec fiabilité.

Les revenus fiscaux de l'exercice en cours sont reconnus par une estimation des impôts dus sur la base des revenus et de la fortune des contribuables durant l'exercice en cours. Lorsque les bordereaux d'impôts pour un exercice sont notifiés, des différentiels d'estimation sont comptabilisés.

Les dons et fonds alloués par des tiers avec conditions à un but précis, de même que les subventions reçues, sont reconnus l'année où sont encourues les dépenses opérationnelles financées, ceci afin de respecter le principe de correspondance des charges et des revenus.

Prestations aux collaborateurs

Les prestations aux collaborateurs sont comptabilisées de façon à faire correspondre la comptabilisation des charges liées aux employés avec la période pendant laquelle l'Etat de Genève bénéficie du travail de ses employés.

Les vacances cumulables non prises en fin d'exercice, de même que les heures supplémentaires, font l'objet de provisions. Les engagements de retraite à la charge directe de l'Etat de Genève (pont AVS, pensions des Conseillers d'Etat et des magistrats) sont également provisionnés sur la base d'expertises actuarielles au fur et à mesure de l'avancement de carrière des collaborateurstrices. Les indemnités de fin de contrat de travail (Plend) sont enregistrées en engagement lors de l'annonce du départ du collaborateur ou de la collaboratrice.

Les engagements de l'Etat de Genève envers les caisses de pension sont reconnus selon les règles prévues en matière de provisions et de passifs éventuels.

Subventions (indemnités et aides financières)

Subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement reçues sont comptabilisées en revenus sur une base systématique, sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser. Les subventions de fonctionnement octroyées sont comptabilisées en charges sur une base systématique, sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser. Les subventions non monétaires sont valorisées dans les états financiers comme charge de subvention tandis qu'un revenu non monétaire est valorisé dans le même temps et comptabilisé en fonction de sa nature.

Subventions liées à des actifs (subventions d'investissement)

Les subventions reçues liées à des actifs sont comptabilisées en recettes d'investissement puis reconnues en actif négatif dans une rubrique spécifique. Elles sont comptabilisées en produit différé dans le compte de fonctionnement sur une base systématique qui correspond à la durée d'utilité de l'actif subventionné.

Les subventions octroyées liées à des actifs qui correspondent à des aides financières sont comptabilisées en charge comme des subventions de fonctionnement. Les subventions octroyées liées à des actifs qui correspondent à des indemnités sont comptabilisées en dépenses d'investissement puis reconnues à l'actif dans une rubrique spécifique. Elles sont amorties sur une base systématique correspondant à la durée d'utilité de l'actif subventionné.

Allocations accordées à des tiers

Les allocations accordées à des tiers sont comptabilisées dans les états financiers de l'Etat de Genève lorsque :

- les conditions d'octroi sont remplies par le bénéficiaire,
- la prestation est due pour une période comprise dans l'exercice comptable concerné (principe d'engagement).

Immobilisations corporelles

Principes généraux

Une immobilisation corporelle qui remplit les conditions pour une comptabilisation en tant qu'actif est comptabilisée à son coût d'acquisition. Le coût d'une immobilisation corporelle est le montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie

payé ou la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction. L'Etat de Genève menant une politique d'emprunt globale sans lien avec ses immobilisations, les coûts d'emprunts qui en résultent ne sont pas activés.

Acquisition par voie d'échange

L'acquisition d'une immobilisation corporelle réalisée par voie d'échange est traitée comme une opération ordinaire de cession / acquisition. Ainsi, le bien remis donne lieu à une sortie d'actif à sa valeur comptable tandis que l'actif reçu est enregistré à sa juste valeur au jour de la transaction. Si la juste valeur des deux actifs échangés n'est pas équivalente, la plus ou moins-value induite est reconnue dans l'exercice au cours duquel la transaction a lieu.

Actifs d'héritage

Certains actifs sont considérés comme des biens du patrimoine historique, artistique ou culturel. C'est le cas notamment des monuments et bâtiments historiques, des sites archéologiques, des réserves naturelles ou des œuvres d'art. Ce type d'actifs possède les caractéristiques suivantes :

- leur valeur en termes culturel, environnemental, éducatif et historique est peu susceptible d'être entièrement reflétée par une valeur financière basée uniquement sur un prix du marché;
- des engagements légaux peuvent imposer des restrictions à leur cession ou d'autres contraintes particulières (ex. mise à l'inventaire ou classement selon la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites - L 4 05 LPMNS);
- ils sont souvent irremplaçables et leur valeur peut augmenter avec le temps même si leur état physique se détériore;
- il peut être difficile d'estimer leur durée de vie qui, dans certains cas, atteint plusieurs centaines d'années.

Les bâtiments historiques sont valorisés au coût de reproduction dans les états financiers. Les frais d'entretien contribuant à maintenir le bien en bon état sont comptabilisés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Evaluation postérieure

Après comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissements

L'amortissement d'une immobilisation corporelle commence à sa mise en service, c'est-à-dire dès qu'elle se trouve à l'endroit et dans l'état nécessaire pour pouvoir l'exploiter de la manière prévue. L'amortissement cesse lorsque l'actif est décomptabilisé. Le montant amortissable d'une immobilisation corporelle est réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La dotation aux amortissements est comptabilisée en charge, sauf si elle est incluse dans le coût de fabrication d'un autre actif. Sauf cas particulier, aucune valeur résiduelle n'est prévue.

Les amortissements sont déterminés pour chaque composant ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'objet. Ils sont calculés de manière linéaire en fonction des longévités des immobilisations concernées qui tiennent compte des durées d'utilisation et de l'obsolescence technologique.

Les immobilisations sont amorties de manière linéaire sur les fourchettes de durées suivantes :

- · Terrains: non amortis
- Bâtiments: entre 25 et 70 ans
- · Génie civil: entre 10 et 90 ans
- Subventions accordées: entre 5 et 60 ans
- Equipement informatique: entre 4 et 15 ans
- Mobilier et véhicules: entre 5 et 20 ans
- Equipement (reprise): entre 4 et 10 ans

Dépenses postérieures

Les dépenses postérieures à l'acquisition d'un élément déjà reconnu comme immobilisation corporelle sont ajoutées à la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs ou un potentiel de service qui dépassent le niveau de performance le plus récemment mesuré pour cet actif iront à l'Etat de Genève.

Dépréciation d'actifs

Les normes demandent que l'Etat de Genève apprécie à chaque date de clôture s'il existe un quelconque indice montrant qu'un de ses actifs pris individuellement a pu perdre de sa valeur. Il en fait de même pour déterminer si une perte de valeur comptabilisée précédemment a diminué ou s'est éteinte.

S'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur, la perte de valeur est déterminée en comparant la valeur comptable à la valeur recouvrable. Si cette dernière est inférieure à la valeur comptable, l'actif est déprécié. La valeur recouvrable est déterminée par comparaison entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur la plus élevée est prise en considération.

La détermination de la valeur d'utilité est différente selon que l'on a affaire à :

- un actif générant des avantages économiques (des flux de trésorerie futurs): la valeur d'utilité est alors calculée en actualisant les estimations des entrées et sorties de trésorerie futures générées par l'utilisation continue de l'actif;
- un actif ne générant pas d'avantages économiques mais un potentiel de service: la valeur d'utilité est définie comme la valeur actuelle du potentiel de service de l'actif. Le choix de l'approche la plus appropriée pour déterminer la valeur d'utilité dépend notamment de la disponibilité des données et de la nature de la dépréciation. De manière générale le coût de remplacement net est utilisé.

Les immeubles du patrimoine historique, artistique ou culturel faisant l'objet d'un traitement spécifique ne sont pas soumis aux tests de dépréciation d'actifs.

Décomptabilisation

La plus ou moins-value résultant de la cession d'immobilisations corporelles est comptabilisée respectivement en revenu ou en charge de l'exercice concerné.

Immobilisations incorporelles

Évaluation initiale

Principes généraux

En l'absence de norme IPSAS spécifique traitant des immobilisations incorporelles non génératrices de trésorerie (mais générant un potentiel de service), les principes et méthodes des immobilisations corporelles ont été repris par analogie pour l'ensemble des immobilisations incorporelles.

Une immobilisation incorporelle est évaluée initialement au coût. Elle doit être identifiable, être contrôlée et générer des avantages économiques futurs ou un potentiel de service. Elle est comptabilisée si et seulement si les deux conditions cumulatives suivantes sont respectées :

- il est probable que des avantages économiques futurs ou un potentiel de service attribuables à l'actif iront à l'Etat de Genève;
- le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Lorsqu'une immobilisation incorporelle fait partie intégrante des installations, elle est traitée en tant qu'immobilisation corporelle.

Immobilisations incorporelles acquises séparément

L'immobilisation incorporelle est comptabilisée initialement à son coût, c'est-à-dire au prix d'achat (y compris les droits de douane et autres

taxes non remboursables) et tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue.

Deux phases sont identifiables lors de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles générées en interne :

- Une phase de recherche: aucune immobilisation incorporelle résultant de la recherche n'est activée. Les dépenses pour la recherche doivent être comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.
- Une phase de développement: une immobilisation incorporelle résultant du développement est activée si et seulement si, il est démontré cumulativement :
 - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
 - l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre;
 - la capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle;
 - la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques ou du potentiel de service futurs probables;
 - la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle;
 - la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les coûts de développement initialement constatés en charges ne sont pas immobilisés ultérieurement.

Évaluation postérieure

Après comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation incorporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissements

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle commence à sa mise en service, c'est-àdire dès qu'elle se trouve à l'endroit et dans l'état nécessaire pour pouvoir l'exploiter de la manière prévue. L'amortissement cesse lorsque l'actif est décomptabilisé. Le montant amortissable d'une immobilisation incorporelle est réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La dotation aux amortissements est comptabilisée en charge, sauf si elle est incluse dans le coût de fabrication d'un autre actif. Sauf cas particulier, aucune valeur résiduelle n'est prévue.

Les amortissements sont calculés de manière linéaire sur une durée entre 5 et 10 ans.

Dépenses postérieures

En général, la plupart des dépenses ultérieures maintiennent les avantages économiques futurs ou le potentiel de service incorporés dans une immobilisation incorporelle existante, plutôt que de satisfaire à la définition d'une immobilisation incorporelle et aux critères d'activation. Ces dépenses sont donc généralement comptabilisées en charges.

Dépréciation d'actifs

Les méthodes comptables sont identiques à celles prévues pour les immobilisations corporelles.

Décomptabilisation

La plus ou moins-value résultant de la cession d'immobilisations incorporelles est comptabilisée respectivement en revenu ou en charge de l'exercice concerné et est commentée dans les notes annexes.

Locations-financement

Lorsque des immobilisations suffisamment spécifiques (hôpitaux, université par exemple) sont mises à disposition d'entités, et que ces dernières en ont un besoin impératif pour l'exécution de leurs tâches déléguées, ces immobilisations sont considérées comme des locations-financements. Ces immobilisations sont enregistrées comme des immobilisations dans les états financiers de l'entité utilisatrice, indépendamment de leur propriétaire juridique. Ces entités reconnaissent une dette envers l'Etat de Genève pour la valeur des objets immobiliers, et l'Etat reconnaît une créance de location-financement au patrimoine administratif en contrepartie.

La dette et la créance sont remboursées selon le même rythme que les amortissements des immobilisations sous-jacentes. Il s'agit de transactions non monétaires. La charge d'amortissement (charge non monétaires) de l'entité est couverte par une subvention non monétaire du même montant à l'égard de l'entité.

Ces écritures qui se compensent et n'ont aucun impact sur le résultat du compte de fonctionnement, permettent de faire figurer dans les comptes de l'entité concernée tous les actifs nécessaires à l'exécution de la tâche publique.

Instruments financiers

Les créances et prêts, les dettes fournisseurs, les autres engagements et les emprunts à court, moyen et long terme sont valorisés à leur juste valeur lors de leur acquisition, puis selon la méthode du coût amorti.

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les titres et les participations sont enregistrés à leur coût lors de leur acquisition puis évalués à leur juste valeur lorsque celle-ci peut être déterminée. Les variations non réalisées de juste valeur sont comptabilisées dans les fonds propres, sauf s'il existe une indication objective de dépréciation d'un titre ou d'une participation. Dans ce cas, la dépréciation est comptabilisée dans le compte de fonctionnement.

Lorsque la juste valeur ne peut être déterminée, les titres et les participations restent enregistrés à leur coût initial, sauf s'il existe une indication objective de dépréciation. Dans ce cas, la dépréciation est comptabilisée dans le compte de fonctionnement.

Les titres faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble dans un but de prises de bénéfices à court terme sont valorisés à la juste valeur. Les variations non réalisées de juste valeur sont comptabilisées dans le compte de fonctionnement.

L'Etat de Genève utilise également des instruments dérivés qui réduisent l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêts et aux risques de change. Ces instruments sont initialement enregistrés à leur coût à la date de valeur puis évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le compte de fonctionnement.

Bien que tous les instruments dérivés soient acquis dans un but de couverture, l'Etat de Genève a renoncé à utiliser les méthodes de la comptabilité de couverture, considérant le peu d'impact que l'application de ces méthodes auraient sur la présentation des états financiers, en regard de l'importance des processus de documentation et de test de l'efficacité de la couverture qu'il était nécessaire de mettre en place pour pouvoir utiliser ces méthodes.

Pendant la période en cours, tout montant payé ou reçu dans le cadre des titres et participations est constaté comme charge ou revenu de l'exercice concerné.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsque :

- l'entité a une obligation actuelle générée par un événement passé;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation;
- une estimation fiable du montant de l'obligation peut être réalisée.

L'estimation du montant de l'obligation est basée sur des critères économiques appliqués de façon constante.

Provisions pour dépréciation d'actifs

Les provisions pour dépréciation d'actifs sont des corrections de valeur des actifs de l'entité. Elles sont comptabilisées en actifs négatifs au bilan.

Passifs éventuels¹

Les passifs éventuels sont reconnus dans les annexes aux états financiers lorsque :

- l'entité a une obligation potentielle résultant d'un événement passé et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous son contrôle ou
- l'entité a une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car il est plus improbable que probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation ou dont le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Fonds

Les fonds sont catégorisés en :

- · fonds alloués par des tiers avec conditions ;
- · fonds alloués par des tiers sans condition ;
- · fonds propres affectés;
- · fonds propres libres.

Les revenus des fonds alloués par des tiers avec conditions sont reconnus l'année où sont encourues les dépenses correspondantes.

Les revenus des fonds alloués par des tiers sans condition sont reconnus lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés reviendront à l'Etat de Genève et qu'ils peuvent être estimés avec fiabilité.

Les charges et revenus des fonds propres affectés sont reconnus selon les règles générales de la comptabilité d'exercice. Une réserve au sein des fonds propres est créée pour chaque fonds propre affecté et alimentée à hauteur du résultat du fonds durant l'exercice. La terminologie utilisée est une affectation aux fonds propres affectés.

Lorsque l'Etat attribue des ressources à un fonds propre affecté, en sus du résultat du fonds durant l'exercice, une attribution à la réserve est comptabilisée de façon similaire à l'affectation décrite cidessus.

Les financements spéciaux appartiennent à la catégorie des fonds propres affectés. Les fonds propres libres font partie des fonds propres reportés de l'Etat de Genève.

Actifs et passifs transitoires¹

Les actifs transitoires comprennent les charges payées d'avance (dépenses effectuées avant la date de clôture pour des biens ou des services livrés après la date de clôture), ainsi que les produits à recevoir (recettes contrôlées par l'entité en résultat d'événements passés, dont le montant est quasi connu avec précision, mais pas encore facturé). Les passifs transitoires comprennent les charges à payer (engagement actuel certain découlant d'un

à payer (engagement actuel certain découlant d'un événement passé dont le montant est quasi connu avec précision, mais la facture n'est pas encore reçue), ainsi que les revenus encaissés d'avances (recettes obtenues avant la date de clôture pour des biens ou des prestations à fournir par l'Etat de Genève après la date de clôture).

Information sectorielle

L'information sectorielle communiquée par l'Etat de Genève repose sur la classification fonctionnelle du nouveau modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2).

Utilisée pour classer les dépenses et les recettes de l'Etat selon les groupes de tâches de ce dernier, la classification fonctionnelle a principalement pour but de gérer la politique budgétaire et d'analyser les dépenses de l'Etat. Elle est également compatible avec la nomenclature internationale (Classification of the Functions of Government). Ainsi, les comparaisons internationales des dépenses et des recettes de l'Etat selon les groupes de tâches sont possibles.

L'information sectorielle se décline en dix domaines (formation, santé, prévoyance sociale, etc.) qui représentent les grands champs d'actions de l'Etat. L'intégralité des charges et des revenus de fonctionnement est allouée aux dix domaines.

Réserve conjoncturelle¹

Une réserve conjoncturelle peut être constituée en application de l'article 67A de la LGAF. Cette réserve, constituée après résultat, peut être utilisée lorsque la conjoncture est défavorable. L'utilisation se fait également après résultat. Le montant des attributions ou des utilisations de la réserve conjoncturelle est proposée par le Conseil d'Etat et approuvée par le Grand Conseil.

¹Non présenté dans le cadre du budget

3. Annexes aux états financiers

1. Revenus d'impôts

En ce qui concerne les impôts sur les personnes physiques (imposition au barème ordinaire) et les impôts sur les personnes morales, les revenus d'impôts de l'exercice en cours sont évalués sur la base d'une projection des assiettes fiscales pour l'année fiscale en cours. En effet, le principe du système postnumerando stipule que l'impôt de chaque contribuable doit être prélevé sur la base des revenus et de la fortune, ou des bénéfices et du capital, de l'exercice en cours. En d'autres termes, l'impôt de l'année fiscale 2010 figurant dans le budget concerne les éléments imposables de 2010.

Les revenus fiscaux sont estimés à partir des derniers éléments disponibles, c'est-à-dire ceux relatifs à l'année fiscale 2007, la taxation 2008 n'étant pas encore suffisamment avancée au moment de l'élaboration du budget. Les revenus pour l'année fiscale 2010 sont obtenus à l'aide d'hypothèses de croissance. Pour le revenu des personnes physiques, le taux de croissance du PIB suisse réel ainsi que le renchérissement annuel moyen de l'année précédentes sont utilisés comme hypothèses.

Quant au bénéfice des personnes morales, un échantillon composé d'une septantaine d'entreprises parmi les plus grandes contributrices fiscalement répond chaque année à un questionnaire sur leur évolution et permet ainsi de déterminer les hypothèses de croissance.

Le choix des hypothèses de croissance est déterminant pour l'estimation des recettes fiscales. L'idéal serait bien entendu de les formuler de manière à faire coïncider l'impôt avec la réalité finale. Dans un tel cas, les estimations deviendraient plus fiables. Afin de se faire une idée de la sensibilité des estimations fiscales aux hypothèses, on peut évaluer qu'une variation de la croissance du PIB de 1% provoque une modification de l'impôt sur le revenu estimé comprise entre 60 et 80 millions pour les personnes physiques imposées au barème ordinaire et à la source, et proche de 10 millions pour les personnes morales. Compte tenu de l'écart temporel séparant l'année fiscale 2007, servant de base aux estimations, de l'année fiscale 2010, l'impact est potentiellement démultiplié en chaînant les hypothèses.

Les revenus d'impôts reconnus dans l'exercice en cours sont les suivants :

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|--|---------|---------|---------|
| <u>Impôts cantonaux</u> | | | |
| 1. Impôts sur les personnes physiques (PP) | | | |
| Impôts sur le revenu | | | |
| - Imposition au barême ordinaire | 2'163.1 | 2'317.2 | 2'454.0 |
| - Imposition à la source | 711.8 | 900.9 | 775.6 |
| - Imposition sur les prestations en capital | 25.0 | 29.1 | 31.2 |
| Total impôts de l'année courante | 2'899.8 | 3'247.2 | 3'260.8 |
| Correctif des estimations des années précédentes | (2) | (2) | 121.6 |
| Rectifications de taxations | 4.2 | 1.7 | -3.4 |
| Sous-total impôts sur le revenu | 2'904.0 | 3'248.9 | 3'379.0 |
| Impôt sur la fortune | | | |
| Imposition au barême ordinaire | 430.3 | 465.7 | 381.0 |
| Correctif des estimations des années précédentes | (2) | (2) | 54.1 |
| Rectifications de taxations | -1.3 | -0.6 | -2.0 |
| Sous-total impôts sur la fortune | 429.0 | 465.1 | 433.0 |
| Amendes sur impôts | 12.5 | 7.4 | 12.8 |
| Taxe personnelle | 6.4 | 6.8 | 6.3 |
| Total impôt sur les personnes physiques (PP) | 3'351.9 | 3'728.2 | 3'831.1 |
| 2. Impôts sur les personnes morales Impôts sur le bénéfice | | | |
| Impôts de l'année courante | 941.0 | 833.4 | 948.2 |
| Correctif des estimations des années précédentes | (2) | (2) | 122.1 |
| Rectifications de taxations | 8.9 | 14.6 | -30.5 |
| Sous-total impôts sur le bénéfice | 949.9 | 848.0 | 1'039.8 |
| Impôts sur le capital | | | |
| Impôts de l'année courante | 229.0 | 246.0 | 241.1 |
| Correctif des estimations des années précédentes | (2) | (2) | 22.9 |
| Rectifications de taxations | -0.4 | 0.9 | -4.8 |
| Sous-total impôts sur le capital | 228.6 | 246.9 | 259.3 |
| Amendes sur impôts | 1.7 | 1.8 | 3.0 |
| Total impôts sur les personnes morales | 1'180.2 | 1'096.7 | 1'302.1 |
| 3. Autres impôts cantonaux | | | |
| Impôts immobiliers complémentaires | 129.1 | 124.6 | 138.4 |
| Impôts sur les bénéfices et les gains immobiliers | 85.0 | 67.0 | 91.0 |
| Produit de l'enregistrement et timbre | 178.0 | 178.0 | 160.4 |
| Produit des successions | 158.0 | 255.0 | 107.2 |
| Autres impôts cantonaux (1) | 134.1 | 128.3 | 125.2 |
| Total autres impôts cantonaux | 684.2 | 752.9 | 622.1 |
| Total impôts cantonaux | 5'216.3 | 5'577.8 | 5'755.2 |
| 4. Parts cantonales à des impôts fédéraux Part cantonale à l'impôt fédéral direct | 337.5 | 322.4 | 362.9 |
| Part cantonale à l'impôt anticipé | 17.8 | 16.7 | 37.8 |
| Part cantonale à la taxe militaire | 1.5 | 1.5 | 1.4 |
| Total parts cantonales à des impôts fédéraux | 356.8 | 340.6 | 402.0 |
| Total impôts | 5'573.0 | 5'918.4 | 6'157.2 |

⁽¹⁾ Les autres impôts comprennent les impôts sur les véhicules à moteurs, les impôts sur les bateaux, la taxe sur les compagnies d'assurance contre l'incendie, les impôts sur les casinos.

⁽²⁾ Au moment de l'établissement du budget aucune projection n'est effectuée en ce qui concerne les correctifs des estimations des années précédentes.

2. Amendes, patentes et concessions

Les amendes, patentes et concessions sont des revenus découlant de prestations sans contrepartie directe. Elles se décomposent comme suit :

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|--|---------|--------|--------|
| Amendes | 67.0 | 61.1 | 44.0 |
| Patentes et concessions | 14.7 | 18.3 | 13.4 |
| Total amendes, patentes et concessions | 81.7 | 79.4 | 57.3 |

Les amendes concernent pour l'essentiel celles délivrées par le service des contraventions de la police pour infraction à la loi sur la circulation routière.

Les patentes et concessions sont des redevances dues à l'Etat de Genève en échange d'un droit d'exploitation. Il s'agit pour l'essentiel des redevances dues par les Services industriels de Genève pour l'exploitation de diverses infrastructures (Verbois, Chancy-Pougny, Seujet) ainsi que la redevance liée au droit d'éditer la Feuille d'avis officielle (pourcentage des recettes brutes).

3. Revenus des biens du patrimoine administratif

Les revenus des biens du patrimoine administratif sont composés des éléments suivants :

| | PB 2010 | B2009 | C 2008 |
|--------------------------------------|---------|-------|--------|
| Part cantonale au bénéfice de la BNS | 96.6 | 97.0 | 97.0 |
| Intérêts sur prêts du PA | 77.3 | 79.5 | 82.2 |
| Revenus des participations du PA | 80.4 | 48.8 | 73.7 |
| Revenus des immeubles du PA | 122.8 | 77.9 | 68.3 |
| Total revenus des biens du PA | 377.1 | 303.1 | 321.2 |

Les revenus des participations du patrimoine administratif proviennent principalement de la rétrocession du bénéfice de l'aéroport et de la FIPA (Fondation des terrains industriels Praille et Acacias). Les revenus des immeubles comprennent des redevances de droits de superficie et d'utilisation du domaine public, ainsi que des produits de location.

4. Revenus provenant de contreprestations

Les revenus provenant de contreprestations sont composés des éléments suivants :

| | PB 2010 | B2009 | C 2008 |
|--|---------|-------|--------|
| Emoluments | 145.5 | 145.1 | 137.6 |
| Dédommagements de tiers | 131.5 | 122.0 | 158.7 |
| Redevances d'utilisation et prestations de service | 41.0 | 25.7 | 36.4 |
| Autres revenus provenant de contreprestations | 15.2 | 16.1 | 16.8 |
| Total revenus provenant de contreprestations | 333.2 | 308.8 | 349.5 |

Les émoluments font suite à des prestations délivrées par l'Etat de Genève impliquant une facturation auprès des intéressés. Les principaux montants perçus proviennent des offices des poursuites et faillites, du service des automobiles et de la navigation, de la direction du logement ainsi que du pouvoir judiciaire.

Les dédommagements de tiers comprennent des cotisations de prestations complémentaires en cas de maladie, d'accident ou de grossesse (PCM) perçues par les caisses de chômage, des indemnités de l'assurance-accident et militaire, ainsi que des remboursements de prestations, d'affranchissements et de frais de poursuites. Les autres revenus sont composés de pensions d'établissements spécialisés, écolages, ventes de marchandises et remboursements de frais administratifs.

5. Subventions, dédommagements et transferts

Les subventions, dédommagements et transferts prévues pour l'exercice est le suivant :

| | Subv. | de fonctionne | ement |
|---|---------|---------------|--------|
| | PB 2010 | B2009 | C 2008 |
| Subventions acquises | | | |
| Confédération | 257.3 | 244.8 | 250.7 |
| Communes | - | - | - |
| Autres | 15.5 | 26.6 | 38.6 |
| Sous-total subventions acquises | 272.8 | 271.4 | 289.3 |
| Versements du fonds de péréquation | - | - | -5.5 |
| Revenus de la péréquation financière (RPT) | 99.9 | 113.9 | 100.1 |
| Dédommagements de collectivités publiques - Confédération | 82.6 | 79.0 | 86.5 |
| Dédommagements de collectivités publiques - Communes | 56.6 | 78.2 | 87.4 |
| Dédommagements de collectivités publiques - Autres | 7.8 | 6.7 | 7.4 |
| Total subventions, dédommagements et transferts | 519.7 | 549.3 | 565.2 |

| Subv. d'investisement | | | | | | | |
|-----------------------|-------|--------|--|--|--|--|--|
| PB 2010 | B2009 | C 2008 | | | | | |
| 66.9 | 73.0 | 50.3 | | | | | |
| 4.0 | - | 2.0 | | | | | |
| 0.5 | 0.9 | 1.4 | | | | | |
| 71.5 | 73.9 | 53.6 | | | | | |

Les dédommagements de collectivités publiques sont perçus lorsque l'Etat de Genève se substitue partiellement ou totalement à une collectivité tierce dans l'exécution d'une tâche.

Les revenus de la RPT proviennent de la compensation par la Confédération des charges excessives de nature sociodémographique et de ville-centre du canton.

6. Provisions - constitutions, utilisations et dissolutions

Les provisions et leurs variations sont indiquées en détail dans la note 6.1 pour les provisions pour risques et charges, dans la note 6.2 pour les provisions pour débiteurs douteux et dans la note 7 pour les provisions sur participations du patrimoine administratif. Les impacts sur le budget de fonctionnement des provisions pour l'exercice est le suivant :

| | Note | Constitutions | Utilisations | Dissolutions |
|--|------|---------------|--------------|--------------|
| PB 2010 | | | | |
| Provisions pour risques et charges | 6.1 | 100.7 | 116.1 | 0.2 |
| Provisions pour débiteurs douteux | 6.2 | 105.3 | 127.7 | 12.7 |
| Total variations de provisions B 2010 | | 206.1 | 243.8 | 12.9 |
| B 2009 | | | | |
| Provisions pour risques et charges | 6.1 | 110.7 | 164.7 | 14.0 |
| Provisions pour débiteurs douteux | 6.2 | 104.2 | 116.9 | 0.5 |
| - Provisions pour la fondation de valorisation (1) | 9 | -2.3 | -77.4 | -13.7 |
| Total variations de provisions B 2009 | | 212.5 | 204.2 | 0.7 |

⁽¹⁾ Les mouvements des provisions liées à la fondation de valorisation sont présentés dans les charges et produits de la fondation de valorisation (note 9)

6.1. Provisions pour risques et charges

Les variations de provisions pour risques et charges prévues pour l'année 2010 sont les suivantes :

| | Solde au 1.1.2010 (projection) | Constitution de provision | Utilisation de provision | Dissolution de provision | Solde au 31.12.2010 (projection) |
|--|--------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--|
| Pertes sur réalisation Fondation de valorisation | 35.3 | | 21.4 | | 13.9 |
| Indexation des rentes de la caisse de la police | 96.1 | 15.8 | 11.1 | | 100.7 |
| Pensions payées par l'Etat | 165.5 | 15.5 | 10.0 | | 171.0 |
| Soldes de vacances | 21.8 | 0.2 | | | 21.9 |
| Heures supplémentaires | 47.5 | 0.3 | | | 47.8 |
| Pont AVS des enseignants du primaire | 49.6 | | 1.5 | | 48.1 |
| Assurance-maladie | 72.5 | 38.9 | 35.9 | | 75.5 |
| Dossiers non traités | 52.8 | 27.5 | 27.3 | | 53.0 |
| Hospitalisations hors canton | 0.4 | | | | 0.4 |
| Assainissement des sites contaminés | 23.4 | 0.6 | 7.3 | | 16.7 |
| Subventions promises non versées | 14.9 | 0.6 | 1.0 | | 14.6 |
| Amiante | 4.5 | | | | 4.5 |
| Autres provisions pour risques et charges | 7.9 | 1.3 | 0.6 | 0.2 | 8.4 |
| Total provisions pour risques et charges | 592.2 | 100.7 | 116.1 | 0.2 | 576.6 |

Durant l'année 2009, les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit:

| | Solde au 1.1.2009 | Constitution de provision | Utilisation de provision | Dissolution de provision | Solde au 31.12.2009 (projection) |
|--|----------------------|---------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--|
| Pertes sur réalisation Fondation de valorisation | 124.1 | 2.3 | 77.4 | 13.7 | 35.3 |
| Indexation des rentes de la caisse de la police | 92.5 | 14.9 | 11.3 | | 96.1 |
| Pensions payées par l'Etat | 161.0 | 13.7 | 9.2 | | 165.5 |
| Soldes de vacances | 21.2 | 0.5 | | | 21.8 |
| Heures supplémentaires | 47.3 | 0.2 | | | 47.5 |
| Pont AVS des enseignants du primaire | 48.0 | 3.1 | 1.5 | | 49.6 |
| Assurance-maladie | 70.2 | 38.9 | 36.6 | | 72.5 |
| Dossiers non traités | 40.0 | 36.2 | 23.4 | | 52.8 |
| Hospitalisations hors canton | 0.4 | | | | 0.4 |
| Assainissement des sites contaminés | 27.3 | | 4.0 | | 23.4 |
| Subventions promises non versées | 14.9 | | | | 14.9 |
| Amiante | 4.5 | | | | 4.5 |
| Autres provisions pour risques et charges | 8.7 | 0.8 | 1.3 | 0.3 | 7.9 |
| Total provisions pour risques et charges | 660.2 | 110.7 | 164.7 | 14.0 | 592.2 |

Pertes sur réalisation Fondation de valorisation de la Banque cantonale de Genève

La provision pour pertes correspond au solde de risque de pertes que l'Etat a encore à payer sur la réalisation des actifs de la Fondation de valorisation des actifs de la BCGE. Cette obligation de l'Etat découle des dispositions de la loi 8194 constituant la Fondation. Cette provision est actualisée à chaque bouclement.

Indexation des rentes de la caisse de la police

L'Etat de Genève supporte la charge financière de l'indexation des pensions de la caisse de la police, conformément à la loi concernant l'adaptation au coût de la vie des pensions servies aux retraités et pensionnés de l'Etat, des établissements hospitaliers et des caisses de prévoyance.

Les pensions de la caisse de la police sont indexées annuellement. La caisse de la police couvre les rentes hors indexation. L'Etat enregistre en provision l'impact de l'indexation sur les rentes futures. La provision pour indexation des rentes de la caisse de la police a été calculée sur la base des provisions mathématiques par l'expert en prévoyance professionnelle en fonction des bases techniques VZ 2000 (4,5%).

Pensions payées par l'Etat

Les engagements liés à des pensions à charge de l'Etat sont provisionnés. Il s'agit de la caisse de prévoyance des magistrats du Pouvoir judiciaire, de la caisse de prévoyance des Conseillers d'Etat, de la caisse de prévoyance des magistrats de la Cour des comptes et de quelques autres pensionnés d'Etat. Ces rentes ne sont pas couvertes par la capitalisation des cotisations du personnel concerné. Ces engagements sont valorisés par un expert en prévoyance professionnelle en fonction des bases techniques VZ 2000 (4,5%).

Soldes de vacances

Les engagements liés aux soldes de vacances non prises par les collaborateurs et collaboratrices sont provisionnés. Les jours en solde sont valorisés en traitant nominativement les informations de salaires des collaborateurs et collaboratrices concernés.

Heures supplémentaires

Les engagements liés aux soldes d'heures supplémentaires sont provisionnés. Les heures sont valorisées sur la base de la moyenne du taux horaire des collaborateurs et collaboratrices. Trois catégories de personnel sont distinguées: les cadres supérieurs, les membres des corps police/sureté/prison et le personnel administratif et technique. Un taux horaire moyen différent est appliqué à chacun des types de catégorie de personnel.

Pont AVS des enseignants du primaire

Selon les dispositions de la Loi sur l'instruction publique (l'article 127 alinéa 3) pour le corps enseignant du primaire, l'Etat de Genève verse une pension complémentaire, non remboursable, dès le mois où le membre du corps enseignant prend sa retraite (à 62 ans) et jusqu'au moment où il atteint l'âge ordinaire donnant droit à une rente de l'AVS (65 ans pour les hommes, 64 ans pour les femmes). Les montants nécessaires à ces versements sont provisionnés.

Assurance-maladie

Le service de l'assurance-maladie (SAM) paie aux caisses d'assurance-maladie les primes des personnes physiques en difficulté financière (subsides LAMal).

La provision enregistre les montants estimés qui doivent encore être versés aux caisses d'assurance pour des primes impayées mais pour lesquelles un acte de défaut de bien n'a pas encore été présenté au SAM par les caisses d'assurance. Un décalage de plusieurs années existe entre le moment où une prime est impayée et le moment où un acte de défaut de bien peut être présenté au SAM.

Dossiers non traités

La provision prend en compte des subventions à des personnes physiques qui seront probablement versées en 2011 sur des dossiers reçus en 2010 mais non encore traités en raison de retards administratifs par le service des prestations complémentaires (SPC).

Elle tient compte également du stock de dossiers en attente d'une décision pour l'octroi d'une rente d'invalidité par l'Office cantonal des assurances sociales (OCAS) à fin 2010, car les personnes concernées pourraient déposer en 2011 une demande de prestations complémentaires au SPC et recevoir des prestations avec des effets rétroactifs sur les années antérieures. Enfin, elle tient compte des subsides que devra verser le service de l'assurance-maladie (SAM) sur les dossiers non traités du SPC. En effet, le SAM verse rétroactivement un subside de 100% à l'assureur maladie pour les dossiers acceptés par le SPC.

Hospitalisations hors canton

Du fait de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), les cantons ont l'obligation de couvrir les frais d'hospitalisation de leurs résidents lorsque ceux-ci sont hospitalisés dans un autre canton. La totalité des factures relative aux traitements reçus par des Genevois dans d'autres cantons n'est pas entièrement enregistrée en fin d'exercice. Il convient dès lors de constituer une provision afin de couvrir cette charge.

Assainissement des sites contaminés

Cette provision a été constituée pour faire face aux travaux d'assainissement de neuf sites pollués couvrant une période allant jusqu'en 2024. La moitié de cette provision concerne le site de l'ancienne usine à gaz de la Jonction (site Artamis). Le montant est régulièrement revu par le service de géologie et ajusté en conséquence.

Subventions promises non versées

Plusieurs services accordent des subventions qui ne seront versées qu'après présentation de certaines pièces justificatives par les bénéficiaires. C'est le cas des subventions accordées pour des projets d'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables. La provision couvre les subventions pour lesquelles la décision d'octroi est prise mais dont le montant n'a pas encore été versé car les pièces justificatives des travaux effectués n'ont pas encore été présentées.

Amiante

La présence d'amiante dans les bâtiments publics nécessite des analyses et des travaux d'assainissement immédiats ou différés selon les cas et selon les conclusions des analyses.

6.2. Créances et prêts - provisions pour débiteurs douteux

Les variations de provisions pour débiteurs douteux prévues pour l'année 2010 sont les suivantes :

| | Solde au 1.1.2010 (projection) | Constitution de provision | Utilisation de provision | Dissolution de provision | Solde au 31.12.2010 (projection) |
|---|--------------------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|--|
| Impôts périodiques (PP et PM) et apériodiques | 691.5 | 92.9 | 122.6 | | 661.8 |
| Avances des pensions alimentaires | 37.6 | 4.0 | 2.5 | | 39.1 |
| Prestations complémentaires cantonales et fédérales et d'assistance | 12.1 | 5.7 | 2.2 | | 15.6 |
| Autres débiteurs douteux | 29.9 | 2.7 | 0.4 | 12.7 | 19.6 |
| Total provisions pour débiteurs douteux | 771.1 | 105.3 | 127.7 | 12.7 | 736.1 |

Durant l'année 2009, les provisions pour débiteurs douteux ont évolué comme suit :

| | Solde au 1.1.2009 | Constitution de provision | Utilisation de provision | Dissolution de provision | Solde au 31.12.2009 (projection) |
|---|----------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|--|
| Impôts périodiques (PP et PM) et apériodiques | 707.6 | 95.7 | 111.8 | | 691.5 |
| Avances des pensions alimentaires | 36.1 | 4.0 | 2.5 | | 37.6 |
| Prestations complémentaires cantonales et fédérales et d'assistance | 11.3 | 3.0 | 2.2 | | 12.1 |
| Autres débiteurs douteux | 29.3 | 1.5 | 0.4 | 0.5 | 29.9 |
| Total provisions pour débiteurs douteux | 784.3 | 104.2 | 116.9 | 0.5 | 771.1 |

7. Patrimoine administratif

Le patrimoine administratif (PA) comprend les actifs affectés de manière durable à l'exécution d'une tâche publique. La valeur au bilan des actifs du patrimoine administratif varie d'une année à l'autre en fonction des recettes et dépenses enregistrées dans le compte d'investissement, des amortissements, des produits différés de subventions d'investissement reçues, des éventuelles dépréciations d'actifs ainsi que des changements de juste valeur (pour les participations uniquement).

Les variations des actifs du patrimoine administratif prévues pour l'année 2010 sont les suivantes :

| | Immobilisations corporelles | Immobilisations incorporelles | Prêts du patrimoine administratif | Créances de location- financement | Participations du patrimoine administratif | Subventions d'investissements accordées | Total du patrimoine adminitratif |
|--------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|---|---|--|---|--|
| Variation 2010 | | | | | | | |
| Solde au 1.1. (projection) | 10'939.3 | 94.3 | 47.3 | 1'655.1 | 815.2 | 538.6 | 14'089.8 |
| Investissements nets | | | | | | | |
| Dépenses (+) | 572.5 | 57.1 | 14.3 | | 28.2 | 293.1 | 965.2 |
| Réduction linéaire | -50.0 | | | | | | -50.0 |
| Recettes (-) | -101.5 | 0 | -3.9 | -98.3 | | | -203.7 |
| Autres variations | | | | | | | - |
| Amortissements (-) | -235.4 | -3.1 | | | - | -32.3 | -270.8 |
| Utilisation de provisions (+) | | | | - | - | - | - |
| Produits différés de subventions (+) | 2.0 | 0.0 | | | | | 2.0 |
| Dépréciations d'actifs (-) | | | | | | | (1) |
| Changements de juste valeur (+/-) | | | | | | | (1) |
| Solde au 31.12. (projection) | 11'126.8 | 148.3 | 57.7 | 1'556.8 | 843.4 | 799.4 | 14'532.5 |

⁽¹⁾ Au moment de l'établissement du budget, aucune projection n'est effectuée

Durant l'année 2009, les actifs du patrimoine administratif ont varié comme suit :

| | Immobilisations corporelles | Immobilisations incorporelles | Prêts du patrimoine administratif | Créances de location- financement | Participations du patrimoine administratif | Subventions d'investissements accordées | Total du patrimoine adminitratif |
|--------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|---|---|--|---|--|
| Variation 2009 | | | | | | | |
| Solde au 1.1. | 10'804.7 | 40.4 | 39.4 | 1'758.4 | 774.2 | 397.2 | 13'814.2 |
| Investissements nets | | | | | | | |
| Dépenses (+) | 539.8 | 55.2 | 9.3 | - | 41.0 | 174.8 | 820.1 |
| Réduction linéaire | -99.9 | | | | | | -99.9 |
| Recettes (-) | -73.9 | | -1.4 | -103.3 | | -2.5 | -181.1 |
| Autres variations | | | | | | | - |
| Amortissements (-) | -233.8 | -1.2 | - | - | - | -30.8 | -265.9 |
| Utilisation de provisions (+) | | | | | | | - |
| Produits différés de subventions (+) | 2.3 | | | | | | 2.3 |
| Dépréciations d'actifs (-) | | | | | | | (1) |
| Changements de juste valeur (+/-) | | | | | | | (1) |
| Solde au 31.12. (projection) | 10'939.3 | 94.3 | 47.3 | 1'655.1 | 815.2 | 538.6 | 14'089.8 |

⁽¹⁾ Au moment de l'établissement du budget, aucune projection n'est effectuée

Les actifs du patrimoine administratif ont été réévalués lors de l'introduction des normes IPSAS. En particulier, les bâtiments, terrains et ouvrages de génie civil ont été réévalués par des experts immobiliers externes en 2004. Selon les objets, la valeur de remplacement nette, la valeur de reproduction nette ou la valeur de marché a été utilisée. Au vu de l'impossibilité de reconstituer leur coût historique, ces valeurs ont servi de coût présumé lors de la constitution du bilan d'entrée selon les normes IPSAS. Le montant de la réévaluation est d'environ 8'400 millions.

8. Autres revenus

Les autres revenus sont composés des éléments suivants :

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|-----------------------------|---------|--------|--------|
| Fonds alloués par des tiers | 7.3 | 3.4 | 6.9 |
| Autres revenus | 12.5 | 12.1 | 9.3 |
| Total des autres revenus | 19.8 | 15.5 | 16.2 |

Les revenus des fonds alloués par des tiers sont des revenus différés pour être reconnus en même temps que les charges devant remplir les conditions édictées par des tiers.

9. Fondation de valorisation des actifs de la BCGE

La Fondation de Valorisation des actifs de la Banque cantonale de Genève (ci-après la Fondation) a été créée par l'Etat de Genève pour contribuer à l'assainissement de la Banque cantonale de Genève (ci-après, la BCGE). La Fondation est un établissement de droit public, créé le 19 mai 2000 par la loi 8194, avec un capital de dotation de 0,1 million apporté par l'Etat de Genève. Alors fortement grevée par de nombreuses créances difficilement recouvrables et insuffisamment provisionnées remontant à la surchauffe immobilière des années 1990, la BCGE devait impérativement trouver une solution d'assainissement financier. Parmi les mesures de sauvegarde de la banque, l'Etat a créé une fondation destinée à prendre en charge ces créances afin que la banque puisse poursuivre une activité pérenne. Les objectifs de la Fondation sont de gérer, rentabiliser, valoriser et surtout de réaliser au meilleur prix les CHF 5,3 milliards d'actifs qui lui ont été transférés par la BCGE.

Selon la loi, l'Etat prend en charge les pertes sur la réalisation des actifs transférés à la Fondation. Les pertes sur les créances immobilières, sous déduction des réductions de pertes ou gains de revente, constituent l'essentiel des charges. Pour les couvrir, une provision pour pertes de 2'700 millions a été constituée dans les comptes 2000 de l'Etat.

La provision, actualisée à chaque bouclement depuis l'introduction des normes IPSAS, est utilisée en fonction des pertes enregistrées. Elle est réévaluée annuellement en fonction de l'estimation du risque global de perte finale. Celui-ci est en régulière diminution étant donné l'évolution favorable du marché immobilier constatée depuis l'année 2002, d'où les dissolutions successives de provision effectuées de 2005 à 2008. Les dissolutions de provision sont basées sur une estimation prudente des prix de vente des biens restant à réaliser. Au 30 juin 2009, le risque global de perte finale est estimé à 2'010 millions pour un taux moyen de perte de 37,2%. La perte finale escomptée pourrait descendre en dessous de la barre des CHF 2 milliards.

Vu le rythme de réalisation constaté depuis 2000, la Fondation est entrée en liquidation le 1er juin 2008 par l'adoption de la loi 10202 modifiant la loi 8194. La loi prévoit que la liquidation soit terminée au plus tard au 31 décembre 2009. A cette date, l'Etat de Genève succèdera à la Fondation en liquidation avec tous ses droits et obligations. Comptablement, cela signifie qu'il reprendra dans son bilan tous les actifs et passifs de la Fondation au 31 décembre 2009. Les actifs seront composés essentiellement du solde des créances et biens immobiliers que la Fondation n'aura pas eu le temps de liquider à cette date. Ils sont estimés à CHF 50 millions seulement pour 12 affaires. Quant aux passifs résiduels, ils seront composés essentiellement du solde du financement bancaire obtenu de la BCGe. L'Etat recevra également les actes de défaut de biens, les reconnaissances de dette, les conventions et autres arrangements contractés avec les débiteurs de la Fondation, soit un portefeuille de papiers-valeurs largement supérieur à CHF 550 millions.

Le projet de budget 2010 entérine donc deux choses :

- La Fondation termine sa mission d'ici quelques mois. Sa personnalité juridique et sa raison sociale disparaissant au 31 décembre 2009, le projet de budget 2010 de l'Etat n'utilise plus le CR distinct "Fondation de Valorisation" pour l'activité résiduelle allant résulter de la reprise par l'Etat des actifs et passifs de l'ex-Fondation.
- Le Conseil d'Etat ayant décidé que cette activité résiduelle allait être reprise et gérée par le Centre du contentieux de l'Etat à créer en 2010, c'est le budget de ce centre qui va la refléter.

Revenus de fonctionnement

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|---|---------|--------|--------|
| Gains de revente et réductions de pertes enregistrées | | 23.0 | 91.6 |
| Utilisation de la provision pour pertes | | 77.4 | 64.4 |
| Dissolution de la provision pour pertes | | 13.7 | 76.7 |
| Remboursement BCGe - charges fonctionnement | | 10.0 | |
| Total des revenus de fonctionnement FdV | 0 | 124.1 | 232.7 |

Charges de fonctionnement

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|--|---------|--------|--------|
| Pertes enregistrées sur créances immobilières | | 77.4 | 64.4 |
| Coût d'actualisation de la provision pour pertes | | 2.3 | 8.8 |
| Charges de fonctionnement FondVal | | 14.9 | |
| Total des charges de fonctionnement FdV | 0 | 94.7 | 73.2 |

10. Charges de personnel

Les charges de personnel de l'exercice sont composées des éléments suivants :

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|--|---------|---------|---------|
| Traitements, y compris charges sociales | 2'041.2 | 1'979.3 | 1'943.8 |
| -Charges de personnel activées en investissement | -19.7 | -12.5 | -10.4 |
| Plend, retraités | 39.6 | 39.0 | 48.3 |
| Formation | 7.6 | 7.7 | 6.6 |
| Divers (1) | 3.4 | 2.9 | 2.3 |
| Total des charges de personnel | 2'072.0 | 2'016.4 | 1'990.6 |

⁽¹⁾ Il s'agit essentiellement des frais d'habillement, des prestations en natures et de cadeaux au personnel (jubilaires)

L'effectif global des collaborateurs et collaboratrices, en équivalents temps plein (ETP), est le suivant:

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Magistrats | 115.00 | 103.00 | 100.00 |
| Personnel administratif et technique | 6'680.00 | 6'580.14 | 6'398.82 |
| Enseignants | 5'396.84 | 5'372.87 | 5'358.90 |
| Police, Sureté, Prison | 1'645.55 | 1'572.55 | 1'539.95 |
| Total des effectifs | 13'837.39 | 13'628.57 | 13'397.67 |

11. Dépenses générales

Les dépenses générales sont composées des éléments suivants :

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|--------------------------------------|---------|--------|--------|
| Fluides (eau, énergie, combustibles) | 38.5 | 43.4 | 38.6 |
| Loyers | 56.3 | 52.1 | 49.8 |
| Mandats | 150.0 | 175.5 | 158.8 |
| Entretien des bâtiments | 85.7 | 64.1 | 59.6 |
| Maintenance informatique | 22.1 | 21.6 | 16.7 |
| Autres | 63.7 | 66.1 | 60.9 |
| Total dépenses générales | 416.3 | 422.8 | 384.5 |

12. Subventions accordées

La répartition des subventions présentées selon les catégories de la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), par type de subvention, est la suivante :

| | Subv. de fonctionnement | | | | | | |
|---|-------------------------|------------|---------|---------|----------------|--------|--|
| | | monétaires | | | non monétaires | | |
| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 | PB 2010 | B 2009 | C 2008 | |
| Indemnités | 2'020.4 | 1'954.5 | 1'875.2 | 226.1 | 229.5 | 233.2 | |
| Aides financières | 105.8 | 100.0 | 92.5 | 6.8 | 7.0 | 6.0 | |
| Allocations accordées à des tiers | 1'153.8 | 1'139.0 | 1'010.6 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | |
| Non soumises à la LIAF | 24.4 | 18.5 | 58.4 | 2.0 | 2.0 | 1.9 | |
| Total subventions de fonctionnement accordées | 3'304.3 | 3'212.0 | 3'036.7 | 234.9 | 238.6 | 241.1 | |

| | Subv. de fonctionnement | | | |
|---|-------------------------|---------|---------|--|
| | PB 2010 | C 2008 | | |
| Subventions monétaires | 3'304.3 | 3'212.0 | 3'036.7 | |
| Subventions non monétaires | 234.9 | 238.6 | 241.1 | |
| Total subventions de fonctionnement accordées | 3'539.2 3'450.6 3'27 | | | |

Le terme « monétaire » indique que l'opération donne lieu à un flux de trésorerie, cependant celuici ne correspond pas nécessairement à un encaissement ou un décaissement au cours de l'exercice, ceci en application du principe de comptabilité d'exercice.

Selon l'article 2 de la loi sur les indemnités et aides financières (LIAF), l'aide financière est un avantage pécuniaire ou monnayable accordé à des bénéficiaires étrangers à l'administration cantonale pour permettre la réalisation de tâches d'intérêt public que ceux-ci ont librement décidé d'assumer. Depuis l'introduction des normes IPSAS, les subventions d'investissements qui ont un caractère d'aide financière ne sont plus activées et sont enregistrées au budget de fonctionnement.

L'indemnité consiste en une prestation financière ou monnayable accordée à des tiers étrangers à l'administration cantonale pour compenser des charges financières découlant de tâches prescrites ou déléguées par le droit cantonal et qu'ils assument (financement de tâches déléguées).

Les principaux bénéficiaires des indemnités sont les suivants :

| | Indemnités | | | | | |
|--|------------|---------|---------|---------|--------|--------|
| | monétaires | | | no | es | |
| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
| Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) | 801.0 | 784.5 | 763.4 | 98.9 | 98.3 | 103.5 |
| Université | 319.1 | 302.7 | 293.1 | 74.9 | 82.8 | 82.2 |
| Transports publics genevois (TPG) | 166.0 | 163.0 | 158.5 | 12.0 | 12.1 | 12.4 |
| Etablissements pour personnes handicapées et établissements publics pour l'intégration (EPH & EPI) | 146.8 | 139.9 | 124.7 | 4.8 | 5.2 | 5.0 |
| Fédération des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) | 117.6 | 115.2 | 110.9 | 0.8 | 1.6 | 1.5 |
| Etablissements médicaux-sociaux (EMS) | 108.2 | 104.2 | 93.8 | - | - | - |
| Hautes écoles spécialisées (HES) | 90.2 | 84.5 | 85.7 | 14.1 | 13.7 | 12.5 |
| Hospice général | 79.2 | 84.1 | 77.2 | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Fondation officielle de la jeunesse (FOJ) | 24.8 | 24.0 | 23.1 | 1.5 | 1.5 | 1.5 |
| Autres indemnités | 167.5 | 152.3 | 144.9 | 18.6 | 13.9 | 14.3 |
| Total indemnités | 2'020.4 | 1'954.5 | 1'875.2 | 226.1 | 229.5 | 233.2 |

L'allocation accordée à des tiers est définie aux articles 35 et 36 de la Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève (LGAF) et recouvre notamment toutes les prestations accordées à une personne physique.

13. Charges de dédommagements et de transferts

Les charges de dédommagements et de transferts sont composées des éléments suivants :

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|--|---------|--------|--------|
| Compensation financière aux communes françaises | 140.3 | 131.3 | 128.3 |
| Charges de la péréquation financière (RPT) | 320.2 | 335.2 | 334.2 |
| Mesures cantonales contre le chômage | 107.8 | 102.9 | 95.0 |
| Autres parts et contributions sans affectation | 7.7 | 55.0 | 56.6 |
| Autres dédommagements à des tiers | 71.2 | 46.3 | 48.4 |
| Total charges de dédommagements et de transferts | 647.3 | 670.6 | 662.5 |

Les charges de dédommagements et de transferts comprennent les parts légales de recettes dues à d'autres collectivités, les dédommagements dus à d'autres collectivités (Confédération, cantons, communes) pour des tâches dont les frais sont partagés ou les dédommagements dus à des tiers. Dans ces charges figurent la compensation financière aux communes françaises, les charges liées à la RPT et celles liées aux mesures cantonales contre le chômage. Les autres parts et contributions comprennent entre autres les frais de pension des détenus genevois hors canton, la part de l'Etat à l'entretien et à la construction du réseau routier de la Ville de Genève et les indemnités versées aux CFF pour les trains régionaux.

14. Autres charges

Les autres charges sont composées des éléments suivants :

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|---|---------|--------|--------|
| Créances irrécouvrables | 130.4 | 119.3 | 130.9 |
| Dépréciations d'actifs sur patrimoine administratif | 0.1 | - | 38.4 |
| Transfert des routes nationales à la Confédération | - | - | 178.8 |
| Autres | - | - | 6.8 |
| Total autres charges | 130.5 | 119.3 | 354.9 |

15. Revenus et charges financiers

Les revenus et charges financiers sont composés des éléments suivants :

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|---|---------|--------|--------|
| Revenus d'intérêts sur créances fiscales | 52.0 | 27.0 | 60.6 |
| Revenus des créances et des placements du patrimoine financier | 13.6 | 12.3 | 10.7 |
| Gain sur les ventes de placements du patrimoine financier | - | - | 0.5 |
| Plus-values non réalisées sur les instruments dérivés | (1) | (1) | 46.9 |
| Plus-values non réalisées sur les emprunts en monnaie étrangère | (1) | (1) | 42.1 |
| Revenus des immeubles du patrimoine financier | 8.3 | 41.0 | 36.9 |
| Autres (primes sur options, différence de change) | (1) | (1) | 1.3 |
| Total revenus financiers | 74.0 | 80.3 | 198.9 |

(1) Au moment de l'établissement du budget, aucune projection n'est effectuée

| | PB 2010 | B 2009 | C 2008 |
|--|---------|--------|--------|
| Intérêts et frais sur emprunts | | | |
| Intérêts sur emprunts à court terme | 13.3 | 7.4 | 17.7 |
| Intérêts sur emprunts à moyen et long terme | 277.5 | 293.4 | 305.2 |
| Frais sur emprunts | 1.3 | 1.3 | 4.3 |
| Total | 292.1 | 302.0 | 327.3 |
| Autres charges financières | | | |
| Autres intérêts bancaires | 1.9 | 1.3 | 1.5 |
| Intérêts sur créanciers fiscaux | 19.0 | 9.0 | 14.5 |
| Moins-values non réalisées sur les instruments dérivés | (1) | (1) | 58.6 |
| Moins-values non réalisées sur les emprunts en monnaie étrangère | (1) | (1) | 56.2 |
| Autres | 6.7 | 6.0 | 6.0 |
| Total | 27.6 | 16.3 | 136.8 |
| Total charges financières | 319.6 | 318.3 | 464.1 |

⁽¹⁾ Au moment de l'établissement du budget, aucune projection n'est effectuée

16. Investissements

la fonctionnalité et la nature.

Les crédits d'ouvrage, également appelés investissements nouveaux, sont des dépenses qui ont pour but l'acquisition ou la construction d'actifs nouveaux. Ils font l'objet d'une loi formelle spécifique qui se traduit par la présentation d'un crédit d'ouvrage ou d'acquisition valable pour la durée de réalisation du projet. Les crédits de programme, également appelés investissements liés, résultent de deux types de dépenses:

- les dépenses servant au remplacement ou au renouvellement d'un objet déjà existant sans en modifier
- les dépenses résultant de l'application de lois fédérales ou cantonales ou de l'exécution de décisions judiciaires qui ne laissent à l'autorité d'exécution qu'une marge de manœuvre restreinte ou nulle.

Un crédit de programme fait l'objet d'une loi formelle spécifique. Il est valable quatre années au maximum et trois années pour la période de 2008 à 2010 inclus. Passé ce délai, le crédit ne peut plus être utilisé que pour les objets déjà engagés.

| | PB: | 2010 | B 2 | 009 | C 2 | 800 |
|-----------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses |
| Crédits d'ouvrage | 93.6 | 604.3 | 65.5 | 488.9 | 684.8 | 330.4 |
| Crédits de programme | 7.9 | 318.4 | 10.9 | 280.9 | 5.9 | 172.6 |
| Capitaux de dotation | | 28.2 | | 41.0 | 45.5 | 74.4 |
| Prêts | 102.2 | 14.3 | 104.7 | 9.3 | 137.2 | 7.4 |
| Réduction globale | | -50.0 | | -99.9 | | |
| Total investissements | 203.7 | 915.2 | 181.1 | 720.2 | 873.5 | 584.7 |

17. Fonds propres affectés

Les fonds propres affectés sont des moyens que l'Etat a décidé de réserver pour être utilisés par la suite dans un but clairement défini en limitant leur utilisation. Les fonds propres affectés sont divisés en deux sous-catégories : les financements spéciaux et les autres fonds propres affectés.

Les financements spéciaux consistent en moyens financiers (taxes) qui, de par la loi ou une disposition juridique considérée comme équivalente, sont prélevés dans le but de remplir une tâche publique précise selon le principe de causalité (par exemple, selon le principe du pollueur payeur).

Les autres fonds propres affectés sont des réserves constituées par l'Etat pour des tâches publiques particulières, sans qu'il y ait un lien de causalité particulier entre le prélèvement et la tâche à remplir. Dans certains cas, les autres fonds propres affectés ont leur propre source de financement. Dans d'autres cas, ils sont financés entièrement ou partiellement par une attribution de l'Etat. Lorsqu'un fonds est financé à la fois par une taxe affectée et par une attribution de l'Etat, il est classé en tant qu'autre fonds propre affecté.

Les variations des fonds propres prévues pour les année 2009 et 2010 sont les suivantes:

| Variation des fonds propres affectés - 2010 | Revenus | Charges | Affectation du résultat au fonds | Attribution de l'Etat au fonds |
|--|---------|---------|----------------------------------|--------------------------------------|
| Financements spéciaux | | | | |
| Fonds cantonal pour la gestion des déchets | 5.3 | -4.5 | 0.7 | |
| Fonds pour la réalisation de mesures compensatoires | 0.5 | -0.5 | -0.0 | |
| Fonds pour logements temporaires | | | - | |
| Taxe équipement part Etat | 0.2 | -0.0 | 0.2 | |
| Sous-total financements spéciaux | 5.9 | -5.0 | 0.9 | - |
| Autres fonds propres affectés | | | | |
| Fonds Cantonal d'art contemporain | - | -0.3 | -0.3 | 1.0 |
| Fonds Vivre Ensemble | 0.1 | -0.2 | -0.1 | |
| Fonds sur travaux facturés des écoles (course et rééquipement) | | | - | |
| Fonds de la lutte contre la drogue | 0.8 | -0.8 | 0.0 | - |
| Solidarité Internationale | 0.0 | -15.9 | -15.9 | 15.9 |
| Fonds Ceva | 17.5 | | 17.5 | |
| Fonds cantonal monuments, nature et sites | 0.8 | -3.0 | -2.2 | 3.1 |
| Fonds viticole | 0.5 | -0.5 | - | |
| Fonds de promotion agricole | 0.2 | -2.6 | -2.4 | 1.9 |
| Fonds de compensation agricole | 0.8 | -0.6 | 0.2 | |
| Fonds de la faune | 0.2 | -0.2 | 0.1 | 0.1 |
| Fonds piscicole | 0.3 | -0.2 | 0.1 | |
| Fonds forestier | 1.0 | -0.6 | 0.5 | |
| Fonds énergie des collectivités publiques | 3.9 | -3.9 | -0.0 | |
| Fonds pour le développement des énergies renouvelables | 0.4 | -0.1 | 0.3 | |
| Fonds cantonal de renaturation | 9.5 | -11.7 | -2.1 | |
| Fonds cantonal d'aide au retour | | -0.5 | -0.5 | |
| Fonds d'intégration pour personnes admises provisoirement et réfugiés | 2.0 | -2.0 | - | |
| Fonds du droits des pauvres | 4.4 | -4.9 | -0.4 | |
| Fonds cantonal des prestations complémentaires cantonales de chômage en cas d'incapacité passagère | 18.0 | -15.0 | 3.0 | |
| Fonds de secours (OCE) | | | - | |
| Prévention du jeu | 0.3 | -0.3 | -0.0 | 0.2 |
| Fonds des épizooties | 0.1 | -0.2 | -0.0 | 0.0 |
| Fonds liés aux taxis | 0.7 | -0.7 | - | |
| Sous-total autres fonds propres affectés | 61.7 | -64.1 | -2.4 | 22.1 |
| Total fonds propres affectés | 67.6 | -69.1 | -1.5 | 22.1 |

| Variation des fonds propres affectés - 2009 | Revenus | Charges | Affectation du résultat au fonds | Attribution de l'Etat au fonds |
|--|---------|---------|----------------------------------|--------------------------------------|
| Financements spéciaux | | | | |
| Fonds cantonal pour la gestion des déchets | 5.7 | -4.7 | 1.0 | |
| Fonds pour la réalisation de mesures compensatoires | 0.5 | -0.4 | 0.1 | |
| Fonds pour logements temporaires | | | - | |
| Taxe équipement part Etat | 0.2 | -0.1 | 0.1 | |
| Sous-total financements spéciaux | 6.4 | -5.2 | 1.1 | - |
| Autres fonds propres affectés | | | | |
| Fonds Cantonal d'art contemporain | - | -0.3 | -0.3 | 1.0 |
| Fonds Vivre Ensemble | 0.1 | -0.3 | -0.2 | - |
| Fonds sur travaux facturés des écoles (course et rééquipement) | | | - | |
| Fonds de la lutte contre la drogue | 0.7 | -0.9 | -0.2 | 0.0 |
| Solidarité Internationale | 15.0 | -14.9 | 0.0 | 15.0 |
| Fonds Ceva | 17.4 | - | 17.4 | |
| Fonds cantonal monuments, nature et sites | 1.4 | -2.1 | -0.7 | 2.3 |
| Fonds viticole | 0.5 | -0.5 | - | |
| Fonds de promotion agricole | 0.2 | -2.1 | -2.0 | 3.7 |
| Fonds de compensation agricole | 0.8 | -0.6 | 0.2 | |
| Fonds de la faune | 0.2 | -0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Fonds piscicole | 0.3 | -0.2 | 0.1 | 0.3 |
| Fonds forestier | 0.8 | -0.5 | 0.3 | 0.2 |
| Fonds énergie des collectivités publiques | 3.9 | -3.9 | -0.0 | |
| Fonds pour le développement des énergies renouvelables | 1.2 | -0.1 | 1.1 | |
| Fonds cantonal de renaturation | 9.3 | -7.8 | 1.5 | |
| Fonds cantonal d'aide au retour | - | -0.5 | -0.5 | |
| Fonds d'intégration pour personnes admises provisoirement et réfugiés | 2.8 | -2.8 | - | |
| Fonds du droits des pauvres | 4.4 | -4.6 | -0.1 | |
| Fonds cantonal des prestations complémentaires cantonales de chômage en cas d'incapacité passagère | 13.1 | -12.1 | 1.0 | |
| Fonds de secours (OCE) | - | = | - | |
| Prévention du jeu | 0.4 | -0.4 | - | |
| Fonds des épizooties | 0.1 | -0.1 | -0.0 | 0.3 |
| Fonds liés aux taxis | - | -0.7 | -0.7 | |
| Sous-total autres fonds propres affectés | 72.4 | -55.5 | 16.9 | 22.8 |
| Total fonds propres affectés | 78.8 | -60.7 | 18.0 | 22.8 |

Comparaison et classification par nature et par département des charges et revenus

Classification par nature et par département des charges de fonctionnement Projet de budget 2010

| NTE JUDICIAIRE | 148 77'828'104 | L | | , | 779 5'160'732 | 383 4'409'794 | 7'309 209'729 | | | | - 376'585 | 6'931 13'680'571 | 4'304 997'751 | 30,000 | | - 15'000 | | - 21,000 | | | 15 11'890'780 | ייייייי | 5,000 | | | | | | - 1'436'433 | - 24'878 | | | - 811'555 | - 000,000 | - | | | | | |
|-------------------------------------|----------------------|------------|----------------------------|----------------------------------|---------------|--------------------------------------|----------------------------------|-----------|-----------------------------|----------------------------------|--|--------------------|---|-----------------------------------|------------------------------|----------------|---------------------------|------------|------------|------------|---------------|--------------------------------------|-----------|------------|-------------|-----------|-----------------------------|---------------------------|--|-------------|-----------|------------|-------------|---------------------------|---|----------------------------------|-----------|--|-------------|---|
| CONSTITUANTE | 2'675'148 | L | | | 179'779 | 130,683 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| COUR DES COMPTES | 3'338'479 | Ŀ | Ñ | | 217'609 | 224'546 | 8'844 | | | | 34,000 | 164'746 | 27'663 | 13'083 | - | ' | | ' | | | 114,000 | | | | | | - | | 87'286 | 38,886 | | | 48'400 | | • | | | • | ٠ | |
| GRAND | 7'971'951 | L | | | 536'033 | 298'058 | 21'787 | | | | 37,180 | 2'502'015 | 516'715 | 11,500 | • | | • | | | | 1'491'700 | • | | ' | • | • | • | • | 37'204 | 7,152 | 28'564 | , | 1'488 | | • | | | 1 | | |
| ECONOMIE ET SANTE | 34'086'498 | 336'692 | 28'308'624 | | 2'184'540 | 3'030'562 | 88'771 | | | | 137,309 | 7'049'368 | 464'664 | 75'936 | • | 1'682'212 | • | 98'795 | 170'736 | 506'345 | 4'050'680 | • | | | ٠ | • | | • | 19'337'155 | 1,225,190 | | 17'967'687 | 73'778 | 70,500 | | | • | | • | |
| SOLIDARITE ET EMPLOI | 93'856'746 | 235'374 | 78'395'030 | ٠ | 5'996'418 | 8'406'396 | 243'662 | | | ٠ | 998,629 | 4'055'281 | 719'904 | 26'709 | | 7'502 | | 39'531 | 174'742 | 252'619 | 2'834'274 | • | | | ٠ | | | • | 86'773'806 | 272'488 | | 4'972'739 | 76'736'579 | 4'792'000 | • | | | 1 | | |
| TERRITOIRE | 71'548'712 | 443'000 | 61,029,419 | | 4'687'999 | 6'852'844 | 190'524 | 125'820 | | -1'840'000 | 59'106 | 48'132'694 | 069,968 | 294,822 | 604,700 | 1'079'540 | 10'421'098 | 513'785 | 257'536 | 1,007,558 | 33,026,965 | • | | | | | - | - | 10'912'325 | 8'844'946 | 271'004 | 268,952 | 1'416'486 | 23,652 | 162'850 | 162'850 | | • | • | |
| CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES | 135'624'019 | 412'250 | 128'504'850 | | 9'831'593 | 13'631'146 | 399'582 | 84'500 | | -17'401'007 | 161'105 | 230'083'999 | 1'136'012 | 914'200 | 37'934'000 | 2'932'900 | 69'600'496 | 23'423'159 | 51'627'071 | 1,414,090 | 41,102,071 | • | | | | | • | | 211'097'362 | 206'173'640 | 1'679'852 | 2'476'466 | 47'404 | 720'000 | • | | • | , | | |
| INSTITUTIONS | 384'425'890 | 311,520 | 305'294'748 | | 23'305'682 | 43'126'224 | 9'266'618 | 2'527'189 | | -500,000 | 1,093,909 | 44'983'085 | 3'890'731 | 502'012 | - | 7'989'616 | | 2'109'796 | 710'179 | 8'053'672 | 21'727'079 | • | | | | | - | - | 6'971'876 | 4'769'309 | 182 | | 985,869 | 1,564,000 | 1,083,000 | | | • | | |
| INSTRUCTION PUBLIQUE | 1'099'306'620 | 381'472 | 210'200'397 | 717'272'317 | 70'851'799 | 95'256'291 | 2'877'458 | 1,800 | 1,500,000 | | 980,596 | 45'572'974 | 15'001'064 | 2'225'669 | • | 5'054'602 | | 1'338'948 | 2'736'765 | 2'332'366 | 16'883'560 | | | | | | - | | 16'241'527 | 7'441'208 | 38'435 | 6'577'540 | 2'115'839 | 68,202 | • | | • | | | |
| FINANCES | 147'900'597 | 411'898 | 87'873'525 | | 6'732'736 | 9'711'142 | 273'520 | 618'600 | 38'109'118 | | 4'170'058 | 15'612'667 | 1'046'800 | 25'600 | - | 28'950 | | 78'750 | 259'787 | 371,665 | 13'801'115 | 319,600,000 | 3,290,000 | 15'155'000 | 277'500'000 | 6'405'000 | 1 '250'000 | 16,000,000 | 254'470'714 | 6'634'847 | 1'048'673 | | 124'182'194 | 122'605'000 | 467'061'461 | | 3'240'000 | 3'240'000 | 140'333'786 | |
| CHANCELLERIE | 13'469'142 | 2'123'300 | 9'423'891 | | 880'642 | 983'507 | 35'795 | | | | 22,007 | 4'441'512 | 792'753 | 2,000 | • | 6,200 | | 8,800 | 105'054 | 216'650 | 3'004'755 | | | | | | - | | 7'379 | 4'847 | | | 2'532 | | • | | | | | |
| ÉTAT DE GENÈVE | 2'072'031'906 | 36'254'144 | 957'392'860 | 717'272'317 | 130'565'562 | 186'061'193 | 13'623'599 | 3,322,309 | 39'609'118 | -19'741'007 | 7'636'211 | 416'285'843 | 25'495'051 | 4'126'531 | 38,238,200 | 18'796'822 | 80'021'594 | 27'729'064 | 56'314'081 | 15'307'006 | 149,956,994 | 310'605'000 | 3/295/000 | 15'155'000 | 277'500'000 | 6'405'000 | 1,250,000 | 16'000'000 | 607'373'067 | 235'437'391 | 3'066'710 | 32'263'384 | 206'074'640 | 130'443'657 | 468'307'311 | 162'850 | 3,540,000 | 3'240'000 | 140'333'786 | |
| LIBELLÉ | Charges de personnel | | 1 Traitements du personnel | 2 Traitement du corps enseignant | | 4 Caisse de pension et de prévoyance | 5 Assurance maladie et accidents | | 7 Prestations aux retraités | 8 Personnel temporaire, chômeurs | 9 Formation, recrutement, div. charges | Dépenses générales | 310 Fournitures de bureau, imprimés, matériel | 1 Mobilier, machines et véhicules | 2 Eau, énergie, combustibles | 3 Marchandises | 4 Entretien des immeubles | | | | | Intérête naceife at fraie d'amprimte | | | | | 8 Frais et coûts financiers | 9 Autres intérêts passifs | Amortissements, provisions, irrécouvrables | | | | _ | 9 Créances irrécouvrables | Parts et contributions sans affectation | 0 Part des communes aux recettes | | Part pompiers taxes d'assurance contre | _ | |
| | 30 | 300 | 301 | 302 | 303 | 304 | 302 | 306 | 307 | 308 | 309 | 31 | 310 | 311 | 312 | 313 | 314 | 315 | 316 | 317 | 318 | 2 6 | 320 | 321 | 322 | 323 | 328 | 329 | 33 | 331 | 332 | 336 | 338 | 339 | 34 | 340 | 343 | 344 | 346 | , |

| CONSTITUANTE JUDICIAIRE | | | | | | | | - 11'185'100 | | | | - | | | - 11'185'100 | | 2'682'079 104'135'208 | | | | | | | | 133'842 14'695'246 | | 47'881 8'474'811 | | | 85'961 5'950'435 | - 270'000 | | |
|-------------------------------------|-------------------------------|-------------------|-------------|--------------|----------------------------|--|---|--------------------------|-------------------|-------------|--------------|----------------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------|-----------------------|------------------------------|-------------|--------------|----------------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|-------------------------------|------------------|-------------------------|--------------------------|--|
| COUR DES CONST | • | | | | - | 1 | | | | | | - | | | | | 3'590'511 | | | | | | | | 115'604 | | 67'848 | | | 47'756 | | | |
| GRAND | • | | | | | • | • | • | | | | - | - | i | - | • | 10'511'170 | • | | | | | | - | 781'145 | 1 | 364'441 | | | 410'704 | 000,9 | | |
| ECONOMIE ET SANTE | 91,000 | 12,000 | 000,6 | 20,000 | • | ٠ | | 1'082'657'519 | 000,68 | 2'474'891 | 1'320'000 | 927'956'052 | 390,000 | 143'977'576 | 6'450'000 | | 1'143'221'540 | | | | | | | - | 6'373'132 | • | 3'293'015 | | • | 2'960'891 | 119'226 | | |
| SOLIDARITE ET EMPLOI | 107'750'000 | 16'130'000 | | | - | 12'000'000 | 79'620'000 | 1'344'487'957 | | 107'496 | | 131'124'741 | - | 228'412'870 | 984'842'850 | | 1,636,923,790 | 1,200,000 | | | 000,009 | | 000,009 | | 16'067'103 | | 5'315'608 | | | 9'742'286 | 1,009,209 | | |
| TERRITOIRE | 6'923'820 | 6'760'000 | 32,000 | 128'820 | | | | 209'911'791 | 652,000 | 2'154'500 | 2'348'100 | 182'885'159 | 5'497'000 | 9'515'232 | 1,522,800 | 5'337'000 | 347'592'192 | 27'933'000 | 266,000 | 1'725'000 | | 920,000 | 1,655,000 | 23'037'000 | 15'358'274 | 395,338 | 6'423'002 | | | 7'488'187 | 1'051'747 | | |
| CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES | 14'555'044 | | 40,044 | 14'515'000 | - | | | 95'478'154 | | | 1,260,000 | 14'050'319 | - | 11'480'035 | 008,289,890 | | 886,838,278 | 231,000 | | 201'000 | | | 30,000 | - | 34'826'459 | | 12'578'763 | | | 18'109'189 | 4'138'507 | | |
| INSTITUTIONS | 21'928'946 | 1,191,500 | 15'378'946 | 5'358'500 | | | | 31'505'253 | | | 26'018 | 11'303'300 | 544'766 | 8'780'771 | 1'480'398 | 9'370'000 | 490'898'050 | 490,000 | | | | | 490,000 | - | 108'897'860 | • | 37'057'823 | | 39'750'000 | 30'191'537 | 1,898,200 | | |
| INSTRUCTION PUBLIQUE | 6'320'000 | | 6'320'000 | | | | | 763'405'503 | | 85'426'000 | 3'439'000 | 421'702'107 | 38'626'724 | 136'537'172 | 77'674'500 | | 1'930'846'624 | | | | | | | | 224'987'683 | | 191'010'555 | | | 33'830'124 | 127'004 | 20,000 | |
| FINANCES | 21'410'000 | | | | 21'410'000 | ٠ | | 73'300 | | | 1,000 | - | - | 72'300 | - | | 1'226'128'739 | ٠ | | | | | | - | 26'000'948 | • | 6,107,879 | 175'000 | 1,690,000 | 11'136'769 | 6'891'300 | | |
| CHANCELLERIE | | | | | - | | | 522'054 | 245'354 | | | - | 226'700 | 20,000 | - | | 18'440'087 | | | | | | | | 2'525'507 | - | 1'256'740 | | | 1'260'767 | 8'000 | | |
| ÉTAT DE GENÈVE | 178'978'810 | 24'093'500 | 21'782'990 | 20'072'320 | 21'410'000 | 12,000,000 | 79'620'000 | 3'539'226'631 | 986'354 | 90'162'887 | 8,394,118 | 1'689'021'678 | 45'285'190 | 538'825'956 | 1'151'843'448 | 14'707'000 | 7'601'808'568 | 29'854'000 | 266'000 | 1,926,000 | 000,009 | 920,000 | 2'775'000 | 23'037'000 | 450'762'803 | 395,338 | 271'998'366 | 175,000 | 41'440'000 | 121'214'606 | 15'519'493 | 20,000 | |
| LIBELLÉ | 35 Dédommagements à des tiers | 350 Confédération | 351 Cantons | 352 Communes | 353 Propres établissements | 355 Dédommagement à des institutions privées | Dédommagement à des personnes physiques | 36 Subventions accordées | 360 Confédération | 361 Cantons | 362 Communes | 363 Propres établissements | 364 Sociétés d'économie mixte | 365 Institutions privées | 366 Personnes physiques | 367 Etranger | Totaux intermédiaire | 37 Subventions redistribuées | 371 Cantons | 372 Communes | 373 Propres établissements | 374 Sociétés d'économie mixte | 375 Institutions privées | 376 Personnes physiques | 39 Imputations internes | 390 Imputations internes | 391 Frais de bâtiments | 392 Intérêts de la dette | 394 Rétrocessions de recettes | 395 Informatique | 397 Facturation interne | 399 Imputations internes | |

| | | | | | | | SNOITSHEETSINGS | | | | | | | |
|-----------|--|-------------------|--------------|---------------|----------------------|--------------|----------------------------------|------------|-------------------------|----------------------|--------|----------|-----------------------|------------|
| | LIBELLÉ | ÉTAT DE Genève | CHANCELLERIE | FINANCES | INSTRUCTION PUBLIQUE | INSTITUTIONS | ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | TERRITOIRE | SOLIDARITE ET EMPLOI | ECONOMIE ET SANTE | GRAND | COUR DES | COUR DES CONSTITUANTE | POUVOIR |
| | | or old or old | | 000000140017 | | COCIOLOGO | | | OLOLIOLIA P | 0001007100 | | | | |
| Ε | 40 Impots | 079.592.917.5 | • | 5.084.820.000 | • | 90.520.000 | • | • | 14.795.670 | 26.400.000 | | • | • | • |
| Ē | 400 Impôts sur le revenu et la fortune | 3'351'900'000 | • | 3'345'500'000 | | • | • | 1 | - | 6'400'000 | 1 | 1 | 1 | i |
| Ē | 401 Impôts sur le bénéfice et capital | 1,180,200,000 | • | 1,180,200,000 | • | • | • | • | • | • | • | • | • | • |
| Ē | 402 Impôts fonciers | 129'100'000 | • | 129'100'000 | • | • | • | • | | • | • | • | • | 1 |
| Ē | 403 Impôts spéciaux | 85,000,000 | • | 85,000,000 | | • | - | • | • | - | - | - | - | - |
| Prc | 404 Produit de l'enregistrement et du timbre | 178'000'000 | 1 | 178'000'000 | ı | ı | • | • | • | • | • | • | • | • |
| Pr | 405 Produit des successions | 158'000'000 | | 158'000'000 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| 406 Aut | Autres impôts cantonaux | 134'065'670 | • | 9,020,000 | ٠ | 90,520,000 | | ٠ | 14'795'670 | 20,000,000 | | | • | • |
| Pa | Patentes et concessions | 14'695'023 | 230,000 | 864'583 | • | • | 35,000 | 13'471'340 | 82'100 | 12,000 | • | • | • | • |
| Pa | 410 Patentes | 14'465'023 | | 864'583 | | | 35,000 | 13'471'340 | 82'100 | 12,000 | ľ | | | |
| ပိ | 411 Concessions | 230,000 | 230,000 | | | | | | | • | | | • | 1 |
| Re | Revenus des biens | 366'984'738 | 53 | 84'428'975 | 14'200'974 | 54'500 | 192'813'151 | 34'448'034 | 28'234'671 | 12'804'380 | • | • | • | |
| Re | 420 Revenus des biens du PF - Banques | 636'572 | - | 614'572 | - | 22,000 | | - | - | • | | • | - | - |
| Re | 421 Revenus des biens du PF - Créances | 52'401'339 | 23 | 52'210'051 | 65'974 | 16'500 | - | 340 | 108'421 | • | - | - | | - |
| a B | Revenus des biens du PF - Capitaux du patrimoine financier | 12'610'333 | • | 12'100'000 | | • | • | 510'333 | • | • | • | • | • | |
| ag ag | Revenus des biens du PF - Immeubles du PF | 8'331'250 | • | 205'000 | • | • | • | • | 8'126'250 | • | • | • | | |
| PL Sur | Plus values réalisées et non réalisées sur les placements du PF | 4'430'000 | • | 4'430'000 | | • | | • | • | | • | 1 | | • |
| Pré | 425 Prêts du patrimoine administratif | 77'335'331 | - | 750,000 | - | - | 76'007'123 | 528'708 | - | 49'500 | | | • | - |
| Ра | 426 Part. perm. du patrimoine adm. | 55'144'830 | • | 5'485'000 | • | 000,9 | 12'661'500 | 4'267'150 | 20,000,000 | 12'725'180 | • | • | • | • |
| Ē | 427 Immeubles du patrimoine administratif | 122'766'778 | • | 634'218 | 14'120'000 | 10,000 | 78'861'057 | 29'141'503 | • | • | 1 | 1 | 1 | • |
| Au | 429 Autres revenus | 8'081'634 | 1 | 8,000,134 | 15,000 | , | 36'800 | 1 | 1 | 29'700 | | • | 1 | 1 |
| Re | Recettes diverses | 656'922'349 | 2'145'211 | 194'768'050 | 33'255'814 | 158'762'073 | 50'986'493 | 44'862'709 | 114'747'872 | 18'535'869 | 33'318 | 2'087 | 1,214 | 38'821'639 |
| E | 431 Emoluments administratifs | 145'500'186 | 1,086,186 | 2'465'000 | 489'030 | 77'904'750 | 33,339,000 | 2'408'965 | 1'105'355 | 10'979'500 | | | • | 15'722'400 |
| Pe | 432 Pensions d'établissements spécialisés | 7'990'437 | ' | 1 | 7'090'7 | 899'700 | _ | • | ' | • | • | ' | 1 | ' |
| Ec | 433 Ecolages | 898'846 | • | - | 898'846 | | | • | - | • | • | • | - | - |
| Re | 434 Redevances d'util. et prest. de service | 40'990'761 | 110,000 | 62,000 | 3'499'154 | 5'365'470 | 306,000 | 14'025'796 | 672'407 | 672'500 | 1 | , | • | 16'277'434 |
| Ve | 435 Ventes de marchandises | 6'206'328 | 870'300 | 40,000 | 2'003'853 | 1'658'000 | 664'500 | 229,652 | - | 40'400 | 25,000 | • | • | 304'600 |
| Dé | 436 Dédommagements de tiers | 131'455'299 | 78'725 | 15'064'421 | 17'428'272 | 8'694'153 | 16'279'993 | 19'058'832 | 44'398'110 | 696,860,9 | 8,318 | 2'087 | 1,214 | 4'347'205 |
| Αŭ | 437 Amendes | 67,002,000 | • | • | • | 64'230'000 | 247,000 | 362,000 | 110,000 | 683,000 | • | • | 1 | 1,370,000 |
| Re | 438 Remboursement frais administratifs | 150,000 | • | • | • | • | 150,000 | 1 | • | 1 | • | • | 1 | 1 |
| ĕ | 439 Dissolutions et provisions | 256'728'492 | • | 177'136'629 | 1'845'922 | 10,000 | ' | 8'407'441 | 68'462'000 | 96,500 | | | • | 800,000 |
| Ра | Parts à des recettes sans affectation | 553'278'692 | • | 553'278'692 | • | • | • | • | • | • | • | • | • | • |
| Pa | 440 Part à des recettes fédérales | 435'639'815 | • | 435'639'815 | | - | - | • | - | - | | | • | - |
| Pa | 442 Part à l'impôt anticipé | 17'772'321 | • | 17'772'321 | • | • | • | • | • | • | | | • | 1 |
| 448 RPT | Tc. | 99'866'556 | • | 99'866'556 | • | | - | • | - | - | • | • | - | - |

| | | | | | | | | | | | | | | ٠. ١ | | | | _ | 1 | 1 | | | ı | _ | - | |
|--|---|-------------------|-------------|--------------|----------------------------|-------------------------|-------------------|-------------|----------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------|---|------------------------|----------------------|-------------------------------|-------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------------|------------------|---------------------------|--------------------------|-----------------|
| POUVOIR | • | | | | | • | | | | | | | - | • | 38'821'639 | • | | 1'186'500 | | • | • | • | • | 1'186'500 | • | 40'008'139 |
| CONSTITUANTE | • | | • | | | - | | | | | • | | • | 1 | 1'214 | • | - | • | | | - | - | | - | • | 1,214 |
| COUR DES | • | • | • | • | • | • | • | • | | • | • | • | - | • | 2'087 | • | • | • | | | - | - | | - | - | 2'087 |
| GRAND | • | | | • | | • | | • | | | • | | - | • | 33'318 | • | | • | | | • | • | | • | | 33'318 |
| ECONOMIE ET SANTE | • | | - | • | | 1'894'039 | 43'426 | | | 1'807'688 | - | - | 42'925 | - | 59'646'288 | • | - | 505,309 | - | - | - | 20,000 | | 435'309 | - | 60'151'597 |
| SOLIDARITE ET EMPLOI | 50'319'798 | 50'319'798 | • | • | • | 213'408'413 | 213'408'413 | • | | • | • | • | • | • | 421'588'524 | 1,200,000 | 1,200,000 | • | | | • | • | | • | • | 422'788'524 |
| TERRITOIRE | 3'963'106 | 3'865'386 | 20,000 | 27'720 | • | 3'960'342 | 3'563'100 | • | • | • | • | 300,000 | 64'422 | 32'820 | 100'705'531 | 27'933'000 | 27'933'000 | 545'785 | 395'338 | | • | • | | 150'447 | • | 129'184'316 |
| CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | 21'023'000 | 20,678,000 | • | 332,000 | 10,000 | 8'907'275 | 862,000 | • | • | 4'320'137 | 1'886'824 | | 1'811'314 | 27,000 | 273'764'919 | 231,000 | 231,000 | 399'900'453 | | 271'998'366 | | 1,620,000 | 121'214'606 | 5'067'481 | • | 673'896'372 |
| INSTITUTIONS | 23'371'400 | 7'724'400 | 1,530,000 | 14'117'000 | | 9'498'520 | 9'471'853 | | | | | | 26'667 | • | 281'936'493 | 490,000 | 490,000 | 48'495'530 | | | 175,000 | 39'750'000 | | 8'570'530 | • | 330'922'023 |
| INSTRUCTION PUBLIQUE | 6'571'000 | | 6'221'000 | 350,000 | | 37'588'900 | 29'976'232 | 185,000 | 285,000 | 1'142'427 | - | - | 10'300 | 5'689'941 | 91'616'688 | • | - | 109'226 | | | - | - | | 109'226 | | 91'725'914 |
| FINANCES | 41'790'500 | | | 41'790'500 | | 6'754'144 | • | | | 1,300 | • | | - | 6'752'844 | 5'966'704'944 | • | - | • | • | • | - | - | | - | • | 5'966'704'944 |
| CHANCELLERIE | • | • | • | • | | • | | • | | • | | • | • | • | 2'375'264 | • | - | 20,000 | | | - | - | | - | 20,000 | 2'395'264 |
| ÉTAT DE Genève | 147'038'804 | 82'587'584 | 7'821'000 | 56'620'220 | 10,000 | 282'011'633 | 257'325'024 | 185,000 | 285,000 | 7'271'552 | 1'886'824 | 300,000 | 1'955'628 | 12'502'605 | 7'237'196'909 | 29'854'000 | 29'854'000 | 450'762'803 | 395,338 | 271'998'366 | 175'000 | 41'440'000 | 121'214'606 | 15'519'493 | 20,000 | 7'717'813'712 |
| ПВЕСТЕ | Dédommagements de collectivités publiques | 450 Confédération | 451 Cantons | 452 Communes | 453 Propres établissements | 46 Subventions acquises | 460 Confédération | 461 Cantons | 463 Propres établissements | 464 Fonds alloués par des tiers | 466 Personnes physiques | 467 Subventions étrangers | Produits différés de subventions d'investissement | 469 Autres subventions | Totaux intermédiaire | 47 Subventions à redistribuer | 470 Confédération | 49 Imputations internes | 490 Imputations internes | 491 Revenus des bâtiments | 492 Charges et intérêts | 494 Parts à des recettes | 495 Informatique | 497 Facturations internes | 499 Imputations internes | Totaux généraux |

Comparaison par nature des charges de fonctionnement 2010/2008

| Nature | Libellés | Projet de budget 2010 | Écart par rap Budget 20 | | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------|--|--------------------------|----------------------------|----------|------------------|------------------|
| 30 | Charges de personnel | 2'072'031'906 | 55'642'661 | 2.76% | 2'016'389'245.00 | 1'990'605'040.80 |
| | Autorités, commissions et juges | 36'254'144 | 1'361'338 | 3.90% | 34'892'806.00 | 31'901'568.25 |
| 301 | Traitements du personnel | 957'392'860 | 47'441'622 | 5.21% | 909'951'238.00 | 887'522'885.84 |
| 302 | Traitement du corps enseignant | 717'272'317 | 7'193'714 | 1.01% | 710'078'603.00 | 702'313'966.76 |
| 303 | Assurances sociales | 130'565'562 | 4'270'822 | 3.38% | 126'294'740.00 | 122'052'360.88 |
| 304 | Caisse de pension et de prévoyance | 186'061'193 | 1'243'239 | 0.67% | 184'817'954.00 | 187'985'049.99 |
| 305 | Assurance maladie et accidents | 13'623'599 | 383'995 | 2.90% | 13'239'604.00 | 12'059'524.81 |
| 306 | Prestations en nature | 3'357'909 | 488'929 | 17.04% | 2'868'980.00 | 2'253'353.46 |
| 307 | Prestations aux retraités | 39'609'118 | 620'397 | 1.59% | 38'988'721.00 | 48'342'228.40 |
| 308 | Personnel temporaire, chômeurs | -19'741'007 | -7'290'000 | 58.55% | -12'451'007.00 | -10'403'474.25 |
| 309 | Formation, recrutement, div. charges | 7'636'211 | -71'395 | -0.93% | 7'707'606.00 | 6'577'576.66 |
| 31 | Dépenses générales | 416'285'843 | -6'537'687 | -1.55% | 422'823'530.00 | 384'486'592.76 |
| 310 | Fournitures de bureau, imprimés, matériel | 25'495'051 | 3'757'376 | 17.29% | 21'737'675.00 | 22'319'603.98 |
| 311 | Mobilier, machines et véhicules | 4'126'531 | -5'205'177 | -55.78% | 9'331'708.00 | 3'848'886.6' |
| 312 | Eau, énergie, combustibles | 38'538'700 | -4'858'785 | -11.20% | 43'397'485.00 | 38'629'584.6 |
| 313 | Marchandises | 18'796'822 | -629'577 | -3.24% | 19'426'399.00 | 19'761'084.6 |
| 314 | Entretien des immeubles | 80'021'594 | 22'459'338 | 39.02% | 57'562'256.00 | 54'754'746.6 |
| 315 | Entretien de mobilier par des tiers | 27'729'064 | -334'227 | -1.19% | 28'063'291.00 | 21'568'192.1 |
| 316 | Loyers, fermages, redevances | 56'314'081 | 4'189'355 | 8.04% | 52'124'726.00 | 49'817'917.0 |
| 317 | Débours | 15'307'006 | -337'480 | -2.16% | 15'644'486.00 | 14'993'827.8 |
| 318 | Honoraires, prest. de service de tiers | 149'956'994 | -25'578'510 | -14.57% | 175'535'504.00 | 158'792'143.2 |
| 319 | Reports de crédits | _ | - | | - | 605.8 |
| | Intérêts passifs et frais d'emprunts | 319'605'000 | 1'283'800 | 0.40% | 318'321'200.00 | 349'293'493.5 |
| | Engagements courants | 3'295'000 | 2'938'000 | 822.97% | 357'000.00 | 285'397.3 |
| 321 | Dettes à court terme | 15'155'000 | 6'454'700 | 74.19% | 8'700'300.00 | 19'197'618.5 |
| | Dettes à moyen et long terme | 277'500'000 | -15'852'000 | -5.40% | 293'352'000.00 | 305'226'908.9 |
| 323 | Dettes envers des entités partic. | 6'405'000 | 743'100 | 13.12% | 5'661'900.00 | 5'702'150.5 |
| 328 | Frais et coûts financiers | 1'250'000 | 740100 | 0.00% | 1'250'000.00 | 4'337'738.5 |
| 329 | Autres intérêts passifs | 16'000'000 | 7'000'000 | 77.78% | 9'000'000.00 | 14'543'679.5 |
| 33 | Amortissements, provisions, irrécouvrables | 607'373'067 | 7'430'688 | 1.24% | 599'942'379.00 | 1'008'684'954.2 |
| 330 | Amortissements du patrimoine financier | 007 373 007 | 7 430 000 | 1.24 % | 399 942 379.00 | 70'735.6 |
| 330 | | - | | | - | 70 733.0 |
| 331 | Amortissements des immobilisations corporelles du | 235'437'391 | 504'182 | 0.21% | 234'933'209.00 | 249'174'863.6 |
| | patrimoine administratif | | | | | |
| 332 | Amortissements des immobilisations incorporelles du | 3'066'710 | 2'980'734 | 3466.94% | 85'976.00 | 117'022.7 |
| | patrimoine administratif | | | | | |
| 333 | Dépréciations d'actifs | 87'285 | 87'285 | | - | 399'106.2 |
| 335 | Moins-values non réalisées sur placements financiers | - | - | | - | 114'773'286.0 |
| | · | | | | | |
| 336 | Amortissements sur subventions d'investissements | 32'263'384 | 1'421'991 | 4.61% | 30'841'393.00 | 29'988'344.3 |
| | accordées PA | | | | | |
| 337 | Moins-values réalisées et non réalisées sur les actifs | _ | _ | | - | 223'523'707.43 |
| | du patrimoine administratif | | | | | |
| 338 | Provisions | 206'074'640 | -8'749'661 | -4.07% | 214'824'301.00 | 259'756'351.4 |
| 339 | Créances irrécouvrables | 130'443'657 | 11'186'157 | 9.38% | 119'257'500.00 | 130'881'536.7 |
| 34 | Parts et contributions sans affectation | 468'307'311 | -53'161'902 | -10.19% | 521'469'213.00 | 519'102'723.3 |
| 340 | Part des communes aux recettes | 162'850 | -4'337'150 | -96.38% | 4'500'000.00 | 4'462'850.2 |
| 341 | Contributions à des communes | - | - | | - | 211'098.9 |
| 342 | Part des communes aux impôts spéciaux | - | - | | - | -66'573.2 |
| 343 | Part des communes taxes assur. inc. | 3'240'000 | 40'000 | 1.25% | 3'200'000.00 | 3'244'191.8 |
| 344 | Part pompiers taxes d'assurance contre l'incendie | 3'240'000 | 40'000 | 1.25% | 3'200'000.00 | 3'244'191.8 |
| | Tart pomplere taxes a accurance contre iniconais | 0240000 | 10 000 | 1.2070 | 0 200 000.00 | 0211101.0 |
| 346 | Comp. fin. aux communes françaises | 140'333'786 | 9'027'786 | 6.88% | 131'306'000.00 | 128'271'954.1 |
| 347 | Part des comm. à l'impôt s/ la dissolution des | _ | | | _ | -77'026.1 |
| 347 | réserves et provisions | - | | | | |
| 348 | RPT | 320'247'675 | -14'932'538 | -4.46% | 335'180'213.00 | 334'233'588.0 |
| 349 | Autres parts | 1'083'000 | -43'000'000 | -97.54% | 44'083'000.00 | 45'578'447.6 |
| 35 | Dédommagements à des tiers | 178'978'810 | -62'489'456 | -25.88% | 241'468'266.00 | 207'747'989.7 |
| 350 | Confédération | 24'093'500 | 2'337'000 | 10.74% | 21'756'500.00 | 22'455'626.1 |
| 351 | Cantons | 21'782'990 | -1'584'456 | -6.78% | 23'367'446.00 | 25'867'491.0 |
| 352 | Communes | 20'072'320 | 4'789'000 | 31.33% | 15'283'320.00 | 15'870'047.0 |
| 353 | Propres établissements | 21'410'000 | -70'931'000 | -76.81% | 92'341'000.00 | 64'371'910.6 |
| 355 | Dédommagement à des institutions privées | 12'000'000 | - | 0.00% | 12'000'000.00 | 10'662'300.4 |
| 356 | Dédommagement à des personnes physiques | 79'620'000 | 2'900'000 | 3.78% | 76'720'000.00 | 68'520'614.3 |
| 36 | Subventions accordées | 3'539'226'631 | 88'648'661 | 2.57% | 3'450'577'970.00 | 3'277'859'072.8 |
| 360 | Confédération | 986'354 | -231'901 | -19.04% | 1'218'255.00 | 43'667'094.0 |
| 361 | Cantons | 90'162'887 | 7'014'281 | 8.44% | 83'148'606.00 | 63'791'956.6 |
| 362 | Communes | 8'394'118 | -357'400 | -4.08% | 8'751'518.00 | 5'415'843.0 |
| 363 | Propres établissements | 1'689'021'678 | 45'098'486 | 2.74% | 1'643'923'192.00 | 1'615'072'612.3 |
| 364 | Sociétés d'économie mixte | 45'285'190 | 4'814'651 | 11.90% | 40'470'539.00 | 38'957'870.2 |
| 365 | Institutions privées | 538'825'956 | 14'335'818 | 2.73% | 524'490'138.00 | 490'868'929.4 |
| 366 | Personnes physiques | 1'151'843'448 | 16'090'726 | 1.42% | 1'135'752'722.00 | 1'009'380'551.9 |
| 367 | Etranger | 14'707'000 | 1'884'000 | 14.69% | 12'823'000.00 | 10'704'215.1 |
| 507 | Totaux intermédiaire | 7'601'808'568 | 30'816'765 | 0.41% | 7'570'991'803.00 | 7'737'779'867.2 |
| 37 | Subventions redistribuées | 29'854'000 | 3'080'200 | | 26'773'800.00 | 255'698'924.5 |
| | | 29 004 000 | | 11.50% | 20 773 600.00 | |
| 370 | Confédération | - | - | 0.000/ | - | 4'099'542.0 |
| 1 | Cantons | 566'000 | 10701000 | 0.00% | 566'000.00 | 556'500.0 |
| 371 | | 1'926'000 | 1'370'000 | 246.40% | 556'000.00 | 396'159.4 |
| 372 | Communes | | | | | 225'760'281.7 |
| 372 373 | Propres établissements | 600'000 | - | 0% | 600'000.00 | |
| 372 373 374 | Propres établissements Sociétés d'économie mixte | 950'000 | 750'000 | 375.00% | 200'000.00 | 79'057.0 |
| 372 373 | Propres établissements | | 750'000 1'400'000 | | | |

Comparaison par nature des charges de fonctionnement 2010/2008

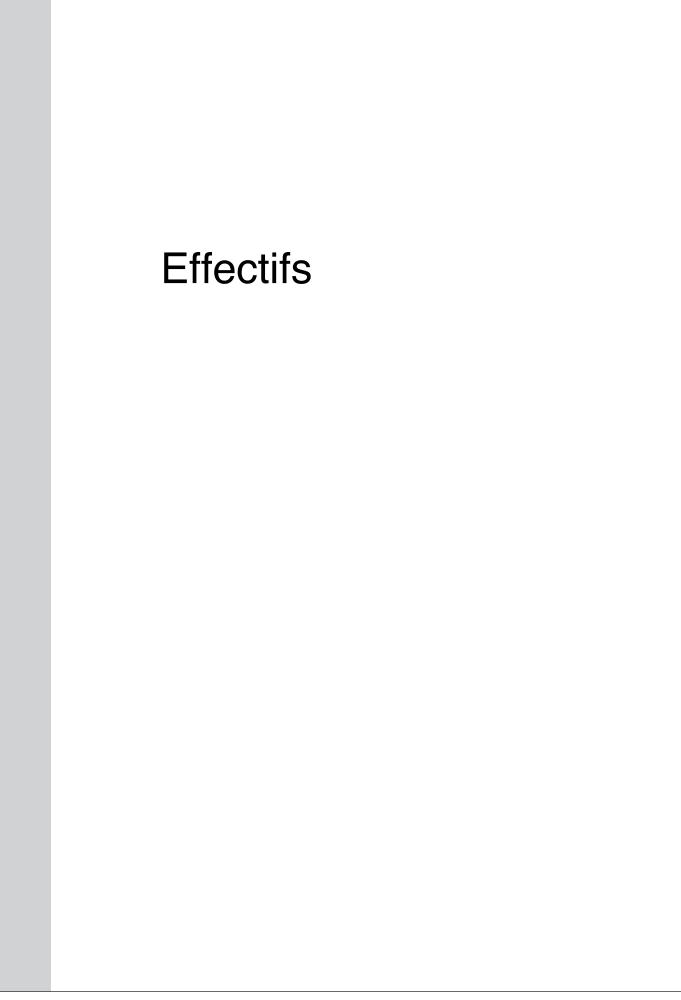
| Nature | Libellés | Projet de budget 2010 | Écart par rapp Budget 20 | | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------|---------------------------|--------------------------|-----------------------------|---------|------------------|------------------|
| 39 | Imputations internes | 450'762'803 | -19'401'424 | -4.13% | 470'164'227.00 | 322'785'244.16 |
| 390 | Imputations internes | 395'338 | -985'162 | -71.36% | 1'380'500.00 | 733'392.00 |
| 391 | Frais de bâtiments | 271'998'366 | 4'578'979 | 1.71% | 267'419'387.00 | 157'100'586.59 |
| 392 | Intérêts de la dette | 175'000 | -100'000 | -36.36% | 275'000.00 | 157'744.04 |
| 394 | Rétrocessions de recettes | 41'440'000 | -16'493'749 | -28.47% | 57'933'749.00 | 31'410'548.71 |
| 395 | Informatique | 121'214'606 | -5'849'815 | -4.60% | 127'064'421.00 | 119'155'485.00 |
| 396 | Subventions | - | - | | - | - |
| 397 | Facturation interne | 15'519'493 | -551'677 | -3.43% | 16'071'170.00 | 14'207'487.82 |
| 399 | Imputations internes | 20'000 | - | 0.00% | 20'000.00 | 20'000.00 |
| | Totaux généraux | 8'082'425'371 | 14'495'541 | 0.18% | 8'067'929'830.00 | 8'316'264'036.02 |

Comparaison par nature des revenus de fonctionnement 2010/2008

| Nature | Libellés | Projet de budget 2010 | Écart par ra Budget | | Budget 2009 | Compte 2008 |
|------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|--------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| 40 | Impôts | 5'216'265'670 | -361'570'000 | -6.48% | 5'577'835'670.00 | 5'755'223'106.50 |
| 400 | Impôts sur le revenu et la fortune | 3'351'900'000 | -376'300'000 | -10.09% | 3'728'200'000.00 | 3'831'095'350.66 |
| 400 | Impôts sur le bénéfice et capital | 1'180'200'000 | 83'500'000 | 7.61% | 1'096'700'000.00 | 1'302'075'719.85 |
| 401 | Impôts fonciers | 129'100'000 | 4'500'000 | 3.61% | 124'600'000.00 | 138'408'936.76 |
| 402 | | 85'000'000 | 18'000'000 | 26.87% | 67'000'000.00 | 90'974'744.35 |
| 403 | Impôts spéciaux Produit de l'enregistrement et du timbre | 178'000'000 | 18 000 000 | 0.00% | 178'000'000.00 | 160'357'184.80 |
| 404 | Produit de refregistrement et du timbre Produit des successions | 158'000'000 | -97'000'000 | -38.04% | 255'000'000.00 | 107'156'894.50 |
| 406 | Autres impôts cantonaux | 134'065'670 | 5'730'000 | 4.46% | 128'335'670.00 | 125'154'275.58 |
| 41 | Patentes et concessions | 14'695'023 | -3'649'227 | -19.89% | 18'344'250.00 | 13'367'334.00 |
| | | | | | 18'144'250.00 | |
| 410 | Patentes | 14'465'023 | -3'679'227 | -20.28% | | 13'140'040.20 |
| 411 | Concessions | 230'000 | 30'000 | 15.00% | 200'000.00 | 227'293.80 |
| 42 | Revenus des biens | 366'984'738 | 68'440'109 | 22.92% | 298'544'629.00 | 432'386'648.74 |
| 420 | Revenus des biens du PF - Banques | 636'572 | 414'572 | 186.74% | 222'000.00 | 636'966.17 |
| 421 | Revenus des biens du PF - Créances | 52'401'339 | 25'009'643 | 91.30% | 27'391'696.00 | 60'769'888.05 |
| 422 | Revenus des biens du PF - Capitaux du patrimoine financier | 12'610'333 | 875'333 | 7.46% | 11'735'000.00 | 9'873'355.09 |
| 423 | Revenus des biens du PF - Immeubles du PF | 8'331'250 | -32'628'086 | -79.66% | 40'959'336.00 | 36'858'435.56 |
| 424 | Plus values réalisées et non réalisées sur les placements du PF | 4'430'000 | -3'570'000 | -44.63% | 8'000'000.00 | 93'534'894.27 |
| 425 | Prêts du patrimoine administratif | 77'335'331 | -2'129'599 | -2.68% | 79'464'930.00 | 82'202'075.26 |
| 426 | Part. perm. du patrimoine adm. | 55'144'830 | 6'384'500 | 13.09% | 48'760'330.00 | 60'200'180.74 |
| 427 | Immeubles du patrimoine administratif | 122'766'778 | 44'888'141 | 57.64% | 77'878'637.00 | 68'295'350.62 |
| 428 | Plus-values sur les actifs du patrimoine administratif | 25'246'671 | 25'246'671 | | - | 13'517'318.91 |
| 429 | Autres revenus | 8'081'634 | 3'948'934 | 95.55% | 4'132'700.00 | 6'498'184.07 |
| 43 | Recettes diverses | 656'922'349 | -42'068'582 | -6.02% | 698'990'931.00 | 960'896'653.94 |
| 431 | Emoluments administratifs | 145'500'186 | 439'754 | 0.30% | 145'060'432.00 | 137'555'487.60 |
| 432 | Pensions d'établissements spécialisés | 7'990'437 | -842'963 | -9.54% | 8'833'400.00 | 7'255'100.04 |
| 433 | Ecolages | 898'846 | 54'846 | 6.50% | 844'000.00 | 1'020'562.63 |
| 434 | Redevances d'util. et prest. de service | 40'990'761 | 15'312'295 | 59.63% | 25'678'466.00 | 36'440'669.22 |
| 435 | Ventes de marchandises | 6'206'328 | 701'930 | 12.75% | 5'504'398.00 | 6'710'792.50 |
| 436 | Dédommagements de tiers | 131'455'299 | -23'569'290 | -15.20% | 155'024'589.00 | 250'284'552.62 |
| 437 | Amendes | 67'002'000 | 5'949'900 | 9.75% | 61'052'100.00 | 43'960'166.60 |
| 438 | Remboursement frais administratifs | 150'000 | -750'000 | -83.33% | 900'000.00 | 1'790'406.25 |
| 439 | Dissolutions et provisions | 256'728'492 | -39'365'054 | -13.29% | 296'093'546.00 | 475'878'916.48 |
| 44 | Parts à des recettes sans affectation | 553'278'692 | 1'746'144 | 0.32% | 551'532'548.00 | 593'640'157.79 |
| 440 | Part à des recettes fédérales | 435'639'815 | 14'754'777 | 3.51% | 420'885'038.00 | 455'774'047.79 |
| 442 | Part à l'impôt anticipé | 17'772'321 | 1'062'321 | 6.36% | 16'710'000.00 | 37'762'155.00 |
| 448 45 | RPT Dédommagements de collectivités | 99'866'556 147'038'804 | -14'070'954 - 16'888'532 | -12.35% -10.30% | 113'937'510.00 163'927'336.00 | 100'103'955.00 181'310'304.41 |
| | publiques | | | | | |
| 450 | Confédération | 82'587'584 | 3'626'748 | 4.59% | 78'960'836.00 | 86'461'632.91 |
| 451 | Cantons | 7'821'000 | 1'092'500 | 16.24% | 6'728'500.00 | 7'431'777.00 |
| 452 | Communes | 56'620'220 | -21'607'780 | -27.62% | 78'228'000.00 | 87'406'894.50 |
| 453 | Propres établissements | 10'000 | - | 0.00% | 10'000.00 | 10'000.00 |
| 46 | Subventions acquises | 282'011'633 | 4'874'874 | 1.76% | 277'136'759.00 | 296'840'941.10 |
| 460 | Confédération | 257'325'024 | 12'516'922 | 5.11% | 244'808'102.00 | 250'684'161.85 |
| 461 | Cantons | 185'000 | -285'000 | -60.64% | 470'000.00 | 327'788.00 |
| 462 | Communes Propress établissements | 585'000 | - | 060 640/ | - FEI000 00 | 1'197'865.00 |
| 463 464 | Propres établissements Fonds alloués par des tiers | 7'271'552 | 530'000 3'892'504 | 963.64% 115.20% | 55'000.00 3'379'048.00 | 6'902'693.73 |
| 466 | Personnes physiques | 1'886'824 | 1'036'824 | 121.98% | 850'000.00 | 2'661'769.95 |
| 467 | Subventions étrangers | 300'000 | . 500 024 | 0.00% | 300'000.00 | 48'292.10 |
| | Produits différés de subventions | | 075150 | | | |
| 468 | d'investissement | 1'955'628 | -375'581 | -16.11% | 2'331'209.00 | 657'220.02 |
| 469 | Autres subventions | 12'502'605 | -12'440'795 | -49.88% | 24'943'400.00 | 34'361'150.45 |
| | Totaux intermédiaire | 7'237'196'909 | -349'115'214 | -4.60% | 7'586'312'123.00 | 8'233'665'146.48 |

Comparaison par nature des revenus de fonctionnement 2010/2008

| Nature | Libellés | Projet de budget 2010 | Écart par ra Budget | | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------|----------------------------|--------------------------|------------------------|---------|------------------|------------------|
| 47 | Subventions à redistribuer | 0010541000 | 010001000 | 44 500/ | 0017701000 00 | 05510001004 50 |
| - | | 29'854'000 | 3'080'200 | 11.50% | 26'773'800.00 | 255'698'924.59 |
| 470 | Confédération | 29'854'000 | 3'080'200 | 11.50% | 26'773'800.00 | 171'884'847.10 |
| 471 | Cantons | - | - | | - | 83'814'077.49 |
| 472 | Communes | - | - | | - | - |
| 473 | Propres établissements | - | - | | - | - |
| 475 | Institutions privées | - | - | | - | - |
| 49 | Imputations internes | 450'762'803 | -19'401'424 | -4.13% | 470'164'227.00 | 322'785'244.16 |
| 490 | Imputations internes | 395'338 | -985'162 | -71.36% | 1'380'500.00 | 733'392.00 |
| 491 | Revenus des bâtiments | 271'998'366 | 4'578'979 | 1.71% | 267'419'387.00 | 157'100'586.59 |
| 492 | Charges et intérêts | 175'000 | -100'000 | -36.36% | 275'000.00 | 157'744.04 |
| 494 | Parts à des recettes | 41'440'000 | -16'493'749 | -28.47% | 57'933'749.00 | 31'410'548.71 |
| 495 | Informatique | 121'214'606 | -5'849'815 | -4.60% | 127'064'421.00 | 119'155'485.00 |
| 496 | Subventions | - | - | | - | - |
| 497 | Facturations internes | 15'519'493 | -551'677 | -3.43% | 16'071'170.00 | 14'207'487.82 |
| 499 | Imputations internes | 20'000 | - | 0.00% | 20'000.00 | 20'000.00 |
| | Totaux généraux | 7'717'813'712 | -365'436'438 | -4.52% | 8'083'250'150.00 | 8'812'149'315.23 |



Evolution du nombre de postes budgétés (2005 à 2010)

| ENTITES | Budget 2005 selon nouvelle structure | Budget 2006 | Budget 2007 | Budget 2008 | Budget 2009 | Projet de Budget 2010 |
|--------------------------------------|--|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------------|
| CHA | 61.93 | 61.93 | 60.43 | 59.83 | 68.83 | 70.83 |
| DF | 793.05 | 783.75 | 769.85 | 769.65 | 762.00 | 769.00 |
| DIP | 7'090.65 | 7'062.06 | 7'091.66 | 7'119.46 | 7'142.71 | 7'192.61 |
| PAT | 1'758.25 | 1'664.10 | 1'657.68 | 1'766.61 | 1'769.84 | 1'795.77 |
| ENS | 5'332.40 | 5'397.96 | 5'433.98 | 5'352.85 | 5'372.87 | 5'396.84 |
| DI | 2'702.90 | 2'697.95 | 2'741.03 | 2'729.83 | 2'692.73 | 2'787.63 |
| POL | 1'516.00 | 1'517.00 | 1'554.85 | 1'554.55 | 1'572.55 | 1'645.55 |
| PAT | 1'186.90 | 1'180.95 | 1'186.18 | 1'175.28 | 1'120.18 | 1'142.08 |
| DCTI | 1'167.11 | 1'141.21 | 1'116.89 | 1'098.21 | 1'092.85 | 1'092.85 |
| DT | 532.80 | 525.50 | 518.60 | 483.89 | 483.68 | 493.50 |
| DSE (y.c 276 / OCE) | 598.49 | 696.69 | 688.41 | 684.80 | 683.65 | 678.35 |
| DES | 309.92 | 307.92 | 216.31 | 223.33 | 224.23 | 224.23 |
| Total Administration | 13'256.85 | 13'277.01 | 13'203.18 | 13'169.00 | 13'150.68 | 13'309.00 |
| SGGC | 19.97 | 19.97 | 20.97 | 21.97 | 22.97 | 22.97 |
| PJ | 391.52 | 391.52 | 412.92 | 438.42 | 441.92 | 492.42 |
| Total Admin. 3 pouvoirs | 13'668.34 | 13'688.50 | 13'637.07 | 13'629.39 | 13'615.57 | 13'824.39 |
| CdC | | | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| Constituante | | | | | 4.00 | 4.00 |
| HES | 532.44 | 543.94 | 524.39 | 513.10 | 577.51 | 601.78 |
| Université | 1'934.29 | 1'935.07 | 1'933.13 | 1'941.53 | 1'959.78 | 2'013.93 |
| Sous-total Uni-HES | 2'466.73 | 2'479.01 | 2'457.52 | 2'521.47 | 2'537.29 | 2'615.71 |
| HUG | 8'368.00 | 8'352.00 | 8'455.00 | 1) 8'348.00 | 8'298.00 | 3) 8'298.00 |
| Joli-Mont et Montana | 206.00 | 206.00 | 206.00 | 207.00 | 212.00 | 212.00 |
| Hospice général | 711.40 | 715.80 | 756.70 | 695.70 | 704.40 | 703.40 |
| EPI (EPSE-CIP) | | | | 390.50 | 414.50 | 459.10 |
| EPSE | 241.75 | 241.75 | 241.75 | | | |
| CIP-CRPH | 86.75 | 86.75 | 86.75 | | | |
| Sous-total Etablis. publics médicaux | 9'613.90 | 9'602.30 | 9'746.20 | 9'641.20 | 9'628.90 | 9'672.50 |
| FSASD | 1'395.35 | 1'389.75 | 1'376.10 | 1'390.40 | 1'390.40 | 2) 1'390.40 |
| EMS | 3'223.00 | 3'209.80 | 3'118.30 | 3'135.25 | 3'253.25 | 3'512.00 |
| Sous-total entités privées subvent. | 4'618.35 | 4'599.55 | 4'494.40 | 4'525.65 | 4'643.65 | 4'902.40 |
| Total Subvention. | 16'698.98 | 16'680.86 | 16'698.12 | 16'688.32 | 16'809.84 | 17'190.61 |
| TOTAL Grand Etat | 30'367.32 | 30'369.36 | 30'336.19 | 30'318.71 | 30'430.42 | 31'020.00 |

¹⁾ Pour 2008, la dotation de postes correspond aux postes réalisés 2007 moins les mesures liées à l'opération Victoria soit, pour 2007, 8'455 moins 107 postes pour Victoria. Le chiffre de 2007 de 8455 postes concerne uniquement la dotation ordinaire et extraordinaire, donc sans la dotation complémentaire évaluée en francs uniquement et qui était aussi comptabilisée dans les exercices précédents.

A titre indicatif, les HUG ont recalculé les effectifs réalisés sans la dotation complémentaire en francs au cours des trois derniers exercices (2005 : 8'368, 2006 : 8'352, 2007 : 8'455).

²⁾ Sous réserve de l'application de la décision du Conseil sur l'utilisation de la réserve FSASD pour le financement des besoins supplémentaires pour la mise en application du réseau de soins et sous réserve de la correction de l'effectif (sans subvention supplémentaire) selon courrier entre le DES et la DE

³⁾ Sous réserve de la finalisation des modalités d'utilisation de l'augmentation de l'indemnité financière de 4,5 millions accordée par le Conseil d'Etat et qui fera l'objet d'un arrêté du Conseil d'Etat transmis pour information à la Commission des finances

Indemnités accordées

INDEMNITES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| SEBAICE | -SUOS -SUOS -SUOTAN | гівегтё | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 600 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---------------------------|--|-----------------|--|----------|----------|--------------------------|-------------------------------|----------------|---------------|------------------|
| | | | | | | | | | | | |
| TOTAL ETAT | ЕТАТ | | | | | | 2'246'439'752 | 62'407'893 | 2.9% | 2'184'031'859 | 2'108'346'620.52 |
| 2. FINANCES | NCES | | | | | | • | -3,000 | 3,000 -100.0% | 3,000 | 3,000.00 |
| 02.23.00.00 | OPERATIC | 02.23.00.00 OPERATION BANQUE CANTONALE ET FONDATION DE VALORISATION | | | | | | -3,000 | -3'000 -100.0% | 3,000 | 3,000.00 |
| 02.23.00.00 | 02.23.00.00 363 10120 | SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION DE VALORISATION - CAPITAL DE DOTATION | L 8194 | | | QNI | • | -3,000 | -3'000 -100.0% | 3,000 | 3,000.00 |
| 3. INSTI | RUCTIC | 3. INSTRUCTION PUBLIQUE | | | | | 639'545'961 | 18'180'243 | 2.9% | 621'365'718 | 607'174'026.19 |
| 03.11.00.00 | SECRETA | 03.11.00.00 SECRETARIAT GENERAL | | | | | 15'012'410 | 159'000 | 1.1% | 14'853'410 | 14'696'410.00 |
| 03.11.00.00 | 365 03702 | 03.11.00.00 385 03702 INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES ET DU DEVELOPPEMENT (IHEID) | LF 414.20 | L 10118 | 2011 | Q | 13'814'000 | 159'000 | 1.2% | 13'655'000 | 13'498'000.00 |
| 03.11.00.00 | | 365 13702 SUBVENTION NON MONETAIRE - IHEID | LF 414.20 | L 10118 | 2011 | <u>N</u> | 1'198'410 | • | %0.0 | 1'198'410 | 1'198'410.00 |
| 03.13.00.00 | SERVICES | 03.13.00.00 SERVICES PARTAGES ET LOGISTIQUES | | | | | 29'726'990 | 241'684 | %8.0 | 29'485'306 | 28'917'029.00 |
| 03.13.00.00 | | 365 00106 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE GENÈVE | C 1 10 | PL 10411 | 2010 | 2 | 10'669'102 | 109'832 | 1.0% | 10'559'270 | 10'346'169.00 |
| 03.13.00.00 | | 365 00205 INSTITUT JAQUES DALCROZE | C 1 10 | PL 10411 | 2010 | Q N | 3'726'392 | 30'498 | 0.8% | 3'695'894 | 3'615'137.00 |
| 03.13.00.00 | | 385 00301 CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE | C 1 10 | PL 10411 | 2010 | Q N | 14'001'380 | 101'354 | 0.7% | 13'900'026 | 13'625'607.00 |
| 03.13.00.00 | | 385 10205 SUBVENTION NON MONETAIRE - INSTITUT JAQUES DALCROZE | C 1 10 | PL 10411 | 2010 | Q. | 1'238'112 | 1 | %0.0 | 1'238'112 | 1'238'112.00 |
| 03.13.00.00 | 365 10301 | SUBVENTION NON MONETAIRE - CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE | C 1 10 | PL 10411 | 2010 | <u>N</u> | 92,004 | 1 | %0.0 | 92,004 | 92'004.00 |
| 03.21.00.00 | ENSEIGNE | 03.21.00.00 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | | | | | 3'144'000 | 324'000 | 11.5% | 2'820'000 | 2'660'000.00 |
| 03.21.00.00 | | 382 00601 GROUPEMENT INTERCOMMUNAL ANIMATION PARASCOLAIRE (GIAP) | C 1 10 | art 4 LIAF | | QNI | 3'144'000 | 324,000 | 11.5% | 2'820'000 | 2'660'000.00 |
| 03.25.00.00 | HAUTE EC | 03.25.00.00 HAUTE ECOLE SPECIALISEE DE GENEVE | | | | | 104'356'612 | 6'088'447 | 6.2% | 98'268'165 | 98'151'581.60 |
| 03.25.00.00 | | 361 02901 CONTRIB. HAUTE ECOLE DE THEATRE DE SUISSE ROMANDE (HETSR) | C 1 23 | | | IND | | • | | | 205'985.60 |
| 03.25.00.00 | | 361 07701 CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES - HESSO | C 1 26 / C 1 27 | art 4 LIAF | | <u>N</u> | 40'982'000 | 1,690,000 | 4.3% | 39'292'000 | 35'471'000.00 |
| 03.25.00.00 | | 361 07801 CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES - HESS2 | C126/C129 | art 4 LIAF | | <u>N</u> | 22'286'000 | 2,566,000 | 11.3% | 20,020,000 | 21'593'000.00 |

7'330'018.00 12'388'783.00 2'384'291.00 4'878'412.00

1'430'092.00

17'400'000

9.1%

1'591'000

18'991'000

N

art 4 LIAF

C 1 26

03.25.00.00 361 07802 CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES - HES-S2 MUSIQUE ET AUTRES ARTS

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INFORMATIQUE ET DE GESTION (ESIG)

03.25.00.00

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX ARTS DE GENEVE CONDITIONS LOCALES PARTICULIERES - HESSO CONDITIONS LOCALES PARTICULIERES - HESS2

HAUTE ECOLE DE MUSIQUE

03.25.00.00 03.25.00.00 03.25.00.00 03.25.00.00 03.25.00.00 03.25.00.00

C 126 C 1 10 9'470'000.00

9'470'000

6'124'561 285'087

1.0% 151.7% %0.0

60'882

1'074'655 6'185'443 717'514

 ${\stackrel{\bigcirc}{\mathbb{Z}}} {\stackrel{\bigcirc}{\mathbb{Z}}} {\stackrel{\bigcirc}{\mathbb{Z}}} {\stackrel{\bigcirc}{\mathbb{Z}}} {\stackrel{\bigcirc}{\mathbb{Z}}}$

art 4 LIAF art 4 LIAF art 4 LIAF

art 4 LIAF

C126/C127 C 1 26 / C 1 29

C 1 10

9'470'000

C126/C127

CONDITIONS LOCALES PARTICULIERES - HES-S2 MUSIQUE ET AUTRES ARTS SUBVENTION NON MONETAIRE - CONDITIONS LOCALES PARTICULIERES SUR CHARGES D'INFRASTRUCTURE - HESSO

363 07802

363 17701

C 1 26

-24.7%

-351'862 432'427

1'426'517

INDEMNITES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| | | and (anhum) among anhum. | mad fam | | | | 20 00: 0 ::::0 ::: | | | | |
|-------------|------------------------|--|-----------------|--|----------|----------|--------------------------|-------------------------------|-------|-------------|----------------|
| SEBVICE | HUTAN -SUOS | UBELLÉ | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 600 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 03.25.00.00 | 00.00 363 17801 | | C 1 26 / C 1 29 | art 4 LIAF | 1 | ND | 3,000,000 | ı | %0.0 | 3,000,000 | 3,000,000.00 |
| 03.25.00.00 | 00.00 363 17802 | SUBVENTION NON MONETAIRE - CONDITIONS LOCALES PARTICULIERES SUR CHARGES D'INFRASTRUCTURE - HES-S2 MUSIQUE ET AUTRES ARTS | C 126 | art 4 LIAF | = | <u>N</u> | 1,650,000 | 400,000 | 32.0% | 1,250,000 | |
| 03.26.0 | 03.26.00.00 UNIVERSITE | 11 | | | | | 394'008'223 | 8,275,468 | 2.2% | 385'432'755 | 375'241'137.69 |
| 03.26.00.00 | 00.00 363 00102 | ALLOCATIONS AU FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITÉ | C 130 | PL 10421 | 2011 | QNI | 319'092'733 | 16'420'479 | 5.4% | 302'672'254 | 293'070'347.00 |
| 03.26.00.00 | 00.00 363 10102 | SUBVENTION NON MONETAIRE - UNIVERSITÉ DE GENEVE | C 1 30 | PL 10421 | 2011 | <u>N</u> | 74'915'490 | -7'845'011 | -9.5% | 82'760'501 | 82'170'790.69 |
| 03.31.0 | 0.00 OFFICE D | 03.31.00.00 OFFICE DE LA JEUNESSE | | | | | 88'634'790 | 2791'644 | 3.3% | 85'843'146 | 82'870'123.00 |
| 03.31.00.00 | 364 03101 | FONDATION GENEVOISE POUR L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE | 1611 | PL 10362 | 2011 | QN | 20'843'724 | 509'251 | 2.5% | 20'334'473 | 19'069'987.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 02001 | FONDATION SGIPA | J 6 35 | L 10220 | 5009 | Q. | 3'465'819 | 289'200 | 9.1% | 3'176'619 | 3'139'259.00 |
| 03.31.00.00 | 30.00 365 05701 | I FOYER RÉSIDENCE LE VOLTAIRE | J615/C205 | | | Q N | | 1 | | | 215'000.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 07101 | FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE (FOJ) | J 6 15 / J 6 35 | L 10361 | 2010 | Q. | 24'849'313 | 852,388 | 3.4% | 24'021'325 | 23'091'280.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 07301 | FONDATION ENSEMBLE | J 6 35 | L 10220 | 2009 | QN | 6'370'892 | 900,042 | 16.5% | 5'469'947 | 5'420'025.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 07402 | FONDATION CLAIR-BOIS | J 6 35 | L 10220 | 2009 | Q N | 12'463'890 | 120'739 | 1.0% | 12'343'151 | 12'106'640.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 07501 | ASSOCIATION D'AIDE AUX JEUNES, ETUDIANTS, TRAVAILLEURS ET APPRENTIS (AJETA) | J 6 35 | L 10361 | 2010 | N N | 1'007'367 | 9112 | %6:0 | 998'255 | 981'102.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 07601 | ASTURAL | J 6 35 | L 10361 | 2010 | <u>N</u> | 8'547'545 | 22,727 | 0.7% | 8'491'768 | 8'312'793.00 |
| 03.31.00.00 | 365 07701 | ÉCOLE PROTESTANTE D'ALTITUDE (EPA) | J 6 35 | L 10361 | 2010 | <u>Q</u> | 2'003'778 | 8,448 | 0.4% | 1,995,330 | 1'942'104.00 |
| 03.31.00.00 | 365 07901 | ATELIERX | J 6 35 | L 10361 | 2010 | Q N | 355,063 | 4'012 | 1.1% | 351'051 | 347'091.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 08001 | ASSOCIATION CATHOLIQUE D'ACTION SOCIALE (ACAS) | J 6 35 | L 10361 | 2010 | Q. | 5,707,609 | 66'172 | 1.2% | 5'641'437 | 5'542'052.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 08102 | 2 LA VOIE LACTEE | J 635 | L 10361 | 2010 | ND | 450,000 | • | %0:0 | 450,000 | 318'000.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 08202 | 2 LARC | J 6 35 | L 10361 | 2010 | ND | 935,000 | 1 | %0.0 | 935,000 | 750'000.00 |
| 03.31.00.00 | 00.00 365 17101 | SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE | J 6 15 / J 6 35 | L 10361 | 2010 | N N | 1,539,790 | 1 | %0:0 | 1,539790 | 1'539'790.00 |

| SEBAICE | -SUOS -RUTAN | ГІВЕГГЕ | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-----------------|-----------------------------|--|----------------|--|----------|----------|--------------------------|-------------------------------|--------|-------------|--------------|
| 03.31.00.00 | 365 17501 | SUBVENTION NON MONETAIRE - ASS. D'AIDE AUX JEUNES, ETUDIANTS, TRAVAILLEURS ET APPRENTIS (AJETA) | J 6 35 | L 10361 | 2010 | QNI | 95,000 | • | %0.0 | 000,56 | 95'000.00 |
| 03.32.00.00 | OFFICE PO | 03.32.00.00 OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE | | | | | 4'662'936 | • | %0.0 | 4'662'936 | 4'637'744.90 |
| 03.32.00.00 | 365 08501 | INSTITUT DE FORMATION DES ADULTES - GENÈVE | C 2 08 | L 10283 | 2009 | N N | 2'318'500 | • | %0.0 | 2'318'500 | 2'318'500.00 |
| 03.32.00.00 | 365 08701 | ÉCOLE HÔTELIÈRE DE GENÈVE | C 2 05 | L 10284 | 2009 | <u>N</u> | 933,000 | • | %0.0 | 000,886 | 933'000.00 |
| 03.32.00.00 | 365 09101 | SUBVENTION QUALIFICATION + (CFC POUR ADULTES) (dont CEBIG) * | C 2 05 /C 2 08 | L 10282 | 2009 | ND | 1'293'500 | • | %0.0 | 1,293,500 | 1'268'308.90 |
| 03.32.00.00 | 365 18701 | 385 18701 SUBVENTION NON MONETAIRE - GASTROSUISSE EHG | C 2 05 | L 10284 | 2009 | <u>N</u> | 117'936 | • | %0.0 | 117'936 | 117'936.00 |
| 4. INSTITUTIONS | TUTIOI | SP | | | | | 11'296'911 | 10'000'000 | 771.1% | 1'296'911 | 1'269'211.00 |
| 04.03.12.00 | DELEGUE | 04.03.12.00 DELEGUE A LA GENEVE INTERNATIONALE | | | | | 375'211 | • | %0.0 | 375'211 | 347'511.00 |
| 04.03.12.00 | 364 00119 | CENTRE D'ACCUEIL POUR LA GENÈVE INTERNATIONALE (CAGI) | A 2 65 | L 10044 | 2011 | <u>N</u> | 185'300 | • | %0.0 | 185'300 | 185'300.00 |
| 04.03.12.00 | 364 10119 | SUBVENTION NON MONETAIRE - CENTRE D'ACCUEIL POUR LA GENÈVE INTERNATIONALE (CAGI) | A 2 65 | L 10044 | 2011 | N N | 189'911 | 1 | %0.0 | 189'911 | 162'211.00 |
| 04.04.00.00 | 04.04.00.00 CORPS DE POLICE | POLICE | | | | | 10,000,000 | 10,000,000 | | - | • |
| 04.04.00.00 | 363 00118 | SUBVENTION A LA FONDATION DES PARKINGS | F 2 12.04 | PL XXXXX | 2013 | QN. | 10'000'000 | 10,000,000 | | | |
| 04.05.01.00 | DIRECTIO | 04.05.01.00 DIRECTION DE L'OFFICE PENITENTIAIRE | | | | | 921'700 | • | %0.0 | 921'700 | 921'700.00 |
| 04.05.01.00 | 363 00412 | FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE - FOYER LE PERTUIS | J 6 15 | L 10361 | 2010 | <u>N</u> | 921'700 | • | %0.0 | 921700 | 921'700.00 |
| 5. CONS | TRUC | 5. CONSTRUCTION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | | | | | 13'051'000 | 4'156'500 | 46.7% | 8'894'500 | 9'190'066.74 |
| 05.06.00.00 | 05.06.00.00 LOGEMENT | 1 | | | | | 13'051'000 | 4'156'500 | 46.7% | 8'894'500 | 9'190'066.74 |
| 05.06.00.00 | 363 18050 | SUBVENTION NON MONETAIRE - INTERÊTS SUR DOTATIONS FIDP | 14 05 | | | <u>N</u> | 8'800'000 | 3,700,000 | 72.5% | 5'100'000 | 5'789'979.99 |
| 05.06.00.00 | 363 18051 | 383 18051 SUBVENTION NON MONETAIRE - INTERÊTS SUR DOTATIONS FPLC | 14 05 | | | <u>N</u> | 3'100'000 | 000,006 | 40.9% | 2'200'000 | 2'364'036.75 |
| 05.06.00.00 | 365 08150 | COUVERTURE BUDGET EXPLOITATION ET INDEMNITE POUR IMPÔT IMMOB. CITÉ UNIVERSITAIRE | 14 05 | L 9974 L9975 | 2011 | <u>N</u> | 457'000 | - 172'000 | -27.3% | 629,000 | 457,000.00 |
| 05.06.00.00 | 365 18050 | SUBVENTION NON MONETAIRE - DOTATION LGL SANS INTERETS ET A TAUX REDUIT | 14 05 | | | <u>N</u> | 95,000 | 40,000 | 72.7% | 22,000 | 40,020.00 |
| 05.06.00.00 | 365 18150 | SUBVENTION NON MONETAIRE - INDEMNITE POUR RENTE DROIT SUPERFICIE CITE U | 14 05 | L 9974 | 2011 | Q. | 539'000 | 1 | %0.0 | 239,000 | 539,000.00 |
| 05.06.00.00 | 365 18151 | SUBVENTION NON MONETAIRE - INDEMNITE POUR INTERET + RENTE DROIT SUPERFICIE EXTENSION CITE U | 14 05 | L 9975 | 2011 | N | 000,09 | -311'500 | -83.8% | 371'500 | |

INDEMNITES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| Loi cadre Innancement ou Echéance LIAF BUDGET DE date de dépot 187/226/146 |
|--|
| |
| |
| H 1 50 |
| 363 10125 SUBVENTION NON MONÉTAIRE TPG - UTILISATION DES INFRASTRUCTURES |
| DE SUPERFICIE |
| H150 |
| H 150 |
| PAB 2004 |
| SUBVENTION NON MONETAIRE - SUBVENTION FONDATION DES PARKINGS |
| 30 CM |
| M 2 US PA 330.00 |
| M 2 0 5 |
| E A DISPOSITION M205 |
| |
| |
| J 4 05 |
| EPH- ETABLISSEMENT PUBLICS POUR L'INTEGRATION - EPI - FONCTIONNEMENT |
| SUBVENTION NON MONETAIRE : HOSPICE GÉNÉRAL, UTILISATION IMMEUBLE |
| K136 |
| EPH - ÉTABLISSEMENT PUBLIQUE POUR L'INTÉGRATION - EPI - UTILISATION RÉSEAU CANTONAL |
| J7 20 |
| K 1 36 |
| ENVELOPPE POUR LES NOUVELLES PLACES 2008 ET L'ANNUALISATION DES PLACES K136 OUVERTES EN 2007 |
| X 136 |

INDEMNITES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| | | | | | | | | | _ | | |
|-------------|-------------------|---|-----------|--|----------|----------|--------------------------|-------------------------------|--------|-------------|---------------|
| SEBAICE | HUTAN -SUOS -SUOS | LIBELLÉ | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 600 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 07.14.11.00 | 365 00236 | EPH - ASSOCIATION POINT DU JOUR | K 136 | L 10219 | 2009 | QN | 293'393 | 2'384 | %8.0 | 291,009 | 282'808.00 |
| 07.14.11.00 | 365 00237 | ENVELOPPE DESTINEE A L'ANNUALISATION ET L'OUVERTURE DES NOUVELLES PLACES EPH | K 136 | L 10219 | 2009 | QN | 5'485'911 | -1 '755'734 | -24.2% | 7'241'645 | |
| 07.14.11.00 | 365 00304 | EPH- FONDATION POUR L'HÉBERGEMENT PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES (FHP) | K 136 | L 10219 | 2009 | QN | • | • | | • | 5'683'527.00 |
| 07.14.11.00 | 365 00405 | EPH-FONDATION AIGUES VERTES | K 136 | L 10219 | 2009 | QN | 14'618'655 | 1 '587 '680 | 12.2% | 13'030'975 | 12'883'907.00 |
| 07.14.11.00 | 365 00504 | EPH- FONDATION CLAIR-BOIS | K 136 | L 10220 | 2009 | QN | 17'165'835 | 3'307'118 | 23.9% | 13'858'717 | 13'675'206.00 |
| 07.14.11.00 | 365 00603 | EPH-FONDATION ENSEMBLE | K 136 | L 10220 | 2009 | <u>N</u> | 9'020'874 | 894'395 | 11.0% | 8'126'479 | 8'024'591.00 |
| 07.14.11.00 | 365 00610 | LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS | J 4 10 | L 10424 | 2012 | QN | 1,057,099 | 237'099 | 28.9% | 820,000 | 820,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 00702 | EPH- FONDATION FOYER HANDICAP | K 136 | L 10219 | 2009 | QN | 17'930'316 | 220,028 | 5.1% | 17'059'339 | 14'997'892.50 |
| 07.14.11.00 | 365 00802 | EPH-ASSOCIATION LA COROLLE | K 136 | L 10219 | 2009 | QN | 2'524'432 | 357'713 | 16.5% | 2'166'719 | 2'172'478.00 |
| 07.14.11.00 | 365 00902 | EPH-FONDATION TRAJETS | K 136 | L 10219 | 2009 | <u>N</u> | 5,775,665 | 937,222 | 19.4% | 4'838'110 | 4'790'885.00 |
| 07.14.11.00 | 365 01002 | EPH-LA MAISON DES CHAMPS | K 136 | L 10219 | 2009 | Q | 1'561'000 | 113'520 | 7.8% | 1'447'480 | 1'421'116.00 |
| 07.14.11.00 | 365 02002 | EPH-SOCIETE GENEVOISE POUR L'INTEGRATION PROFESIONNELLE D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES - SGIPA | K 136 | L 10220 | 2009 | QN | 16'179'209 | 828,869 | 4.5% | 15'485'831 | 15'126'246.20 |
| 07.14.11.00 | 365 04501 | EPH - ASSOCIATION POUR L'APPARTEMENT DE JOUR (APAJ) | K 136 | L 10219 | 2009 | <u>N</u> | 537'428 | 8,193 | 1.5% | 529'235 | 522'326.00 |
| 07.14.11.00 | 365 06010 | 365 06010 ASSOCIATION ARGOS | K 1 75.03 | PL 10399 | 2012 | Q | 2'943'991 | 5,209 | 0.2% | 2'938'782 | 2'872'585.00 |
| 07.14.11.00 | 365 07910 | EPH - ASSOCIATION ARCADE 84 | K 136 | L 10219 | 2009 | QN | 424'691 | 020,6 | 2.2% | 415'621 | 406'468.00 |
| 07.14.11.00 | 365 09610 | EPH - ASSOCIATION RÉALISE | K 136 | L 10219 | 2009 | Q | 680'263 | 102'878 | 17.8% | 577,385 | 579'194.00 |
| 07.14.11.00 | 365 10405 | SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH-FONDATION AIGUES VERTES, UTILISATION IMMEUBLE | K 136 | L 10219 | 2009 | QN | 38,239 | 1 | %0.0 | 38'539 | 38'539.00 |
| 07.14.11.00 | 365 10504 | SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH-CLAIR-BOIS, UTILISATION IMMEUBLE | K 136 | L 10220 | 2009 | <u>N</u> | 205'092 | • | %0.0 | 202,092 | 205'092.00 |
| 07.14.11.00 | 365 10603 | SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH-FONDATION ENSEMBLE, UTILISATION IMMEUBLE | K 136 | L 10220 | 2009 | Q | 30'544 | 1 | %0.0 | 30'544 | 30'544.00 |
| 07.14.11.00 | 365 10702 | SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH-FOYER HANDICAP, UTILISATION IMMEUBLE | K 136 | L 10219 | 2009 | <u>N</u> | 260'820 | 1 | %0:0 | 260'820 | 260'820.00 |
| 07.14.11.00 | 365 10902 | | K 136 | L 10219 | 2009 | <u>N</u> | 18,396 | 1 | %0.0 | 18'396 | 18'396.00 |
| 07.14.11.00 | 365 11102 | SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION POUR L'EXPLOITATION DE PENSIONS POUR PERSONNES ÂGÉES LA VESPÉRALE, UTILISATION IMMEUBLE | J 7 20 | 12.2009 | 5003 | <u>N</u> | 416'000 | 1 | %0.0 | 416'000 | 416'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 12002 | SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH -SOCIETE GENEVOISE POUR L'INTEGRATION PROFESSIONNELLE D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES - SGIPA, UTILISATION IMMEUBLE | K 136 | L 10220 | 2009 | <u>N</u> | 316'950 | -374'200 | -54.1% | 691,150 | 691'150.00 |
| 07.14.11.00 | 365 16010 | 385 16010 SUBVENTION NON MONETAIRE - ASSOCIATION ARGOS - INTERETS SUR PRETS | K 1 75.03 | PL 10399 | 2012 | QN | 14'625 | -1'625 | -10.0% | 16'250 | |
| | | | | | | | | | | | |

INDEMNITES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| | | L'instorique est retraite (en Italique | e) bont | raciliter | 20 E | parais | aite (en italique) pour laciliter la comparaison entre les exercices | secices | | | |
|-------------|---------------------|--|-----------|--|----------|----------|--|-------------------------------|---------|---------------|------------------|
| SEBAICE | BRUTAN -SUOS BRUTAN | LIBELLÉ | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 60 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 8. ECON | IOMIE E | 8. ECONOMIE ET SANTE | | | | | 1'051'556'772 | 23'995'272 | 2.3% | 1'027'561'500 | 1'001'310'846.64 |
| 08.03.21.00 | DIRECTION | 08.03.21.00 DIRECTION GENERALE DU RESEAU DE SOINS | | | | | 1'040'011'772 | 19'460'272 | 1.9% | 1'020'551'500 | 996'907'577.85 |
| 08.03.21.00 | 363 00117 | INDEMNITE DE FONCTIONNEMENT HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE (HUG) | K 2 05 | L 10281 | 2011 | ND | 645'928'995 | 16'453'488 | 2.6% | 629'475'507 | 608'374'710.00 |
| 08.03.21.00 | | 363 00119 INDEMNITE DE FONCTIONNEMENT CLINIQUE DE JOLIMONT ET MONTANA | K 2 05 | L 10280 | 2011 | <u>N</u> | 17'333'198 | 873'718 | 5.3% | 16'459'480 | 16'061'431.00 |
| 08.03.21.00 | 363 00209 | INDEMNITE RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE (HUG) | K 2 05 | L 10281 | 2011 | QN | 115'000'000 | • | %0.0 | 115'000'000 | 115'000'000.00 |
| 08.03.21.00 | 363 00210 | INDEMNITE HUG MISSION D'INTERET GENERAL | K 2 05 | L 10281 | 2011 | QN | 40'021'835 | • | %0.0 | 40'021'835 | 40'021'835.00 |
| 08.03.21.00 | 363 10110 | INDEMNITE NON MONETAIRE - CLINIQUE JOLIMONT ET MONTANA, LOCATION FINANCEMENT BATIMENT ET EQUIPEMENT | K 2 05 | L 10280 | 2011 | ND | • | -8'000 | 100.0% | 8,000 | • |
| 08.03.21.00 | 363 10111 | INDEMNITE NON MONETAIRE - HUG, LOCATION FINANCEMENT BATIMENTS ET EQUIPEMENTS | K 2 05 | L 10281 | 2011 | N | 63'040'313 | 601,992 | 1.0% | 62'438'321 | 62'931'079.40 |
| 08.03.21.00 | 363 10112 | INDEMNITE NON MONETAIRE - HUG, LOCATION FINANCEMENT INTERETS DE LA DETTE | K 2 05 | L 10281 | 2011 | ND | 35'841'321 | • | %0.0 | 35'841'321 | 40'568'080.88 |
| 08.03.21.00 | 363 10113 | INDEMNITE NON MONETAIRE - CLINIQUE JOLIMONT ET MONTANA, LOCATION FINANCEMENT INTERETS DE LA DETTE | K 2 05 | L 10280 | 2011 | ND | • | -9'000 -100.0% | 100.001 | 000,6 | • |
| 08.03.21.00 | 363 10202 | INDEMNITE NON MONETAIRE UTILISATION TERRAINS ET BATIMENTS CLINIQUE JOLIMONT ET MONTANA | K 2 05 | L 10280 | 2011 | <u>N</u> | 1'575'390 | 1 | %0.0 | 1'575'390 | 1'575'390.00 |
| 08.03.21.00 | 365 00117 | FSASD (Fondation des services d'aide et de soins à domicile) - INDEMNITE DE FONCTIONNEMENT | K 1 05 | L 10064 | 2011 | QN. | 117'575'735 | 2'338'373 | 2.0% | 115'237'362 | 110'914'345.97 |
| 08.03.21.00 | | 385 00419 UNITÉS D'ACCUEIL TEMPORAIRE (UAT) | | | | QN | 2'850'000 | • | %0.0 | 2'850'000 | |
| 08.03.21.00 | 365 10142 | INDEMNITE NON MONETAIRE - FSASD MISE A DISPOSITION DE MATERIEL INFORMATIQUE | K 1 05 | L 10064 | 2011 | N | 844'985 | - 790′299 | -48.3% | 1'635'284 | 1'460'705.60 |
| 08.07.11.00 | DIRECTION | 08.07.11.00 DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES | | | | | 1,670,000 | -40,000 | -2.3% | 1'710'000 | 1'750'000.00 |
| 08.07.11.00 | | 365 00315 FONDATION POUR LE TOURISME | 1160 | PL 10419 | 2012 | ΠNI | 485,000 | • | %0.0 | 485,000 | 485,000.00 |
| 08.07.11.00 | | 365 01302 SUBVENTION OPI | | PL 10255A | 2011 | <u>N</u> | 1'185'000 | -40,000 | -3.3% | 1,225,000 | 1'265'000.00 |
| 08.07.21.00 | SERVICE D | 08.07.21.00 SERVICE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE | | | | | 9'875'000 | 4'575'000 | %6.3% | 5'300'000 | 2'653'268.79 |
| 08.07.21.00 | | 363 00103 SUBVENTION FAE - FONDATION AIDE AUX ENTREPRISES | 1137 | L 10265 | 2011 | <u>N</u> | 8,900,000 | 4,200,000 | 89.4% | 4700,000 | 2'053'088.79 |
| 08.07.21.00 | | 365 10171 SUBVENTION NON MONETAIRE - FAE, CAPITAL DE DOTATION | 1137 | L 10265 | 2011 | IND | 975,000 | 375'000 | 62.5% | 000,009 | 600'180.00 |

Aides financières accordées

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

73'290.68 315.66 235'300.00 134'000.00 33'145'561.75 69'650.00 03'400.00 199'000.00 71,775.00 57'600.00 95'222.25 98'496'250.06 235'300.00 92,700.00 8'600.00 975.02 12'000.00 60'000'00 859'477.25 130,000.00 32'830.00 COMPTE 2008 50,000 235'300 134,000 8,600 802'300 15,000 000,09 69'650 200'000 124'370 **BUDGET 2009** 50,000 92'700 802'300 1,000 300 35'076'102 1'155'250 32'830 99,200 260'000 106'967'431 726'000 150'000 218'900 -3.0% 5.2% 0.0% -3.7% 0.0% -90.9% 0.0% 7.2% -6.9% 0.0% 0.0% 0.0% -32.2% -23.1% 0.0% -100.0% -90.9% -20.0% 0.0% 0.0% 0.0% -20.5% -100.0% 0.0% VARIATION PB 2010 / B 2009 -8,600 -40'000 -60'000 -729'000 -3'000 9,600 -8,600 726'000 -80'100 -20,100 5'552'336 -729'000 2'516'940 40'000 PROJET DE BUDGET 2010 276'700 73'300 73'300 50,000 50,000 226'700 32'830 40,000 218'900 200,000 84'370 300 12'000 000,09 37'593'042 69'650 79'400 134'000 1,000 112'519'767 92'700 1'075'150 150'000 LIAF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF AF AF AF AΕ ΑF ΑF ΑF $\mathsf{A}\mathsf{F}$ $\mathsf{A}\mathsf{F}$ ΑF 2013 2011 2011 PL XXXXX L 10044 L 10044 A 2 65 A 2 65 A 2 65 C 1 10 C 1 10 SUBVENTION NON MONETAIRE EN FAVEUR SERVICE D'INFORMATION ANTI-RACISME SUBVENTION NON MONETAIRE - PARKING BAUD-BOYY 2 A 10 - INTERETS SUR PRETS 01.02.02.00 364 00413 MANDAT INTERNATIONAL (CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DELEGATIONS ET ONG) SUBVENTION NON MONETAIRE - FEDERATION DES CAFETIERS - CAPITAL DE DOTATION - INTERETS SUR PRETS SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION POUR L'HISTOIRE DES SUISSES A L'ETRANGER - INTRETS SUR PRETS 364 10413 SUBVENTION NON MONETAIRE EN FAVEUR DE MANDAT INTERNATIONAL 03.11.00.00 364 03401 CENTRE INTERCANTONAL D'INFORMATION SUR LES CROYANCES FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX INSTITUTIONS PRIVEES ASSOCIATION MONDIALE POUR ÉCOLE INSTRUMENT DE PAIX SUBV FDS LANGLAND-AUBERT (ENFANCE MALHEUREUSE) PROJETS REGIONAUX ET TRANSFRONTALIERS CONTRIBUTION À LA PROMOTION DE LA PAIX * 02.22.00.00 362 08301 SUBV. LEGS ROTHSCHILD (VILLE DE GENEVE) 02.22.00.00 DIRECTION GENERALE DES FINANCES DE L'ETAT 01.00.01.00 365 00131 SUBVENTIONS ASSOCIATIONS DIVERSES SUBVENTIONS PONCTUELLES UNIVERSITÉ DU 3 ÈME ÂGE 01.00.01.00 CONSEIL D'ETAT ET CHANCELIER 3. INSTRUCTION PUBLIQUE **FONDATION HARDT** FONDATION GIPRI 01.02.02.00 SERVICE DU PROTOCOLE 03.11.00.00 SECRETARIAT GENERAL I. CHANCELLERIE 364 10601 365 10182 364 10509 365 05802 365 10181 365 03301 365 03601 365 06801 365 09601 365 09902 365 06401 365 06901 365 09801 *TOTAL ETAT* 01.02.02.00 02.22.00.00 02.22.00.00 02.22.00.00 02.22.00.00 03.11.00.00 03.11.00.00 03.11.00.00 03.11.00.00 03.11.00.00 03.11.00.00 03.11.00.00 03.11.00.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

00 00

8 8 8 8 8 8 8 8 8 8

| | | L'instorique est retraité (en italique) pour laciliter la comparaison entre les exercices | ie) pour | מכווונים | | מוש | חון בוווום ובא בע | elcices | | |
|-------------|----------------|---|-----------------------|--|----------|--------|--------------------------|-------------------------------|-----------------|---------------|
| SEBAICE | -SUOS -SUOS | ПВЕГГЁ | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 03.13.00.00 | SERVICE | SERVICES PARTAGES ET LOGISTIQUES | | | | | 27'569'122 | 1'386'000 5. | 5.3% 26'183'122 | 25'270'113.50 |
| 03.13.00.00 | 362 00501 | THEATRE ST.GERVAIS | C 3 05 | | | AF | 142'500 | - 0.0 | 0.0% 142'500 | 295,000.00 |
| 03.13.00.00 | 362 00502 | CENTRE DE L'IMAGE CONTEMPORAINE | C 3 05 | | | ΑF | 152'500 | - 0.0 | 0.0% 152'500 | |
| 03.13.00.00 | 363 01301 | INSTITUT NATIONAL GENEVOIS | C 3 10 | | | AF | 75,000 | - 00 | 0.0% 75'000 | 75,000.00 |
| 03.13.00.00 | 363 11301 | SUBVENTION NON MONETAIRE - INSTITUT NATIONAL GENEVOIS | C 3 10 | | | AF | 40'272 | - 0.0 | 0.0% 40'272 | 40'272.00 |
| 03.13.00.00 | 364 00201 | THÉÂTRE DE CAROUGE ET ATELIER | C 3 05 | L 10296 | 2012 | AF | 2'500'000 | - 0.0 | 0.0% 2'500'000 | 2'500'000.00 |
| 03.13.00.00 | 364 00601 | CENTRE D'ANIMATION CINÉMATOGRAPHIQUE | C 3 05 | L 10391 | 2010 | AF | 371,000 | - 00 | 0.0% 371'000 | 371,000.00 |
| 03.13.00.00 | 364 00801 | ORCHESTRE DE LA SUISSE ROMANDE | C 3 05 | PL 10299 | 2012 | AF | 9,200,000 | 1,000,000 11.8 | 11.8% 8'500'000 | 8,500,000.00 |
| 03.13.00.00 | 364 00901 | MARIONNETTES DE GENÈVE | C 3 05 | L 10296 | 2012 | AF | 000,009 | - 0.0 | 000,009 %0'0 | 90.000,009 |
| 03.13.00.00 | 364 01101 | AM STRAM GRAM | C 3 05 | L 10296 | 2012 | ΑF | 912'000 | - 07 | 0.0% 912'000 | 912'000.00 |
| 03.13.00.00 | 364 01201 | FONDATION BODMER | C 3 05 | PL 10261 | 2011 | AF | 500,000 | - 0.0 | 0.0% 500'000 | 500'000.00 |
| 03.13.00.00 | 364 01401 | FONDATION D'ART DRAMATIQUE | C 3 05 | L 10296 | 2012 | AF | 2'250'000 | - 0.0 | 0.0% 2'250'000 | 2'250'000.00 |
| 03.13.00.00 | 364 06001 | FONDAMCO | C 3 05 | PL 10261 | 2011 | ΑF | 1,000,000 | - 0.0 | 0.0% 1'000'000 | 1,000,000.00 |
| 03.13.00.00 | 365 00403 | ONDINE GENEVOISE | C 1 10 | | | ΑF | 200,000 | - 07 | 0.0% 200'000 | 220,000.00 |
| 03.13.00.00 | 365 00501 | CADETS DE GENÈVE | C 1 10 | PL 10411 | 2010 | AF | 357'300 | - 0.0 | 0.0% 357'300 | 337'300.00 |
| 03.13.00.00 | 365 00601 | CONCOURS DE GENEVE | C 3 05 | PL 10299 | 2012 | ΑF | 250,000 | - 0.0 | 0.0% 250,000 | 248'750.00 |
| 03.13.00.00 | 365 00801 | ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GENÈVE | C 3 05 | PL 10299 | 2012 | AF | 200,092 | 200,000 35.7% | 2% 260,000 | 560'000.00 |
| 03.13.00.00 | 365 00901 | FONCTION: CINÉMA | C 3 05 | | | ΑF | 99,200 | - 0.0 | 0.0% 99'500 | 99,200.00 |
| 03.13.00.00 | 365 01001 | THÉÂTRE DU GRUTLI | C 3 05 | | | ΑF | 149'250 | - 0.0 | 0.0% 149'250 | 149'250.00 |
| 03.13.00.00 | 365 01101 | FONDATION CINEMA ROMAND | C 3 05 | art 4 LIAF | | ΑF | 400,000 | 400,000 | | |
| 03.13.00.00 | | THEATRE DU LOUP | C 3 05 | L 10296 | 2012 | ΑF | 300,000 | - 0.0 | 000,000 | 300,000.00 |
| 03.13.00.00 | 365 01401 | ADC - ASSOCIATION POUR LA DANSE CONTEMPORAINE | C 3 05 | PL XXXXX | 2013 | ΑF | 320,000 | 320,000 | | |
| 03.13.00.00 | 365 01601 | FONDATION ETM | C 1 10 | PL 10411 | 2010 | AF | 735,000 | - 0.0 | 0.0% 735'000 | 735'000.00 |
| 03.13.00.00 | 365 01701 | ASSOCIATION ESPACE MUSICAL | C 1 10 | | | ΑF | 149'350 | - 0.0 | 0.0% 149'350 | 149'350.00 |
| 03.13.00.00 | 365 01901 | CONTRECHAMPS | C 3 05 | PL 10299 | 2012 | AF | 450,000 | 50'000 12.5% | 400,000 | 400,000.00 |
| 03.13.00.00 | 365 02301 | GRANDES MANIFESTATIONS * | C 3 05 | | | ΑF | 147'500 | -500,000 | 2% 647'500 | 147'500.00 |
| 03.13.00.00 | 365 02601 | RENCONTRES INTERNATIONALES | C 3 05 | | | ΑF | 62'680 | - 0.0 | 0.0% 62'680 | 62'680.00 |
| 03.13.00.00 | 365 02701 | AIDE PONCTUELLE A LA CULTURE * | C 3 05 | | | ΑF | 1,455,000 | 30,000 | 2.1% 1'425'000 | 1,225,000.00 |
| 03.13.00.00 | | 365 03001 MUSÉE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE ET CROISSANT-ROUGE | C 3 05 / LF 432.41 | PL 10261 | 2011 | ΑF | 557,000 | 2,000 0. | 0.4% 555'000 | 555'000.00 |
| 03.13.00.00 | 365 04101 | TEATRO MALANDRO | C 3 05 | | | ΑF | 150,000 | - 0.0 | 0.0% 150'000 | 150'000.00 |
| 03.13.00.00 | 365 05901 | ASSOCIATION POUR L'ENCOURAGEMENT DE LA MUSIQUE IMPROVISEE (AMR) | C 1 10 | PL 10299 | 2012 | ΑF | 292'800 | 54'000 22.6% | | 238'800.00 |
| 03.13.00.00 | | AIDE AUX COMPAGNIES INDÉPENDANTES * | C 3 05 | | | ΑF | 800,000 | -200,000 -20.0% | 1,000,000 | 1,000,000.00 |
| 03.13.00.00 | | | C 3 05 | | | AF. | 711'870 | 30,000 4. | | 513'804.00 |
| 03.13.00.00 | 365 09301 | ATELIERS D'ETHNOMUSICOLOGIE | C 3 05 | | | A H | 129'350 | 70 - | 0.0% | 129'350.00 |

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

450'000.00 250'000.00 100,000.00 105'000.00 156'307.50 19'900.00 19'900.00 10'000.00 3'359'707.65 316'410.00 130'000.00 '396'745.00 90,000,00 348'250.00 129'350.00 30'000.00 149'250.00 77'000.00 205'000.00 189'323.00 501'660.00 227'969.65 COMPTE 2008 19'900 19'900 77'000 10'000 67'000 **105'000** 130'000 149'250 450'000 250'000 316'410 000,06 348'250 129'350 190,000 30,000 **BUDGET 2009** 200,000 3353,770 1'439'000 501'660 179'100 %0.0 0.0% 0.0% 101.0% 0.0% 0.0% **0.0%** 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 101.0% 0.0% 0.0% 0.0% %0.0 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% VARIATION PB 2010 / B 2009 20'100 20'100 PROJET DE BUDGET 2010 200,000 40,000 40,000 77'000 67'000 **105'000** 105'000 90,000 348'250 149'250 450'000 250'000 10'000 316'410 130'000 129'350 30,000 3'353'770 '439'000 000,061 501'660 179'100 LIAF 부부부 ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF AF AF ΑF ΑF ΑF ${\sf AF}$ ΑF ΑF ΑF 2012 2013 2012 2012 2011 PL XXXXX PL XXXXX L 10298 L 10352 L 10301 L 10297 1605/J625 Convention intercantonale relatvie aux institutions sociales (CIIS) J 6 05 / C 2 08 LF 312.5/J 6 05 Règlement fonds Vivre Ensemble Loi cadre C 3 05 C 3 05 C 3 05 C 1 10.21 C 1 10.24 C 1 10 C 1 10 J 6 05 J 6 05 J 6 05 B 6 15 C 3 05 J 6 05 GROUPEMENT GENEVOIS CENTRE ENTRAIDE AUX MÉTHODES ACTIVES (CEMEA) GROUPEMENT LIAISON GENEVOIS DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE (GLAJ) 03.21.00.00 365 02801 GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES (GAPP / FAPECO) 365 02801 GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ELEVES (GAPP / FAPECO) SPORT - ENCADREMENT ET ENTRAINEMENT DES JEUNES (7-9 ANS) CENTRE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'ABUS SEXUELS FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX INSTITUTIONS PRIVEES INSTITUTIONS HORS CANTON ACCUEILLANT DES MINEURS FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL 03.23.00.00 365 01501 450EME ANNIVERSAIRE DU COLLEGE CALVIN 03.23.00.00 ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POST-OBLIGATOIRE SOUTIEN A L'ENFANCE (dont Pro Juventute)* ÉCOLE ET QUARTIER VERSOIX 365 02901 CULTURE ET RENCONTRE COLONIES DE VACANCES FONDATION POUR L'ECRIT FESTIVAL DE LA BATIE **UNIONS CHRÉTIENNES** 03.31.00.00 365 03101 ECOLE DES PARENTS CINEMA TOUT ECRAN 03.21.00.00 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE 03.31.00.00 OFFICE DE LA JEUNESSE 03.22.00.00 CYCLE D'ORIENTATION 365 09902 365 03201 365 09401 365 09501 365 09703 365 04401 365 04801 365 04701 365 05001 365 05301 365 05401 365 07001 365 05601 365 05801 03.22.00.00 03.22.00.00 03.13.00.00 03.13.00.00 03.13.00.00 03.23.00.00 03.31.00.00 03.31.00.00 03.31.00.00 03.31.00.00 03.31.00.00 03.31.00.00 03.31.00.00 03.31.00.00 03.13.00.00 03.31.00.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

73'084.05 12'000.00 983'060.00 145'000.00 1'073'000.00 427'000.00 300,000.00 32'338.00 42'984.00 22'385.00 3'354'363.35 641'219.30 75'600.00 330,000.00 16'128'099.35 116'400.00 116'400.00 803'307.00 COMPTE 2008 150'000 12'000 145'000 300,000 32'338 19'900 **BUDGET 2009** 983,060 742'000 1'723'000 75'600 42'984 22'385 4'182'060 427'000 17'937'926 430,000 260'000 260'000 923'207 28.5% 16.4% 4.3% %0.0 75.0% 7.2% 0.0% %6.09 3.2% -92.3% -6.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% -92.3% VARIATION PB 2010 / B 2009 20,000 -9,000 9,000 70'940 764'000 190,940 30,000 30,000 1 '050 '000 240,000 240,000 141,000 145'000 742'000 497'000 300'000 75'600 32'338 22'385 19'900 21'000 42'984 430'000 30,000 20,000 20'000 5'373'000 18'701'926 PROJET DE BUDGET 2010 1'054'000 2'773'000 953'207 LIAF ΑF ΑF AΕ ΑF $\mathsf{A}\mathsf{F}$ ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF AF AF AF ΑF ΑF 2013 2012 2012 2009 2009 PL XXXXX PL 10492 10492 L 10288 L 10282 art 4 LIAF 긥 C 1 10 / C 2 05 C 2 05 /C 2 08 couturne (subv. date d'avant 1975) C 1 10 / C 2 05 Loi cadre F2 12.04 F2 12.04 C 2 05 K 1 03 F 1 30 F 1 30 C 2 05 C 2 05 A 5 05 03.32.00.00 OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION ROMANDE DE DETENTION ADMINISTRATIVE SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES HORS CANTON SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES * 365 01010 SUBVENTION NON MONETAIRE - ASSOCIATION VIRES - LOCATION 365 00319 SECTIONS GENEVOISES DE SAUVETAGE SUR LE LAC LÉMAN 04.01.01.00 363 00215 FONDATION ROMANDE DE DETENTION ADMINISTRATIVE 365 08013 PARTICIPATION DE L'ETAT AUX FRAIS ELECTORAUX LIBELLÉ COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES COURS À DIVERS ORGANISMES (dont CEBIG) UNIVERSITÉ OUVRIÈRE DE GENÈVE (UOG) PRESIDENCE: SUBVENTIONS DIVERSES 03.32.00.00 365 09001 ASSOCIATION DES RÉPÉTITOIRES - ARA UNIVERSITÉ POPULAIRE DE GENÈVE 04.01.01.00 CONSEIL D'ETAT ET SECRETARIAT GENERAL 04.03.01.00 SERVICE DES VOTATIONS ET ELECTIONS FONDATION POUR L'AVENIR 365 00416 MUSIQUE DE LA POLICE 365 01010 ASSOCIATION VIRES 4. INSTITUTIONS 363 10215 365 00711 365 00915 365 03501 365 08901 365 03901 365 05501 365 08801 361 02201 -SUOS BRUTAN 04.01.01.00 04.01.01.00 04.01.01.00 04.01.01.00 03.32.00.00 03.32.00.00 03.32.00.00 03.32.00.00 03.32.00.00 03.32.00.00 04.01.01.00 04.01.01.00 04.01.01.00 04.03.01.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

30'000.00 17'500.00 290,000.00 **221'742.00** *221'742.00* 6'000.00 205,000.00 515'000.00 18'000.00 87'000.00 12'970'512.00 3'000'000.00 5'782'458.00 1'188'054.00 69'525.00 80'730.00 211'000.00 603'000.00 70'000.00 38,000.00 179'383.35 3,000,000,00 150'255.00 COMPTE 2008 **14'100'000** 3'000'000 6,000 93'000 110'000 87'000 290'000 65'000 30'000 250'000 **BUDGET 2009** 169'555 69'525 100,030 515'000 70,000 18,000 300'000 76'164 **270'000** 270'000 300,000 211,000 205'000 603'000 3,000,000 6'800'000 %0.0 %0.0 26.1% %0.0 **-5.8%** 0.0% 0.0% 0.0% -74.2% 53.8% **0.0%** 0.0% 0.0% -100.0% 133.3% 12.2% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% PB 2010 / B 2009 -87'000 35,000 25,000 -81,000 000,69 40,000 55,000 30,000 ,000,000 1,000,000 PROJET DE BUDGET 2010 300'000 100'000 24'000 110'000 100,030 266'000 000,9 230'000 30,000 100'000 70'000 250'000 69'525 515'000 70'000 18'000 1'320'164 **270'000** 270'000 169'555 290'000 76'164 15'100'000 3,000,000 3'000'000 7'800'000 300,000 603'000 LIAF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF 4 4 4 4 4 4 4 ΑF ΑF ΑF ΑF 4444444444 2011 2012 2012 2011 2011 2011 2011 2011 PL 10495 PL 10495 L 10044 L 10044 L 10124 L 10307 art 4 LIAF L 10307 L 10307 art 4 LIAF Loi cadre A 2 65 A 2 65 E 4 05 A 2 55 E 4 70 D 1 06 D 1 06 D 1 06 E 4 05 A 2 00 A 2 00 A 2 00 A 2 55 A 2 55 365 10616 SUBVENTION NON MONETAIRE - CENTRE DE CONTACT SUISSE-IMMIGRES - LOCATION SUBVENTION NON MONETAIRE - ASSOCIATION LA PÂQUERETTE DES CHAMPS -04.05.01.00 363 10115 SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION ROMANDE POUR TOXICOMANES CENTRE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS FEMININES GENEVOISES (CLAFG) 365 01115 UNIVERSITE POPULAIRE ALBANAISE (OCE FORMATION CHOMEURS) 04.06.02.00 SERVICE DE PROMOTION DE L'EGALITE ENTRE HOMMES ET FEMMES SUBVENTION NON MONETAIRE - CLUB SUISSE DE LA PRESSE 367 00113 COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DANS LE TIERS-MONDE AIDE AUX MISSIONS DES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA) 365 00916 SUBVENTIONS LIEES A DES MANDATS DE PRESTATIONS * 365 01201 ASSOCIATION D'ENTRAIDE AUX RÉFUGIÉS CAMARADA BUREAU DE L'INTEGRATION : AUTRES SUBVENTIONS BELLÉ COMITE INTERNATIONAL CROIX-ROUGE (CICR) 367 00112 AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ASSOCIATION LA PÂQUERETTE DES CHAMPS 365 00229 FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION 365 00616 CENTRE DE CONTACT SUISSE-IMMIGRES 365 00810 SUBVENTIONS PROJETS ANTIRACISTES* DIVERSES ASSOCIATIONS FEMININES 365 01016 UNIVERSITE POPULAIRE ALBANAISE ASSOCIATION TIERRA INCOGNITA 04.03.12.00 DELEGUE A LA GENEVE INTERNATIONALE 365 01303 ASSOCIATION MAISON KULTURA 04.05.01.00 DIRECTION DE L'OFFICE PENITENTIAIRE 04.06.05.00 FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE 04.03.12.00 364 00212 CLUB SUISSE DE LA PRESSE 365 00103 F-INFORMATION - FILIGRANE 04.06.06.00 SOLIDARITE INTERNATIONALE 04.06.03.00 BUREAU DE L'INTEGRATION 364 10212 365 04000 365 04804 365 09912 365 00303 367 00310 365 04000 365 00300 365 04803 04.06.06.00 04.05.01.00 04.06.05.00 04.06.03.00 04.06.06.00 04.06.06.00 04.03.12.00 04.05.01.00 04.06.02.00 04.06.02.00 04.06.02.00 04.06.03.00 04.06.03.00 04.06.03.00 04.06.03.00 04.06.03.00 04.06.03.00 04.06.03.00 04.06.03.00 04.06.03.00 04.06.06.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

587'466.0032'000.00
108'000.00
447'466.00
317'226.05 216'110.50 76'570.00 10'405'271.95 324'919.90 144'531.00 641′216.00 1'500.00 2'746'312.00 50'000.00 17'295.55 4'000.00 3'250.00 5'740'099.90 122'319.00 660'000.00 310'000.00 760'000.00 29'302.00 50,000.00 COMPTE 2008 50,000 410'000 32'000 108'000 270'000 **618'450** 700,000 780'000 20,000 9'300 641'216 1,500 50,000 150,000 344'400 1,000 **BUDGET 2009** 10'691'652 5'913'202 325,000 122'319 2'659'336 310'000 200,000 113,000 144'531 %0.0 0.0% 0.0% 0.0% -18.0% 10.3% -31.5% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% -6.7% %0.0 0.0% 11.7% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% %0.0 0.0% 0.0% 6.5% %0.0 213.2% VARIATION PB 2010 / B 2009 1'098'202 516'600 -108'400 2,000 693'002 000, 869 216,600 -111'400 -10,000 641'216 516'600 50,000 11'789'854 780'000 9'302 200,000 50,000 410,000 32'000 108'000 270'000 **507'050** 1,000 1,000 4,000 4,400 20'000 1,500 236'000 650 PROJET DE BUDGET 2010 6'606'204 1,018,000 122'319 700'000 310'000 144'531 2'659'336 516'600 140,000 120,000 ΑF LIAF AF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF AΕ ΑF AF AF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF 4 4 4 4 4 4 4 2012 2012 2012 2013 2012 PL XXXXX PL XXXXX PL 10433 PL 10433 PL 10433 art 4 LIAF 7263 - L7568 L 7263 - L7568 7263 - L7568 D 3 05/F 4 05 G 2 05 G 2 05 G 2 05 F 4 05 G 2 05 F 4 05 A 2 65 A 2 65 4 05 L 4 05 SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION LES EVAUX - DROIT DE SUPERFICIE ASSOC.CENTRE SUISSE POUR LA CONSTRUCTION ADAPTÉE AUX HANDICAPÉS 365 07151 SUBVENTION AU RASSEMBLEMENT EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE SOCIALE DU LOGEMENT FONDATION DU STADE DE GENÈVE - INTÉRÊTS SUR LE CAPITAL DE DOTATION 365 17550 SUBVENTION NON MONETAIRE - INTERETS S/DOTATIONS ET RENTE DROIT DE SUPERFICIE ARENA SUBVENTION NON MONÉTAIRE - ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS 5. CONSTRUCTION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION FONDATION DU STADE DE GENÈVE - DROIT DE SUPERFICIE PART ETAT 365 07111 ASSOCIATION POUR LA FORMATION DE JEUNES SAPEURS-POMPIERS FRAIS D'ENTRETIEN DU MUSÉE HABITAT RURAL DE BALLENBERG FRAIS D'ENTRETIEN CATHÉDRALE ST-PIERRE SUBVENTION AUX INSTITUTIONS PRIVEES SUBVENTION NON MONETAIRE - SI NORD AVIATION - INTERETS ASSOCIATION HANDICAPES ARCHITECTURE URBANISME (HAU) COUVERTURE DEFICIT EXPLOITATION DE GENÈVE-PLAGE ECOLE INTERNATIONALE (DIFF. S/DROIT DE SUPERFICIE) SECURITE CIVILE : MATÉRIEL (INSTITUTIONS. PRIVÉES) SUBVENTION NON MONETAIRE - EMMAUS - LOCATION FÉDÉRATION DES CORPS DE SAPEURS-POMPIERS SUBVENTION NON MONETAIRE - FIPOI - INTERETS JBELLÉ SUBVENTION MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT 363 00151 FONDATION DU STADE DE GENEVE 05.01.00.00 CONSEIL D'ETAT, SECRETARIAT GENERAL DIVERSES SUBVENTIONS 05.11.00.00 362 07011 INSTRUCTION INSTRUCTION 05.07.00.00 PATRIMOINE ET SITES 362 07211 MATERIEL 05.11.00.00 SECURITE CIVILE 05.04.00.00 BÂTIMENTS 365 07015 365 10156 365 06250 362 07015 365 07212 365 09915 363 10107 363 10350 363 10450 365 06150 365 07150 365 07152 365 10107 365 10154 365 10255 365 17350 365 06151 365 07456 365 07711 05.06.00.00 LOGEMEN 05.07.00.00 05.07.00.00 05.07.00.00 05.04.00.00 05.06.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.11.00.00 05.11.00.00 05.11.00.00 05.11.00.00 05.11.00.00 05.11.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.01.00.00 05.11.00.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| | | | b | | | | | | | | |
|---------------|---------------------------|--|--------------------------------|--|----------|------|--------------------------|-------------------------------|---------|-------------|--------------|
| SEBAICE | BRUTAN -SUOS BRUTAN | LIBELLÉ | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 60 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 05.90.01.00 | COMMISS | 05:90.01.00 COMMISSION CANTONALE DU SPORT-TOTO | | | | H | 3'700'000 | - | %0.0 | 3'700'000 | 3'710'480.00 |
| 05.90.01.00 | 362 07016 | COMMISSION CANTONALE DU SPORT-TOTO : SUBVENTIONS ORDINAIRES - COMMUNES | 13 15.09 | | | AF | 000,002 | 20,000 | 7.7% | 000,059 | 705'000.00 |
| 05.90.01.00 | 362 07110 | COMMISSION CANTONALE DU SPORT-TOTO : SUBVENTIONS CONDITIONNELLES - COMMUNES | 13 15.09 | | | ΑF | ı | 1- 000,09- | -100.0% | 20,000 | 80,000.00 |
| 05.90.01.00 | 362 07212 | | 13 15.09 | | | ΑF | • | -200,000 | -100.0% | 200,000 | • |
| 05.90.01.00 | 365 07012 | ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES - SUBVENTIONS ORDINAIRES | 13 15.09 | | | AF | 2750'000 | 250,000 | 10.0% | 2,200,000 | 2'699'480.00 |
| 05.90.01.00 | | 385 07112 ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES - SUBVENTIONS CONDITIONNELLES | 13 15.09 | | | ΑF | 1 | 1- 000,09- | -100.0% | 20,000 | 3,000.00 |
| 05.90.01.00 | 365 08811 | ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES - AIDE EN FAVEUR DES SÉLECTIONS SPORTIVES CANTONALES | 13 15.09 | | | ΑF | 250,000 | • | %0.0 | 250,000 | 223'000.00 |
| 6. TERRITOIRI | RITOIRE | | | | | | 10'342'540 | 1'654'722 | 19.0% | 8'687'818 | 7'454'384.99 |
| 06.01.00.00 | SECRETA | 06.01.00.00 SECRETARIAT GENERAL | | | | Н | 2'716'282 | 887'123 | 48.5% | 1'829'159 | 1'760'702.00 |
| 06.01.00.00 | | 385 00131 PRESIDENCE ET SECRETARIAT GENERAL : SUBVENTIONS ASSOCIATIONS DIVERSES * | | | | ΑF | 16,000 | -16'500 | -50.8% | 32,200 | 16,000.00 |
| 06.01.00.00 | | 385 01014 SUBVENTION CGN (COMPAGNIE GÉNÉRALE DE NAVIGATION SUR LE LAC LÉMAN) | Convention intercantonale - | art 4 LIAF | | ΑF | 2,200,000 | 950'001 | 61.3% | 1 '549 '999 | 1'544'420.00 |
| 06.01.00.00 | 365 10102 | SUBVENTION NON MONETAIRE - COMPAGNIE GÉNÉRALE DE NAVIGATION SUR LE LÉMAN (CGN), PRÊT | - | | | ΑF | 179'318 | -6'182 | -3.3% | 185'500 | 179'318.00 |
| 06.01.00.00 | 365 10104 | | | | | AF | 20'964 | -36 | -0.5% | 21,000 | 20,964.00 |
| 06.01.00.00 | | 365 10106 SUBVENTION TACITE - CONVENTION 1990 CGN | | | | AF | • | -40,160 | -100.0% | 40'160 | |
| 06.02.00.00 | DIRECTIO | | | | | | 462'500 | -140'000 | -23.2% | 602,200 | 365'500.00 |
| 06.02.00.00 | 365 00312 | CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DES SOLDATS MORTS AU SERVICE DU PAYS (MON- REPOS) | | | | ΑF | 200 | • | %0.0 | 200 | 500.00 |
| 06.02.00.00 | 365 00614 | MUSÉE MILITAIRE GENEVOIS | _ | | | ΑF | 54,000 | • | %0.0 | 54,000 | 54,000.00 |
| 06.02.00.00 | 365 00716 | VIEUX-ARTILLEURS (ENTRETIEN DES UNIFORMES) | | | | ΑF | 2,000 | • | %0.0 | 2,000 | 2,000.00 |
| 06.02.00.00 | 365 09601 | PROJETS REGIONAUX ET TRANSFRONTALIERS | _ | | | AF | 1 | -140,000 | -100.0% | 140,000 | • |
| 06.02.00.00 | 365 09814 | 385 09814 GLCT - TELEPHERIQUE DU SALEVE | | L 10162 | 2012 | ΑF | 300,000 | 1 | %0.0 | 300,000 | 300,000.00 |
| 06.02.00.00 | 365 09912 | SERVICE DES AFFAIRES EXTERIEURES : AUTRES SUBVENTIONS * | _ | | | AF | 30,000 | • | %0.0 | 30,000 | 9,000.00 |
| 06.02.00.00 | 365 18001 | SUBVENTION NON MONETAIRES - MUSÉE MILITAIRE GENEVOIS - LOCAUX | _ | | | ΑF | 35,000 | • | %0.0 | 35,000 | |
| 06.02.00.00 | | 385 18002 SUBVENTION NON MONETAIRES - CP 1602 - LOCAUX | | | | AF | 36,000 | • | %0.0 | 36,000 | |
| 06.02.00.00 | 365 18003 | SUBVENTION NON MONÉTAIRE FAID FONDS D'AIDE INTERNATIONAL AU DÉVELOPPEMENT, LOCAUX | | | | AF | 2,000 | • | %0.0 | 2,000 | |
| 06.03.00.00 | DIRECTIO | 06.03.00.00 DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE | | | | | 4'845'000 | 847'099 | 21.2% | 3'997'901 | 3'512'925.58 |
| 06.03.00.00 | | 380 00116 INDEMNITES TARIFAIRES UNIRESO POUR LES CFF | H 150 | L 10078 | 2010 | ΑF | 652,000 | -207'901 | -24.2% | 859,901 | 621'936.00 |
| 06.03.00.00 | 365 00404 | INDEMNITÉS AUX TPN POUR LE TRAFIC RÉGIONAL | H 1 50 | art 4 LIAF | | ΑF | 213'000 | -5,000 | -0.9% | 215'000 | 204'694.00 |
| | | | | | | | | | | | |

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

163'000.00 91,000.00 80'000.00 6'300.00 28'960.00 30,000.00 611'702.36 1994'593.22 184'748.00 37'972.00 356'082.80 102'082.80 323'071.00 35'091.00 COMPTE 2008 30'000 54'000 210'000 120'000 10'000 5'800 22'500 80,000 43,000 38,000 10,000 45,000 5'000 26'500 62'000 1,500 000,9 32,000 3,000 **BUDGET 2009** 650,000 2'193'000 248'958 468'958 49.4% %0.0 **7.2%** 0.0% -5.2% 0.7% 0.0% 0.0% 0.0% 0.0% 40.0% -18.6% -7.9% -33.3% 88.7% %2.99 0.0% 0.0% 4.8% 0.0% PB 2010 / B 2009 VARIATION 23,000 -50,000 -8,000 -3,000 -15'000 3,000 9,000 1,800 36,200 23,200 1,000 '084'000 -24'200 PROJET DE BUDGET 2010 210'000 120'000 10'000 10'000 540'800 5'000 50'000 65'000 103'000 600'000 30'000 54'000 2'500 5'800 9,000 31'500 3,000 3'277'000 444'758 250'758 35,000 35,000 30,000 32'000 ΑF LIAF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF ΑF ¥ ΑF A A 2012 2012 2012 2012 2010 L 10325 L 10360 L 10360 L 10360 art 4 LIAF L 9898 M 2 05 / M 3 10.03 / M 3 15.03 M 2 05 M 2 05 Loi cadre H 1 50 M 5 10 M 2 05 M 2 50 M 2 05 M 2 05 M 2 05 M 2 05 H 150 L 4 05 L 4 05 M 5 05 FÉDÉRATION CANTONALE GENEVOISE AVICULTURE, CUNICULTURE, COLOMBOPHILIE ET COLOMBICULTURE SUBVENTION À L'AOVG (ASSOCIATION DES ORGANISATIONS VITICOLES GENEVOISES) SUBVENTION NON MONETAIRE - MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ET LOCAUX A LA FONDATION NEPTUNE SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION NEPTUNE - PRESTATIONS ET LOCAUX SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION NEPTUNE - CAPITAL DE DOTATION GLCT: PARTICIPATION AU DEFICIT DES LIGNES TC TRANSFRONTALIERES SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION NEPTUNE, DOTATION SUBVENTIONS RELATIVES À LA NATURE ET AUX SITES NATURELS SUBVENTIONS RELATIVES A L'EDUCATION A LA NATURE 367 00114 INDEMNITES A LA SNCF POUR LES TRAINS REGIONAUX TRANSPORTS COLLECTIFS - SUBVENTIONS DIVERSES UNION MARAICHERE DE GENEVE, VULGARISATION 06.05.00.00 DIRECTION GENERALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE **ENCOURAGEMENT À LA PRODUCTION ANIMALE** TAXES VITICOLES AFFECTEES REDISTRIBUEES JBELLÉ FONDS FORESTIER: SUBVENTIONS DIVERSES 364 09911 AGRICULTURE : SUBVENTIONS DIVERSES AGRICULTURE: AUTRES SUBVENTIONS 365 08312 SUBVENTIONS RELATIVES À LA FAUNE SOCIETE GENEVOISE D'APICULTURE 06.06.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE AGRI GENEVE - VULGARISATION UNION FRUITIERE LEMANIQUE **BIO GENEVE, VULGARISATION** 365 00208 PROMOTION AGRICOLE 363 00160 FONDATION NEPTUNE 363 10123 365 08213 365 10101 365 07403 365 07602 365 07813 365 07902 365 09912 365 08002 367 00402 363 10108 363 10122 365 07018 365 08311 365 00408 365 07502 365 07702 365 08212 365 08711 -SUOS BRUTAN 06.05.00.00 06.06.00.00 06.03.00.00 06.03.00.00 06.05.00.00 06.05.00.00 06.05.00.00 06.05.00.00 06.05.00.00 06.05.00.00 06.05.00.00 06.05.00.00 06.06.00.00 06.06.00.00 06.06.00.00 06.06.00.00 06.06.00.00 06.06.00.00 06.06.00.00 00.00.90.90 00.00.90.90 00.00.90.90 06.06.00.00 06.03.00.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| | | L'historique est retraite (en italique | e) bour | taciliter | a com | parais | aite (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices | ercices | | | |
|-------------|-----------------|---|---|--|----------|--------|--|-------------------------------|-----------------|---------|---------------|
| SEBAICE | -SUOS -SUTAN | гівегге | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | BUDGET 2009 | | COMPTE 2008 |
| 06.08.00.00 | DIRECTION | 06.08.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'EAU | | | | | 1,285,000 | 0 - | 0.0% 1'285'000 | 000, | 945'565.61 |
| 06.08.00.00 | | 364 08511 MANŒUVRE DU BARRAGE DU SEUJET | L 2 15 | | | AF | 175'000 | 0 - | 0.0% | 175'000 | 170'000.00 |
| 06.08.00.00 | 367 00211 | CIPEL (COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU LEMAN) | Accord du 20.11.1980 sur la | | | AF | 110,000 | - | 0.0% | 110,000 | 96'787.75 |
| 06.08.00.00 | 367 07010 | FONDS CANTONAL DE RENATURATION : PARTICIPATION DANS LE CADRE DES CONTRATS DE RIVIÈRES TRANSFRONTALIERS | déphosphatisati L 2 05 | art 4 LIAF | | ΑF | 1,000,000 | - | 0.0% 1,000,000 | 000, | 678'777.86 |
| 06.10.00.00 | DIRECTION | 06.10.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | | | | | 48'200 | 48'200 | | • | 190'538.00 |
| 06.10.00.00 | 361 00118 | LA VOIE SUISSE, ZOUG | | | | ΑF | | • | | • | 190'538.00 |
| 06.10.00.00 | 365 00148 | SUBVENTION POUR LA COMMUNAUTE D'ETUDES POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (CEAT) | Convention intercantonale - confédération - EPFL | | | AF | 48'200 | 48'200 | | • | |
| 7. SOLI | DARITE | 7. SOLIDARITE ET EMPLOI | | | | | 13'450'149 | 0 - | 0.0% 13'450'149 | 149 | 12'653'864.31 |
| 07.04.01.00 | OFFICE CA | 07.04.01.00 OFFICE CANTONAL DE L'EMPLOI - PART CANTONALE | | | | | 20,000 | 0 - | 0.0% 50 | 20,000 | 2'788.11 |
| 07.04.01.00 | | 365 00505 PROGRAMME D'OCCUPATION | J 2 20 | | | ΑF | 20,000 | 0 - | 0.0% 50 | 20,000 | 2'788.11 |
| 07.14.11.00 | DIRECTION | 07.14.11.00 DIRECTION GENERALE DE L'ACTION SOCIALE (DGAS) | | | | | 13'400'149 | 0 - | 0.0% 13'400'149 | 149 | 12'651'076.20 |
| 07.14.11.00 | 361 00410 | FÉDÉRATION ROMANDE ET TESSINOISE DES SERVICES DE CONSULTATION CONJUGALE | | | | AF | | • | | | 4'500.00 |
| 07.14.11.00 | 363 09910 | | | | | ΑF | 100,000 | - | 0.0% | 100,000 | • |
| 07.14.11.00 | 365 00149 | ASSOCIATION POUR LA PERMANENCE DE DEFENSE DES PATIENTS ET DES ASSURES | | | | ΑF | 40,000 | 40,000 | | | |
| 07.14.11.00 | 365 00812 | CHOIX ROUGE GENEVOISE | | L 10291 | 2012 | ΑF | 000,006 | - | 0.0% | 000,006 | 900,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 01811 | 385 01811 FONDATION TRANSPORT HANDICAP - MOBILITÉ POUR TOUS | K 136 | L 10219 | 2009 | ΑF | 1 | • | | • | 150'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 02110 | ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES | JS | | | ΑF | 103'500 | 0 | 0.0% | 103'500 | 88'500.00 |
| 07.14.11.00 | 365 02211 | COMPAGNA | JS | | | AF | 35,000 | 0 | 0.0% | 35,000 | 35,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 02310 | PRO MENTE SANA ASSOCIATION ROMANDE | K 1 36 | L 10287 | 2012 | ΑF | 205'000 | - | 0.0% | 205'000 | 205'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 02312 | 365 02312 PRO-FILIA GENÈVE | JS | | | ΑF | 30'250 | - | 0.0% | 30'250 | 30'250.00 |
| 07.14.11.00 | 365 02410 | FÉDÉRATION GENEVOISE DE SERVICES PRIVÉS DE CONSULTATIONS CONJUGALES ET FAMILIALES | JS | L 10390 | 2012 | AF | 300,000 | - | 300 | 300,000 | 300,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 02510 | ASSOCIATION PAROLE | K 136 | | | ΑF | 125'000 | 0 - | 0.0% 125 | 125'000 | 125'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 03200 | SOLIDARITE FEMMES | F 1 30 | L 10244 | 2012 | ΑF | 726'000 | 0 - | 0.0% 726 | 726'000 | 726'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 03202 | | J 7 20 | | | ΑF | 30,600 | - | 0.0% | 30,600 | 30,600.00 |
| 07.14.11.00 | 365 03203 | AGORA - AUMONERIE GENEVOISE OECUMENIQUE AUPRES DES REQUERANTS D'ASILE ET DES REFUGIES | | | | ΑF | 15'000 | - | 0.0% | 15'000 | 15'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 03210 | FONDATION PHENIX | K 1 75.03 | PL 10192 | 2011 | AF | 370,000 | 0 - | 0.0% 370 | 370,000 | 370'000.00 |

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

| | | L'historique est retraite (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices | e) pour 1 | aciliter | a com | parais | on entre les ex | ercices | | | |
|-------------|-----------------|---|-----------|--|----------|--------|--------------------------|-------------------------------|----------|-------------|-------------|
| SEBAICE | -SUOS -RUTAN | UBELLÉ | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | <u> </u> | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 07.14.11.00 | 365 03400 | ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES PERSONNES ÀGÉES EN ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX (EMS) ET DE LEURS FAMILLES (APAF) | J 7 20 | | | AF | 150'000 | 1 | %0.0 | 150,000 | 205'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 03410 | FORUM SANTE | | | | AF | • | -40,000 | -100.0% | 40,000 | 40,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 03600 | VIOL SECOURS | F 1 30 | L 10244 | 2012 | AF | 295'000 | 1 | %0.0 | 295'000 | 295'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 03700 | ASSOCIATION CÉRÉBRAL GENÈVE | K 136 | L 10200 | 2011 | AF | 80,000 | 1 | %0.0 | 80,000 | 80,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 03810 | ASSUAS - ASSOCIATION SUISSE DES ASSURÉS | | | | AF | 40,000 | 1 | %0.0 | 40,000 | 40'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 03900 | ASSOCIATION AUTREMENT AUJOURD'HUI | K 136 | | | AF | 155'200 | • | %0.0 | 155'200 | 155'200.00 |
| 07.14.11.00 | 365 04310 | TÉL 143 LA MAIN TENDUE | | | | AF | 127'800 | 1 | %0.0 | 127'800 | 127'800.00 |
| 07.14.11.00 | 365 04610 | 385 04610 CENTRE SOCIAL PROTESTANT GENÈVE - ATELIER GALIFFE | K 1 36 | L 10286 | 2012 | AF | 601'511 | 1 | %0.0 | 601'511 | 570'851.00 |
| 07.14.11.00 | 365 04702 | ENTREPRISE SOCIALE L'ORANGERIE | J 4 04 | PL 10397 | 2012 | AF | 246'000 | • | %0.0 | 246,000 | 246'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 04710 | CARITAS GENÈVE - REFLETS | | PL 10245 | 2012 | AF | 455'000 | • | %0.0 | 455,000 | 430,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 04802 | SOS FEMMES | F 1 30 | L 10244 | 2012 | AF | 355,000 | 1 | %0.0 | 355,000 | 355,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 04902 | ARABELLE FOYER D'HÉBERGEMENT | F 1 30 | L 10244 | 2012 | AF | 545'000 | • | %0.0 | 545,000 | 545'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 05002 | IPT INTÉGRATION POUR TOUS | | | | AF | 191'500 | 1 | %0.0 | 191,200 | 191'500.00 |
| 07.14.11.00 | 365 05101 | MAISON GENEVOISE DES MÉDIATIONS | | L 10042 | 5009 | AF | 128,000 | • | %0.0 | 128,000 | 128'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 05102 | APPARTENANCES - GENEVE | | | | AF | 95,000 | 1 | %0.0 | 95,000 | 95,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 05103 | REFLETS CARITAS GENEVE | | | | AF | | 1 | | | 25'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 05104 | ELISA ASILE | A 2 55 | | | AF | 20,000 | • | %0.0 | 20,000 | 20,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 05105 | EPER ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE | A 2 55 | | | AF | • | • | | 1 | 25'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 05110 | PLURIELS - CENTRE DE CONSULTATION ET D'ÉTUDES ETHNOPSYCHOLOGIQUES POUR MIGRANTS | A 2 55 | L 10376 | 2012 | AF | 235'000 | • | %0.0 | 235'000 | 235'000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 06210 | API - ASSOCIATION POUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL | J 2 20 | | | AF | 151,000 | • | %0.0 | 151,000 | 151,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 06302 | ASSOCIATION ANYATAS POUR PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES | K 136 | | | AF | 40,000 | • | %0.0 | 40,000 | 40,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 06400 | ASSOCIATION DANSE HABILE | K 136 | | | AF | 35,000 | • | %0.0 | 35,000 | 35,000.00 |
| 07.14.11.00 | 365 06500 | 385 06500 FONDS HELIOS - ACTIONS SOUTIEN INTÉGRATION PERSONNES HANDICAPÉES | K 136 | | | AF | 200,000 | • | %0.0 | 200,000 | 224'919.00 |
| 07.14.11.00 | 365 06610 | INSIEME GENÈVE - ASSOCIATION GENEVOISE DE PARENTS ET D'AMIS DE PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES | K 136 | | | AF | 110'000 | • | 0.0% | 110'000 | 110'000.00 |

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| 80 | 00.0 | 00. | 3.20 | 00.0 | 00.0 | 00.0 | 00.0 | 00.0 | 00.0 | 00.0 | 00.0 | 00.0 | 00.0 | 00.0 | 2.00 | 3.00 | 2.00 | | 7.03 | 00. | 00.0 | | 2.00 | 2.00 | 00.0 |
|---|--|---|---------------------------------------|------------------------|---------------------------------|---|---------------------------------------|---------------------|---|--|----------------------------|---|--------------------------------------|---|---|--|---|---|----------------------|---|--|--------------------------|---|--|--|
| COMPTE 2008 | 649'000.00 | 2'500.00 | 184'143.20 | 159'500.00 | 1'000'100.00 | 36,000.00 | 2'355'000.00 | 38,000.00 | 67'500.00 | 48'350.00 | 175'000.00 | 251'000.00 | 61'500.00 | 46'610.00 | 124'345.00 | 43'383.00 | 29'025.00 | | 18'400'477.03 | 100,000.00 | 100'000.00 | | 5'440'255.00 | 5'190'955.00 | 249'300.00 |
| BUDGET 2009 | • | | 750,000 | 159'500 | 1,000,100 | 36,000 | 2'355'000 | 38,000 | 67,200 | 48'350 | 175,000 | 400,000 | 200,000 | 46'610 | 124'345 | 20'358 | 29,025 | 84,000 | 20'036'184 | 920,000 | 000,006 | 20,000 | 5'712'159 | 5'462'159 | 250'000 |
| 60 | | | %0.0 | %0.0 | %0.0 | %0:0 | %0.0 | %0.0 | %0.0 | %0.0 | %0.0 | %0:0 | %0.0 | %0.0 | %0.0 | %0:0 | %0.0 | %0.0 | 1.3% | %0.0 | %0.0 | %0.0 | 13.8% | 14.4% | %0:0 |
| VARIATION PB 2010 / B 2009 | 1 | • | 1 | 1 | • | • | ı | 1 | • | • | • | • | • | 1 | 1 | • | 1 | 1 | 256'072 | - | 1 | 1 | 788'852 | 788,825 | • |
| PROJET DE BUDGET 2010 | • | | 750,000 | 159'500 | 1,000,100 | 36,000 | 2,355,000 | 38,000 | 67'500 | 48'350 | 175,000 | 400,000 | 200,000 | 46'610 | 124'345 | 20'358 | 29,025 | 84,000 | 20'292'256 | 920,000 | 000,006 | 20,000 | 6'501'011 | 6'251'011 | 250'000 |
| LIAF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | AF | | | AF | AF | | AF | AF |
| Echéance | 2009 | | | | 2012 | | 2009 | | | | | | | 2012 | 2011 | 2012 | 2012 | 2012 | | | | | | 2011 | |
| LAF: Loi de financement ou date de dépôt | L 10219 | | | | PL 10398 | | PL 10423 | | | | | | | L 10291 | L 10200 | L 10286 | PL 10245 | PL 10398 | | | | | | L 10064 | |
| Loi cadre | K 136 | | | K 136 | K 136 | K 1 75.03 | J 7 20 | K 136 | K 136 | K 136 | | E 4 70 | D 3 05 | | K 136 | | | K 136 | | | Conseil d'Etat | L 8815 | | K 1 05 | K 1 05 |
| пвесте | FONDATION TRANSPORT HANDICAP (intégrée à la Fondation Foyer-Handicap dès 2009) | FÉDÉRATION SUISSE DE CONSULTATION EN MOYENS AUXILIAIRES POUR PERSONNES HANDICAPÉES - FSCMA | DIVERSES ACTIONS SOCIALES PONCTUELLES | 385 07612 PRO-INFIRMIS | 385 07810 FONDATION CAP LOISIRS | ANTENNE DROGUE FAMILLE - ASSOCIATION GENEVOISE DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES PROBLÈMES LIÉS À LA DROGUE | FEGEMS (FEDERATION GENEVOISE DES EMS) | ASSOCIATION PROJECT | CEFCA - CENTRE DE FORMATION CONTINUE POUR ADULTES | 385 09110 AGIS - ASSOCIATION GENEVOISE D'INSERTION SOCIALE | 385 09810 CARREFOUR PRISON | FONDS DESTINE A LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET A LA PREVENTION DE LA TOXICOMANIE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES* | BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES * | SUBVENTION NON MONETAIRE - SECT. GENEVOISE CROIX-ROUGE - LOCATION | 385 13700 SUBVENTION NON MONETAIRE - ASSOCIATION CEREBRAL GENEVE - LOCATION | SUBVENTION NON MONETAIRE - CENTRE SOCIAL PROTESTANT GENÈVE, UTILISATION IMMEUBLE | SUBVENTION NON MONETAIRE - CARITAS-GENÈVE, UTILISATION IMMEUBLE | 385 17810 SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FONDATION CAP LOISIRS - UTILISATION IMMEUBLE | 8. ECONOMIE ET SANTE | 08.01.11.00 PRESIDENCE, SECRETARIAT GENERAL | 365 00114 SERVICE FINANCIER: RESERVE POUR DECISIONS CE ET GC | 365 00116 FONDATION IRIS | 08.03.21.00 DIRECTION GENERALE DU RESEAU DE SOINS | 385 00204 DIR GEN. DES CASS - AUTRES INSTITUTIONS - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT * | 385 00306 ACTIONS PONCTUELLES D'AIDE A DOMICILE* |
| -SUOS -RUTAN | 365 07215 | 365 07411 | 365 07512 | 365 07612 | 365 07810 | 365 08310 | 365 08710 | 365 08812 | 365 08910 | 365 09110 | 365 09810 | 365 09911 | 365 09913 | 365 10812 | 365 13700 | 365 14610 | 365 14710 | 365 17810 | OMIE E | RESIDEN | 365 00114 | 365 00116 | RECTION | 365 00204 | 365 00306 |
| SERVICE | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 07.14.11.00 | 8. ECON | 08.01.11.00 Pi | 08.01.11.00 | 08.01.11.00 | 08.03.21.00 D | 08.03.21.00 | 08.03.21.00 |

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| | | L'historique est retraité (en italiqu | e) bour | laciliter | a com | parais | raité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices | ercices | | | |
|-------------|-----------------|--|-----------|---|----------|--------|---|-------------------------------|---------|-------------|---------------|
| SEBAICE | -SUOS -RUTAN | LIBELLÉ | Loi cadre | LAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 60 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 08.05.11.00 | DIRECTION | 08.05.11.00 DIRECTION GENERALE DE LA SANTE (DGS) | | | | | 10'345'745 | -343'780 | -3.2% | 10'689'525 | 10'314'722.03 |
| 08.05.11.00 | 363 00108 | INDEMNITE UNITE EIS - UNIVERSITE DE GENEVE | K 2 05 | | | AF | 20,000 | • | %0.0 | 20,000 | 20,000.00 |
| 08.05.11.00 | 363 10106 | 383 10106 INDEMNITE NON MONETAIRE - MISE A DISPOSITION PERSONNEL UNITE EIS | K 2 05 | | | AF | 295'000 | 14'475 | 5.2% | 280'525 | 290'726.47 |
| 08.05.11.00 | 364 00101 | ONEX SANTE | K 1 03 | | | AF | 20,000 | ı | %0.0 | 20,000 | 50,000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 00110 | DIME DE L'ALCOOL : ACTIONS DE PRÉVENTIONS * | K 1 03 | L 10257 | 2012 | AF | 1,060,000 | 25,000 | 2.4% | 1,035,000 | 1,060,000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 00138 | 385 00138 ACTION DE PREVENTION DE LA SANTE* | K 1 03 | | | AF | 475'000 | -101'300 | -17.6% | 576'300 | 283,250.00 |
| 08.05.11.00 | 365 00206 | 385 00206 FEGPA - FEDERATION GENEVOISE POUR LA PREVENTION DE L'ALCOOLISME | K 1 03 | L 10257 | 2012 | AF | 396'200 | 1 | %0.0 | 396'200 | 396'200.00 |
| 08.05.11.00 | 365 00302 | CROIX-BLEUE GENEVOISE | K 1 03 | | | AF | 110,000 | 1 | %0.0 | 110,000 | 110'000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 00418 | ASSOCIATION FOURCHETTE VERTE | | | | AF | 150'000 | 1 | %0.0 | 150'000 | |
| 08.05.11.00 | 365 02112 | 385 02112 LIGUE PULMONAIRE GENEVOISE | K 1 03 | | | AF | 1 | -12'500 | -100.0% | 12'500 | ı |
| 08.05.11.00 | 365 02212 | 385 02212 LIGUE GENEVOISE CONTRE LE RHUMATISME | K 1 03 | | | AF | 91,000 | 1 | %0.0 | 91,000 | 91,000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 03100 | FONDATION HEALTH ON THE NET | | PL 10410 | 2010 | AF | 300,000 | -200,000 | -40.0% | 200,000 | 685'000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 04311 | RIEN NE VA PLUS - CENTRE DE PREVENTION DES PROBLEMES DU JEU EXCESSIF | K 1 03 | | | AF | 154'800 | • | %0.0 | 154'800 | 154'800.00 |
| 08.05.11.00 | 365 07014 | 385 07014 GROUPE SIDA-GENÈVE | K 1 03 | L 10260 | 2012 | AF | 1,735,000 | • | %0.0 | 1,735,000 | 1,770,000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 07115 | 385 07115 DIALOGAI | K 1 03 | L 10260 | 2012 | AF | 705'000 | 1 | %0.0 | 705'000 | 705'000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 07209 | PVA (PERSONNES VIVANT AVEC) | K 1 03 | L 10260 | 2012 | AF | 210'000 | 1 | %0.0 | 210,000 | 210'000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 07401 | PREMIERE LIGNE | K 1 03 | L 10260 | 2012 | AF | 2'695'000 | • | %0.0 | 2'695'000 | 2'660'000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 07610 | ASI-GENEVE ASSOCIATION SUISSE DES INFIRMIERES-INFIRMIERS SECTION DE GENEVE | K 2 05 | | | AF | 150'000 | ı | %0.0 | 150,000 | 150'000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 07911 | 385 07911 ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DU TABAGISME | K 1 03 | L 10257 | 2012 | AF | 450,000 | ı | %0.0 | 450,000 | 450,000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 08210 | FONDATION GENEVOISE POUR LE DEPISTAGE DU CANCER DU SEIN | K 1 03 | L 10370 | 2011 | AF | 1,000,000 | ı | %0.0 | 1,000,000 | 1,000,000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 08601 | ASFAG | K 1 03 | L 10260 | 2012 | AF | 100,000 | 1 | %0.0 | 100,000 | 100,000.00 |
| 08.05.11.00 | 365 08702 | 385 08702 ACCOMPAGNANTS EN PSYCHIATRIE | | | | AF | 70'000 | 1 | %0.0 | 70,000 | |
| 08.05.11.00 | | 385 09702 ACTION PRÉVENTION DU JEU* | K 1 03 | | | AF | 128745 | -69,425 | -35.0% | 198'200 | 128745.56 |
| 08.05.51.00 | SERVICE D | 08.05.51.00 SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VETERINAIRES | | | | | 20,000 | • | %0.0 | 20,000 | • |
| 08.05.51.00 | 365 00163 | 385 00163 PROGRAMME DE PREVENTION DES ACCIDENTS PAR MORSURE | | | | AF | 20,000 | • | %0.0 | 20,000 | |

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| Į. | | | _ | | _ | | |
|----|--|--|---------------------------------------|---|--|---|--|
| | COMPTE 2008 | 2'545'500.00 | 30,000.00 | | 35,000.00 | 2'476'000.00 | 4'500.00 |
| | BUDGET 2009 | 2'694'500 | 30,000 | 100'000 | 000,09 | 2,500,000 | 4'500 |
| | 60 | -7.0% | .100.0% | .100.0% | .100.0% | %0.0 | %0.0 |
| | VARIATION PB 2010 / B 2009 | -189'000 -7.0% | -30,000 -100.0% | -100'000 | -60'000 -100.0% | 1,000 | • |
| | PROJET DE BUDGET 2010 | 2'505'500 | - | 1 | • | 2'501'000 | 4'500 |
| | LIAF | | AF | ΑF | AF | ΑF | ΑF |
| | Echéance | | | | | 2012 | 2012 |
| | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | | | | | L 10369 + PL10422 | PL 10422 |
| П | | - | | | | | |
| | Loi cadre | | 1137 | | 1137 | 1137 | 1137 |
| | Loi cadre | E LA PROMOTION ECONOMIQUE | | BIOSQUARE 2009-2010 | | | |
| | | VICE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE | | 34 00303 BIOSQUARE 2009-2010 | | | |
| | | 08.07.21.00 SERVICE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE | 08.07.21.00 364 00202 BIODATA BIODATA | 08.07.21.00 364 00303 BIOSQUARE 2009-2010 | 08.07.21.00 364 00401 PRIX INDUSTRIE ET HORLOGERIE | 08.07.21.00 365 01212 INCUBATEUR - E-CLOSION + FONGIT | 08.07.21.00 365 10152 SUBVENTION NON MONETAIRE - FONGITS, INTERETS SUR PRETS DU PA |

Allocations accordées à des tiers

ALLOCATIONS ACCORDEES A DES TIERS DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

COMPTE 2008 **BUDGET 2009** VARIATION PB 2010 / B 2009 PROJET DE BUDGET 2010 LIAF -SUOS BRUTAN

| TOTAL ETAT | | | 1'153'923'448 | 14'821'726 | 1.3% | 1'139'101'722 | 1'010'741'481.39 |
|--|--|----|---------------|-------------|---------|---------------|------------------|
| 3. INSTRUCTION PUBLIQUE | | | 77'759'500 | 8,233,000 | 12.3% | 69'226'500 | 66'012'280.01 |
| 03.11.00.00 SECRETARIAT GENERAL | | | 280,000 | -50,000 | -15.2% | 330,000 | 175'372.00 |
| 03.11.00.00 366 00701 FONDS ANIMATION JEUNESSE | | РР | 280'000 | -50,000 | -15.2% | 330,000 | 175'372.00 |
| 03.13.00.00 SERVICES PARTAGES ET LOGISTIQUES | | | 1'113'000 | 272'000 | 32.3% | 841,000 | 929'186.15 |
| 03.13.00.00 366 00801 BOURSES ET RESIDENCES | C 3 05 | ЬР | 132'000 | 132,000 | | | |
| 366 00901 | C 3 05 | ЬР | 413'000 | -30,000 | -6.8% | 443,000 | 588'500.00 |
| 03.13.00.00 366 01201 SUBVENTIONS AUX BILLETS JEUNES | C 3 05 | ЬЬ | 170,000 | 170,000 | | | |
| 03.13.00.00 366 04601 SUBVENTION A LA RESTAURATION COLLECTIVE | C 1 10 | ЬР | 250'000 | • | %0.0 | 250'000 | 211,629.15 |
| 03.13.00.00 366 06501 SFCAC - BOURSES / AIDE À LA PRODUCTION | L 4 30.04 | РР | • | -148'000 | -100.0% | 148,000 | 129'057.00 |
| 03.13.00.00 366 09902 FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES | L 4 30.04 | Ы | 148,000 | 148'000 | | | |
| 03.22.00.00 CYCLE D'ORIENTATION | | | 320,000 | | %0.0 | 320,000 | 310'171.45 |
| 03.22.00.00 366 06001 EXCURSIONS SCOLAIRES, CLASSES MULTICOLORES (CYCLE D'ORIENTATION) | J 6 05 | РР | 320,000 | • | %0.0 | 320,000 | 310'171.45 |
| 03.23.00.00 ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POST-OBLIGATOIRE | | | 1'039'500 | - | %0.0 | 1,039,500 | 581'631.75 |
| 03.23.00.00 386 06001 EXCURSIONS SCOLAIRES, CLASSES MULTICOLORES (POST-OBLIGATOIRE) | J 6 05 | РР | 1,016'500 | • | %0:0 | 1,016,500 | 581'631.75 |
| 03.23.00.00 366 09902 FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES | Legs, testaments, règlements de fonds | PP | 23,000 | • | %0:0 | 23,000 | , |
| 03.25.00.00 HAUTE ECOLE SPECIALISEE DE GENEVE | | | 4'453'000 | 191,000 | 4.5% | 4'262'000 | 3'783'000.00 |
| 03.25.00.00 366 07701 TAXES SCOLAIRES - HESSO | C 1 26 / C 1 27 | ЬР | 1,030,000 | 17,000 | 1.7% | 1,013,000 | 833,000.00 |
| 03.25.00.00 366 07801 TAXES SCOLAIRES - HESS2 | C126/C129 | Ъ | 3'241'000 | 174'000 | 2.7% | 3,067,000 | 2'950'000.00 |
| 03.25.00.00 366 07802 TAXES SCOLAIRES - HES-S2 MUSIQUE ET AUTRES ARTS | C 126 | PP | 182'000 | - | 0.0% | 182'000 | |
| 03.31.00.00 OFFICE DE LA JEUNESSE | | | 38'111'000 | 9'620'000 | 33.8% | 28'491'000 | 21'131'141.96 |
| 03.31.00.00 365 04201 POUR ENSEIGNEMENT MINEURS INVALIDES PLACES EN INSTITUTIONS PRIVÉES | J 3 55.03 | РР | 85,000 | • | %0.0 | 85,000 | 294'420.00 |
| 03.31.00.00 366 00121 ASSISTANCE ÉDUCATIVE EN MILIEU OUVERT (AEMO) | | В | 700,000 | 1 | %0.0 | 700'000 | |
| 03.31.00.00 366 00501 APPUI SOCIAL | J 6 05 | В | 191,000 | • | %0.0 | 191,000 | 224'684.25 |
| 03.31.00.00 366 00602 SUBSIDES POUR LA FORMATION SCOLAIRE SPECIALE | C 1 12.03 | PP | 19'865'000 | 1 '200 '000 | 6.4% | 18'665'000 | 10'494'867.40 |

ALLOCATIONS ACCORDEES A DES TIERS DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| | | L'UISIOLI | L'nistorique est retraite (en Italiqu | ne) pour r | aciliter i | a comp | arais | raite (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices | ercices | | | |
|-------------|-----------|---|---------------------------------------|---|---|----------|--------|---|-------------------------------|---------|-------------|---------------|
| SEBAICE | -SUOS | LIBELLÉ | | Loi cadre | LIAF : Loi de financement ou date de dépôt | Echéance | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 600 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 03.31.00.00 | 366 06001 | 001 EXCURSIONS SCOLAIRES / CLASSES MULTICOLORES | ES | J6 05/C 1 10.21 | | | ЬР | 750,000 | • | %0.0 | 750,000 | 750'000.00 |
| 03.31.00.00 | 366 08001 | 001 FRAIS DE PLACEMENTS | | E 430/J605 | | | ЬР | 16'500'000 | 8,420,000 | 104.2% | 8,080,000 | 9'367'170.31 |
| 03.31.00.00 | | 386 08902 FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES | S PHYSIQUES | relatifs au règlement du Fonds social et | | | Ъ | 20,000 | • | %0:0 | 20,000 | |
| 03.32.00.00 | OFFICE | 03.32.00.00 OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE | ONNELLE ET CONTINUE | | | | | 32'443'000 | -1'500'000 | -4.4% | 33'943'000 | 39'101'776.70 |
| 03.32.00.00 | | 366 00101 ALLOCATIONS D'APPRENTISSAGE | | C 2 05 | | | Ъ | 4'557'000 | 000,222 | 20.6% | 3,780,000 | 4'453'852.00 |
| 03.32.00.00 | | 386 00201 REMBOURSEMENT DE TAXES POUR APPRENTIS | | C 2 05 | | | g G | 367'000 | 17'000 | 4.9% | 350,000 | 358'669.10 |
| 03.32.00.00 | | 386 00301 ALLOCATIONS POUR LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL | ifessionnel | C 2 05 | | | д | • | - 000.8- | -100.0% | 3,000 | , |
| 03.32.00.00 | 366 00401 | 401 REMBOURSEMENT DE TAXES POUR LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL | ONNEMENT PROFESSIONNEL | C 120/C205 | | | Ъ | 974,000 | -626'000 | -39.1% | 1,600,000 | 951'623.00 |
| 03.32.00.00 | 366 01001 | 001 ALLOCATIONS ÉTUDES AUTOMATIQUES | | C 1 20 | | | ЬР | 21'123'000 | -1'927'000 | -8.4% | 23,050,000 | 20'671'211.00 |
| 03.32.00.00 | 366 02001 | 001 ALLOCATIONS ÉTUDES SPÉCIALES | | C 1 20 | | | В | 362'000 | -38,000 | -9.5% | 400,000 | 353'890.00 |
| 03.32.00.00 | 366 02101 | 101 CONVERSIONS DE PRÊTS EN ALLOCATIONS | | C 1 20 | | | Ь | 1,250,000 | 250,000 | %9'82 | 200,000 | 1'221'166.00 |
| 03.32.00.00 | | 366 03001 ALLOCATIONS D'ENTRAIDE | | C 1 30 | | | В | • | • | | | 534,000.00 |
| 03.32.00.00 | 366 04001 | 001 REMBOURSEMENT TAXES | | C 1 20 | | | Ы | 378,000 | -82,000 | -17.8% | 460,000 | 369'563.00 |
| 03.32.00.00 | 366 04201 | 201 REMBOURSEMENT DES ECOLAGES DE MUSIQUE | | C 1 20 | | | ЬР | 414,000 | 14,000 | 3.5% | 400,000 | 404'522.00 |
| 03.32.00.00 | | 386 05001 ALLOCATIONS D'ENCOURAGEMENT A LA FORMATION | NC | C 1 20 / C 2 05 | | | Ъ | | • | | | 7'499'752.20 |
| 03.32.00.00 | 366 05201 | 201 CHEQUES FORMATION | | C 2 05 /C 2 08 | | | A d | 2'818'000 | -182,000 | -6.1% | 3,000,000 | 2'194'034.30 |
| 03.32.00.00 | | 366 09902 FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES | | Testament de Mme Ehrhardt- Homung et arrêté CE relatif au Fonds Ehrhardt- Hornung | | | Ъ | 200,000 | | %0.0 | 200,000 | 89'494.10 |

ALLOCATIONS ACCORDEES A DES TIERS DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

482'926.70 32'755'776.40 33'520.45 -114.45 176'508.05 5,000,000.00 59'861'371.88 1760'016.64 73'687.00 6'000.00 284'513.55 1,000.00 1'367'004.30 707'569.55 707'684.00 176'508.05 482'926.70 66'621'388.52 10'741'186.35 9'762'390.28 6'584'324.75 760'016.64 920'064.00 920'064.00 92'012.50 COMPTE 2008 536'562 165'000 **BUDGET 2009** 177'110 177'110 3,000,000 66'610'000 34'525'000 11'200'000 50,000 1'920'000 100,000 450'000 40,000 20,000 1'398'672 685,000 685,000 71'530'000 11'450'000 920,000 1'404'000 536'562 95,000 100,000 1'404'000 3,000,000 9'190'000 3.9% 3.9% 10.2% 33.3% -5.8% 0.0% -4.0% 33.3% -13.5% 0.0% -60.0% 0.0% 0.0% 4.9% 4.9% 50.0% 0.0% 10.2% 32.0% -11.1% %0.0 4.8% 4.5% %0.0 -100.0% 285.7% PB 2010 / B 2009 81'726 27'000 54'726 1,000,000 -95,000 100,000 32'000 -43'200 -50,000 10,000 54'726 -30,000 008,89 27,000 2'842'200 1 '000 '000 -3'842'200 -4'677'200 550,000 410'000 68'800 PROJET DE BUDGET 2010 177'110 591'288 20,000 100'000 1'472'800 132'000 121'800 400'000 40'000 30'000 712'000 712'000 177'110 591,288 68'687'800 4,000,000 4'000'000 52'767'800 29'847'800 920,000 1'920'000 1'472'800 1'480'398 11'200'000 12'000'000 000,009,6 LIAF Ь Ы Ь Ы Ы Ы Ы Ы Ы Ы ЬР Ь Ы LIAF: Loi de financement ou date de dépôt M 2 05 / M 2 15.06 E 4 50.15 F 1 50.04 Loi cadre F1 50.04 M 2 05 M 2 05 M 1 05 M 2 05 M 2 05 M 2 05 4 05 4 05 4 05 4 05 4 05 L 4 05 4 55 14 05 05.02.00.00 AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE
05.02.00.00 366 05050 (LDTR LOIS 7292 ET 8883) PRISES EN CHARGE DES LOYERS IMPAYÉS DE PERSONNES ÉVACUÉES ET 5. CONSTRUCTION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION 366 07850 CHARGES DES PRÊTS SANS INTÉRÊTS ET À TAUX RÉDUITS (HCM-HLM) 366 01003 MODES DE PRODUCTION ET MATIERES PREMIERES RENOUVELABLES 06.06.00.00 365 12420 SUBVENTION NON MONETAIRE - PRETS A TAUX PREFERENTIELS PRESERVATION ESPACE RURAL ET RESSOURCES NATURELLES 04.05.02.00 366 00212 PRISON DE CHAMP-DOLLON : HOSPITALISATION HORS CANTON 366 07950 ALLOCATIONS DE LOGEMENT "SECTEUR SUBVENTIONNÉ" 366 08002 LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE MALADIES ET RAVAGEURS 366 00213 PRISON DE CHAMP-DOLLON: PECULE ET VETEMENTS 366 08150 SUBVENTION EN FAVEUR DES HABITATIONS MIXTES ALLOCATIONS DE LOGEMENT "SECTEUR LIBRE" 366 07456 SUBVENTION AUX PERSONNES PHYSIQUES 04.05.04.00 366 00117 RECLASSEMENT DES DETENUS LIBERES 04.05.05.00 SERVICE DES ETABLISSEMENTS DE DETENTION 05.06.00.00 366 07750 SUBVENTION AU LOGEMENT SOCIAL SUBVENTION EPARGNE LOGEMENT AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES 06.06.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE 04.05.04.00 SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION AMÉLIORATIONS FONCIÈRES 04.05.05.00 366 00213 PECULE ET VETEMENTS PROMOTION AGRICOLE 04.05.02.00 PRISON DE CHAMP-DOLLON 05.07.00.00 PATRIMOINE ET SITES INSTITUTIONS 366 08050 366 08250 366 00202 366 01101 366 02201 366 08850 366 07201 05.06.00.00 LOGEMEN 6. TERRITOIRE -SUOS BRUTAN 05.07.00.00 04.05.02.00 05.06.00.00 05.06.00.00 05.06.00.00 05.06.00.00 00.00.90.90 06.06.00.00 05.06.00.00 05.06.00.00 06.06.00.00 00.00.90.90 06.06.00.00 00.00.90.90

ALLOCATIONS ACCORDEES A DES TIERS DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| | | L'historique est retraite (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices |) pour i | aciliter is | compa | raiso | n eliue ies eac | ercices | | | |
|---------------|-----------------|--|--------------------------------------|--|------------|----------|--------------------------|-------------------------------|---------|-------------|----------------|
| SEBAICE | BRUTAN -SUOS | NATURE L'BELLÉ | | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance L | LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 600 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 06.06.00.00 | 0 366 08701 | ENCOURAGEMENT À LA PRODUCTION ANIMALE | M 2 05 / M 3 10.03 / M 3 15.03 | | ш. | Ь | 000,09 | -10,000 | -14.3% | 20,000 | 55'600.00 |
| 06.06.00.00 | | | M 2 05 / M 5 30 | | ш | Ы | 430,000 | 30,000 | 7.5% | 400,000 | 373/730.50 |
| 00.00.00.00 | 0 366 12401 | SUBVENTION NON MONÉTAIRE, PRÉTS CANTONAUX DE DÉSENDETTEMENT ET AEP À TAUX D'INTÉRÉTS 0% | M 2 05 | | | ЬР | 124'000 | • | %0.0 | 124'000 | |
| 7. SOLIDARITE | IDARII | E ET EMPLOI | | | | | 986'862'850 | 8'259'400 | %8.0 | 978'603'450 | 854'596'613.02 |
| 07.11.05.0 | SERVIC | 07.11.05.00 SERVICE DU TUTEUR GENERAL ADULTE | | | | Н | • | • | | • | 26'548.35 |
| 07.11.05.00 | | 366 00501 APPUI SOCIAL | J 6 05 | | ш | Ъ | | • | | | 26'548.35 |
| 07.14.11.0 | DIRECT | 07.14.11.00 DIRECTION GENERALE DE L'ACTION SOCIALE (DGAS) | | | | | 214'862'250 | 4'259'400 | 2.0% | 210'602'850 | 161'837'515.05 |
| 07.14.11.00 | | 385 00144 COMMISSION "FORFAIT INTÉGRATION" - DOMAINE ASILE | | | ш | Ы | 2,020,000 | -780'000 | -27.9% | 2,800,000 | 135'300.00 |
| 07.14.11.00 | | 386 00102 HOSPICE GENERAL : PRESTATIONS | J 4 05 | L 10149 | Z009 | Ь | 184'288'850 | 4'831'000 | 2.7% | 179'457'850 | 159'852'628.00 |
| 07.14.11.00 | 0 366 00103 | REMISE DE COTISATIONS AVS | | | ш. | ЬР | 400,000 | 200,000 | 100.0% | 200,000 | 80'239.10 |
| 07.14.11.00 | 0 366 00112 | LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS (PRESTATIONS DESTINÉES AUX VICTIMES) | J 4 10.02 | | ш. | Ъ | 881,000 | 300,000 | 51.6% | 581,000 | 581'000.00 |
| 07.14.11.00 | 0 366 00143 | SUBVENTION AIDE AU RETOUR | | | | Ы | 200,000 | 1 | %0.0 | 200,000 | 3'645.40 |
| 07.14.11.00 | 0 366 00200 | 00 INDEMNITES LAVI | J 4 10.02 | | | Ь | 000,066 | 1 | %0.0 | 000,066 | 1'184'702.55 |
| 07.14.11.00 | | 366 00302 ALLOCATION FAMILIALES POUR PERSONNES NON ACTIVES | J 5 10 | | ш. | Ъ | 25'100'000 | 1 | %0.0 | 25'100'000 | 1 |
| 07.14.11.00 | | 386 00409 MESURES DE SOUTIEN AUX PERSONNES AGEES (101 LAVS) | J 7 10 | | ш. | ЬР | 682'400 | -111'600 | -14.1% | 794,000 | • |
| 07.14.11.00 | | 386 01002 CONTRIBUTION AU PLACEMENT HORS CANTON DANS LE CADRE DE LA CIIS | | | ш. | ЬР | • | -180,000 | -100.0% | 180,000 | • |
| 07.14.22.0 | SERVIC | 07.14.22.00 SERVICE DES TUTELLES D'ADULTES | | | | | 40,000 | • | 0.0% | 40,000 | |
| 07.14.22.00 | | 366 00501 APPUI SOCIAL | | | ш | <u>Н</u> | 40,000 | • | %0.0 | 40,000 | |
| 07.14.33.0 | SERVIC | 07.14.33.00 SERVICE DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES | | | | | 487'860'600 | 0,000,000 | 1.2% | 481'860'600 | 441'753'474.72 |
| 07.14.33.00 | | 386 00114 PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES FEDERALES (PCF) - SPC | J 7 10 | | ш | H H | 343'700'000 | 12'807'783 | 3.9% | 330'892'217 | 304'098'672.23 |
| 07.14.33.00 | | 366 00214 ABONNEMENTS TPG - SPC | J 7 15 | | <u> </u> | <u>ٿ</u> | 6,550,000 | 150,000 | 2.3% | 6,400,000 | 6'324'369.80 |
| 07.14.33.00 | | 386 00314 SERVICE DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES : SERVICE SOCIAL | J 7 15 | | ш. | ЬР | 10,000 | • | %0.0 | 10,000 | 1,250.00 |
| 07.14.33.00 | | 366 00412 PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES CANTONALES (PCC) - SPC | J 7 15 | | <u></u> | ЬР | 132'100'600 | -6'957'783 | -5.0% | 139'058'383 | 126'050'304.49 |
| 07.14.33.00 | 366 00: | 366 00512 SERVICE DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES : PRESTATIONS D'ASSISTANCE | J 7 15 | | ш | ď | 5,200,000 | • | %0.0 | 5,200,000 | 5'278'878.20 |
| 07.14.51.0 | 0 SERVIC | 07.14.51.00 SERVICE DE L'ASSURANCE-MALADIE | | | | | 284'100'000 | -2,000,000 | -0.7% | 286'100'000 | 250'979'074.90 |
| 07.14.51.00 | | 366 00118 SUBSIDES AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES OU DEBITEURS | J 3 05 | | ш | Ъ | 242'600'000 | 1 | %0.0 | 242'600'000 | 159'875'335.95 |
| 07.14.51.00 | | 386 00313 CRÉANCE IRRÉCOUVRABLES DES ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES | J 3 05 | | | Ы | 41,500,000 | -2,000,000 | -4.6% | 43'500'000 | 37'228'176.95 |
| 07.14.51.00 | | 366 00502 SUBSIDES PARTIELS AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES | J 3 05 | | ш. | ЬР | | • | | | 53'875'562.00 |

ALLOCATIONS ACCORDEES A DES TIERS DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

COMPTE 2008 14,000 30,000 710'000 166'788 9'882'540 **BUDGET 2009** 5'100'000 5'100'000 44'000 710'000 11'085'100 1'035'772 5'854'000 %6.0 0.9% %0.0 1.4% 1.4% %9.6 49.6% *9.01*% 11.8% 25.0% %9.82 11.8% PB 2010 / B 2009 VARIATION 11,000 10'000 10,000 99'228 82'712 -81'940 000,009 621,000 000,009 11,000 100,000 L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices PROJET DE BUDGET 2010 1'135'000 249'500 9'800'600 25'000 30,000 720'000 22,000 720,000 11'185'100 6'475'000 5'700'000 5'700'000 11'185'100 LIAF ЬР Ь ЬР ЬР Ы LIAF: Loi de financement ou date de dépôt Loi cadre M 3 25 E 2 05 E 2 05 E 2 05 E 2 05 J 3 05 08.05.51.00 SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VETERINAIRES 366 04002 REMBOURSEMENT ÉMOLUMENTS TAXIS ARTICLE 32 LTAXIS 366 00312 FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE (FRAIS D'ENQUETES) JBELLÉ 14.01.00.00 366 00110 EMOLUMENTS DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE 366 00215 TRADUCTIONS, TÉMOINS, EXPERTISES AJ 08.05.51.00 365 00107 SUBVENTIONS SUITE A DES EPIZOOTIES 14.01.00.00 ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE 08.05.11.00 DIRECTION GENERALE DE LA SANTE (DGS) 08.05.11.00 366 00212 HOSPITALISATION HORS CANTON 366 00311 FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE 366 00122 SUBVENTION ESPACE LIBERTE 08.07.61.00 366 04001 REMBOURSEMENTS TAXES 08.07.61.00 OFFICE CANTONAL DU COMMERCE 4. POUVOIR JUDICIAIRE 8. ECONOMIE ET SANTE -SUOS BRUTAN

10'878'110.74

487'427.80

3'112'427.80 2'625'000.00

7'226'093.00 7'500.00 7'500.00

7'226'093.00 10'346'020.80

1'111'750.50 199'864.64 9'566'495.60

14.01.00.00

14.01.00.00 14.01.00.00

08.07.61.00

08.05.51.00

Subventions non soumises à la LIAF accordées

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

COMPTE 2008

BUDGET 2009

VARIATION PB 2010 / B 2009

PROJET DE BUDGET 2010

LIAF

LIAF: Loi de financement ou date de dépôt

LIBELLÉ

-SUOS BRUTAN **ЗЯ**ОТАИ

SERVICE

| TOTAL ETAT | | | | 26'343'664 | 2,866,706 | 28.7% | 20'476'958 | 60'274'720.88 |
|---------------------------------|---|--------|----------|------------|-----------|--------|------------|---------------|
| . CHANCELLERIE | 誤 | | | 245'354 | • | %0.0 | 245'354 | 598'326.00 |
| 01.01.02.00 SECRETARIAT GENERAL | AT GENERAL | | | 245'354 | | %0'0 | 245'354 | 598'326.00 |
| 01.01.02.00 360 00110 | 380 00110 CONFÉRENCE DES GOUVERNEMENTS CANTONAUX | | NS | 177'854 | 2'854 | 1.6% | 175,000 | 171'134.00 |
| 01.01.02.00 360 00210 F | 360 00210 FONDATION POUR LA COLLABORATION CONFÉDÉRALE | | SN | 58,000 | -2'854 | -4.7% | 60'854 | 417'955.00 |
| 01.01.02.00 360 00311 | 360 00311 CONTRIBUTION À LA BADAC | | NS | 9,200 | • | %0.0 | 9,200 | 9'237.00 |
| 3. INSTRUCTION PUBLIQUE | N PUBLIQUE | | | 8'507'000 | 1,264,000 | 17.5% | 7'243'000 | 6'783'362.08 |
| 03.11.00.00 SECRETARIAT GENERAL | AT GENERAL | | | 3'026'000 | 400,000 | 15.2% | 2'626'000 | 2'408'362.08 |
| 03.11.00.00 361 00501 | 361 00501 CONFÉRENCE INTERCANTONALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (SR/TI) | C 1 05 | NS | 1'642'000 | 000,068 | 31.2% | 1,252,000 | 1'140'850.00 |
| 03.11.00.00 361 00601 | 381 00801 CONFÉRENCE SUISSE DES DIRECTEURS CANTONAUX DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE | C 1 05 | NS | 935,000 | 41,000 | 4.6% | 894,000 | 857'802.00 |
| 03.11.00.00 361 00701 | 361 00701 COMMISSION PUBLICATION COLLECTION CH | C 1 05 | NS | | • | | | 4'604.00 |
| 03.11.00.00 361 00801 | 381 00801 CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES DIVERSES | C 1 05 | NS | 104'000 | -31,000 | -23.0% | 135'000 | 96'377.00 |
| 03.11.00.00 361 01101 | 381 01101 CONFÉRENCE UNIVERSITAIRE SUISSE | C 1 33 | NS | 285,000 | • | %0:0 | 285,000 | 281'777.00 |
| 03.11.00.00 361 02601 | 381 02601 COTISATIONS INTERCANTONALES | C 1 05 | SN | 000,09 | • | %0.0 | 000,09 | 26'952.08 |
| 03.32.00.00 OFFICE POU | 03.32.00.00 OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE | | | 5'481'000 | 864'000 | 18.7% | 4'617'000 | 4'375'000.00 |
| 03.32.00.00 363 02401 (| 363 02401 SUBVENTION CANTONALE ORDINAIRE AU FFPP | C 2 05 | N S | 2'235'000 | 410'000 | 22.5% | 1'825'000 | 1'875'000.00 |
| 03.32.00.00 363 02501 | 363 02501 SUBVENTION CANTONALE EXTRAORDINAIRE AU FFPP | C 2 08 | SN SN | 3'246'000 | 454'000 | 16.3% | 2'792'000 | 2'500'000.00 |
| 4. INSTITUTIONS | 0 | | | 26'018 | • | %0.0 | 26'018 | |
| 04.04.00.00 CORPS DE POLICE | OCICE OCICE | | | 26'018 | - | %0.0 | 26'018 | • |
| 04.04.00.00 362 10100 | 04.04.00.00 362 10100 SUBVENTION NON MONETAIRE - POLYCOM | | NS | 26'018 | - | %0.0 | 26'018 | |
| GONSTRUCTI | 5. CONSTRUCTION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | | | 1'949'500 | • | %0.0 | 1'949'500 | 2'136'502.00 |
| 05.01.00.00 CONSEIL D'I | 05.01.00.00 CONSEIL D'ETAT, SECRETARIAT GENERAL | | | 1'735'500 | • | %0.0 | 1'735'500 | 1'735'500.00 |
| 05.01.00.00 365 10155 | 365 10155 SUBVENTION NON MONETAIRE - TSR - DROIT DE SUPERFICIE | | SZ | 1,735,500 | • | %00 | 1,735,500 | 1735500 00 |

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| | | L'historique est retraite (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices | e) pour 1 | aciliter la | compar | raisoi | n entre les exe | ercices | | | |
|---------------|---------------------------|---|--|--|---------------|--------|--------------------------|-------------------------------|--------|-------------|--------------|
| SEBAICE | BRUTAN -SUOS BRUTAN | ГІВЕГГЕ | Loi cadre | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance LIAF | | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 60 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 05.04.00.00 | 05.04.00.00 BÂTIMENTS | NTS | | | | | 150,000 | - | %0'0 | 150,000 | 315'264.00 |
| 05.04.00.00 | | 385 07250 LOCATION AUPRÈS DE TIERS POUR ONG | A 2 65 | | NS | S | 150'000 | 1 | %0.0 | 150'000 | 5'144.00 |
| 05.04.00.00 | 365 07251 | LOCATION AUPRÈS DE TIERS POUR PMA ET OMC | Accord Conf- Canton-OMC, accord siège OMC annexe "L" PMA du 27.1.95 | | Ω Z | σ | | • | | | 310'120.00 |
| 05.07.00.00 | PATRIM | 05.07.00.00 PATRIMOINE ET SITES | | | | | 64,000 | - | %0.0 | 64,000 | 85'738.00 |
| 05.07.00.00 | | 382 07456 SUBVENTION AUX COMMUNES | L 4 05 | | NS | S | 64,000 | 1 | %0.0 | 64,000 | 85'738.00 |
| 6. TERRITOIRI | RITOIF | Ш | | | | | 10'870'305 | 3/870/605 | 25.3% | 002,666,9 | 6'234'299.35 |
| 06.02.00.00 | DIRECT | 06.02.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'INTERIEUR | | | | | 753'000 | -150,000 | -16.6% | 903,000 | 507'331.40 |
| 06.02.00.00 | | 363 00105 HABILLEMENT ET ÉQUIPEMENT DES MUSIQUES CANTONALES | G 1 25.03 | | NS | တ | 30,000 | • | %0.0 | 30,000 | 5'332.40 |
| 06.02.00.00 | | 363 00203 SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX MUSIQUES CANTONALES | G 1 25.03 | | ž | NS | 000,09 | • | %0.0 | 000,09 | 00.000.09 |
| 06.02.00.00 | 363 00302 | 02 RÉTRIBUTION DES CHEFS DE MUSIQUE | G 1 25.03 | | ž | NS | 163,000 | • | %0.0 | 163'000 | 161'899.00 |
| 06.02.00.00 | 363 10103 | 33 SUBVENTION NON MONETAIRE - ELITE CORPS DE MUSIQUE, LOCAUX | G 1 25.03 | | ž | NS | 75,000 | • | %0.0 | 75,000 | 75,000.00 |
| 06.02.00.00 | | 363 10104 SUBVENTION NON MONETAIRE - LANDWEHR CORPS DE MUSIQUE, LOCAUX | G 1 25.03 | | NS | S | 75,000 | • | %0.0 | 75,000 | 75,000.00 |
| 06.02.00.00 | | 367 00214 INTERREG IV | | L 10062 | ž | NS | 350,000 | -150'000 | -30.0% | 200,000 | 130'100.00 |
| 06.04.00.00 | DIRECT | 06.04.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT | | | | | 9'162'005 | 3'956'405 | %0'92 | 5'205'600 | 4'919'626.85 |
| 06.04.00.00 | 361 00115 | FONDS ENERGIE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES : SUBVENTIONS ACCORDÉES AU CANTON | L 2 40 | | SN | တ | 2'154'500 | • | %0.0 | 2'154'500 | 2'541'930.55 |
| 06.04.00.00 | | 382 00111 SOUTIEN AUX ACT. D'INFO., DE SENSIBILISATION ET DE FORM. AUX COMMUNES | L 1 20 | | ž | NS | 120,000 | -80,000 | -40.0% | 200,000 | 29'983.30 |
| 06.04.00.00 | 362 00113 | FONDS ENERGIE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES : SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX COMMUNES | L 2 40 | | ž | SN | 1751'100 | • | %0.0 | 1,751,100 | 711'965.00 |
| 06.04.00.00 | 363 00124 | CONV. INTERC. EXPLOITATION LABO REGIONAL OUEST EVENEMEN | K 1 70.06 | | NS | S | 36'405 | 36,405 | | | |
| 06.04.00.00 | 364 00117 | SOUTIEN AUX ACTIVITÉS D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION A LA SADEC | L 1 20 | | NS | S | 100,000 | 1 | %0.0 | 100,000 | 100,000.00 |
| 06.04.00.00 | 364 00314 | | L 2 30.01 | | NS | S | 5,000,000 | 4,000,000 | 400.0% | 1,000,000 | 1'535'748.00 |
| 06.05.00.00 | DIRECT | 06.05.00.00 DIRECTION GENERALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE | | | | | 263'300 | 24'200 | 10.1% | 239'100 | 421'362.20 |
| 06.05.00.00 | 362 07014 | FONDS FORESTIER: SUBVENTIONS AUX COMMUNES (LIEES AUX SUBVENTIONS FEDERALES) | M 5 10 | | NS NS | ဟ | 52'000 | • | %0.0 | 52,000 | 52'000.00 |
| 06.05.00.00 | 365 07912 | INDEMNITÉS AUX PÉCHEURS PROFESSIONNELS POUR L'ÉCOULEMENT DU POISSON BLANC | Art 31 du Concordat intercantonal sur la pèche dans le Lac Léman du 7 oct. 1999 | | Ø Z | Ø | 2,000 | -100 | -4.8% | 2'100 | 1,800.00 |
| 06.05.00.00 | | 385 08511 SUBVENTIONS SUITE AUX DÉGÂTS DUS A LA FAUNE | M 5 05 | | NS | Ø | 209,300 | 24'300 | 13.1% | 185'000 | 367'562.20 |
| | | | | | | | | | • | | 7 |

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| SEBVICE | BRUTAN -SUOS | г | Loi cadre fin | LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | Echéance LIAF | PROJET DE BUDGET 2010 | VARIATION PB 2010 / B 2009 | 000 000 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|---------------|-----------------|---|-----------------------|--|---------------|--------------------------|-------------------------------|--------------|-------------|---------------|
| 06.06.00.00 | DIRECT | 06.06.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE | | | | 442,000 | 40,000 | 10.0% | 402,000 | 319'456.10 |
| 00:00:00 | | 362 07210 AMÉLIORATIONS FONCIÈRES | M 1 05 | | NS | 200,000 | 000,08- | -28.6% | 280,000 | 139'852.35 |
| 06.06.00.00 | 362 08010 | LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE MALADIES ET RAVAGEURS | M 2 05 / M 2 15.06 | | NS | 25'000 | 20,000 | 400.0% | 2,000 | 454.75 |
| 06.06.00.00 | 364 07210 | 0 AMÉLIORATIONS FONCIÈRES | M 1 05 | | ž | 200,000 | 100,000 | 100.0% | 100,000 | 156'691.00 |
| 06.06.00.00 | 364 07310 | 0 AGRIDEA | | | NS | | 200 | -100.0% | 200 | 200.00 |
| 06.06.00.00 | 364 07410 | 0 CENTRALE SUISSE DE CULTURE MARAÎCHÈRE | M 2 05 | | ž | 9,000 | | %0.0 | 000,6 | 8,850.00 |
| 06.06.00.00 | 364 07710 | 0 RECHERCHE ET VULGARISATION BIOLOGIQUE | M 2 05 | | NS | | | | | 7,000.00 |
| 06.06.00.00 | 364 09210 | 0 OFFICE INTERCANTONAL DE CERTIFICATION | M 2 05 | | NS | 8,000 | 200 | %2'9 | 7'500 | 7'458.00 |
| 06.06.00.00 | 365 00120 | MESURES D'URGENCE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE GENEVOISE | M 2 36 | | NS | 9 | - | | | -1'350.00 |
| 06.08.00.00 | DIRECT | 06.08.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'EAU | | | | 250'000 | - [| 0.0% | 250'000 | 66'522.80 |
| 06.08.00.00 | | 382 00113 FONDS CANTONAL DE RENATURATION : SUBVENTIONS ACCORDEES AUX COMMUNES | L 2 05 | | SN | 200,000 | | %0.0 | 200,000 | 66'522.80 |
| 06.08.00.00 | 366 07010 | 0 FONDS CANTONAL DE RENATURATION : PARTICIPATION À DES PRIVÉS | L 2 05 | | SN | 50,000 | | %0.0 | 20,000 | 1 |
| 7. SOLIDARITE | DARI | E ET EMPLOI | | | | 411'996 | 1,600 | 0.4% | 410'396 | 42'762'456.10 |
| 07.04.01.00 | OFFICE | 07.04.01.00 OFFICE CANTONAL DE L'EMPLOI - PART CANTONALE | | | | 150,000 | | %0'0 | 150,000 | 150'000.00 |
| 07.04.01.00 | | 365 00219 INTERMITTENTS DU SPECTACLE | J 2 20 | | NS | 150,000 | | %0.0 | 150,000 | 150'000.00 |
| 07.14.11.00 | DIRECT | 07.14.11.00 DIRECTION GENERALE DE L'ACTION SOCIALE (DGAS) | | | | 261,996 | 1,600 | <i>9.0</i> % | 260'396 | 42'612'456.10 |
| 07.14.11.00 | | 360 00211 PART DU CANTON À L'AI | 831.2 | | NS | | • | | | 42'433'832.00 |
| 07.14.11.00 | | 381 00211 CSIAS - CONFÉRENCE SUISSE DES INSTITUTIONS D'ACTION SOCIALE | Intercantonal | | NS | 18'396 | , | %0.0 | 18'396 | 18'396.00 |
| 07.14.11.00 | 361 00312 | CONFÉRENCE DES DIRECTEURS DES AFFAIRES SOCIALES | Intercantonal | | SN | 89'100 | 1,600 | 1.8% | 87'500 | 87'500.00 |
| 07.14.11.00 | 363 00112 | COMMISSION CONSTULTATIVE EN MATIERE D'ADDICTIONS | K 1 75.03 | | SN | 4,500 | | %0.0 | 4'500 | 641.20 |
| 07.14.11.00 | | 383 00210 COMMISSION CANTONALE DE LA FAMILLE | J5 03.06 | | SN | 20,000 | | %0.0 | 50,000 | 47'974.50 |
| 07.14.11.00 | | 383 00502 COMMISSION CANTONALE D'INDICATION | | | SN | 100,000 | | %0.0 | 100,000 | 24'112.40 |
| 8. ECO | MON | 8. ECONOMIE ET SANTE | | | | 4'333'491 | 730'501 | 20.3% | 3'602'990 | 1'759'775.35 |
| 08.01.11.00 | PRESID | 08.01.11.00 PRESIDENCE, SECRETARIAT GENERAL | | | | 689'311 | 11711- | -1.7% | 701'022 | 569'834.00 |
| 08.01.11.00 | | 361 00121 CDS- SEARCH RESISTANCE ANTIBIOTIQUE | | | SN | 17'311 | 17'311 | | | |
| 08.01.11.00 | 361 00122 | ES FONDATION SECURITE DES PATIENTS | | | NS | 40,000 | 40,000 | | | |
| 08.01.11.00 | 361 00123 | 3 CDS- ACADEMIE CHIROPRATIQUE | | | NS | 10,000 | 10,000 | | | |
| 08.01.11.00 | 361 00210 | OCONFÉRENCE DIRECTEURS AFFAIRES SANITAIRES | K 1 03 | | SN | 152'000 | .43'972 | -22.4% | 195'972 | 161'653.00 |
| 08.01.11.00 | | 381 00511 OBSERVATOIRE DE LA SANTE | K 1 03 | | SN | 90,000 | | 0.0% | 000,06 | 86'500.00 |
| 08.01.11.00 | | 381 01010 CLASS - CONFÉRENCE LATINE AFFAIRES SANITAIRES SOCIALES | K 1 03 | | NS | 380,000 | -35.050 | -8.4% | 415'050 | 321'681.00 |
| | | | | | | | | | | |

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

198'238.65 10'000.00 228'375.75 30'144.65 38'094.00 20'000.00 74'585.70 542'571.00 5'000.00 40'000.00 228'375.75 74'585.70 348'502.00 25'000.00 35,000.00 00,695,601 50,000.00 13'000.00 COMPTE 2008 78,000 40,000 326'188 30,000 276'188 20'000 78'000 20'000 613'180 13'000 160'000 **BUDGET 2009** 000,06 50,000 1,500,000 20,000 25'000 180 5,000 1,500,000 000,001 275'000 35,000 0.0% %0.0 -1.3% -1.3% 0.0% 0.0% 142.8% 0.0% -9.9% 0.0% 0.0% -15.3% -24.0% %0.0 0.0% -15.3% 6.7% -5.2% 0.0% -100.0% -100.0% VARIATION PB 2010 / B 2009 -230,000 -32'288 2'000 -14'288 -20,000 -1'000 -1,000 820'000 875'500 -24'000 6,200 133,000 -230,000 100,000 160'000 L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices 50,000 40,000 293'900 32'000 20'000 76'000 77'000 77'000 20'000 13'000 375,000 25'000 35,000 6'500 90,000 '270'000 1'270'000 261'900 '488'680 320'000 180 PROJET DE BUDGET 2010 133,000 5,000 SN NS SN LIAF SN SN SN SS SN SS SS SN SS SN SN SN SN SN SS SN Loi cadre A 2 60 A 2 60 K 1 05 K 1 03 K 1 03 K 1 03 08.05.51.00 SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VETERINAIRES
08.05.51.00 381 00119 PARTICIPATION CANTONALE AU SYSTÈME D'INFORMATION DU SERVICE VÉTÉRINAIRE
PUBLIC (SISVET) 08.07.11.00 360 00114 SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACCORDÉE À L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME CDEP-SO NOUVELLE POLITIQUE REGIONALE (NPR) - PROMOTION SECTORIELLE FFSRT (FONDATION FRANCO-SUISSE POUR RECHERCHES ET TECHNOLOGIES) CDEP-SO CONF. DEPT ECONOMIE PUBLIQUE DE SUISSE OCCIDENTALE NOUVELLE POLITIQUE REGIONALE (NPR) - APPUI A L'INNOVATION CONF. DEPT ECONOMIE PUBLIQUE DE SUISSE OCCIDENTALE CDEP-SO RESEAU PROMOTION ECONOMIQUE REGIONALE FFSRT - SUBVENTION NON MONÉTAIRE - INTÉRÊTS PRIX CANTONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE 08.05.41.00 361 00311 CENTRE SUISSE INFORMATION TOXICOLOGIQUE JBELLÉ 08.03.21.00 362 00100 LOCAUX MIS A DISPOSITION DES COMMUNES * 361 00201 CENTRE DE DOCUMENTATION LAUSANNE 08.01.15.00 362 00112 SOUTIEN AUX AGENDAS 21 COMMUNAUX 361 00120 PROGRAMME LATIN DE DON D'ORGANES 360 00213 PARTICIPATION AUX ACTIONS DE L'OSEC 08.03.21.00 DIRECTION GENERALE DU RESEAU DE SOINS 08.05.11.00 361 00113 INTERASSOCIATION DE SAUVETAGE 08.05.11.00 DIRECTION GENERALE DE LA SANTE (DGS) 08.07.11.00 DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES 08.01.15.00 SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE 08.05.41.00 SERVICE DU PHARMACIEN CANTONAL PRIX MICHEL BAETTIG LEONARDO **PIPADES** 361 00117 365 00221 361 00301 361 00314 361 00604 361 02602 361 02603 361 02604 361 10010 365 00506 365 00207 08.05.51.00 08.05.11.00 08.05.11.00 08.01.15.00 08.05.11.00 08.07.11.00 08.07.11.00 08.07.11.00 08.07.11.00 08.07.11.00 08.07.11.00 08.07.11.00 08.07.11.00 08.07.11.00 08.07.11.00

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2008 A 2010 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

| 800 | 0.25 | 0.25 | | | 4,000.00 | | 0.00 | 15,600.00 |
|--|--|-----------------------------|--|------------------------------------|---|--|---|--|
| COMPTE 2008 | 40'570.25 | 36'570.25 | | | 4,00 | | 15'600.00 | 15'60 |
| BUDGET 2009 | 259'000 | 110'000 | | 100,000 | 4,000 | 45,000 | 15'600 | 15'600 |
| - 600 | 50.2% | -100.0% | | -100.0% | %0:0 | %0.0 | 0.0% | %0.0 |
| VARIATION PB 2010 / B 2009 | 130,000 | -110'000 -100.0% | 340,000 | -100'000 | • | 1 | • | • |
| PROJET DE BUDGET 2010 | 389,000 | - | 340'000 | ı | 4'000 | 45'000 | 15'600 | 15'600 |
| LIAF | | SN | NS | NS | NS | NS | | NS |
| Echéance | | | | | | | | |
| LIAF: Loi de financement ou date de dépôt | | | | | | | | |
| Loi cadre | | 1137 | | 1137 | 1137 | 1137 | | |
| LIBELLÉ | ECONOMIQUE | | 08.07.21.00 364 00110 ACTION EN FAVEUR DE L'ECONOMIE GENEVOISE | 60 | 365 00615 OFFICE SUISSE D'EXPANSION COMMERCIALE | 365 10161 SUBVENTION NON MONETAIRE - OGCM, CAPITAL DE DOTATION | J COMMERCE | 08.07.61.00 365 00115 FEDERATION ROMANDE DES CONSOMMATRICES, SECTION GENEVOISE |
| | ELA PROMOTION | MIPIM | ACTION EN FAY | TELECOM 20 | OFFICE SUIS | SUBVENTIC | TONAL DI | FEDERATIC |
| -SUOS BRUTAN | VICE DE LA PROMOTION | 4 00102 MIPIM | 4 00110 ACTION EN FAV | 4 00403 TELECOM 20 | is 00615 OFFICE SUIS | S 10161 SUBVENTIC | ICE CANTONAL DI | is 00115 FEDERATIC |
| BRUTAN -SUOS BRUTAN | 08.07.21.00 SERVICE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE | 08.07.21.00 364 00102 MIPIM | 00 364 00110 ACTION EN FAV | 08.07.21.00 364 00403 TELECOM 2009 | 08.07.21.00 365 00615 OFFICE SUIS | 08.07.21.00 365 10161 SUBVENTIC | 08.07.61.00 OFFICE CANTONAL DU COMMERCE | .00 365 00115 FEDERATIC |

Subventions accordées n'ayant pas de ligne propre

SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

| CR | Nature et sous-nature | Libellé | PB 2010 |
|-------------|--|---|--|
| DIP | | | 10'161'830 |
| 3.11.00.00 | Rubrique prévu | Contribution à la promotion de la paix de pour le financement de projets ponctuels non connus à l'avance (octroi sur étude sçus dans le courant de l'année) | 218'900 |
| 3.11.00.00 | | Subventions ponctuelles ue pour le financement de projets ponctuels non connus à l'avance (octroi sur étude eçus dans le courant de l'année) | 79'400 |
| 3.13.00.00 | | Grandes manifestations Association Sirocco (Black Movie) Association Archipel éficiaires ne sont pas connus dans le cadre budgétaire (montants accordés sur étude eçus) | 147'500 50'000 60'000 |
| 93.13.00.00 | | Aide ponctuelle à la culture Théâtre de l'Usine Association Cave 12 Association Gli Angeli Genève Compagnie Greffe L&N Production - Compagnie 7273 éficiaires ne sont pas connus dans le cadre budgétaire (montants accordés sur étude | 1'455'000 50'000 30'000 70'000 60'000 40'000 |
| 03.13.00.00 | | Aide aux compagnies indépendantes Association Théâtre Spirale Compagnie l'Alakran Association le troisième spectacle Compagnie Alias 100% Acrylique Compagnie STT Helvetic Shakespeare | 800'000 120'000 100'000 80'000 160'000 80'000 80'000 |
| 03.13.00.00 | 365.06701 | éficiaires ne sont pas encore connus ou contrats en cours de négociation Diffusion et échanges culturels es ne sont pas connus dans le cadre budgétaire (montants accordés sur étude des | 711'870 |
| 03.31.00.00 | 365.04701 Bien que les bé pour les colonie | Colonies de vacances Centre protestant de vacances Association du scoutisme genevois Caritas-Jeunesse Vacances Nouvelles Mouvement de la jeunesse suisse romande énéficiaires sont en général les mêmes d'une année à l'autre, les montants octroyés es et camps de vacances ne sont pas connus dans le cadre budgétaire (octroi en urnées de camps réelles) | 1'439'000 350'000 270'000 172'000 95'000 83'000 |
| | | | |
| 03.31.00.00 | | Soutien à l'enfance Pro Juventute Genève butions seront connues ultérieurement | 501'660 382'160 |
| 03.31.00.00 | Les autres attril 365.08801 Les bénéficiaire l'objet de prévis | Pro Juventute Genève | |
| | Les autres attril 365.08801 Les bénéficiaire l'objet de prévis stages de perfe | Pro Juventute Genève butions seront connues ultérieurement Cours à divers organismes es et les montants octroyés ne sont pas connus dans le cadre budgétaire mais font sions (octroi en fonction des dépenses déterminantes des organisateurs de cours et | 382'160 |
| 03.32.00.00 | Les autres attril 365.08801 Les bénéficiaire l'objet de prévis stages de perfe | Pro Juventute Genève butions seront connues ultérieurement Cours à divers organismes es et les montants octroyés ne sont pas connus dans le cadre budgétaire mais font sions (octroi en fonction des dépenses déterminantes des organisateurs de cours et ectionnement ou par contrat de prestations) Subv. cantonale pour la formation de base - Cours interentreprise | 382'160 742'000 |

SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

| CR | Nature et sous-nature | Libellé | PB 2010 |
|------------|-----------------------|--|--------------------------------|
| DI | | | 463'90 |
| | 365.00915 | Conseil d'Etat et Secrétariat général "Subventions diverses" | 19'90 |
| | Rubrique prévue | e pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avanc | е |
| 4.06.02.00 | 365.00300 | Service pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes "Diverses | 70'00 |
| | | associations féminines" Association pour les archives de la vie privée | 30'00 |
| | | Centre de liaison des associations féminines Genevoises | 30'00 |
| | | Autres divers non connus à ce jour | 10'00 |
| 4.06.03.00 | 365.00810 | Subventions projets antiracistes | 100'00 |
| | Rubrique prévue | e pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avanc | е |
| 4.06.03.00 | 365.00916 | Bureau de l'intégration "Subventions liées à des mandats de prestations" | 24'00 |
| | Rubrique prévue | e pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avanc | е |
| 4 06 03 00 | 365.09912 | Bureau de l'intégration "Subventions diverses" | 250'00 |
| 4.00.00.00 | | - | |
| | Rubrique prevue | e pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avanc | e |
| DT | 005 00404 | Dufatidamen et accuftament afaifant antique to a transition and a second a second and a second a | 157'00 |
| 6.01.00.00 | 365.00131 | Présidence et secrétariat général : subventions associations diverses | 16'0 |
| | | Association pour le droit à l'environnement (ADE) Autres divers non connus à ce jour | 5'00 11'00 |
| 6.02.00.00 | 365.09912 | Service des affaires extérieures : Autres subventions | 30'00 |
| | | Autres divers non connus à ce jour | 30'00 |
| 6.03.00.00 | 365.08002 | Transports collectifs - subventions diverses | 103'00 |
| | | GAPP Pedibus | 30'00 |
| | | Genève Roule | 50'00 |
| | | Suisse Mobile | 23'0 |
| 6.06.00.00 | 364.09911 | Agriculture : Subventions diverses Autres divers non connus à ce jour | 5'0 (5'0) |
| 6 06 00 00 | 365.09912 | Agriculture : Autres subventions | 3'00 |
| 0.00.00.00 | 000.03312 | Autres divers non connus à ce jour | 3'00 |
| DSE | | | 1'000'0 |
| 7.14.11.00 | 363.09910 | FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES | 100'00 |
| | Rubrique prévue | e pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avanc | e. |
| | | FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET | |
| 7.14.11.00 | 365.09911 | PONCTUELLES | 400'00 |
| | Rubrique prévue | e pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avanc | e. |
| 7.14.11.00 | 365.09913 | BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES | 500'00 |
| | | e pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avanc | e. |
| DES | Transcription process | | 9'434'75 |
| _ | 362.00100 | LOCAUX MIS A DISPOSITION DES COMMUNES | 1'270'00 |
| | | Communes | 1'270'00 |
| 0 02 24 00 | 365.00204 | DGCASS : Foyes de jour - autres institutions | 6'251'0 |
| 0.03.21.00 | 303.00204 | Foyers de jour | 4'772'48 |
| | | Sages-femmes à domicile | 497'00 |
| | | Chaperon rouge | 261'5 |
| | | Programme de soutien aux proches de personnes atteintes de la madie d'Alzheimer | 60'00 |
| | | Intervenants soins de longue durée | 660'00 |
| 8.03.21.00 | 365.00306 | DGCASS : Actions ponctuelles aide à domicile | 250'00 |
| | | Actions ponctuelles | 250'0 |
| 8.05.11.00 | 365.00110 | Dime de l'alcool : actions de prévention | 1'060'0 |
| | | Actions ponctuelles | 60'00 |
| | | CIPRET | 500'0 |
| | | FEGPA | 500'0 |
| | 265 00129 | DGS : Actions de prévention de la santé | 475'0 |
| 8.05.11.00 | 303.00130 | A ations panetualles | |
| 8.05.11.00 | 303.00138 | Actions ponctuelles | 475'0 |
| | 365.09702 | Actions ponctuelles DGS : Actions de prévention du jeu Actions ponctuelles | 4/5'0 128'7 128'7 |

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Légende :

ND, division par zéro NS, variation supérieure à + 1000% et - 1000%

Récapitulation du PROJET de Fonctionnement de l'État

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------|---|------------------------|---------------|--------------------|-------|-----------------------|---------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| | RÉCAPITULATION DU PROJET DE L'ÉTAT | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 7.631.662.568 | | 33.896.965 | 0,4 | 7.597.765.603 | 7.993.478.791,86 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 7.267.050.909 | -346.035.014 | -4,5 | 7.613.085.923 | 8.489.364.071,07 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -364.611.659 95,22% | | -379.931.979 | -5,0 | 15.320.320 100,20% | 495.885.279,21 106,20% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 2.072.031.906 | | 55.642.661 | 2,8 | 2.016.389.245 | 1.990.605.040,80 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 416.285.843 | | -6.537.687 | -1,5 | 422.823.530 | 384.486.592,76 |
| 32 | INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS | 319.605.000 | | 1.283.800 | 0,4 | 318.321.200 | 349.293.493,58 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 607.373.067 | | 7.430.688 | 1,2 | 599.942.379 | 1.008.684.954,22 |
| 34 | PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION | 468.307.311 | | -53.161.902 | -10,2 | 521.469.213 | 519.102.723,36 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 178.978.810 | | -62.489.456 | -25,9 | 241.468.266 | 207.747.989,70 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 3.539.226.631 | | 88.648.661 | 2,6 | 3.450.577.970 | 3.277.859.072,85 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 29.854.000 | | 3.080.200 | 11,5 | 26.773.800 | 255.698.924,59 |
| 40 | IMPÔTS | | 5.216.265.670 | -361.570.000 | -6,5 | 5.577.835.670 | 5.755.223.106,50 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 14.695.023 | -3.649.227 | -19,9 | 18.344.250 | 13.367.334,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 366.984.738 | 68.440.109 | 22,9 | 298.544.629 | 432.386.648,74 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 656.922.349 | -42.068.582 | -6,0 | 698.990.931 | 960.896.653,94 |
| 44 | PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION | | 553.278.692 | 1.746.144 | 0,3 | 551.532.548 | 593.640.157,79 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 147.038.804 | -16.888.532 | -10,3 | 163.927.336 | 181.310.304,41 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 282.011.633 | 4.874.874 | 1,8 | 277.136.759 | 296.840.941,10 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 29.854.000 | 3.080.200 | 11,5 | 26.773.800 | 255.698.924,59 |

Récapitulation du département CHANCELLERIE

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B10 -B09 | | | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-----------------------|-----------|--------------------|-------|-----------------------|--------------------------|-------------|-------------|
| RUBRIQUE | LIBELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 50501.2000 | 72 2000 | | |
| 01.00.00.00 | CHANCELLERIE | | | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 18.440.087 | | -3.031.840 | -14,1 | 21.471.927 | 15.776.986,19 | | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.375.264 | 45.807 | 2,0 | 2.329.457 | 2.217.540,23 | | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -16.064.823 12,88% | | 3.077.647 | 2,0 | -19.142.470 10,85% | -13.559.445,96 14,06% | | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 13.469.142 | | 965.025 | 7,7 | 12.504.117 | 10.621.401,12 | | |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 4.441.512 | | -3.992.644 | -47,3 | 8.434.156 | 4.321.959,07 | | |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 7.379 | | 4.379 | 146,0 | 3.000 | | | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 522.054 | | -8.600 | -1,6 | 530.654 | 833.626,00 | | |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 230.000 | 30.000 | 15,0 | 200.000 | 227.293,80 | | |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 53 | 0 | 0,0 | 53 | 23,54 | | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 2.145.211 | 15.807 | 0,7 | 2.129.404 | 1.845.222,89 | | |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | | | | | 145.000,00 | | |
| | | | | | | | | | |

Fonctionnement

Considérations générales

Le projet de budget de fonctionnement de la chancellerie d'Etat est en forte diminution par rapport au budget 2009. Cette baisse de 3.99 millions de francs, soit - 47.3 %, constatée à la rubrique dépenses générales résulte d'une pratique constante visant à élaborer des budgets qui correspondent au plus près aux besoins de l'année concernée.

Les montants qui faisaient partie de la dotation 2009 pour la manifestation World Telecom ainsi que pour les dépouillements centralisés des élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat ne sont pas reconduits dès lors que ces événements ne se produiront pas en 2010.

Ainsi, les budgets de la chancellerie d'Etat reflètent la stricte réalité et incitent les services à poursuivre les efforts qui ont permis, notamment dans le cadre de plan de mesures du Conseil d'Etat, d'économiser plus de 7 millions de francs sur la dernière législature.

Deux nouvelles structures ont été rattachées administrativement à la chancellerie d'Etat en 2009. Il s'agit du groupe de confiance et du préposé à la protection des données.

Dès lors qu'il n'était pas possible de se baser sur les comptes 2008 pour évaluer les besoins de ces deux services, le résultat du bouclement semestriel des comptes 2009 et les projections ont été pris en considération pour adapter leurs budgets aux besoins réels.

| 01.00.01.00 Conseil d'Etat et Chancelier | | | | | | | |
|--|----------------|---------------------|----------------|----------------|--|--|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | | |
| Total en F | 2'280'745 | -19'555 | 2'300'300 | 2'117'009 | | | |
| 43 recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | | |
| Total | 12 | 85'000 | 85'012 | 156'229 | | | |

La contribution des Conseillers d'Etat et du Chancelier à leur retraite est désormais comptabilisée à l'office du personnel de l'Etat qui en assure la gestion.

| 01.01.02.00 secrétariat géné | ral | | | |
|-------------------------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 5'969'667 | 189'234 | 5'780'433 | 5'807'450 |
| Total en postes | 40.03 | -0.5 | 40.53 | |
| Transfert interne d'un demi-poste a | u service du protocol | е | | |
| 31 dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total | 1'371'959 | 81'290 | 1'290'669 | 1'372'473 |

Le montant inscrit sous rubrique *prix - souvenirs et dons* suit l'évolution du nombre de centenaires habitant le canton, en constante augmentation.

Missions

Le secrétariat général assure notamment la préparation des séances du Conseil d'Etat et leur déroulement (recueil et consolidation des documents à disposition du gouvernement et du Chancelier d'Etat).

Il se charge de l'établissement et de la diffusion des procès-verbaux et des travaux du secrétariat du Gouvernement.

Le secrétariat général assure également la coordination des activités, la planification des projets et travaux en cours ainsi que la circulation des informations avec l'aide des divers services de la chancellerie.

Pour mener à bien les tâches qui lui sont confiées, le secrétariat général de la chancellerie d'Etat s'appuie sur :

Le contrôle interne et sécurité - Le soutien administratif au collège des secrétaires généraux - La direction administrative et financière - La direction de l'organisation des systèmes d'information et du dépouillement centralisé - Le service des ressources humaines et traducteurs-jurés - Le service administratif du Conseil d'Etat - La coordination avec le Grand Conseil - Le service du protocole - Le service de communication et d'information - La direction des affaires juridiques.

Objectif 2010 - Priorité

Ressources humaines

La gestion des apprenti-e-s nécessite à juste titre un investissement en temps et en attention plus soutenu qu'auparavant. Il a été constaté que, de ce fait, les services hésitaient à prendre de nouveaux-velles apprenti-e-s.

Afin de remédier à cette situation et d'accroître encore la dynamique de formation, la chancellerie prévoit de centraliser la gestion des apprenti-e-s et de mettre en place un système de stages dans les différents services. Cela permettra d'une part de rationnaliser les tâches liées à l'accompagnement des apprenti-e-s et d'autre part, à ceux-ci d'acquérir un bagage professionnel encore plus complet dès lors qu'ils/elles accumuleront une expérience en relation avec les différentes missions de la chancellerie très variées du fait de sa position centrale au sein de l'Etat de Genève.

Contrôle interne

Le tableau de bord consolidé des activités de la chancellerie, destiné à identifier les risques et à fournir des indicateurs en relation avec les objectifs, opérationnel depuis le début de 2009, est évolutif; il est constamment adapté pour à permettre un suivi permanent des activités des services et de l'efficience de leur action.

Telecom World

2010 sera une année charnière durant laquelle l'Etat de Genève devra continuer à s'investir pour cette manifestation phare du canton. Dans la perspective de la manifestation anniversaire de 2011, (40 ans de Telecom à Genève), une nouvelle mobilisation sera nécessaire et les opérations de promotion au niveau mondial mises en œuvre.

Système AIGLE

Le système d'information AIGLE rendu accessible en consultation au moyen du site intranet, va s'enrichir de fonctions de modification des données. Ces nouvelles fonctionnalités permettront son utilisation d'une manière encore élargie au sein de l'administration cantonale et de réaliser un gain important en terme d'efficience. Ce développement va dans le sens de la mesure 28 du plan d'économies du Conseil d'Etat.

Feuille d'avis officielle (FAO)

L'édition en ligne de la FAO payante sera mise en œuvre en offrant aux abonnés une recherche dans les archives par mot-clef et un archivage électronique des textes sélectionnés. Cette mise ligne payante sera disponible en complément de l'abonnement. Elle répondra à la demande de nombreux abonnés à la version papier.

Perspectives 2011

Telecom Word 2011

01 Chancellerie d'Etat

En 2011 Telecom-World fêtera ses 40 ans. Cette foire-exposition est née à Genève en 1971. Bien que sa périodicité soit quadriennale, l'Union internationale des télécommunications (UIT), sur la base du dossier préparé par la chancellerie d'Etat, a décidé de l'organisation à Genève d'une édition anniversaire qui pourrait marquer le début d'une périodicité biennale. Cette décision offre une opportunité exceptionnelle à Genève de consolider une relation à long terme avec les exposants et de pérenniser Telecom en ses murs, d'autant que l'UIT a d'ores et déjà accepté que l'Etat de Genève assume des responsabilités accrues dans l'organisation de Telecom 2011.

La mise en ligne de communiqués de presse sur le portail internet de l'Etat <u>www.ge.ch</u> et d'informations diverses sur le portail intranet de l'Etat ou encore la publication de brochures informatives nécessitent des illustrations spécifiques. La constitution d'une banque d'images thématiques et libres de droit contribuera à la diffusion des messages et à améliorer l'image de l'Etat.

01.02.02.00 service du protocole

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 1'206'387 | 54'677 | 1'151'710 | 1'083'662 |
| Total en postes | 7.9 | +0.5 | 7.4 | |

Transfert interne d'un demi-poste du secrétariat général

| 31 dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 1'736'600 | -2'847'617 | 4'584'217 | 1'542'830 |

Le budget 2009 prenait en compte la manifestation World-Telecom à Genève. Conformément à ce qui avait été annoncé lors de l'examen du projet de budget 2009, les dépenses générales du service du protocole sont diminuées et correspondent aux besoins du Conseil d'Etat et de l'ensemble des départements en matière de réceptions protocolaires et de manifestations d'envergure internationale.

Missions

Le service du protocole assure pour l'Etat la permanence et la qualité de ses relations avec les différentes autorités de la Confédération, le monde diplomatique et consulaire ainsi que les organisations et institutions internationales gouvernementales et non gouvernementales installées à Genève. Il veille à l'application des règles de préséance du canton et permet le bon déroulement protocolaire des manifestations officielles impliquant le Conseil d'Etat ou l'un de ses membres.

Objectif 2010 - Priorité

Fournir des prestations protocolaires (séjour de chefs d'Etat et de Gouvernement, déjeuners et dîners officiels, visite de courtoisie, manifestations patriotiques, prestations de serment, réceptions ad hoc) adaptées aux exigences du Conseil d'Etat, de la Chancellerie et de la communauté internationale dans le cadre des mesures d'économie fixées.

Assurer et participer à l'organisation des nombreuses manifestations liées à la Genève internationale conjointement avec la Confédération et la Ville de Genève, dont en 2010, la 4^{ème} Conférence mondiale contre la peine de mort et la 5^{ème} Conférence mondiale sur le journalisme d'enquête.

Suivre les affaires internationales, comprendre les évolutions et la tendance afin d'informer le Conseil d'Etat des faits marquants, avec une attention toute particulière sur les questions liées aux organisations non gouvernementales (ONG) et à l'accueil de la communauté internationale.

01 Chancellerie d'Etat

Poursuivre l'effort d'implantation de nouvelles ONG à Genève et garder une vision globale de leur présence et activités.

Veiller, en lien avec la Mission Suisse et sur la base des informations recueillies à cet effet par le réseau diplomatique, aux conditions d'accueil de la communauté internationale.

Traiter les demandes de soutien financier ou organisationnel d'organisations souhaitant mettre sur pied des actions ou manifestations internationales sur territoire genevois, en lien avec le Fonds de financement de la Solidarité internationale.

Assurer les dispositions organisationnelles et protocolaires afin de faciliter la transition entre l'ancienne et la nouvelle législature.

Perspectives 2011

Participer à l'organisation de Telecom World 2011

01.02.07.00 centre de documentation et publications

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 234'662 | -3'311 | 237'973 | 234'779 |
| Total en postes | 2 | - | 2 | |

Missions

Les missions du centre de documentation et des publications (CDP) sont multiples. Le centre est entièrement au service de l'usager : il sert de guichet d'orientation vers les nombreuses administrations cantonales et municipales situées en Vieille Ville et dirige l'administré vers le service étatique désiré. Le public peut y obtenir des informations pratiques, y accomplir certaines formalités administratives et également y consulter ou acquérir les publications éditées par l'Etat de Genève, les lois et les règlements.

Le CDP est à disposition aussi bien pour élaborer un projet (députés, membres de l'administration), pour effectuer une recherche (étudiants, professeurs, journalistes) et peut intéresser toute personne en quête de documentation. Les documents à disposition sont régulièrement actualisés et complétés.

On peut également y consulter la Feuille d'avis officielle ainsi que les principaux journaux, les dossiers des récentes conférences de presse du Conseil d'Etat, les principaux documents produits par l'Etat dans les domaines où se déploie l'action publique - notamment en ce qui concerne la promotion économique et l'aide aux entreprises -, les législations cantonale et fédérale et quantité d'ouvrages traitant des activités des organismes parapublics et partenaires. Enfin, une riche collection de dépliants gratuits, présentant en particulier les démarches administratives et simplifiées (Guichet universel), est également à la disposition du grand public.

Le site Internet officiel de l'Etat (www.geneve.ch) peut être consulté sur place, de même que le Système d'information sur la législation (SIL) qui contient notamment le recueil officiel systématique de la législation genevoise en vigueur, les législations de tous les cantons latins, ainsi que le droit fédéral.

Objectif 2010 - Priorité

Le guichet universel va encore s'enrichir de nouvelles formalités simplifiées destinées à faciliter la vie de l'usager.

Perspectives 2011

Etant donné la décentralisation de nombreux services de l'Etat le CDP, en complément au développement de l'administration en ligne, devra encore développer son activité d'information et son guichet universel physique de l'administration.

| 01.02.08.00 direction des affaires juridiques | | | | | | |
|---|----------------|------------------------|----------------|----------------|--|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | |
| Total en F | 1'848'986 | 267'742 | 1'581'244 | 1'345'884 | | |
| Total en postes | 11.9 | 1 | 10.9 | | | |

Par arrêté du 01.04.2009, le Conseil d'Etat a décidé du transfert d'un poste du département de l'instruction publique à la direction des affaires juridiques de la chancellerie, sans impact sur le budget global de l'Etat.

Missions

Fourniture d'une assistance juridique au Conseil d'Etat et à la chancellerie d'Etat de Genève traitement des recours au Conseil d'Etat - conseils juridiques au Conseil d'Etat, à la chancellerie d'Etat et aux départements, sous forme d'avis de droit, de rapports, de correspondances, etc... - participation au processus législatif, notamment par l'élaboration et/ou le suivi de projets de lois et règlements, de rapports, etc... - conduite de certaines procédures judiciaires - missions spéciales à caractère juridique - contribution vis-à-vis des tiers à la transparence et à la compréhension des textes législatifs - Tenue du greffe de la Cour d'appel de la magistrature, autorité de recours des décisions du Conseil supérieur de la magistrature- supervision et coordination des activités législatives : assistance et traitement des diverses tâches relatives au processus législatif, notamment la correction, la mise en forme et la relecture des projets de lois et de règlements du Conseil d'Etat, en veillant au respect des règles orthographiques, stylistiques, légistiques et à la conformité au droit supérieur - publication des textes officiels législatifs (RSG, ROLG et SIL) tant sous forme papier qu'électronique, et gestion des abonnements à ces publications - élaboration du contenu du SIL (Système d'information sur la législation). Pour rappel, le SIL comprend aujourd'hui la législation de tous les cantons latins ainsi que le droit fédéral. Il est devenu un outil de référence au plan suisse - tenue et mise à jour des pages "législation" du site internet de l'Etat qui, outre la publication électronique du RSG, recense les modifications récentes, les projets de lois de portée générale en cours, ainsi que les référendums et initiatives du canton depuis 1993 - assurer l'authenticité et la pérennité des textes législatifs, - promotion de la publicité et la connaissance, dans le public, des textes législatifs : faciliter la compréhension de la législation par la complémentarité de ses modes de diffusion - fourniture d'avis de droit ou des renseignements d'ordre juridique à des tiers relativement à la législation genevoise.

Objectif 2010 - Priorité

Développer la qualité et la diversité de l'assistance et du conseil juridique fourni à tous les acteurs du processus législatif, au Conseil d'Etat et aux départements.

Assurer l'exactitude et la cohérence de la législation, dans le respect du droit supérieur. Réformer les processus d'élaboration et de contrôle des textes législatifs avant leur soumission au Conseil d'Etat.

Faciliter la connaissance et la compréhension du public quant à la législation genevoise, notamment en veillant à la pluralité de ses modes de diffusion, en particulier au moyen des nouvelles technologies de l'information.

Perspectives 2011

Renforcement de l'assistance en matière d'élaboration de textes législatifs, de conduite de procédures judiciaires et d'analyse juridique, dans une perspective de transversalité et d'efficacité accrues.

Développement du système d'information sur la législation (SIL) ainsi que du site internet, en complémentarité avec les publications du RSG et du ROLG en format papier;

01 Chancellerie d'Etat

Développement des bases de données à vocation juridique, nécessaires à l'accomplissement des missions du service (jurisprudence, avis de droit, doctrine).

| 01 02 | 00.0 | 00 000 | lination | 400 4 | aaaiara | fédéraux |
|---------|------|----------|----------|-------|---------|-----------|
| (17 (17 | 1141 | III COOR | าเทลบเดท | nes n | neelbre | TEMERALIY |

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 382'778 | 86'822 | 295'956 | - |

| 31 dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 74'100 | -126'145 | 200'245 | - |

Ce service (deux attachées aux questions fédérales) existe depuis janvier 2009. Il est fonctionnellement rattaché au secrétariat général de la chancellerie. A défaut de disposer des comptes 2008 comme référence, son budget 2010 a été adapté aux projections réalisées lors du bouclement semestriel 2009.

Missions

Apporter en tout temps l'appui nécessaire au Gouvernement dans la mise en œuvre de sa stratégie de soutien des intérêts de Genève dans les dossiers fédéraux majeurs.

Assurer la coordination entre l'administration cantonale, l'administration fédérale, ainsi qu'avec la députation genevoise aux Chambres fédérales. Transmettre l'information avec l'appui des secrétaires généraux des différents départements.

Exploiter un dispositif de veille permanent sur l'état des dossiers tant à Genève qu'à Berne : administration fédérale et Conseil fédéral (objectifs, avant-projets de textes légaux, rapports, etc.) de même que Commissions parlementaires et sessions (agendas de séances et d'événements, communiqués de presse, etc.).

Assurer la coordination nécessaire avec la ou les entreprise(s) de lobbying apportant un appui à Genève dans le cadre d'actions spécifiques destinées aux parlementaires fédéraux.

Organiser dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de soutien des intérêts de Genève au plan gouvernemental, des réunions, des séminaires, des réceptions, des événements et des campagnes de sensibilisation.

Objectif 2010 - Priorité

Les objectifs et priorités sont fixés par les Conseillères et Conseillers d'Etat sur la base d'ordres de mission qui peuvent être établis en tout temps. Les politiques suivantes pourraient être à l'agenda: Finances/Fiscalité - Transports / Communications / Énergie - Santé/Social - Genève internationale - Économie - Formation / Recherche

Perspectives 2011

Outre la poursuite des objectifs 2010, des actions seront vraisemblablement à entreprendre au niveau des messages relatifs à la nouvelle période législative 2012, 2013-2016 : FRI, RPT

01.09.51.00 dépouillement centralisé des élections

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 0 | -66'059 | 66'059 | 32'615 |

| 31 dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 80'000 | -1'091'866 | 1'171'866 | 597'284 |

Il n'y aura pas d'élections en 2010 et par conséquent pas de dépouillement centralisé. Seul un budget pour la centralisation et le contrôle des résultats des votations est maintenu.

Missions

Le service du dépouillement centralisé est en charge des opérations électorales du canton et traite, de manière centralisée, l'ensemble des bulletins de vote de chaque élection qui font l'objet d'un premier tri dans les locaux de vote. Les travaux sont assurés par quelque 800 jurés électoraux qui sont réunis dans le bâtiment d'Uni-Mail.

Objectif 2010 - Priorité

Aucune élection n'aura lieu en 2010. Les seules opérations concerneront la centralisation, le contrôle et la consolidation du résultat des votations. La communication et la publication des résultats des votations, que ce soit à l'Hôtel de Ville ou via le site internet de l'Etat, est constamment optimisée.

Les travaux de préparation en vue des opérations électorales de 2011 débuteront dès le début 2010 et seront effectués par le directoire du dépouillement centralisé, sous la direction de la direction de l'organisation, des systèmes d'information et du dépouillement centralisé (DOSID).

Perspectives 2011

En 2011, le service assurera le dépouillement centralisé de trois opérations électorales :

- 1. les élections des Conseils municipaux
- 2. les élections des exécutifs communaux
- 3. les élections des chambres fédérales

Comme pour les précédentes opérations, une attention particulière sera portée sur la sécurité des systèmes de comptage et sur l'actualisation constante des plans de secours.

| 01.09.61.00 groupe de confianc | e | | | |
|--------------------------------|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 803'123 | 443'292 | 359'831 | - |
| Total en postes | 5 | +3 | 2 | |
| 31 dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total | 58'453 | +24'807 | 33'646 | - |

Le budget du groupe de confiance pour l'exercice 2010 comprend la couverture financière de cinq postes à plein temps ainsi qu'un budget de fonctionnement correspondant. Par rapport au budget 2009, il s'agit d'une augmentation de trois postes (deux ETP de conseillers-ères en protection de la personnalité et un ETP d'assistance administrative).

Conformément à l'article 4 al. 2 du RPPers ainsi qu'à son exposé des motifs, le groupe de confiance doit être composé d'au moins quatre postes ETP de conseillers-ères en protection de la personnalité, pour un champ d'intervention limité à l'Etat au sens strict, soit 25'000

01 Chancellerie d'Etat

personnes. Il s'y ajoute un poste d'assistance administrative, indispensable notamment lors des auditions dans le cadre des investigations qui doivent faire l'objet d'un procès-verbal signé sur le siège par les parties.

Pour rappel, la création d'un groupe de confiance met en oeuvre la clause no 7 du protocole d'accord passé entre le Conseil d'Etat et les organisations représentatives du personnel le 13 septembre 2006.

Le fonctionnement du groupe de confiance et le règlement qui le régit (RPPers) sont largement inspirés de l'expérience du groupe Impact, dispositif d'intervention en matière de protection de la personnalité du canton de Vaud. Ce groupe Impact fonctionne depuis plus de 8 ans, il dispose de 4 postes pour un bassin de population d'environ 25'000 personnes.

Le nombre de situations adressées au Groupe de confiance en sept mois d'activité (90) est déjà analogue au nombre de situations traitées par le Groupe Impact en une année, soit 70 pour la première année en 2001, puis en constante augmentation jusqu'à 120 en 2008. Les postes alloués correspondent aux besoins évalués et vérifiés sur le terrain. Ils sont indispensables à la fourniture des prestations prévues par le règlement, ainsi qu'au respect des délais permettant comme souhaité par le Conseil d'Etat d'apporter des solutions par une intervention précoce, rapide et flexible.

Depuis septembre 2009, le Groupe de confiance intervient aussi pour le personnel de deux établissements publics autonomes ou subventionnés (les EPI et la FSASD), ces institutions participant au financement du groupe selon une clé de répartition liée au nombre de leur personnel. D'autres institutions sont intéressées. Selon leur nombre, le périmètre d'intervention du groupe de confiance pourrait ascender à 35'000 ou 40'000 personnes. Un dernier poste supplémentaire devrait être prévu au budget 2011.

Missions

Le groupe de confiance est chargé de la mise en œuvre et de la bonne application du dispositif prévu par les articles 5 à 22 du règlement relatif à la protection de la personnalité à l'Etat de Genève du 18 juin 2008 (B 5 05.10).

Sa mission principale consiste à traiter les demandes des collaboratrices et collaborateurs de l'Etat qui font appel à lui et contribuer à faire cesser des atteintes à la personnalité, d'entente avec la hiérarchie, à travers notamment, la médiation ou la conduite d'investigations. Il informe les personnes chargées de la politique de prévention du harcèlement psychologique et sexuel et intervient lors de la séance d'accueil des nouveaux collaborateurs et collaboratrices.

Objectif 2010 - Priorité

Mettre en œuvre la politique du Conseil d'Etat en matière de protection de la personnalité à l'Etat de Genève.

Finaliser la mise sur pied du Groupe de confiance, à travers:

- Les recrutements des postes prévus de conseillers-ères en personnel et du poste administratif.
- La consolidation de l'équipe et de la cohérence de ses modes d'intervention grâce à l'intervision, la supervision et la formation.
- La finalisation des mesures logistiques et des outils organisationnels adéquats.

Fournir et développer la qualité des prestations suivantes en priorité: entretiens, conseils, médiation, orientation vers des mesures de type individuel, investigations, examen préalable informel en vue de recommandations d'interventions de groupes, d'audits ou d'ouverture d'enquête administrative.

Assurer les mêmes prestations aux Etablissements publics autonomes ou subventionnés ayant adhéré au dispositif du Groupe de confiance.

01 Chancellerie d'Etat

Mettre en application les éventuelles recommandations issues de l'évaluation prévue du Groupe de confiance.

Perspectives 2011

Selon la suffisance de la dotation en personnel, formation de l'équipe en vue de la mise sur pied progressive des prestations suivantes:

- Interventions de groupe, de type team-building ou de supervision.
- · Audits relationnels et organisationnels.

Développement des éléments d'analyse utiles à l'information des personnes chargées de la définition d'une politique de prévention en matière de harcèlement (statistiques, tableaux de bord, classement permettant de garder une mémoire par service, etc.)

01.09.71.00 préposé à la protection des données 30 Charges du personnel **Budget** Variation **Budget** Compte 2010/2009 2010 2009 2008 Total en F 742'794 12'183 730'611 Total en postes 4 -2 6

L'effectif du service du préposé à la protection des données comprend :

- Le/la préposé/e
- Le/la préposé/e suppléant/e
- Un/e collaborateur/trice scientifique
- · Un/e assistant/e

| 31 dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 137'000 | -80'021 | 217'021 | |

Les dépenses générales sont adaptées au dimensionnement du service.

Mission

Garants du nouveau dispositif légal voté par le Grand Conseil en octobre 2008, le/la préposé-e cantonal-e à la protection des données et à la transparence des activités des institutions publiques, ainsi que son/sa suppléant-e, seront les garants à Genève du respect des droits individuels en la matière. A la tête d'une équipe pluridisciplinaire et dotés d'une complète autonomie, les titulaires auront pour mission d'informer le public des modalités d'accès aux documents, de traiter les requêtes de médiation y relatives, de centraliser les normes et directives, de collecter les données utiles pour évaluer le degré de mise en oeuvre de la loi, et d'exprimer leurs avis sur les projets législatifs en lien avec leur activité. Dans le domaine de la protection des données personnelles, les titulaires devront émettre les préavis et les recommandations requis par la loi, collecter et centraliser les informations transmises par les institutions publiques ainsi que conseiller celles-ci, tenir à jour et à disposition du public le catalogue des fichiers détenus par ces institutions et renseigner les personnes concernées sur leurs droits. Cas échéant, les titulaires devront convaincre les plus hautes instances politiques de respecter la loi, voire infléchir leurs pratiques et intervenir auprès des tribunaux si nécessaire.

Objectif 2010 - Priorité

Perspectives 2011

Seul le préposé, actuellement en cours de recrutement, sera en mesure de fixer les objectifs et les priorités pour 2010 et d'évaluer les perspectives 2011 dès son entrée en fonction. Il est en effet indiqué à l'art. 55 al.1 de la Loi n° 9870 sur la protection des données personnelles, votée par le Grand Conseil lors de sa session des 9 et 10 octobre 2008, que le préposé cantonal sera indépendant et autonome.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------------------|-----------|--------------------|----------------|------------------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | -13 | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202021 2000 | 001111 12 2000 |
| 01.00.00.00 | CHANCELLERIE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 18.440.087 | | -3.031.840 | -14,1 | 21.471.927 | 15.776.986,19 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.375.264 | 45.807 | 2,0 | 2.329.457 | 2.217.540,23 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -16.064.823 12,88% | | 3.077.647 | 2,0 | -19.142.470 10,85% | -13.559.445,96 14,06% |
| 01.00.01.00 | CONSEIL D'ETAT ET CHANCELIER | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 2.695.245 | 12 | -5.461 -85.000 | -0,2 -100,0 | 2.700.706 85.012 | 2.500.607,83 156.229,15 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -2.695.233 0,00% | | -79.539 | -3,1 | -2.615.694 3,15% | -2.344.378,68 6,25% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 2.280.745 | | -19.555 | -0,9 | 2.300.300 | 2.117.009,40 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 364.500 | | 14.094 | 4,0 | 350.406 | 383.598,43 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 50.000 | | 0 | 0,0 | 50.000 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 12 | -85.000 | -100,0 | 85.012 | 156.229,15 |
| 01.01.02.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 7.594.359 | 1.390.550 | 274.903 30.127 | 3,8 2,2 | 7.319.456 1.360.423 | 7.778.249,41 1.373.695,29 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -6.203.809 18,31% | | -244.776 | -0,3 | -5.959.033 18,59% | -6.404.554,12 17,66% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 5.969.667 | | 189.234 | 3,3 | 5.780.433 | 5.807.450,61 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.371.959 | | 81.290 | 6,3 | 1.290.669 | 1.372.472,80 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 7.379 | | 4.379 | 146,0 | 3.000 | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 245.354 | | 0 | 0,0 | 245.354 | 598.326,00 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 230.000 | 30.000 | 15,0 | 200.000 | 227.293,80 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 33 | 0 | 0,0 | 33 | 15,69 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.160.517 | 127 | 0,0 | 1.160.390 | 1.001.385,80 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | | | | | 145.000,00 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | Γ 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|---------------------|---------|------------------|--------------|---------------------|--------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | D0D0L1 2003 | 00M112 2000 |
| 01.02.02.00 | SERVICE DU PROTOCOLE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 3.169.687 | 1.009 | -2.801.540 49 | -46,9 5,1 | 5.971.227 960 | 2.861.792,83 2.400,90 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -3.168.678 0,03% | | 2.801.589 | | -5.970.267 0,02% | -2.859.391,93 0,08% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.206.387 | | 54.677 | 4,7 | 1.151.710 | 1.083.662,47 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.736.600 | | -2.847.617 | -62,1 | 4.584.217 | 1.542.830,36 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 226.700 | | -8.600 | -3,7 | 235.300 | 235.300,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.009 | 49 | 5,1 | 960 | 2.400,90 |
| 01.02.07.00 | CENTRE DE DOCUMENTATION ET PUBLICATIONS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 818.262 | 880.518 | 24.968 -3 | 3,1 0,0 | 793.294 880.521 | 638.961,61 684.405,29 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 62.256 107,61% | | -24.971 | -3,4 | 87.227 111,00% | 45.443,68 107,11% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 234.662 | | -3.311 | -1,4 | 237.973 | 234.779,16 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 583.600 | | 28.279 | 5,1 | 555.321 | 404.182,45 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 20 | 0 | 0,0 | 20 | 7,85 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 880.498 | -3 | 0,0 | 880.501 | 684.397,44 |
| 01.02.08.00 | DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.884.286 | 1.544 | 272.277 230 | 16,9 17,5 | 1.612.009 1.314 | 1.367.475,10 809,60 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.882.742 0,08% | | -272.047 | | -1.610.695 0,08% | -1.366.665,50 0,06% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.848.986 | | 267.742 | 16,9 | 1.581.244 | 1.345.884,23 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 35.300 | | 4.535 | 14,7 | 30.765 | 21.590,87 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.544 | 230 | 17,5 | 1.314 | 809,60 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|--------------------|---------|--------------------|-----------------|---------------------|-------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 01.02.09.00 | COORDINATION DES DOSSIERS FÉDÉRAUX | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 456.878 | 325 | -39.323 76 | -7,9 30,5 | 496.201 249 | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -456.553 0,07% | | 39.399 | | -495.952 0,05% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 382.778 | | 86.822 | 29,3 | 295.956 | |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 74.100 | | -126.145 | -63,0 | 200.245 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 325 | 76 | 30,5 | 249 | |
| 01.09.51.00 | DÉPOUILLEMENT CENTRALISÉ DES ÉLECTIONS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 80.000 | | -1.157.925 -62 | -93,5 -100,0 | 1.237.925 62 | 629.899,41 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -80.000 | | 1.157.863 | | -1.237.863 0,01% | -629.899,41 |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | -66.059 | -100,0 | 66.059 | 32.615,25 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 80.000 | | -1.091.866 | -93,2 | 1.171.866 | 597.284,16 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | -62 | -100,0 | 62 | |
| 01.09.61.00 | GROUPE DE CONFIANCE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 861.576 | 100.678 | 468.099 100.376 | 119,0 NS | 393.477 302 | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -760.898 11,69% | | -367.723 | 11,6 | -393.175 0,08% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 803.123 | | 443.292 | 123,2 | 359.831 | |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 58.453 | | 24.807 | 73,7 | 33.646 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 100.678 | 100.376 | NS | 302 | |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-----------------------|--|------------------------------|---------|-------------------------|---------------------|-------------------------------------|-------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 01.09.71.00 3 4 | PRÉPOSÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 879.794 -879.166 0,07% | 628 | -67.838 14 67.852 | -7,2 2,3 | 947.632 614 -947.018 0,06% | |
| 30 31 43 | CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES RECETTES DIVERSES | 742.794 137.000 | 628 | 12.183 -80.021 14 | 1,7 -36,9 2,3 | | |

Récapitulation du département FINANCES

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|--------------------------|---------------|--------------|--------|--------------------------|-----------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 02.00.00.00 | FINANCES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.226.128.739 | | -105.674.208 | -7,9 | 1.331.802.947 | 1.482.915.951,13 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 5.966.704.944 | -454.781.254 | -7,1 | 6.421.486.198 | 6.898.457.785,57 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 4.740.576.205 486,63% | | -349.107.046 | 4,5 | 5.089.683.251 482,16% | 5.415.541.834,44 465,20% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 147.900.597 | | 3.633.727 | 2,5 | 144.266.870 | 150.107.767,83 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 15.612.667 | | 322.763 | 2,1 | 15.289.904 | 14.697.271,62 |
| 32 | INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS | 319.600.000 | | 1.285.800 | 0,4 | 318.314.200 | 349.292.538,58 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 254.470.714 | | 3.771.254 | 1,5 | 250.699.460 | 395.678.714,86 |
| 34 | PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION | 467.061.461 | | -42.824.752 | -8,4 | 509.886.213 | 508.611.217,80 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 21.410.000 | | -70.931.000 | -76,8 | 92.341.000 | 64.371.910,66 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 73.300 | | -932.000 | -92,7 | 1.005.300 | 156.529,78 |
| 40 | IMPÔTS | | 5.084.820.000 | -366.800.000 | -6,7 | 5.451.620.000 | 5.632.814.949,37 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 864.583 | 664.583 | 332,3 | 200.000 | 564.582,55 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 84.428.975 | 27.418.975 | 48,1 | 57.010.000 | 182.893.532,60 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 194.768.050 | -82.376.300 | -29,7 | 277.144.350 | 388.282.421,21 |
| 44 | PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION | | 553.278.692 | 1.746.144 | 0,3 | 551.532.548 | 593.640.157,79 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 41.790.500 | -20.937.500 | -33,4 | 62.728.000 | 71.491.413,55 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 6.754.144 | -14.497.156 | -68,2 | 21.251.300 | 28.770.728,50 |
| | | | | | | | |



Fonctionnement

Considérations générales

Le département des finances poursuit les lignes directrices définies en 2007 et 2008. De nombreux projets ont été lancés à ce jour, et seront activement poursuivis sur l'exercice à venir.

On relèvera tout particulièrement les projets suivants:

- l'élaboration du budget par programmes et prestations
- la préparation d'états financiers conformes aux normes comptables IPSAS et consolidés pour toutes les entités du périmètre Grand Etat dès la publication des comptes 2010
- l'activation de la seconde phase de la centralisation finances
- la mise en place d'un contrôle de gestion transversal et vertical permettant le suivi des objectifs, par l'utilisation d'indicateurs stratégiques et opérationnels
- le déploiement du projet "absences" ayant pour objectif une réduction marquée de l'absentéisme
- la poursuite du chantier législatif relatif à la modernisation de la loi sur les droits d'enregistrement ou de l'impôt sur les gains et bénéfices immobiliers (IGBI)
- l'amélioration continue de la relation avec les contribuables par la mise en service d'une gamme étendue de prestations en ligne (projet Administration en ligne)
- le projet de fusion des caisses de pension, ainsi que la poursuite des discussions quant à un nouveau système de retraite anticipée, conforme au droit fédéral.

Sur l'axe RH, le projet de budget 2010 présenté par le DF est un budget de consolidation. Des mesures d'efficience ayant conduit au cours des quatre années précédentes à la réorganisation des différentes structures et des processus de production du département déployant leurs effets.

Les grands chantiers tels que la refonte des directions de l'AFC, la réorganisation de l'OPE autour des axes métiers, la mise en production progressive des systèmes d'information (CFI, SIRH et refonte AFC), l'élargissement des périmètres d'intervention de la Centrale commune d'achat et de la comptabilité générale ont permis de poser les bases pour gagner tant en efficacité qu'en pertinence.

Quelques changements organisationnels mineurs peuvent être mis en évidence :

- La reprise de la gestion par le Secrétariat général du projet de fusion des caisses de pension ainsi que la gestion de la caisse des magistrats;
- Le transfert de l'OPE à la Centrale commune d'achat de la partie contractuelle et juridique des assurances choses et personnes, ceci dans une double logique d'économie et d'application des marchés publics;
- Le recentrage de l'activité de support à l'utilisation du système d'information RH auprès de l'unité des systèmes d'information;

La variation de 7 ETP par rapport au budget 2009 pour l'ensemble du département est liée à la création du centre du contentieux de l'Etat (6 ETP) et pour le solde au produit des transferts interdépartementaux dans le cadre de la mobilité professionnelle.

En synthèse, l'atteinte des objectifs du département en 2010 se poursuit dans la continuité des perspectives déjà annoncées et capitalise sur les résultats atteints dès à présent

Enfin, en termes de périmètre d'activité, on relèvera la disparition du CR de la Fondation de Valorisation des actifs de la BCGE, du fait de la dissolution de la structure au 31.12.2009, selon la loi 10202 du 29 avril 2008.

02.21.10.00 Secrétariat général - SG

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total en F | 9'397'604 | 5'326'369 | 4'071'235 | 8'116'555 |
| Total en postes | 47.35 | +9.0 | 38.35 | 38.5 |

La ventilation de la réduction technique linéaire (RTL), qui était jusqu'à 2009 centralisée sous les CR des secrétariats généraux, explique une part importante de la hausse des charges du personnel de ce CR. En effet, jusqu'en 2009, la RTL s'élevait à -2'465'787 F pour l'ensemble du département et était enregistrée sous le Secrétariat général. Au PB 2010, le montant enregistré pour le SG est de -187'386 F seulement, chacun des CRs enregistrant sa quote part du montant total de -2'388'081 F.

Pour améliorer la gestion de l'activité, certains postes ont été rapatriés d'autres directions sous le Secrétariat général, soit 7 postes de personnes travaillant sur le projet SIRH, qui seront désormais rattachées à l'Unité des Systèmes d'Information, et 1 poste dédié au projet de fusion des caisses de pension et à la gestion de la caisse des magistrats.

Ces transferts et changement de construction budgétaire pour la RTL ont eu pour conséquence une nette progression des charges sociales associées au CR du SG.

On notera enfin la création d'une rubrique Cours et Séminaires en nature 309, selon le concept de formation développé par le Centre de Formation de l'Etat.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 4'006'952 | 8'076 | 3'998'876 | 6'355'943 |

Bien que de nombreuses rocades entre les natures aient été opérées pour refléter les activités de l'exercice 2010, le budget global du service est constant et démontre la maîtrise des dépenses générales.

La rubrique des honoraires et prestations de service de tiers augmente du fait du rapatriement du projet fusion des caisses de pension au Secrétariat général. Celui-ci génère des frais d'études actuarielles et d'avis juridiques. Cette augmentation est compensée par des diminutions sur les débours et les fournitures générales.

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 52'561 | 27'607 | 24'954 | 87'072 |

La hausse constatée sur cette rubrique est principalement due aux variations de provisions pour heures supplémentaires et vacances. Les montants doivent être réévalués en fonction d'une hausse du coût horaire, respectivement coût journalier, du fait de l'application de l'annuité en 2010. L'augmentation inscrite au SG concerne l'ensemble du personnel du département. Aucune augmentation en volume n'est anticipée.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 | -17'000'000 | 17'000'000 | 17'021'327 |

Du fait de la mise en œuvre de la réforme de la péréquation intercommunale, les montants perçus jusqu'en 2009 au titre de contribution du Fonds d'Équipement Communal disparaissent des comptes de fonctionnement de l'Etat, respectivement du secrétariat général du DF.

Mission

Unité d'état-major du département, le Secrétariat général fait en sorte que les choix et priorités fixées par le conseiller d'Etat en charge du département soient traduits en actes concrets. Les activités sont essentiellement orientées vers la coordination entre niveau stratégique et politique et les directions opérationnelles du département. C'est au Secrétariat général que sont préparés les dossiers traités par le Conseil d'Etat, et sont suivis ceux du Grand Conseil qui se rapportent au département.

La communication interne et externe, la mise en place et la maintenance des systèmes de contrôle interne et de gestion, le service des ressources humaines, l'activité logistique, l'unité des systèmes d'information et le service financier du département lui sont rattachés.

Objectif 2010 - Priorités

- Veiller au respect des objectifs du Conseil d'Etat en matière de redressement des finances publiques, d'évolution du plan de comptes et de construction du budget par prestations.
- Mettre en place un système de gestion des risques, tant transversal que vertical.
- Mettre en place un système de gestion par objectifs, sur base d'indicateurs pertinents.
- Assurer la coordination et la supervision des différents projets impliquant des systèmes d'information au sein du DF.
- Garantir la mise en place de la politique souhaitée par le chef de département en exerçant la surveillance nécessaire et, au besoin, en accompagnant le processus décisionnel des directions générales.
- Procéder à un suivi des absences et congés au sein du département et déployer les mesures nécessaires à la réduction de l'absentéisme.
 - Défendre les intérêts du canton de Genève dans le cadre des actualisations des revenus et charges occasionnés par la RPT.

Perspectives 2011

Poursuivre les diverses actions prévues en 2010 pour consolider les acquis tout en respectant les engagements du département en matière d'économie de moyens et de déploiement des nouveaux systèmes de gestion.

02.22.00.00 Direction générale des finances de l'Etat - DGFE

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| Total en F | 12'937'354 | 995'577 | 11'941'777 | 11'641'802 |
| Total en postes | 87 | +8 | 79 | 82.9 |

L'écart en postes 2010-2009 s'explique par la création du centre de contentieux de l'Etat (+6 ETP) et par le transfert de la partie contractuelle et juridique des assurances de l'OPE à la CCA (+2 ETP).

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'459'540 | 103'759 | 1'355'781 | 1'123'734 |

L'augmentation est liée à la création du centre de contentieux de l'Etat.

| 32 Intérêts passifs et frais d'emprunt | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 300'600'000 | -8'714'200 | 309'314'200 | 334'748'876 |

Le projet de budget 2010 est basé sur un certain nombre d'hypothèses tant pour le calcul du niveau de la dette que pour les intérêts y relatifs. Pour le calcul des intérêts de la dette dans le cadre du budget 2010 il a été tenu compte d'un montant de dette de 11,3 milliards de F (voir chapitre consacré aux intérêts passifs dans l'exposé des motifs général).

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|--------------------|
| Total | 3'643'033 | -1'642'923 | 5'285'956 | 120'569'188 |

On constate une baisse de la charge d'amortissements liés à la fin de l'amortissement d'une tranche conséquente du système de comptabilité financière intégrée (CFI) (-1'525'000 F). Le traitement des subventions liées aux remises de cotisations AVS a été transféré au DSE ce qui explique la baisse des provisions pour risques et charges (-200'000 F).

| 34 Parts et contributions sans affectation | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 320'247'675 | -14'932'538 | 335'180'213 | 334'233'588 |

Les montants pour la RPT (Péréquation des ressources) sont basés sur les dernières estimations connues.

| 35 Dédommagements à des tiers | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 21'410'000 | 21'410'000 | 0 | 0 |

Il est prévu que le nouveau centre de contentieux de l'Etat reprenne les pertes de l'ex-Fondation de valorisation. Celles-ci sont compensées par une dissolution de provision du même montant.

| 36 Subventions accordées | Budget | Variation | Budget | Compte |
|--------------------------|--------|-----------|-----------|---------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 73'300 | -929'000 | 1'002'300 | 153'530 |

Il y a suppression de la subvention non monétaire Parking Baud-Bovy. Le traitement des remises de cotisations AVS est transféré au DSE.

| 41 Patentes et concessions | Budget | Variation | Budget | Compte |
|----------------------------|---------|-----------|---------|---------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 864'583 | +664'583 | 200'000 | 564'583 |

Le montant perçu au titre de régale des sels a été réévalué sur base des montants perçus depuis 2008.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 28'318'975 | 1'421'975 | 26'897'000 | 118'284'555 |

De nombreux changements sont constatés sur cette rubrique. On relèvera tout particulièrement le transfert au DT des intérêts du capital de dotation des SI (-2'750'000 F) et de la redevance d'utilisation du domaine public (-4'300'000 F). Ces baisses de revenu sont compensées notamment par les produits des conventions de l'ex Fondval (+3'452'000 F), l'augmentation des dividendes du PF (BCGe) (+2'400'000 F) et celle des dividendes du PA (+1'285'000 F) ainsi que diverses autres petites variations.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 33'790'465 | 33'579'412 | 211'053 | 587'383 |

La variation 2010/2009 est la conséquence de deux événements : l'utilisation de la provision liée à la réalisation des actifs de la BCGE (+21'410'000 F) ainsi que la dissolution de la provision pour intérêts non affectés de l'ex-Fondval (+12'000'000 F).

| 44 Part à des recettes sans affectation | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 196'506'371 | -14'416'177 | 210'922'548 | 197'088'955 |

Les montants pour la RPT (Péréquation des ressources) sont basés sur les dernières estimations connues.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 6'500'000 | 2'498'700 | 4'001'300 | 11'495'257 |

Il y a augmentation du poste des successions en déshérence en fonction de la moyenne perçue ces dernières années.

Mission

- Assister le Conseil d'Etat dans l'élaboration du plan financier quadriennal, des projections financières et du budget annuel.
- Assurer la tenue de la comptabilité de l'Etat et le bouclement annuel et semestriel des comptes d'Etat.
- Assurer la gestion des liquidités et de la dette à court, moyen et long terme.
- Assurer le suivi comptable et financier de la péréquation financière (RPT).
- Assurer le suivi administratif, comptable et financier des demandes d'avances et de paiement des pertes de la Fondation de valorisation (fin des opérations).
- Assurer l'acquisition de biens et services de l'Etat selon les règles des marchés publics.

Objectif 2010 - Priorités

Direction Générale

Mettre en place le centre de contentieux de l'Etat.

Assurer la gestion des activités résiduelles de la Fondation de Valorisation.

Assurer la formation financière et comptable des collaborateurs.

- Direction du Budget

Préparer le plan financier de législature 2010-2013.

Préparer le budget 2011 par programme et prestation, avec les indicateurs permettant de mesurer l'atteinte des objectifs fixés.

Préciser et mettre en œuvre la fonction contrôle de gestion.

Sélectionner le nouvel outil de planification et reporting.

- Comptabilité générale

Développer et préparer la réforme du plan comptable selon le modèle MCH2, revoir la clé comptable et créer le manuel comptable de référence.

Poursuivre la centralisation de la comptabilité au-delà de la comptabilité fournisseurs.

Produire les comptes individuels 2009 et préparer la consolidation financière des entités autonomes et subventionnées dès 2010 selon les normes IPSAS.

Poursuivre le déploiement de la gestion électronique documentaire (GED) et mettre en place le référentiel unique des fournisseurs.

Poursuivre l'amélioration des fonctionnalités de la CFI.

- Trésorerie Générale

Optimiser le niveau de la dette dans le cadre de la stratégie de gestion de la dette approuvée par le Conseil d'Etat.

Améliorer la gestion prévisionnelle de la trésorerie.

Poursuivre la gestion centralisée des liquidités et notamment le passage à des conventions de gestion automatique des liquidités par l'Etat.

Assurer les importants refinancements courant 2010.

- Centrale Commune d'Achats

Améliorer le système d'information avec un objectif de baisse des coûts administratifs.

Poursuivre la collaboration avec les entités subventionnées.

Poursuivre la démarche développement durable.

Intégrer la gestion des assurances patrimoine et choses de l'Etat à la Centrale commune d'achats.

Perspectives 2011

- Publication des états financiers consolidés pour l'exercice 2010.
- Mise en œuvre du nouveau plan comptable.
- Développement des fonctionnalités du système d'information financier.
- Poursuite de la centralisation de la comptabilité.

00 04 00 00 Administration fiscals contanals

| U2.24.00.00 Administration fiscale cantonale - AFC | | | | |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 58'514'729 | -1'165'315 | 59'680'044 | 55'038'058 |
| Total en postes | 500.8 | - | 500.8 | 499.5 |

La réduction apparente des charges de personnel s'explique par la ventilation de la réduction linéaire, pour un montant de -1'426'094 F.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 7'459'865 | +1'041'109 | 6'418'756 | 4'877'681 |

On constate essentiellement une augmentation de 1'138'933 F des frais de chèques postaux et bancaires suite à la progression du nombre d'opérations enregistrées et facturées (notamment mensualisation de l'IFD).

| 32 Intérêts passifs | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 19'000'000 | +10'000'000 | 9'000'000 | 14'543'662 |

Suite à l'entrée en force de la LPGIP, un escompte sur acomptes (+3'000'000 F) a été introduit ainsi qu'un montant rémunératoire sur acomptes (+4'000'000 F). Les intérêts rémunératoires sur impôts augmenteront quant à eux de +3'000'000 F.

| 33 Amortissements, irrécouvrables et provisions | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 216'567'334 | +5'686'817 | 210'880'517 | 237'342'842 |

2010 est la dernière année prévue pour effectuer le rattrapage du retard sur le traitement des actes de défaut de bien. Ceci générera une augmentation des irrécouvrables de 12'800'000 F pour cette même année. Ce montant tient également compte d'une modification du principe de comptabilisation (abandon de la comptabilisation en net) souhaitée pour améliorer la transparence comptable.

Du fait du rattrapage effectué il y a diminution du nombre de dossiers en suspens ce qui engendre une diminution des remises de 500'000 F ainsi que du poste des imputations forfaitaires non remboursées par la Confédération de 1'500'000 F.

On constate par ailleurs une diminution de constitution de provision de 2'800'000 F ainsi qu'une diminution de 2'313'183 F des charges d'amortissement des immobilisations.

| 34 Parts et contributions sans affectation | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 146'813'786 | -27'892'214 | 174'706'000 | 174'377'630 |

Du fait de la mise en œuvre de la réforme de la péréquation intercommunale, les montants versés jusqu'en 2009 au titre de part au Fonds d'Équipement Communal disparaissent des comptes de fonctionnement de l'Etat (-37'000'000 F).

Par ailleurs, il y a augmentation de 9'027'786 F de la compensation aux communes frontalières françaises en relation avec l'augmentation du nombre de frontaliers et de la masse salariale.

| 40 Impôts | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------|----------------|---------------------|----------------|---------------|
| Total | 5'084'820'000 | -366'800'000 | 5'451'620'000 | 5'632'750'817 |

Selon prévision des économètres (voir exposé spécifique).

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 56'002'000 | +26'000'000 | 30'002'000 | 64'496'479 |

L'augmentation est due aux intérêts moratoires sur impôts (+15'000'000 F) et aux intérêts financiers sur impôts (+10'000'000 F) et aux récupérations sur actes de défaut de biens (+1'000'000 F).

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 133'196'069 | +7'880'856 | 125'315'213 | 126'957'715 |

La diminution de 5'034'496 F des dédommagements de tiers suite à l'entrée en vigueur de la LPGIP. et à l'abandon de la surtaxe de sommation, est compensée essentiellement par une augmentation des dissolutions de provision de 10'800'000 F.

| 44 Part à recettes sans affectation | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 356'772'321 | +16'162'321 | 340'610'000 | 396'551'203 |

Selon prévision des économètres (voir exposé spécifique).

| 45 Dédommagements de collectivités publiques | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 41'790'500 | -20'919'500 | 62'710'000 | 71'464'253 |

La diminution est causée par la baisse du taux de retenue aux communes qui passe de 4.5% à 3%.

Mission

L'Administration fiscale cantonale (AFC) est chargée, sur la base des règles de droit fiscal fédéral et cantonal, de procéder à la taxation des impôts périodiques et ponctuels; elle restitue l'impôt anticipé suisse, impute les impôts à la source étrangers et préavise les demandes d'exonération ou d'octroi d'allégements fiscaux. D'autre part, l'AFC perçoit les créances fiscales pour le compte de l'Etat, des communes, de la Confédération ou des Églises officielles, y compris l'impôt à la source, applique la législation et la réglementation en matière fiscale en assistant le Conseil d'Etat dans ses réflexions, par la mise à disposition de son expertise et la fourniture des travaux et documents. En complément, on mentionnera la fonction de vérification, de détection et de répression des fraudes, ainsi que celle relative à la tenue du rôle des contribuables. Enfin, l'AFC est chargée d'estimer les recettes fiscales (budget et comptes), de les comptabiliser et d'en assurer le suivi.

Objectif 2010 - Priorités

- Assister et intégrer le nouveau numéro AVS (NAVS);
- Offrir la possibilité au contribuable d'utiliser Internet pour déposer sa déclaration;
- Développer le concept de taxation semi-automatique; l'objectif est un gain de temps substantiel dans l'analyse de la déclaration;
- Adapter toutes les structures à la nouvelle LIPP (taxation des personnes physiques, impôt à la source, perception);
- Automatiser certains cas de rectification de l'impôt à la source;
- Suivre et analyser régulièrement les effets des modifications des conventions internationales.

Perspectives 2011

- Concrétiser les décisions prises dans le cadre du projet de réestimation du parc immobilier genevois;
- Développer un système de tableaux de bord analytique, notamment pour la perception;
- Revoir les locaux d'accueil des contribuables;
- Développer des synergies entre le Registre Foncier et le Service immobilier de l'AFC.

| 02.25.00.00 Office du personnel de l'Etat - OPE | | | | | |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
| Total en F | 57'221'032 | -1'334'665 | 58'555'697 | 66'143'417 | |
| Total en postes | 71.2 | -10 | 81.2 | 78.5 | |

La baisse globale du budget en francs est la résultante de plusieurs phénomènes :

- transfert de 9 ETP au sein d'autres services du département et 1 ETP vers le DIP
- transfert au SG des jetons de présence pour le projet de fusion des caisses de pension
- prévision de l'octroi de l'annuité 2010 au personnel
- augmentation des prestations versées aux retraités
- augmentation des frais de formation
- ventilation de la RTL.

| 31 Dépense générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'648'800 | -880'775 | 2'529'575 | 1'512'533 |

La baisse est essentiellement liée à de fortes réductions sur les mandats d'études à des tiers.

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 34'207'786 | 2'010'753 | 32'197'033 | 28'884'138 |

L'augmentation des provisions est due à l'actualisation des rentes.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 26'454'429 | +244'161 | 26'210'268 | 25'212'514 |

Les recettes sont essentiellement constituées de dissolutions et utilisations de provisions des caisses de pension. C'est l'actualisation des données qui génère l'écart.

Mission

L'Office du personnel de l'Etat (OPE), organe transversal et opérationnel, est un centre d'analyse, de conseil, de contrôle et d'exécution dans le domaine des ressources humaines.

Ses missions principales sont :

- d'appliquer les politiques de gestion RH définies par le Conseil d'Etat, d'élaborer des programmes d'action en la matière et d'en de coordonner la mise en œuvre
- d'assurer un rôle de contrôle dans l'application des lois, règlements et directives et de garantir l'égalité de traitement entre les membres du personnel.

<u>La direction générale de l'OPE</u> assume un rôle de contact et de coordination avec le Conseil d'Etat, les départements par le biais des secrétaires généraux et du collège spécialisé RH, les partenaires sociaux en participant aux rencontres de la délégation du Conseil d'Etat et les représentants du personnel et la commission paritaire du statut.

Elle a par ailleurs sous sa responsabilité :

la direction administrative et financière qui comprend :

- le service budget, finances et outils de pilotage
- le service des paies et administration du personnel
- Au-delà des missions dévolues à ses services, la direction administrative et financière assure également des activités transversales telles que : les prestations aux retraités, le PLEND, l'adaptation au coût de la vie, la gestion de la Caisse de pension des magistrats du PJ ainsi que celle des conseillers d'Etat et du chancelier d'Etat. Elle supervise les travaux, liés à la conception et mise en œuvre d'un modèle d'indicateurs RH.

la direction du développement des ressources humaines qui comprend :

- le service des ressources humaines incluant le traitement des dossiers juridiques,
- le service de formation,
- le service de santé.

Au-delà des missions dévolues à ses services, la direction du développement des ressources humaines est responsable de la formation des apprenti-e-s, des expertises médicales demandées par le service de santé auprès de médecins consultants externes et des enquêtes administratives.

Objectif 2010 - Priorités

- Coordonner le déploiement de la politique des ressources humaines décidée par le CE.
- Mettre en œuvre la politique de rémunération de l'Etat.
- Concevoir et mettre en œuvre la formation continue et le perfectionnement professionnel.
- Garantir la mise en place des mesures de santé et de prévention au sein de l'administration.
- Garantir une application cohérente et équitable des lois et des règlements dans l'ensemble de l'administration.
- Élaborer et coordonner le budget du personnel de l'Etat.
- Assurer le versement de la paie et la gestion administrative du personnel.

Perspectives 2011

Favoriser et consolider la mise en place des nouvelles politiques (rémunération, recrutement, développement, mobilité et formation) et du nouveau système RepEr.

| 02.26.00.00 Office cantonal de la statistique - OCSTAT | | | | | |
|--|----------------|------------------------|----------------|-------------|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
| Total en F | 4'186'637 | -76'327 | 4'262'964 | 4'233'359 | |
| Total en postes | 28.20 | - | 28.20 | 28.8 | |

La réduction apparente est due à la ventilation de la RTL.

L'OCSTAT présente un projet de budget relatif au personnel auxiliaire stable, après de sensibles diminutions opérées ces dernières années. En 2010, sur ces montants sont prévus l'engagement d'un statisticien spécialiste pour traiter le nouveau système d'enquêtes auprès des ménages et la prolongation des contrats relatifs au domaine de la construction, pour la mise en œuvre de la LHR à fin 2010.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 680'430 | 46'486 | 633'944 | 580'211 |

On anticipe une augmentation des frais de régionalisation due à la périodicité de certaines enquêtes. En 2010, auront lieu les enquêtes suivantes :

- Statistique trimestrielle de l'emploi (STATEM),
- Statistiques annuelles : Indice des prix de la construction, Statistique de l'hôtellerie, Indices des prix à la consommation, Enquêtes de conjoncture du KOF, Indice avancé de l'emploi, Statistique de l'aide sociale, Projections démographiques, Enquête cantonale sur les logements vides,
- Statistique bisannuelle : Enquête sur la structure et le niveau des salaires.

Le système d'enquêtes auprès des personnes et des ménages qui remplace le recensement de la population classique est composé d'une enquête structurelle annuelle et d'une enquête thématique (cinq thèmes, chacun à un rythme guinguennal).

Mission

L'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) a pour mission principale la gestion de la fonction statistique cantonale. Il réalise les principales enquêtes statistiques dans le canton, gère, stocke et documente les informations statistiques cantonales et en assure la diffusion; il entretient les relations nécessaires aux niveaux fédéral et régional. D'autre part, l'OCSTAT remplit une fonction transversale en relation avec tous les départements de l'Etat et avec les communes. Son activité est fortement imbriquée avec celle de l'Office fédéral de la statistique.

Objectif 2010 - Priorités

- Exploiter les Fichier général des bâtiments (FGB) et Fichier de référence des logements (FRL) et préparer la diffusion des résultats statistiques fondés sur ceux-là;
- Préparer l'intégration des autres statistiques sur le domaine bâti (loyers, logements et locaux vacants, ...) dans le système intégré bâtiments et logements;
- Régionaliser l'enquête sur le niveau et la structure des salaires (biennale);
- Élaborer de nouvelles projections démographiques sur la base de la population 2009, les dernières étant sur la base de 2004;
- Exploiter les résultats du Registre fédéral des entreprises (RFE) 2008;
- Procéder à l'analyse de la précarité à l'échelon de l'agglomération transfrontalière dans le cadre de l'Observatoire statistique transfrontalier (partie suisse), en collaboration avec l'INSEE Rhône-Alpes;
- Mettre sur pied une statistique trimestrielle des transferts immobiliers dans le canton de Genève.

Perspectives 2011

Les perspectives 2011 s'inscrivent dans le cadre des orientations de législature, notamment :

- Développer deux systèmes statistiques intégrés (SSI) Population-ménages, Bâtimentslogements;
- Développer la cyberstatistique (production, diffusion, gestion).

02.29.01.00 Commission externe d'évaluation des politiques publiques - CEPP

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 516'932 | -103 | 517'035 | 451'258 |
| Total en postes | 0 | 0 | 0 | 0 |

Il n'y a pas de variation prévue par rapport au budget 2009.

Jetons de présence (189'398 F) : les 16 membres de la commission d'évaluation sont indemnisés pour des séances plénières, des séances de sous-commission et des missions individuelles (analyse de résultats, réalisation et compte-rendu d'entretiens, synthèse, rédaction, etc.).

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 216'500 | +5'039 | 211'461 | 98'598 |

Le poste de mandats d'étude par des tiers a été augmenté pour pouvoir réaliser les 5 mandats d'évaluation demandés pour 2010 (4 pour commission de contrôle de gestion, 1 pour le Conseil d'Etat).

Mission

Organisme indépendant rattaché administrativement au DF, la commission d'évaluation est chargée de seconder le Conseil d'Etat, la commission de contrôle de gestion et la commission des finances du Grand Conseil dans leurs tâches d'évaluation des politiques de l'Etat et des services publics, des entités dépendant de l'Etat et des entités subventionnées (art.15 de la Loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, D1.10). La commission agit sur mandat des autorités politiques. Elle peut également prendre l'initiative d'évaluer une loi ou une politique publique.

- Conception et réalisation d'évaluations, avec comme but la mise en évidence des effets et de la pertinence des politiques publiques.
- Recommandations pour améliorer la pertinence et l'efficacité des politiques publiques, rôle d'aide à la décision pour le Conseil d'Etat et le Grand Conseil dans la mise en œuvre des politiques publiques et les révisions législatives.
- Publication des rapports d'évaluation.
- Diffusion des résultats d'évaluation; envoi des rapports à la presse et aux personnes intéressées; présentations des résultats aux commissions du Grand Conseil, au Conseil d'Etat et aux entités administratives concernées ou intéressées.

Objectif 2010 - Priorités

Réaliser les projets d'évaluation en cours.

Perspectives 2011

Idem.

02.29.02.00 Inspection cantonale des finances - ICF

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 4'026'948 | -87'741 | 4'114'689 | 3'476'450 |
| Total en postes | 26.9 | - | 26.9 | 24 |

La réduction apparente des charges de personnel s'explique par la ventilation de la réduction linéaire, pour un montant de -97'383 F.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 114'840 | +4'806 | 110'034 | 113'834 |
| Les dépenses générales sont stables. | | | | |
| 45 Dédommagements de | Budget | Variation | Budget | Compte |

45 Dedommagements de collectivités publiques 2010 2010/2009 2009 2008

Total 0 -18'000 18'000 27'160

Aucun revenu de facturation n'est escompté pour l'exercice 2010.

Mission

Organisme indépendant rattaché administrativement au DF, l'inspection cantonale des finances (ICF) assure la surveillance de la gestion administrative et financière de l'Etat. A ce titre, sa mission est de procéder aux contrôles prévus par la loi, notamment auprès des départements, de la Chancellerie et de leurs services, auprès du service du Grand Conseil, auprès des services centraux et des greffes du Pouvoir judiciaire, auprès des institutions cantonales de droit public, auprès des institutions privées dans lesquelles l'Etat possède une participation financière majoritaire ou une représentation majoritaire au sein des organes supérieurs de l'institution, auprès de tout organisme privé bénéficiant d'une subvention de l'Etat.

Objectif 2010 - Priorités

- Répondre dans une démarche proactive aux attentes du parlement et du gouvernement en leur apportant une aide efficace dans leurs tâches de gestion et de haute surveillance de l'Etat. (art. 4 et 5 LSGAF).
- Assurer que ces derniers reçoivent, via les audits, les informations utiles et nécessaires à la maîtrise des risques de l'Etat.
- Planifier et réaliser les audits en fonction desdits risques (art. 14 LSGAF).
- Assurer l'efficacité et l'efficience de la réalisation des audits dans le respect des normes de la profession. (art. 9 et 10 LSGAF).
- Être un pôle de compétences à disposition de l'Etat en matière de systèmes de gestion, de normes comptables et de finance (art. 6 LSGAF).

Perspectives 2011

ldem.

02.29.03.00 Surveillance des fondations et des institutions de prévoyance - SSF

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 1'099'361 | -24'068 | 1'123'429 | 1'006'867 |
| Total en postes | 7.6 | - | 7.6 | 7.6 |

Le budget 2010 prévoit une baisse de 2.3% - par rapport au budget 2009 - du montant total des charges en personnel du SSF. Cela est lié à la ventilation de la RTL (-27'187 F).

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 25'740 | -5'737 | 31'477 | 34'737 |

Par rapport au budget 2009, le budget 2010 prévoit une baisse de 18.2% des dépenses générales du SSF. C'est le poste des mandats à des tiers qui a été réduit.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'200'928 | -16 | 1'200'944 | 1'202'599 |

Selon les budgets 2009 et 2010, les recettes du SSF devraient rester globalement stable.

Mission

Organisme indépendant rattaché administrativement au DF, le service assume la surveillance des fondations classiques et des institutions de prévoyance en application des dispositions du règlement relatif à la surveillance des fondations de droit civil et des institutions de prévoyance du 7 juin 2006.

Objectif 2010 - Priorités

- Garantir une organisation efficace et de qualité de la surveillance, en particulier en effectuant les contrôles les états financiers des entités sous surveillance dans un délai de 12 mois.
- Être un pôle de compétences à disposition de l'Etat et des entités surveillées en matière financière et juridique.
- Maintenir l'autofinancement du service dans l'accomplissement de sa mission de surveillance, par le biais des émoluments.

Perspectives 2011

Maintenir une organisation efficace et de qualité de la surveillance et développer le rôle de pôle de compétence du SSF, tout en maintenant un autofinancement du service par le biais des émoluments.

| | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|---------------|---|------------------------|---------------|--------------------------|---------------|----------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 02.00.00.00 F | FINANCES | | | | | | |
| | CHARGES hors imputations internes | 1.226.128.739 | | -105.674.208 | -7,9 | 1.331.802.947 | 1.482.915.951,13 |
| | REVENUS hors imputations internes | 1.220.120.100 | 5.966.704.944 | -454.781.254 | -7,1 | 6.421.486.198 | 6.898.457.785,57 |
| | COUVERTURE en F | 4.740.576.205 | | -349.107.046 | ŕ | 5.089.683.251 | 5.415.541.834,44 |
| C | COUVERTURE en % | 486,63% | | | 4,5 | 482,16% | 465,20% |
| | | | | | | | |
| 02.21.00.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 13.457.117 | 129.472 | 5.362.052 -16.994.875 | 66,2 -99,2 | 8.095.065 17.124.347 | 14.559.569,30 18.619.635,54 |
| | COUVERTURE en F | -13.327.645 | | -22.356.927 | | 9.029.282 | 4.060.066,24 |
| | COUVERTURE en % | 0,96% | | | -210,6 | 211,54% | 127,89% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 9.397.604 | | 5.326.369 | 130,8 | 4.071.235 | 8.116.554,85 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 4.006.952 | | 8.076 | 0,2 | 3.998.876 | 6.355.942,83 |
| | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 52.561 | | 27.607 | 110,6 | 24.954 | 87.071,62 |
| 42 F | REVENUS DES BIENS | | 108.000 | 0 | 0,0 | 108.000 | 108.000,00 |
| 43 F | RECETTES DIVERSES | | 21.472 | 5.125 | 31,4 | 16.347 | 1.490.308,17 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | | -17.000.000 | -100,0 | 17.000.000 | 17.021.327,37 |
| | DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES DE L'ETAT - DGFE | | | | | | |
| | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 660.370.902 | 265.980.394 | -3.709.325 23.748.493 | -0,6 9,8 | 664.080.227 242.231.901 | 802.470.718,42 328.084.865,35 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -394.390.508 40,28% | | 27.457.818 | 3,8 | -421.848.326 36,48% | -474.385.853,07 40,88% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 12.937.354 | | 995.577 | 8,3 | 11.941.777 | 11.641.802,65 |
| 31 [| DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.459.540 | | 103.759 | 7,7 | 1.355.781 | 1.123.733,73 |
| 32 | INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS | 300.600.000 | | -8.714.200 | -2,8 | 309.314.200 | 334.748.876,40 |
| | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 3.643.033 | | -1.642.923 | -31,1 | 5.285.956 | 120.569.187,86 |
| | PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION | 320.247.675 | | -14.932.538 | -4,5 | 335.180.213 | 334.233.588,00 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 21.410.000 | | 21.410.000 | ND | | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 73.300 | | -929.000 | -92,7 | 1.002.300 | 153.529,78 |
| 40 | IMPÔTS | | | | | | 64.132,00 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|----------------------------|---------------|-----------------------------|------------------|------------------------------|------------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020:2: 2000 | |
| 02.22.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES DE L'ETAT - DGFE (Suite) | | | | | | |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 864.583 | 664.583 | 332,3 | 200.000 | 564.582,55 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 28.318.975 | 1.421.975 | 5,3 | 26.897.000 | 118.284.555,42 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 33.790.465 | 33.579.412 | NS | 211.053 | 587.383,25 |
| 44 | PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION | | 196.506.371 | -14.416.177 | -6,8 | 210.922.548 | 197.088.955,00 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 6.500.000 | 2.498.700 | 62,4 | 4.001.300 | 11.495.257,13 |
| 02.23.00.00 | OPÉRATION FONDATION DE VALORISATION ACTIFS BCGE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | -94.655.000 -124.111.719 | -100,0 -100,0 | 94.655.000 124.111.719 | 73.170.374,66 232.680.160,34 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | -29.456.719 | -131,1 | 29.456.719 131,12% | 159.509.785,68 318,00% |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | -2.311.000 | -100,0 | 2.311.000 | 8.795.464,00 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | | | -92.341.000 | -100,0 | 92.341.000 | 64.371.910,66 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | | | -3.000 | -100,0 | 3.000 | 3.000,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | -3.000 | -100,0 | 3.000 | 4.497,97 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | -124.108.719 | -100,0 | 124.108.719 | 232.675.662,37 |
| 02.24.00.00 | ADMINISTRATION FISCALE - AFC | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 448.355.714 | 5.672.580.890 | -12.329.603 -337.676.323 | -2,7 -5,6 | 460.685.317 6.010.257.213 | 486.179.873,80 6.292.220.467,53 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 5.224.225.176 1.265,20% | | -325.346.720 | -39,4 | 5.549.571.896 1.304,63% | 5.806.040.593,73 1.294,22% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 58.514.729 | | -1.165.315 | -2,0 | 59.680.044 | 55.038.057,90 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 7.459.865 | | 1.041.109 | 16,2 | 6.418.756 | 4.877.681,46 |
| 32 | INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS | 19.000.000 | | 10.000.000 | 111,1 | 9.000.000 | 14.543.662,18 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 216.567.334 | | 5.686.817 | 2,7 | 210.880.517 | 237.342.842,46 |
| 34 | PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION | 146.813.786 | | -27.892.214 | -16,0 | 174.706.000 | 174.377.629,80 |
| 40 | IMPÔTS | | 5.084.820.000 | -366.800.000 | -6,7 | 5.451.620.000 | 5.632.750.817,37 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 56.002.000 | 26.000.000 | 86,7 | 30.002.000 | 64.496.478,91 |

| BUDGET 2010 LIBELLE | | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|---|---|--|--|--------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| -15 | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202021 2000 | 00IIII 12 2000 |
| ADMINISTRATION FISCALE - AFC (Suite) | | | | | | |
| RECETTES DIVERSES | | 133.196.069 | 7.880.856 | 6,3 | 125.315.213 | 126.957.715,41 |
| PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION | | 356.772.321 | 16.162.321 | 4,7 | 340.610.000 | 396.551.202,79 |
| DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 41.790.500 | -20.919.500 | -33,4 | 62.710.000 | 71.464.253,05 |
| OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE | | | | | | |
| CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 93.077.618 | 26.708.573 | -204.687 248.305 | -0,2 0,9 | 93.282.305 26.460.268 | 96.540.089,08 25.466.657,91 |
| COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -66.369.045 28,69% | | 452.992 | 0,3 | -66.822.037 28,37% | -71.073.431,17 26,38% |
| CHARGES DE PERSONNEL | 57.221.032 | | -1.334.665 | -2,3 | 58.555.697 | 66.143.417,28 |
| DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.648.800 | | -880.775 | -34,8 | 2.529.575 | 1.512.533,40 |
| AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 34.207.786 | | 2.010.753 | 6,2 | 32.197.033 | 28.884.138,40 |
| RECETTES DIVERSES | | 26.454.429 | 244.161 | 0,9 | 26.210.268 | 25.212.513,91 |
| SUBVENTIONS ACQUISES | | 254.144 | 4.144 | 1,7 | 250.000 | 254.144,00 |
| OFFICE CANTONAL DE LA STATISTIQUE - OCSTAT | | | | | | |
| CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.867.067 | 95.529 | -29.841 17.441 | -0,6 22,3 | 4.896.908 78.088 | 4.813.580,69 116.977,25 |
| COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -4.771.538 1,96% | | 47.282 | 0,4 | -4.818.820 1,59% | -4.696.603,44 2,43% |
| CHARGES DE PERSONNEL | 4.186.637 | | -76.327 | -1,8 | 4.262.964 | 4.233.359,45 |
| DÉPENSES GÉNÉRALES | 680.430 | | 46.486 | 7,3 | 633.944 | 580.210,72 |
| AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 10,52 |
| REVENUS DES BIENS | | | | | | 0,30 |
| RECETTES DIVERSES | | 95.529 | 17.441 | 22,3 | 78.088 | 116.976,95 |
| | ADMINISTRATION FISCALE - AFC (Suite) RECETTES DIVERSES PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES RECETTES DIVERSES SUBVENTIONS ACQUISES OFFICE CANTONAL DE LA STATISTIQUE - OCSTAT CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES REVENUS DES BIENS | ADMINISTRATION FISCALE - AFC (Suite) RECETTES DIVERSES PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES COUVERTURE en F COUVERTURE en F COSTAT CHARGES hors imputations internes 4.867.067 REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en S EVENUS DES BIENS REVENUS DES BIENS | ADMINISTRATION FISCALE - AFC (Suite) RECETTES DIVERSES PARTS A DES RECETTES SANS AFFECTATION DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES SUBVENTIONS ACQUISES COUVERTURE en F COUVERTURE en F COUVERTURE en F COUVERTURE SUBVENTIONS ACQUISES CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en S CHARGES DE PERSONNEL AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES CHARGES DE PERSONNEL ALBERT SUBVENCIÓN SI ALBERT | CHARGES REVENUS en F | CHARGES REVENUS en F en % | CHARGES REVENUS en F en % |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|---------------------|-----------|--------------------|---------------|------------------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGET 2003 | 00IIII 12 2000 |
| 02.29.01.00 | COMMISSION EXTERNE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES - CEPP | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 733.432 | 265 | 4.936 2 | 0,7 0,8 | 728.496 263 | 549.856,60 219,50 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -733.167 0,04% | | -4.934 | | -728.233 0,04% | -549.637,10 0,04% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 516.932 | | -103 | 0,0 | 517.035 | 451.258,25 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 216.500 | | 5.039 | 2,4 | 211.461 | 98.598,35 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 265 | 2 | 0,8 | 263 | 219,50 |
| 02.29.02.00 | INSPECTION CANTONALE DES FINANCES - ICF | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.141.788 | 8.893 | -82.935 -12.562 | -2,0 -58,6 | 4.224.723 21.455 | 3.590.283,81 66.203,65 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -4.132.895 0,21% | | 70.373 | -0,3 | -4.203.268 0,51% | -3.524.080,16 1,84% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 4.026.948 | | -87.741 | -2,1 | 4.114.689 | 3.476.450,00 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 114.840 | | 4.806 | 4,4 | 110.034 | 113.833,81 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 8.893 | 5.438 | 157,4 | 3.455 | 39.043,15 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | | -18.000 | -100,0 | 18.000 | 27.160,50 |
| 02.29.03.00 | SURVEILLANCE DES FONDATIONS ET DES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE - SFP | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.125.101 | 1.200.928 | -29.805 -16 | -2,6 0,0 | 1.154.906 1.200.944 | 1.041.604,77 1.202.598,50 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 75.827 106,74% | | 29.789 | 2,8 | 46.038 103,99% | 160.993,73 115,46% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.099.361 | | -24.068 | -2,1 | 1.123.429 | 1.006.867,45 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 25.740 | | -5.737 | -18,2 | 31.477 | 34.737,32 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.200.928 | -16 | 0,0 | 1.200.944 | 1.202.598,50 |
| | | | | | | | |

Récapitulation du département INSTRUCTION PUBLIQUE

| NO RUBRIQUE | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------|--|-------------------------|------------|--------------|--------|-------------------------|-----------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 03.00.00.00 | INSTRUCTION PUBLIQUE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.930.846.624 | | 45.942.028 | 2,4 | 1.884.904.596 | 2.086.920.454,87 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 91.616.688 | 5.386.502 | 6,2 | 86.230.186 | 361.574.220,25 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.839.229.936 4,74% | | -40.555.526 | 0,2 | -1.798.674.410 4,57% | -1.725.346.234,62 17,33% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.099.306.620 | | 16.287.083 | 1,5 | 1.083.019.537 | 1.066.848.838,12 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 45.572.974 | | -1.915.549 | -4,0 | 47.488.523 | 43.931.195,35 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 16.241.527 | | 621.311 | 4,0 | 15.620.216 | 24.754.792,38 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 6.320.000 | | 455.000 | 7,8 | 5.865.000 | 6.106.736,75 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 763.405.503 | | 30.494.183 | 4,2 | 732.911.320 | 713.115.230,03 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | | | | | | 232.163.662,24 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 14.200.974 | 400.881 | 2,9 | 13.800.093 | 12.537.319,82 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 33.255.814 | 2.459.319 | 8,0 | 30.796.495 | 56.699.928,53 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 6.571.000 | 1.257.500 | 23,7 | 5.313.500 | 6.140.790,05 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 37.588.900 | 1.268.802 | 3,5 | 36.320.098 | 54.032.519,61 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | | | | | 232.163.662,24 |

Considérations générales

L'année 2010 s'annonce, pour le département de l'instruction publique (DIP), comme une année décisive pour le développement de projets stratégiques engagés durant cette dernière législature. L'ensemble des projets du DIP s'inscrit dans la triple volonté de moderniser le service public, d'augmenter le niveau d'exigences et enfin de renforcer le dispositif tourné vers l'égalité des chances et la démocratisation des études.

Plusieurs de ces projets vont être pleinement réalisés durant l'année 2010. Parmi les plus importants, relevons le processus d'harmonisation, l'enseignement spécialisé, la formation professionnelle et la culture. Pour la conduite et le suivi de ses projets stratégiques, le DIP met progressivement en place une unité de coordination des projets, au sein du secrétariat général. Les objectifs de cette unité sont les suivants:

- > veiller à la cohérence entre les objectifs politiques, les projets et les prestations ;
- organiser le suivi et la coordination transversale des projets stratégiques, accompagner les changements et soutenir les chefs de projet dans leur mission;
- fournir une aide à la décision en matière d'adaptation des structures du DIP;
- en étroite collaboration avec la direction des finances, organiser les processus de planification budgétaire et de contrôle financier des projets.

Conformément aux recommandations formulées par la Cour des Comptes en matière de gestion des risques des grands projets transversaux (cf. rapports sur l'organisation et les fonctions comptables du 11 juin 2009 et sur l'Eurofoot 2008, du 19 juin 2009), le DIP centralisera, au niveau de l'unité de coordination des projets, la gestion financière des projets à forts enjeux budgétaires.

Genève ayant adhéré aux accords intercantonaux sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (concordat HarmoS et convention scolaire romande) en février 2009, elle doit se préparer à devenir HarmoS-compatible. Ces processus exigent des standards d'éducation dans quatre domaines:

- l'école obligatoire à 4 ans révolus;
- ➤ l'apprentissage de l'anglais dès la 5^{ème} primaire;
- un plan d'études romand (PER) définissant les exigences de toutes les disciplines pour les enfants de 4 ans à 15 ans, accompagné de manuels communs d'enseignements et d'épreuves intercantonales;
- > la formation des enseignant-e-s du primaire et du secondaire.

Pour répondre aux exigences posées par le processus d'harmonisation scolaire, l'horaire scolaire genevois actuel augmentera dès 2011. Le DIP doit par conséquent repenser l'aménagement du temps scolaire tant journalier qu'hebdomadaire. C'est dans cette perspective qu'une commission consultative "HarmoS et horaires scolaires" a été créée pour rendre un rapport sur cette question au printemps 2010.

Les effectifs du postobligatoire sont annoncés à la hausse pour la rentrée 2010 (+1%), ce qui nécessite plus de ressources ETP en personnel enseignant. Cette hausse s'explique par les points suivants:

- l'augmentation du passage d'élèves du privé vers le public;
- > l'augmentation du nombre d'élèves frontaliers;
- des retours de l'étranger et différés de Suisse liés à la conjoncture économique défavorable;
- l'allongement de la durée des études des jeunes gens qui sont suivis individuellement et encadrés plutôt que laissés sans perspectives. Ces structures mises en place pour réinsérer les élèves en rupture scolaire portent leurs fruits.

Formation et certification

La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) s'est engagée à passer le taux de certification au secondaire postobligatoire à 95% d'une classe d'âge d'ici 2015. Pour ce faire, la formation professionnelle a été organisée à Genève en 7 pôles et s'est

vue ainsi revalorisée. Elle est l'enjeu essentiel pour parvenir à ce taux de 95%. Plusieurs mesures s'inscrivent dans le cadre de cette volonté politique:

- le lancement du dispositif EQIP pour encourager les jeunes de 15 à 25 ans à la qualification et à l'insertion professionnelle;
- le développement de la formation en deux ans, introduite par la nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle de 2002 ;
- le Case management adressé aux jeunes, dès la 7^{ème} année, qui risquent d'abandonner l'école et/ou de se retrouver sans emploi;
- un nouveau dispositif de transition pour les élèves qui ne peuvent pas accéder directement aux filières certifiantes de l'enseignement postobligatoire. Le but étant qu'ils se mettent à niveau pour entrer dans une filière scolaire et pour développer un projet professionnel;
- la validation des acquis de formation entre les différentes filières de la formation générale ou professionnelle du secondaire II.

Cependant, cet objectif ne peut être atteint qu'en amenant un suivi individualisé à chaque élève et en attribuant plus de moyens à ceux qui en ont le plus besoin dès l'entrée des élèves dans l'enseignement obligatoire. Ces engagements sont concrétisés grâce aux projets entrepris au sein du DIP:

- ➢ le développement du Réseau d'enseignement prioritaire (REP), soit un soutien renforcé aux établissements scolaires intervenant dans les régions et quartiers en rupture de mixité sociale et engagement des autorités communales et cantonales à accompagner ce projet par une politique de la Ville;
- ➤ le Bureau d'accueil des familles migrantes pour soutenir les familles allophones primoarrivantes et orienter leurs enfants dans l'enseignement primaire;
- les nouvelles missions de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe): l'aide à l'insertion des jeunes en rupture de formation; la collaboration avec les éducatrices et les éducateurs du REP; une réflexion sur l'harmonisation nécessaire des horaires scolaires et la mise en œuvre d'une assistance personnalisée aux mineurs ayant eu à faire avec la justice;
- un nouveau cycle d'orientation ainsi qu'une commission consultative chargée de la coordination et de l'évaluation des dispositifs qui relèvent des mesures de soutien scolaire aux élèves en difficulté tant dans les enseignements obligatoires que postobligatoires.

Grâce à la nouvelle loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés, adoptée en novembre 2008, le DIP peut entreprendre la réorganisation de l'enseignement spécialisé du préscolaire et tout au long de la scolarité ou de l'apprentissage. Tous les enfants sont d'abord des élèves rattachés à l'école de leur quartier même s'ils ont besoin d'un suivi différencié. Le défi est de passer d'un système scindé entre enseignement ordinaire et enseignement spécialisé, à une collaboration intense et à un dispositif perméable de pédagogie spécialisée qui implique de renforcer l'intégration. Suite à un audit externe, un dispositif a été mis en place pour comprendre et anticiper les éventuelles augmentations d'effectifs et pour mieux cerner et définir aussi les profils des élèves devant bénéficier d'un enseignement spécialisé.

La culture est aussi un axe important pour le DIP. Ainsi, le Conseil d'Etat a approuvé, le 13 mai 2009, la création d'une commission d'experts chargée de rédiger un avant-projet de loi sur les arts et la culture pour doter Genève d'une vision cantonale et régionale dans ce domaine. Elle devra proposer:

- > une nouvelle ambition et une meilleure visibilité de la culture pour le canton;
- une nouvelle dynamique de concertation avec les différentes collectivités publiques et les acteurs culturels par l'introduction d'un Conseil de la culture;
- > une redéfinition du rôle de l'Etat de Genève en matière culturelle.

Du point de vue scolaire, le DIP a adopté en juin 2008 un plan d'actions « Ecole, arts et culture ». L'objectif est de recenser les actions culturelles menées au sein du département, proposer des mesures permettant de faciliter l'accès à la culture pour chaque élève et réduire l'inégalité des prestations offertes entre niveaux d'enseignement, filières ou établissements.

| 03.11.00.00/03.13.00.00 Secrétariat gé | énéral et services d | énéraux |
|--|----------------------|---------|
|--|----------------------|---------|

| | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | | |
|-----|---|---------------------------|------------------------|----------------|----------------|--|--|--|
| 3 | Charges sans imputations internes et sans subventions redistribuées | | | | | | | |
| | Frs | 115'318'837 | 3'135'512 | 112'183'325 | 107'540'419.25 | | | |
| 30 | Charges de perso | nnel | | | | | | |
| | Frs | 33'141'418 | 1'809'623 | 31'331'795 | 30'864'484.05 | | | |
| | Effectifs | 199.847 | 2.000 | 197.847 | 191.951 | | | |
| 301 | Traitements du pe | rsonnel | | | | | | |
| | Frs | 24'419'495 | 1'667'854 | 22'751'641 | 22'118'932.91 | | | |
| | Effectifs | 178.117 | 2.000 | 176.117 | 171.100 | | | |
| 302 | Traitement du pers | sonnel enseignant | | | | | | |
| | Frs | 3'343'851 | 117'042 | 3'226'809 | 3'292'091.60 | | | |
| | Effectifs | 21.730 | - | 21.730 | 20.851 | | | |
| 31 | Dépenses général | es | | | | | | |
| | Frs | 4'102'467 | 120'847 | 3'981'620 | 3'262'423.45 | | | |
| 36 | Subventions | | | | | | | |
| | Frs | 77'802'672 | 2'328'584 | 75'474'088 | 73'255'949.98 | | | |
| 4 | Revenus sans imp | outations internes et sar | s subventions red | distribuées | | | | |
| | Frs | 1'369'285 | -13'702 | 1'382'987 | 21'893'141.03 | | | |

Eléments budgétaires particuliers

Les écarts constatés sur les charges de fonctionnement sont imputables :

- aux mécanismes salariaux 2009 décalés pour les enseignants
- aux mécanismes salariaux 2010 (janvier 2010 pour le personnel administratif et technique; septembre 2010 pour le personnel enseignant)
- à l'introduction au PB2010 de ressources pour l'accompagnement de la mise en œuvre de l'harmonisation scolaire (projet HarmoS)
- au renforcement des subventions à la culture
- au transfert d'un poste du DF au DIP et d'un mouvement interne d'un poste de l'ESPO au SEM

Mission

Le Secrétariat général assure le pilotage et le suivi des projets visant à concrétiser les 13 priorités du département. Il joue également un rôle croissant dans la coordination interdépartementale et représente le département au sein des instances intercantonales, en particulier dans le contexte de l'harmonisation scolaire aux plans suisse et romand.

Le Secrétariat général assume la responsabilité de son organisation et de son bon fonctionnement. Il est en charge du pilotage de la politique des ressources humaines et financières, du contrôle interne, des systèmes d'information et de la logistique. Il assure la coordination entre les directions générales et les services transversaux, ainsi que la surveillance des activités afin de les faire exécuter conformément aux lois et aux décisions du Conseil d'Etat.

Services généraux

La nouvelle ossature du Secrétariat Général est conforme à la volonté du Conseil d'Etat d'harmoniser les organigrammes départementaux. Il se compose de :

- une direction des finances,
- · une direction des ressources humaines,
- une direction du contrôle interne,
- une unité regroupant les systèmes d'informations "métiers" du DIP
 - le Service Ecoles-Médias (SEM)
 regroupe l'ensemble des prestations concernant la documentation, la communication, les moyens audiovisuels et l'informatique pour la pédagogie et la structure administrative du département
- une unité regroupant la logistique et le service technique supervise et coordonne tous les travaux dirigés par le DCTI concernant l'ensemble des bâtiments du département, en particulier toutes les écoles

Les services directement rattachés au Secrétariat Général délivrent les activités de support et prestations suivantes :

- le Service de la recherche en éducation (SRED)
 évalue le système éducatif, effectue des recherches dans le domaine éducatif, produit des statistiques et diffuse les résultats de ses travaux
- le Service de l'enseignement privé délivre les autorisations et assure la surveillance des écoles privées
- le Service Le Point
 - intervient et soutient le personnel du département et leur offre un centre de compétences et de médiations. Il apporte une expertise en gestion de crise et accompagne les projets dans les écoles, les quartiers et les communes par des actions de communication et de formation.
- le Service cantonal de la culture (SCC)
 favorise l'accès à la culture, en particulier aux élèves des écoles de tous les ordres d'enseignement, promeut l'art public, notamment les artistes contemporains, encourage les acteurs et actrices et les organismes culturels, ainsi que les écoles de musique. Il soutient la création artistique et participe à la conservation du patrimoine culturel et artistique.
- le Service de la restauration scolaire surveille la gestion et les prestations des cafeterias
- L'Unité juridique du Secrétariat général.

Activités spécifiques du secrétariat général :

- la conduite des priorités stratégiques et le suivi des projets
- l'organisation et la gestion du département
- · la communication interne et externe
- · le conseil juridique
- le suivi des plans de mesures du Conseil d'Etat
- l'élaboration du projet de budget et le pilotage du plan financier quadriennal
- la coordination régionale, intercantonale, fédérale et internationale
- la mise en œuvre de l'harmonisation de la scolarité obligatoire : HarmoS, la Convention scolaire romande et Pédagogie spécialisée
- le pilotage stratégique et le suivi de l'enseignement supérieur : Université et HES.

Objectif 2010 - Priorité

L'année 2009 verra le Secrétariat général :

- renforcer la coordination entre les directions générales de l'enseignement et les directions générales d'offices (OJ et OFPC) afin que ces entités interviennent en complète concertation auprès des mêmes publics cibles tout en offrant des prestations complémentaires (sociales, médicales et d'orientation) à celles de formation;
- poursuivre et conforter la mise en œuvre du système de contrôle interne et la gestion des risques dans l'ensemble du département ;
- renforcer et unifier le suivi des contrats de prestations liant le département aux institutions subventionnées et assurer leur contrôle;
- veiller au déploiement de la politique RH du département en fonction des projets stratégiques du DIP et en lien avec les objectifs de la politique RH définie par le Conseil d'Etat (motion 1658).
- assurer le suivi et la coordination des projets stratégiques du département ;
- conforter l'unité d'enseignement supérieur (UES) qui a pour mission de travailler avec le rectorat à la mise en œuvre et le suivi de la convention d'objectifs de l'Université et l'adaptation de la gouvernance et au suivi du développement de la HES-SO;
- soutenir la mise en œuvre du projet transversal « école et culture » du Plan d'action Ecole, Arts et Culture (PAEC), qui renforce et renouvelle les collaborations entre les directions générales des trois niveaux d'enseignement, les établissements scolaires et les organismes culturels et les artistes;
- mettre en application le nouveau règlement relatif à l'enseignement privé ;
- accompagner la mise en œuvre des trois axes prioritaires du SRED : la qualité de la recherche, la valorisation des résultats et le travail en réseau ;
- veiller à la mise en œuvre des nouvelles modalités de financement, d'accréditation et de collaboration des écoles de musique, dès l'acceptation par le Grand Conseil du projet de loi 10238 ;
- poursuivre et conforter la transition vers des standards informatiques ouverts et les logiciels libres :
- consolider et amorcer le renouvellement des principaux systèmes d'information du département;
- structurer et développer l'appui juridique apporté à la Direction du Département et aux différentes directions générales et services du DIP, par l'unité juridique du secrétariat général;
- créer une nouvelle direction de l'enseignement obligatoire, regroupant les actuelles directions générale du primaire et du cycle d'orientation.

03.21.00.00 Enseignement primaire

| | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | | | |
|-----|---|--------------------------|------------------------|----------------|----------------|--|--|--|--|
| 3 | Charges sans imputations internes et sans subventions redistribuées | | | | | | | | |
| | Frs | 378'501'468 | 4'322'014 | 374'179'454 | 372'310'351.42 | | | | |
| 30 | Charges de perso | nnel | | | | | | | |
| | Frs | 368'013'973 | 6'990'311 | 361'023'662 | 362'289'694.17 | | | | |
| | Effectifs | 2'551.729 | 7.659 | 2'544.070 | 2'540.018 | | | | |
| 301 | Traitements du pe | ersonnel | | | | | | | |
| | Frs | 39'289'232 | 1'940'579 | 37'348'653 | 30'386'405.55 | | | | |
| | Effectifs | 334.280 | 8.490 | 325.790 | 316.775 | | | | |
| 302 | Traitement du per | sonnel enseignant | | | | | | | |
| | Frs | 271'406'286 | 4'349'189 | 267'057'097 | 271'283'312.95 | | | | |
| | Effectifs | 2'217.449 | -0.831 | 2'218.280 | 2'223.243 | | | | |
| 31 | Dépenses général | es | | | | | | | |
| | Frs | 7'149'513 | 450'690 | 6'698'823 | 7'039'513.23 | | | | |
| 36 | Subventions | | | | | | | | |
| | Frs | 3'184'000 | 344'100 | 2'839'900 | 2'679'900.00 | | | | |
| 4 | Revenus sans imp | outations internes et sa | ns subventions re | distribuées | | | | | |
| | Frs | 6'876'169 | 155'017 | 6'721'152 | 6'709'067.40 | | | | |

Eléments budgétaires particuliers

Les écarts constatés sur les charges de fonctionnement sont imputables :

- aux mécanismes salariaux 2009 décalés pour les enseignants
- aux mécanismes salariaux 2010 (janvier 2010 pour le personnel administratif et technique; septembre 2010 pour le personnel enseignant)
- au développement de l'enseignement spécialisé (+19.3 ETP): ouvertures d'institutions (2 à la rentrée 2009 et 2 à la rentrée 2010), mise en place d'une politique inclusive (ressources dédiées au maintien dans l'enseignement ordinaire des élèves en difficulté ne répondant toutefois pas aux critères motivant un passage dans l'enseignement spécialisé)
- au transfert d'un poste du DI vers le DIP pour la reprise de l'enseignement à l'établissement de la Clairière
- au transfert des psychomotricien(ne)s de l'enseignement primaire vers l'office de la jeunesse (-12.6 ETP)

Mission

La direction générale assure la direction pédagogique et administrative des huit degrés du cycle élémentaire et du cycle moyen de l'enseignement primaire et avec la participation du service médico-pédagogique, des établissements et classes spécialisées. Sa responsabilité s'exerce notamment dans les secteurs de l'enseignement, de la scolarité des élèves, du réseau d'enseignement prioritaire (REP), des ressources humaines, des finances et de l'administration, ainsi que dans la coordination avec les autres niveaux d'enseignement.

90 directrices et directeurs d'établissement scolaire primaire (composé d'une à cinq écoles) ainsi que 5 inspectrices et inspecteurs de l'enseignement spécialisé dirigent les unités scolaires : établissements, regroupements de classes spécialisées, institutions spécialisées.

Objectif 2010 - Priorité

Programme 201: Enseignement du degré primaire (cycles 1 & 2)

1. Fonctionnement de l'enseignement primaire

L'Observatoire mandaté par le secrétariat général du DIP pour la période 2008-2012 poursuit ses missions d'observation des fonctions, processus et impacts générés par le fonctionnement mis en œuvre à la rentrée 2008 dans l'enseignement primaire.

2. Réseau d'enseignement prioritaire (REP)

Créé à la rentrée 2006, le REP rassemble des écoles dont plus de 55% des élèves sont issus de catégories sociales défavorisées. Ces écoles sont dotées de ressources et de moyens particuliers afin de favoriser les apprentissages chez ces élèves. En 2009, le REP compte 15 établissements. Deux autres établissements devraient rejoindre le réseau en 2010. Un partenariat est développé avec les autorités communales concernées, par la signature de déclarations communes avec l'Etat. Quatre communes concernées par les écoles en REP (Onex, Lancy, Genève et Vernier) sur six se sont déjà engagées formellement dans ce partenariat. Les deux déclarations avec Carouge et Meyrin devraient être signées en 2010.

3. Bureau d'accueil des familles migrantes

Dans le cadre de la mise en place d'un dispositif offrant aux nouveaux arrivants à Genève un accueil institutionnel de qualité, le bureau genevois d'accueil scolaire a été créé à la rentrée 2009. Il assure un soutien aux familles allophones primo-arrivantes et oriente leurs enfants dans l'enseignement primaire. Outre l'accueil, le conseil, l'information et l'orientation, le bureau a également pour mission d'assurer le suivi et de faciliter le processus d'intégration de l'élève dans l'enseignement genevois, ceci en coordonnant son action avec les réseaux scolaires et sociaux compétents.

4. Projets d'établissement

Le projet d'établissement est un outil qui permet à chaque établissement de s'inscrire dans un processus dynamique d'amélioration des prestations offertes à tous les élèves. Il constitue par ailleurs un engagement qui lie l'institution, la direction, les professionnels de l'établissement chargés de sa mise en œuvre. (voir aussi point 5, Conseils d'établissement) Depuis la rentrée 2008, dans le but de favoriser l'autonomie partielle, tous les établissements primaires travaillent à se doter d'un projet d'établissement qui pose les options pédagogiques de l'équipe enseignante et les axes de travail retenus dans le respect des plans d'études et du cadre institutionnel.

Tous les plans de projet d'établissement ont fait l'objet d'une validation institutionnelle par la DGEP. Durant la phase de réalisation, la DGEP suit les projets et assure la régulation avec les établissements. Au terme de la mise en œuvre du projet, c'est-à-dire à la rentrée 2011, une évaluation externe menée sous la responsabilité du SRED.

5. Conseils d'établissement

Au printemps 2009 des élections de représentants de parents et d'enseignants ont eu lieu dans chaque établissement en vue d'instaurer un Conseil d'établissement. Un premier conseil a déjà siégé dans tous les établissements primaires et a réuni des représentants des partenaires éducatifs qui travaillent ensemble à développer un climat propice à l'apprentissage des élèves et à optimiser les relations avec les familles, les collectivités publiques locales, les services publics cantonaux ou autres partenaires de l'école.

Le conseil d'établissement participe à l'élaboration du diagnostic et fournit des éléments d'analyse utiles à la direction et à l'équipe enseignante chargées d'élaborer le projet d'établissement.

Dans le cadre de ses compétences, le conseil d'établissement participe à la réalisation des actions et mesures inscrites dans le projet. De plus, il est régulièrement informé de l'avancement général des travaux.

Programme 213: Enseignement spécialisé

Les objectifs de l'enseignement spécialisé sont :

- 1. Conduire les élèves concernés au meilleur développement personnel, à la plus grande autonomie ainsi qu'à la meilleure maîtrise des compétences possibles au terme de leur scolarité.
- 2. Promouvoir l'égalité des chances et l'intégration sociale et scolaire des élèves concernés.
- 3. Préparer les élèves concernés à participer à la vie sociale, culturelle, civique, politique et économique dans le respect d'autrui, avec l'esprit de solidarité et l'attachement aux objectifs du développement durable.

L'enseignement spécialisé est dispensé selon les besoins spécifiques des élèves à besoins éducatifs particuliers ou handicapés intégrés à l'école ordinaire, en classe spécialisée ou en institution spécialisée (mesures renforcées au sens de l'accord intercantonal sur la pédagogie spécialisée, à savoir de longue durée, d'une intensité soutenue, d'un niveau élevé de spécialisation des intervenants, avec des conséquences marquantes sur la vie quotidienne, sur l'environnement social ou sur le parcours de vie de l'enfant ou du jeune).

Ce dispositif accueille 1'363 élèves à la rentrée 2009 dans le secteur public (classes spécialisées et institutions) et 468 dans le secteur subventionné. Les élèves concernés relèvent de problématiques différentes : polyhandicap ou retard mental profond, retard mental moyen ou léger, déficits sensoriels et moteurs, ou troubles graves du comportement liés à un trouble de la personnalité.

De nouveaux besoins ont dû être pris en compte dès le printemps 2009 (ouverture d'une ½ institution pour jeunes enfants handicapés) et dès la rentrée 2009 (complément de cette ½ institution et ouverture d'une institution pour adolescents handicapés mentaux). Par ailleurs deux institutions subventionnées ont également dû augmenter leur capacité d'accueil.

La plus grande partie des ressources supplémentaires l'a été pour des adolescents handicapés ce qui ne s'avère pas étonnant dans la mesure où l'évolution démographique montre clairement l'arrivée en âge d'enseignement post obligatoire des importantes cohortes d'élèves nés dans la première moitié des années 90.

Un nombre important d'élèves (26 selon l'état des placements au 8 juillet 2009) pour lesquels une demande de placement moins prioritaire que pour d'autres élèves en institution n'a pu être suivie d'effets reste en enseignement ordinaire. En conséquence il est à cette date prévu pour répondre à ces besoins l'ouverture de deux institutions de 12 élèves chacune au premier septembre 2010 sous réserve de la mise à disposition de locaux adéquats.

Perspectives 2011

Programme 201: Enseignement du degré primaire (cycles 1 & 2)

Les autres projets, actuellement en cours, et appelés à jouer un rôle important sur le long terme de l'enseignement primaire s'inscrivent dans le développement et le renforcement de la coordination scolaire, ils peuvent être regroupés selon les deux axes stratégiques :

- ⇒ La mise en place d'une direction unifiée de la scolarité obligatoire (aspects organisationnels, pédagogiques et fonctionnels ainsi que l'élaboration de la formation initiale et continue des enseignants en collaboration avec l'Université de Genève).

Programme 213 Enseignement spécialisé

Initiée en novembre 2007 à la demande du Secrétaire général du DIP, une étude a été diligentée avec la finalité de conceptualiser une nouvelle organisation cantonale de la pédagogie spécialisée, qui intègre les évolutions attendues par l'accord intercantonal en pédagogie spécialisée (CDIP) et la nouvelle loi sur l'intégration des enfants et jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés du 14 novembre 2008 (LIJBEP C 1 12), respectivement ratifiée et acceptée à l'unanimité par le Grand Conseil.

Cette étude a clarifié les rôles et les responsabilités hiérarchiques et fonctionnelles, aujourd'hui « diffuses » au sein de l'office de la jeunesse, au sein de la direction générale de l'enseignement primaire, entre le service médico-pédagogique et la direction générale de l'enseignement primaire, et de définir les contours opérationnels d'une politique éducative inclusive.

En 2011, une direction unique en pédagogie spécialisée va être créée, coordonnant les prestations pédagogiques et thérapeutiques, publiques et subventionnées, disposant d'une autonomie en matière de gestion budgétaire et de ressources humaines. Cette direction doit être à même de couvrir les besoins des enfants/élèves concernés de 0 à 18/20 ans, ainsi que de soutenir tous les développements profitables en tenant compte de l'évolution permanente des savoirs et des pratiques.

03.22.00.00 Cycle d'orientation

| | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----|--------------------|-------------------------|------------------------|----------------|----------------|
| 3 | Charges sans imp | utations internes et sa | ns subventions red | distribuées | |
| | Frs | 250'740'771 | 1'457'193 | 249'283'578 | 242'119'028.59 |
| 30 | Charges de persor | nnel | | | |
| | Frs | 241'117'854 | 1'729'788 | 239'388'066 | 232'275'215.38 |
| | Effectifs | 1'522.649 | -4.700 | 1'527.349 | 1'510.860 |
| 301 | Traitements du pe | rsonnel | | | |
| | Frs | 23'320'564 | 141'494 | 23'179'070 | 23'004'518.90 |
| | Effectifs | 214.500 | -4.700 | 219.200 | 211.020 |
| 302 | Traitement du pers | sonnel enseignant | | | |
| | Frs | 180'246'210 | 1'844'146 | 178'402'064 | 173'106'699.65 |
| | Effectifs | 1'308.149 | - | 1'308.149 | 1'299.840 |
| 31 | Dépenses général | es | | | |
| | Frs | 6'850'292 | -243'140 | 7'093'432 | 6'890'061.60 |
| 36 | Subventions | | | | |
| | Frs | 397'000 | - | 397'000 | 387'171.45 |
| 4 | Revenus sans imp | utations internes et sa | ns subventions re | distribuées | |
| | Frs | 2'843'183 | 602'330 | 2'240'853 | 3'162'937.53 |

Eléments budgétaires particuliers

Les écarts constatés sur les charges de fonctionnement sont imputables :

- aux mécanismes salariaux 2009 décalés pour les enseignants
- aux mécanismes salariaux 2010 (janvier 2010 pour le personnel administratif et technique; septembre 2010 pour le personnel enseignant)
- à la création d'une cellule de transports par transfert de 4.7 postes de chauffeurs de l'économat du DIP vers le service des loisirs de l'Office de la jeunesse.

Mission

La mission du cycle d'orientation est précisée dans les articles 44, al 1, 52, 53, 54 et 55 de la Loi sur l'instruction publique C 1.10. Le cycle d'orientation se définit comme une école dispensant un enseignement de culture générale pour les trois dernières années de la scolarité obligatoire. Il prend en charge les enfants âgés de 12 à 15 ans. Il constitue l'enseignement secondaire 1 selon la terminologie internationale.

Le cycle d'orientation se doit de coordonner ses actions d'enseignement avec, d'une part, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire postobligatoire, et d'autre part, l'ensemble des cantons suisses francophones dans le cadre de l'Espace romand de formation mis en place par la Conférence intercantonale des directrices et directeurs de l'instruction publique (CIIP).

Le cycle d'orientation se doit également d'évaluer de façon certifiante, à la fin de chaque année de l'enseignement secondaire 1, et notamment de la dernière, les connaissances et les compétences acquises par les élèves en vue de leur insertion dans l'une des trois filières de l'enseignement secondaire postobligatoire.

Objectif 2010 - Priorité

Les décisions populaires relatives au PL 10176 impliquent des modifications structurelles et pédagogiques importantes pour préparer la rentrée 2011-2012.

Dans l'intervalle, le cycle d'orientation continue à focaliser ses efforts sur la qualité de l'enseignement et sur l'orientation des élèves sur les trois années. Il poursuit la définition précise de la progression des apprentissages des élèves en termes de connaissances et de compétences. Ceci pour permette de spécifier des seuils d'acquisition évalués à la fin de chaque année. Au cours de l'année 2009, la CIIP a pris la décision d'introduire à la rentrée 2011 le Plan d'études romand (PER). L'élaboration de ce PER nécessite encore un effort important au niveau de sa rédaction finale à laquelle le cycle d'orientation genevois contribue activement, effort important qui doit se poursuivre maintenant au niveau de l'information, de la formation et de l'encadrement du corps enseignant.

Ce travail est conduit d'une part avec l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire postobligatoire et d'autre part avec l'ensemble des cantons suisses francophones, dans le cadre de l'Espace romand de formation voulu par la CIIP. Il implique un travail tout aussi conséquent et continu d'élaboration et de réalisation de l'évaluation commune (épreuves communes cantonales et épreuves communes romandes de référence).

En outre, dans le domaine des relations entre l'école et la famille et du climat d'établissement, les conseils d'établissement seront mis en place (partenariat famille-école) pendant l'année scolaire 2009-2010 et un projet d'extension au cycle d'orientation du réseau d'enseignement prioritaire (REP) sera concrétisé également en 2009-2010.

Perspectives 2011

Pour mettre en place la L 10176, nous allons vers une diminution relative de l'importance de la phase de décision. En revanche, la phase de concrétisation et de mise en œuvre va aller en croissant et les risques majeurs aussi. Afin de piloter "pratiquement" les différentes phases d'exécution et de mise en service, des ressources ressortissant au domaine de l'enseignement sont nécessaires. L'année 2010 sera prioritairement consacrée à l'élaboration détaillée de la nouvelle structure et la conduite du changement de paradigme dans l'enseignement obligatoire qu'impose la L 10176.

La mise en application des contenus d'enseignement du PER et des standards de qualité HARMOS et leur concrétisation sur le terrain des établissements seront progressives. Il s'agira ensuite d'assurer le suivi et les régulations en lien avec les directives HarmoS et CIIP. Cela se déclinera dans les priorités suivantes:

- Appropriation par les maîtres des objectifs du PER dans le contexte de l'organisation du nouveau CO.
- Écriture des ajouts au PER dans les domaines spécifiques à GE, notamment : éducation citoyenne et faits religieux, volonté du chef du département d'introduire dans l'enseignement une approche des grands textes fondateurs et de l'éthique.
- Poursuite sur le terrain des établissements du Plan lecture du DIP: poursuite de la formation des enseignant-e-s et étayage des projets, pilotage des actions entreprises par le corps enseignant dans les classes, introduction du processus sur deux ans en vue d'un observatoire des actions dans le domaine de l'apprentissage continué en lecture, toutes actions pilotées en parallèle avec l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire postobligatoire (en particulier le SCAI).
- Introduction progressive des moyens d'enseignement choisis par les instances romandes, en lien avec l'harmonisation romande autour et par le PER.
- Selon les prescriptions du concordat HarmoS, introduction d'un cours facultatif d'italien dans tous les établissements du degré secondaire 1 pour sensibiliser les élèves à une troisième langue nationale.

• Introduction en lien avec le PER d'épreuves communes de référence romandes.

L'extension de la capacité d'accueil du collège de la Seymaz (classes de 9^{ème} année), la mise à disposition progressive du nouveau collège de Drize et les transformations du collège de la Florence permettront de désengorger les établissements en visant un effectif maximum de 650 élèves pour un meilleur encadrement et de meilleures conditions d'apprentissage.

| | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | | |
|-----|---|-------------------------|------------------------|----------------|----------------|--|--|--|
| 3 | Charges sans imputations internes et sans subventions redistribuées | | | | | | | |
| | Frs | 375'179'347 | -1'480'924 | 376'660'271 | 364'959'580.35 | | | |
| 30 | Charges de persor | nnel | | | | | | |
| | Frs | 355'409'561 | 863'439 | 354'546'122 | 344'783'652.63 | | | |
| | Effectifs | 2'194.519 | 19.800 | 2'174.719 | 2'153.734 | | | |
| 301 | Traitements du pe | rsonnel | | | | | | |
| | Frs | 37'455'811 | 576'473 | 36'879'338 | 36'175'352.20 | | | |
| | Effectifs | 345.007 | -5.000 | 350.007 | 338.765 | | | |
| 302 | Traitement du pers | sonnel enseignant | | | | | | |
| | Frs | 262'275'970 | 883'337 | 261'392'633 | 254'631'862.56 | | | |
| | Effectifs | 1'849.512 | 24.800 | 1'824.712 | 1'814.969 | | | |
| 31 | Dépenses général | es | | | _ | | | |
| | Frs | 13'477'050 | -2'637'254 | 16'114'304 | 13'890'050.16 | | | |
| 36 | Subventions | | | | | | | |
| | Frs | 1'144'500 | - | 1'144'500 | 786'631.75 | | | |
| 4 | Revenus sans imp | utations internes et sa | ns subventions re | distribuées | | | | |
| | Frs | 39'272'912 | 1'933'031 | 37'339'881 | 40'004'783.45 | | | |

Eléments budgétaires particuliers

Les écarts constatés sur les charges de fonctionnement sont imputables :

- aux mécanismes salariaux 2009 décalés pour les enseignants
- aux mécanismes salariaux 2010 (janvier 2010 pour le personnel administratif et technique; septembre 2010 pour le personnel enseignant)
- l'augmentation des ressources pour faire face à la croissance des effectifs d'élèves (+40 postes à la rentrée 2009)
- l'augmentation de la dotation horaire des élèves selon la nouvelle ORRM (+10 postes pour la rentrée 2010)
- au transfert des activités de l'Institut de Formation des Maîtres de l'Enseignement Secondaire (IFMES) vers l'Université (-29.2 postes et diminution des crédits de personnel en francs)
- au désengagement de l'Etat dans l'organisation des cours inter-entreprises (CIE) en faveur des associations professionnelles

Mission

Les 12 écoles et les 7 centres de formation professionnelle du secondaire II post-obligatoire ont pour mission de proposer un cursus de formation de 2 à 4 ans aux élèves et apprenant-e-s qui sont âgés entre 15 et 19 ans, qui leur permet, à son terme, d'obtenir un titre reconnu (niveau CITE 3 de la classification de l'OCDE) dans les domaines de :

- la formation générale : certificat et maturité spécialisée de l'Ecole de culture générale, maturité gymnasiale du collège de Genève ;
- la formation professionnelle initiale: attestation cantonale de formation professionnelle, attestation fédérale de formation professionnelle initiale, diplôme de commerce, certificat fédéral de capacité, certificat de maturité professionnelle des sept Centres de formations professionnelle (arts appliqués, commerce, construction, services et hôtellerie/restauration, nature et environnement, santé et social, et technique) et la maturité technique de l'Ecole d'enseignement technique EET.

Ces écoles et centres de formation professionnelle ont également pour missions connexes de :

- préparer, en étroite collaboration avec le CO, les élèves :
 - ✓ qui ne maîtrisent pas suffisamment le français par des classes d'accueil pour élèves non francophones ;
 - ✓ provenant du cycle d'orientation et qui ne satisfont pas aux normes d'admission du postobligatoire par des classes :
 - préparatoire (EC et ECG)
 - insertion professionnelle
- proposer différents cursus de formation à des adultes afin qu'ils briguent à leurs termes un titre de niveau CITE 3 ou 4 ou qu'ils puissent accéder à une HES.

Objectif 2010 - Priorité

Les effectifs sont annoncés à la hausse pour la rentrée 2010, en effet 22'491 élèves et apprenant-e-s sont attendus. Cette augmentation d'effectifs nécessite 40 postes d'enseignant. Différents projets liés à des modifications de réglementation sont projetés :

- Le cursus gymnasial voit sa dotation en sciences augmentée puisque 2 heures de physique sont ajoutées à la grille des élèves de 3^{ème} année, mesure qui prendra effet à la rentrée 2010 pour les élèves de 3^{ème} année.
- La maturité spécialisée de l'Ecole de culture générale existe actuellement dans les orientations arts visuels, de la santé et du travail social. Il est prévu de l'ouvrir également dans le domaine de la communication-information lors de la rentrée 2009.
- La formation professionnelle commerciale à plein-temps doit être mise en conformité avec la Loi fédérale sur la formation professionnelle. En effet, actuellement le CFP commerce à plein-temps délivre des diplômes de commerce qui sont reconnus comme équivalent à un CFC. Dès 2013, le CFP commerce délivrera des CFC aux apprenant-e-s plein-temps. Cette réforme qui touchera surtout le 2ème et 3ème degré doit être préparée dès maintenant.
- La mise en place des MSST, en priorité dans les CFP qui ont des ateliers équipés de machines, est incontournable pour respecter les normes et directives en vigueur dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, en particulier lorsque les Centres de formation professionnelle jouent le rôle d'employeur (pour les formations à plein-temps).
- La Loi fédérale sur la formation professionnelle impose aux Centres de formation professionnelle de développer la qualité. Passée la phase pilote (actuellement en cours dans 2 CFP), il est nécessaire d'étendre le système qualité à l'ensemble des CFP afin que le canton de Genève continue à percevoir les subventions fédérales pour la formation professionnelle.
- La première étape du collège Sismondi va être livrée durant le premier trimestre 2010. Les ressources administratives devront être progressivement adaptées en fonction de l'occupation de ce nouveau bâtiment.

Perspectives 2011

Les prévisions d'effectifs prévoient que la hausse se poursuit pour les années 2011 et suivantes, mais dans des proportions moindres (+0.4% par année en moyenne). Ces augmentations nécessiteront toutefois quelques ressources supplémentaires en ETP de personnel enseignant et de personnel administratif et technique.

Différents projets liés à des modifications de réglementation seront poursuivis:

- La mise en conformité de formation professionnelle commerciale à plein-temps avec la Loi fédérale sur la formation professionnelle (échéance de mise en œuvre : 2013) ;
- La poursuite de la mise en place des MSST dans les filières générales ;
- Le développement de la qualité dans les Centres de formation professionnelle. ;
- La dernière étape du collège Sismondi sera terminée en 2011.

De nouveaux projets sont envisagés :

- La préparatoire de l'actuelle Haute école de Santé devrait être rattachée au secondaire 2 postobligatoire;
- La transition scolaire entre le secondaire 1 et le secondaire 2, en particulier pour les élèves qui présentent des difficultés scolaires et/ou comportementales doit être revue afin de proposer des solutions adaptées aux caractéristiques spécifiques des différentes populations d'élèves concernés ;
- La construction d'une 3^{ème} Ecole de culture générale devrait être entamée durant cette période.

03.31.00.00 Office de la jeunesse

| 3 | Obarras and immutation | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | |
|-----|---|------------------------|------------------------|----------------|----------------|--|--|
| 3 | Charges sans imputations internes et sans subventions redistribuées | | | | | | |
| | Frs | 219'843'801 | 17'223'358 | 202'620'443 | 206'541'495.32 | | |
| 30 | Charges de personn | iel | | | | | |
| | Frs | 76'163'714 | 3'646'899 | 72'516'815 | 73'399'042.04 | | |
| | Effectifs | 565.516 | 24.641 | 540.875 | 527.297 | | |
| 301 | Traitements du pers | onnel | | | | | |
| | Frs | 64'052'209 | 3'577'671 | 60'474'538 | 61'228'394.15 | | |
| | Effectifs | 565.516 | 24.641 | 540.875 | 527.297 | | |
| 31 | Dépenses générales | } | | | _ | | |
| | Frs | 11'886'802 | 779'713 | 11'107'089 | 10'834'296.92 | | |
| 36 | Subventions | | | | _ | | |
| | Frs | 130'099'560 | 12'411'644 | 117'687'916 | 107'360'972.61 | | |
| 4 | Revenus sans impu | tations internes et sa | ns subventions re | distribuées | | | |
| | Frs | 12'889'964 | -96'645 | 12'986'609 | 27'737'710.90 | | |

Eléments budgétaires particuliers

Les écarts constatés sur les charges de fonctionnement sont imputables :

- aux mécanismes salariaux 2010 pour le personnel administratif et technique
- à l'augmentation de la capacité d'accueil dans l'enseignement spécialisé (+1.5 ETP) : deux institutions à la rentrée 2009 et deux à la rentrée 2010; augmentation des subventions pour la fondation Ensemble et la SGIPA
- mise en place d'un pool de remplacement au service de protection des mineurs permettant la reprise immédiate et efficace des dossiers en cas d'absence de collaborateurs, ou la prise en charge de dossiers complexe nécessitant des ressources multiples (+4.8 ETP).
- au transfert des psychomotricien(ne)s de l'enseignement primaire vers l'office de la jeunesse (+12.6 ETP)
- à la création d'une cellule de transports par transfert de 4.7 postes de chauffeurs de l'économat du DIP vers le service des loisirs de l'Office de la jeunesse.

Mission

Dans l'intérêt des enfants et des jeunes, dans le cadre de l'éducation et de l'enseignement spécialisé ainsi que dans l'aide aux familles et à la jeunesse en lien avec l'enseignement ordinaire :

- Prévenir et traiter les troubles du développement psychologique, sensoriel et psychomoteur, du comportement et de la relation qui entravent la vie sociale et l'apprentissage des mineurs
- Assurer l'attribution de subventions, leur suivi et leur contrôle.
- Aider la famille dans sa tâche éducative, protéger les mineurs et exercer la juridiction pour enfants en assurant l'exécution et le suivi des mandats tutélaires et des mesures de protection de l'enfance ordonnées par l'autorité judiciaire.
- Promouvoir la santé de tous les enfants et jeunes du canton par des actions de prévention et de protection contre les risques pour la santé, les conduites à risques et les dépendances, les atteintes à la santé et à l'intégrité des enfants menacés par des violences, des abus ou des conditions de vie inadéquates.

- Prévenir et soigner les mineurs des familles du canton dans les domaines de la santé dentaire, de l'orthodontie et des soins auprès des populations vivant dans des conditions sociales défavorisées.
- Contribuer à l'élaboration, la promotion et la coordination des loisirs éducatifs pour les mineurs du canton en gérant des activités périscolaires qui offrent aux enfants et adolescents (4 à 18 ans) des prestations sportives, récréatives, culturelles et de découvertes.
- Autoriser et surveiller les structures de la petite enfance, les familles d'accueil de jour, les familles d'accueil avec hébergement ainsi qu'instruire les procédures d'adoption.

Objectif 2010 - Priorité

- Améliorer et développer la transversalité au sein des services de l'office de la jeunesse ainsi qu'avec les trois niveaux d'enseignement;
- Revoir et adapter le dispositif genevois d'éducation spécialisée ;
- Renouveler les contrats de prestations des Institutions genevoises d'éducation spécialisée ;
- Veiller à la mise en place du nouveau dispositif pour les familles d'accueil de jour ;
- Réaliser les différents projets informatiques qui touchent les services de l'office de la jeunesse;
- Développer une politique visant à encourager la candidature de nouvelles familles d'accueil, notamment en renforçant leur accompagnement et leur encadrement;
- Finaliser l'élaboration des directives et des procédures des services ;
- Développer un concept de "pool de remplacement" pour améliorer la gestion des absences ;
- Participer activement au projet de "case management" concernant les jeunes en rupture en collaboration avec l'OFPC ;
- Revoir les limites d'intervention et de compétences des services ;
- Etudier les résultats de la campagne sur la prévention de la carie dentaire afin le cas échéant de l'étendre à l'ensemble des écoles primaires du canton.

Perspectives 2011

- Mettre en place un concept de familles d'accueil "professionnelles".
- Transférer du tribunal de la jeunesse la gestion financière des placements pénaux.
- Adapter les lois et règlements aux évolutions des prestations de l'office de la jeunesse.

.

03.32.00.00 Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue

| | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | | | | | |
|-----|---|-----------------------|------------------------|----------------|---------------|--|--|--|--|--|--|
| 3 | Charges sans imputations internes et sans subventions redistribuées | | | | | | | | | | |
| | Frs | 79'432'237 | 2'599'602 | 76'832'635 | 81'145'712.80 | | | | | | |
| 30 | Charges de personne | el | | | | | | | | | |
| | Frs | 25'460'100 | 1'247'023 | 24'213'077 | 23'236'749.85 | | | | | | |
| | Effectifs | 158.350 | 0.500 | 157.850 | 156.500 | | | | | | |
| 301 | Traitements du perso | nnel | | | | | | | | | |
| | Frs | 21'663'086 | 1'436'674 | 20'226'412 | 19'565'756.55 | | | | | | |
| | Effectifs | 158.350 | 0.500 | 157.850 | 156.500 | | | | | | |
| 31 | Dépenses générales | | | | | | | | | | |
| | Frs | 2'106'850 | -386'405 | 2'493'255 | 2'014'849.99 | | | | | | |
| 36 | Subventions | | | | | | | | | | |
| | Frs | 47'959'936 | 554'940 | 47'404'996 | 51'468'884.95 | | | | | | |
| 4 | Revenus sans imputa | ations internes et sa | ns subventions red | distribuées | | | | | | | |
| | Frs | 12'245'934 | 407'230 | 11'838'704 | 17'385'912.20 | | | | | | |

Eléments budgétaires particuliers

Les écarts constatés sur les charges de fonctionnement sont imputables :

- aux mécanismes salariaux 2010 pour le personnel administratif et technique
- à l'augmentation des indemnités versées aux commissaires et experts d'apprentissage
- à 0.5 ETP supplémentaire pour la gestion des visites et des convocations des experts et commissaires
- au transfert des cours inter-entreprise de l'enseignement postobligatoire aux associations professionnelles

Mission

- Faciliter, par des prestations ad hoc, la gestion individuelle des parcours de formation, l'orientation des jeunes et des adultes, la réussite de la formation scolaire et professionnelle.
- Contribuer à l'évolution d'un système de formation de qualité et améliorer sa lisibilité et sa promotion auprès de l'ensemble de la population du canton.

Objectif 2010 - Priorité

- Introduction d'une approche éducative de l'orientation au cycle d'orientation dès la septième et pendant toute la durée du cycle, dans le contexte de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.
- Poursuite du développement de la Cité des métiers permanente et des formations et renforcer son rôle auprès de l'ensemble de la population du canton.
- Mise en place de la nouvelle organisation du service de l'information scolaire et professionnelle.
- Augmentation de l'offre de places d'apprentissage notamment dans les formations initiales en deux ans, ceci dans tous les pôles de formation (Plan de mesures du Conseil d'Etat, mesure P2, no29).
- Poursuite du projet de Case Management soutenu par la Confédération visant à renforcer le suivi individualisé des élèves du cycle d'orientation et de la scolarité post-obligatoire. La DGCO, la DGPO, la DGOJ sont également impliquées dans ce projet.
- Application des normes légales en matière de surveillance de l'apprentissage.
- · Mise en place du dispositif EQIP (Encouragement à la qualification et à l'insertion

- professionnelle des jeunes en rupture de formation) et coordination interinstitutionnelle dans ce domaine (Dispositif du CE pour l'économie et l'emploi).
- Incitation des entreprises à former par les primes aux formateurs et formatrices et par la mise en place d'un programme de soutien aux entreprises formatrices avec le soutien de l'OFFT (Dispositif du CE pour l'économie et l'emploi).
- Modularisation de l'offre de formation continue afin de faciliter l'accès des adultes, en particulier les publics faiblement qualifiés, aux formations certifiantes et augmentation de l'offre de validations des acquis de l'expérience.
- Mise en place des nouvelles procédures règlementaires d'octroi et de surveillance du chèque annuel de formation suite aux recommandations de la CEPP.
- Incitation auprès des associations professionnelles à reprendre la gestion et l'organisation des cours interentreprises d'ici 2013, dernier délai.
- Obtention des premières certifications Qualité dans le domaine de l'orientation et de la formation professionnelle, conformément aux dispositions légales.
- Mise en place du premier test informatisé public en Suisse évaluant le niveau scolaire des jeunes en français et en maths dans la perspective de leur entrée en formation professionnelle (poursuite du projet Conditions cadre d'entrée en apprentissage).

Perspectives 2011

- Création de nouvelles filières de formation professionnelle en deux ans avec attestation fédérale en duale et en plein-temps.
- Introduction de la nouvelle loi sur les bourses et prêts d'études et signature d'un concordat intercantonal d'harmonisation dans ce domaine.
- Développement de la validation des acquis de formation pour les jeunes entrant en formation professionnelle directement après une ou plusieurs années dans la scolarité post-obligatoire.
- Renforcement d'un partenariat avec les associations de parents et développement d'une offre de prestations dans le domaine de l'orientation éducative.
- Préparation de l'édition 2012 de la Cité des métiers Palexpo avec les partenaires sociaux.
- Augmentation de l'offre de prestations en lignes pour les usagers-ères de l'OFPC.

03.25.00.00 Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale – Genève (HES-SO)

| | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | | Comptes 2008 |
|----|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|---|-----------------|
| 36 | Subventions | 108'809'612 | 6'219'447 | 102'530'165 | | 80'579'703 |
| | HES-SO | 52'556'655 | 2'918'138 | 49'578'517 | | 48'158'291 |
| | - Subvention monétaire | 43'086'655 | 2'918'138 | 40'108'517 | | 38'688'291 |
| | Contribution intercantonale | 40'982000 | 3'050'000 | 37'932'000 | * | 35'471'000 |
| | Conditions locales | 1'074'655 | -131'862 | 1'206'517 | * | 2'384'291 |
| | particulières Taxes scolaires | 1'030'000 | 60'000 | 970'000 | * | 833'000 |
| | - Subvention non monétaire | 9'470'000 | 0 | 9'470'000 | | 9'470'000 |
| | | | | | | |
| | HES-S2 | 34'712'443 | 877'882 | 33'834'561 | | 32'421'412 |
| | - Subvention monétaire | 31'712'443 | 877'882 | 30'834'561 | | 29'421'412 |
| | Contribution intercantonale | 22'286'000 | 906'000 | 21'380'000 | * | 21'593'000 |
| | Conditions locales particulières | 6'185'443 | -159'118 | 6'344'561 | * | 4'878'412 |
| | Taxes scolaires | 3'241'000 | 131'000 | 3'110'000 | * | 2'950'000 |
| | - Subvention non monétaire | 3'000'000 | 0 | 3'000'000 | | 3'000'000 |
| | | | | | | |
| | HES-S2 Musique et autres | 21'540'514 | 2'423'427 | 19'117'087 | | non ** |
| | arts | | | | | applicable |
| | - Subvention monétaire | 19'890'514 | 2'023'427 | 17'867'087 | | |
| | Contribution intercantonale Conditions locales | 18'991'000 717'514 | 1'591'000 432'427 | 17'400'000 285'087 | | |
| | particulières | 717514 | 432 421 | 203 007 | | |
| | Taxes scolaires | 182'000 | 0 | 182'000 | | |
| | - Subvention non monétaire | 1'650'000 | 400'000 | 1'250'000 | | |
| | | | | | | |
| 4 | Revenus | 16'108'941 | 2'388'941 | 13'720'000 | | 12'470'000 |
| | Retour de subvention SO et | 1'988'941 | 1'988'941 | 0 | | |
| | S2 HES-SO revenu non | 9'470'000 | 0 | 9'470'000 | | 9'470'000 |
| | monétaire | 3470000 | U | 9470000 | | 9470000 |
| | HES-S2 revenu non | 3'000'000 | 0 | 3'000'000 | | 3'000'000 |
| | monétaire | | 4001000 | | | |
| | HES-S2 Musique et autres arts revenu non monétaire | 1'650'000 | 400'000 | 1'250'000 | | |
| | and revenue from monetaire | | | | | |
| 36 | Subventions / revenus | 92'700'671 | 3'850'506 | 88'810'165 | | 68'109'703 |
| /4 | | | | | | |
| | Effectifs | 601.78 | | 579.85 | | |

^{*} Une erreur de classification entre rubriques s'est glissée dans le budget 2009. Par souci de cohérence des écarts 2010/2009, les chiffres dans le tableau ci-dessus correspondent aux montant reclassifiés.

Eléments budgétaires particuliers

- Les effectifs 2010 par rapport à ceux de 2009 incluent le personnel de la HEM Neuchâtel, soit 19.78 EPT. Le coût de ces postes sera complètement à la charge du canton de Neuchâtel.
- Effets de l'introduction des normes IPSAS (inclus dans les chiffres ci-dessus):
 - SO: Plend CHF 760'000.- et Amortissements additionnels CHF 788'284.-
 - S2 Santé Social : Plend CHF 470'000.-

^{**} La HES-S2 musique et autres arts n'était pas constituée en 2008.

S2 Musique et arts : Plend CHF 330'000.-

Il est à noter que les amortissements additionnels nécessaires suite à l'introduction des normes IPSAS seront pris en charge en 2010 par la HES-SO Genève par la dissolution de réserves. Pour les années 2011 et suivantes, un projet de loi d'investissement sera déposé.

Mission

- S'acquitter des missions fédérales qui incombent aux HES: développement des formations de base, de la recherche appliquée et des prestations de services à des tiers ainsi que de la formation continue à l'attention des diplômé-e-s ou des professionnels.
- Suivre les directions prises dans le cadre du nouveau modèle de gouvernance de la HES-SO approuvé par la Confédération en 2003.
- Renforcer la cohésion entre les écoles qui la composent et élaborer, avec leur appui, sa stratégie de développement.
- · Prestations:
 - Enseignement Etudes principales,
 - Enseignement Formation post-grade,
 - Recherche appliquée et développement,
 - Prestations à des tiers.

Objectif 2010 - Priorité

- Poursuivre l'introduction généralisée des enseignements master ainsi que l'intégration des nouveaux domaines.
- · Finaliser la réunion des deux écoles d'ingénieurs
- Accroître les projets transversaux entre les écoles de la HES-SO Genève
- Renforcer les collaborations avec l'Université de Genève, notamment dans le domaine de la formation continue et de la recherche.
- Augmenter le financement de la Ra&D provenant des fonds de tiers
- Poursuivre la mise en place du système de contrôle interne

Perspectives 2011

- Consultation sur l'avant-projet de nouvelle convention intercantonale HES-SO qui rentrera en vigueur en principe en 2011.
- Révision de la loi cantonale sur les hautes écoles spécialisées (C 1 26) dans le cadre de la nouvelle convention intercantonale HES-SO.
- Préparation de l'accréditation institutionnelle dans le cadre de la mise en œuvre du paysage des Hautes Ecoles suisses à partir de 2012.
- Rapprochement des écoles de la HES-SO Genève sur des projets pédagogiques et scientifiques communs, notamment le développement durable.
- Renforcement de la collaboration avec l'Université de Genève. Participation à l'élaboration et la mise en œuvre du nouveau système financier de la HES-SO.
- Déploiement de la stratégie visant à regrouper les écoles de la HES-SO Genève sur deux à trois sites principaux.

03.26.00.00 Université de Genève

| | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----|--|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| 36 | Subventions | 394'008'223 | 8'575'468 | 385'432'755 | 375'241'137.69 |
| | Allocation au fonctionnement de l'Université | 319'092'733 | 16'420'479 | 302'672'254 | 293'070'347.00 |
| | Subvention non monétaire | 74'915'490 | -7'845'011 | 82'760'501 | 82'170'790.69 |

Éléments budgétaires particuliers

Les écarts constatés sont imputables :

- Aux mécanismes salariaux au prorata du taux de subventionnement.
- À la Convention d'objectifs (COB) qui prévoit un financement supplémentaire de 3.58 mios pour 2010
- Au transfert de l'IUFE (IFMES) de 9.8 mios.

Mission

- Donner à ses étudiants une formation académique de base et approfondie, les initier à la recherche scientifique et contribuer à l'éducation permanente,
- Contribuer à la recherche scientifique, au renouvellement et au développement des connaissances scientifiques,
- · Contribuer à la reconnaissance internationale de Genève,
- Développer et diffuser une culture fondée sur les connaissances scientifiques,
- Faire prendre conscience de la responsabilité que les chercheurs, les enseignants et les étudiants assument envers la société.

Objectif 2010 - Priorité

- Utiliser les ressources de l'Université de la manière la plus efficace possible en suivant le plan stratégique qui explicite sept objectifs généraux, chacun se déployant en un certain nombre de mesures :
 - > Affirmer des priorités
 - Proposer une formation attractive
 - > Assurer l'excellence de la recherche
 - Intensifier notre présence régionale
 - Renforcer notre dimension internationale
 - Améliorer la gouvernance
 - Promouvoir l'égalité des chances
- Réalisation des objectifs de la COB, notamment des pôles d'excellence de l'Université :
 - Pôle d'excellence en Sciences de la vie.
 - Pôle d'excellence en Sciences physiques.
 - Pôle d'excellence en Neurosciences.
 - Pôle d'excellence en Sciences de l'environnement et international.
 - Pôle historique.
 - Pôle Finance et société.
 - Ecole d'avocature.
 - Périodiques électroniques.

159

Perspectives 2011

- Une université autonome grâce à la nouvelle loi
- Une dynamique pluridisciplinaire favorisée
- Certains axes de recherche stratégiques privilégiés
- Une gestion des ressources optimisée.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-------------------------|------------|--------------|--------|-------------------------|-----------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2000 | |
| 22 22 22 22 | INCTRUCTION BURNIOUS | | | | | | |
| 03.00.00.00 | INSTRUCTION PUBLIQUE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.930.846.624 | | 45.942.028 | 2,4 | 1.884.904.596 | 2.086.920.454,87 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 91.616.688 | 5.386.502 | 6,2 | 86.230.186 | 361.574.220,25 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.839.229.936 4,74% | | -40.555.526 | 0,2 | -1.798.674.410 4,57% | -1.725.346.234,62 17,33% |
| | | | | | | | |
| 03.11.00.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 31.402.937 | | 1.241.711 | 4,1 | 30.161.226 | 30.441.038,23 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 551.487 | -45.599 | -7,6 | 597.086 | 21.185.213,95 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -30.851.450 1,76% | | -1.287.310 | -0,2 | -29.564.140 1,98% | -9.255.824,28 69,59% |
| | 0.445050 55 555001051 | | | | | | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 10.287.756 | | 1.638.097 | 18,9 | 8.649.659 | 8.911.088,57 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.606.518 | | 455.433 | 39,6 | 1.151.085 | 766.518,31 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 115.103 | | -1.280.719 | -91,8 | 1.395.822 | 157.561,77 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 19.393.560 | | 428.900 | 2,3 | 18.964.660 | 18.139.621,33 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | | | | | | 2.466.248,25 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 65.073 | 0 | 0,0 | 65.073 | 3,23 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 486.414 | -1.149 | -0,2 | 487.563 | 18.717.695,89 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | | -44.450 | -100,0 | 44.450 | 1.266,58 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | | | | | 2.466.248,25 |
| 03.13.00.00 | SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 83.915.900 | | 1.893.801 | 2,3 | 82.022.099 | 79.582.823,55 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | 00.010.000 | 817.798 | 31.897 | 4,1 | 785.901 | 707.927,08 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -83.098.102 0,97% | | -1.861.904 | | -81.236.198 0,96% | -78.874.896,47 0,89% |
| | | 3,5177 | | | | 3,5275 | 3,007 |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 22.853.662 | | 171.526 | 0,8 | 22.682.136 | 21.953.395,48 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 2.495.949 | | -334.586 | -11,8 | 2.830.535 | 2.495.905,14 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 157.177 | | 157.177 | ND | | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 58.409.112 | | 1.899.684 | 3,4 | 56.509.428 | 55.116.328,65 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | | | | | | 17.194,28 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 139.346 | -555 | -0,4 | 139.901 | 224.646,00 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------------------|-----------|----------------------|-------------|--------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2009 | COMP 12 2000 |
| 03.13.00.00 | SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES (Suite) | | | | | | |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 30.000 | 0 | 0,0 | 30.000 | |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 648.452 | 32.452 | 5,3 | 616.000 | 466.086,80 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | | | | | 17.194,28 |
| 03.21.00.00 | ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 378.501.468 | 6.876.169 | 4.322.014 155.017 | 1,2 2,3 | 374.179.454 6.721.152 | 372.310.351,42 6.709.067,40 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -371.625.299 1,82% | | -4.166.997 | | -367.458.302 1,80% | -365.601.284,02 1,80% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 368.013.973 | | 6.990.311 | 1,9 | 361.023.662 | 362.289.694,17 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 7.149.513 | | 450.690 | 6,7 | 6.698.823 | 7.039.513,23 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 153.982 | | -3.463.087 | -95,7 | 3.617.069 | 301.244,02 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 3.184.000 | | 344.100 | 12,1 | 2.839.900 | 2.679.900,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 15.020 | 0 | 0,0 | 15.020 | 39.450,69 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 5.981.149 | 135.017 | 2,3 | 5.846.132 | 5.875.071,21 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 500.000 | 0 | 0,0 | 500.000 | 415.475,10 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 380.000 | 20.000 | 5,6 | 360.000 | 379.070,40 |
| 03.22.00.00 | CYCLE D'ORIENTATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 250.740.771 | 2.843.183 | 1.457.193 602.330 | 0,6 26,9 | 249.283.578 2.240.853 | 242.119.028,59 3.162.937,53 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -247.897.588 1,13% | | -854.863 | 0,2 | -247.042.725 0,90% | -238.956.091,06 1,31% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 241.117.854 | | 1.729.788 | 0,7 | 239.388.066 | 232.275.215,38 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 6.850.292 | | -243.140 | -3,4 | 7.093.432 | 6.890.061,60 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 2.355.625 | | -49.455 | -2,1 | 2.405.080 | 2.550.127,16 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 20.000 | | 20.000 | ND | | 16.453,00 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 397.000 | | 0 | 0,0 | 397.000 | 387.171,45 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 4.103,93 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 2.743.183 | 632.330 | 30,0 | 2.110.853 | 3.067.833,60 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------------------|------------|-------------------------|-------------|---------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020.21.2000 | |
| 03.22.00.00 | CYCLE D'ORIENTATION (Suite) | | | | | | |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 100.000 | -30.000 | -23,1 | 130.000 | 91.000,00 |
| 03.23.00.00 | ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 375.179.347 | 39.272.912 | -1.480.924 1.933.031 | -0,4 5,2 | 376.660.271 37.339.881 | 364.959.580,35 40.004.783,45 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -335.906.435 10,47% | | 3.413.955 | 0,6 | -339.320.390 9,91% | -324.954.796,90 10,96% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 355.409.561 | | 863.439 | 0,2 | 354.546.122 | 344.783.652,63 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 13.477.050 | | -2.637.254 | -16,4 | 16.114.304 | 13.890.050,16 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 4.186.236 | | 292.891 | 7,5 | 3.893.345 | 4.430.956,81 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 962.000 | | 0 | 0,0 | 962.000 | 1.068.289,00 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 1.144.500 | | 0 | 0,0 | 1.144.500 | 786.631,75 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 20 | 20 | ND | | 18,36 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 11.492.460 | 1.615.479 | 16,4 | 9.876.981 | 11.415.207,23 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 4.573.500 | 1.095.000 | 31,5 | 3.478.500 | 4.105.381,00 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 23.206.932 | -777.468 | -3,2 | 23.984.400 | 24.484.176,86 |
| 03.25.00.00 | HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE GENÈVE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 111.162.015 | 16.119.241 | 6.281.850 2.399.241 | 6,0 17,5 | 104.880.165 13.720.000 | 212.884.037,41 123.776.186,29 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -95.042.774 14,50% | | -3.882.609 | 1,4 | -91.160.165 13,08% | -89.107.851,12 58,14% |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 2.403 | | 2.403 | ND | | |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 2.350.000 | | 0 | 0,0 | 2.350.000 | 2.173.717,55 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 108.809.612 | | 6.279.447 | 6,1 | 102.530.165 | 101.934.581,60 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | | | | | | 108.775.738,26 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 14.120.000 | 400.000 | 2,9 | 13.720.000 | 12.470.000,00 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.999.241 | 1.999.241 | ND | | 2.530.448,03 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | | | | | 108.775.738,26 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-----------------------|------------|-----------------------|-------------|---------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | D0D0L1 2003 | 00Mi 12 2000 |
| 03 36 00 00 | UNIVERSITÉ | | | | | | |
| 03.26.00.00 | | 400 660 140 | | 12.403.423 | 2.0 | 200 064 705 | 400 007 007 00 |
| 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 400.668.148 | | 12.403.423 | 3,2 | 388.264.725 | 492.827.007,20 116.795.101,45 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -400.668.148 | | -12.403.423 | | -388.264.725 | -376.031.905,75 23,70% |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 6.659.925 | | 3.827.955 | 135,2 | 2.831.970 | 790.768,06 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 394.008.223 | | 8.575.468 | 2,2 | 385.432.755 | 375.241.137,69 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | | | | | | 116.795.101,45 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | | | | | 116.795.101,45 |
| 03.31.00.00 | OFFICE DE LA JEUNESSE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 219.843.801 | 12.889.964 | 17.223.358 -96.645 | 8,5 -0,7 | 202.620.443 12.986.609 | 210.650.875,32 31.847.090,90 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -206.953.837 5,86% | | -17.320.003 | -0,5 | -189.633.834 6,41% | -178.803.784,42 15,12% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 76.163.714 | | 3.646.899 | 5,0 | 72.516.815 | 73.399.042,04 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 11.886.802 | | 779.713 | 7,0 | 11.107.089 | 10.834.296,92 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 1.693.725 | | 385.102 | 29,4 | 1.308.623 | 14.947.183,75 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 130.099.560 | | 12.411.644 | 10,5 | 117.687.916 | 107.360.972,61 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | | | | | | 4.109.380,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 861 | 861 | ND | | 866,31 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 11.183.828 | 80.467 | 0,7 | 11.103.361 | 9.289.450,12 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.705.275 | -177.973 | -9,5 | 1.883.248 | 18.447.394,47 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | | | | | 4.109.380,00 |
| 03.32.00.00 | OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 79.432.237 | 12.245.934 | 2.599.602 407.230 | 3,4 3,4 | 76.832.635 11.838.704 | 81.145.712,80 17.385.912,20 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -67.186.303 15,42% | | -2.192.372 | | -64.993.931 15,41% | -63.759.800,60 21,43% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 25.460.100 | | 1.247.023 | 5,2 | 24.213.077 | 23.236.749,85 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 2.106.850 | | -386.405 | -15,5 | 2.493.255 | 2.014.849,99 |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-------------|-----------|--------------------|-------|-------------|---------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 03.32.00.00 | OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE (Suite) | | | | | | |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 917.351 | | 749.044 | 445,0 | 168.307 | 1.576.950,81 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 2.988.000 | | 435.000 | 17,0 | 2.553.000 | 2.848.277,20 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 47.959.936 | | 554.940 | 1,2 | 47.404.996 | 51.468.884,95 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 22.877,30 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.229.434 | -2.270 | -0,2 | 1.231.704 | 8.110.024,48 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 1.367.500 | 192.500 | 16,4 | 1.175.000 | 1.528.933,95 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 9.649.000 | 217.000 | 2,3 | 9.432.000 | 7.724.076,47 |

Récapitulation du département INSTITUTIONS

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|------------------------|-------------|--------------|--------|------------------------|---------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020:2: 2000 | |
| | | | | | | | |
| 04.00.00.00 | INSTITUTIONS | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 491.388.050 | | 29.188.855 | 6,3 | 462.199.195 | 476.933.270,07 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 282.426.493 | 7.539.142 | 2,7 | 274.887.351 | 266.457.156,30 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -208.961.557 57,48% | | -21.649.713 | -2,0 | -187.311.844 59,47% | -210.476.113,77 55,87% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 384.425.890 | | 18.313.611 | 5,0 | 366.112.279 | 377.697.478,54 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 44.983.085 | | -2.574.058 | -5,4 | 47.557.143 | 49.193.994,12 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 6.971.876 | | -233.424 | -3,2 | 7.205.300 | 9.784.067,46 |
| 34 | PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION | 1.083.000 | | -6.000.000 | -84,7 | 7.083.000 | 6.028.655,31 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 21.928.946 | | 8.837.000 | 67,5 | 13.091.946 | 15.568.739,99 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 31.505.253 | | 10.845.726 | 52,5 | 20.659.527 | 18.541.314,65 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 490.000 | | 0 | 0,0 | 490.000 | 119.020,00 |
| 40 | IMPÔTS | | 90.250.000 | 2.950.000 | 3,4 | 87.300.000 | 87.149.590,03 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 54.500 | 0 | 0,0 | 54.500 | 54.691,21 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 158.762.073 | 3.072.979 | 2,0 | 155.689.094 | 143.872.685,24 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 23.371.400 | -916.000 | -3,8 | 24.287.400 | 27.233.111,82 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 9.498.520 | 2.432.163 | 34,4 | 7.066.357 | 8.028.058,00 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 490.000 | 0 | 0,0 | 490.000 | 119.020,00 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 490.000 | 0 | 0,0 | 490.000 | 119.0 |

Fonctionnement

Considérations générales

Charges de fonctionnement

Le projet de budget 2010 du département des institutions présente un total de charges de F 491,4 millions, soit une augmentation de F 29,2 millions par rapport à l'année précédente. Les deux principaux éléments qui expliquent cette variation sont :

- les charges de personnel, qui augmentent de F 18,3 millions par rapport au budget 2009. A hauteur de F 10.8 millions, il s'agit de postes supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat au sein de l'office pénitentiaire, de la police, du service des passeports et de la nationalité et aux offices des poursuites et des faillites. Le solde est constitué des mécanismes salariaux et d'autres éléments techniques.
- les subventions accordées, qui augmentent de F 10,8 millions. Il s'agit, à hauteur de F 10 millions, de la nouvelle subvention versée à la Fondation des parkings dans le cadre de la reprise par cette dernière du contrôle du stationnement sur le territoire de la Ville de Genève (voir également point 04.04.00.00 ci-après).

En lien également avec la problématique du contrôle du stationnement, les rétrocessions d'amendes d'ordre à la Ville de Genève diminuent de F 6 millions (rubrique 34 "Parts et contributions sans affectation") au profit du versement d'un dédommagement de F 5 millions (rubrique 35 "Dédommagements à des tiers").

Par ailleurs, les dédommagements à des tiers (rubrique 35) sont également en augmentation pour les frais de placement des détenus hors canton, à hauteur de F 3,7 millions.

Revenus de fonctionnement

Le projet de budget 2010 du département des institutions présente des revenus de fonctionnement à hauteur de F 282,4 millions, soit une augmentation de F 7,5 millions par rapport à 2009. Trois éléments principaux expliquent cet écart :

- une augmentation des recettes sur le produit de l'impôt sur les véhicules (+ F 2,95 millions par rapport à 2009);
- une augmentation nette des recettes diverses de F 3,1 millions, qui se décompose elle-même en plusieurs éléments positifs et négatifs, dont les principaux sont :
 - une augmentation de F 2,1 millions des émoluments (notamment dans les services de l'office cantonal de la population);
 - une diminution de F 5,3 millions des dédommagements de tiers (en raison du changement de mode de comptabilisation des frais liés aux dossiers des OPF, voir également points 04.07.02.00 et 04.07.03.00 ci-après);
 - une augmentation de F 6,2 millions des amendes d'ordre et contraventions (en lien avec la reprise du contrôle du stationnement par la Fondation des parkings, voir également point 04.04.00.00 ci-après);
- une augmentation de F 2,4 millions des subventions perçues (majoritairement due à l'augmentation de la subvention fédérale en faveur des gardes de sécurité diplomatique, voir également sous point 04.04.00.00 ci-après).

04.01.00.00 Présidence, secrétariat général 30 Charges du personnel **Budget** Variation **Budget** Compte 2010 2010/2009 2009 2008 Total en F 8'324'123 + 9'165'888 - 841'765 8'350'342 42.80 44.20 Total en postes -1.40

Deux postes ont été transférés à l'Office des poursuites. Il s'agit de la modification d'un rattachement administratif. La responsable RH des OPF et son assistante étaient auparavant rattachées administrativement au service RH du DI.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 919'439 | - 425'987 | 1'345'426 | 1'479'355 |

Afin de tenir compte des moyens dégagés par les reports budgétaires, le DI a réduit une partie du budget des dépenses générales du secrétariat général. Les besoins seront couverts en 2010 par la part de 22 % prélevées sur les reports budgétaires des services.

Mission

Le secrétariat général et les services d'état-major du DI :

- assurent la direction et l'administration du département, en application des décisions du chef du département et du Conseil d'Etat;
- définissent les stratégies de travail et coordonnent les activités opérationnelles des services;
- traitent les objets parlementaires liés au domaine de compétence du département et collaborent aux travaux des Commissions parlementaires;
- assurent les relations avec le Pouvoir judiciaire;
- gèrent le contentieux impliquant des personnes au bénéfice de privilèges et immunités diplomatiques dans le respect des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires et des Accords de siège en lien avec la Mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales;
- gèrent l'ensemble des ressources humaines du département (y compris l'établissement du budget);
- supervisent la gestion financière du département (élaboration et exécution du budget, bouclement des comptes, supervision de l'activité comptable);
- assurent la maîtrise d'ouvrage départementale, soutiennent et accompagnent les services du département dans leurs projets de changement;
- assurent et coordonnent le contrôle interne de l'ensemble du département.

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, le secrétariat général du département a les priorités et objectifs principaux suivants:

- la mise en œuvre de la nouvelle organisation de la police telle qu'exposée dans le rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil de septembre 2009;
- la mise en œuvre des recommandations suite au rapport sur la politique pénitentiaire dont les propositions s'appuient sur les travaux des Assises pénitentiaires du 19 juin 2009;

- la poursuite des actions transversales dans le domaine des droits humains en collaboration étroite entre l'ensemble des services du département;
- l'achèvement de la mise en conformité du droit et de l'organisation du canton en vue de la future entrée en vigueur des codes de procédure fédéraux (code de procédure pénale, code de procédure civile et, dans une moindre mesure, loi sur le tribunal fédéral);
- la préparation du budget par prestations pour 2011;
- la consolidation et l'extension aux services de l'Intranet départemental.

Perspectives 2011

L'année 2011 verra la poursuite des gros projets, en particulier dans le domaine pénitentiaire et à la police.

04.02.01.00 Direction générale de l'office cantonal de la population 30 Charges du personnel **Budget** Compte Variation **Budget** 2010 2010/2009 2009 2008 0 Total en F 4'926'848 + 2'193'369 2'733'479 Total en postes 18.20 - 1.70 19.90

La diminution des ETP provient de l'adaptation du nombre de postes à la réalité des postes occupés. Un poste a par ailleurs été transféré à la direction de l'état civil. L'augmentation des francs provient du regroupement au sein de la direction générale des montants dédiés au personnel auxiliaire auparavant ventilés dans les quatre entités qui composent l'office cantonal de la population.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------------|
| Total | 701'515 | + 568'635 | 132'880 | 0 |

L'augmentation de cette nature est liée à trois facteurs, il s'agit de :

- la centralisation au sein d'une seule entité des rubriques fournitures et biens pour l'ensemble des services de l'office cantonal de la population (OCP);
- l'augmentation des fournitures de bureau liée à l'engagement de nouveaux collaborateurs au service des passeports et de la nationalité (SPN) en vue des documents biométriques;
- l'augmentation des frais d'affranchissements liés à la livraison de courrier rapide.

Mission

La direction générale de l'office cantonal de la population (OCP) est chargée de coordonner et d'optimiser les activités des quatre services qui lui sont rattachés. Elle fixe le cadre pour que les services puissent atteindre et remplir leurs missions et leur apporte aide et appui par le biais des services transversaux (service juridique, ressources humaines, services financiers, systèmes d'information et contrôle interne).

Objectif 2010 - Priorité

L'objectif prioritaire des services de l'OCP est d'offrir aux usagers des prestations qualitativement élevées, dans des délais raisonnables, compte tenu des nombreux changements en cours ou à venir dans ce domaine. Les projets majeurs sont :

- Loi sur l'harmonisation des registres (LHR);
- Passeports biométriques;
- Centralisation des économats.

Perspectives 2011

Les perspectives pour 2011 sont de maintenir la qualité des prestations de l'OCP compte tenu du volume de travail et des effectifs à disposition.

Sur un plan organisationnel, la direction générale souhaite également poursuivre la mise en place d'une comptabilité générale et analytique et la mise en place de normes de contrôle efficientes propres à la direction générale et aux services de l'OCP. Il est également prévu de fusionner les ressources humaines.

04.02.02.00 Service des étrangers et des confédérés

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 13'974'449 | - 2'062'751 | 16'037'200 | 17'332'908 |
| Total en postes | 132 | + 0.69 | 131.31 | |

La diminution en francs provient du fait que la somme consacrée au personnel auxiliaire a été transférée à la direction générale de l'OCP qui assurera ainsi une gestion transversale.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 862'841 | + 289'099 | 573'742 | 589'647 |

Bien que les rubriques fournitures et biens aient été regroupées au sein de la direction générale de l'OCP, des frais supplémentaires sont enregistrés au niveau du service des étrangers et confédérés. Ces derniers sont liés aux permis de séjour au format carte de crédit (permis NAA). Il s'agit des frais pour leur établissement et des frais d'affranchissement pour l'expédition des formulaires et l'envoi des permis sous pli recommandé.

Par ailleurs, les frais de maintenance liés aux terminaux de cartes de crédit ont augmenté, car le service a acquis de nouveaux appareils.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 9'279'774 | + 636'262 | 8'643'512 | 9'980'402 |

L'augmentation des recettes est justifiée par l'augmentation des taxes pour les permis NAA.

Mission

Le service des étrangers et des confédérés (SEC) est chargé d'établir et de tenir à jour un répertoire général des habitants du canton. Il fournit aux divers départements cantonaux, aux administrations municipales et au public les renseignements et documents qui leur sont nécessaires.

Le SEC est aussi chargé de gérer les rôles électoraux en ce qui concerne les Suisses et il assure, en ce qui concerne les étrangers, l'application de la loi fédérale sur les étrangers et ses règlements d'exécution.

Pour le compte de l'office fédéral des migrations (ODM), le SEC enregistre également les requérants d'asile, procède à leur audition et instruit leur procédure selon la loi fédérale sur l'asile

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les priorités du SEC seront :

- · La mise en œuvre de la LSEC;
- la mise en application des visas et de la carte biométrique pour étrangers;
- la finalisation de la loi sur l'harmonisation des registres (LHR);
- la finalisation de la GED (gestion électronique des documents).

Perspectives 2011

Les perspectives pour 2011 sont les suivantes :

- la poursuite de la mise en œuvre des accords Schengen / Dublin;
- la poursuite de la mise en œuvre des systèmes d'informations du SEC (Petit Calvin / Administration en ligne, etc.)

04.02.03.00 Service des passeports et de la nationalité

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 1'843'776 | + 790'246 | 1'053'530 | 1'155'583 |
| Total en postes | 20.2 | + 13.00 | 7.20 | |

Conformément au projet de loi relatif aux documents biométriques (passeports et cartes pour étrangers), 12 postes supplémentaires sont nécessaires. Le 13^{ème} poste est un transfert interne.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 224'961 | + 62'987 | 161'974 | 149'258 |

Bien que les rubriques fournitures et biens aient été regroupées au sein de la direction générale de l'OCP, des frais supplémentaires sont enregistrés. Il s'agit de l'augmentation des frais d'affranchissement en lien avec l'envoi des documents biométriques sous pli recommandé.

Par ailleurs, les frais de maintenance liés aux terminaux de cartes de crédit sont en augmentation, car le service va acquérir de nouveaux appareils.

| 35 Dédommagements de tiers | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| Total | 152'000 | + 137'000 | 15'000 | 12'076 |
| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total | 2'166'555 | + 2'085'669 | 80'886 | 61'914 |
| 45 Dédommagements de collectivités publiques | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total | 0 | - 1'000'000 | 1'000'000 | 1'055'991 |

Dans le cadre du projet sur les passeports biométriques, un certain nombre de compétences seront transférées des communes au canton.

Les communes n'encaisseront ainsi plus d'émoluments et n'en rétrocéderont par conséquent plus au canton (disparition du budget sur la rubrique 45). En revanche, les émoluments propres du service des passeports et de la nationalité augmenteront (rubrique 43), ainsi que la part rétrocédée à la Confédération (rubrique 35).

Mission

Autorité cantonale de surveillance en matière de documents d'identité, le service des passeports et de la nationalité a pour principale mission de contrôler les demandes de passeports et de cartes d'identité en provenance des communes genevoises, puis de les scanner à l'office fédéral de la police et de les introduire dans la base de données de la Confédération pour fabrication des documents commandés.

Objectif 2010 - Priorité

La priorité principale du service pour les années à venir est la mise en œuvre des passeports biométriques (prévue au 1^{er} mars 2010). Dans un premier temps, des tests techniques seront effectués dès septembre 2009, puis d'autres tests "grandeur nature" sur les nouvelles applications métier pour les enregistrements biométriques (photographie numérisée du visage, empreintes digitales de deux doigts, signature du requérant).

Dans ce cadre, des travaux d'adaptation des bureaux seront effectués de manière à produire ces documents dans un seul centre de commande pour tout le canton. Un projet de loi a été déposé à cet effet.

Perspectives 2011

En 2011, le service souhaite maintenir le niveau de prestations de 2010, mais surtout développer la fluidité et la rapidité des mouvements des requérants au sein du SPN, de manière à réduire au maximum les temps de présences.

| 04.02.04.00 Direction cantonale de l'état civil | | | | |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 1'333'843 | - 607'102 | 1'940'945 | 1'554'099 |
| Total en postes | 11.1 | + 1.10 | 10.00 | |

Cette augmentation de postes est le résultat de transferts internes. En ce qui concerne les francs, la diminution provient du transfert à la direction générale de l'OCP du montant affecté au personnel auxiliaire.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 25'859 | -14'951 | 40'810 | 27'264 |

Les dépenses générales du service sont en diminution, car les rubriques fournitures et biens ont été regroupés au sein de la direction générale de l'OCP.

| 35 Dédommagement à des tiers | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 159'800 | + 30'500 | 129'300 | 112'165 |

L'augmentation de cette nature est liée à l'augmentation du budget de l'office fédéral de l'état civil (OFEC) voté lors de sa dernière séance, auguel contribue le canton de Genève.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 201'111 | - 101'504 | 302'615 | 417'074 |

L'écart est dû aux émoluments du service qui diminuent par le transfert aux communes de la compétence sur les dossiers de mariage.

Mission

La direction cantonale de l'état civil (DCEC) a pour mission de surveiller, par délégation du Conseil d'Etat et sous la surveillance du département des institutions, l'exercice et la gestion de l'état civil dans le canton de Genève.

Objectif 2010 - Priorité

Les priorités pour 2010 sont :

- L'introduction de la nouvelle procédure de traitement des dossiers de demande de naturalisation. Les candidats seront inscrits en début de procédure, directement dans Infostar (base de données centralisées de l'état civil);
- Le contrôle régulier de l'état de ressaisie des données du registre informatisé Infostar qui servira de base pour l'établissement des nouveaux passeports biométriques.

Perspectives 2011

Les objectifs pour 2011 sont :

- La poursuite des négociations avec les communes concernant le regroupement des arrondissements de l'état civil;
- La formation des nouveaux collaborateurs à l'état civil par la commission cantonale de formation;
- La rationalisation des tâches d'état civil entre la DCEC et les communes.

04.02.05.00 Service cantonal des naturalisations

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 1'846'740 | - 84'550 | 1'931'290 | 2'036'300 |
| Total en postes | 15.00 | 0.00 | 15.00 | |

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations 2010 avec son effectif actuel.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 223'465 | - 50'236 | 273'701 | 33'255 |

Les dépenses générales du service sont en diminution car les rubriques fournitures et biens ont été regroupées au sein de la direction générale de l'OCP.

Mission

Le service a pour mission le traitement, le suivi administratif et la conduite d'enquêtes en matière d'acquisition, de ré-acquisition ou de libération de la nationalité suisse et genevoise ou de droit de cité genevois.

Il traite notamment les procédures de naturalisations ordinaires pour étrangers, les naturalisations genevoises de Confédérés, les réintégrations dans la nationalité suisse et genevoise, la réintégration dans le droit de cité genevois, les libérations de la nationalité suisse et genevoise ou, pour les Confédérés, du droit de cité genevois.

Il procède à la conduite d'enquêtes en matière de naturalisation facilitée à la demande de l'Office fédéral des migrations. Il peut également être appelé à réaliser des enquêtes pour d'autres cantons.

Il veille au respect de l'application de la législation en vigueur.

Objectif 2010 - Priorité

Les priorités pour 2010 sont :

- en collaboration avec le bureau de l'intégration des étrangers, le service cantonal des naturalisations souhaite mettre en place des cours d'intégration, avec validation des connaissances, telles que, par exemple, les connaissances linguistiques;
- le service participera à la réforme du droit fédéral.

Perspectives 2011

L'objectif pour 2011 est :

l'adaptation du droit genevois au droit fédéral.

04.03.01.00 Service des votations et élections 30 Charges du personnel **Budget Variation Budget** Compte 2010 2010/2009 2009 2008 Total en F 1'599'684 - 5'307 1'604'991 1'662'536 6.00 0.30 5.70 Total en postes

L'augmentation reflète l'ajustement effectué afin de tenir compte des postes réellement occupés au sein de ce service.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 20'000 | - 240'000 | 260'000 | 116'400 |

Cette rubrique enregistre la participation de l'Etat aux frais électoraux des partis. Habituellement, des dépenses sont enregistrées les années impaires, en raison soit des élections cantonales, soit des élections communales et fédérales.

L'année 2010 n'étant pas une année électorale, les prévisions de dépenses sont faibles.

| 43 Recette diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 1'385 | - 93'006 | 94'391 | 122'051 |

L'année 2010 n'étant pas une année électorale, il n'y aura pas de vente de documents électoraux, dont le produit est enregistré sur cette rubrique.

Mission

Le service a pour mission d'assurer l'exercice et la promotion des droits civiques et politiques, conformément à la Constitution et à la loi sur l'exercice des droits politiques (A 5 05).

Objectif 2010 - Priorité

En 2010, le service des votations et élections assurera l'organisation des scrutins suivants :

• 7 mars 2010 : votation populaire

• 13 juin 2010 : votation populaire

26 septembre 2010 : votation populaire

• 28 novembre 2010 : votation populaire

L'introduction progressive du vote par internet aura un impact sur le budget du service en 2010 (diminution des frais d'affranchissement et augmentation des frais de mise sous pli). La quantité d'électeurs autorisés à voter par internet étant fixée par la Confédération, c'est sur cette base que le budget a été réalisé.

Perspectives 2011

En 2011, en plus des quatre votations habituelles, le service des votations et élections devra faire face aux élections municipales, aux élections administratives et aux élections nationales.

04.03.07.00 Service cantonal des objets trouvés

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 706'545 | - 8'412 | 714'957 | 767'552 |
| Total en postes | 6.00 | 0.00 | 6.00 | |

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations 2010 avec son effectif actuel.

Mission

Le service a pour mission de gérer l'ensemble des objets trouvés du canton qui lui sont transmis par différents services publics (police, TPG, mairies, etc.), par les grandes entreprises privées de la place (Migros, Manor, La Poste, etc.) et les citoyens et résidents de passage dans la ville.

Objectif 2010 - Perspectives 2011

Avec une infrastructure et un effectif inchangés, le service doit assurer des dépôts dont le nombre est fonction des grands événements organisés à Genève (Fêtes de Genève, salon de l'auto, etc.).

Il est à noter que le service doit également faire face à une hausse des dépôts due à la progression de la délinquance à Genève.

| 04.03.09.00 Archives d'Etat | | | | |
|-----------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 1'938'131 | - 32'644 | 1'970'775 | 1'960'754 |
| Total en postes | 15.60 | 0.00 | 15.60 | |

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations 2010 avec son effectif actuel.

Mission

Les Archives d'Etat sont responsables de la gestion et de la conservation des archives publiques. Le service a pour tâches la mise en valeur des fonds publics (inventaire, édition, exposition, publication) et l'encouragement à la constitution de fonds privés. Il veille également à la bonne gestion des archives communales.

Dans le domaine de la consultation des fonds, les Archives d'Etat veillent à la protection des données personnelles sensibles et au respect de la loi sur l'information du public et l'accès aux documents (LIPAD).

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les objectifs des Archives d'Etat sont :

- la protection des documents à forte valeur sur le marché ;
- l'inventorisation des fonds d'archives publiques des XIXe et XXe siècles ;
- l'organisation d'une exposition ;
- la publication des actes d'un colloque ;

- la numérisation des répertoires des registres de l'état civil et de paroisses (XVIe-XIXe siècles);
- la poursuite de projets en matière d'archivage de données numériques.

Perspectives 2011

Outre la poursuite de la mise en valeur des fonds, le service prévoit de débuter une campagne de numérisation des inventaires papier. Le manque de place dans les dépôts devra également trouver une réponse sur le long terme.

04.03.12.00 Délégué à la Genève internationale

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| Total en F | 362'727 | - 8'736 | 371'463 | 402'503 |
| Total en postes | 2.50 | 0.00 | 2.50 | |

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations 2010 avec son effectif actuel.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 396'906 | + 164'562 | 232'344 | 181'836 |

Le Conseil d'Etat a souhaité augmenter fortement le budget de dépenses générales, à disposition du Délégué à la Genève internationale, pour qu'il puisse financer ou prendre part à certains événements d'envergure ou projet en faveur du renforcement de la Genève internationale.

Mission

Dans le cadre de l'application de la loi sur les relations et le développement de la Genève internationale (A 2 65), le délégué à la Genève internationale a pour mission de pérenniser et renforcer le rôle de la Genève internationale.

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les objectifs prioritaires du délégué à la Genève internationale sont :

- le développement des activités de promotion de la Genève internationale, en exploitant les outils créés en 2009 (portail internet, brochure, présentation power point) en conformité avec le plan de communication adopté;
- le renforcement de la coordination au sein de l'administration cantonale en dynamisant les activités du Groupe interdépartemental aux affaires internationales, notamment en faveur de la Genève internationale, de l'environnement et en clarifiant la répartition des tâches à l'occasion de la nouvelle législature;
- la consolidation de l'action du Groupe permanent conjoint canton Confédération sur les priorités de la Genève internationale, notamment en facilitant la réalisation de ses objectifs prioritaires, tels que la mise en œuvre du projet de site unique de l'OMC, la valorisation des terrains de l'OIT et la représentation universelle des Etats à Genève.

Perspectives 2011

La réduction des dépenses de fonctionnement des OI, les difficultés financières de certaines missions permanentes et ONG, la concurrence des autres villes internationales, les frais de rénovation des bâtiments et l'évolution de la gouvernance mondiale font peser sur l'avenir de la Genève internationale de nombreuses incertitudes. Le canton doit donc, en coordination avec la Confédération, et sur la base d'indicateurs fiables, renforcer son dispositif de veille afin de mieux anticiper les risques et opportunités qui se présentent.

| 04.04 | .00.00 Corps de police | | | | |
|---------|--|---|---------------------|---|-------------|
| 30 Cha | arges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total e | en F | 241'294'465 | + 4'103'606 | 237'190'859 | 243'050'929 |
| Total e | en postes | 1684.80 | + 24.54 | 1'660.26 | |
| Dont : | Etat major Police judiciaire Gendarmerie PSI Personnel administratif | 20.00 293.00 812.00 206.00 353.80 | | 20.00 293.00 792.00 206.00 349.26 | |

Un poste a été transféré, des services administratifs de la police au département des finances, dans le cadre de la mobilité du personnel.

En revanche, la création de la fonction d'assistant de sécurité qui s'inscrit dans les travaux liés à la réorganisation de la police, nécessite une augmentation de 5 unités au sein des services administratifs de la police. Le besoin en postes pour ces assistants de sécurité sera par ailleurs couvert par les départs au sein de la PSI. Cette nouvelle fonction pourrait se voir confier les tâches liées à la surveillance des sites diplomatiques (Amba Centro).

Par ailleurs, au vu des travaux précités et notamment du rapprochement décidé entre la PSI et la Gendarmerie en un seul corps uniformé, il a été décidé de ne pas ouvrir d'école PSI en 2010.

Enfin, comme annoncé dans le cadre du budget 2009, l'effectif de la gendarmerie est augmenté à raison de 20 unités supplémentaires.

| 31 Dépenses générales | Budget | Variation | Budget | Compte |
|-----------------------|------------|-------------|------------|------------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 20'255'106 | + 1'257'538 | 18'997'568 | 22'730'341 |

L'augmentation principale sur cette rubrique est due à la nature 317 "Débours", en lien notamment avec l'augmentation des effectifs. Par ailleurs, d'autres types de dépenses sont également en augmentation, tels que les frais d'affranchissements ou l'assurance des véhicules.

| 34 Parts et contributions sans affectation | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| Total | 1'083'000 | - 6'000'000 | 7'083'000 | 6'028'655 |
| 35 Dédommagements à des tiers | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total | 5'095'000 | + 5'000'000 | 95'000 | 55'570 |

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 10'026'018 | + 10'000'000 | 26'018 | 0 |

Ces rubriques budgétaires sont en lien avec la reprise du contrôle du stationnement par la Fondation des parkings et son abandon par la Ville de Genève.

En effet, à partir du 1^{er} septembre 2009, la Fondation des parkings reprend progressivement le contrôle du stationnement. Elle doit engager du personnel pour assurer cette activité et perçoit une subvention de F 10 millions de la part de l'Etat (rubrique 36). Elle reverse régulièrement les amendes d'ordre au service des contraventions qui se charge de leur encaissement. Cela se traduit par des recettes supplémentaires de F 15 millions sur la nature 437 "Amendes d'ordre et contraventions" (voir aussi rubrique 43 "Recettes diverses" ci-dessous).

Par ailleurs, la Ville de Genève cédant le contrôle du stationnement et perdant des recettes, il est prévu de la dédommager durant trois ans. L'accord signé entre la Ville et le canton prévoit un dédommagement de F 5 millions pour 2010, F 3 millions pour 2011, F 1 million pour 2012 (rubrique 35). En revanche, comme il n'y a plus de rétrocessions d'amendes d'ordre en faveur de la Ville, la rubrique 34 est diminuée en conséquence.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 81'927'511 | + 4'748'706 | 77'178'805 | 62'594'218 |

L'écart sur cette rubrique est dû au produit des amendes d'ordre et contraventions (nature 437). Le total des amendes d'ordre transmises au service des contraventions par la Fondation des parkings est estimé à F 15 millions. Toutefois, l'augmentation nette sur cette rubrique n'est que de F 5 millions, car il a été tenu compte du fait que, depuis quelques années, le produit global des amendes d'ordre et contraventions avait été surestimé. Les perspectives d'encaissement des autres amendes ont donc été revues à la baisse.

| 46 Subventions acquises | Budget | Variation | Budget | Compte |
|-------------------------|-----------|-------------|-----------|-----------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 8'018'667 | + 2'206'310 | 5'812'357 | 6'480'000 |

L'augmentation sur cette rubrique est due à la subvention versée par la Confédération pour les gardes de sécurité diplomatique (GSD).

Mission

En application de la loi sur la police (F 1 05), le corps de police est chargé d'assurer la tranquillité, la sécurité et l'ordre publics, la police judiciaire et administrative, la police de la circulation, la police des étrangers, l'exécution des décisions judiciaires et administratives, ainsi que la coordination des préparatifs et la conduite en cas de catastrophe et en matière de défense générale.

Dans l'exécution des tâches requérant l'usage de la force publique, la police prête assistance aux autres services de l'Etat qui la requièrent.

La police contribue également à la prévention de la criminalité. En cas de nécessité et en l'absence d'autres organismes pouvant intervenir, elle prête aide et secours aux personnes dans le besoin.

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les objectifs d'ores et déjà connus sont :

- la mise en œuvre de la réforme de la police
- le déploiement du système SYCOTRIN (transfert automatique des données radars);

- le regroupement des compétences techniques et scientifiques au sein d'une section scientifique de la police (création d'un 5^{ème} service);
- le développement de l'informatique nomade;
- l'extension des prestations en ligne de la police (dans le cadre de l'administration en ligne);
- l'organisation et la formation du corps de police au nouveau code de procédure pénale;
- la réalisation du 3ème diagnostic local de sécurité permettant de fournir les éléments d'analyse, d'aide à la décision ainsi que les recommandations nécessaires au renforcement de la sécurité de proximité;
- la création de deux postes de police intégrés (conformément au PL 10279);
- la création de la fonction d'assistant de sécurité;
- la poursuite du projet Cyclope et caméras;
- le rattachement du DSD à la police.

Perspectives 2011

Pour 2011, la police prévoit :

- la poursuite de la réforme
- la réalisation du projet DATAPOL (réponse concrète aux besoins en matière d'outils d'analyse stratégique et opérationnelle de la criminalité);
- la formation et la certification "d'assistant de sécurité" permettant de clarifier les tâches de certains collaborateurs administratifs dotés de pouvoir d'autorité;
- la réorganisation de la police dans le cadre d'un nouvel ordre d'engagement (lié en partie aux travaux ordonnés par le Conseil d'Etat et à l'introduction d'un nouveau code de procédure pénal en 2011);
- la conduite d'une réflexion liée au redéploiement des effectifs et des postes de gendarmerie.

| 04.05.01.00 Direction de l'office pénitentiaire | | | | | |
|---|----------------|------------------------|----------------|----------------|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
| Total en F | 974'658 | + 407'795 | 566'863 | 686'077 | |
| Total en postes | 3.00 | 0.00 | 3.00 | | |

La charge de travail de ce service nécessitera vraisemblablement un renfort en cours d'année 2009 qui devrait être possible sur la base de la gestion départementale des effectifs.

L'augmentation des francs provient du regroupement, au sein de la direction générale, des montants dédiés au personnel auxiliaire auparavant ventilés dans les quatre entités qui composent l'office pénitentiaire.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'187'700 | + 55'000 | 1'132'700 | 927'700 |

L'écart est dû à l'augmentation de l'aide financière versée à l'association La Pâquerette des champs, dont F 30'000 de subvention non monétaire.

Mission

La direction de l'office pénitentiaire est chargée de mettre en œuvre une politique pénitentiaire cohérente et homogène conformément aux décisions prises par les autorités exécutives, législatives et judiciaires. Elle est chargée de coordonner et d'optimiser les activités des services et établissements qui lui sont subordonnés et sur lesquels elle exerce un contrôle hiérarchique. Elle représente le canton au sein des organes du Concordat latin pour l'exécution des peines et mesures pour adultes ainsi gu'auprès des autorités fédérales compétentes.

La direction générale de l'office pénitentiaire met en œuvre la planification pénitentiaire décidée par le Conseil d'Etat. Elle assure, conjointement avec le département constructeur et les établissements publics concernés, le pilotage des projets de construction d'établissements de détention en cours ou à venir. Elle s'assure des ressources financières et des moyens humains, y compris sous l'angle du subventionnement, en vue d'atteindre des objectifs assignés.

Elle assure en outre le secrétariat de la Commission d'évaluation de la dangerosité instituée par l'article 7 LACP (E 4 10).

Objectif 2010 - Priorité

La direction générale de l'office pénitentiaire poursuivra la réalisation des efforts déployés pour lutter contre la surpopulation carcérale, selon notamment les axes suivants :

- en collaboration et en concertation avec en particulier le SEDPA, la mise en œuvre du projet Curabilis (établissement d'exécution de mesures thérapeutiques selon l'art. 59 al. 3 CP et d'internement selon l'art. 64 CP)
- la conduite des projets en lien avec la politique pénitentiaire du Conseil d'Etat élaborée sur la base du rapport Lapraz et des réflexions menées pendant les Assises pénitentiaires du 19 juin 2009 en vue de la réalisation de nouvelles places de détention afin de répondre aux besoins du canton dans ce domaine à l'horizon 2020.

Concernant l'encadrement des personnes détenues, la direction générale de l'office pénitentiaire, en collaboration et en concertation avec la prison de Champ-Dollon et le SEDPA, a pour objectifs :

- la création d'un corps unique d'agents de détention (projet Custodis)
- l'optimisation du recrutement de nouveaux agents de détention
- la mise en place d'un nouveau concept de formation pour faire face aux nouveaux engagements liés à la mise en service de Curabilis et aux premiers effets de l'unification des agents de détention.

Par ailleurs, la direction générale entend :

- finaliser les adaptations du système d'information pénitentiaire aux dispositions du code pénal suisse.
- développer une vision et une culture transversales de travail en vue de maîtriser les prestations liés au budget par programmes qui entrera en vigueur en 2010 (optimisation du contrôle interne, de la gestion administrative et financière ainsi que de la maîtrise d'ouvrage informatique)
- mettre en œuvre les changements induits par l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale fédéral au 1er janvier 2011, en ce qui concerne la détention avant jugement en lien avec le Corps de police.

Perspectives 2011

La direction générale de l'office pénitentiaire mettra en application la politique pénitentiaire du Conseil d'Etat élaborée sur la base du rapport Lapraz et des réflexions menées pendant les Assises pénitentiaires du 19 juin 2009 en vue de la réalisation de nouvelles places de détention afin de répondre aux besoins du canton dans ce domaine à l'horizon 2020.

Elle assurera le suivi des mesures de lutte contre la surpopulation carcérale.

Elle intégrera dans les processus les nouvelles dispositions prévues par le nouveau code de procédure pénale fédéral et veillera aux modifications règlementaires ainsi qu'aux adaptations du système d'information qui en découlent.

| 04.05.02.00 Prison de Champ-Dollon | | | | | |
|------------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
| Total en F | 39'816'170 | + 5'318'459 | 34'497'711 | 34'445'161 | |
| Total en postes | 286.70 | + 53.00 | 233.70 | | |

L'augmentation des postes s'inscrit dans le cadre de l'ouverture d'un établissement d'exécution de mesures pour les détenus souffrant d'affections psychiatriques (projet Curabilis). Une première école de 20 stagiaires a fait l'objet d'une demande de dépassement de crédit en 2009 afin de pouvoir les engager dès le 01.07.2009. Toutefois, seuls 13 stagiaires ont pu être engagés. Il s'agit de les intégrer à notre effectif et d'ouvrir deux autres écoles de 20 stagiaires en 2010, l'une dès le 01.01.2010 et l'autre dès le 01.09.2010.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 4'079'303 | + 169'533 | 3'909'770 | 3'937'225 |

L'augmentation sur cette rubrique est principalement liée aux coûts de nourriture pour les détenus, calculés sur le taux d'occupation réel en 2009. Les frais de fournitures de l'atelier reliure sont également réévalués, en raison de l'augmentation importante du volume traité ces dernières années dans ce secteur d'activité.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'986'086 | - 131'390 | 2'117'476 | 2'287'086 |

La diminution sur cette rubrique provient principalement de prévisions d'encaissements sur les ventes d'épicerie revues à la baisse, pour être plus conformes à la réalité.

Mission

En application des dispositions contenues à l'art. 1 du règlement sur le régime intérieur et le statut des personnes incarcérées (F 1 50.04), la prison de Champ-Dollon a pour mission de détenir les prévenus (hommes et femmes), les condamnés en attente de transfert, les détenu-e-s à titre extraditionnel, les personnes sur ordre des autorités fédérales et les personnes condamnées à une peine d'arrêts ou d'emprisonnement de 3 mois au plus, ou qui doivent subir un solde de peine d'une durée inférieure à 3 mois, pour autant qu'elles ne puissent être placées dans un établissement pour des condamnés à des courtes peines.

Objectif 2010 - Priorité

Le nombre de personnes détenues à la prison de Champ-Dollon a augmenté pour passer d'une moyenne de 457 en 2008 à 497 depuis le 1^{er} janvier 2009, soit une croissance de 8.8% pour un taux moyen d'occupation de 184%. La gestion quotidienne d'un établissement carcéral surpeuplé, s'agissant de la préservation des droits fondamentaux des personnes détenues et des aspects sécuritaires généraux, fondera la priorité des actions menées.

La prison de Champ-Dollon contribuera également au bon avancement des projets transversaux connexes (projet Curabilis, projet Custodis) et à l'application des décisions du Conseil d'Etat en matière de nouvelles constructions pénitentiaires.

Perspectives 2011

Au plan immobilier, de nombreux travaux de rénovation dans les divers secteurs de la prison, les travaux liés au projet Curabilis ainsi que les intentions du Conseil d'Etat en matière de nouvelles constructions pénitentiaires solliciteront de manière considérable la prison au plan organisationnel et s'agissant des ressources qui lui sont allouées.

La prison sera également amenée à recruter et former des agents de détention, dans des proportions plus importantes que ces dernières années, afin de permettre notamment la mise en service de l'établissement Curabilis.

04.05.03.00 Service de l'application des peines et mesures **Budget** 30 Charges du personnel Variation **Budget** Compte 2010 2010/2009 2009 2008 Total en F 1'253'515 - 273'070 1'526'585 1'404'078 9.50 0.00 9.50 Total en postes

La charge de travail de ce service l'oblige à recourir à du personnel auxiliaire.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 546'392 | + 174'644 | 371'748 | 440'914 |

L'augmentation sur cette rubrique est liée aux frais de placement des détenus au centre de sociothérapie de la Pâquerette.

| 35 Dédommagements à des tiers | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 13'350'000 | + 3'700'000 | 9'650'000 | 12'516'878 |

Depuis 2008, le SAPEM est confronté à une hausse particulièrement forte des journées de placement dans les établissements concordataires et hors concordat. Cela implique que les dépenses liées au placement des détenus ont fortement augmenté et le budget y relatif doit être adapté.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'226'056 | + 1'223'771 | 2'285 | 52'686 |

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 480'000 | + 480'000 | 0 | 0 |

L'augmentation sur cette rubrique est due à un changement de pratique concernant l'enregistrement comptable des amendes. En effet, le SAPEM est chargé de faire exécuter les jours de détention lors de la conversion d'amendes (peines privatives de liberté de substitution - PPLS). Or, en tout temps, la personne condamnée a la possibilité de payer sa contravention pour échapper à la détention. Jusqu'à maintenant, c'était le service des contraventions qui facturait et encaissait ces affaires. Cependant, considérant que ces contraventions sont remplacées par une décision de justice exécutée par le SAPEM, il convient que les revenus y relatifs soient désormais comptabilisés au SAPEM.

Parallèlement à cela, le service a également prévu une rubrique pour la comptabilisation des créances irrécouvrables liées à ces factures.

| 45 Dédommagements de collectivités publiques | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|------------------------|----------------|--------------------|
| Total | 100'000 | + 100'000 | 0 | 0 |

Cette rubrique budgétaire, nouvelle, permettra d'enregistrer la refacturation des frais de détention à d'autres cantons dans le cadre d'exécution de peines déléguées.

Mission

Le service de l'application des peines et mesures (SAPEM) reçoit des tribunaux pénaux genevois et des tribunaux militaires les jugements concernant :

- les peines privatives de liberté;
- les mesures;
- les peines avec sursis et règles de conduite;
- les TIG (travail d'intérêt général);
- la conversion des contraventions et des peines pécuniaires en peines privatives de liberté de substitution.

Le service reçoit également des peines déléguées par d'autres cantons en fonction du domicile des condamné-e-s (peines jusqu'à 1 an) ou lors de peines prononcées dans différents cantons (la peine la plus longue régissant la compétence). Selon les mêmes critères, le SAPEM délègue également aux autres cantons des peines à faire exécuter.

En vertu du CPS et du droit concordataire latin, le SAPEM fixe les modalités des peines et des mesures prononcées à l'encontre des adultes (placement dans l'établissement d'exécution de peine, octroi d'un régime progressif, préavis quant à la modification de la sanction pénale, exécution anticipée, libération conditionnelle ou modification ou levée de la mesure).

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les objectifs prioritaires de SAPEM sont :

- la diminution des délais d'attente pour les transferts hors canton des condamnés à des longues peines, malgré la conjoncture de surpopulation; par la poursuite de la collaboration intercantonale (placement des personnes condamnées dans des établissements d'exécution de peines concordataires et non concordataires), essentiellement par l'exécution anticipée des peines (nouvel établissement EAP à Bellechasse);
- la mise à exécution progressive et contrôlée des courtes peines de détention des condamnés ne répondant pas aux convocations;

 le contrôle et la gestion des frais médicaux des établissements genevois, notamment depuis l'ouverture de la Brenaz.

Perspectives 2011

Pour 2011, les perspectives du SAPEM sont :

- la poursuite des placements des personnes condamnées (notamment à Bellechasse, aux EPO et dans les établissements hors concordat) afin de permettre une diminution de la surpopulation à Champ-Dollon;
- le retour à la normale pour l'exécution des sanctions pénales grâce à la mise à disposition de places supplémentaires genevoises ou au sein du concordat qui devraient permettre éventuellement la fin du dispositif Risiko;
- en concertation et en collaboration avec la Direction générale de l'office pénitentiaire, la mise en application du nouveau Code de procédure pénale fédéral.

04.05.04.00 Service de probation et d'insertion

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 4'635'850 | - 108'206 | 4'744'056 | 4'586'010 |
| Total en postes | 39.60 | 0.00 | 39.60 | |

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations 2010 avec son effectif actuel.

| 33 Amortissements, irrécouvrables, provisions | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|------------------------|----------------|--------------------|
| Total | 80'720 | + 80'720 | 0 | 0 |

Suite à une recommandation de l'inspection cantonale des finances, le service de probation et d'insertion a prévu une rubrique budgétaire pour la comptabilisation des débiteurs douteux.

Mission

En application de son règlement et de l'article 93 du code pénal suisse, le service de probation et d'insertion (SPI) a pour mission de favoriser l'intégration sociale des détenu-e-s à la prison de Champ-Dollon et des condamné-e-s avec sursis ou libéré-e-s conditionnellement qui sont astreint-e-s à une assistance de probation. Cela consiste, notamment, à apporter un soutien, des conseils sociaux et administratifs et une aide à la formation et à l'insertion professionnelle. L'assistance de probation implique de préserver les personnes prises en charge de la commission de nouvelles infractions. Le service reçoit également tout personne majeure qui s'adresse à lui, moins d'un an après avoir été l'objet d'une condamnation à une peine ou une mesure de sûreté.

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les priorités du SPI sont les suivantes :

- la consolidation des activités des ateliers de réinsertion professionnelle et des contrats de stages de réinsertion en entreprise en période crise économique;
- en concertation et en collaboration avec la prison de Champ-Dollon, l'amélioration des possibilités de formation en informatique pour les détenus;

- le développement des débouchés commerciaux pour la production de l'atelier Jonction et la poursuite du développement du projet de potager en augmentant la surface cultivée et en prospectant les débouchés commerciaux;
- l'orientation de la prise en charge sociale plus spécifiquement sur le risque de récidive avec développement du suivi rapproché des cas considérés comme à risque;
- en concertation et en collaboration avec la direction générale de l'office pénitentiaire, le développement du système d'information statistique du service, en particulier concernant la récidive;
- en concertation et en collaboration avec la direction générale de l'office pénitentiaire la préparation de l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale fédéral;
- le développement de solutions de logement à long terme pour les usagers du service dans le contexte de crise aiguë du logement;
- la consolidation des dispositifs de prise en charge avant jugement;
- le développement d'un nouveau système d'information financier ad hoc pour ce qui est de la gestion pour tiers.

Perspectives 2011

Pour 2011, le service prévoit de :

- travailler sur les opportunités de réinsertions professionnelles dans un contexte de reprise économique;
- en concertation et en collaboration avec la Direction générale de l'office pénitentiaire, intégrer l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale fédéral;
- développer des solutions de logement à long terme pour les usagers du service;
- finaliser et implémenter le projet de nouveau système d'information financier de gestion pour tiers;

04.05.05.00 Service des établissements de détention et des peines alternatives

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 14'109'440 | - 487'720 | 14'597'160 | 14'276'828 |
| Total en postes | 120.20 | - 1.01 | 120.21 | |

L'effectif de ce service, bien qu'insuffisant pour faire face à la charge de travail et aux absences non planifiables, ne sera pas augmenté. En effet, la gestion départementale des effectifs et plus particulièrement la décision de ne garder qu'un seul statut d'agent de détention (projet Custodis) permettra d'améliorer les possibilités de mobilité entre le personnel de Champ-Dollon et celui des autres établissements du canton.

Par ailleurs, la diminution d'un ETP provient du transfert technique, de la Clairière au DIP, d'une personne avec son poste. Cette personne continuera toutefois d'exercer ses activités de formateur au sein de la Clairière.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 2'694'545 | + 112'984 | 2'581'561 | 2'516'467 |

L'augmentation sur cette rubrique est due aux budgets épicerie et nourriture des établissements de Favra et de Villars et aux frais de surveillance de Montfleury, qui ont dû être adaptés aux besoins réels.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 591'288 | + 54'726 | 536'562 | 482'927 |

En raison de l'augmentation des taux d'occupation de différentes maisons d'arrêt, il a été nécessaire d'adapter les pécules versés aux détenus.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 814'070 | + 265'462 | 548'608 | 850'276 |

L'augmentation est principalement due aux frais de pension à Favra, Montfleury, au Vallon et à la Brenaz (participation des détenus à leurs frais de logement). Par ailleurs, la Brenaz et Favra s'attendent également à des produits de l'épicerie et des ateliers supérieurs à 2009.

| 45 Dédommagements de collectivités publiques | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'175'000 | - 265'000 | 1'440'000 | 0 |

Cette rubrique enregistre les frais de pensions que les cantons versent pour les détenus qu'ils placent dans des établissements genevois. Les prévisions de revenus 2010 sont inférieures aux revenus 2009, car le placement des détenus genevois est privilégié par rapport au placement de détenus d'autres cantons.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 1'035'853 | + 215'853 | 820'000 | 1'154'722 |

Aux comptes 2008, la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons a laissé apparaître que les nouveaux critères de subventionnement de la Clairière, que l'on pensait neutres, sont en fait plus favorables pour le canton. Par conséquent, le budget sur cette rubrique a été adapté pour tenir compte de cet élément.

Mission

Le service des établissements de détention et des peines alternatives (SEDPA) gère les établissements, ouverts ou fermés, genevois ou concordataires, d'exécution des peines pour adultes ou mineurs et assure l'exécution du travail d'intérêt général, des arrêts domiciliaires et de la prestation personnelle des mineurs.

Objectif 2010 - Priorité

En 2010, les priorités du SEDPA sont les suivantes :

- assurer une évolution harmonieuse, dans les établissements du SEDPA, de la mise en œuvre du processus Custodis (unifier le corps des agents de détention);
- poursuivre les travaux liés à l'intégration de l'exécution des mesures (Curabilis, soit l'établissement d'exécution de mesures - mesures thérapeutiques, selon l'art. 59 al. 3 CP et d'internement selon l'art. 64 CP).

Perspectives 2011

Le SEDPA est très directement concerné et, au plan opérationnel, fortement sollicité et impliqué dans la mise en œuvre des nouvelles orientations en matière pénitentiaire décidées par les autorités politiques (Curabilis, Custodis, gestion de la surpopulation etc.). Dans ce contexte et pour les 5 années à venir, le service devra mobiliser prioritairement ses ressources pour atteindre les nouveaux objectifs assignés.

04.06.01.00 Direction générale de l'office des droits humains **Budget** 30 Charges du personnel Variation **Budget** Compte 2010 2010/2009 2009 2008 Total en F 576'505 + 246'482 330'023 0 1.80 - 1.80 3.60 Total en postes

L'effectif de ce service n'est pas diminué, mais lors de l'élaboration du budget 2009 une erreur de retranscription avait comptabilisé les postes deux fois. L'exercice 2010 nous permet de réajuster à la situation réelle.

Par ailleurs, l'augmentation des francs provient du regroupement, au sein de la direction générale, des montants dédiés au personnel auxiliaire auparavant ventilés dans les quatre entités qui composent l'office des droits humains.

Mission

La direction générale de l'office des droits humains est chargée de mettre en œuvre une politique homogène et coordonnée des services qui lui sont rattachés. Elle exerce un contrôle hiérarchique sur les activités de ses différents services et contribue au développement d'une politique active en faveur des droits humains.

Son champ d'action concerne l'intégration des étrangères et des étrangers, la promotion de l'égalité entre hommes et femmes, la prévention de la violence domestique et la solidarité internationale.

Ses missions principales sont de :

- · coordonner des projets communs existant entre les services;
- favoriser la mise en place de nouveaux projets dans l'objectif d'une collaboration transversale entre les services;
- sensibiliser l'administration ainsi que le public genevois à des problématiques liées au nonrespect des droits humains;
- rédiger des projets de loi ou d'arrêtés liés aux problématiques traitées par les services de l'office des droits humains et veiller à la cohérence des projets, en cas de thématiques connexes, et assurer la cohérence des aides financières;

- participer à des consultations juridiques pour des projets de lois cantonaux ou fédéraux liés à des thématiques traitées par les services de l'office des droits humains;
- fournir une aide juridique et de technique financière aux services de l'office des droits humains;
- préparer les dossiers de prise de position et projets de réponse aux courriers et aux objets parlementaires portant sur la thématique des droits humains;
- coordonner l'organisation des Rassemblements annuels pour les droits humains;
- s'assurer de la mise en œuvre au niveau cantonal et en tenant compte des dispositions fédérales, des conventions et des traités internationaux en matière de droits humains ratifiés par la Suisse. Préparer les réponses aux consultations y afférentes;
- assurer le suivi de l'Examen Périodique Universel de la Suisse du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU et sa mise en œuvre au niveau cantonal;
- collaborer étroitement avec les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales œuvrant dans le domaine des droits humains et des libertés fondamentales, en collaboration avec le Délégué à la Genève internationale et le service du protocole.

Objectif 2010 - Perspectives 2011

En 2010-11, l'office des droits humains déploiera ses effets en particulier par le travail commun des services qui lui sont rattachés, notamment dans les projets concernant :

- la prévention des mutilations génitales féminines;
- la prévention des mariages forcés et des crimes d'honneur;
- la mise en place d'un mécanisme de coopération administrative contre la traite des êtres humains (en collaboration avec le Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants, l'Office cantonal de la population, la police et le Pouvoir judiciaire, les HUG et les associations concernées).
- l'identification d'un dispositif à même d'effectuer, de manière indépendante ou en interrelation avec d'autres structures, les tâches incombant à la lutte contre le racisme et autres discriminations.

Ses autres objectifs sont :

- le développement des liens avec les ONG notamment dans le cadre de l'EPU, examen périodique universel, Conseil des droits de l'Homme;
- le développement des contacts et collaboration avec le DFAE, Division IV, section des droits humains;
- la mise à jour et en valeur des différents traités internationaux et conventions liés au respect des droits humains;
- la sensibilisation de l'administration genevoise à la problématique des discriminations, par le biais d'une conférence et/ou de formations internes.

04.06.02.00 Service de promotion de l'égalité entre hommes et femmes 30 Charges du personnel **Budget** Variation **Budget** Compte 2010 2010/2009 2009 2008 Total en F 827'892 - 18'467 846'359 867'817 Total en postes 5.90 0.00 5.90

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations 2010 avec son effectif actuel.

Mission

Le service pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes (SPPE) et sa commission consultative mènent des actions conformément au règlement du Conseil d'Etat B 1 30.12 qui les institue. La mission du service découle notamment de la Convention internationale pour l'interdiction de toutes les discriminations à l'égard des femmes. Le SPPE veille à l'application des articles 8 de la Constitution fédérale et 2A de la Constitution genevoise sur l'égalité et de la loi fédérale sur l'égalité (LEg).

Les tâches prioritaires du service pour toutes les questions liées à l'égalité entre hommes et femmes sont les suivantes: législation, information et sensibilisation, conseils et expertise, accueil et orientation, études, enquêtes et statistiques, documentation. Il accueille, informe, oriente et rend la population et l'administration attentives aux questions liées à l'égalité.

Le SPPE travaille en collaboration avec le Bureau fédérale de l'égalité et les bureaux romands de l'égalité. Il entretient d'étroites relations avec le tissu associatif genevois et les autres départements de l'administration genevoise.

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les priorités du service pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes portent sur les sujets suivants :

- promotion de l'égalité dans la formation : diffusion d'une mallette pédagogique sur l'égalité "Balayons les clichés" pour les écoles primaires, secondaires I et II; projet romand "Profil+" de soutien aux perspectives professionnelles des jeunes filles; organisation de la 10e Journée des filles;
- promotion de l'égalité dans le travail : sensibilisation auprès des entreprises sur les mesures de promotion des femmes et de conciliation des vies professionnelle et familiale, mise sur pied du contrôle de l'égalité dans les marchés publics;
- prévention des violences: campagne d'affichage en collaboration avec le Bureau du délégué aux violences domestiques, réédition des brochures de prévention des violences sexuelles, actions de sensibilisation sur les violences sexistes chez les jeunes;
- promotion de l'égalité dans la politique: célébration des 50 ans de droit de vote et d'éligibilité des femmes dans le canton de Genève en collaboration avec la déléguée à l'égalité de la Ville de Genève.

Perspectives 2011

Le SPPE assurera en 2011, pour ses dossiers prioritaires (formation, travail, représentation politique, prévention des violences), le suivi des actions débutées en 2010. Il articulera également ses priorités en fonction des recommandations reçues par l'ONU au 3e rapport de la Suisse dans le cadre de l'application de la CEDEF.

| 04.06.03.00 Bureau de l'intégration | | | | |
|-------------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 1'013'478 | - 32'153 | 1'045'631 | 1'113'045 |
| Total en postes | 4.90 | 0.00 | 4.90 | |

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations 2010 avec son effectif actuel.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 261'696 | + 60'410 | 201'286 | 90'156 |

Le service a souhaité disposer d'un budget plus élevé pour développer une nouvelle stratégie de communication et financer de nouveaux projets en 2010. Cette augmentation est toutefois compensée par le fait que le montant des subventions accordées diminue.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 1'320'164 | -81'000 | 1'401'164 | 1'051'883 |

L'écart est dû à une diminution des subventions liées à des mandats de prestations et de la subvention versée à l'Université populaire albanaise, qui n'est que partiellement compensée par une augmentation des subventions versées aux associations Maison Kultura et Tierra incognita.

Mission

Le bureau de l'intégration (BIE) est chargé de la réalisation des objectifs de la loi sur l'intégration des étrangers (A 2 55). Il aide à promouvoir, en s'appuyant sur les organismes publics ou privés existant concernés par l'intégration, l'accès des étrangers à tous les vecteurs d'intégration, notamment dans les domaines suivants:

- l'éducation et la formation générale, professionnelle et continue;
- la connaissance et l'accès au tissu social genevois, notamment par l'apprentissage de la langue et la participation aux manifestations culturelles, sportives et de loisirs;
- l'accès aux associations et institutions compétentes en matière d'assurances, d'aides sociales, de garde d'enfants, de soins, d'emploi et de logement;
- l'accès aux associations d'étrangers et à celles qui ont pour but l'accueil et l'intégration des étrangers;
- la connaissance de leurs droits, notamment en collaboration avec le service pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes;
- la connaissance et, le cas échéant, la mise en œuvre des dispositions pénales sur le racisme.

Le bureau de l'intégration apporte son soutien aux partenaires publics et privés concernés par l'intégration et favorise leurs contacts, leur collaboration et leur coordination. Il cherche également à sensibiliser la population résidente du canton à la diversité culturelle et informe régulièrement sur l'ensemble des activités en cours et sur les changements réalisés.

Objectif 2010 - Priorité

En 2010, le BIE poursuivra la réalisation du Plan d'action, et plus particulièrement :

- l'adaptation et le développement du dispositif d'accueil des nouveaux habitants;
- l'achèvement de la conception du dispositif de lutte contre le racisme et les discriminations, et l'accompagnement des premières étapes de la mise en place;
- la réalisation des actions de sensibilisation relatives à la lutte contre le racisme et les discriminations (organisation de la semaine d'action contre le racisme, mise sur pied de projets propres au BIE, accompagnement de projets d'associations, etc.) :
- l'adaptation et le développement du "Programme cadre de cours de français à but d'intégration" en fonction des nouvelles orientations;

• l'homogénéisation des connaissances des partenaires associatifs en terme de conception et de gestion de projets par le conseil et la formation (dans les domaines de la communication, de la comptabilité spécifique, de la fixation d'objectifs, etc.).

Perspectives 2011

L'année 2011 étant la dernière année du contrat liant le BIE à l'ODM (programme 2008-2011), elle verra se dérouler la fin des négociations avec la Confédération pour la période 2012-20XX et le début de la mise en place d'un nouveau mode de collaboration.

Par ailleurs, le BIE souhaite poursuivre la mise en place du dispositif de lutte contre le racisme et les discriminations, et (d'une éventuelle) extension du dispositif à d'autres domaines des droits humains.

04.06.04.00 Délégué aux violences domestiques

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 214'635 | + 19'936 | 194'699 | 173'307 |
| Total en postes | 1.40 | + 1.40 | 0.00 | |

Comme annoncé dans le cadre de l'exercice précédent, ce service - composé auparavant de deux personnes sous contrat d'auxiliaires - est pérennisé.

| 31 Dépenses générales | Budget | Variation | Budget | Compte | |
|-----------------------|--------|-----------|--------|--------|--|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 | |
| Total | 79'125 | + 25'771 | 53'354 | 13'836 | |

Cette rubrique budgétaire a été augmentée pour permettre au délégué aux violences domestiques de financer ses activités propres, qui, en 2009, ont été prises en charge par le biais des reports budgétaires.

Mission

Le bureau du délégué aux violences domestiques (BVD), directement subordonné au Conseil d'Etat, remplit des tâches de coordination, d'évaluation et d'information, telles que prévues dans la loi sur les violences domestiques (F 1 30).

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les objectifs prioritaires du service sont :

- d'assurer le fonctionnement de l'observatoire des violences domestiques ainsi que la participation de nouveaux partenaires. Les premiers chiffres et analyses statistiques devraient être produits en 2010 (2^{ème} semestre 2009);
- en 2009, le Bureau a proposé au Conseil d'Etat des améliorations de l'article 8 de la loi sur les violences domestiques. Si ces propositions sont retenues par le Conseil d'Etat et par le Grand Conseil, l'entrée en vigueur des modifications proposées devraient avoir lieu en 2010 et 2011.
- une campagne de sensibilisation "violences domestiques" destinée à la population genevoise ainsi que l'organisation de deux forums violences domestiques. Un 3e colloque franco-suisse "violences domestiques" pourrait avoir lieu;

- l'implémentation d'outils "violences domestiques" à destination des professionnels "généralistes", au prise avec des personnes en situations de violences domestiques.
- la formation des professionnels en matière de violences domestiques. Des recommandations seront émises par le BVD, appuyées par la production d'un document faisant l'état des lieux des formations violences domestiques dispensées à Genève.

Perspectives 2011

Par ailleurs, le service souhaite s'axer sur :

- l'Observatoire genevois des violences domestiques produira et analysera ses premières statistiques annuelles (année 2010);
- une campagne de sensibilisation "violences domestiques" destinée à la population genevoise ainsi que l'organisation de deux forums violences domestiques;
- · la formation des professionnels;
- la maltraitance des personnes âgées.

04.06.05.00 Fonds de lutte contre la drogue

04.06.06.00 Solidarité internationale 30 Charges du personnel **Budget Variation Budget** Compte 2010 2010/2009 2009 2008 Total en F 619'485 613'319 589'526 + 6'166 Total en postes 4.50 - 0.10 4.60

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations 2010 avec son effectif actuel.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
|--------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|--|
| Total | 15'100'000 | + 1'000'000 | 14'100'000 | 12'970'512 | |

Les subventions du service de la solidarité internationale ont augmenté de F 1 million par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la poursuite de l'augmentation annuelle amorcée en 2008 en vue d'atteindre l'objectif de 0.7 % fixé par la loi.

Mission

Le service de la solidarité internationale a été mis sur pied en 2003, avec pour mission d'appliquer la loi sur le financement de la solidarité internationale (D 1 06). Selon cette loi, le canton de Genève devrait consacrer au moins 0.7 % de son budget annuel de fonctionnement à la solidarité internationale, en soutenant des projets ou des actions de coopération au développement, d'aide humanitaire, de promotion de la paix et de défense des droits humains.

Conformément au règlement d'application de la loi, le service canalise les demandes de financement des ONG ou associations requérantes et gère les dossiers sur la base de critères unifiés pour l'ensemble de l'Etat.

Le service est également chargé du suivi et du contrôle des projets, ainsi que de conventions signées avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Fédération Genevoise de Coopération (FGC). Les actions qui se déroulent à Genève en relation avec la solidarité internationale sont traitées avec le service du protocole de la Chancellerie.

Le service est ainsi chargé de la gestion budgétaire de l'enveloppe allouée à la Solidarité internationale, il est aussi en charge de la gestion du fonds de lutte contre la drogue en faveur des pays en voie de développement.

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les objectifs de la solidarité internationale sont:

- l'instruction et l'évaluation des dossiers de demandes de soutien financier pour les projets de solidarité internationale;
- le suivi des projets soutenus en vue de garantir la bonne utilisation des fonds et l'organisation d'évaluations ponctuelles de certains projets;
- le renouvellement de la convention avec le Comité International de la Croix-Rouge (CICR);
- l'élaboration d'une convention avec le Festival International de Films sur les Droits Humains (FIFDH) en collaboration ave le DIP;
- le suivi du contrat de partenariat avec la Fédération Genevoise de Coopération;
- le développement du projet de santé mentale en Bosnie avec les cantons de Berne, Fribourg et Jura et en collaboration avec les HUG;
- la coordination du groupe de réflexion de la CCSI (Commission consultative de la solidarité internationale) pour établir des domaines d'intervention prioritaires pour les projets et développer une stratégie de communication et de visibilité efficace qui donne une meilleure visibilité des actions du canton;
- le développement des actions visant à sensibiliser le public et les institutions genevoises aux enjeux de la solidarité internationale.

Perspectives 2011

Outre la continuation des objectifs fixés en 2010, le service entend poursuivre la progression budgétaire pour atteindre l'objectif fixé par la loi sur le financement de la solidarité internationale (0'7%) et continuer à développer la synergie avec les autres institutions suisses actives dans la solidarité internationale.

| 04.07.02.00 Office des poursuites | | | | | | | | |
|-----------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|--|--|--|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | | | |
| Total en F | 22'516'710 | + 825'396 | 21'691'314 | 20'902'681 | | | | |
| Total en postes | 185.50 | + 5.57 | 179.93 | | | | | |

Lors de l'élaboration du budget 2009, le département avait anticipé la diminution de l'effectif dans le cadre de la décision de réduction de 5% et avait inscrit l'objectif à atteindre pour ce service. Cependant, la situation économique en 2009 n'a pas permis à ce service d'atteindre l'effectif voulu. Une demande de dépassement de crédit a été acceptée par la Commission des finances, ce qui a permis au service de ne pas poursuivre l'effort de réduction.

En outre deux postes (1.7 ETP) ont été transférés du service ressources humaines du DI.

Le budget auxiliaire a par ailleurs été augmenté d'un montant équivalent à 5 postes afin de permettre à ce service de faire face à la charge de travail.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 7'112'789 | - 810'899 | 7'923'688 | 7'770'059 |
| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total | 24'894'975 | - 799'247 | 25'694'222 | 25'969'148 |

Depuis plusieurs années, suite à une recommandation de l'inspection cantonale des finances, les comptes de fonctionnement des offices des poursuites et des faillites enregistraient les frais liés aux dossiers sous gestion. Ainsi, les factures payées dans le cadre de la gestion d'une poursuite étaient enregistrées dans les charges de l'office (sous la rubrique de dépenses générales) et, dans la mesure où ces charges n'avaient pas à être supportées par l'Etat, elles étaient imputées aux dossiers par le biais d'un compte de revenus (de nature 436 "Dédommagements de tiers").

Ce mécanisme présentait deux inconvénients majeurs. D'une part, les montants liés à la gestion des dossiers étaient très difficiles à budgétiser, car impossibles à prévoir, ce qui engendraient généralement de gros écarts entre les budgets et les comptes. D'autre part, les comparaisons de charges et revenus d'un exercice à l'autre étaient rendues peu pertinentes.

Pour remédier à cela, le département et les offices ont décidé d'abandonner la comptabilisation par le biais des comptes de charge et revenus, tout en mettant sur pied un système qui permette de garantir la transparence des comptes et la traçabilité des écritures liées à la gestion des dossiers de poursuite et de faillite.

Mission

L'office des poursuites (OP) est chargé de l'application de la loi fédérale sur la poursuites pour dettes et la faillite (LP), de ses ordonnances d'exécution, des législations, autres lois spéciales et des circulaires, instructions et avis du Tribunal fédéral y relatifs. L'OP donne suite aux réquisitions de poursuite, de continuer la poursuite, de vente et de prise d'inventaire que lui transmettent les créanciers.

L'OP exécute aussi les ordonnances de séquestre qui lui sont transmises par le Tribunal de première instance. Il délivre également des extraits de ses registres à tout tiers rendant un intérêt vraisemblable.

Objectif 2010 - Priorité

Les objectifs prioritaires de l'office des poursuites sont les suivants :

- édition du commandement de payer dans le délai d'une semaine dès réception de la réquisition de poursuite;
- poursuite de la collaboration avec le canton de Vaud et l'extension avec d'autres cantons romands, en matière de formation:
- assurer dans 90 % des cas, la délivrance des renseignements commerciaux et des attestations de non-poursuite dans les 24 heures dès leur réception (fax et courrier);
- poursuite de la mise en œuvre du contrôle interne (identification des risques et définition des indicateurs nécessaires);
- assurer dans 80 % des cas un délai d'attente maximum de 20 minutes aux caisses et au service des notifications;
- démarrage opérationnel du processus de refonte informatique;
- en matière RH, poursuivre le développement du processus d'identification des "talents" dans le but d'assurer une relève.

Perspectives 2011

L'année 2011 doit voir principalement la poursuite du processus opérationnel de refonte informatique qui devrait conduire au remplacement du système d'information actuel, ceci en principe dans le courant 2012.

L'année 2011 comme les précédentes vise à un maintien des délais tenus en 2010, une amélioration significative étant peu réaliste eu égard aux efforts qui seront demandés aux collaborateurs de l'OP dans la perspective de la refonte informatique.

| 04.07.03.00 Office des faillites | | | | |
|----------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 7'227'665 | - 204'433 | 7'432'098 | 7'148'409 |
| Total en postes | 54.2 | + 1.20 | 53.00 | |

Lors de l'élaboration du budget 2009, le département avait anticipé la diminution de l'effectif dans le cadre de la décision de réduction de 5% et avait inscrit l'objectif à atteindre pour ce service.

Cependant, la situation économique en 2009 n'a pas permis à ce service d'atteindre l'effectif voulu.

Une demande de dépassement de crédit a été acceptée par la Commission des finances, ce qui a permis au service de ne pas poursuivre l'effort de réduction.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 871'124 | - 4'064'539 | 4'935'663 | 3'941'152 |
| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total | 3'284'758 | - 4'763'596 | 8'048'354 | 6'478'021 |

Depuis plusieurs années, suite à une recommandation de l'inspection cantonale des finances, les comptes de fonctionnement des offices des poursuites et des faillites enregistraient les frais liés aux dossiers sous gestion. Ainsi, les factures payées dans le cadre de la gestion d'une faillite étaient enregistrées dans les charges de l'office (sous la rubrique de dépenses générales) et, dans la mesure où ces charges n'avaient pas à être supportées par l'Etat, elles étaient imputées aux dossiers par le biais d'un compte de revenus (de nature 436 "Dédommagements de tiers").

Ce mécanisme présentait deux inconvénients majeurs. D'une part, les montants liés à la gestion des dossiers étaient très difficiles à budgétiser, car impossibles à prévoir, ce qui engendraient généralement de gros écarts entre les budgets et les comptes. D'autre part, les comparaisons de charges et revenus d'un exercice à l'autre étaient rendues peu pertinentes.

Pour remédier à cela, le département et les offices ont décidé d'abandonner la comptabilisation par le biais des comptes de charge et revenus, tout en mettant sur pied un système qui permette de garantir la transparence des comptes et la traçabilité des écritures liées à la gestion des dossiers de poursuite et de faillite.

Mission

L'office des faillites (OF) est chargé de l'application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP). En particulier, il a pour mission d'exécuter les jugements de faillite prononcés par le juge (tribunal de première instance), ainsi que de liquider les successions répudiées.

L'OF délivre également des extraits de ses registres à tout tiers rendant un intérêt vraisemblable.

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les objectifs prioritaires de l'office des faillites sont :

- le suivi de la nouvelle organisation de l'office des faillites (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009);
- la finalisation et la mise en place du système de contrôle interne ;
- le maintien du nombre de dossiers faillite sous gestion et d'un bon niveau de qualité dans le traitement des affaires ;
- la mise en œuvre de la première partie de la nouvelle application informatique en collaboration avec le CTI;
- la réalisation de travaux importants visant à isoler, transformer et rafraichir les locaux administratifs de l'office des faillites.

Perspectives 2011

Pour 2011, l'office des faillites prévoit :

- le démarrage des contrôles internes nouvellement adoptés ;
- la mise en œuvre de la deuxième partie de la nouvelle application informatique;
- le renouvellement du mobilier de l'office à la suite de la transformation et réfection des locaux.

04.08.01.00 Office cantonal des automobiles et de la navigation 30 Charges du personnel **Budget** Compte Variation **Budget** 2010 2010/2009 2009 2008 Total en F 12'988'556 - 330'181 13'318'737 13'106'338 Total en postes 117.23 + 0.11117.12

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations 2010 avec son effectif actuel.

| 40 Impôts | Budget | | Budget | Compte | |
|-----------|------------|-------------|------------|------------|--|
| | 2010 | | 2009 | 2008 | |
| Total | 90'250'000 | + 2'950'000 | 87'300'000 | 87'149'590 | |

Le budget 2009 prévoyait une baisse de l'impôt auto en raison de l'allègement du barème d'imposition des véhicules de livraison.

Le budget 2010 prévoit une hausse sensible de l'impôt auto, en tenant compte des prévisions réelles basées sur les projections à mi-2009.

Mission

L'office cantonal des automobiles et de la navigation gère l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière et à la navigation :

- administrativement (examens de la conduite, délivrance de permis de conduire pour les personnes et de permis de circulation pour les véhicules);
- de manière préventive et répressive (retraits de permis de conduire pour les personnes et de permis de circulation pour les véhicules, cours d'éducation routière, convocations pour visites médicales);
- dans le domaine de la sécurité routière et navale (contrôles techniques et fourrière cantonale).

Objectif 2010 - Priorité

Pour 2010, les objectifs prioritaires de l'OCAN sont :

- la consolidation des procédures et processus, y compris des aspects informatiques et de
 gestion des ressources, liés à l'introduction le 01.09.2009 de l'Ordonnance fédéral réglant
 l'admission des conducteurs au transport de personnes et de marchandises par route,
 notamment du passage de l'examen théorique de la conduite de 45 minutes à 4 heures,
 des modalités de collaboration avec les organisations du monde du travail pour les
 examens pratiques et de la centralisation sur le plan national de la délivrance des
 certificats de compétence;
- la mise en application, par l'adaptation des processus et des procédures, y compris des aspects informatiques et de gestion des ressources, des modifications de l'Ordonnance fédérale réglant l'admission des personnes à la circulation routière en matière d'exigences médicales (nouvelles conditions de délivrance et de maintien du permis de conduire);
- la mise en réseau informatique de l'équipement des pistes de contrôles techniques suite à l'introduction de nouvelles dispositions et normes fédérales en matière d'assurance qualité;
- la mise en application en conformité avec les modifications de la Loi cantonale sur les contributions publiques du 1.1.2010, introduisant une taxation selon un système de bonus/malus pour des véhicules nouvellement immatriculés, en fonction des émissions en CO₂ (L10150, sous réserve d'acceptation en votation populaire le 27.09.2009);
- la contribution aux travaux législatifs concernant le PL10305 ouvrant un crédit d'étude de la délocalisation de l'OCAN (en fonction de la suite qui sera donnée par le Grand Conseil);
- la délocalisation temporaire de la fourrière cantonale des véhicules en raison des travaux de réalisation du CEVA (en fonction de la suite qui sera donnée au crédit de financement complémentaire);
- la réalisation et la consolidation de la délégation des premiers contrôles techniques des voitures de tourisme;
- la contribution, par l'adaptation des procédures et des processus, y compris des aspects informatiques et de gestion des ressources, aux projets fédéraux "étiquetteEnergie" et "dégrèvement de l'impôt fédéral sur les automobiles";
- la consolidation et l'évolution des interfaces avec les bases de données fédérales en matière de conducteurs automobiles (FABER), de véhicules routiers (MOFIS) et de mesures administratives (ADMAS);
- la contribution au développement à l'administration en ligne en ce qui concerne les projets spécifiques retenus pour l'OCAN, dans le cadre de la L10377.

Perspectives 2011

Pour 2011, l'OCAN prévoit :

- la mise en réseau du système informatique de l'équipement des pistes de contrôle technique avec le système d'information métier de l'OCAN, suite à l'introduction de nouvelles dispositions et normes fédérales en matière d'assurance qualité;
- la contribution à l'étude de la délocalisation de l'OCAN (en cas d'acceptation préalable par le Grand Conseil du PL10305);
- la consolidation des conditions de fonctionnement optimales de la délocalisation temporaire de la fourrière cantonale des véhicules en raison des travaux de réalisation du CEVA (sous réserve d'acceptation préalable en votation cantonale du financement complémentaire);
- la consolidation de la délégation des premiers contrôles techniques des voitures de tourisme;
- l'adaptation des procédures et des processus, y compris des aspects informatiques et de gestion des ressources, en lien avec l'introduction par la Confédération de l'étiquetteEnergie et d'un système de dégrèvement de l'impôt fédéral sur les automobiles;
- la contribution au développement à l'administration en ligne en ce qui concerne les projets spécifiques retenus pour l'OCAN, dans le cadre de la L10377.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------------------|-------------|--------------------|--------------|------------------------|---------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 04 00 00 00 | INICTITUTIONS | | | | | | |
| 04.00.00.00 | INSTITUTIONS | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 491.388.050 | | 29.188.855 | 6,3 | 462.199.195 | 476.933.270,07 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 282.426.493 | 7.539.142 | 2,7 | 274.887.351 | 266.457.156,30 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -208.961.557 57,48% | | -21.649.713 | -2,0 | -187.311.844 59,47% | -210.476.113,77 55,87% |
| | | | | | | | |
| 04.01.00.00 | PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 10.658.286 | | 8.296.496 | 351,3 | 2.361.790 | 10.964.286,85 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 1.941.665 | 7.127 | 0,4 | 1.934.538 | 7.369.010,85 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -8.716.621 18,22% | | -8.289.369 | -63,7 | -427.252 81,91% | -3.595.276,00 67,21% |
| | | | | | | | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 8.324.123 | | 9.165.888 | NS | -841.765 | 8.350.342,05 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 919.439 | | -425.987 | -31,7 | 1.345.426 | 1.479.354,78 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 85.517 | | -429.405 | -83,4 | 514.922 | 27.612,08 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 376.000 | | -44.000 | -10,5 | 420.000 | 303.670,94 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 953.207 | | 30.000 | 3,2 | 923.207 | 803.307,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 1.000 | 0 | 0,0 | 1.000 | 820,70 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.750.665 | -2.873 | -0,2 | 1.753.538 | 7.178.748,15 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 190.000 | 10.000 | 5,6 | 180.000 | 189.442,00 |
| 04.02.01.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 5.633.363 | 4.168 | 2.461.531 1.855 | 77,6 80,2 | 3.171.832 2.313 | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -5.629.195 0,07% | | -2.459.676 | | -3.169.519 0,07% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 4.926.848 | | 2.193.369 | 80,2 | 2.733.479 | |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 701.515 | | 568.635 | 427,9 | 132.880 | |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | -305.473 | -100,0 | 305.473 | |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 5.000 | | 5.000 | ND | | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 4.168 | 1.855 | 80,2 | 2.313 | |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-----------------------|--|----------------------|-----------|---------------------------------|--|--|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGET 2009 | COMP 12 2000 |
| 04.02.02.00 | SERVICE DES ÉTRANGERS ET DES CONFÉDÉRÉS (retraité avec transfert du CR 04.03.04.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 16.729.278 | | -1.470.164 -1.470.164 | -8,1 | 18.199.442 <i>18.199.442</i> | 10 700 005 04 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 9.429.774 | 636.262 636.262 | -8, 1 7,2 7,2 | 8.793.512 8.793.512 | 19.709.805,34 10.128.403,42 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -7.299.504 56,37% | | 2.106.426 | 8,0 | -9.405.930 48,32% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 13.974.449 | | -2.062.751 -2.062.751 | -12,9 -12,9 | 16.037.200 16.037.200 | 17.332.908,19 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 862.841 | | 289.099 289.099 | 50,4 50,4 | 573.742 <i>573.742</i> | 589.646,81 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 308.488 | | 308.488 308.488 | ND ND | | 306.224,59 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 1.583.500 | | -5.000 -5.000 | -0,3 -0,3 | 1.588.500 1.588.500 | 1.481.025,75 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 0,07 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 9.279.774 | 636.262 636.262 | 7,4 7,4 | 8.643.512 8.643.512 | 9.980.401,95 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 150.000 | 0 | 0,0 | 150.000 150.000 | 148.001,40 |
| 04.02.03.00 3 4 | SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITÉ (retraité avec transfert du CR 04.03.02.00) CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 2.220.737 | 2.166.555 | 990.233 990.233 1.085.669 | 80,5 <i>80,5</i> 100,4 | 1.230.504 1.230.504 1.080.886 | 1.316.916,66 |
| | , | | | 1.085.669 | 100,4 | 1.080.886 | 1.117.904,80 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -54.182 97,56% | | 95.436 | 9,7 | -149.618 87,84% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.843.776 | | 790.246 790.246 | 75,0 75,0 | 1.053.530 1.053.530 | 1.155.583,26 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 224.961 | | 62.987 62.987 | 38,9 38,9 | 161.974 161.974 | 149.257,80 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 152.000 | | 137.000 137.000 | 913,3 <i>913,3</i> | 15.000 15.000 | 12.075,60 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 2.166.555 | 2.085.669 2.085.669 | NS NS | 80.886 80.886 | 61.913,60 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|----------------------|-----------|-----------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020.21.2000 | |
| 04.02.03.00 | SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITÉ (Suite) | | | | | | |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | | -1.000.000 | -100,0 | 1.000.000 | |
| | | | | -1.000.000 | -100,0 | 1.000.000 | 1.055.991,20 |
| 04.02.04.00 | DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL (retraité avec transfert du CR 04.03.03.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.529.064 | | -590.932 | -27,9 | 2.119.996 | . === |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 321.511 | -590.932 -107.504 | <i>-27,9</i> -25,1 | 2.119.996 429.015 | 1.702.468,61 |
| | | | | -107.504 | -25,1 | 429.015 | 501.930,15 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.207.553 21,03% | | 483.428 | 0,8 | -1.690.981 20,24% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.333.843 | | -607.102 -607.102 | -31,3 -31,3 | 1.940.945 1.940.945 | 1.554.099,29 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 25.859 | | -14.951 -14.951 | -36,6 <i>-36,6</i> | 40.810 40.810 | 27.263,61 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 9.562 | | 621 | 6,9 | 8.941 | |
| | | | | 621 | 6,9 | 8.941 | 8.940,71 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 159.800 | | 30.500 <i>30.500</i> | 23,6 23,6 | 129.300 129.300 | 112.165,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 201.111 | -101.504 -101.504 | -33,5 -33,5 | 302.615 302.615 | 417.073,75 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 120.400 | -6.000 | -4,7 | 126.400 | |
| | | | | -6.000 | -4,7 | 126.400 | 84.856,40 |
| 04.02.05.00 | SERVICE CANTONAL DES NATURALISATIONS (retraité avec transfert du CR 04.03.06.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 2.082.000 | | -134.786 | -6,1 | 2.216.786 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.651.556 | -134.786 29.931 | -6, 1 1,1 | 2.216.786 2.621.625 | 2.081.350,21 |
| | | | | 29.931 | 1,1 | 2.621.625 | 3.685.771,10 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 569.556 127,36% | | 164.717 | 9,1 | 404.839 118,26% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.846.740 | | -84.550 -84.550 | -4,4 -4,4 | 1.931.290 1.931.290 | 2.036.300,33 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 223.465 | | -50.236 -50.236 | -18,4 -18,4 | 273.701 273.701 | <i>33.254,89</i> |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|---------------------|-----------|---------------------|---------------|------------------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | B0B4E1 2003 | 00m 12 2000 |
| 04.02.05.00 | SERVICE CANTONAL DES NATURALISATIONS (Suite) | | | | | | |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 11.795 | | 0 | 0,0 | 11.795 | |
| | | | | 0 | 0,0 | 11.795 | 11.794,99 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 2.501.556 | -69 -69 | 0,0 0,0 | 2.501.625 2.501.625 | 3.506.971,10 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 150.000 | 30.000 | 25,0 | 120.000 | |
| | | | | 30.000 | 25,0 | 120.000 | 178.800,00 |
| 04.03.01.00 | SERVICE DES VOTATIONS ET ÉLECTIONS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.351.075 | 1.385 | -421.803 -93.006 | -8,8 -98,5 | 4.772.878 94.391 | 4.506.281,73 122.050,95 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -4.349.690 0,03% | | 328.797 | -1,9 | -4.678.487 1,98% | -4.384.230,78 2,71% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.599.684 | | -5.307 | -0,3 | 1.604.991 | 1.662.535,75 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 2.731.391 | | -176.496 | -6,1 | 2.907.887 | 2.727.345,98 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 20.000 | | -240.000 | -92,3 | 260.000 | 116.400,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.385 | -93.006 | -98,5 | 94.391 | 122.050,95 |
| 04.03.02.00 | SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITÉ | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 1.316.916,66 1.117.904,80 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -199.011,86 84,89% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 1.155.583,26 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 149.257,80 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | | | | | | 12.075,60 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 61.913,60 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | | | | | 1.055.991,20 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGI | ET 2010 | VARIATION E | 310 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|---------|---------|-------------|----------|-------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | -15 | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 20201. 2000 | 72 2000 |
| 04.03.03.00 | DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 1.702.468,61 501.930,15 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -1.200.538,46 29,48% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 1.554.099,29 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 27.263,61 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 8.940,71 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | | | | | | 112.165,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 417.073,75 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | | | | | 84.856,40 |
| 04.03.04.00 | OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 19.709.805,34 10.128.403,42 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -9.581.401,92 51,39% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 17.332.908,19 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 589.646,81 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 306.224,59 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | | | | | | 1.481.025,75 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 0,07 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 9.980.401,95 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | | | | | 148.001,40 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|--------------------|---------|---------------|-------------|--------------------|---------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | B0B4E1 2003 | 00Mi 12 2000 |
| 04.03.05.00 | SERVICE DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 15.698.028,47 110.977.990,77 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | 95.279.962,30 706,96% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 13.106.337,91 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 1.856.630,91 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 735.059,65 |
| 40 | IMPÔTS | | | | | | 87.149.590,03 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 23.208.660,64 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | | | | | 619.740,10 |
| 04.03.06.00 | SERVICE CANTONAL DES NATURALISATIONS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 2.081.350,21 3.685.771,10 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | 1.604.420,89 177,09% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 2.036.300,33 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 33.254,89 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 11.794,99 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 3.506.971,10 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | | | | | 178.800,00 |
| 04.03.07.00 | SERVICE CANTONAL DES OBJETS TROUVÉS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 732.108 | 182.597 | -8.590 995 | -1,2 0,5 | 740.698 181.602 | 792.241,04 261.452,55 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -549.511 24,94% | | 9.585 | 0,4 | -559.096 24,52% | -530.788,49 33,00% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 706.545 | | -8.412 | -1,2 | 714.957 | 767.551,66 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 25.563 | | -178 | -0,7 | 25.741 | 24.689,38 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|---------------------|---------|-------------------|---------------|---------------------|----------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | D0D0L1 2003 | OOM 12 2000 |
| 04.03.07.00 | SERVICE CANTONAL DES OBJETS TROUVÉS (Suite) | | | | | | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 182.597 | 995 | 0,5 | 181.602 | 261.452,55 |
| 04.03.09.00 | ARCHIVES D'ETAT | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 2.619.059 | 21.632 | -90.484 -4.025 | -3,3 -15,7 | 2.709.543 25.657 | 2.475.749,92 57.101,35 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -2.597.427 0,83% | | 86.459 | -0,1 | -2.683.886 0,95% | -2.418.648,57 2,31% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.938.131 | | -32.644 | -1,7 | 1.970.775 | 1.960.754,25 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 434.659 | | -71.340 | -14,1 | 505.999 | 282.226,87 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 22.769 | | 0 | 0,0 | 22.769 | 22.768,80 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 223.500 | | 13.500 | 6,4 | 210.000 | 210.000,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 17.632 | -4.025 | -18,6 | 21.657 | 53.207,35 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 4.000 | 0 | 0,0 | 4.000 | 3.894,00 |
| 04.03.10.00 | SERVICE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 1.560.815,64 618,45 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -1.560.197,19 0,04% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 867.816,90 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 107.998,74 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | | | | | | 585.000,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 618,45 |
| 04.03.11.00 | BUREAU DE L'INTÉGRATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 2.374.104,16 319.509,75 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -2.054.594,41 13,46% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 1.113.044,95 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 90.155,86 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | | | | | | 1.051.883,35 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------------------|-------------|-------------------------|--------------|----------------------------|---------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGET 2003 | 00Mi 12 2000 |
| 04.03.11.00 | BUREAU DE L'INTÉGRATION (Suite) | | | | | | |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | | | | | | 119.020,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 489,75 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | | | | | 200.000,00 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | | | | | 119.020,00 |
| 04.03.12.00 | DÉLÉGUÉ À LA GENÈVE INTERNATIONALE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.304.399 | 302 | 155.826 -5 | 13,6 -1,6 | 1.148.573 307 | 1.082.105,30 234,10 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.304.097 0,02% | | -155.831 | | -1.148.266 0,03% | -1.081.871,20 0,02% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 362.727 | | -8.736 | -2,4 | 371.463 | 402.503,08 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 396.906 | | 164.562 | 70,8 | 232.344 | 181.836,22 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 544.766 | | 0 | 0,0 | 544.766 | 497.766,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 302 | -5 | -1,6 | 307 | 234,10 |
| 04.03.13.00 | DÉLÉGUÉ AUX VIOLENCES DOMESTIQUES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 187.143,30 119,50 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -187.023,80 0,06% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 173.307,35 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 13.835,95 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 119,50 |
| 04.04.00.00 | CORPS DE POLICE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 281.465.799 | 110.762.178 | 13.710.740 7.165.016 | 5,1 6,9 | 267.755.059 103.597.162 | 278.997.904,30 92.725.940,87 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -170.703.621 39,35% | | -6.545.724 | 0,7 | -164.157.897 38,69% | -186.271.963,43 33,24% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 241.294.465 | | 4.103.606 | 1,7 | 237.190.859 | 243.050.928,53 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 20.255.106 | | 1.257.538 | 6,6 | 18.997.568 | 22.730.340,83 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 3.712.210 | | -650.404 | -14,9 | 4.362.614 | 7.132.410,08 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, | 20.255.106 | | 1.257.538 | 6,6 | 18.997.568 | 22.7 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------------------|------------|-----------------------|--------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGET 2003 | OOM1 12 2000 |
| 04.04.00.00 | CORPS DE POLICE (Suite) | | | | | | |
| 34 | PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION | 1.083.000 | | -6.000.000 | -84,7 | 7.083.000 | 6.028.655,31 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 5.095.000 | | 5.000.000 | NS | 95.000 | 55.569,55 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 10.026.018 | | 10.000.000 | NS | 26.018 | |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 11.000 | 0 | 0,0 | 11.000 | 10.268,20 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 81.927.511 | 4.748.706 | 6,2 | 77.178.805 | 62.594.217,55 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 20.805.000 | 210.000 | 1,0 | 20.595.000 | 23.641.455,12 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 8.018.667 | 2.206.310 | 38,0 | 5.812.357 | 6.480.000,00 |
| 04.05.01.00 | DIRECTION DE L'OFFICE PÉNITENTIAIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 2.847.633 | 6.826 | 470.614 -654 | 19,8 -8,7 | 2.377.019 7.480 | 2.206.836,31 6.366,30 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -2.840.807 0,24% | | -471.268 | -0,1 | -2.369.539 0,31% | -2.200.470,01 0,29% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 974.658 | | 407.795 | 71,9 | 566.863 | 686.076,55 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 84.629 | | 7.819 | 10,2 | 76.810 | 65.788,36 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 600.646 | | 0 | 0,0 | 600.646 | 527.271,40 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 1.187.700 | | 55.000 | 4,9 | 1.132.700 | 927.700,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 6.000 | 0 | 0,0 | 6.000 | 6.000,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 826 | -654 | -44,2 | 1.480 | 366,30 |
| 04.05.02.00 | PRISON DE CHAMP-DOLLON | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 45.471.943 | 2.236.086 | 5.747.347 -131.390 | 14,5 -5,5 | 39.724.596 2.367.476 | 40.238.182,10 2.556.455,31 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -43.235.857 4,92% | | -5.878.737 | -1,0 | -37.357.120 5,96% | -37.681.726,79 6,35% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 39.816.170 | | 5.318.459 | 15,4 | 34.497.711 | 34.445.161,47 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 4.079.303 | | 169.533 | 4,3 | 3.909.770 | 3.937.224,88 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 485.970 | | 232.355 | 91,6 | 253.615 | 798.142,10 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 378.500 | | 0 | 0,0 | 378.500 | 350.084,10 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 712.000 | | 27.000 | 3,9 | 685.000 | 707.569,55 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------------------|-----------|------------------------|-------------|----------------------|----------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 505021 2000 | 72 2000 |
| 04.05.02.00 | PRISON DE CHAMP-DOLLON (Suite) | | | | | | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.986.086 | -131.390 | -6,2 | 2.117.476 | 2.287.086,16 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 250.000 | 0 | 0,0 | 250.000 | 269.369,15 |
| 04.05.03.00 | SERVICE DE L'APPLICATION DES PEINES ET MESURES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 15.629.907 | 1.326.056 | 4.081.574 1.323.771 | 35,3 NS | 11.548.333 2.285 | 14.361.869,80 52.686,35 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -14.303.851 8,48% | | -2.757.803 | 8,5 | -11.546.048 0,02% | -14.309.183,45 0,37% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.253.515 | | -273.070 | -17,9 | 1.526.585 | 1.404.078,44 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 546.392 | | 174.644 | 47,0 | 371.748 | 440.913,71 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 480.000 | | 480.000 | ND | | |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 13.350.000 | | 3.700.000 | 38,3 | 9.650.000 | 12.516.877,65 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.226.056 | 1.223.771 | NS | 2.285 | 52.686,35 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 100.000 | 100.000 | ND | | |
| 04.05.04.00 | SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 5.149.116 | 181.903 | 25.110 -17.088 | 0,5 -8,6 | 5.124.006 198.991 | 4.921.122,56 321.131,45 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -4.967.213 3,53% | | -42.198 | -0,4 | -4.925.015 3,88% | -4.599.991,11 6,53% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 4.635.850 | | -108.206 | -2,3 | 4.744.056 | 4.586.009,67 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 255.436 | | 52.596 | 25,9 | 202.840 | 158.604,84 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 80.720 | | 80.720 | ND | | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 177.110 | | 0 | 0,0 | 177.110 | 176.508,05 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 181.903 | -17.088 | -8,6 | 198.991 | 321.131,45 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-----------------------|-----------|------------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2003 | COMP 12 2000 |
| 04.05.05.00 | SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION ET DES PEINES ALTERNATIVES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 17.545.911 | 3.024.923 | -248.267 216.315 | -1,4 7,7 | 17.794.178 2.808.608 | 17.376.979,26 3.239.896,05 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -14.520.988 17,24% | | 464.582 | 1,5 | -14.985.570 15,78% | -14.137.083,21 18,64% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 14.109.440 | | -487.720 | -3,3 | 14.597.160 | 14.276.828,43 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 2.694.545 | | 112.984 | 4,4 | 2.581.561 | 2.516.467,25 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 150.638 | | 71.743 | 90,9 | 78.895 | 100.756,88 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 591.288 | | 54.726 | 10,2 | 536.562 | 482.926,70 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 814.070 | 265.462 | 48,4 | 548.608 | 850.275,60 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 1.175.000 | -265.000 | -18,4 | 1.440.000 | 1.234.898,45 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.035.853 | 215.853 | 26,3 | 820.000 | 1.154.722,00 |
| 04.06.01.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'OFFICE DES DROITS HUMAINS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 589.387 | 488 | 246.482 211 | 71,9 76,2 | 342.905 277 | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -588.899 0,08% | | -246.271 | | -342.628 0,08% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 576.505 | | 246.482 | 74,7 | 330.023 | |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 12.882 | | 0 | 0,0 | 12.882 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 488 | 211 | 76,2 | 277 | |
| 04.06.02.00 | SERVICE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES (retraité avec transfert du CR 04.03.10.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.560.612 | | -20.955 | -1,3 | 1.581.567 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 682 | -20.955 -1.713 -1.713 | -1,3 -71,5 -71,5 | 1.581.567 2.395 2.395 | 1.560.815,64 618,45 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.559.930 0,04% | | 19.242 | -0,1 | -1.579.172 0,15% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 827.892 | | -18.467 -18.467 | -2,2 -2,2 | 846.359 <i>846.359</i> | 867.816,90 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 129.720 | | -2.488 -2.488 | -1,9 -1,9 | 132.208 132.208 | 107.998,74 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|----------------------|---------|---------------------------|-----------------------------|------------------------------|----------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 505021 2000 | 00m 12 2000 |
| 04.06.02.00 | SERVICE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES (Suite) | | | | | | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 603.000 | | 0 <i>0</i> | 0,0 0,0 | 603.000 603.000 | 585.000,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 682 | -1.713 -1.713 | -71,5 -71,5 | 2.395 2.395 | 618,45 |
| 04.06.03.00 | BUREAU DE L'INTÉGRATION (retraité avec transfert du CR 04.03.11.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 3.090.338 | | -52.743 | -1,7 | 3.143.081 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 740.846 | -52.743 -24 | -1, <i>7</i> 0,0 | 3.143.081 740.870 | 2.374.104,16 |
| | | | | -24 | 0,0 | 740.870 | 319.509,75 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -2.349.492 23,97% | | 52.719 | 0,4 | -2.402.211 23,57% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.013.478 | | -32.153 -32.153 | -3,1 -3,1 | 1.045.631 1.045.631 | 1.113.044,95 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 261.696 | | 60.410 60.410 | 30,0 30,0 | 201.286 201.286 | 90.155,86 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 5.000 | | 0 | 0,0 | 5.000 | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 1.320.164 | | -81.000 -81.000 | -5,8 -5,8 | 1.401.164 1.401.164 | 1.051.883,35 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 490.000 | | 0 <i>0</i> | 0,0 0,0 | 490.000 490.000 | 119.020,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 846 | -24 | -2,8 -2,8 | 870 <i>870</i> | 489,75 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 250.000 | 0 <i>0</i> | 0,0 0,0 | 250.000 250.000 | 200.000,00 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 490.000 | 0 0 | 0,0 <i>0</i> , <i>0</i> | 490.000 490.000 | 119.020,00 |
| 04.06.04.00 | DÉLÉGUÉ AUX VIOLENCES DOMESTIQUES (retraité avec transfert du CR 04.03.13.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 293.760 | | 45.707 | 18,4 | 248.053 | 407 440 00 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 166 | 45.707 17 17 | 18,4 11,4 11,4 | 248.053 149 149 | 187.143,30 119,50 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -293.594 0,06% | | -45.690 | | -247.904 0,06% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 214.635 | | 19.936 19.936 | 10,2 10,2 | 194.699 194.699 | 173.307,35 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | Γ 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|----------------------|---------|------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020212000 | |
| 04.06.04.00 | DÉLÉGUÉ AUX VIOLENCES DOMESTIQUES (Suite) | | | | | | |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 79.125 | | 25.771 25.771 | 48,3 48,3 | 53.354 <i>53.354</i> | 13.835,95 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 166 | 17 | 11,4 11,4 | 149 <i>149</i> | 119,50 |
| 04.06.05.00 | FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE (retraité avec transfert du CR 04.90.01.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 270.000 | | 0 | 0,0 | 270.000 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 270.000 | <i>O</i> O | 0,0 0,0 | <i>270.000</i> 270.000 | 221.742,00 |
| | , | | | 0 | 0,0 | 270.000 | 527.406,50 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 100,00% | | | | 100,00% | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 270.000 | | 0 | 0,0 0,0 | 270.000 270.000 | 221.742,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 270.000 | 0 | 0,0 0,0 | 270.000 270.000 | 527.406,50 |
| 04.06.06.00 | SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (retraité avec transfert du CR 04.90.02.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 15.864.041 | | 1.000.709 | 6,7 | 14.863.332 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 515 | 1.000.709 7 | 6,7 1,4 | 14.863.332 508 | 13.628.783,55 |
| | na a ana ang ang ang ang ang ang ang ang | | 5.15 | 7 | 1,4 | 508 | 405,35 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -15.863.526 0,00% | | -1.000.702 | | -14.862.824 0,00% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 619.485 | | 6.166 6.166 | 1,0 1,0 | 613.319 <i>613.319</i> | <i>589.525,57</i> |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 144.556 | | -5.457 -5.457 | -3,6 -3,6 | 150.013 150.013 | 68.745,98 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 15.100.000 | | 1.000.000 1.000.000 | 7,1 7,1 | 14.100.000 14.100.000 | 12.970.512,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 515 | 7 | 1,4 1,4 | 508 <i>508</i> | 405,35 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------------------|------------|--------------------------|----------------|--------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 04.07.01.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DES OFFICES DES POURSUITES ET DES FAILLITES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | | | | | | 125.895,33 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -125.895,33 |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 124.695,33 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 1.200,00 |
| 04.07.02.00 | OFFICE DES POURSUITES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 30.028.674 | 24.915.475 | -28.332 -799.247 | -0,1 -3,1 | 30.057.006 25.714.722 | 29.087.560,44 25.997.572,77 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -5.113.199 82,97% | | -770.915 | -2,6 | -4.342.284 85,55% | -3.089.987,67 89,38% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 22.516.710 | | 825.396 | 3,8 | 21.691.314 | 20.902.680,95 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 7.112.789 | | -810.899 | -10,2 | 7.923.688 | 7.770.058,77 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 399.175 | | -42.829 | -9,7 | 442.004 | 414.820,72 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 20.500 | 0 | 0,0 | 20.500 | 28.425,19 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 24.894.975 | -799.247 | -3,1 | 25.694.222 | 25.969.147,58 |
| 04.07.03.00 | OFFICE DES FAILLITES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 8.421.158 | 3.300.758 | -4.246.603 -4.763.596 | -33,5 -59,1 | 12.667.761 8.064.354 | 11.315.097,19 6.487.197,61 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -5.120.400 39,20% | | -516.993 | -24,5 | -4.603.407 63,66% | -4.827.899,58 57,33% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 7.227.665 | | -204.433 | -2,8 | 7.432.098 | 7.148.408,63 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 871.124 | | -4.064.539 | -82,4 | 4.935.663 | 3.941.151,70 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 322.369 | | 22.369 | 7,5 | 300.000 | 225.536,86 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 16.000 | 0 | 0,0 | 16.000 | 9.177,05 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 3.284.758 | -4.763.596 | -59,2 | 8.048.354 | 6.478.020,56 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | | | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------------------|-------------|---|---------------------------|---|---------------------------------|-------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020E1 2009 | JOINT 12 2000 | |
| 04.08.01.00 | OFFICE CANTONAL DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION (retraité avec transfert du CR 04.03.05.00) | | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 15.800.402 | | -229.855 | -1,4 | 16.030.257 | | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 118.938.446 | -229.855 2.990.218 2.990.218 | -1,4 2,6 2,6 | 16.030.257 115.948.228 115.948.228 | 15.698.028,47 110.977.990,77 | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 103.138.044 752,76% | | 3.220.073 | 29,4 | 99.917.971 723,31% | | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 12.988.556 | | -330.181 -330.181 | -2,5 -2,5 | 13.318.737 13.318.737 | 13.106.337,91 | |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.909.183 | | 101.935 101.935 | 5,6 5,6 | 1.807.248 1.807.248 | 1.856.630,91 | |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 902.663 | | -1.609 | -0,2 | 904.272 | | |
| 40 | IMPÔTS | | 90.250.000 | -1.609 2.950.000 | -0,2 3,4 | 904.272 87.300.000 | 735.059,65 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 28.067.446 | 2.950.000 25.218 25.218 | 0,1 | 87.300.000 28.042.228 28.042.228 | 87.149.590,03 | |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS | | 621.000 | 15.000 | 0,1 2,5 | 606.000 | 23.208.660,64 | |
| | PUBLIQUES | | | 15.000 | 2,5 | 606.000 | 619.740,10 | |
| 04.19.00.00 | ACTIVATION DES CHARGES DE PERSONNEL EN INVESTISSEMENTS | | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | -500.000 | | -500.000 | ND | | | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 500.000 | | 500.000 | | | | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | -500.000 | | -500.000 | ND | | | |
| 04.90.01.00 | FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE | | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 221.742,00 527.406,50 | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | 305.664,50 237,85% | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | | | | | | 221.742,00 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 527.406,50 | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2010 VARIATION B10 -B09 BUDGET 2009 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-----------------------|---|-------------|---------|--------------------|------|--|--|-------------|-------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | | | |
| 04.90.02.00 3 4 | SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | 13.628.783,55 405,35 -13.628.378,20 0,00% | | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 589.525,57 | | |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 68.745,98 | | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | | | | | | 12.970.512,00 | | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 405,35 | | |

Récapitulation du département CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|------------------------|-------------|--------------------|-------|------------------------|---------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 05.00.00.00 | CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 687.069.578 | | 15.275.544 | 2,3 | 671.794.034 | 844.765.180,05 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 273.995.919 | 35.798.788 | 15,0 | 238.197.131 | 259.382.382,09 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -413.073.659 39,88% | | 20.523.244 | 4,4 | -433.596.903 35,46% | -585.382.797,96 30,70% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 135.624.019 | | 5.314.155 | 4,1 | 130.309.864 | 126.456.912,17 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 230.083.999 | | -2.398.115 | -1,0 | 232.482.114 | 214.483.678,90 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 211.097.362 | | 9.914.458 | 4,9 | 201.182.904 | 399.937.980,77 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 14.555.044 | | 32.544 | 0,2 | 14.522.500 | 15.396.701,60 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 95.478.154 | | 2.412.502 | 2,6 | 93.065.652 | 88.208.698,21 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 231.000 | | 0 | 0,0 | 231.000 | 281.208,40 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 35.000 | -4.000.000 | -99,1 | 4.035.000 | 35.000,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 192.813.151 | 30.694.951 | 18,9 | 162.118.200 | 160.820.288,07 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 50.986.493 | 3.264.090 | 6,8 | 47.722.403 | 67.940.225,10 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 21.023.000 | 328.255 | 1,6 | 20.694.745 | 20.302.171,00 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 8.907.275 | 5.511.492 | 162,3 | 3.395.783 | 10.003.489,52 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 231.000 | 0 | 0,0 | 231.000 | 281.208,40 |

Fonctionnement

1. Priorités 2010 et perspectives 2011 du département

1.1 Construction

Mettre en œuvre le déclassement des terrains du périmètre "Praille-Acacias-Vernets" (PAV), poursuivre les études qui serviront de base à l'élaboration des futurs plans directeurs et plans localisé de quartier

Faire aboutir le projet d'extension de l'OMC

Mettre en œuvre la simplification et l'accélération des procédures d'autorisation de construire et responsabiliser les mandataires

1.2 Bâtiments

Décliner l'optimisation de l'utilisation des locaux par les services de l'administration

Poursuivre le programme d'assainissement "Amiante" dans les bâtiments publics

Ouvrir plusieurs chantiers d'importance, parmi lesquels: collège de Frontenex, 2e étape du collège Sismondi, HEG Battelle, suite de la 3e étape de la Maternité, nouveau bâtiment des lits de l'hôpital, 6e étape du CMU, Champ-Dollon-Curabilis, Maison de la Paix, rénovation-transformation d'Uni-Bastions, de l'ancienne Ecole-de-Médecine et du Palais de Justice.

Poursuite du programme de réalisation des EMS (10 EMS prévus entre 2010 et 1013, représentant 604 lits créés et 227 lits rénovés).

1.3 Génie civil

Ouvrir le chantier du CEVA

Poursuivre les chantiers de trams (TCMC, TCOB)

Déposer le rapport final sur la traversée du lac après achèvement de l'étude

Poursuivre l'amélioration du réseau routier, des pistes cyclables et renforcer les mesures de protection contre le bruit

1.4 Logement

Développer l'offre de logements d'utilité publique (LUP)

Accroître le nombre de logements construits à Genève

1.5 Sport

Faire progresser la candidature aux jeux olympiques de Genève 2022 et de la région "Lake of Geneva" dans une perspective régionale

Mettre en œuvre les résultats de l'étude sur l'amélioration sport-études à Genève

1.6 Informatique

Poursuivre la réalisation du projet d'administration en ligne (AEL) et la mise à disposition des prestations aux citoyens

Adapter la structure du CTI et redéfinir les rôles et responsabilités entre la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage

Améliorer et standardiser la gestion des projets informatiques à l'aide de la méthode HERMES

1.7 Aide au pilotage et support

Améliorer le pilotage des activités et projets ainsi que la gestion des risques en développant les instruments de contrôle interne et de gestion

Poursuivre la mise en œuvre de la gestion centralisée des investissements

Continuer les efforts entrepris pour moderniser la gestion des ressources humaines

2. Budget consolidé du département

Le projet de budget 2010 se caractérise par une progression modérée des charges (+2.3%), essentiellement due à des facteurs techniques, qui est largement compensée par une hausse importante des revenus (+15.0%).

Le taux de couverture s'améliore depuis le début de la législature grâce à une bonne maîtrise des charges et une optimisation des revenus. Entre les comptes 2008 et le projet de budget 2010, ce taux augmente d'environ 9 points pour atteindre près de 40%.

| Nature | Budget 2010 | Variation 2010 / 2009 | % | Budget 2009 | Comptes 2008 |
|---|--------------|-----------------------|---------|--------------|-----------------|
| 30 - Charges de personnel | 135'624'019 | 5'314'155 | +4.1% | 130'309'864 | 126'456'912 |
| 31 - Dépenses générales | 230'083'999 | -2'398'115 | -1.0% | 232'482'114 | 214'483'979 |
| 33 - Amortissements, provisions, irrécouvrables | 211'097'362 | 9'914'458 | +4.9% | 201'182'904 | 399'937'981 |
| 35 - Dédommagements à des collectivités publiques | 14'555'044 | 32'544 | +0.2% | 14'522'500 | 15'396'702 |
| 36 - Subventions accordées | 95'478'154 | 2'412'502 | +2.6% | 93'065'652 | 88'208'698 |
| 37 - Subventions redistribuées | 231'000 | 0 | | 231'000 | 281'208 |
| 3 - Charges | 687'069'578 | 15'275'544 | +2.3% | 671'794'034 | 844'765'180 |
| 41 - Patentes et concessions | 35'000 | -4'000'000 | -99.1% | 4'035'000 | 35'000 |
| 42 - Revenus des biens | 192'813'151 | 30'694'951 | +18.9% | 162'118'200 | 160'820'288 |
| 43 - Recettes diverses | 50'986'493 | 3'264'090 | +6.8% | 47'722'403 | 67'940'225 |
| 45 - Dédommagements de collectivités publiques | 21'023'000 | 328'255 | +1.6% | 20'694'745 | 20'302'171 |
| 46 - Subventions acquises | 8'907'275 | 5'511'492 | +162.3% | 3'395'783 | 10'003'490 |
| 47 - Subventions à redistribuer | 231'000 | 0 | | 231'000 | 281'208 |
| 4 - Revenus | 273'995'919 | 35'798'788 | +15.0% | 238'197'131 | 259'382'382 |
| Couverture en F | -413'073'659 | 20'523'244 | | -433'296'690 | -585'382'798 |
| Couverture en % | 39.8% | | | 35.5% | 30.7% |

2.1. Charges consolidées

L'augmentation globale de 15.3 millions (+2.3%) provient essentiellement des charges de personnel et des amortissements.

Les explications générales des principales variations sont données ci-après.

30 Charges de personnel : + 5'314'155 F (+4.1%)

Le nombre de postes fixes (1092.85 ETP) demeure inchangé entre 2009 et 2010. Rappelons que l'objectif de réduction de 5% des postes sera dépassé à fin 2009 grâce à la suppression de 74,25 ETP, soit une diminution de 6.36% sur la législature en cours.

L'augmentation des charges de personnel est due principalement aux facteurs suivants :

- application des mécanismes salariaux (1.5 million)
- diminution de la réduction technique linéaire (RTL) dont le taux passe de 4.04% à 2.87% (1,3 million)
- augmentation de la masse salariale du CTI en vue de l'internalisation progressive d'une partie du personnel externe affecté à des activités pérennes (2 millions)
- renfort en agents spécialisés pour le projet PAV (0.5 million)

La réduction technique linéaire (RTL) qui, jusqu'en 2009 était intégralement budgétisée au secrétariat général, est répartie sur tous les offices et directions du département à partir de 2010. Le montant des charges de personnel n'est donc plus comparable entre 2009 et 2010 au niveau des centres de responsabilités (CR) publiés.

L'augmentation de la masse salariale du CTI (+ 2 millions) est très largement compensée par une réduction des dépenses générales pour le personnel externe (- 4 millions).

Par ailleurs, le DCTI procède en 2010, conformément aux recommandations de l'ICF et aux normes IPSAS, à l'activation des charges salariales d'une partie du personnel de l'office des bâtiments et de l'office du génie civil, qui vient s'ajouter à celle qui était déjà effectuée pour le CTI et le CEVA. Cette activation partielle des charges salariales permet de renforcer les effectifs de plusieurs offices, sans création de postes supplémentaires, avec des agents spécialisés et des auxiliaires. Ces renforts sont prioritairement affectés aux offices et services qui gèrent les projets d'investissement dont le volume est en très forte augmentation. Cette opération est techniquement neutre sur le total des charges de personnel car elle est intégralement compensée par l'activation en investissements.

31 Dépenses générales : - 2'398'115 F (-1.0%)

Globalement, les dépenses générales sont en légère baisse par rapport au budget 2009 en raison de la réduction des coûts énergétique (nature 312) à l'office des bâtiments et de la sensible diminution des honoraires et mandats à des tiers au CTI. Par ailleurs, un changement de méthode de comptabilisation entraîne une augmentation ainsi que des reclassements de charges à l'office des bâtiments. L'augmentation qui en résulte est intégralement compensée par une hausse équivalente des revenus.

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables : + 9'914'458 F (+4.9%)

L'augmentation des amortissements découle logiquement de la croissance des investissements effectués depuis le début de la législature.

35 Dédommagements à des collectivités publiques : + 32'544 F (+0.2%)

36 Subventions accordées: +2'412'502 F (+2.6%)

La variation sur les subventions provient essentiellement de l'ajout de deux subventions pour la fondation du stade de Genève et pour l'Arena ainsi que d'une augmentation liée au bonus économique et de nouvelles subventions non-monétaires à l'office du logement.

37 Subventions redistribuées : 0 F

2.2. Revenus consolidés

Les revenus du DCTI augmentent de 35.8 millions (+15.0%). Les principaux motifs de cette forte progression sont indiqués ci-après.

41 Patentes et concessions : -4'000'000 F (-99.1%)

Cette variation provient de la commission du Sport-Toto qui a été reclassée en fonds alloué par des tiers avec condition (FATAC) déjà dans les comptes 2008, mais qui est encore considéré comme un financement spécial au budget 2009. Les revenus sont dorénavant comptabilisés directement sur des comptes de bilan.

42 Revenus des biens : + 30'694'951 F (+18.9%)

La hausse importante des revenus s'explique principalement par un gain comptable exceptionnel sur la vente d'actifs (Rive-Belle) et la comptabilisation au brut de charges et de revenus à l'office des bâtiments ainsi que par une hausse de revenus non monétaires à l'office du logement. Ces augmentations sont atténuées par une baisse des revenus non-monétaires relatifs aux locations-financement de l'office des bâtiments.

43 Recettes diverses: + 3'264'090 F (+6.8%)

Cette hausse provient essentiellement de la surtaxe HLM perçue par l'office du logement et des remboursements des locations à des tiers de l'office des bâtiments.

45 Dédommagements de collectivités publiques : + 328'255 F (+1.6%)

Cette hausse provient des ajustements sur les droits d'entrée aux carburants et sur la taxe poidslourds (RPLP).

46 Subventions acquises: +5'511'492 F (+162.3%)

Cette progression découle principalement du changement de méthode de comptabilisation (calcul des produits différés) de la commission du Sport-Toto en FATAC. En outre, les remboursements des allocations au logement sont à la hausse.

47 Subventions à redistribuer : 0 F

05.01.00.00 Secrétariat général 30 Charges du personnel **Budget Variation Budget** Compte 2010/2009 2010 2009 2008 Total en F 4'722'590 3'889'250 833'340 * 5'478'537 Total en postes 25.10 - 7.10 32.20 30.0

Les effectifs diminuent en raison du transfert du service des opérations foncières (-8.3 ETP) à l'office des bâtiments. En contrepartie, le secrétariat général bénéficie d'un poste supplémentaire (+1 ETP) en provenance de l'office des bâtiments et d'un échange de postes (+0,2 ETP) avec l'office des autorisations de construire.

En 2010, le montant de la réduction technique linéaire (RTL) est réparti sur les différents offices alors qu'il était centralisé au secrétariat général au budget 2009. Les montants prévus en 2010 ne sont donc pas comparables avec le budget 2009 pour aucun des CR publiés.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'667'087 | -1'581'644 | 3'248'731 | 7'068'494 |

La diminution s'explique par :

- Le transfert des abonnements TPG pour le personnel de l'Etat, soumis aux charges sociales, des natures de dépenses générales (nature 31) aux natures de charges de personnel (nature 30). Les budgets y relatifs sont répartis dans les budgets sont désormais répartis dans tous les CR du département.
- Le transfert d'une partie du budget au centre de responsabilité de la Direction générale du projet Praille -Acacias-Vernets (PAV) (05.14)
- La réduction des frais d'étude et de mandats à des tiers
- Le transfert des frais de la communication pour les logements d'utilité publique (LUP) à l'office du logement.

^{*} hors réduction technique linéaire, Budget 2009 = 5'811'063 F

| 33 Amortissement, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 231'962 | 3'042'580 | -2'810'618 | 6'923'328 |

Voir explication générale.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 8'341'704 | 543'002 | 7'798'702 | 2'406'018 |

L'écart provient de l'augmentation de la subvention monétaire pour la fondation du stade de Genève dont le projet de loi est en cours d'examen.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 729'155 | -4'970'845 | 5'700'000 | 11'275'826 |

Les gains comptables sur les ventes de terrains ont été transférés à l'office des bâtiments.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 55'422 | 20'737 | 34'685 | 4'662'829 |

L'écart provient de l'augmentation des indemnités et remboursements liés aux charges de personnel.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 | -66'000 | 66'000 | 0 |

Il n'y a plus de produits différés de subventions d'investissement en 2010.

Mission

Le secrétariat général s'assure que les choix politiques, les orientations et priorités stratégiques fixés par le chef du département soient traduits dans les actes, en assure le suivi et garantit une bonne coordination avec toutes les directions du département et des autres administrations. Il veille aussi à la mise en place du contrôle interne et de gestion du département et des entités qui lui sont rattachées.

De plus, il coordonne la communication externe et interne du département en lien avec les services concernés.

Objectifs 2010 - Priorités

Mettre en œuvre le SCI au niveau de tout le département en s'assurant que les directions générales et les directions de services s'approprient l'outil et les méthodes du contrôle interne.

Définir et mettre en œuvre le contrôle de gestion au sein du DCTI; s'assurer que les services et Directions générales définissent des objectifs SMART avec les indicateurs.

Veiller à la mise en place d'un système de reporting permettant de répondre à toutes les demandes tant internes qu'externes au DCTI dans un délai raisonnable.

Définir et mettre en œuvre un tableau de pilotage stratégique permettant d'une part de suivre la réalisation des objectifs et stratégies du DCTI et d'autre part un bon reporting tant interne DCTI qu'au niveau de l'Etat de Genève.

Adapter la stratégie de communication du DCTI aux priorités opérationnelles. Assurer une bonne coordination entre les diverses directions générales et services du DCTI en vue de garantir une mise en œuvre cohérente et partagée de la stratégie de communication du DCTI.

Participer à la mise en place d'une communication interne en coordination avec l'unité COM et la direction RH.

Garantir la mise à disposition des ressources aux directions générales afin qu'elles puissent mettre en œuvre de manière efficace et efficiente les objectifs fixés, notamment pour les projets stratégiques du DCTI. Assurer une bonne adéquation entre les ressources tant au niveau quantitatif que qualitatif et les objectifs fixés.

Faire progresser la candidature aux jeux olympiques de Genève 2022 et de la région "Lake of Geneva" dans une perspective régionale.

Mettre en œuvre les résultats de l'étude sur l'amélioration sport-études à Genève

Faire aboutir le projet d'extension de l'OMC.

Perspectives 2011

Poursuivre la réalisation des objectifs 2010.

| 05.02.00.00 Office des autorisations de construire | | | | | | |
|--|----------------|------------------------|----------------|-------------|--|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | |
| Total en F | 10'253'767 | 2'243'226 | 8'010'541 | 7'101'626 | | |

1'626 Total en postes 73.50 13.30 60.20 54.05

La hausse de l'effectif s'explique par l'accueil du service de la police du feu 14.5 ETP, initialement rattachés à l'office de la sécurité civile, et par le transfert de 0.80 ETP du secrétariat général. En contrepartie, un poste a été transféré au secrétariat général et un autre à l'Office des Bâtiments. Par ailleurs, des renforts en personnel auxiliaire et agents spécialisés ont été prévus pour accélérer le traitement des dossiers.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 300'781 | 129'086 | 171'695 | 179'392 |

L'augmentation des dépenses générales provient essentiellement du transfert de la police du feu de l'office de la sécurité civile à l'office des autorisations de construire.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 4'000'000 | 1'000'000 | 3'000'000 | 5'000'000 |

L'augmentation concerne les subventions aux personnes physiques en application de la loi sur les démolitions, transformations et rénovation de maisons d'habitation (LDTR) et du bonus économique qui fait partie des mesures de soutien à l'économie et à l'emploi.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 3'032'732 | -393'947 | 3'426'679 | 7'964'372 |

Cet écart s'explique principalement par une baisse des recettes liées aux amendes dont le budget 2009 était surestimé depuis plusieurs années.

Mission

Instruire et délivrer des autorisations de construire et de mise en service; défendre l'intérêt général et maintenir l'ordre public en matière de construction; assurer que les projets respectent le droit public de la construction; assurer que les travaux sont conformes aux autorisations délivrées; veiller à la défense de l'intérêt général et au maintien de l'ordre public; assurer que les conditions de sécurité sur les chantiers sont bien respectées; assurer que les conditions de sécurité et de salubrité des constructions sont bien respectées; assurer la défense du département dans le cadre des procédures de recours contre les décisions de l'OAC; assurer conseil et information auprès des administrés (MPQ, avocats, notaires, particuliers, etc.); assurer que les conditions relatives à l'attribution et au versement du bonus à la rénovation sont bien réalisées

Objectifs 2010 - Priorités

Mettre en œuvre la simplification et l'accélération des procédures d'autorisation de construire et responsabiliser les mandataires

Perspectives 2011

Poursuivre la réalisation des objectifs 2010.

| 05.04.00.00 Office des bâtim | nents | | | |
|------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 29'957'658 | 2'700'179 | 27'257'479 | 24'789'643 |
| Total en postes | 259.70 | 8.30 | 251.40 | 253.45 |

La variation de l'effectif provient du transfert du service des opérations foncières depuis le secrétariat général de 8.3 ETP. Par ailleurs, des renforts en personnel auxiliaire et agents spécialisés ont été octroyés afin de mener à bien les nouveaux projets de construction. Il est prévu d'activer 3'000'000 F en investissements sur le CR technique 0519. En conséquence, le budget de fonctionnement réel de cet office s'élève à 26'957'658 F pour les charges de personnel.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 148'843'709 | 2'830'723 | 146'012'986 | 137'959'905 |

Les principales variations entre le projet de budget 2010 et le budget voté 2009 se décomposent de la façon suivante :

312 Eau, énergie, combustibles (- 5'230'379) :

Cet écart provient essentiellement des facteurs suivants :

- Baisse des coûts du mazout due à la chute des cours par rapport à 2009 et à la prise d'effet de la loi 10209 concernant le programme d'efficacité énergétique des bâtiments de l'Etat.
- Réduction des tarifs d'électricité. Après des hausses importantes en 2008 et début 2009, des baisses ont été annoncées déjà en 2009. Les choix stratégiques pris en 2009 sur les installations photovoltaïques permettront de réaliser des économies. A cela, se rajoute également les effets de la loi 10209 sur l'efficacité énergétique.

314 Entretien des immeubles (+ 17'872'780) :

L'augmentation s'explique principalement par des changements de règles comptables :

- Le nettoyage des locaux était comptabilisé jusqu'en 2009 comme des honoraires et prestations de service de tiers (nature 318). Le transfert se fait sur recommandation de l'ICF.
- Afin de respecter les normes IPSAS, les charges de la fondation des parkings ainsi que les charges des immeubles locatifs sous régie externe sont comptabilisées au brut et non plus au net comme prévu au budget 2009. Ces augmentations sur les charges sont compensées par des augmentations sur les revenus (nature 42) qui sont aussi comptabilisées au brut.

315 Entretien de mobilier par des tiers (- 695'971) :

Cette baisse provient principalement d'une renégociation des contrats d'entretien courant du matériel incendie.

316 Loyers, fermages, redevances (+ 3'861'445):

Cette augmentation provient de nouvelles locations liées aux besoins des départements, en particulier pour le palais de justice et le département de l'instruction publique, aux adaptations des bâtiments selon les normes OLEG (optimisation des locaux de l'Etat) et les travaux d'assainissement de l'amiante. Ces hausses sont partiellement compensées par des réductions de loyer.

318 Honoraires, prestations de service de tiers (- 13'053'643) :

La baisse provient de changements de règles comptables puisque, sur recommandation de l'ICF, tous les frais de nettoyage ont été transférés sur l'entretien des immeubles (nature 314) alors qu'ils étaient comptabilisés jusqu'en 2009 comme étant des honoraires et prestations de service de tiers. Cette baisse est atténuée par les mandats d'expertise concernant l'amiante dans les bâtiments de l'Etat qui seront plus importants en 2010.

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 134'203'439 | 9'509'735 | 124'693'704 | 129'536'819 |

Voir explications générales pour le département.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 666'600 | 666'600 | 0 | 4'270'315 |

Cette hausse s'explique par deux facteurs :

- Le budget des subventions pour les locations auprès de tiers pour les ONG a été transféré du secrétariat général à l'office des bâtiments.
- La subvention non-monétaire concernant les intérêts sur dotations et droit de superficie de l'Arena doit être comptabilisée selon la LIAF. Le montant de subvention est compensé par un revenu non-monétaire équivalent (nature 42).

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 168'611'300 | 30'934'022 | 137'677'278 | 128'921'757 |

L'augmentation globale des revenus s'explique principalement par les facteurs suivants:

- Les charges et les revenus de la fondation des parkings ainsi que des immeubles locatifs sous régie externe sont comptabilisées, conformément aux normes IPSAS et aux recommandations de l'ICF, au brut et non plus au net comme prévu au budget 2009. Cette augmentation des revenus est compensée par une augmentation équivalente de charges (nature 31).
- Les produits des droits de superficie qui étaient sous-estimés au budget 2009
- La subvention non-monétaire concernant les intérêts sur dotations et droit de superficie de l'Arena doit être comptabilisée selon la LIAF. Un projet de loi a été déposé. Le montant de subvention (nature 36) est compensé par un revenu non-monétaire équivalent.
- L'exercice 2010 devrait bénéficier d'un revenu exceptionnel lié à la plus-value qui devrait être réalisée sur la vente de Rive-Belle. Ce revenu exceptionnel fera augmenter les gains comptables sur la vente de bâtiments et de terrains de plus de 20 millions de francs par rapport à 2009.

Ces augmentations sont partiellement compensées par :

- La baisse des revenus des loyers locatifs et des parkings dont le budget était surestimé depuis plusieurs années
- La diminution purement technique des revenus non-monétaires des locationsfinancements de l'université et des HUG. Les charges de subventions, comptabilisées respectivement au DIP et au DES, sont réduites d'un montant équivalent.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 3'672'210 | 1'161'751 | 2'510'459 | 6'002'587 |

Cette hausse s'explique principalement par les deux facteurs suivants:

- L'augmentation des remboursements des locations auprès de tiers consécutive à la réunification de tous les revenus liés selon les états locatifs
- Le transfert des budgets liées au remboursement des indemnités journalières de l'assurance accidents LAA et militaire et de l'assurance maternité du secrétariat général

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 339'019 | -50'063 | 389'082 | 339'042 |

Voir explications générales.

Mission

L'office des bâtiments a pour mission d'acquérir, vendre, promouvoir, construire, maintenir, exploiter, gérer les bâtiments et terrains publics et cantonaux et extra-cantonaux. Cette mission implique : la gestion des transactions foncières de l'Etat; la promotion des espaces publics de l'Etat de Genève; l'affectation des locaux; l'étude et la construction de bâtiments neufs; la location auprès de tiers; la maintenance; la rénovation et transformation des bâtiments existants; la gestion des approvisionnements en énergies et des contrats d'entretien; l'entretien courant des bâtiments existants; l'inventaire régulier des biens immobiliers; la gestion administrative du patrimoine auprès de l'administration ou de tiers privés; le nettoyage des locaux occupés.

Objectifs 2010 - Priorités

Maintenir et rétablir la valeur du patrimoine immobilier de l'Etat, en améliorant l'entretien et la rénovation des bâtiments, en concertation avec les utilisateurs et en tenant compte de leurs besoins.

Poursuivre la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique par la réduction des consommations en fluides (eau, énergie, combustibles, etc.) des bâtiments de l'Etat.

Ouvrir plusieurs chantiers d'importance, parmi lesquels: collège de Frontenex, 2e étape du collège Sismondi, HEG Battelle, suite de la 3e étape de la Maternité, nouveau bâtiment des lits de l'hôpital, 6e étape du CMU, Champ-Dollon-Curabilis, Maison de la Paix, rénovation-transformation d'Uni-Bastions, de l'ancienne Ecole-de-Médecine et du Palais de Justice.

Poursuivre le programme de réalisation des EMS (10 EMS prévus entre 2010 et 1013, représentant 604 lits créés et 227 lits rénovés).

Achever les expertises amiante des bâtiments et assurer leur assainissement selon les résultats et priorités définies.

Optimiser l'utilisation des locaux administratifs (occupation et allocation des surfaces) afin de freiner la croissance des locations, tout en garantissant la satisfaction des besoins des utilisateurs (mise en œuvre des résultats de l'étude OLEG).

Optimiser la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat en améliorant sa rentabilité par la location à des tiers et par les opérations foncières définies.

Consolider les compétences internes (formations, gestion, transversalité, synergies et efficience,) en vue de garantir la qualité des prestations de l'office et assurer le niveau d'entretien et d'investissement souhaité.

Développer et professionnaliser les outils informatiques de l'office dans le but d'une coordination optimale et transparente des systèmes d'information des bâtiments, indispensables à une bonne gestion transversale des activités.

Perspectives 2011

Poursuivre la réalisation des objectifs 2010.

Terminer la campagne d'expertises amiante et poursuivre la planification des assainissements.

05.05.00.00 Office du génie civil

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 18'547'579 | 428'064 | 18'119'515 | 16'274'428 |
| Total en postes | 150.85 | 0 | 150.85 | 152.80 |

L'effectif en postes fixes de l'Office demeure stable. Cependant, il est prévu d'engager des agents spécialisés pour renforcer la capacité de cet office à réaliser les très gros projets de transport dont il est en charge. A cet effet, il est prévu d'activer un montant global de 3'083'119 F sur le CR technique 0519, dont 1'133'119 F pour le financement des charges salariales du CEVA par les investissements. En conséquence, le budget de fonctionnement réel de l'Office du génie civil s'élève à 15'464'460 F pour les charges de personnel.

| 31 Dépenses générales | Budget | Variation | Budget | Compte |
|-----------------------|-------------|-----------|------------|------------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 17'398''000 | 1'007'839 | 16'390'161 | 14'020'588 |

Les principales variations entre le projet de budget 2010 et le budget voté 2009 se décomposent de la façon suivante :

312 Eau, énergie, combustibles (+ 425'733) :

 Dans le cadre des recommandations de l'ICF et afin de respecter les normes du plan comptable des collectivités publiques, les charges liées à la consommation d'eau, de gaz ainsi que l'éclairage sont dorénavant imputées sur cette nature en lieu et place de la 314.

313 Autres marchandises (+ 289'973):

- Suite aux recommandations de l'ICF, les charges d'achats de fondants et de fournitures sont comptabilisées dans les natures 313 adéquates. Ces charges étaient antérieurement imputées sur la nature 314.
- Des fournitures complémentaires pour l'entretien et la réparation des véhicules sont nécessaires afin de subvenir aux besoins dus à l'augmentation du nombre de véhicules dans le cadre du "garage centralisé".

314 Entretien (- 166'688):

- Comme précisé ci-dessus, suite aux recommandations de l'ICF, les charges identifiées sont dorénavant budgétées sur les natures adéquates.
- Changement de méthode de comptabilisation des travaux effectués suite à des accidents.
- Avec le nouveau système de péréquation financière (RPT), toutes les activités en relation avec les routes nationales (construction, aménagement, entretien et exploitation, y compris la gestion du trafic) dépendent financièrement de la Confédération. Au-delà des tâches d'exploitation qui sont rémunérées de manière globale, l'Office fédéral des routes (OFROU) commande des prestations supplémentaires dans le cadre de services pour la gestion du patrimoine routes nationales ou dans le cadre de projets de grande envergure (remboursés à 100% par la Confédération). L'année 2010 devrait voir la réalisation des projets tels que, entre autres, la refonte aérologique (ventilation) dans les tunnels, signalétique de secours sur l'autoroute de l'évitement de Plan-les-Ouates, etc. La hausse des charges est entièrement compensée par une hausse des revenus.
- Les infrastructures ferroviaires du tramway sont de plus en plus étendues, cela explique principalement l'augmentation des prestations liées au déneigement.

318 Honoraires et prestations de services (+ 432'956) :

• L'augmentation de ces charges est principalement due aux frais d'études qui concernent les projets PAV et la traversée lacustre.

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 44'633'238 | 2'275'360 | 42'357'878 | 220'230'200 |
| Voir explications générales. | | | | |
| 35 Dédommagements à des collectivités publiques | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total | 14'500'000 | 0 | 14'500'000 | 15'383'285 |

La participation à l'entretien des routes de la ville de Genève est identique à la tranche 2009. Cette dépense est compensée par la contribution municipale aux dépenses de circulation perçue par le département des institutions.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 11'102'996 | -130'426 | 11'233'422 | 11'455'296 |

Ce revenu correspond à la valorisation des biens et des terrains, propriété de l'Etat de Genève, mis à disposition des TPG.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 12'364'037 | 702'774 | 11'661'263 | 13'820'760 |

L'augmentation des revenus s'explique principalement par deux facteurs :

- Dans le cadre de la RPT, l'augmentation des charges d'entretien (voir nature 314) génère des recettes équivalentes puisque les travaux sont entièrement pris en charge par la Confédération, y compris les charges salariales.
- En revanche, le transfert progressif des dossiers à l'OFROU implique une diminution des frais administratifs pour la construction et le gros entretien, relatifs aux prestations assurées auparavant par les collaborateurs de l'office, qui étaient facturées au tarif horaire.

| 45 Dédommagement des collectivités publiques | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 20'678'000 | 323'255 | 20'354'745 | 3'173'561 |

L'augmentation est liée à la progression de la part cantonale sur les droits d'entrée des carburants ainsi que sur la redevance poids lourds (RPLP).

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'470'305 | 513'104 | 957'201 | 1'349'113 |

Voir explications générales pour le département.

Mission

L'office du génie civil, qui comprend les directions des routes, des ouvrages d'art et de la voirie cantonale, est chargé d'établir les dossiers généraux, définitifs et d'exécution des projets d'ouvrages de génie civil et d'équipements routiers. Ces dossiers sont établis conformément aux documents de base, aux implantations et aux besoins définis par la direction générale de l'aménagement du territoire et la direction générale de la mobilité du département du territoire (DT). En qualité de maître d'ouvrage, l'office du génie civil organise et dirige la construction des ouvrages de génie civil et d'équipements et assure la gestion, l'entretien et la maintenance des ouvrages de génie civil et de transport, en engageant d'une manière optimum le personnel et les moyens à disposition.

Objectifs 2010 - Priorités

Poursuivre les études concernant la traversée du lac.

Débuter les travaux de génie civil CEVA.

05.06.00.00 Office du logement

Sur le réseau routier cantonal (RC), études et aménagements planifiés de pistes et de bandes cyclables ainsi que de passerelles pour piétons; études et réalisations d'aménagements de modération du trafic et de sécurité (giratoires, etc.). Études et réalisations d'aménagements et d'assainissement du réseau routier cantonal ainsi que surveillance, inspections et travaux de gros entretien des chaussées et des ouvrages d'art de ce réseau. Études des projets d'assainissement du bruit planifiés et mise en place des mesures y relatives sur le réseau des routes cantonales. Études de projets d'intérêt cantonal sur le réseau des RN. Poursuite de l'extension des nouvelles lignes de tramways avec les travaux de la 2ème étape du Tram Cornavin-Meyrin-CERN (TCMC) et ceux du Tram Cornavin-Onex-Bernex (TCOB).

Perspectives 2011

Poursuivre et achever les études concernant la traversée du lac avec remise d'un rapport au Grand Conseil.

Poursuivre les travaux de génie civil CEVA sur tous les lots.

Poursuite de l'aménagement planifié de pistes et de bandes cyclables sur le réseau routier cantonal, ainsi que des études et réalisations de divers aménagements de sécurité et de modération du trafic. Poursuite des études et des travaux d'aménagements et d'assainissement ainsi que de la surveillance, inspections et travaux de gros entretien des chaussées et des ouvrages d'art de ce réseau. Poursuite des projets d'intérêt cantonal sur le réseau des RN. Poursuite des études et des travaux concernant le TCMC et le TCOB.

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|---|---|----------------------------|--------------------------------|
| Total en F | 6'818'753 | -43'303 | 6'862'056 | 6'643'080 |
| Total en postes | 51.80 | 0 | 51.80 | 51.80 |
| L'effectif de l'office reste stable. | | | | |
| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| | | | | |
| Total | 187'720 | 40'108 | 147'612 | 155'367 |
| Total Les frais de communication pour secrétariat général à l'office du loger | les logements d'ut | | | |
| Les frais de communication pour | les logements d'ut | | | ransférés du Compte |
| Les frais de communication pour secrétariat général à l'office du loger | les logements d'ut ment. | ilité publique (L | UP) ont été t | ransférés du Compte 2008 |
| Les frais de communication pour secrétariat général à l'office du loger 33 Amortissement, provisions, irrécouvrables | les logements d'ut ment. Budget 2010 | ilité publique (L Variation 2010/2009 | UP) ont été t Budget 2009 | ransférés du Compte 2008 |
| Les frais de communication pour secrétariat général à l'office du loger 33 Amortissement, provisions, irrécouvrables | les logements d'ut ment. Budget 2010 | ilité publique (L Variation 2010/2009 | UP) ont été t Budget 2009 | |

Cette variation s'explique par :

- L'augmentation des subventions non-monétaires concernant les intérêts sur les dotations FIDP et FPLC qui est compensée par une hausse équivalente des revenus (nature 42).
- La diminution régulière du nombre de logements au bénéfice d'une subvention d'exploitation.
- L'augmentation régulière des allocations du secteur libre et des subventions d'habitations mixtes.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 12'369'700 | 4'902'200 | 7'467'500 | 8'507'133 |

Cette hausse provient des subventions non monétaires des intérêts sur les dotations FIDP et FPLC. Elle compense une augmentation équivalente des charges (nature 36).

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 9'588'800 | 2'031'539 | 7'557'261 | 12'393'288 |

Il est prévu une augmentation des remboursements des surtaxes bien que le nombre de ménages concernés devrait diminuer et atteindre un plancher dans un avenir proche.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|--------------------|
| Total | 1'886'824 | 1'036'824 | 850'000 | 2'661'770 |

Une augmentation des remboursements est attendue pour les allocations de logement des secteurs subventionnés, libres et pour les subventions pour habitation mixtes.

Mission

Mettre en œuvre la politique sociale du logement découlant des mandats constitutionnels et législatifs, assurer, par ailleurs, par le biais d'un contrôle des plans financiers et l'exercice du droit de préemption les conditions nécessaires à la mise en œuvre de cette politique.

Objectifs 2010 - Priorités

Accroître le nombre de logements construits à Genève

Mise en œuvre de la loi pour la construction de logements d'utilité publique, en particulier par le développement du partenariat avec les communes et fondations publiques.

Développer des outils de monitoring et d'aide à la décision, notamment pour la valorisation du patrimoine foncier de l'état et d'acquisitions foncières.

Mettre en place un instrument de planification (plan sectoriel logement) fixant dans le temps les objectifs de réalisation de programmes de logement (échelle communale et cantonale).

Suivre la révision du plan directeur cantonal

Accompagner les grands projets d'urbanisation (conseils).

Soutenir l'accession à la propriété et au développement des coopératives.

Suivre les mesures d'économie pour le logement social (contrôle des coûts).

Accompagner la mise en place des premiers modules du projet de refonte du système d'information de l'office du logement.

Accompagner le renouvellement des conseils des fondations immobilières de droit public.

Améliorer les outils de prévision pour les budgets destinés à l'aide à la personne, en particulier par l'élaboration de modèles permettant de mesurer les conséquences des modifications de la situation économique générale

Perspectives 2011

Mettre en œuvre la loi pour la construction de logements d'utilité publique (poursuites des partenariats).

Mettre en place les plans sectoriels logement.

Déployer la suite des modules du système d'information de l'office.

Accompagner les grands projets d'urbanisation (conseils, offre, suivi technique).

Suivre la mise en place du RDU.

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------------------|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| Total en F | 4'733'767 | -144'073 | 4'877'840 | 4'314'986 |
| Total en postes | 29.65 | 0 | 29.65 | 29.65 |
| L'effectif de l'office reste stable. | | | | |
| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total | 3'128'746 | 226'671 | 2'902'075 | 3'056"557 |

La variation des dépenses générales est liée à l'augmentation des travaux à réaliser pour le fonds monuments, natures et sites (FMNS). Une partie de ces travaux est financée par la Confédération (voir nature 46).

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 2'394'000 | 0 | 2'394'000 | 2'433'221 |

Les montants des subventions sont inchangés.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|------------------------|----------------|--------------------|
| Total | 30'450 | 25'533 | 4'917 | 1'826'701 |

L'écart s'explique par une augmentation des indemnités ou remboursements liés aux charges de personnel.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 837'000 | 237'000 | 600'000 | 1'484'687 |

La Confédération soutient la réalisation des travaux pour le fonds monuments, natures et sites par des contributions qui augmentent les recettes du fonds.

Mission

L'office du patrimoine et des sites (OPS) est responsable de la sauvegarde du patrimoine culturel bâti et naturel du canton de Genève. Sa mission est fondée sur les dispositions légales, fédérales et cantonales, prévues à cet effet (LPN, LAT, LALAT, LCI, LPMNS). Celles-ci orientent son action dans trois directions principales: identification du patrimoine (fouilles archéologiques, recherches, études, recensement), gestion du patrimoine (mise en œuvre des mesures légales), sensibilisation du public au patrimoine (manifestations, publications).

Objectifs 2010 - Priorités

Poursuivre les procédures de mise sous protection résultant de la LPMNS notamment en matière d'inscription à l'inventaire.

Poursuivre et actualiser le recensement des immeubles et sites dignes de protection et l'inventaire des grands domaines.

Développer l'information du public par l'établissement de fiches techniques

Publier le tome III (Genève, Cité: morphologie et fortifications) de l'Inventaire des monuments d'art et d'histoire et poursuivre les études et la rédaction du tome IV.

Finaliser et mettre en production la base de données informatisée de l'office du patrimoine et y introduire progressivement l'ensemble de la documentation sur le patrimoine bâti du canton.

Préparer l'introduction des données du recensement architectural du canton dans le SITG.

Perspectives 2011

Développer les objectifs de 2010 (voir ci-dessus).

Développer ultérieurement l'information auprès du public

05.08.00.00 Centre des technologies de l'information

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 53'695'995 | 1'948'528 | 51'747'467 | 48'823'390 |
| Total en postes | 336.40 | 0 | 336.40 | 338.75 |

L'effectif en poste fixe demeure stable. Toutefois, Il est prévu de procéder à l'internalisation progressive de plusieurs intervenants externes qui exercent des fonctions clés. Cette opération, qui permettra de réduire sensiblement les dépenses générales (nature 31), ne nécessitera la création d'aucun poste supplémentaire car les personnes concernées seront engagées avec un statut d'agent spécialisé ou d'auxiliaire.

Comme pour l'année précédente, il est prévu d'activer 11'317'888 F sur le CR de centralisation 0519 prévu pour le financement d'un partie des charges salariales du CTI par les investissements. Par conséquent, le budget de fonctionnement réel du CTI s'élève à 42'378'107 F pour les charges du personnel.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 51'138'110 | -3'905'258 | 55'043'368 | 48'131'688 |

La variation provient essentiellement des deux facteurs suivants :

- Réduction importante des dépenses relatives aux prestations et honoraires de tiers) en général et de l'effectif du personnel en délégation (L.S.E.) qui représente le double de l'augmentation des charges de personnel consécutive à l'internalisation progressive d'une partie du personnel externe.
- Hausse contenue des charges d'entretien et de maintenance consécutive à l'augmentation du périmètre qui découle de la mise en service de nouveaux systèmes et applications informatiques (ex : application de gestion des dossiers pour les services du tuteur général et du service de la protection de la jeunesse TAMI, système e-voting, licence de site ESRI, etc.)

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 30'405'791 | -5'027'901 | 35'433'692 | 37'221'607 |

Voir explications générales.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 690'306 | 165'731 | 524'575 | 1'861'945 |

Augmentation liée au transfert des budgets concernant le remboursement des indemnités journalières de l'assurance accidents LAA et militaire et de l'assurance maternité du secrétariat général.

Mission

Le Centre des technologies de l'information (CTI) est l'office cantonal responsable des matériels, logiciels et moyens nécessaires pour garantir le bon fonctionnement des systèmes informatiques et des télécommunications de l'administration cantonale genevoise. Ce «socle» des systèmes d'information de l'État de Genève est dimensionné et adapté afin d'assurer la pérennité des investissements en la matière

Le CTI est également chargé de promouvoir la transversalité de l'informatique et des télécommunications au sein de l'administration, notamment par ses choix en matière d'intégration des systèmes et des outils. A ce titre il est partenaire des départements, de la Chancellerie d'État, sans oublier le Grand Conseil et le Pouvoir judiciaire, pour tout projet mettant en œuvre les technologies informatiques et de télécommunications. En outre, le CTI préside les travaux de la structure de coordination transversale sur les systèmes d'information, et participe activement aux groupes traitant de la sécurité, de la planification et de la mise en priorité des projets informatiques.

Objectifs 2010 - Priorités

Poursuivre la réalisation du projet d'administration en ligne (AeL) et la mise à disposition des prestations aux citoyens

Optimiser la répartition entre les tâches réalisées à l'interne et celles externalisées, en fonction de leur importance stratégique.

Les priorités du CTI, dans le cadre de sa mission, sont d'assurer

- · l'exploitation quotidienne
- la sécurité des systèmes
- la disponibilité, l'évolutivité, la performance et la sécurité des infrastructures informatiques
- la conduite des projets et de la maîtrise de son portefeuille de projets,

en assurant un service de qualité répondant aux attentes des clients et en fournissant des solutions adaptées aux besoins réels en respectant les objectifs, les délais et les budgets convenus.

Perspectives 2011

Assurer la conduite et la réussite des projets au niveau État par l'implantation de la méthode HERMES, ainsi que la définition et formalisation des rôles/responsabilités entre les départements et le CTI (MOA/AMOA/MOE)

Assurer le déploiement du programme AeL au niveau technique, organisationnel et changement

Ancrer la nouvelle organisation en priorisant l'approche client à tous les niveaux (procédures administratives, techniques, juridiques etc.)

STRATEGIE DSI : Définir la stratégie des systèmes d'information au niveau État et respect du plan de convergence inhérent à cette dernière

05.09.00.00 Direction de support

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 11'363'071 | 493'386 | 10'869'685 | 9'708'762 |
| Total en postes | 83.55 | 0 | 83.55 | 83.30 |

Les transferts opérés inter-offices n'ont engendré aucune variation au sein de la direction de support (DSU). Malgré cette variation nulle, la DSU a bénéficié du transfert d'un poste (+1 ETP) en provenance du registre foncier. En compensation, deux collaboratrices à mi-temps (-1 ETP) sont transférées de la DSU à l'office de la sécurité civile.

Par ailleurs, il est prévu de renforcer l'effectif de la direction des finances avec du personnel auxiliaire afin de faire face à la très forte croissance du volume des investissements à traiter dont le DCTI assume, de manière centralisée, la comptabilisation pour l'ensemble des départements.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 3'124'765 | 35'808 | 3'088'957 | 2'786'855 |

L'augmentation des dépenses générales s'explique par le transfert d'une partie des fournitures générales du CTI à la direction du support.

| 33 Amortissement, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 35'567 | 25'567 | 10'000 | 3'263 |

Voir explications générales.

| 43 Recettes diverses | Budget | Variation | Budget | Compte |
|----------------------|---------|-----------|---------|---------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 153'348 | -542'771 | 696'119 | 112'250 |

L'écart s'explique par une répartition du remboursement de l'assurance maternité et des indemnités journalières de l'assurance accidents sur les offices et offices du département.

Mission

Soutenir le chef de département, le secrétariat général et les directions "métiers" en leur donnant les moyens humains, financiers ainsi que les informations et le support logistique nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et à la délivrance de leurs prestations.

Coordonner et superviser la gestion transversale des investissements de l'Etat en collaboration avec le DF et les autres départements.

Objectifs 2010 - Priorités

Mener à terme la centralisation de la fonction comptable en étroite collaboration avec les départements et la direction générale des finances de l'Etat.

Poursuivre la mise en place des instruments de pilotage et de contrôle de gestion des investissements.

Préparer le budget par programmes et prestations.

Participer à la définition et à la mise en œuvre du nouveau plan comptable MCH 2.

Poursuivre la modernisation de la gestion des ressources humaines en portant l'accent sur l'adéquation « postes-personnes-performances » ainsi que sur la gestion prévisionnelle des effectifs et la relève des cadres.

Poursuivre l'optimisation en cours des prestations de type « services généraux » et l'allocation des ressources dans le domaine de la logistique en exploitant systématiquement toutes les synergies potentielles.

Optimiser l'utilisation des systèmes informatiques existants en renforçant le soutien aux utilisateurs et en mettant à disposition des partenaires de l'Etat, dans le domaine de la construction en particulier, des outils destinés à optimiser les processus commun et à accélérer le traitement des commandes et des factures.

Améliorer le système de contrôle interne et poursuivre le développement d'outils de reporting et d'aide au pilotage.

Perspectives 2011

Contribuer à l'évolution des méthodes et outils de gestion concernant les fonctions de support en collaboration avec les collèges spécialisés transversaux.

05.11.00.00 Office de la sécurité civile

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 6'506'765 | -2'078'573 | 8'485'338 | 8'841'401 |

| - | | | | |
|-----------------|-------|---------|------|-------|
| Total en postes | 48.50 | - 14.50 | 63.0 | 68.71 |

L'effectif de l'office de la sécurité civile diminue en raison du transfert de l'effectif (-14.5 ETP) de la police du feu à l'office des autorisations de construire, le transfert d'un collaborateur (-1 ETP) au PAV. En contrepartie, la sécurité civile bénéficie du transfert de deux collaboratrices à mi-temps (+ 1 ETP) en provenance de la direction de support.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 844'631 | -305'511 | 1'150'142 | 936'482 |

La baisse des dépenses générales s'explique principalement par le transfert de la police du feu à l'office des autorisations de construire

| 33 Amortissement, provisions, irrécouvrables | Budget | Variation | Budget | Compte |
|--|---------|-----------|---------|---------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 771'022 | 159'620 | 611'402 | 661'347 |

Voir explications générales.

| 36 Subventions accordées | Budget | Variation | Budget | Compte |
|--------------------------|---------|-----------|---------|---------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 507'050 | -111'400 | 618'450 | 317'226 |

Cette baisse concerne les subventions du matériel et des équipements aux communes financées par le fonds des assureurs.

| 43 Recettes diverses | Budget | Variation | Budget | Compte |
|----------------------|---------|-----------|---------|---------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 368'964 | 97'242 | 271'722 | 357'622 |

Cet écart provient essentiellement des remboursements et indemnités pour le personnel de l'Etat dont une partie du budget était prévu au secrétariat général jusqu'en 2009.

| 46 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 453'317 | -80'183 | 533'500 | 340'710 |

Cet écart est lié au produit différé du fonds des assureurs en contrepartie du paiement des charges qui diminuent en 2010.

Mission

Prévenir la survenue de sinistres;

Secourir en assurant des moyens de sauvetage et d'assistance;

Protéger en garantissant la mise à l'abri des personnes et des biens;

Contrôler les organisations de PCI et les corps de sapeurs-pompiers

Objectifs 2010 - Priorités

Mise en œuvre de la nouvelle législation cantonale d'application des dispositions fédérales sur la protection civile.

Optimiser l'organisation de la sécurité civile dans le cadre de la diminution des moyens financiers et de la rationalisation des moyens en personnel.

Mettre en adéquation le concept cantonal sapeurs-pompiers XXI avec les principes "Sapeurs-pompiers 2015" édictés par la Conférence suisse des sapeurs-pompiers.

Perspectives 2011

Optimiser les moyens de la sécurité civile (personnel, matériel, installations) lui permettant d'accomplir les missions qui lui sont dévolues.

| 05.12.00.00 Registre foncier | | | | |
|------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 4'507'528 | 67'381 | 4'440'147 | 3'873'788 |

Total en postes 32.40 - 1.0 33.40 32.80

L'effectif diminue d'un poste (-1 ETP) qui a été transféré à la direction de support. Ce transfert s'est effectué dans le cadre de la mobilité interne des collaborateurs-trices du département. En contrepartie, il est prévu un renfort en personnel auxiliaire pour accélérer le traitement des dossiers.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 144'449 | -39'647 | 184'096 | 148'249 |

Cette variation provient principalement de la baisse des frais d'insertion de communiqués.

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|------------------------|----------------|--------------------|
| Total | 0 | -9'038 | 9'038 | 0 |

Voir explications générales.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 21'026'360 | 22'623 | 21'003'737 | 18'937'756 |

Cette augmentation est liée au transfert des budgets concernant le remboursement des indemnités journalières de l'assurance accidents LAA et militaire et de l'assurance maternité du secrétariat général.

Mission

Conformément à l'article 942 CC, le registre foncier donne l'état des droits sur les immeubles.

Objectifs 2010 - Priorités

Achever la restructuration du service.

Poursuivre la phase test pour une migration majeure, initialement prévue en 2010, laquelle n'aura vraisemblablement lieu qu'en 2011 ou 2012, de l'application Capitastra (progiciel pour la gestion du processus lié à l'inscription et à la gestion des droits réels).

Finaliser le projet de gestion numérique des documents.

Initier une procédure de formation d'épuration de servitudes dans le cadre de l'introduction du registre foncier fédéral (RFF).

Perspectives 2011

Procéder, si possible, à la migration de l'application Capitastra (voir objectif 2010).

Etre prêt à intégrer les modifications techniques et juridiques découlant de la révision partielle du CCS.

Poursuivre l'introduction du RFF dans le solde des communes du registre cantonal.

05.14.00.00 Direction générale du projet Praille-Acacias-Vernets (PAV)

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 1'898'175 | 760'767 | 1'137'408 | 0 |
| Total en postes | 1.0 | 1.0 | 0 | 0 |

Le seul poste fixe du PAV provient du transfert d'un cadre (+1 ETP) de l'office de la sécurité civile. L'effectif du PAV, qui est constitué d'agents spécialisés, sera renforcé en 2010.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 3'300'000 | -833'735 | 4'133'735 | 0 |

Cet écart s'explique principalement par le transfert à l'office du génie civil du budget des études sur les modifications routières relatives au projet PAV.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 3'550 | 2'597 | 953 | 0 |

Mission

Mener un développement de qualité, cohérent et concerté, du quartier Praille Acacias Vernets.

Piloter et animer à cet effet les processus transversaux nécessaires entre les autorités de l'Etat, les communes, la population et les acteurs privés.

Définir et élaborer des projets de programmes en vue de la planification directrice et sectorielle, en veillant tout particulièrement à la cohérence des espaces publics et des infrastructures.

Objectifs 2010 - Priorités

Faire aboutir le projet de loi portant sur la modification du régime des zones applicable au périmètre PAV et la création d'instruments d'aménagements ad hoc pour la planification directrice et sectorielle.

Conduire en parallèle un large processus de concertation avec les acteurs concernés par le développement du périmètre et mettre à disposition de ces derniers et du public les informations relatives au projet en cause.

Mener les études thématiques et sectorielles nécessaires pour préparer et alimenter les décisions politiques en termes de stratégies foncières et d'aménagement.

Établir l'image directrice concertée de l'ensemble du périmètre Praille Acacias Vernets, à partir d'une ossature générale basée sur les espaces publics et la mobilité.

Élaborer les premiers plans localisés de quartier "PAV" portant sur les secteurs Acacias à partir de mandats d'études parallèles d'urbanisme, et préparer ou collaborer à la préparation des concours d'urbanisme et d'architecture préparant l'élaboration du plan localisé de quartier "PAV" portant sur l'Etoile, et/ou, le cas échéant, le projet des premières réalisations.

Engager, en collaboration avec le département de l'Économie et de la Santé, les démarches utiles pour la relocalisation des entreprises dont la présence ne sera plus compatible avec les objectifs d'aménagement poursuivis pour le périmètre PAV

Perspectives 2011

Permettre l'adoption des premiers plans localisés de quartier PAV.

Élaborer les plans localisés de quartier "PAV" portant sur les secteurs sud du périmètre.

Encourager et promouvoir les projets de réalisation exemplaires, publics ou privés, qui pourraient être autorisés sans attendre l'adoption des plans localisés de quartier PAV.

Mener les premiers projets de réalisation d'espaces publics emblématiques.

Poursuivre les démarches nécessaires à la relocalisation des entreprises.

05.19.00.00 Activation des charges salariales

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | -17'401'007 | -4'950'000 | -12'451'007 | -9'649'745 |
| Total en postes | | | | |

Ce centre de responsabilité technique permet de prendre en compte les charges de personnel qui peuvent être financées par le budget des investissements.

L'activation des charges salariales se décompose comme suit:

- Activation des charges en investissements de l'office des bâtiments : 3'000'000 F
- Activation des charges à l'office du génie civil : 1'950'000 F
- Activation des charges pour le CEVA : 1'133'119 F
- Activation des charges au Centre des technologies de l'information : 11'317'888 F

Le budget 2010 voit pour la première fois l'activation en investissement d'une partie des charges de personnel de l'office des bâtiments et de l'office du génie civil conformément aux recommandations de l'ICF (voir explications générales).

05.90.01.00 Commission du sport-toto

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 119'378 | -677 | 120'055 | 111'216 |
| Total en postes | 0.40 | 0 | 0.40 | 0.40 |
| L'effectif de la commission du sport-toto | reste stable. | | | |
| | | | | |
| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| 31 Dépenses générales Total | • | | • | • |
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |

Cette augmentation provient des frais administratifs revenant au département de tutelle. Sur la contribution versée annuellement par la Loterie Romande (LoRo), un montant est prélevé pour ces frais tel que défini dans le projet de règlement sur l'utilisation de la part des bénéfices de la LoRo pour le sport attribuée au canton.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 3'700'000 | 0 | 3'700'000 | 3'710'480 |

Les montants totaux des subventions restent stables par rapport à 2009.

| 41 Patentes et concessions | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 | -4'000'000 | 4'000'000 | 0 |

Ce revenu concerne la part ordinaire des versements de la société du Sport-Toto. Le Sport-Toto est dorénavant comptabilisé comme un fonds attribué par des tiers avec condition (FATAC) alors qu'il avait encore été prévu au budget 2009 comme un financement spécial. Selon cette méthode, les revenus sont directement comptabilisés au bilan et non plus sur des natures de revenus.

| 42 Revenus des biens | Budget | Variation | Budget | Compte |
|----------------------|--------|-----------|--------|--------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 0 | -40'000 | 40'000 | 0 |

Voir l'explication ci-dessus concernant la nature 41.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 314 | -29'719 | 30'033 | 25 |

Cette variation concerne essentiellement le remboursement des frais administratifs pour lesquels un montant avait été surestimé au budget 2009.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------------|
| Total | 3'918'820 | 3'918'820 | 0 | 3'828'168 |

Les charges du fonds sont équilibrées par le biais d'un compte de revenu (produit différé) suite au reclassement du fonds du sport-toto en FATAC.

Mission

Répartition des subventions reçues par la Loterie Romande au profit du sport : aide aux communes, associations faîtières, clubs ou sociétés sportives, jeunes sportifs talentueux, manifestations sportives internationales voire nationales (répétitives ou ponctuelles), infrastructures sportives d'envergure.

Objectifs 2010 - Priorités

Suite à l'étude et à l'expérimentation de règles d'attribution des subventions pour les sports d'équipe, les sports individuels et les associations faîtières, poursuivre l'élaboration et redéfinir les règles d'attribution pour les « Communes » et les « Jeunes sportifs talentueux »

Perspectives 2011

Solliciter les instances de la LoRo pour augmenter le pourcentage réservé au sport (actuellement un sixième pour le sport et cinq sixièmes pour le social et la culture). Cette demande est justifiée, entre autres, par le fait que des subventions à caractère social sont également attribuées.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------------------|-------------|-------------------------|---------------|-------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 05.00.00.00 | CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 687.069.578 | | 15.275.544 | 2,3 | 671.794.034 | 844.765.180,05 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 273.995.919 | 35.798.788 | 15,0 | 238.197.131 | 259.382.382,09 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -413.073.659 39,88% | | 20.523.244 | 4,4 | -433.596.903 35,46% | -585.382.797,96 30,70% |
| 05.01.00.00 | CONSEIL D'ETAT, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - DCTI | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 14.963.343 | 784.577 | 5.893.188 -5.016.108 | 65,0 -86,5 | 9.070.155 5.800.685 | 21.876.377,21 32.747.841,48 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -14.178.766 5,24% | | -10.909.296 | -58,7 | -3.269.470 63,95% | 10.871.464,27 149,70% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 4.722.590 | | 3.889.250 | 466,7 | 833.340 | 5.478.537,30 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.667.087 | | -1.581.644 | -48,7 | 3.248.731 | 7.068.493,57 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 231.962 | | 3.042.580 | -108,3 | -2.810.618 | 6.923.328,34 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 8.341.704 | | 543.002 | 7,0 | 7.798.702 | 2.406.018,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 729.155 | -4.970.845 | -87,2 | 5.700.000 | 11.275.825,83 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 55.422 | 20.737 | 59,8 | 34.685 | 4.662.829,15 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | | | | | 16.809.186,50 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | | -66.000 | -100,0 | 66.000 | |
| 05.02.00.00 | AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 14.554.548 | 3.032.732 | 3.372.312 -393.947 | 30,2 -11,5 | 11.182.236 3.426.679 | 12.605.339,39 7.964.371,60 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -11.521.816 20,84% | | -3.766.259 | -9,8 | -7.755.557 30,64% | -4.640.967,79 63,18% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 10.253.767 | | 2.243.226 | 28,0 | 8.010.541 | 7.101.625,64 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 300.781 | | 129.086 | 75,2 | 171.695 | 179.391,55 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 324.322,20 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 4.000.000 | | 1.000.000 | 33,3 | 3.000.000 | 5.000.000,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 3.032.732 | -393.947 | -11,5 | 3.426.679 | 7.964.371,60 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------------------|-------------|--------------------------|-------------|----------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020.21.2000 | |
| 05.04.00.00 | BÂTIMENTS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 313.671.406 | 172.622.529 | 15.707.237 32.045.710 | 5,3 22,8 | 297.964.169 140.576.819 | 296.556.681,87 135.263.385,20 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -141.048.877 55,03% | | 16.338.473 | 7,9 | -157.387.350 47,18% | -161.293.296,67 45,61% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 29.957.658 | | 2.700.179 | 9,9 | 27.257.479 | 24.789.643,37 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 148.843.709 | | 2.830.723 | 1,9 | 146.012.986 | 137.959.904,95 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 134.203.439 | | 9.509.735 | 7,6 | 124.693.704 | 129.536.818,65 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 666.600 | | 666.600 | ND | | 4.270.314,90 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 168.611.300 | 30.934.022 | 22,5 | 137.677.278 | 128.921.756,96 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 3.672.210 | 1.161.751 | 46,3 | 2.510.459 | 6.002.586,71 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 339.019 | -50.063 | -12,9 | 389.082 | 339.041,53 |
| 05.05.00.00 | GÉNIE CIVIL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 95.078.817 | 45.615.338 | 3.711.263 1.408.707 | 4,1 3,2 | 91.367.554 44.206.631 | 265.908.501,61 29.798.729,55 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -49.463.479 47,98% | | -2.302.556 | -0,4 | -47.160.923 48,38% | -236.109.772,06 11,21% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 18.547.579 | | 428.064 | 2,4 | 18.119.515 | 16.274.427,81 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 17.398.000 | | 1.007.839 | 6,1 | 16.390.161 | 14.020.588,42 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 44.633.238 | | 2.275.360 | 5,4 | 42.357.878 | 220.230.200,38 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 14.500.000 | | 0 | 0,0 | 14.500.000 | 15.383.285,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 11.102.996 | -130.426 | -1,2 | 11.233.422 | 11.455.296,11 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 12.364.037 | 702.774 | 6,0 | 11.661.263 | 13.820.759,71 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 20.678.000 | 323.255 | 1,6 | 20.354.745 | 3.173.561,00 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.470.305 | 513.104 | 53,6 | 957.201 | 1.349.112,73 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|---|---|--|-----------------------------|---|--|--|---|
| RUBRIQUE | LIDELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGE1 2003 | OOMII 12 2000 |
| 05.06.00.00 | LOGEMENT | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 83.691.616 | 23.845.324 | 249.640 7.970.563 | 0,3 50,2 | 83.441.976 15.874.761 | 79.513.362,50 23.562.191,21 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -59.846.292 28,49% | | 7.720.923 | 9,5 | -67.567.215 19,02% | -55.951.171,29 29,63% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 6.818.753 | | -43.303 | -0,6 | 6.862.056 | 6.643.079,68 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 187.720 | | 40.108 | 27,2 | 147.612 | 155.367,35 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 816.343 | | -61.465 | -7,0 | 877.808 | 3.613.476,85 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 75.868.800 | | 314.300 | 0,4 | 75.554.500 | 69.101.438,62 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 12.369.700 | 4.902.200 | 65,6 | 7.467.500 | 8.507.133,41 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 9.588.800 | 2.031.539 | 26,9 | 7.557.261 | 12.393.287,85 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.886.824 | 1.036.824 | 122,0 | 850.000 | 2.661.769,95 |
| 05.07.00.00 | PATRIMOINE ET SITES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 10.256.513 | 867.450 | 82.598 262.533 | 0,8 43,4 | 10.173.915 604.917 | 11.228.380,64 3.311.387,60 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -9.389.063 8,46% | | 179.935 | 2,5 | -9.568.998 5,95% | -7.916.993,04 29,49% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 4.733.767 | | -144.073 | -3,0 | 4.877.840 | 4.314.985,67 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 3.128.746 | | 226.671 | 7,8 | 2.902.075 | 3.056.557,28 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 1.423.617,05 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 2.394.000 | | 0 | 0,0 | 2.394.000 | 2.433.220,64 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 30.450 | 25.533 | 519,3 | 4.917 | 1.826.700,85 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 837.000 | 237.000 | 39,5 | 600.000 | 1.484.686,75 |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 135.239.896 | 692.296 | -6.984.631 167.721 | -4,9 32,0 | 142.224.527 524.575 | 134.176.684,40 1.861.944,83 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -134.547.600 0,51% | | 7.152.352 | 0,1 | -141.699.952 0,37% | -132.314.739,57 1,39% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 53.695.995 | | 1.948.528 | 3,8 | 51.747.467 | 48.823.389,71 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 51.138.110 | | -3.905.258 | -7,1 | 55.043.368 | 48.131.687,74 |
| 05.07.00.00 3 4 30 31 33 36 43 46 05.08.00.00 3 4 | PATRIMOINE ET SITES CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES SUBVENTIONS ACCORDÉES RECETTES DIVERSES SUBVENTIONS ACQUISES CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL | -9.389.063 8,46% 4.733.767 3.128.746 2.394.000 135.239.896 -134.547.600 0,51% 53.695.995 | 30.450 30.450 837.000 | 82.598 262.533 179.935 -144.073 226.671 0 25.533 237.000 -6.984.631 167.721 7.152.352 | 0,8 43,4 2,5 -3,0 7,8 0,0 519,3 39,5 -4,9 32,0 0,1 | 10.173.915 604.917 -9.568.998 5,95% 4.877.840 2.902.075 2.394.000 4.917 600.000 142.224.527 524.575 -141.699.952 0,37% | 11.228.3 3.311.3 -7.916.9 24 4.314.9 3.056.6 1.423.6 2.433.2 1.826.7 1.484.6 134.176.6 1.861.9 -132.314.7 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------------------|-----------|----------------------|--------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020.21.200 | |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) (Suite) | | | | | | |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 30.405.791 | | -5.027.901 | -14,2 | 35.433.692 | 37.221.606,95 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 690.306 | 165.731 | 31,6 | 524.575 | 1.861.944,83 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.990 | 1.990 | ND | | |
| 05.09.00.00 | DIRECTION DE SUPPORT | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 14.523.403 | 153.348 | 554.761 -542.771 | 4,0 -78,0 | 13.968.642 696.119 | 13.468.879,52 772.523,64 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -14.370.055 1,06% | | -1.097.532 | -3,9 | -13.272.523 4,98% | -12.696.355,88 5,74% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 11.363.071 | | 493.386 | 4,5 | 10.869.685 | 9.708.761,68 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 3.124.765 | | 35.808 | 1,2 | 3.088.957 | 2.786.854,64 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 35.567 | | 25.567 | 255,7 | 10.000 | 3.263,20 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | | | | | | 970.000,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 660.274,08 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 153.348 | -542.771 | -78,0 | 696.119 | 112.249,56 |
| 05.11.00.00 | SÉCURITÉ CIVILE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 8.775.468 | 1.433.281 | -2.335.864 22.059 | -21,0 1,6 | 11.111.332 1.411.222 | 11.051.080,54 1.333.963,90 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -7.342.187 16,33% | | 2.357.923 | 3,6 | -9.700.110 12,70% | -9.717.116,64 12,07% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 6.406.765 | | -2.078.573 | -24,5 | 8.485.338 | 8.841.400,59 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 844.631 | | -305.511 | -26,6 | 1.150.142 | 936.482,10 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 771.022 | | 159.620 | 26,1 | 611.402 | 661.346,80 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 15.000 | | 0 | 0,0 | 15.000 | 13.416,60 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 507.050 | | -111.400 | -18,0 | 618.450 | 317.226,05 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 231.000 | | 0 | 0,0 | 231.000 | 281.208,40 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 35.000 | 0 | 0,0 | 35.000 | 35.000,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 368.964 | 97.242 | 35,8 | 271.722 | 357.621,55 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 345.000 | 5.000 | 1,5 | 340.000 | 319.423,50 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------------------|------------|------------------|---------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 20201. 2000 | 75 m 12 2000 |
| 05.11.00.00 | SÉCURITÉ CIVILE (Suite) | | | | | | |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 453.317 | -80.183 | -15,0 | 533.500 | 340.710,45 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 231.000 | 0 | 0,0 | 231.000 | 281.208,40 |
| 05.12.00.00 | REGISTRE FONCIER | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.651.977 | 21.026.360 | 18.696 22.623 | 0,4 0,1 | 4.633.281 21.003.737 | 4.022.038,06 18.937.757,52 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 16.374.383 451,99% | | 3.927 | -1,3 | 16.370.456 453,32% | 14.915.719,46 470,85% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 4.507.528 | | 67.381 | 1,5 | 4.440.147 | 3.873.788,81 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 144.449 | | -39.647 | -21,5 | 184.096 | 148.248,90 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | -9.038 | -100,0 | 9.038 | 0,35 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 1,68 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 21.026.360 | 22.623 | 0,1 | 21.003.737 | 18.937.755,84 |
| 05.13.00.00 | COMITÉ DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 180.672,07 92,30 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -180.579,77 0,05% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 145.800,27 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 34.871,80 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 92,30 |
| 05.14.00.00 | PROJET PRAILLE-ACACIAS-VERNETS (PAV) | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 5.198.175 | 3.550 | -72.968 2.597 | -1,4 272,5 | 5.271.143 953 | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -5.194.625 0,07% | | 75.565 | 0,1 | -5.270.190 0,02% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.898.175 | | 760.767 | 66,9 | 1.137.408 | |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 3.300.000 | | -833.735 | -20,2 | 4.133.735 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 3.550 | 2.597 | 272,5 | 953 | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------------|-----------|--------------------|-------------|------------------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020212000 | |
| 05.19.00.00 | CR DE CENTRALISATION - ACTIVATION DES CHARGES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | -17.401.007 | | -4.950.000 | 39,8 | -12.451.007 | -9.649.744,85 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 17.401.007 | | 4.950.000 | | 12.451.007 | 9.649.744,85 |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | -17.401.007 | | -4.950.000 | 39,8 | -12.451.007 | -9.649.744,85 |
| 05.90.01.00 | COMMISSION DU SPORT-TOTO | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 3.865.423 | 3.919.134 | 29.312 -150.899 | 0,8 -3,7 | 3.836.111 4.070.033 | 3.826.927,09 3.828.193,26 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 53.711 101,39% | | -180.211 | -4,7 | 233.922 106,10% | 1.266,17 100,03% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 119.378 | | -677 | -0,6 | 120.055 | 111.216,49 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 6.001 | | -2.555 | -29,9 | 8.556 | 5.230,60 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 40.044 | | 32.544 | 433,9 | 7.500 | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 3.700.000 | | 0 | 0,0 | 3.700.000 | 3.710.480,00 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | | -4.000.000 | -100,0 | 4.000.000 | |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | -40.000 | -100,0 | 40.000 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 314 | -29.719 | -99,0 | 30.033 | 25,15 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 3.918.820 | 3.918.820 | ND | | 3.828.168,11 |
| | | | | | | | |

Récapitulation du département TERRITOIRE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|------------------------|-------------|--------------|--------|------------------------|---------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020:2: 2000 | |
| | | | | | | | |
| 06.00.00.00 | TERRITOIRE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 375.525.192 | | 14.843.745 | 4,1 | 360.681.447 | 351.155.948,68 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 128.638.531 | 19.172.365 | 17,5 | 109.466.166 | 92.460.963,42 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -246.886.661 34,26% | | 4.328.620 | 3,9 | -251.215.281 30,35% | -258.694.985,26 26,33% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 71.548.712 | | 2.069.119 | 3,0 | 69.479.593 | 65.465.956,67 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 48.132.694 | | 7.775.886 | 19,3 | 40.356.808 | 32.531.437,30 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 10.912.325 | | 346.576 | 3,3 | 10.565.749 | 21.931.540,56 |
| 34 | PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION | 162.850 | | -4.337.150 | -96,4 | 4.500.000 | 4.462.850,25 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 6.923.820 | | 0 | 0,0 | 6.923.820 | 5.716.360,75 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 209.911.791 | | 5.909.114 | 2,9 | 204.002.677 | 198.944.389,20 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 27.933.000 | | 3.080.200 | 12,4 | 24.852.800 | 22.103.413,95 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 13.471.340 | 224.340 | 1,7 | 13.247.000 | 12.434.363,65 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 34.448.034 | 7.870.581 | 29,6 | 26.577.453 | 17.659.411,61 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 44.862.709 | 6.530.645 | 17,0 | 38.332.064 | 34.220.335,89 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 3.963.106 | 440.126 | 12,5 | 3.522.980 | 3.605.341,35 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 3.960.342 | 1.026.473 | 35,0 | 2.933.869 | 2.438.096,97 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 27.933.000 | 3.080.200 | 12,4 | 24.852.800 | 22.103.413,95 |
| | | | | | | | |

Fonctionnement

Considérations générales

Le volume des tâches à accomplir, qui n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années, notamment pour tout ce qui touche aux conditions-cadre destinées à favoriser la construction de logements, ou la réalisation d'infrastructures de transports publics structurantes, se situe toujours à un niveau très élevé d'exigence. C'est dans cette optique que le budget 2010 du département du territoire a été construit.

Les actions prioritaires qui seront conduites en 2010 s'inscrivent toutes comme les années précédentes dans une dimension régionale.

La construction de l'agglomération transfrontalière est en cours

- Le projet d'agglomération franco-valdo-genevois en phase opérationnelle Signée en décembre 2007, la charte de l'agglomération constitue la base du projet de développement de l'agglomération franco-valdo-genevoise. Après la mise en place et le démarrage de la phase opérationnelle du projet en 2009, les travaux se poursuivront en 2010 avec 3 volets principaux :
 - La concrétisation des mesures financées par le fonds d'infrastructures avec l'établissement des avant-projets pour les mesures de la tranche A (constructions débutant entre 2011 et 2014) représentant 482 millions de travaux, dont 197 millions financés par la Confédération.
 - 2. Les périmètres d'aménagement coordonnés d'agglomération (PACA) avec leurs démarches participatives constituent l'approfondissement de différents aspects du schéma d'agglomération : ces projets urbains sont obligatoirement liés aux mesures d'infrastructures financées par la Confédération.
 - 3. Les études générales permettant de construire le Projet d'agglomération 2 seront lancées. Elles doivent être déposées auprès de la Confédération en juin 2012 pour postuler à la tranche B du fonds d'infrastructures. Le développement des politiques de service s'effectuera également, notamment en ce qui concerne le logement, les sites destinés aux activités économiques, la mise en valeur des espaces naturels, agricoles et paysagers ainsi que la gestion de l'eau.
 - La révision du plan directeur cantonal (PDC) est lancée

La révision du PDC doit intervenir tous les dix ans environ. Le PDC actuel a été adopté en 2001 puis mis à jour en 2006. La quasi-totalité des mesures d'urbanisation qu'il proposait ont été mises en route et le projet d'agglomération doit fournir le cadre de l'évolution du territoire à l'horizon 2030. Pour ces raisons, une révision du PDC a été lancée en 2009 avec comme objectif de faire adopter un nouveau plan directeur par le Grand Conseil fin 2012. Cette révision s'appuie, dans sa dimension spatiale, sur les études de mise en œuvre du Projet d'agglomération conduites de 2008 à 2010. D'autres études de base sont initiées simultanément et le monitoring du PDC, qui permet de suivre les effets des mesures et d'en dresser le bilan a été mis en place.

Ces divers travaux préparatoires, qui bénéficient de l'apport de la Commission consultative cantonale pour l'aménagement du territoire (CAT), permettront, dès le début de la prochaine législature, d'amorcer le débat politique sur la révision du PDC.

Habitat et développement des activités : poursuite des travaux de planification

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan directeur cantonal, les grands projets énoncés lors du discours de Saint-Pierre et plusieurs autres projets d'envergure se poursuivront en 2010 :

Les Vergers

Suite au plan directeur de quartier (PDQ), le plan localisé de quartier (PLQ) Les Vergers, comprenant environ 1100 logements et des surfaces d'activités, a été élaboré sur initiative communale en 2009 sur l'ensemble du périmètre. La procédure d'adoption qui doit se terminer en 2010 s'accompagne d'une démarche de suivi du projet.

Mon Idée - Communaux d'Ambilly

Suite au plan directeur de quartier (PDQ), le premier plan localisé de quartier (PLQ) Communaux d'Ambilly, comprenant environ 600 logements et des surfaces d'activités et de services, c'est-à-dire la moitié du programme à horizon 15 ans, a été élaboré en 2009. La procédure d'adoption qui doit se terminer en 2010 s'accompagne d'une démarche opérationnelle, de sorte à organiser les premières réalisations, assurer la qualité du quartier et planifier les phases ultérieures.

La Chapelle-les-Sciers

Suite au plan directeur de quartier (PDQ) sur un périmètre comprenant un potentiel d'environ 1300 logements, le PLQ La Chapelle a été élaboré et adopté fin août 2009. Le PLQ Les Sciers sera élaboré sur initiative communale suite aux mandats d'étude parallèles organisés par la commune de Plan-les-Ouates avec l'appui du DT. Les études se poursuivront en 2010.

Bernex-Est

Les documents de la modification des limites de zones, ainsi que le plan directeur de quartier (PDQ) Bernex-Est, ont été élaborés et mis à l'enquête publique en 2009. La procédure d'adoption de ce dernier et la suite des études se poursuivront en 2010.

Plateau de Vessy - Aux Grands-Esserts

Les documents de la modification des limites de zones ont été élaborés en 2009. Des mandats d'étude parallèles seront organisés, dont les résultats sont attendus en 2010, en vue de l'élaboration des plans localisés de quartier.

Plaine de l'Aire

Les documents de la modification des limites de zones ont été élaborés et mis à l'enquête publique en 2009. Un concours d'urbanisme sera organisé. Ses résultats sont attendus en 2010, en vue de l'élaboration des plans localisés de quartier.

Praille-Acacias-Vernets (PAV)

Le DCTI poursuit les travaux avec une collaboration du DT, en particulier dans le cadre des études des espaces publics et de mobilité, et des mandats d'études parallèles sur certains secteurs spécifiques.

Valorisation des terrains des gares du CEVA (SOVALP; SOVAGEV; SOVACB)
 Les études de détail de l'espace public et des différents projets de construction seront poursuivies en 2010.

Les sociétés de valorisation, en particulier celle de la gare des Eaux-Vives, impliquent fortement l'administration en charge. Il s'agit de mener à bien des démarches souvent très complexes, qui exigent une approche transversale dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la mobilité et de la protection de la nature et de l'environnement, et impliquent une coordination étroite avec des processus opérationnels visant à assurer la réalisation et la qualité des projets.

• Mesures en faveur de la densification des zones industrielles

Le Conseil d'état a demandé en 2009 la révision de plusieurs plans directeurs de zone industrielle, en particulier Mouille-Galland et son extension sur le secteur des Communs, des Batailles et Meyrin-Satigny. Les études ont été entamées avec pour but principal de promouvoir une utilisation rationnelle et une densification optimale des secteurs en question, tout en leur garantissant une bonne accessibilité par les transports publics. A ces grands périmètres s'ajoutent quelques secteurs de taille plus modeste, également situés de part et d'autre de la piste de l'aéroport, sur lesquels des déclassements sont projetés, et qui feront aussi l'objet de plans directeurs de zone industrielle.

Mobilité: plusieurs nouveaux projets de trams

Le développement et l'amélioration du réseau de transport public se poursuit, conformément au plan directeur 2007-2010 et aux contrats de prestations. L'année 2010 verra la poursuite des travaux de réalisation du tramway Cornavin-Onex-Bernex (TCOB) ainsi que l'achèvement du tramway Cornavin-Meyrin-CERN (TCMC), avec notamment la direttissima et la desserte du CERN. Parallèlement, différents projets de tramways seront à l'étude, tels que le prolongement du TCOB à

travers Bernex, la desserte du quartier des Champs-Fréchets à Meyrin, le tramway Genève-Grand-Saconnex et, probablement, le tramway de Plan-les-Ouates.

En 2010, l'offre ferroviaire régionale sera renforcée en direction de Versoix (projet reporté de 2009 à 2010 pour raison budgétaire); les nouveaux points de croisement (Chambésy et Mies), nécessaires à permettre la cadence au ¼ d'heure entre Genève et Coppet, seront mis à l'enquête. Dans le domaine ferroviaire toujours, la négociation se poursuit avec les autorités françaises et vaudoises, afin de préciser l'offre à l'horizon de la mise en service de CEVA permettant notamment aux exploitants de commander le matériel roulant. Toujours en matière ferroviaire, Genève collaborera avec Vaud et les CFF pour étudier le projet de 3° voie Genève-Lausanne, ainsi que les aménagements complémentaires indispensables en gare de Cornavin. Ces études découlent de l'accord passé en avril 2009 par les cantons de Genève et Vaud, visant à préfinancer cette infrastructure de compétence nationale.

2010, comme 2009, sera par ailleurs particulièrement riche en travaux de planification dans le domaine de la mobilité, puisqu'il s'agira d'élaborer simultanément et en articulation :

- le contrat de prestations des transports publics genevois 2011-2014,
- le plan directeur du réseau routier 2011-2014
- le plan directeur des mobilités douces
- le plan d'action P+R 2011-2014

ainsi que la mise en œuvre du plan directeur du stationnement élaboré en 2008-2009.

Nombreux sont les projets d'urbanisations nouvelles qui requièrent des développements particuliers importants en matière de mobilité, afin, d'une part, d'absorber le trafic généré par les nouveaux habitants ou les nouvelles entreprises et, d'autre part, de favoriser l'usage du transport public et des mobilités douces. 2010 verra également un travail important sur le dessin des interfaces autour des gares de CEVA.

Dans le domaine de la collaboration transfrontalière, différentes réflexions sur la mobilité seront poursuivies, dans le cadre du comité franco-genevois (CRFG) et du projet d'agglomération franco-valdo-genevois. A cet égard, l'accent sera mis en 2010 sur l'étude des infrastructures de transport pour lesquelles un cofinancement fédéral est attendu dans le cadre du fonds d'infrastructures.

Enfin, la direction générale de la mobilité procédera en 2010, comme en 2002 et en 2005, à une importante enquête de trafic routier et transports publics aux frontières du canton.

Protection de l'environnement : des mesures concrètes

- Assainissement de l'air : création d'une zone à émissions réduites (ZER) La révision 2008 du plan de mesures d'assainissement de l'air 2003-2010 renforce les dispositions les plus efficaces déjà en application et introduit des mesures nouvelles, innovantes et volontaristes. La version révisée du Plan OPair comprend 36 actions, subordonnées à 13 objectifs sectoriels dont la réalisation est prioritaire. L'introduction d'un périmètre de restriction du trafic motorisé au centre ville, appelé zone à émissions réduites (ZER), représente une mesure importante dont la mise en place nécessite de nombreux travaux d'analyse et de préparation. Aussi bien au plan fédéral que cantonal, des modifications législatives sont nécessaires. Par ailleurs, une démarche de présentation de la mesure aux milieux concernés devra précéder sa mise en œuvre, probablement début 2012.
 - Gestion des déchets : recycler encore davantage, mise en œuvre du nouveau plan de gestion des déchets 2008-2012

La mise en œuvre du PGD 2008-2012 (PGD-08) permettra de poursuivre la hausse du taux de recyclage à Genève et de mieux intégrer la problématique de la préservation des ressources. Les mesures proposées doivent permettre de recycler 50% des déchets urbains, 85% des déchets de chantier et 70% des déchets produits par l'Etat lui-même dans le cadre de ses nombreuses activités. De surcroît, il est prévu de valoriser 30% des matériaux d'excavation, de sorte à ne plus les mettre en décharge.

Energie : consommer moins et mieux

Les objectifs de la politique énergétique s'appuient sur la législation sur l'énergie et le CO₂, sur les principes du développement durable, les obligations contractées par la Suisse dans le cadre du

protocole de Kyoto, ainsi que sur la vision à long terme d'une société à 2000 watts. La conception générale de l'énergie votée à l'unanimité par le Grand Conseil le 25 avril 2008 affirme l'ambition du canton d'atteindre rapidement la société à 2000 watts sans nucléaire, l'échéance de 2010 représentant une première étape. Le Plan directeur de l'énergie définit les actions concrètes de cette première étape. Ces actions sont regroupées en 13 programmes d'action qui précisent les objectifs et les moyens nécessaire ainsi que les partenaires concernés.

Le plan directeur est au cœur de l'action environnementale du département et, en 2010, il sera nécessaire d'en accélérer la mise en œuvre. En particulier les missions suivantes du service de l'énergie (ScanE) doivent être considérablement renforcées:

- l'application et le contrôle des dispositions contraignantes relevant notamment de la loi cantonale sur l'énergie;
- la gestion des fonds destinés à des mesures incitatives. Elle doit intégrer les augmentations récentes des contributions fédérales (contributions extraordinaire en 2009 et affectation partielle du produit de la taxe CO₂ dès 2010) qui globalement ont multiplié par 6 les fonds sous gestion du ScanE entre 2001 et aujourd'hui;
- la planification énergétique territoriale, pour tenir compte de la complexification croissante en lien avec l'aménagement du territoire.
 - Substances dangereuses dans l'environnement bâti : mise en œuvre du nouveau plan de mesures

La loi d'application de la loi fédérale sur la protection de l'environnement a été révisée en 2009 pour y introduire des dispositions contraignantes relatives aux substances dangereuses dans l'environnement bâti, notamment l'amiante. Pour la première fois, le Conseil d'Etat a ainsi pu édicter un plan de mesures qui sera mis en œuvre dès 2010. Parmi les mesures les plus significatives, on peut citer l'obligation pour les mandataires de fournir une attestation sur la présence ou l'absence d'amiante et de PCB, ainsi que l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation des corps de métier concernés.

- Accidents majeurs : un nouveau service pour plus d'efficacité
- Le secteur de l'environnement des entreprises de l'OCIRT a été regroupé avec le service d'intervention environnementale du DT et intégré à la direction générale de l'environnement. Le nouveau service est désormais en charge de l'ensemble de la problématique des risques technologiques pour les entreprises et les voies de communications, notamment les risques d'accidents majeurs chimiques et biologiques. Les activités déployées vont de l'approbation des plans d'aménagement des entreprises à l'intervention en cas d'accident, en passant par l'approbation des plans d'interventions, le contrôle des installations et le traitement des plaintes. En 2010, il est prévu de contrôler le bon fonctionnement des plans d'intervention en procédant à des exercices périodiques en grandeur réelle par des simulations d'interventions en cas d'accidents majeurs relatifs à des entreprises (chimiques, biotechnologiques) ou à des voies de communication.
- Système de management environnemental de l'Etat et bilan carbone
 Le programme Ecologie au travail, dont les fruits ont notamment été l'introduction du papier recyclé
 à l'Etat de Genève, le tri des déchets de bureau, de chantier ou de laboratoire, ou encore l'usage
 de graves recyclées et de matériaux plus écologiques sur les chantiers de l'Etat, a été étendu en un
 véritable système de management environnemental pour l'administration cantonale. Ce programme
 sera axé sur les économies d'énergie, le tri des déchets, l'économie des ressources ou la mobilité
 des employés de l'Etat, entre autres. Un système d'indicateurs pour la mesure de la performance
 sera mis sur pied dont la base sera l'établissement d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre
 (bilan carbone) des activités de l'Etat.

Agriculture : actions de promotion et de protection des ressources naturelles

Projet de développement régional

Le projet de développement régional a pour ambition d'améliorer l'organisation de la filière maraîchère au profit des exploitations agricoles et des consommateurs de l'agglomération.

Il vise à améliorer l'accessibilité des produits genevois à la population, en développant les circuits courts de distribution, notamment par la mise sur pied d'un réseau de vente à la ferme et d'un concept contractuel de livraison de paniers. Une organisation devrait également être proposée afin d'assurer un approvisionnement de produits genevois à la restauration collective.

En outre, le projet prévoit le déplacement de la coopérative maraîchère dans le secteur de production, ce qui permettra d'améliorer significativement la logistique de l'organisation. Un impact financier et environnemental est attendu, notamment par la diminution du transport de marchandises.

Les collectivités publiques sensibilisées aux produits régionaux

Conformément à la loi sur la promotion de l'agriculture, la Direction générale de l'agriculture (DGA) va développer, en collaboration avec les divers partenaires, la présence des produits agricoles genevois auprès des collectivités publiques et des organismes subventionnés. Ce développement comprend des actions de coordination notamment au niveau de la distribution, de communication et de promotion. Les marques de garantie telles que GRTA et AOP/IGP, permettant une identification précise des produits, seront mises en valeur auprès de ces institutions.

• Création d'un observatoire du marché

Afin de répondre aux promesses de la marque de garantie GRTA s'agissant essentiellement de l'équité, un observatoire du marché va être mis en place par la DGA en collaboration avec les diverses filières. L'objectif de cet outil consiste, dans un premier temps, à mesurer la répartition des marges entre les différents intermédiaires du producteur au consommateur et, dans un deuxième temps, à fixer des prix rémunérateurs.

Mise en exploitation de la maison du terroir

La construction de la Maison du terroir, qui regroupera la cave de vinification, le bouteiller du domaine de la République et canton de Genève, la cave expérimentale de la station de viticulture ainsi que les bureaux de l'Office de promotion des produits agricoles de Genève (OPAGE), s'achèvera d'ici fin 2009. Il s'agira en 2010 de mettre cette nouvelle structure en exploitation et d'initier les activités techniques et promotionnelles prévues.

Publication de l'étude des terroirs viticoles de Genève

Initiée en 2004, cette étude s'achèvera en 2010. Dès 2010, toutes les données recueillies, déjà disponibles sur le SITG, seront compilées et vulgarisées auprès des producteurs. Une première application pourrait être le développement d'un nouveau segment de production dans le cadre des AOC.

Projets environnementaux

Un projet de station phytosanitaire collective permettant d'éviter une pollution des cours d'eau lors des lavages des machines agricoles est prévu dans le courant 2010.

Par ailleurs, certaines activités viti-vinicoles génèrent des eaux résiduaires dont les caractéristiques physico-chimiques ne répondent plus aux exigences générales pour leur évacuation dans les cours d'eau. Grace à un soutien financier, les exploitants agricoles seront incités à procéder aux modifications nécessaires à la protection du milieu naturel récepteur.

Enfin, à travers le développement des réseaux agro-environnementaux, l'objectif poursuivi en 2010 consiste à accroitre la diversité et la qualité biologique des surfaces de compensation écologique. Ce développement dépendra non seulement de la réalisation de nouveaux réseaux mais également des nouvelles conditions cadres appliquées aux réseaux existants.

• Mise en place d'une veille qualitative des produits agricoles genevois

En collaboration avec divers partenaires, l'Etat va mettre en place une veille qualitative concernant la problématique des résidus de produits phytosanitaires. Ce projet comprend des campagnes d'analyses des produits en aval et des actions de vulgarisation et d'information auprès des agriculteurs en amont.

· Paiements directs

Une réflexion sera menée dans le domaine du géo-référencement des surfaces agricoles. Il s'agit à travers cette analyse de parvenir à tirer pleinement parti des outils informatiques existants en vue de faciliter la mise à jour des données pour l'ensemble des partenaires concernés, tout en améliorant l'accessibilité et la fiabilité de cette information.

Nature et activités en plein air : concilier sécurité des personnes, environnement et loisirs

Une nouvelle plage aux Eaux-Vives

L'attrait pour l'accès au lac et à la baignade a augmenté ces dernières années suite à l'amélioration spectaculaire de la qualité de ses eaux. Les réflexions menées depuis 2006 ont permis de sélectionner le site du quai Gustave-Ador dans une proportion comprise entre le débarcadère des Eaux-Vives et le Port-Noir.

Il s'agit de réaliser un aménagement public remarquable sur la rive gauche du lac Léman. Cette nouvelle zone "parc+plage" permettra d'améliorer l'accessibilité publique au lac, tout en valorisant des matériaux de chantier de terrassement de bonne qualité provenant de lieux d'excavation situés à proximité.

En parallèle à cette zone devant le Port-Noir, un nouvel espace constitué d'un port et d'un quai, est créé pour y relocaliser les infrastructures portuaires situées actuellement le long du quai des Eaux-Vives. Ce remaniement permettra de désencombrer les quais et d'embellir, au centre ville, la rade et de dégager la vue sur cette dernière. Toute cette réalisation est coordonnée avec l'agrandissement du port de la Société Nautique de Genève et l'extension de Genève-Plage.

• Les embouchures de l'Hermance et de la Versoix revitalisées

Les embouchures des cours d'eau dans le lac Léman sont des sites à très haute valeur écologique et leur revitalisation est un objectif de la commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL).

La revitalisation de l'embouchure de l'Hermance s'inscrit également dans les actions du contrat de rivière du Sud-Ouest Lémanique. Elle relève d'un intérêt écologique majeur et permettra d'améliorer la sécurité des personnes et de biens sur les terrains bâtis de la commune d'Hermance. Cette opération mettra aussi en valeur les milieux aquatiques à des fins récréatives. Cette réalisation conclura les travaux de renaturation entrepris sur l'Hermance depuis une dizaine d'années

La revitalisation de l'embouchure de la Versoix contribuera, au même titre que celle de l'Hermance, à augmenter la proportion de rives du Léman encore naturelles. Ce dernier n'en compte plus que 3 %. Il s'agit notamment de redonner au delta de la Versoix une dynamique naturelle, favorable à la migration du poisson du lac à la rivière et inversement. L'accès à la plage sera grandement facilité et les surfaces dévolues au délassement agrandies et rendues accessibles directement depuis le parc. Cette réalisation conclura les travaux de renaturation entrepris sur la Versoix depuis 1998.

Faune, flore, écosystèmes et paysage

L'année 2010 est celle de la biodiversité sur le plan mondial. Dans le canton de Genève, ce sera l'occasion d'un effort particulier sur la désignation et la revitalisation de certains biotopes protégés, notamment en rapport avec les plans de relance fédéral et cantonal.

Les espèces de la faune et de la flore causant des dégâts ou étant non indigènes restent sous haute surveillance. Les actions en faveur de la biodiversité de manière couvrante (projets lisière et chênaie en particulier), ainsi que la collaboration avec les communes et les entreprises privées pour la mise en place de mesures favorables à la nature en ville seront renforcées. Outre une collaboration à l'établissement d'une stratégie nationale, l'actualisation du document Objectif Nature est au programme en parallèle à la révision du Plan directeur cantonal.

Gouvernance

Les bonnes pratiques développées au plan transversal sont progressivement mises en œuvre au sein du département du territoire. Une gestion budgétaire rigoureuse fondée sur une approche programmatique, une politique interne du personnel visant à augmenter la satisfaction des collaborateurs et des interlocuteurs de l'administration, un contrôle interne renforcé, reposant pour l'essentiel sur une analyse objective des risques et mesures correctives associée, un contrôle de gestion basé sur une responsabilisation accrue des acteurs et une gestion logistique reposant sur le principe d'économie de moyens, en sont les éléments essentiels.

Sur le plan budgétaire, il convient de préciser que le projet de budget 2010 permet une comparaison de meilleure qualité avec le budget 2009 que cela n'a été le cas pour l'exercice

précédent, dans la mesure où les rubriques budgétaires pour 2010 reprennent pour l'essentiel le cadre résultant des changements introduits en 2009, concernant :

- les normes IPSAS;
- la nouvelle répartition des tâches et ressources entre la Confédération et les cantons (RPT), tout en sachant que des ajustements ont encore été introduits dans le projet de budget 2010 à l'appui des engagements contractuels pris en 2009;
- la valorisation des subventions non-monétaires;
- la reclassification de montants apparentés jusqu'en 2007 de près ou de loin à de l'investissement tant en investissement qu'en fonctionnement, sachant là aussi que des ajustements ont encore été introduits dans le projet de budget 2010.

Dans les grandes lignes, le PB 2010 se présente comme suit :

charges courantes (30 - 31 - 34 - 35 et 36) :

336'679'867 F;

revenus courants (41 - 42 - 43 - 44 - 45 et 46) :

100'705'531 F;

le taux de couverture des charges courantes par les revenus courants se situe à 29.9 %.

Il convient de rappeler ici que l'effort attendu du DT en termes d'efficience, qui a permis d'atteindre une compression de 5% de la dotation du département en 4 ans par rapport à fin 2005, se poursuivra en 2010. A cela s'ajoute la réintroduction de 3 postes alloués pour du personnel Etat, consécutivement à la décision de renoncer à l'exploitation du four 3, aux Cheneviers, ainsi que 5,5 ETP accordés par le Conseil d'Etat pour venir compléter les effectifs du SCANE, chargé de l'application de la législation sur l'énergie.

Au plan des ressources humaines, les actions se poursuivent activement par le développement du volet qualitatif de la gestion du personnel, ceci en cohérence avec la politique de l'Etat. Aux actions déjà mises en place en 2009 visant à améliorer le support aux cadres, collaboratrices et collaborateurs du département, viendront progressivement s'ajouter de nouveaux outils et méthodologies, notamment dans les domaines du recrutement, des outils statistiques et de pilotage (en particulier la gestion des absences et mesures associées) ainsi qu'un appui pour favoriser la communication interne et la conduite du changement. Après une phase test, le nouveau processus de recrutement sera complété par un concept d'accueil visant à optimiser l'intégration des nouveaux arrivés au sein du département.

Au plan de la formation, trois objectifs prioritaires seront poursuivis, en collaboration avec le service de formation de l'OPE : renforcement des compétences managériales des cadres du DT, développement d'un "esprit-client" destiné à améliorer les interactions transversales (aussi bien à l'interne qu'avec le public), et harmonisation des pratiques en matière de gestion de projet.

Les programmes stratégiques du département ont été définis et les prestations y ont été rattachées. Chaque programme comporte une description de son périmètre ainsi que des objectifs et indicateurs de performance. Dans la perspective de l'élaboration d'un budget par programmes, le département va s'attacher à consolider progressivement les données déjà capitalisées (affinage au niveau de l'inventaire réalisé des prestations associées - indicateurs de performance), à l'appui d'un travail post-recensement destiné à en faire un instrument de pilotage avec toute la fiabilité que cela doit comporter.

S'agissant du déploiement du système de contrôle interne, l'effort 2010 sera principalement axé sur la poursuite de la mise en œuvre et la consolidation des travaux réalisés en 2009, marqué principalement par le deuxième exercice d'auto-évaluation portant sur le niveau de maturité du SCI de l'ensemble des services du département d'une part et la réalisation d'une cartographie des risques du département d'autre part. Pour chacun des risques identifiés, un plan d'actions a été décliné. La dimension "contrôle de gestion" a également été prise en compte L'analyse et la cartographie des risques sont en passe de devenir un exercice itératif et systématique.

Sur le plan de la logistique, les efforts entrepris vont être poursuivis avec l'objectif de rationalisation de l'utilisation des locaux et de leurs équipements par les différentes entités du département. Il en ira de même s'agissant de la gestion du parc de véhicules et son renouvellement, dans le respect des principes du développement durable.

Les divers systèmes d'information du territoire, qui participent à la bonne gestion des programmes d'actions mis en œuvre par le DT, atteignent désormais un bon niveau de maturité. Pour cette raison, aucun engagement financier justifiant le dépôt d'un projet de loi spécifique n'est prévu pour 2010. La mise à jour de données et l'enrichissement continu des systèmes d'information existants, de même que la mise en ligne de guichets virtuels thématiques supplémentaires, vont se poursuivre en faisant appel aux ressources ordinaires internes, dans le prolongement des acquis actuels, accessibles à travers le géoportail du SITG à l'adresse suivante : http://etat.geneve.ch/sitg/guichets-3571.html.

Récapitulation

Pour rappel, le budget du Département du territoire est voté par Directions générales, qui comportent toutes plusieurs centres de responsabilités non publiés. Les écarts expliqués ci-après de façon consolidée résultent du cumul de plusieurs variations qui peuvent également s'annuler ou se compenser entre elles.

S'agissant des amortissements, les écarts entre les budgets 2009 et 2010 résultent essentiellement de l'application de nouvelles méthodes de calcul. Ces charges sont comptabilisées par le seul Département des constructions et des technologies de l'information, via le module CFI dédié (FA). Au niveau départemental, les amortissements augmentent ainsi de 346'576 F.

06.01.00.00 Secrétariat général

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total en F | 8'532'109 F | 2'390'103 F | 6'142'006 F | 7'718'058.07 F |
| Total en postes | 50,400 | -0,980 | 51,380 | 50,800 |

La variation de la masse salariale provient essentiellement de la façon de prendre en considération la réduction technique linéaire (RTL) (-1'909'108 en 2009). Pour 2010, celle-ci est répartie dans chaque centre de responsabilité. De plus, pour respecter les engagements conventionnels pris par l'Etat avec le personnel de l'Usine des Cheneviers ayant conservé le statut du personnel de l'Etat et en raison de la décision prise de fermer le four 3, les traitements de 2 collaborateurs ont été inscrits dans la nature 30 du Secrétariat général.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2009 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------------------|
| Total | 4'403'380 F | 421'898 F | 3'981'482 F 4'423'495.35 F |

L'augmentation des dépenses générales provient pour l'essentiel des honoraires divers pour des événements imprévus et/ou particuliers (+228'881 F), de frais de personnel ayant conservé le statut Etat et travaillant aux Services Industriels de Genève (SIG) dans le domaine du traitement des eaux et aux Cheneviers (+97'674 F) ainsi que de frais supplémentaires d'insertions et de communiqués (+89'120 F), lors de recrutements.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget (2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|--------------------|----------------|
| Total | 6'716'282 F | -2'112'877 F | 8'829'159 F 10'760 | 702.00 F |

La hausse de la subvention monétaire en faveur de la Compagnie Générale de Navigation - CGN - (950'000 F), destinée à accompagner durablement la restructuration en cours de la société, est compensée par la diminution de l'indemnité de restructuration du centre de traitement des déchets spéciaux de l'usine des Cheneviers (CDTS) en faveur des SIG (-3'000'000 F), conformément à la loi 9826.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 638'223 F | -332'538 F | 970'761 F | 1'443'803.71 F |

La diminution des recettes fait suite à la baisse des indemnités journalières de l'assurance accidents (-375'000 F) et du remboursement de l'assurance maternité (97'000 F) estimés par le service des paies de l'Office du personnel de l'Etat. Celle-ci est toutefois partiellement compensée par une participation des communes genevoises au déficit de la CGN (+150'000 F).

Mission

Le Secrétariat général constitue la direction générale du département. Il est en charge du pilotage des ressources humaines et financières, du contrôle interne, des systèmes d'information et d'organisation, de l'information et de la communication, veille à l'application de la directive MSST (santé et sécurité au travail) et offre un appui logistique aux services. Il a également la charge d'assurer toute la transversalité nécessaire avec les autres départements.

| 06.02.00.00 Direction générale de l'intérieur | | | | |
|---|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 9'946'489 F | 122'293 F | 9'824'196 F | 9'153'213.15 F |
| Total en postes | 74,350 | 1.600 | 72.750 | 67,350 |

Dans le cadre des affaires militaires, 2 auxiliaires remboursés par la Confédération sont stabilisés. Une adaptation de taux d'activités à la mensuration officielle contribue également à la variation 2010/2009.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2009 2008 | |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------------------|---|
| Total | 1'484'512 F | 130'934 F | 1'353'578 F 1'665'492.86 F | : |

La variation 2010/2009 provient des honoraires liés aux réceptions pour le service des affaires extérieures (+27'696 F) - correspondants aux dépenses réelles 2008, à l'information (+19'666 F) ainsi qu'à la participation à la cité des métiers et au salon 3D Imagina (+21'933 F).

Les achats de marchandises et de matériel augmentent également, en raison du renouvellement du stock de regards en fonte pour le service de mensuration officielle (+31'193 F) et de l'acquisition de machines pour des prestations d'infrastructures de l'arsenal (+18'889 F).

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|------------------------|----------------|--------------|
| Total | 1'215'500 F | -290'000 F | 1'505'500 F | 872'831.40 F |

La tranche 2010 du programme Interreg IV a été réévaluée (-150'000 F) et s'inscrit parfaitement dans le crédit-cadre 2008-2014 de 1'750'000 F.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2009 2008 | |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------------------|---|
| Total | 1'495'355 F | -448'300 F | 1'943'655 F 1'609'840.28 F | : |

Les émoluments administratifs et autres recettes liés à la mensuration officielle ont été revus à la baisse (-459'196 F).

| 45 Dédommagements de collectivités publiques | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|-----------------|-------------|
| Total | 3'685'810 F | 247'830 F | 3'437'980 F 3'4 | 17'781.20 F |

Grâce à l'adaptation, fin 2008, du contrat de prestations passé avec la Confédération dans le domaine de la logistique, les revenus liés aux prestations logistiques du personnel de l'arsenal ont augmenté (+260'750 F).

Mission

Le service de surveillance des communes (SSCO)

- Contrôle, valide les délibérations municipales et prépare les arrêtés du Conseil d'Etat y relatifs.
- Contrôle les budgets et les comptes des communes en vue de leur approbation par le Conseil d'Etat.

Le service des affaires extérieures (SAE)

- Met en œuvre la politique extérieure du Conseil d'Etat, notamment sur les plans intercantonal et transfrontalier, et, dans les domaines de compétences du canton, la politique d'intégration européenne de la Confédération.
- Contribue au développement des relations/coopérations transfrontalières, intercantonales et fédérales dans le cadre des institutions transfrontalières ou intercantonales.
- Met en place les conditions administratives, institutionnelles et juridiques utiles à la réalisation des objectifs du Conseil d'Etat et du conseiller d'Etat en charge des affaires extérieures, grâce également à la gestion des fonds Interreg. Il développe et coordonne ces coopérations au niveau cantonal.

Le service de l'information et de la communication (SIC)

 Assure l'information et la communication pour l'ensemble des programmes relevant du Département du territoire.

Le service de la mensuration officielle (SEMO)

- Assure le cadre de référence spatial des systèmes d'information du territoire du canton de Genève.
- Dirige, surveille, vérifie et coordonne les travaux de la mensuration officielle fédérale et cantonale.
- Contrôle l'existence et la qualité des données de la mensuration officielle qui comprend les données spatiales de référence et les données thématiques ainsi que la fourniture des produits et des prestations qui leur sont liés.
- Garantit une veille technologique prospective et créative en s'impliquant dans le développement des compétences des spécialistes en mensuration et en géomatique, collaborateurs des services publics et privés.
- Contribue à la communication et à la promotion des méthodes, des données, des produits et des prestations.

Le service des affaires militaires (SAM)

- Assure les relations avec la Confédération dans le domaine militaire.
- Effectue toutes les tâches dévolues au canton dans le domaine militaire (à l'exception de la perception de la taxe d'exemption de l'obligation de servir).

- Met à disposition et exploite les infrastructures de la place d'armes de Genève au profit de l'armée.
- Gère le poste de rétablissement de Genève et entretient le matériel d'armée, sur mandat de la base logistique de l'armée.
- Effectue des prestations logistiques et de maintenance au profit d'autres instances cantonales.
- Appuie et surveille les corps de musique militaire cantonaux ("Elite" et "Landwehr").
- Appuie les sociétés militaires et patriotiques cantonales.
- Élabore, en collaboration avec le Département des institutions, la capacité logistique à coopérer entre la Confédération et le canton lors d'événements majeurs (conférences internationales, etc.).

| 06.03.00.00 Direction générale de la mobilité | | | | |
|--|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 8'973'866 F | 151'205 F | 8'822'661 F | 7'255'138.92 F |
| Total en postes | 59,750 | 0 | 59,750 | 55,750 |
| Variation liée à la répartition du personnel auxiliaire. | | | | |

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| Total | 6'634'276 F | -560'194 F | 7'194'470 F | 6'276'078.94 F |

Cette diminution des dépenses générales provient pour l'essentiel de la baisse des charges relatives aux signalisations lumineuses et à leur entretien. En effet, les installations sont devenues plus fiables, notamment suite au changement de conception de la connectique dans les mâts d'une part, et, d'autre part, du fait qu'elles sont toutes équipées de diodes, moins consommatrices d'énergie que les ampoules (-308'801 F répartis sur les natures 312 et 314). A cela s'ajoute une dépense exceptionnelle d'entretien de la signalisation routière et de stationnement en 2009 qui ne se renouvellera pas en 2010 (nature 314: - 212'134 F).

| 35 Dédommagements à des tiers | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------|----------------|------------------------|----------------|---------------|
| Total | 6'700'000 F | 210'000 F | 6'490'000 F 5 | '581'699.15 F |

Adaptation de l'indemnité CFF pour les trains régionaux, selon l'offre de mars 2009 (mise en place de renfort sur la ligne Genève-Coppet et Genève-La Plaine).

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|------------------|
| Total | 185'315'996 F | 3'837'086 F | 181'478'910 F | 176'603'187.05 F |

Augmentation de la subvention monétaire versée aux TPG, conformément au contrat de prestations 2007-2010 (+3'029'463 F).

Par ailleurs, le contrat de prestations 2010 en faveur de la Société des Mouettes Genevoises Navigation (SMGN), en cours de réalisation, prévoit une hausse de 81'850 F nécessaires à la prise en compte des derniers effets liés à la convention collective de travail entrée en vigueur en 2009.

Enfin, l'enveloppe en faveur du groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) des transports publics transfrontaliers est augmentée en prévision de la remise en appel d'offres en décembre 2009, laquelle verra une hausse de l'offre sur les lignes de bus D, F, Y (+1'084'000 F).

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2009 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------------------|
| Total | 11'240'000 F | 3'522'000 F | 7'718'000 F 8'239'963.64 F |

Dans le cadre du contrat de prestations en cours de réalisation relatif à la reprise par l'Etat de Genève du contrôle de stationnement en Ville de Genève, il est prévu le versement par la Fondation des Parkings, chargée dudit contrôle, d'un montant supplémentaire de 3'000'000 F de produits des horodateurs.

Par ailleurs, l'optimisation de la location des canalisations SL génère une hausse des revenus de +357'000 F.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2009 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------------------|
| Total | 382'334 F | 172'741 F | 209'593 F 459'512.19 F |

L'estimation des remboursements de dégâts à la signalisation lumineuse et routière a été revue à la hausse (+47'400 F).

Une dissolution de provision pour risques et charges de 100'000 F sera effectuée dans le cadre du règlement de l'offre complémentaire 2009 des TPG.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------|
| Total | 223'300 F | -212'500 F | 435'800 F | 508'299.00 F |

Aucune subvention Interreg n'est attendue pour 2010 (-285'000 F).

Mission

La Direction Générale de la Mobilité est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'Etat de Genève dans le domaine de la mobilité. A ce titre, elle contribue à la définition des politiques de développement territorial, planifie et organise l'ensemble des modes de déplacement. Elle assure l'exploitation du réseau routier et contribue à son aménagement. Elle oriente et prépare les décisions de l'Etat dans le choix des infrastructures de transport.

06.04.00.00 Direction générale de l'environnement 30 Charges du personnel **Budget Variation Budget** Compte 2010 2010/2009 2009 2008 13'636'806 F 870'862 F 12'765'944 F 10'793'610.95 F Total en F Total en postes 87,300 10,100 77,200 73,250

La mise en œuvre de la législation sur l'énergie nécessite une adaptation de l'effectif de 5,5 postes. Par ailleurs, 5 personnes n'ayant pas toutes un taux d'activité de 100% sont transférées avec leurs missions en provenance de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT).

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|-------------------|----------------|
| Total | 13'114'272 F | 1'315'995 F | 11'798'277 F 6'60 | 02'456.92 F |

L'application de la loi sur l'énergie (PL 10258) permettra l'élaboration de concepts découlant de la planification énergétique territoriale (+400'000 F).

D'autre part, la gestion des subventions liées à l'opération "chèqueénergie" (voir nature 36 cidessous) requiert des mandats supplémentaires liés au marketing et au traitement technique détaillé des chèques énergie" (+600'000 F).

Dans le cadre du nouveau règlement sur les substances dangereuses dans l'environnement bâti du 10 septembre 2008 et du plan de mesures y relatif adopté par le Conseil d'Etat le 24 juin 2009, de nouvelles dépenses seront engagées. Tout d'abord, une nouvelle campagne d'information aux corps de métier sur différentes substances dangereuses doit être lancée (+200'000 F). Ensuite, la mise en service d'un appareil d'identification de substances toxiques (LC-MS/M) offert par la Confédération dans le cadre de l'aménagement d'un laboratoire régional, implique une augmentation des frais y relatifs, soit ceux liés au déménagement (+45'928 F) et à l'entretien (+20'000 F) ainsi que l'achat de produits de laboratoire (+50'000 F).

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 3'674'284 F | 1'816'917 F | 1'857'367 F 8 | 754'206.24 F |

Des provisions supplémentaires seront nécessaires, d'une part pour la maintenance des jardins d'Onex (+640'000 F) et, d'autre part, pour les subventions énergétiques promises (+642'480 F).

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2009 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------------------|
| Total | 9'162'005 F | 3'956'405F | 5'205'600 F 4'919'626.85 F |

L'opération "chèqueénergie" (chèque2009énergie) sera reconduite en 2010 (+4'000'000 F) et ce pour 10 ans suite à l'adoption par les Chambres fédérales de la modification de la loi sur le $\rm CO_2$ qui affecte 200 millions de francs par année aux cantons pour l'assainissement énergétique des bâtiments. Le programme chèque2010énergie bénéficiera en 2010 de contributions fédérales proportionnelles au budget cantonal.

| 37 Subventions redistribuées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|------------------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------|
| Total | 5'150'000 F | 4'900'000 F | 250'000 F | 689'693.00 F |

Il s'agit des contributions fédérales redistribuées dans le cadre de l'opération "chèqueénergie" (voir explication sous la nature 36).

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------|
| Total | 15'012'033 F | 3'940'443 F | 11'071'590 F | 907'459.43 F |

Dans une logique de centralisation des flux financiers au sein du département de tutelle, la rémunération du capital de dotation Services industriels de Genève (SIG) est transférée, à compter de l'exercice 2010, du Département des finances au Département du territoire (+2'750'000 F).

Par ailleurs, suite à une modification de la loi sur l'organisation des SIG (L 10290), la redevance pour l'utilisation du domaine public augmente de +1'950'000 F.

Enfin, les prévisions de revenus d'intérêts sur les prêts cantonaux ont été revues à la lumière des exercices précédents (-813'667 F).

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-----------------|
| Total | 18'395'774 F | 3'138'432 F | 15'257'342 F | 10'938'130.69 F |

Suite à la fermeture programmée d'un four de l'usine des Cheneviers, la redevance sur les déchets va diminuer de 420'000 F.

Augmentations des dissolutions de provisions en lien avec les travaux d'assainissement (+2'350'346 F) et les subventions énergétiques promises (1'000'000 F).

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------|
| Total | 1'255'900 | 1'055'900 F | 200'000 F | 351'900.51 F |

Les subventions acquises sont revues à la hausse en raison du versement par la Confédération, d'une part, d'une subvention au service de protection de l'air pour la mesure des émissions polluantes ($\pm 255'900$ F jusqu'en 2012) et, d'autre part, de la part cantonale liée à l'affectation partielle de la taxe sur le $\pm CO_2$ ($\pm 800'000$ F).

| 47 Subventions à redistribuer | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------|
| Total | 5'150'000 | 4'900'000 F | 250'000 F | 689'693.00 F |

Voir explications sous les natures 37 et 36.

Mission

La protection de l'environnement a pour mission de protéger les hommes, les animaux et les plantes contre les atteintes nuisibles ou incommodantes, telles que les émissions de gaz à effet de serre, les émissions de polluants atmosphériques (oxydes d'azote, poussières fines), le bruit, la pollution par les substances dangereuses ou l'élimination sauvage des déchets, ainsi que de conserver durablement les ressources naturelles. La mission de la direction générale de l'environnement est de proposer et mettre en œuvre cette politique, ainsi que d'appliquer les législations correspondantes, soit la loi sur la protection de l'environnement et la loi sur l'énergie, ainsi que les plans de mesures correspondants, notamment le plan OPair (protection de l'air), le plan directeur de l'énergie (émissions de gaz à effet de serre) et le plan de gestion des déchets.

06.05.00.00 Direction générale de la nature et du paysage 30 Charges du personnel **Budget Variation Budget** Compte 2010/2009 2009 2010 2008 Total en F 9'873'078 F -187'670 F 10'060'748 F 10'018'670.28 F 75,500 0 75,500 78,950 Total en postes

La variation de la masse salariale est principalement liée à la répartition de la réduction technique linéaire (RTL) dans les centres de responsabilité.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2009 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------------------|
| Total | 4'303'818 F | 588'518 F | 3'715'300 F 4'579'237.02 F |

La redevance du parking du Mt-Blanc a été augmentée suite aux dernières estimations de la société gestionnaire du parking (+350'000 F).

En raison de conditions climatiques favorables à la consommation du bois en 2008, une hausse de la vente de bois d'industrie/plaquettes est prévisible pour 2010 (+250'000 F).

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2009 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------------------|
| Total | 3'675'346 F | -142'935 F | 3'818'281 F 3'236'969.05 F |

La variation 2010/2009 résulte de la correction budgétaire liée à la contrepartie d'une subvention non monétaire qui n'a pas lieu d'être.

Mission

Il incombe à la direction générale de la nature et du paysage de garantir durablement au bénéfice de la population genevoise, le développement d'un patrimoine naturel de haute valeur, en particulier au niveau des espèces de la faune et de la flore sauvages - par le maintien et la gestion active d'espaces suffisants.

| 06.06.00.00 Direction generale de l'agriculture | | | | |
|---|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Total en F | 3'278'106 F | -123'458 | 3'401'564 F | 3'310'631.67 F |
| Total en postes | 21,750 | 0 | 21,750 | 22,950 |

La variation de la masse salariale est principalement liée à la répartition de la réduction technique linéaire (RTL) dans les centres de responsabilité.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 876'270 F | 160'146 F | 716'124 F | 725'865.55 F |

La variation s'explique essentiellement par un recours accru aux mandats phytosanitaires confiés à des tiers afin d'assurer notamment la surveillance des organismes de quarantaine (+106'472 F) ainsi que par l'acquisition de fournitures, de petits matériels et de marchandises supplémentaires (soit respectivement +19'047 F, +12'233 F et +17'148 F).

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 5'210'750 F | 470'300 F | 4'740'450 F | 3'840'982.29 F |

Pour près de la moitié de l'écart constaté entre les budgets de subventions 2009 et 2010, il s'agit de l'augmentation de la subvention en faveur de l'Opage, conformément au contrat de prestations (subvention monétaire: +200'000 F; subvention non-monétaire: +25'000 F).

Dans le cadre d'un nouvel axe stratégique de développement des projets de promotion agricole pour des particuliers et des associations, les subventions y relatives augmentent (+123'500 F). De même qu'une nouvelle subvention de 100'000 F est octroyée à la Fondation de droit public pour les zones agricoles spéciales (FZAS), qui a pour but de définir, de promouvoir, de développer et d'améliorer la structure foncière dans les zones agricoles spéciales, voire de réaliser et d'exploiter les équipements collectifs y relatifs.

Pour le reste, cela concerne la hausse des contributions pour des prestations écologiques, en raison de l'accroissement progressif des surfaces incluses dans les réseaux agroenvironnementaux (+30'000 F).

| 37 Subventions redistribuées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-----------------|
| Total | 21'938'000 F | -1'819'800 F | 23'757'800 F | 20'500'539.95 F |

Au vu des dépenses de ces trois dernières années, les prévisions de paiements directs en faveur des agriculteurs et les contributions à la production végétale ont été revues à la baisse (respectivement -1'573'000 F et -150'000 F).

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 2'194'564 F | 771'799 F | 1'422'765 F | 1'334'389.85 F |

Suite à une observation de l'inspection cantonale des finances (ICF) sur les comptes 2008, la taxe de compensation d'aménagement est enregistrée non plus en tant qu'imputations internes mais en tant que recette propre (+800'000 F).

| 47 Subventions à redistribuer | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-----------------|
| Total | 21'938'000 F | -1'819'800 F | 23'757'800 F | 20'500'539.95 F |

Voir nature 37 ci-dessus.

Mission

La direction générale de l'agriculture a pour objectif de:

- mettre en œuvre la politique agricole fédérale et cantonale en apportant notamment un soutien économique à cette branche d'activité ;
- sauvegarder la viabilité des espaces ruraux tout en favorisant une production diversifiée préservant l'environnement, les ressources naturelles et le paysage;
- promouvoir l'agriculture genevoise et les produits issus de sa région tout en renforçant les liens entre la ville et la campagne, dans une perspective de plus grande proximité intégrant la dimension transfrontalière;
- garantir une formation ainsi qu'une vulgarisation agricole de qualité et veiller à l'état sanitaire des cultures ;
- exploiter le vignoble de l'Etat et élaborer le vin aux armoiries de la République et canton de Genève.

| 06.08.00.00 Direction générale de l'eau | | | | | |
|---|----------------|---------------------|----------------|-----------------|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
| Total en F | 10'377'811 F | -337'798 F | 10'715'609 F | 10'417'546.24 F | |
| Total en postes | 75,200 | -0,900 | 76,100 | 76,550 | |

Suppression de poste et répartition de la réduction technique linéaire (RTL) dans les centres de responsabilité.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2009 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------------------|
| Total | 11'317'261 F | 4'547'179 F | 6'770'082 F 6'818'559.30 F |

L'augmentation des dépenses générales concerne exclusivement l'entretien des immeubles (+3'803'475 F) et les honoraires (+1'069'007 F). Cette hausse se justifie pour la majeure partie par le transfert de dépenses du compte des investissements en fonctionnement. Ce transfert fait suite aux conclusions du groupe de travail interdépartemental (DT-DF-DCTI) chargé de veiller à l'application stricte des nouvelles directives comptables (IPSAS), validées par les chefs de départements concernés.

Pour le reste, il s'agit d'augmentations relatives à l'avancement de projets de renaturation.

| 34 Parts et contributions sans affectation | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 F | -4'400'000 F | 4'400'000 F | 4'300'000 F |

Suite à une observation de l'inspection cantonale des finances (ICF) sur les comptes 2008 du Département du territoire, les subventions versées aux communes par l'Etat de Genève au titre de participation aux frais d'établissement, de transformation, d'entretien et d'extension des réseaux secondaires, selon l'article 84 alinéa 2 de la Loi sur les eaux (L 2 05), ont été transférées au budget d'investissement, du fait qu'il s'agit d'indemnités structurelles liées à des actifs. Ces participations deviennent donc des subventions d'investissement activables.

| 41 Patentes et concessions | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|-----------------|
| Total | 13'141'340 F | 249'340 F | 12'892'000 F | 12'154'642.32 F |

Le budget de la redevance SIG en matière de droit d'eau pour le captage des eaux souterraines est calculé sur la base d'une année hydrologique moyenne, avec une pluviométrie moyenne. Pour le décompte 2010, ce sont les prévisions de redevances 2008, supérieures à la moyenne, qui ont été prises en compte (+226'815 F).

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-----------------|
| Total | 16'488'979 F | 3'235'702 F | 13'253'277 F | 14'391'561.10 F |

L'augmentation de recettes concerne les produits de refacturations diverses aux Services industriels de Genève (salaires et fournitures), notamment dans le cadre de l'activité "eaux usées".

| 46 Subventions acquises | Budget | Variation | Budget | Compte |
|-------------------------|--------|-----------|--------|--------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |

Il s'agit essentiellement de recettes fédérales en lien avec les plans régionaux d'évacuation des eaux (+100'000 F), anciennement comptabilisées en investissement et transférées dès 2010 en fonctionnement. Ce transfert fait suite aux conclusions du groupe de travail interdépartemental (DT-DF-DCTI) chargé de veiller à l'application stricte des nouvelles directives comptables (IPSAS).

Mission

1. Observer et rapporter

La Direction générale de l'eau (DG Eau) rapporte sur l'état qualitatif et quantitatif des eaux superficielles du canton, des influences humaines qu'elles subissent et des risques qu'elles représentent pour la population. Ces connaissances sont complétées par une veille environnementale, légale et technique.

2. Protéger

La DG Eau est une actrice essentielle en matière de protection des personnes et des biens contre les atteintes dommageables dues à l'eau. Elle assure également la protection des cours d'eau et des rives contre les atteintes anthropiques et participe activement à la protection de la ressource eau potable.

3. Restaurer

En s'impliquant au niveau cantonal et transfrontalier, la DG Eau contribue à la restauration du cycle de l'eau en milieu urbain et rural, des cours d'eau et de leurs rives ainsi que des ressources en eau.

06.10.00.00 Direction générale de l'aménagement du territoire

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|----------------|
| Total en F | 8'770'447 F | 1'023'582 F | 7'746'865 F | 6'799'087.39 F |
| Total en postes | 49,250 | 0 | 49,250 | 48,825 |

Ressources humaines additionnelles pour le projet d'agglomération refinancées à hauteur de 40% par la Confédération. En outre, la variation est compensée à raison de 840'000 F par l'activation des charges. En effet, ce dernier montant est compris dans celui de 1'840'000 F figurant sous la rubrique 06.19.00.00. 308.0100, conformément aux normes IPSAS.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|-----------------|----------------|
| Total | 6'600'091 F | 1'705'505 F | 4'894'586 F 2'1 | 16'854.13 F |

L'augmentation des dépenses générales provient essentiellement des études en lien avec le projet d'agglomération, devant permettre la réalisation future d'infrastructures et de constructions pouvant accueillir 50'000 logements et 60'000 emplois sur le territoire genevois (+1'635'129 F).

Pour le reste, cela fait suite à une observation de l'inspection cantonale des finances (ICF) sur les comptes 2008 du Département du territoire. La taxe de compensation d'aménagement en faveur de la direction générale de l'agriculture est enregistrée non plus en tant qu'imputation interne (nature 394) mais en tant que charge propre (+700'000 F).

Ces hausses de charges sont partiellement compensées par une diminution des fournitures de bureau (-188'398 F), de frais d'expertise (-349'985 F) et d'honoraires divers (-112'749 F).

Mission

La Direction générale de l'aménagement du territoire (ci-après DGAT) est chargée de contribuer à l'élaboration de la politique de l'aménagement du territoire du canton de Genève et de la mettre en œuvre.

Son objectif général est d'aménager le territoire de manière concertée. Elle est aussi chargée de maintenir un cadre de vie attractif par une utilisation rationnelle du sol, qui favorise le développement des activités économiques, sociales et culturelles et qui met en valeur l'environnement naturel et bâti.

Les bases légales de la politique d'aménagement du territoire sont définies notamment dans la loi fédérale (LAT), dans la loi cantonale d'application (LaLAT) ainsi que dans le plan directeur cantonal établi en vertu de cette législation.

La DGAT a pour mission générale de coordonner la planification des infrastructures et les politiques publiques ayant une incidence sur l'organisation de l'espace, mais également d'établir les conditions nécessaires aux projets d'aménagement privés en tenant compte de l'intérêt général de la collectivité.

Elle conduit cette mission dans une vision prospective, tout en respectant l'héritage culturel du développement urbain propre à Genève. L'aménagement du territoire genevois se veut ouvert à son contexte transfrontalier.

06.19.00.00 Activation charges de personnel DT

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | -1'840'000 F | -1'840'000 F | 0 F | 0 F |

L'activation des charges de personnel sur les projets d'investissements s'inscrit dans le cadre de la directive comptable d'application des normes IPSAS n°13 ("Immobilisations corporelles") et fait suite au rapport n°09-14 de l'Inspection cantonale des finances (point 5.8).

Concrètement, cette problématique implique que les activités du personnel réalisées lors des phases d'exécution d'une étude ou d'une construction sont réputées activables. Cela peut donc concerner les coûts de personnel des chefs de projets, architectes, ingénieurs ou techniciens, etc.

Le Département des constructions et des technologies de l'information (DCTI), chargé de la mise en œuvre d'une solution pour activer une partie des charges salariales, a proposé un système mis en place actuellement dans les offices des bâtiments et du génie civil.

Le Département du territoire, désormais concerné par cette problématique, a repris le modèle proposé par le DCTI. Les charges de personnel qui seront activées concernent la Direction générale de la mobilité (projet tram et signaux lumineux/stationnement) ainsi que la Direction générale de l'aménagement du territoire (espaces publics projet d'agglomération/ interfaces CEVA).

| NO | BUDGET 2010 | | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------------------|-------------|----------------------|---------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | E | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 505021 2000 | |
| 06.00.00.00 | TERRITOIRE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 375.525.192 | | 14.843.745 | 4,1 | 360.681.447 | 351.155.948,68 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | 070.020.102 | 128.638.531 | 19.172.365 | 17,5 | 109.466.166 | 92.460.963,42 |
| | COUVERTURE en F | -246.886.661 | | 4.328.620 | ,- | -251.215.281 | -258.694.985,26 |
| | COUVERTURE en % | 34,26% | | | 3,9 | 30,35% | 26,33% |
| | | | | | | | |
| 06.01.00.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 19.771.023 | 3.875.030 | -657.584 -567.244 | -3,2 -12,8 | 20.428.607 4.442.274 | 23.082.610,38 4.779.953,70 |
| | COUVERTURE en F | -15.895.993 | | 90.340 | | -15.986.333 | -18.302.656,68 |
| | COUVERTURE en % | 19,60% | | | -2,1 | 21,75% | 20,71% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 8.532.109 | | 2.390.103 | 38,9 | 6.142.006 | 7.718.058,07 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 4.403.380 | | 421.898 | 10,6 | 3.981.482 | 4.423.495,35 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 119.252 | | -1.356.708 | -91,9 | 1.475.960 | 180.354,96 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 6.716.282 | | -2.112.877 | -23,9 | 8.829.159 | 10.760.702,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 3.236.807 | -227.206 | -6,6 | 3.464.013 | 3.336.149,99 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 638.223 | -332.538 | -34,3 | 970.761 | 1.443.803,71 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | | -7.500 | -100,0 | 7.500 | |
| 06.02.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INTÉRIEUR | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 13.256.210 | 5.583.806 | 42.774 -177.348 | 0,3 -3,1 | 13.213.436 5.761.154 | 11.935.689,55 5.460.510,41 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -7.672.404 42,12% | | -220.122 | -1,5 | -7.452.282 43,60% | -6.475.179,14 45,75% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 9.946.489 | | 122.293 | 1,2 | 9.824.196 | 9.153.213,15 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.484.512 | | 130.934 | 9,7 | 1.353.578 | 1.665.492,86 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 606.709 | | 78.547 | 14,9 | 528.162 | 241.596,14 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 3.000 | | 1.000 | 50,0 | 2.000 | 2.556,00 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 1.215.500 | | -290.000 | -19,3 | 1.505.500 | 872.831,40 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 390.441 | 21.041 | 5,7 | 369.400 | 388.655,43 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.495.355 | -448.300 | -23,1 | 1.943.655 | 1.609.840,28 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 3.685.810 | 247.830 | 7,2 | 3.437.980 | 3.417.781,20 |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------------------|------------|--------------------------|--------------|--------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2009 | COMPTE 2006 |
| 06.02.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INTÉRIEUR (Suite) | | | | | | |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 12.200 | 2.081 | 20,6 | 10.119 | 44.233,50 |
| 06.03.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 213.147.031 | 11.845.634 | 3.450.354 3.482.241 | 1,6 41,6 | 209.696.677 8.363.393 | 203.413.980,30 9.207.774,83 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -201.301.397 5,56% | | 31.887 | 1,6 | -201.333.284 3,99% | -194.206.205,47 4,53% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 8.973.866 | | 151.205 | 1,7 | 8.822.661 | 7.255.138,92 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 6.634.276 | | -560.194 | -7,8 | 7.194.470 | 6.276.078,94 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 5.522.893 | | -187.743 | -3,3 | 5.710.636 | 7.697.876,24 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 6.700.000 | | 210.000 | 3,2 | 6.490.000 | 5.581.699,15 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 185.315.996 | | 3.837.086 | 2,1 | 181.478.910 | 176.603.187,05 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 11.240.000 | 3.522.000 | 45,6 | 7.718.000 | 8.239.963,64 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 382.334 | 172.741 | 82,4 | 209.593 | 459.512,19 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 223.300 | -212.500 | -48,8 | 435.800 | 508.299,00 |
| 06.04.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 44.902.842 | 39.993.283 | 12.845.834 13.189.351 | 40,1 49,2 | 32.057.008 26.803.932 | 31.962.729,66 12.991.759,98 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -4.909.559 89,07% | | 343.517 | 5,5 | -5.253.076 83,61% | -18.970.969,68 40,65% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 13.636.806 | | 870.862 | 6,8 | 12.765.944 | 10.793.610,95 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 13.114.272 | | 1.315.995 | 11,2 | 11.798.277 | 6.602.456,92 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 3.674.284 | | 1.816.917 | 97,8 | 1.857.367 | 8.754.206,24 |
| 34 | PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION | 162.850 | | 62.850 | 62,9 | 100.000 | 162.850,25 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 2.625 | | -77.195 | -96,7 | 79.820 | 40.285,45 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 9.162.005 | | 3.956.405 | 76,0 | 5.205.600 | 4.919.626,85 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 5.150.000 | | 4.900.000 | NS | 250.000 | 689.693,00 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | | -25.000 | -100,0 | 25.000 | |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 15.012.033 | 3.940.443 | 35,6 | 11.071.590 | 907.459,43 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------------------|------------|------------------------|--------------|--------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGET 2003 | COMP 12 2000 |
| 06.04.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT (Suite) | | | | | | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 18.395.774 | 3.138.432 | 20,6 | 15.257.342 | 10.938.130,69 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 179.576 | 179.576 | ND | | 104.576,35 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.255.900 | 1.055.900 | 528,0 | 200.000 | 351.900,51 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 5.150.000 | 4.900.000 | NS | 250.000 | 689.693,00 |
| 06.05.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 15.501.154 | 9.654.164 | 72.879 445.583 | 0,5 4,8 | 15.428.275 9.208.581 | 15.807.023,65 9.331.817,60 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -5.846.990 62,28% | | 372.704 | 2,6 | -6.219.694 59,69% | -6.475.206,05 59,04% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 9.873.078 | | -187.670 | -1,9 | 10.060.748 | 10.018.670,28 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 3.702.632 | | 54.423 | 1,5 | 3.648.209 | 3.902.634,25 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 372.386 | | 206.126 | 124,0 | 166.260 | 228.104,92 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 708.058 | | 0 | 0,0 | 708.058 | 744.433,20 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 845.000 | | 0 | 0,0 | 845.000 | 913.181,00 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 330.000 | 0 | 0,0 | 330.000 | 279.721,33 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 4.303.818 | 588.518 | 15,8 | 3.715.300 | 4.579.237,02 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 3.675.346 | -142.935 | -3,7 | 3.818.281 | 3.236.969,05 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 500.000 | 0 | 0,0 | 500.000 | 322.709,20 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 845.000 | 0 | 0,0 | 845.000 | 913.181,00 |
| 06.06.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 31.423.737 | 24.462.714 | -1.289.578 -968.401 | -3,9 -3,8 | 32.713.315 25.431.115 | 28.468.531,54 22.116.715,80 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -6.961.023 77,85% | | 321.177 | 0,1 | -7.282.200 77,74% | -6.351.815,74 77,69% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 3.278.106 | | -123.458 | -3,6 | 3.401.564 | 3.310.631,67 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 876.270 | | 160.146 | 22,4 | 716.124 | 725.865,55 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 88.611 | | 23.234 | 35,5 | 65.377 | 63.269,88 |

| LIBELLE BUDGET 2010 VARIA | | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 | |
|---|--|--|---|---|---------------------------------|--|
| LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGET 2003 | 00Mii 12 2000 |
| DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE (Suite) | | | | | | |
| DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 32.000 | | 0 | 0,0 | 32.000 | 27.242,20 |
| SUBVENTIONS ACCORDÉES | 5.210.750 | | 470.300 | 9,9 | 4.740.450 | 3.840.982,29 |
| SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 21.938.000 | | -1.819.800 | -7,7 | 23.757.800 | 20.500.539,95 |
| REVENUS DES BIENS | | 189.150 | 25.000 | 15,2 | 164.150 | 132.162,50 |
| RECETTES DIVERSES | | 2.194.564 | 771.799 | 54,2 | 1.422.765 | 1.334.389,85 |
| SUBVENTIONS ACQUISES | | 141.000 | 54.600 | 63,2 | 86.400 | 149.623,50 |
| SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 21.938.000 | -1.819.800 | -7,7 | 23.757.800 | 20.500.539,95 |
| DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EALL | | | | | | |
| | | | | | | |
| REVENUS hors imputations internes | 23.678.549 | 31.631.766 | -437.884 3.632.439 | -1,8 13,0 | 24.116.433 27.999.327 | 27.232.653,20 27.766.302,08 |
| COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 7.953.217 133,59% | | 4.070.323 | 17,5 | 3.882.894 116,10% | 533.648,88 101,96% |
| CHARGES DE PERSONNEL | 10.377.811 | | -337.798 | -3,2 | 10.715.609 | 10.417.546,24 |
| DÉPENSES GÉNÉRALES | 11.317.261 | | 4.547.179 | 67,2 | 6.770.082 | 6.818.559,30 |
| AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 388.477 | | -237.265 | -37,9 | 625.742 | 4.629.881,30 |
| PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION | | | -4.400.000 | -100,0 | 4.400.000 | 4.300.000,00 |
| DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 60.000 | | -10.000 | -14,3 | 70.000 | 54.577,95 |
| SUBVENTIONS ACCORDÉES | 1.535.000 | | 0 | 0,0 | 1.535.000 | 1.012.088,41 |
| PATENTES ET CONCESSIONS | | 13.141.340 | 249.340 | 1,9 | 12.892.000 | 12.154.642,32 |
| REVENUS DES BIENS | | 75.785 | 785 | 1,0 | 75.000 | 75.783,60 |
| RECETTES DIVERSES | | 16.488.979 | 3.235.702 | 24,4 | 13.253.277 | 14.391.561,10 |
| DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 97.720 | 12.720 | 15,0 | 85.000 | 82.983,80 |
| SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.827.942 | 133.892 | 7,9 | 1.694.050 | 1.061.331,26 |
| | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE (Suite) DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS SUBVENTIONS ACCORDÉES SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES REVENUS DES BIENS RECETTES DIVERSES SUBVENTIONS ACQUISES SUBVENTIONS À REDISTRIBUER DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS SUBVENTIONS ACCORDÉES PATENTES ET CONCESSIONS REVENUS DES BIENS RECETTES DIVERSES DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE (Suite) DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS SUBVENTIONS ACCORDÉES SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES RECETTES DIVERSES SUBVENTIONS À REDISTRIBUÉES SUBVENTIONS À REDISTRIBUER DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS 60.000 SUBVENTIONS ACCORDÉES 1.535.000 PATENTES ET CONCESSIONS REVENUS DES BIENS RECETTES DIVERSES DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | LIBELLE CHARGES REVENUS DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE (Suite) 2.000 32.000 SUBVENTIONS ACCORDÉES 5.210.750 5.210.750 SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES 21.938.000 189.150 REVENUS DES BIENS 189.150 2.194.564 RECETTES DIVERSES 2.194.564 2.1938.000 SUBVENTIONS ACQUISES 141.000 3.000 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU 21.938.000 3.000 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU 23.678.549 31.631.766 COUVERTURE en F 7.953.217 3.000 COUVERTURE en F 7.953.217 133,59% CHARGES DE PERSONNEL 10.377.811 1.0377.811 DÉPENSES GÉNÉRALES 11.317.261 388.477 IRRÉCOUVRABLES 11.317.261 388.477 PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION 60.000 50.000 DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS 60.000 60.000 SUBVENTIONS ACCORDÉES 1.535.000 13.141.340 PATENTES ET CONCESSIONS 13.141.340 75.785 RECETTES DIVERSES | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE (Suite) | CHARGES REVENUS en F en % | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE (Suite) SUBVENTIONS A DES TIERS 32.000 3 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------------------|-----------|----------------------|-------------|-------------------------|----------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 06.10.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 15.684.646 | 1.592.134 | 2.656.950 135.744 | 20,4 9,3 | 13.027.696 1.456.390 | 9.252.730,40 806.129,02 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -14.092.512 10,15% | | -2.521.206 | -1,0 | -11.571.306 11,18% | -8.446.601,38 8,71% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 8.770.447 | | 1.023.582 | 13,2 | 7.746.865 | 6.799.087,39 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 6.600.091 | | 1.705.505 | 34,8 | 4.894.586 | 2.116.854,13 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 139.713 | | 3.468 | 2,5 | 136.245 | 136.250,88 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 126.195 | | -123.805 | -49,5 | 250.000 | 10.000,00 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 48.200 | | 48.200 | ND | | 190.538,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.592.134 | 135.744 | 9,3 | 1.456.390 | 806.129,02 |
| 06.19.00.00 | ACTIVATION CHARGES DE PERSONNEL - DT | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | -1.840.000 | | -1.840.000 | ND | | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 1.840.000 | | 1.840.000 | | | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | -1.840.000 | | -1.840.000 | ND | | |

Récapitulation du département SOLIDARITÉ ET EMPLOI

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|--------------------------|-------------|--------------|--------|--------------------------|-----------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202021 2000 | J L 2000 |
| 07.00.00.00 | SOLIDARITÉ ET EMPLOI | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.638.123.790 | | 15.812.990 | 1,0 | 1.622.310.800 | 1.527.592.217,65 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 422.788.524 | 27.641.207 | 7,0 | 395.147.317 | 500.872.609,10 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.215.335.266 25,81% | | 11.828.217 | 1,5 | -1.227.163.483 24,36% | -1.026.719.608,55 32,79% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 93.856.746 | | 3.156.117 | 3,5 | 90.700.629 | 84.831.760,11 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 4.055.281 | | -1.354.932 | -25,0 | 5.410.213 | 4.116.381,33 |
| 32 | INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS | | | | | | 955,00 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 86.773.806 | | -5.113.086 | -5,6 | 91.886.892 | 129.698.182,02 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 107.750.000 | | 4.900.000 | 4,8 | 102.850.000 | 95.109.264,77 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 1.344.487.957 | | 14.224.891 | 1,1 | 1.330.263.066 | 1.212.804.054,42 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 1.200.000 | | 0 | 0,0 | 1.200.000 | 1.031.620,00 |
| 40 | IMPÔTS | | 14.795.670 | 0 | 0,0 | 14.795.670 | 12.147.161,70 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 82.100 | 32.100 | 64,2 | 50.000 | 82.100,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 28.234.671 | 1.666.721 | 6,3 | 26.567.950 | 45.984.962,42 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 114.747.872 | 13.930.238 | 13,8 | 100.817.634 | 197.345.866,34 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 50.319.798 | 2.939.087 | 6,2 | 47.380.711 | 52.537.476,64 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 213.408.413 | 9.073.061 | 4,4 | 204.335.352 | 191.743.422,00 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 1.200.000 | 0 | 0,0 | 1.200.000 | 1.031.620,00 |

Fonctionnement

1. Introduction

Depuis le début de la législature, le département de la solidarité et de l'emploi s'est engagé dans la voie des réformes. Objectifs : une efficacité et une lisibilité accrue de l'action publique dans ses domaines de compétences, ainsi qu'une meilleure capacité d'anticipation et de prévisibilité budgétaire. Dans ce cadre, d'importants projets ont été mis en œuvre. Il s'agit notamment :

- du regroupement des institutions spécialisées dans le domaine du handicap pour mineurs au département de l'instruction publique et pour adultes au département de la solidarité et de l'emploi (dès le début de la législature et finalisé avec le budget 2007);
- de la simplification et de la rationalisation des règles de gestion des établissements médico-sociaux (EMS) et des établissements pour personnes handicapées (EPH) (janvier 2006);
- c) de la réforme de la gouvernance de l'Hospice général et des règles qui président à sa gestion (mars 2006);
- de la réforme de la gouvernance des Ports Francs et Entrepôts de Genève SA comprenant notamment une réduction sensible de la taille de son conseil d'administration (juin 2006);
- e) de la modernisation de l'aide sociale, de l'introduction des mécanismes incitatifs de réinsertion dans le cadre de l'entrée en vigueur de la loi sur l'aide sociale individuelle (LASI) en juillet 2006;
- du regroupement de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) et de l'office de la main d'œuvre étrangère en vue d'assurer une meilleure lutte contre le travail au noir (décembre 2006);
- du renforcement du contrôle au sein de l'Hospice général et de l'instauration d'enquêtes préalables systématiques pour améliorer la lutte contre l'abus en matière d'aide sociale (dès 2007);
- de l'introduction progressive du revenu déterminant unique (RDU) visant à garantir une meilleure équité et une rationalisation dans l'octroi de diverses prestations sociales (dès janvier 2007) et création d'un système d'information facilitant les interactions entre les citoyens et l'Etat ainsi que les échanges entre les services (dépôt d'un projet de loi d'investissement en août 2009);
- de la suppression, par accord contractuel avec les principaux assureurs maladie, des suspensions d'assurance pour les assurés insolvables selon l'art. 64a LAMal (accord signé en février 2007, ratifié depuis cette date par d'autres assureurs);
- j) de la réforme du service cantonal d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires (SCARPA) afin d'en assurer la pérennité (déploiement des effets de la nouvelle loi le 1^{er} juillet 2007);
- k) du transfert des actifs de l'Aéroport international de Genève, qui permet une gestion plus saine et transparente ainsi que la modernisation de cet équipement vital au développement de notre région (loi adoptée en novembre 2006 par le Grand Conseil et en juin 2007 par le peuple, transfert réalisé au 1^{er} juillet 2007);
- de l'exigence d'une participation accrue des familles aisées aux frais d'assistance (août 2007);
- m) de la poursuite et du développement de l'expérience-pilote de reclassement des chômeurs de longue durée en collaboration avec une structure privée : extension du dispositif à des bénéficiaires du RMCAS (novembre 2007);

07 Département de la solidarité et de l'emploi

- n) de la suppression des doublons Ville-Etat en matière de subventionnement et de contrôle des institutions sociales en garantissant le montant total des appuis publics qui leur sont accordés (loi adoptée en novembre 2006, entrée en vigueur le 1er janvier 2008);
- o) de la transformation de la structure juridique de Palexpo, dont le capital s'est ouvert à des participations minoritaires du secteur privé et à une participation importante du canton de Vaud, assurant ainsi le financement durable de sa modernisation (loi adoptée en novembre 2007, contrat de fusion signé le 3 juin 2008 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008);
- de l'élaboration d'un mandat de prestations entre l'Hospice général et l'Etat (octobre 2007, loi votée le 23 janvier 2009, exécutoire de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2008);
- q) du dépôt d'un projet de loi instituant une Fondation de gestion du patrimoine immobilier de l'Hospice général (février 2008);
- r) d'une révision en profondeur de la loi cantonale en matière de chômage visant à accélérer la réinsertion des demandeurs d'emploi et à lutter contre l'exclusion sociale notamment par la création de nouveaux emplois de solidarité (loi adoptée en juin 2007, en décembre 2007 par le peuple et entrée en vigueur le 1^{er} février 2008), qui a permis une baisse de 25 % de la durée moyenne du chômage à Genève, malgré la crise, et dans ce contexte économiquement difficile, une évolution du nombre de chômeurs (+ 25 % en 12 mois) moins défavorable que dans le reste du pays (+ 57 %);
- s) de la mise en place de la commission d'indication dans le domaine du handicap permettant d'orienter efficacement les personnes en situation de handicap vers les structures les plus adaptées à leurs besoins (loi votée le 13 décembre 2007 et entrée en vigueur le 15 février 2008, création de la commission en mars 2008);
- t) de la refonte de la loi cantonale sur l'intégration des personnes handicapées en vue de la création des établissements publics pour l'intégration (EPI) regroupant autour d'une structure commune des ateliers et des institutions publiques (loi adoptée en mai 2007, entrée en vigueur au 15 février 2008, inauguration d'un nouveau centre à la Pallanterie le 30 octobre 2008);
- u) de la loi visant à renforcer les allocations familiales en particulier dès le 3^e enfant (votée le 19 septembre 2008, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009);
- v) de la mise en place, au plan de la gestion des ressources humaines du département, d'un système de suivi des absences visant à réduire l'absentéisme et à identifier de manière précoce des situations personnelles difficiles afin de préserver la santé du personnel (début 2009);
- w) de la lutte contre les effets de seuils avec la loi visant à une attribution plus ciblée et plus équitable des subsides d'assurance-maladie avec l'introduction d'un revenu minimal et la prise en compte des changements de situation notoires et durables (loi votée le 25 janvier 2008, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009);
- du dépôt du projet de loi d'application de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LaLAVI) en mai 2009;
- y) de la suppression des effets de seuils négatifs dans l'aide sociale individuelle par la modification de la LASI (loi votée le 14 novembre 2008, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2009) et de son règlement d'application RASI (17 juin 2009);
- z) d'une réglementation plus équitable de la participation des familles bénéficiaires de legs anticipés aux frais d'hébergement en EMS (17 juin 2009);
- de la mise en œuvre de la 3^{ème} étape de l'introduction progressive de l'accord sur la libre circulation des personnes (juin 2007) et de son extension à la Roumanie et à la Bulgarie (1^{er} juillet 2009);
- bb) de la mise en place du dispositif de lutte contre le travail au noir en vue d'appliquer la loi fédérale entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et de la publication

des premières entreprises sanctionnées sur le site internet du Secrétariat d'Etat à l'économie (été 2009);

- cc) de la modernisation des Ports Francs et la construction d'un nouveau bâtiment (inauguration en septembre 2009);
- dd) de l'adoption d'un plan directeur 2007-2011 pour l'Aéroport international de Genève, prévoyant l'extension et le développement du terminal principal, en vue notamment d'améliorer l'accueil des passagers (inauguration le 26 octobre 2009) ainsi que la construction future d'un nouveau terminal (planification en cours);
- ee) du dépôt d'un projet de loi visant à réformer la loi sur les établissements médicosociaux (LEMS) pour en améliorer le système de financement et de contrôle (novembre 2008, débats en cours au Grand Conseil);
- ff) de la mise en consultation, du 15 juin 2009 au 1er octobre 2009, d'un projet de loi visant à venir en aide aux « working poor » de manière ciblée par l'introduction de prestations complémentaires familiales;
- gg) de la mise en consultation, du 15 juin 2009 au 1er octobre 2009, d'un projet de loi visant à remplacer le dispositif du RMCAS par un renforcement du soutien à la réinsertion professionnelle pour tous les bénéficiaires de l'aide sociale.

Par ailleurs, sans impact budgétaire direct, le département s'est fortement mobilisé au plan suisse pour combattre le projet de révision de la loi sur l'assurance chômage, qui entraînerait une baisse importante des prestations fédérales et une hausse tout aussi significative (460 millions) des prélèvements sur les salaires.

Il est aussi parvenu, dans le cadre de la révision de la loi fédérale sur l'aviation, à obtenir de la Confédération des changements importants afin de préserver l'avenir de l'aviation civile suisse et plus particulièrement de l'Aéroport international de Genève, dont la compétitivité aurait été menacée par certaines dispositions de l'avant projet du Conseil fédéral.

Enfin, il a contribué de manière significative à la conclusion d'un accord historique entre les cantons de Vaud et Genève portant sur le préfinancement d'une partie des travaux de construction de la 3e voie CFF Genève-Lausanne, ainsi que sur une participation du canton de Vaud au capital de Palexpo SA.

C'est dans la continuité de cette politique de réforme et de modernisation que s'inscrit le projet de budget 2010 du département de la solidarité et de l'emploi.

* * *

2. Principaux éléments affectant l'élaboration du budget 2010

2.1. Décisions du Conseil d'Etat

Conformément aux axes définis par le Conseil d'Etat, le projet de budget 2010 du département respecte parfaitement la cible fixée.

Les augmentations de charges concernent les prestations aux personnes physiques, les augmentations de places en EMS et EPH et l'accroissement du chômage. Celles-ci se décomposent ainsi - hors mécanismes salariaux et complément 13 en par rapport au budget 2009 :

- Adaptation des subventions aux EMS à l'évolution de la capacité d'accueil (augmentation nette de 197 places).
- + 1'970'694 F
- Adaptation des subventions aux établissements pour personnes handicapées (EPH) à l'évolution de la capacité d'accueil. Concerne l'ouverture de 100 nouvelles places en 2010 et les compléments de subvention afférents aux places ouvertes en 2009.
- + 4'584'395 F
- Adaptation du budget des prestations complémentaires AVS-AI compte tenu des nouvelles places en EMS et EPH selon la planification des ouvertures, de l'augmentation des bénéficiaires, de la hausse des loyers pris en charge.
- + 6'000'000 F
- Dotation additionnelle de conseillers en personnel pour l'office cantonal de l'emploi, lié à l'accroissement du chômage (postes entièrement financés par la Confédération).
- + 2'942'807 F
- Hausse de la contribution cantonale à verser à la Confédération pour les mesures du marché du travail (MMT), ainsi que des prestations maladie pour les chômeurs (PCM), compensée par une augmentation des cotisations perçues (effets de l'augmentation du chômage).
- + 4'900'000 F

2.2. Réforme fédérale du financement des soins de longue durée

L'entrée en vigueur du nouveau financement par la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) des soins de longue durée dispensés par les EMS est prévue pour le 1^{er} juillet 2010. Ce nouveau système implique notamment une prise en charge plus importante des soins par les résidants des EMS eux-mêmes, à savoir 20 % des frais de soins. Comme la grande majorité de ceux-ci sont déjà au bénéfice de prestations complémentaires financées par le canton pour subvenir à leur besoins en EMS, cette réforme provoquera un report de charges vers le canton, qui a été estimé - sur la base de la décision de la Confédération du 24 juin 2009 - à 11 millions pour les 6 derniers mois de l'année 2010. Ce montant additionnel au budget des prestations complémentaires n'a volontairement pas été inscrit dans le budget 2010, dans la mesure où :

- a) l'ensemble des cantons a demandé une entrée en vigueur de cette réforme au 1^{er} janvier 2011 et non pas au 1^{er} juillet 2010 comme prévu par la Confédération;
- b) des clarifications sur les prestations doivent encore être fournies par les ordonnances d'application fédérales afin d'estimer plus précisément l'impact financier de cette réforme.

2.3. Plans de mesures

Toutes les mesures verticales des plans P1 et P2 concernant le département ont désormais été mises en œuvre. Pour mémoire, il s'agit :

Mesure 15 : Transférer les bâtiments, les installations et les équipements aux établissements publics autonomes qui les exploitent

Cette mesure a été concrétisée par le transfert d'actifs en faveur de l'AIG (juillet 2007).

Mesure 49 : Introduire un subventionnement quadriennal 2007-2010 des établissements médico-sociaux (EMS) et des établissements pour handicapés (EPH) garanti et bloqué. Suspendre parallèlement les procédures bureaucratiques des demandes de subventions.

Cette mesure est appliquée depuis le budget 2006.

Mesure 50 : Recentrer les activités du service cantonal d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires (SCARPA) sur les avances et le recouvrement des pensions alimentaires pendant une durée de 3 ans.

La loi a commencé à porter ses effets depuis le 1^{er} juillet 2007. Elle vise à limiter la durée des appuis à trois ans, à freiner la croissance des débiteurs et à limiter le coût du contentieux.

Pour le projet de budget 2010, cela implique une stabilisation des coûts, rompant avec l'évolution des dernières années qui montrait une inflation inquiétante. Afin d'évaluer les effets de la nouvelle loi, les cas concernés ont été observés avec précision. Les indicateurs démontrent que la loi n'a pas entraîné de transfert sensible de familles monoparentales vers l'Hospice général, transfert dont l'éventualité avait été redoutée lors des débats parlementaires.

Mesure 51 : Créer une inspection cantonale du travail regroupant l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) et l'office de la main-d'œuvre étrangère (OME) et élargir sa mission à la lutte contre le travail au noir.

La fusion entre les deux offices est opérationnelle depuis déjà fin 2006. La loi modifiant la loi sur l'inspection et les relations du travail (LIRT) intégrant les dispositions cantonales d'application de la nouvelle loi fédérale contre le travail au noir, adoptée le 25 janvier 2008 est entrée en vigueur en avril 2008.

Les premières décisions d'interdiction de soumissionner pour les marchés publics et de bénéficier de subventions ont été prises (été 2009), faisant de Genève le pionnier suisse en la matière.

Mesure 52 : Introduire, par étapes successives, le revenu déterminant unifié (RDU) pour diverses prestations sociales sur la base des déclarations fiscales de l'année précédente.

Le 1^{er} janvier 2007, le revenu déterminant unifié (RDU) est entré en vigueur, à titre de première étape, pour les prestations versées par le service de l'assurance maladie et par l'Hospice général.

En 2008, le déploiement s'est poursuivi avec l'entrée dans le dispositif des trois prestations tarifaires dans d'autres départements : réductions sur les camps de vacances organisés par le service des loisirs de la jeunesse (DIP), réductions sur les soins dentaires dispensés par la clinique dentaire de la jeunesse (DIP) et taxes de naturalisations pour étrangers du service des naturalisations (DI).

Une nouvelle étape a été franchie en 2009 avec l'entrée dans le dispositif RDU du SCARPA et de la fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD). Les écoles de musique s'intégreront dans le dispositif courant 2010.

Parallèlement, un projet de loi d'investissement a été déposé en août 2009 pour la réalisation d'un système d'informations du RDU qui permettra d'intégrer le solde des prestations sociales délivrées par l'Etat de Genève (allocations logements, bourses d'études, etc.).

Mesure 53 : Regrouper les institutions spécialisées dans le domaine du handicap pour mineurs au département de l'instruction publique et pour adultes au département de la solidarité et de l'emploi.

Cette mesure a été intégralement mise en œuvre dans le cadre du budget 2007.

Mesure 22 (P2) : Regrouper autour d'une structure commune les ateliers et institutions publiques pour personnes handicapées adultes.

La loi relative à la fusion des établissements publics socio-éducatifs pour personnes handicapées mentales (EPSE) et du centre d'intégration professionnel (CIP) a été adoptée par le Grand Conseil le 4 mai 2007. Elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008, donnant ainsi naissance aux établissements publics pour l'intégration (EPI) auquel a été également rattaché l'atelier des Cordiers dépendant précédemment des HUG.

Dès le 1^{er} janvier 2009, les foyers des Bains et des Pâquis, actuellement rattachés aux HUG, et la Fondation pour l'hébergement de personnes handicapées psychiques (FHP) ont été intégrés aux EPI. Cette structure, dévolue à l'intégration des personnes handicapées, devient ainsi la plus grande de Suisse romande.

Mesure 23 (P2) : Exiger une participation accrue des familles aisées aux frais d'assistance.

Le règlement d'exécution de la loi sur l'aide sociale individuelle (J 4 04.01) a été modifié en 2007. Il fixe désormais des critères clairs à l'Hospice général pour exiger une contribution de la famille, conformément à l'article 328 du code civil suisse.

Mesure 24 (P2) : Supprimer les doublons Ville-Etat en matière de subventionnement et de contrôle des institutions sociales en garantissant le montant total des appuis publics qui leur sont accordés.

La loi répartissant les subventions dans le domaine social-santé entre la Ville de Genève et l'Etat a été adoptée le 30 novembre 2006. Suite au moratoire d'une année souhaité par le Conseil municipal de la Ville de Genève, cette nouvelle répartition est effective depuis le 1^{er} janvier 2008.

* * *

*

3. Projet de budget 2010

Le projet de budget 2010 du département, <u>hors imputations internes et subventions</u> à redistribuer, présente :

- a) des charges à hauteur de 1'636'923'790 F, soit une augmentation de 15'812'990 F (+ 0.98%);
- b) des revenus à hauteur de 421'588'524 F, soit une augmentation de 27'641'207 F (+ 7.02%).

3.1. Charges

| NATURES | BUDGET 2009 | PB 2010 | Variation B09 - PB 10 | Variation % B09 - PB 10 |
|---|---------------|---------------|--------------------------|----------------------------|
| 3 Charges | 1'621'110'800 | 1'636'923'790 | 15'812'990 | 0.98% |
| 30 Charges de personnel | 90'700'629 | 93'856'746 | 3'156'117 | 3.48% |
| 31 Dépenses générales | 5'410'213 | 4'055'281 | -1'354'932 | -25.04% |
| 32 Intérêts passifs | - | - | - | 0 |
| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | 91'886'892 | 86'773'806 | -5'113'086 | -5.56% |
| 35 Dédommagements à des collectivités publiques | 102'850'000 | 107'750'000 | 4'900'000 | 4.76% |
| 36 Subventions accordées | 1'330'263'066 | 1'344'487'957 | 14'224'891 | 1.07% |
| 4 Revenus | 393'947'317 | 421'588'524 | 27'641'207 | 7.02% |
| 40 Impôts | 14'795'670 | 14'795'670 | - | 0.00% |
| 41 Patentes et concessions | 50'000 | 82'100 | 32'100 | 64.20% |
| 42 Revenus des biens | 26'567'950 | 28'234'671 | 1'666'721 | 6.27% |
| 43 Recettes diverses | 100'817'634 | 114'747'872 | 13'930'238 | 13.82% |
| 45 Dédommagements de collectivités publiques | 47'380'711 | 50'319'798 | 2'939'087 | 6.20% |
| 46 Subventions acquises | 204'335'352 | 213'408'413 | 9'073'061 | 4.44% |

La très légère augmentation des charges du département (inférieure à 1%) s'explique essentiellement pour les motifs suivants :

- dotation additionnelle de conseillers en personnel pour l'office cantonal de l'emploi, lié à l'accroissement du chômage (postes entièrement financés par la Confédération)
- + 3 mios
- hausse de la contribution cantonale à verser à la Confédération pour les mesures du marché du travail (MMT), ainsi que des prestations maladie pour les chômeurs (PCM), compensée par une augmentation des cotisations perçues (effets de l'augmentation du chômage)
- + 4.9 mios
- places additionnelles en EMS et en EPH et impact induit sur les prestations complémentaires
- + 12.5 mios

3.1.1. Charges de personnel

Hors services pris en charge par la Confédération, le nombre de postes passe de 421.54 postes en 2006 à 400.45 postes en 2010, soit une diminution de 21.09 postes (5 %). Les transferts internes et la RPT représentent une augmentation de 1.90 postes entre 2006 et 2010. Le total des postes 2010 s'élève donc au final à 402.35.

Concernant l'office cantonal de l'emploi (part fédérale), au vu de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en raison de la crise économique, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a accordé aux cantons une rallonge budgétaire pour l'engagement de personnel supplémentaire (auxiliaires).

L'évolution des postes du département depuis le début de la législature se présente comme suit :

| Service | B 06 | Total postes supprimés 2006-2009 | % | Cible indicative (-5%) | B 09 | PB 2010 | | Transferts et RPT 2006-2010 | PB 2010 |
|----------------------|--------|--|---------------|------------------------|--------|---------|----|-----------------------------------|---------|
| SG | 36.67 | -2.52 | -6.87% | 34.84 | 34.15 | 34.15 | 1) | 0.60 | 34.75 |
| OCIRT (+OME) | 76.04 | -5.34 | -7.02% | 72.24 | 70.70 | 70.70 | 2) | -7.30 | 63.40 |
| OCE Cant. | 61.45 | -3.15 | -5.13% | 58.38 | 58.30 | 58.30 | 3) | -2.00 | 56.30 |
| SCARPA | 27.90 | -0.20 | -0.72% | 26.51 | 27.70 | 27.70 | | | 27.70 |
| STA (Tuteur adultes) | 70.30 | -2.00 | -2.84% | 66.79 | 68.30 | 68.30 | 4) | 1.00 | 69.30 |
| DGAS | 16.75 | -1.15 | -6.87% | 15.91 | 15.60 | 15.60 | 5) | 7.60 | 23.20 |
| SPC | 104.70 | -6.05 | <i>-5.78%</i> | 99.47 | 98.65 | 98.65 | 6) | 2.00 | 100.65 |
| SAM | 27.73 | -0.68 | -2.45% | 26.34 | 27.05 | 27.05 | | | 27.05 |
| Sous-total cant. | 421.54 | -21.09 | -5.00% | 400.46 | 400.45 | 400.45 | | 1.90 | 402.35 |
| OCE féd.(fixes) | 216.00 | 0.00 | 0.00% | 216.00 | 216.00 | 216.00 | | | 216.00 |
| OCE féd.(aux) | 75.00 | -25.00 | -33.33% | 57.45 | 36.30 | 50.00 | | | 50.00 |
| CCGC | 60.00 | 0.00 | 0.00% | 60.00 | 60.00 | 60.00 | | | 60.00 |
| Sous-total féd. | 351.00 | -25.00 | -7.12% | 333.45 | 312.30 | 326.00 | | 0.00 | 326.00 |
| Total général | 772.54 | -46.09 | -5.97% | 733.91 | 712.75 | 726.45 | | 1.90 | 728.35 |

^{1) 1.50} postes liés à la RPT en 2008 et 0.90 poste transféré à la DGAS en 2009

Il convient de noter que l'effort d'efficience accompli par le département est sensiblement supérieur à la cible de 5 % fixée par le Conseil d'Etat, particulièrement si l'on tient compte, en plus, de l'augmentation du nombre de dossiers traités par certains services :

| Augmentation des dossiers | 2005 | 2008 | 2005-2008 en % |
|---------------------------------------|--------|---------|-------------------|
| SAM | | | |
| Dossiers affiliations traités | 63'908 | 71'867 | 12.45% |
| Dossiers assurés-débiteurs | 33'906 | 53'688 | 58.34% |
| SPC (ex OCPA) | | | |
| Nombre de pièces traitées (mutations) | 68'033 | 137'546 | 102.18% |
| STA | | | |
| Nombre de dossiers actifs | 1'593 | 1'887 | 18.46% |
| SCARPA | | | |
| Dossiers sous gestion | 3'345 | 3'413 | 2.03% |

Malgré ces éléments - et excepté l'OCE dont les postes sont intégralement pris en charge par la Confédération - le département n'a demandé l'octroi d'aucun nouveau poste pour le budget 2010.

3.1.2. Dépenses générales

Les dépenses générales sont, hors transferts interdépartementaux, égales aux montants dépensés en 2008 conformément aux décisions du Conseil d'Etat.

Le budget 2010 est de 4'055'281 F contre 5'410'213 F pour 2009, soit - 25%.

²⁾ 4.30 postes transférés au DT (secteur protection de l'environnement "OCIRT"), 1 poste au DF et 2 postes au SPC en 2010

^{3) 1} poste transféré au DF (mesure 59 "centralisation de la fonction finance") en 2008 et 1 poste transféré au STA en 2010

⁴⁾ 1 poste en provenance de l'OCE - part cantonale en 2010

⁵⁾ 1.90 postes liés à la RPT en 2008, 4.80 postes provenant du DES (EMS) et 0.90 poste provenant du SG en 2009

^{6) 2} postes liés au contrôle interne provenant de l'OCIRT en 2010

3.1.3. Amortissements, provisions, irrécouvrables

Ce poste est en diminution de 5'113'086 F (86'773'806 par rapport à 91'886'892 F), pour l'essentiel d \hat{u} à la diminution des provisions au service des prestations complémentaires.

3.1.4. Dédommagements à des tiers

La nature 35 "Dédommagement à des collectivités publiques" augmente de 4'900'000 F, en raison de la hausse de la contribution cantonale à verser à la Confédération pour les mesures du marché du travail (MMT), ainsi que des prestations maladie pour les chômeurs (PCM).

3.1.5. Subventions accordées

Les subventions augmentent globalement de 14'224'891 F, passant de 1'330'263'066 F à 1'344'487'957 F.

| | Subvention de fonctionnement - EPI (annuité 2010, complément 13ème salaire et augmentation du nombre de places) | + | 2.6 | mios |
|------------------------------|--|---|------|------|
| Etablissements propres (363) | Transfert de la subvention fonctionnement vers la subvention prestations HG pour les prestations asile | - | 6.1 | mios |
| | Subvention de fonctionnement - Hospice général (annuité 2010 et complément 13ème salaire) | + | 1.4 | mios |
| | EMS (annuité 2010, complément 13ème salaire et augmentation du nombre de places) | + | 4.0 | mios |
| Institutions privées (365) | EPH (annuité 2010, complément 13ème salaire et augmentation du nombre de places) | + | 4.2 | mios |
| | Ajustement de la subvention pour la commissions forfait intégration | - | 8.0 | mios |
| | Prestations complémentaires (accroissement des dossiers, des loyers, nouvelles places et révision prix de pension EMS-EPH) | + | 6.0 | mios |
| Personnes physiques (366) | Transfert de la subvention fonctionnement vers la subvention prestations HG pour les prestations asile | + | 6.1 | mios |
| | Transfert subvention de l'Hospice général au Département de l'instruction publique (SPMI) pour la reprise de la gestion des dossiers | - | 1.3 | mios |
| | SAM : diminution des créances irrécouvrables (art. 64 LAMal) | - | 2.0 | mios |
| Total | | + | 14.2 | mios |

3.2. Revenus

Les revenus, <u>hors imputations internes et subventions à redistribuer</u>, s'élèvent à 421'588'524 F contre 393'947'317 F au budget 2009 (+ 7.02%).

L'augmentation s'explique principalement comme suit :

| Cotisations PCM perçues par les caisses de chômage | + 4.9 mios |
|--|------------|
| Participation de la Confédération (chômage part fédérale) | + 3.6 mios |
| Prestations à restituer au service des prestations complémentaires (SPC) | + 2.6 mios |
| Dissolutions et utilisations de provisions au SPC | + 3.1 mios |
| Restitutions des subsides SPC au service de l'assurance maladie | + 1.1 mios |
| Participation de la Confédération (subvention fédérale pour assurés à ressources modestes) | + 9.1 mios |
| Loyer des Ports Francs et Entrepôts de Genève SA | + 1.6 mios |

3.3. Commentaires par service

07.01.00.00 Présidence, secrétariat général

Pas de commentaire particulier.

07.03.00.00 OCIRT

Durant le premier semestre 2009, le nouvel OCIRT, résultant de la fusion de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail et de l'office de la main-d'œuvre étrangère a mis en œuvre plusieurs réformes importantes visant à recentrer son action sur ses missions prioritaires en matière de lutte contre le travail au noir, d'observation et de contrôle du marché du travail :

- création d'un secteur Travail au noir directement rattaché à la direction générale de l'office.
- création d'un service Inspection du travail regroupant l'ensemble des inspecteurs santé/sécurité et relations du travail,
- création d'un secteur Support métier transversal,
- mise en place d'indicateurs et de tableaux de bord pour piloter et contrôler les différents processus,
- transfert du service de l'Environnement au département du territoire (DT).

Pour 2010, les objectifs principaux de l'OCIRT sont les suivants :

- optimisation du fonctionnement du nouveau secteur Travail au noir, tant dans son rôle de détection et de sanction dans le cadre de la LEtr que dans celui de plaque tournante pour les flux d'informations,
- augmentation de la productivité de l'office et meilleure allocation des ressources grâce au développement de la polyvalence au sein de l'inspectorat,
- lancement du projet REG@ visant à garantir la fiabilité des informations relatives aux entreprises genevoises et à améliorer leur diffusion.

Office cantonal de l'emploi (OCE)

07.04.01.00 Part cantonale

Prestations complémentaires maladie (PCM)

Au 1^{er} janvier 2009, le taux de cotisation a pu être abaissé de 3.25 % à 3 %. Parallèlement un fonds de compensation a été créé pour assurer l'équilibre à long terme de cette assurance.

En 2010, les prestations à verser s'élèvent à 14 millions pour 18 millions de cotisations perçues. Le différentiel permet de couvrir les frais de gestion (personnel, locaux, indemnisation des caisses de chômage pour la perception des cotisations, réserve pour risques, etc.).

Les charges et recettes des PCM augmentent parallèlement au chômage.

Participation cantonale LACI-MMT

Les cantons sont tenus de participer aux frais encourus par la Confédération au titre des mesures du marché du travail. Cette participation augmente de 2 millions (16 millions par rapport à 14 millions).

07.04.02.00 Part fédérale

Comme chaque année, le canton négocie avec le SECO le montant de l'enveloppe destinée à couvrir les frais d'exécution de la loi fédérale sur le chômage.

Le SECO a déjà accepté en 2009 une rallonge suite à l'augmentation du chômage et aux résultats bénéfiques des effets des mesures prises dans le cadre de la nouvelle loi cantonale. Le montant accordé en 2010 dépendra de l'augmentation du chômage et donc des effectifs nécessaires pour assurer une prise adéquate des nouveaux demandeurs d'emploi. A ce stade, il est estimé à 40 millions.

07.04.04.00 Caisse cantonale genevoise de chômage

Pas de commentaire particulier, sauf pour souligner que le budget de la caisse est intégralement financé par la Confédération

07.04.09.00 Mesures cantonales

Le projet de budget 2010 reste stable par rapport à 2009.

| MESURES | CANTONALES CHÔMAGES | Budget 2009 | Projet de budget 2010 | Ecart |
|-----------|--|-------------|--------------------------|------------|
| 35 | | 76'500'000 | 76'500'000 | 0 |
| 355 .0101 | Allocations de retour à l'emploi (ARE) | 12'000'000 | 12'000'000 | 0 |
| 356 .0101 | ETC | 4'700'000 | 0 | -4'700'000 |
| 356 .0102 | Programme cantonal d'emploi et de formation (PCEF) | 28'200'000 | 31'000'000 | 2'800'000 |
| 356 .0103 | Allocations complémentaires sociales (ACS) | | 3'500'000 | 3'500'000 |
| 356 .0109 | Contribution aux emplois de solidarité | 21'600'000 | 20'000'000 | -1'600'000 |
| 356 .0201 | Frais de formation cantonaux | 10'000'000 | 10'000'000 | 0 |

Les éléments retenus sont les suivants :

- les programmes cantonaux d'emploi et de formation (PCEF) remplacent définitivement les emplois temporaires cantonaux (ETC);
- la création de programmes d'emplois de solidarité (EDS) sur le marché complémentaire instituée lors de l'entrée en vigueur de la loi continue à s'accroître.

07.14.11.00 DGAS

Etablissements pour personnes handicapées (EPH)

Pour l'ouverture de 100 places supplémentaires en 2010 (51 places résidentielles et 49 en accueil de jour) ainsi que l'annualisation du coût des places créées courant 2009, l'enveloppe additionnelle pour les EPH s'élève à + 4'584'395 F, hors mécanismes salariaux.

Le coût de ces places supplémentaires est calculé en tenant compte de la date prévisionnelle de mise en disponibilité et au prorata du nombre de places de l'établissement concerné avec un facteur de réduction de 33 % pour tenir compte des coûts fixes déjà pris en charge par l'indemnité préexistante.

Les subventions sont également adaptées conformément à la décision du Conseil d'Etat, pour tenir compte des mécanismes salariaux (au *pro rata* du taux de subventionnement) et du complément relatif au nouveau système de rémunération (13^{ème} salaire).

Etablissements médico-sociaux (EMS)

L'enveloppe additionnelle s'élève à 1'970'694 F, hors mécanismes salariaux. Ce montant tient compte de la fermeture de l'EMS Villereuse (- 34 lits) ainsi que de l'ouverture de lits additionnels : l'EMS Poterie (73 lits) en janvier 2010, l'EMS Les Mouilles (78 lits) en février 2010 et l'EMS Lausanne (80 lits) en septembre 2010.

Afin de tenir compte de l'acceptation de l'initiative 125 "Pour une meilleure prise en charge des personnes âgées en EMS", l'enveloppe complémentaire accordée pour financer des postes de travail dans les EMS, est maintenue. Le montant de 5 388 000 F permettra le financement de 75 postes sous contrat de durée indéterminée dans 34 établissements. La subvention complémentaire versée à l'EMS est pérennisée (intégration définitive à la subvention ordinaire) si la relation de travail se poursuit audelà de 12 mois.

Enfin, les subventions sont également adaptées, conformément à la décision du Conseil d'Etat, pour tenir compte des mécanismes salariaux (au *pro rata* du taux de subventionnement) et du complément relatif au nouveau système de rémunération (13ème salaire).

Hospice général

Les subventions accordées à l'Hospice général passent de 263'597'481 F à 263'481'136 F.

| | 2008 | 2009 | | 20 | 010 | | 2010 | |
|---|-------------|-------------|-----------------------------------|-----------------------------|---|--|---------------------|------------|
| Subvention Hospice général | Comptes | Budget | Reclassement subvention ODM | Transfert greffe LAVI | Participation aux frais de placement des mineurs | Complément 13ème salaire 2009 et annuité 2010 | Projet de budget | Ecart |
| Prestations aux ayants droit | 159'852'628 | 179'457'850 | 6'131'000 | | -1'300'000 | | 184'288'850 | 4'831'000 |
| Participation aux frais de fonctionnement | 77'171'059 | 84'139'631 | -6'131'000 | -240'000 | | 1'423'655 | 79'192'286 | -4'947'345 |
| Total subvention | 237'023'687 | 263'597'481 | | | | _ | 263'481'136 | -116'345 |

Les éléments suivants ont été retenus :

- augmentation de la subvention de fonctionnement pour tenir compte de la prise en charge de l'annuité 2010, calculée au prorata du taux de subventionnement, et du complément lié au 13^{ème} salaire;
- ventilation de la subvention de l'Office fédéral des migrations (ODM) entre prestations et fonctionnement qui augmente la subvention aux ayants droit et diminue d'autant la subvention de fonctionnement (transfert de rubrique comptable);
- c) prise en charge des frais de placement des mineurs par le département de l'instruction publique (DIP) à partir du 1^{er} janvier 2010;
- d) transfert du greffe LAVI à l'association dès le 1^{er} janvier 2010;
- e) stabilisation de la subvention aux ayants droit au niveau du budget 2009, compte tenu du non dépensé prévu.

07.14.21.00 SCARPA

La modification de la loi sur l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires a contribué dans un premier temps à stabiliser les dépenses puis à les réduire. Le montant de la dette due à l'Etat a diminué de quelque 2.7 millions en 2008.

07.14.22.00 Service des tutelles d'adultes

La continuation du projet de réorganisation du STA et le déploiement du premier lot du système d'information TAMI vont continuer à fortement mobiliser le service, sans toutefois générer d'impact budgétaire supplémentaire notable en 2010.

07.14.33.00 Service des prestations complémentaires (SPC, anciennement OCPA)

Subventions aux personnes physiques

Les prestations directement versées aux personnes physiques augmentent globalement de 6'000'000 F (487'860'600 F par rapport à 481'860'600 F).

La participation de la Confédération aux dépenses relatives aux prestations complémentaires fédérales reste stable dans l'attente du décompte 2008 définitif de la Confédération.

Les subventions aux personnes physiques se répartissent comme suit :

| Nature | Budget 09 | PB 2010 | Ecart | % |
|----------------|-------------|-------------|------------|--------|
| PCF | 330'892'217 | 343'700'000 | 12'807'783 | 3.87% |
| PCC | 139'058'383 | 132'100'600 | -6'957'783 | -5.00% |
| Total PC | 469'950'600 | 475'800'600 | 5'850'000 | 1.24% |
| Assistance | 5'500'000 | 5'500'000 | 0 | 0.00% |
| TPG | 6'400'000 | 6'550'000 | 150'000 | 2.34% |
| Total | 11'900'000 | 12'050'000 | 150'000 | 1.26% |
| TOTAL | 481'850'600 | 487'850'600 | 6'000'000 | 1.25% |
| Service social | 10'000 | 10'000 | 0 | 0.00% |
| TOTAL 366 | 481'860'600 | 487'860'600 | 6'000'000 | 1.25% |

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- a) l'augmentation du nombre de bénéficiaires de 2.5 %, basé sur une analyse des dépôts de demandes de prestations et des dossiers ouverts en fin de période ;
- b) l'augmentation des loyers (dépenses reconnues) de 1.8 % (chiffres OCSTAT 2008);
- les nouvelles places en EMS et en EPH selon la planification des ouvertures et fermetures;
- d) la révision des prix de pension.

| PB 2010 des prestations complémentaires (PCF + PCC) | Montant |
|---|-------------|
| Prestations 2009 réactualisées | 448'056'600 |
| Augmentations en 2010 | |
| Augmentation des loyers | 2'700'000 |
| Augmentation des lits EMS | 8'874'000 |
| Augmentation des places EPH | 2'170'000 |
| Révision des prix de pension | 7'000'000 |
| Sous-total | 468'800'600 |
| Augmentation du nombre de dossiers | 7'000'000 |
| Total des prestations 2010 | 475'800'600 |

07.14.51.00 Service de l'assurance maladie

Le budget 2009 a été établi sur des prévisions de dépenses légèrement supérieures aux besoins effectifs. Le budget 2010 corrige cette surestimation au chapitre des subventions aux personnes physiques, qui diminuent de 2 millions de francs, passant de 286.1 millions à 284.1 millions. La rubrique budgétaire relative aux subsides aux assurés modestes reste stable à 242.6 millions, alors que celle relative aux débiteurs insolvables (primes non payées ayant abouti à un acte de défaut de biens) diminue de 2 millions, compte tenu du non-dépensé en 2008.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|--------------------------|-------------|------------------------|--------------|--------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGET 2003 | COMP 12 2000 |
| 07.00.00.00 | SOLIDARITÉ ET EMPLOI | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.638.123.790 | | 15.812.990 | 1,0 | 1.622.310.800 | 1.527.592.217,65 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 422.788.524 | 27.641.207 | 7,0 | 395.147.317 | 500.872.609,10 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.215.335.266 25,81% | | 11.828.217 | 1,5 | -1.227.163.483 24,36% | -1.026.719.608,55 32,79% |
| 07.01.00.00 | PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 6.462.954 | 28.404.843 | 1.577.241 1.582.367 | 32,3 5,9 | 4.885.713 26.822.476 | 43.643.917,34 84.667.475,76 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 21.941.889 439,50% | | 5.126 | -109,5 | 21.936.763 549,00% | 41.023.558,42 194,00% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 5.609.274 | | 1.409.770 | 33,6 | 4.199.504 | 4.957.855,56 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 379.561 | | -210.637 | -35,7 | 590.198 | 379.561,06 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 474.119 | | 378.108 | 393,8 | 96.011 | 38.306.500,72 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 28.126.250 | 1.626.250 | 6,1 | 26.500.000 | 45.922.155,23 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 278.593 | 1.117 | 0,4 | 277.476 | 38.745.320,53 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | | -45.000 | -100,0 | 45.000 | |
| 07.03.00.00 | OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION ET DES RELATIONS DU TRAVAIL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 8.888.741 | 3.157.030 | -1.397.173 31.952 | -13,6 1,0 | 10.285.914 3.125.078 | 9.488.548,07 2.962.833,43 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -5.731.711 35,52% | | 1.429.125 | 5,1 | -7.160.836 30,38% | -6.525.714,64 31,23% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 8.297.450 | | -1.209.681 | -12,7 | 9.507.131 | 8.951.743,59 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 447.291 | | -187.492 | -29,5 | 634.783 | 508.390,59 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 144.000 | | 0 | 0,0 | 144.000 | 28.413,89 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 33,14 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.506.872 | -28.206 | -1,8 | 1.535.078 | 1.237.642,54 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 1.650.158 | 60.158 | 3,8 | 1.590.000 | 1.725.157,75 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------------------|------------|------------------------|--------------|--------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020:2: 2000 | |
| 07.04.01.00 | OCE - PART CANTONALE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 39.369.185 | 18.290.558 | 4.739.892 5.026.319 | 13,7 37,9 | 34.629.293 13.264.239 | 36.142.126,61 14.153.054,15 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -21.078.627 46,46% | | 286.427 | 8,2 | -21.365.054 38,30% | -21.989.072,46 39,16% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 7.373.628 | | -73.842 | -1,0 | 7.447.470 | 7.105.244,73 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 375.557 | | -85.676 | -18,6 | 461.233 | 375.556,88 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 170.000 | | -590 | -0,3 | 170.590 | 449.824,59 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 31.250.000 | | 4.900.000 | 18,6 | 26.350.000 | 28.058.712,30 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 200.000 | | 0 | 0,0 | 200.000 | 152.788,11 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 82.100 | 32.100 | 64,2 | 50.000 | 82.100,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 18.208.458 | 4.994.219 | 37,8 | 13.214.239 | 14.070.954,15 |
| 07.04.02.00 | OCE - PART FÉDÉRALE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 36.078.417 | 40.693.246 | 2.388.802 4.245.875 | 7,1 11,6 | 33.689.615 36.447.371 | 31.834.959,55 36.916.938,04 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 4.614.829 112,79% | | 1.857.073 | 4,6 | 2.757.756 108,19% | 5.081.978,49 115,96% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 34.846.977 | | 2.920.592 | 9,1 | 31.926.385 | 30.603.519,54 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.231.440 | | -531.790 | -30,2 | 1.763.230 | 1.231.440,01 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 678.246 | 586.946 | 642,9 | 91.300 | 675.521,75 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 40.015.000 | 3.658.929 | 10,1 | 36.356.071 | 36.241.416,29 |
| 07.04.04.00 | CAISSE CANTONALE GENEVOISE DE CHÔMAGE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 7.056.646 | 6.733.153 | 17.760 43.621 | 0,3 0,7 | 7.038.886 6.689.532 | 5.900.265,07 5.915.057,60 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -323.493 95,42% | | 25.861 | 0,4 | -349.354 95,04% | 14.792,53 100,25% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 7.056.646 | | 17.760 | 0,3 | 7.038.886 | 5.900.265,07 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 98.513 | 43.621 | 79,5 | 54.892 | 98.453,00 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 6.634.640 | 0 | 0,0 | 6.634.640 | 5.816.604,60 |

| NO | LIBELLE | BUDGET | Γ 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|----------------------|---------|--------------|-----------|-------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 302021 2000 | |
| 07.04.09.00 | MESURES CANTONALES CHÔMAGE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 76.500.000 | 11.025 | 0 11.025 | 0,0 ND | 76.500.000 | 66.903.202,47 11.025,20 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -76.488.975 0,01% | | 11.025 | | -76.500.000 | -66.892.177,27 0,02% |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 76.500.000 | | 0 | 0,0 | 76.500.000 | 66.903.202,47 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 11.025 | 11.025 | ND | | 11.025,20 |
| 07.10.06.00 | SERVICE CANTONAL D'AVANCE ET DE RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 9.439.100,64 5.899.054,94 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -3.540.045,70 62,50% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 2.923.816,77 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 164.012,37 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 6.351.271,50 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 573,60 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 5.898.481,34 |
| 07.11.05.00 | SERVICE DES TUTELLES D'ADULTES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 7.385.641,51 348.263,44 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -7.037.378,07 4,72% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | 7.082.676,48 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | | | 124.420,68 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 151.996,00 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | | | | | | 26.548,35 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | | | | | 348.263,44 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------------------|------------|---------------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | D0D0L1 2003 | OOM 12 2000 |
| 07.14.11.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 584.185.615 | 20.260.964 | 11.103.513 -54.875 | 1,9 -0,3 | 573.082.102 20.315.839 | 530.462.065,40 69.254.283,41 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -563.924.651 3,47% | | -11.158.388 | -0,1 | -552.766.263 3,55% | -461.207.781,99 13,06% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 5.098.223 | | 344.985 | 7,3 | 4.753.238 | 3.682.663,54 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 404.348 | | -53.759 | -11,7 | 458.107 | 404.348,05 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 5.195.687 | | 587.396 | 12,7 | 4.608.291 | 5.303.915,47 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | | | | | | 147.350,00 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 572.287.357 | | 10.224.891 | 1,8 | 562.062.466 | 519.892.168,34 |
| 37 | SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES | 1.200.000 | | 0 | 0,0 | 1.200.000 | 1.031.620,00 |
| 40 | IMPÔTS | | 14.795.670 | 0 | 0,0 | 14.795.670 | 12.147.161,70 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 56.721 | 40.471 | 249,1 | 16.250 | 58.346,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 2.188.573 | 684.654 | 45,5 | 1.503.919 | 47.262.857,71 |
| 45 | DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | | 2.020.000 | -780.000 | -27,9 | 2.800.000 | 8.754.298,00 |
| 47 | SUBVENTIONS À REDISTRIBUER | | 1.200.000 | 0 | 0,0 | 1.200.000 | 1.031.620,00 |
| 07.14.21.00 | SERVICE CANTONAL D'AVANCE ET DE RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES (retraité avec transfert du CR 07.10.06.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 9.824.911 | | -44.201 | -0,4 | 9.869.112 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 4.223.663 | -44.201 684.094 | -0,4 19,3 | 9.869.112 3.539.569 | 9.439.100,64 |
| | | | | 684.094 | 19,3 | 3.539.569 | 5.899.054,94 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -5.601.248 42,99% | | 728.295 | 7,1 | -6.329.543 35,87% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 3.160.899 | | -16.881 -16.881 | -0,5 -0,5 | 3.177.780 <i>3.177.780</i> | 2.923.816,77 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 164.012 | | -27.320 -27.320 | -14,3 -14,3 | 191.332 191.332 | 164.012,37 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 6.500.000 | | 0 | 0,0 | 6.500.000 | |
| | INNECOUVNADLES | | | 0 | 0,0 | 6.500.000 | 6.351.271,50 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 700 | 0 <i>0</i> | 0,0 0,0 | 700 <i>700</i> | 573,60 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------------------|-------------|-----------------------------|----------------|--------------------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2009 | COMPTE 2006 |
| 07.14.21.00 | SERVICE CANTONAL D'AVANCE ET DE RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES (Suite) | | | | | | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 4.222.963 | 684.094 684.094 | 19,3 19,3 | 3.538.869 3.538.869 | 5.898.481,34 |
| 07.14.22.00 | SERVICE DES TUTELLES D'ADULTES (retraité avec transfert du CR 07.11.05.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 8.073.314 | | -116.464 -116.464 | -1,4 | 8.189.778 <i>8.189.778</i> | 7.385.641,51 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 189.946 | 99.768 99.768 | 110,6 110,6 | 90.178 90.178 | 348.263,44 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -7.883.368 2,35% | | 216.232 | 1,3 | -8.099.600 1,10% | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 7.868.893 | | -82.553 -82.553 | -1,0 -1,0 | 7.951.446 7.951.446 | 7.082.676,48 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 124.421 | | -33.911 -33.911 | -21,4 -21,4 | 158.332 158.332 | 124.420,68 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 40.000 | | 0 | 0,0 | 40.000 40.000 | 151.996,00 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 40.000 | | 0 | 0,0 | 40.000 | 131.330,00 |
| 00 | COBVENTIONO ACCOMBLEC | 40.000 | | 0 | 0,0 | 40.000 | 26.548,35 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 35.000 | 0 | 0,0 | 35.000 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 154.946 | 99.768 <i>99.768</i> | 180,8 180,8 | 55.178 <i>55.178</i> | 348.263,44 |
| 07.14.33.00 | SERVICE DES PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES (SPC) | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 532.959.633 | 145.051.914 | -253.481 5.699.858 | 0,0 4,1 | 533.213.114 139.352.056 | 481.550.138,21 133.845.635,48 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -387.907.719 27,22% | | 5.953.339 | 1,1 | -393.861.058 26,13% | -347.704.502,73 27,79% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 11.508.522 | | -63.777 | -0,6 | 11.572.299 | 10.715.747,25 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 690.511 | | -111.704 | -13,9 | 802.215 | 690.511,45 |
| 32 | INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS | | | | | | 955,00 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 32.900.000 | | -6.078.000 | -15,6 | 38.978.000 | 28.389.449,79 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 487.860.600 | | 6.000.000 | 1,2 | 481.860.600 | 441.753.474,72 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 16.000 | 0 | 0,0 | 16.000 | 3.854,45 |

| NO RUBRIQUE | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------|---|------------------------|-------------|--------------------------|-------------|----------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 07.14.33.00 | SERVICE DES PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES (SPC) (Suite) | | | | | | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 46.585.914 | 5.699.858 | 13,9 | 40.886.056 | 46.199.675,03 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 98.450.000 | 0 | 0,0 | 98.450.000 | 87.642.106,00 |
| 07.14.51.00 | SERVICE DE L'ASSURANCE MALADIE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 328.724.374 | 155.772.182 | -2.202.899 10.271.203 | -0,7 7,1 | 330.927.273 145.500.979 | 304.842.252,78 146.898.987,65 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -172.952.192 47,39% | | 12.474.102 | 3,4 | -185.426.294 43,97% | -157.943.265,13 48,19% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 3.036.234 | | -90.256 | -2,9 | 3.126.490 | 2.908.227,58 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 238.140 | | -112.643 | -32,1 | 350.783 | 238.140,24 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 41.350.000 | | 0 | 0,0 | 41.350.000 | 50.716.810,06 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 284.100.000 | | -2.000.000 | -0,7 | 286.100.000 | 250.979.074,90 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 40.813.769 | 1.153.142 | 2,9 | 39.660.627 | 42.797.671,65 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 114.958.413 | 9.118.061 | 8,6 | 105.840.352 | 104.101.316,00 |
| | | | | | | | |

Récapitulation du département ECONOMIE ET SANTÉ

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-------------------------|------------|--------------|--------|-------------------------|----------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 08.00.00.00 | ECONOMIE ET SANTÉ | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.143.221.540 | | 20.073.513 | 1,8 | 1.123.148.027 | 1.097.897.232,87 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 59.646.288 | 2.163.252 | 3,8 | 57.483.036 | 69.017.786,47 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.083.575.252 5,22% | | -17.910.261 | 0,1 | -1.065.664.991 5,12% | -1.028.879.446,40 6,29% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 34.086.498 | | 217.305 | 0,6 | 33.869.193 | 29.960.602,17 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 7.049.368 | | -3.558.582 | -33,5 | 10.607.950 | 7.934.544,44 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 19.337.155 | | -2.178.055 | -10,1 | 21.515.210 | 25.556.706,99 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 91.000 | | -10.000 | -9,9 | 101.000 | 68.259,45 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 1.082.657.519 | | 25.602.845 | 2,4 | 1.057.054.674 | 1.034.377.119,82 |
| 40 | IMPÔTS | | 26.400.000 | 2.280.000 | 9,5 | 24.120.000 | 23.111.405,40 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 12.000 | -600.250 | -98,0 | 612.250 | 23.994,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 12.804.380 | 388.000 | 3,1 | 12.416.380 | 12.435.795,78 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 18.535.869 | 35.463 | 0,2 | 18.500.406 | 31.766.964,79 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.894.039 | 60.039 | 3,3 | 1.834.000 | 1.679.626,50 |

Fonctionnement

Considérations générales

Le projet de budget 2010, hors imputations internes, du département de l'économie et de la santé présente :

- 1'143'221'540 F aux charges;
- 59'646'288 F aux revenus.

Par rapport au budget voté de l'année 2009 :

- il augmente, aux charges, de 20'073'513 F (+ 1.8 %)
- il augmente, aux revenus, de 2'163'252 F (+ 3.8 %).

Le budget de fonctionnement par nature du département se compose de :

| | | Projet de budget 2010 | Variation 2009/2010 | En % | Budget 2009 | Comptes 2008 |
|----|---------------------------|--------------------------|---------------------|-------|-----------------|-----------------|
| 30 | Charges de personnel | 34'086'498 F | +217'305 F | +0.6 | 33'869'193 F | 29'960'602 F |
| 31 | Dépenses générales | 7'049'368 F | -3'558'582 F | -33.5 | 10'607'950 F | 7'934'544 F |
| 33 | Amortissements | 19'337'155 F | -2'178'055 F | -10.1 | 21'515'210 F | 25'556'706 F |
| 35 | Dédommagement à des tiers | 91'000 F | -10'000 F | -9.9 | 101'000 F | 68'259.45 F |
| 36 | Subventions accordées | 1'082'657'519 F | +25'602'845 F | +2.4 | 1'057'054'674 F | 1'034'377'119 F |
| 40 | Impôts | 26'400'000 F | +2'280'000 F | +9.5 | 24'120'000 F | 23'111'405 F |
| 41 | Patentes, concessions | 12'000 F | -600'250 F | -98.0 | 612'250 F | 23'994 F |
| 42 | Revenus de biens | 12'804'380 F | +388'000 F | +3.1 | 12'416'380 F | 12'435'795 F |
| 43 | Recettes diverses | 18'535'869 F | +35'463 F | +0.2 | 18'500'406 F | 31'766'964 F |
| 46 | Subventions acquises | 1'894'039 F | +60'039 F | +3.3 | 1'834'000 F | 1'679'626 F |

Explications des variations:

30 Charges de personnel

L'augmentation des charges de personnel de 217'305 F est notamment due à

- l'application des mécanismes salariaux (+339'998 F);
- la prévision dès 2010 dans le budget des rappels CIA (+20 000 F).

Cette augmentation est compensée partiellement par l'augmentation de la réduction technique linéaire (RTL) (-147'136 F).

31 Dépenses générales

La diminution des dépenses générales de 3'558'582 F est due à la volonté d'aligner le budget 2010 au montant des dépenses de l'année 2008 en prenant en compte également les effets de la diminution liée à l'acquisition de vaccin dans le cadre de la poursuite du plan de vaccination HPV. Débuté en 2008, le plan de vaccination concernait immédiatement plusieurs tranches d'âge. Dès 2010, seule la nouvelle classe d'âge atteignant l'âge minimum pour la vaccination sera concernée.

33 Amortissements

La diminution de 2'178'055 F est due à la baisse des amortissements en lien avec la diminution ces dernières années du volume des subventions d'investissement accordées aux établissements publics.

35 Dédommagement à des tiers

La diminution de 10'000 F résulte intégralement de la baisse de la contribution cantonale à la centrale d'élimination des déchets carnés.

36 Subventions accordées

L'augmentation de 25'602'845 F est due principalement aux éléments suivants :

- l'augmentation des frais liés aux hospitalisations hors canton (600'000 F);
- la prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau modèle de financement des soins de longue durée (660'000 F);
- l'adaptation pour la prise en charge des hospitalisations aux cliniques de Joli-Mont et Montana due à l'augmentation de la lourdeur des cas (600'000 F);
- l'application de la loi 10459, loi modifiant la loi sur l'aide aux entreprises (I 1 37) impliquant une hausse de l'indemnité monétaire et non monétaire à la Fondation d'aide aux entreprises (FAE) (4'575'000 F);
- l'augmentation de la cotisation employeur CEH selon la décision du Conseil d'Etat, concernant les Hôpitaux universitaires de Genève, les cliniques genevoises de Joli-Mont et Montant et la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (4'070'373 F);
- l'application des mécanismes salariaux 2010 dont le financement est assuré à hauteur du taux de subvention de l'Etat de Genève (8'142'239 F), conformément aux dispositions figurant dans les contrats de prestations;
- la prise en compte du différentiel final de l'incidence de l'introduction du 13^{ème} salaire non prévu en 2009 (2'390'249 F);
- l'accroissement des patients précarisés aux Hôpitaux universitaires de Genève et de la prise en charge en matière de médecine pénitentiaire (4'500'000 F).

Composition du budget des charges 2010 du département

| | | Budget 2010 | En % du budget |
|----|---------------------------|-----------------|----------------|
| 30 | Charges de personnel | 34'086'498 F | 2.98 % |
| 31 | Dépenses générales | 7'049'368 F | 0.62 % |
| 33 | Amortissements | 19'337'155 F | 1.69 % |
| 35 | Dédommagement à des tiers | 91'000 F | 0.01 % |
| 36 | Subventions accordées | 1'082'657'519 F | 94.70 % |

La caractéristique du budget départemental résulte du fort taux relatif aux subventions accordées aux institutions de droit public et de droit privé.

De 2006 à 2009, l'évolution de la composition du budget du département de l'économie et de la santé a été la suivante :

| | | En % du budget 2006 | En % du budget 2007 | En % du budget 2008 | En % du budget 2009 | En % du budget 2010 |
|----|------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| 30 | Charges de personnel | 3.99 % | 3.08 % | 3.10 % | 3.01 % | 2.98 % |
| 31 | Dépenses générales | 1.09 % | 0.84 % | 0.77 % | 0.94 % | 0.62 % |
| 33 | Amortissements | 5.33 % | 4.84 % | 3.50 % | 1.92 % | 1.69 % |
| 35 | Dédommagement à des tiers | 0.05 % | 0.00 % | 0.01 % | 0.01 % | 0.01 % |
| 36 | Subventions accordées | 89.54 % | 91.24 % | 92.62 % | 94.12 % | 94.70 % |

Il convient de relever que la part relative aux subventions accordées s'accroît.

4. Le personnel

Le nombre de postes du département s'élève pour 2010 à 224.23 postes, soit au même niveau que pour l'année 2009.

| Centre de responsabilité | B2009 | Transfert externe | Transfert interne | Nouveaux postes | PB2010 |
|--|--------|-------------------|-------------------|-----------------|--------|
| Présidence et secrétariat général | 33.13 | 0.00 | +1.60 | 0.00 | 34.73 |
| Service du développement durable | 5.80 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 5.80 |
| Direction générale des CASS | 8.70 | 0.00 | -2.00 | 0.00 | 6.70 |
| Direction générale de la santé | 38.95 | 0.00 | +1.00 | 0.00 | 39.95 |
| Service du pharmacien cantonal | 7.95 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 7.95 |
| Service de protection de la consommation | 56.25 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 56.25 |
| Commission de surveillance | 4.35 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 4.35 |
| Direction des affaires économiques | 9.50 | 0.00 | -1.60 | 0.00 | 7.90 |
| Service de la promotion économique | 12.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 12.00 |
| Registre du commerce | 15.20 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 15.20 |
| Service du commerce | 32.40 | 0.00 | +1.00 | 0.00 | 33.40 |
| Total | 224.23 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 224.23 |

08.01.11.00 Présidence et secrétariat général

Mission

En sus d'assurer la haute direction du département de l'économie et de la santé, la Présidence et le secrétariat général (PSG) du département de l'économie et de la santé comprennent différents services transversaux dont les missions sont :

- Contrôle interne, système d'information et logistique : mettre en place le système de contrôle interne départemental, gérer les systèmes d'information départementaux et gérer de la logistique départementale.
- Direction des ressources humaines : appliquer et faire appliquer dans l'ensemble du département la politique définie en matière de ressources humaines; conseiller et assister les directions et les services pour assurer une gestion optimale de leurs ressources humaines en veillant à une application correcte et équitable des lois, règlements et procédures, en collaboration avec l'office du personnel; concevoir, développer et mettre en œuvre des projets et des outils (notamment statistiques, tableaux de bord et outils de pilotage) pour améliorer la gestion des ressources humaines du département.
- Direction des finances : assurer la gestion comptable et financière du département, élaborer le budget, fournir conseil et assistance en matière comptable et financière aux directions et services ainsi que selon les besoins aux entités subventionnées.
- Direction des affaires juridiques: fournir un conseil juridique au chef du département, aux collaborateurs du secrétariat général et, en fonction des besoins exprimés, aux directions générales, ainsi que traiter les dossiers juridiques de sa responsabilité (projets de loi et de règlement, procédures de consultations fédérales et cantonales et procédures contentieuses).
- Cellule Grand Conseil et Conseil d'Etat : finaliser tout dossier en lien avec le Conseil d'Etat et le Grand Conseil à l'intention du Conseiller d'Etat et assurer la conduite de projets et de tâches confiées par le Conseiller d'Etat et/ou la secrétaire générale.
- Cellule communication : assurer la politique de communication du département.

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 6'170'058 F | 923'614 F | 5'246'444 F | 4'900'784 F |
| Total en postes | 34.73 | +1.60 | 33.13 | |

L'augmentation entre 2009 et 2010 est due aux éléments suivants :

- transfert de 1,6 postes en provenance de la direction des affaires économiques dans le cadre de la gestion départementale des effectifs;
- ventilation dès 2010 de la RTL (réduction technique linéaire) sur l'ensemble des centres de responsabilités du département;
- application des mécanismes salariaux 2010.

08 Département de l'économie et de la santé

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 757'435 F | -728'918 F | 1'486'353 F | 641'268 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 33 Amortissements, Provisions, Irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 9'320 F | 489'453 F | -480'133 F | 30'007 F |

La diminution entre 2009 et 2010 provient de la suppression dès 2010 de la RGI (réduction globale sur les investissements) qui figurait en 2009 de façon centralisée au PSG et dont l'effet était un calcul technique d'amortissement négatif.

| 36 Subventions accordées | Budget | Variation | Budget | Compte |
|--------------------------|-------------|-----------|-------------|-----------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 1'609'311 F | -11'711 F | 1'621'022 F | 669'834 F |

Le montant relatif aux financements intercantonaux enregistre une légère baisse de 11'711 F, soit 0,7 %.

| 40 Impôts | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 6'400'000 F | -400'000 F | 6'800'000 F | 6'256'736 F |

Le montant de 6'400'000 F correspond à l'estimation effectuée par l'administration fiscale cantonale.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 0 F | 0 F | 0 F | 250 F |

Comme pour 2009, aucun montant n'est prévu pour l'année 2010.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 129'076 F | - 5'711 F | 134'787 F | 1'829'104 F |

Le montant des recettes diverses enregistre une légère baisse de 5'711 F.

08.01.15.00 Service du développement durable

Mission

Les missions principales du service du développement durable sont :

- proposer et promouvoir toute action permettant le respect des principes découlant de l'Agenda 21;
- informer la population et les entreprises sur les actions à mener en respect des principes de l'Agenda 21.

Objectif 2010 - Priorité et perspectives 2011

Les multiples questionnements qui surgissent dans le cadre des crises financières, économiques et environnementales, ont pour effet un intérêt croissant pour la notion de développement durable, perçue comme une démarche permettant une meilleure prise en compte de la diversité des enjeux et, de ce fait, une plus grande capacité d'anticipation. A cet effet, les diverses actions de conseil, de soutien et d'information devront être poursuivies en 2010, tant au sein de l'administration cantonale qu'avec des acteurs de la société genevoise susceptibles de favoriser un développement durable du canton. En parallèle, un travail devra être mené pour faciliter la prise en compte, le plus en amont possible, des critères d'un développement durable, dans le cadre des nouveaux projets ainsi que des projets en cours.

Enfin, 2010 sera l'année du renouvellement de la loi A 2 60 (*Agenda21*). De nouveaux objectifs quadriennaux devront donc être proposés au Grand Conseil. Un rapport d'activité 2007-2010 sera rédigé et joint au nouveau projet de loi.

1. Renforcer les synergies entre l'administration et les communes

Le Guide de l'achat public responsable, fruit d'une collaboration fructueuse entre les services de l'administration cantonale et d'un partenariat avec le canton de Vaud, sortira lors du premier trimestre 2010. Il formera le point de départ du travail (formation, accompagnement de procédures d'achat, etc.) qui sera mené pour tendre à une cohérence entre la politique d'achat interne et les principes d'un développement durable. Dans le même sens, il s'agira d'étudier les moyens d'étendre l'utilisation de cet outil (contrat de prestations, entités subventionnées, etc.) afin d'obtenir le maximum d'impact au niveau des achats professionnels.

En lien avec le guide de l'achat public responsable, une vaste action de sensibilisation des communes sur le thème de la commande publique sera menée. Des actions de formation et d'accompagnement des acheteurs communaux seront programmées. Plus largement, la collaboration entre le SCDD et les communes sera poursuivie et renforcée via l'organisation de rencontres, ou de soutiens financiers et/ou méthodologiques à divers projets communaux.

2. Concilier performances économiques et développement durable

L'un des deux axes prioritaires de l'année 2010 aura trait aux actions menées sur le pôle économique du développement durable, et plus particulièrement avec les entreprises genevoises. En partenariat avec les acteurs privés et associatifs, un effort particulier sera mené pour soutenir et développer l'intégration des principes de durabilité au sein de l'économie genevoise. Les actions d'accompagnement et de soutien aux PME, la volonté de développer une offre alléchante en matière de tourisme durable et les initiatives qui seront menées dans le domaine de la formation professionnelle participent de cette volonté.

Un partenariat avec le réseau d'entreprises Philias permettra de mettre en place une action originale puisqu'il s'agira d'utiliser les potentiels de compétences existant dans de grandes entreprises de la place, pour les mettre à disposition de PME genevoises nécessitant un soutien pour la mise en œuvre de la durabilité dans la gestion de leur entreprise. L'année 2010 permettra de lancer une phase test qui, si l'expérience est prometteuse, pourrait déboucher sur une pratique plus large et plus systématique.

08 Département de l'économie et de la santé

Dans le domaine du tourisme, des propositions d'actions ciblant une mise en évidence des attraits genevois en termes de tourisme durable, devraient déboucher en 2010 sur quelques actions phares qui seront menées en partenariat avec de nombreux acteurs du domaine, parmi lesquels Genève Tourisme & Bureau des Congrès.

Enfin, des formations ciblées à destination de branches professionnelles spécifiques seront organisées. Les thèmes prioritaires concerneront les politiques d'achat et la communication liée aux efforts en matière de durabilité. Ces actions devront, comme précédemment, faire l'objet d'un partenariat étroit avec la FER, la CCIG et la FGMB.

3. Transformer l'essai du consommateur au consom'acteur!

Les actions liées à l'accompagnement des fiches pour une consommation responsable seront poursuivies. Dans ce cadre, l'adjonction d'une nouvelle fiche, la présence dans de grandes manifestations populaires et la promotion du guide dans le cadre d'interventions feront partie des actions menées en 2010. Par ailleurs, le guide ayant été publié en 2005, une relecture en vue d'une actualisation sera programmée.

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 830'451 F | -12'817 F | 843'268 F | 773'576 F |
| Total en postes | 5.80 | 0 | 5.80 | |

La diminution entre 2009 et 2010 est due à la ventilation de la RTL qui figurait en 2009 de façon centralisée à la Présidence et secrétariat général.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 283'260 F | 3'929 F | 279'331 F | 183'913 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 90'000 F | 0 F | 90'000 F | 90'000 F |

Aucune variation n'est prévue pour 2010.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 685 F | -7 F | 692 F | 20'467 F |

Le montant relatif aux recettes diverses enregistre une légère baisse.

08 Département de l'économie et de la santé

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 F | 0 F | 0 F | 20'000 F |

Comme pour 2009, aucun montant n'est prévu pour l'année 2010.

08.03.21.00 Direction générale du réseau de soins

Mission

La Direction générale du réseau de soins (DGRS) :

- veille à optimaliser la qualité et l'efficience des prestations en veillant à la maîtrise de leurs coûts, quel que soit leur lieu d'intervention par la mise en place du réseau de soins qui :
 - garantit l'égalité d'accès aux soins et préserve l'autonomie des personnes tout en répondant à leurs besoins de manière coordonnée tout au long de leur trajectoire de vie;
 - favorise l'aide aux proches;
 - assure le développement des compétences des professionnels du réseau par une harmonisation des systèmes de formation continue.
- Oriente et favorise par le biais du réseau de soins le maintien et/ou le retour à domicile des bénéficiaires.

Objectif 2010 - Priorité et perspectives 2011

Direction générale du réseau de soins

Poursuivre la réorganisation du réseau de soins cantonal

Dès 2006, sur proposition du département, le Conseil d'Etat a pris plusieurs décisions relatives à la politique en faveur des personnes âgées afin de remédier au morcellement du dispositif en place, de placer les bénéficiaires "au bon moment au bon endroit" et d'améliorer la coordination entre les différents prestataires d'aide et de soins. Cette dynamique s'est notamment illustrée par l'adoption de la loi sur le réseau de soins et le maintien à domicile (LSDom K 1 06), votée par le Grand Conseil le 26 juin 2008. En complément de cette loi, le projet de loi sur l'institution de maintien, d'aide et de soins à domicile - qui concerne la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) - a été récemment déposé au Parlement et fera l'objet, dès septembre 2009, d'une étude par la commission de la santé.

La mise en œuvre effective du réseau de soins se traduira par les activités suivantes :

- l'orientation progressive des personnes en âge AVS dans l'une ou l'autre structure du réseau de soins en fonction de leurs besoins; cette orientation sera précédée d'une évaluation systématique du degré de dépendance de la personne âgée;
- l'ouverture de deux centres de maintien à domicile (CMD) pour compléter le dispositif de maintien, d'aide et de soins à domicile;
- la mise en œuvre du plan de déploiement de différentes variantes de structures intermédiaires, en collaboration avec les partenaires du réseau de soins;
- la définition d'indicateurs de performance du fonctionnement du programme d'accès aux soins (PASS);
- la définition d'indicateurs de suivi de la trajectoire de soins des personnes en âge AVS, et le suivi des cas de mauvaise orientation;
- le suivi trimestriel du budget par programme de prestations.

Hôpitaux Universitaires de Genève

Entamer la mise en œuvre du plan stratégique 2010-2014

En matière de soins, les hôpitaux publics seront confrontés, ces prochaines années, à une demande croissante liée au vieillissement de la population, à l'évolution démographique du canton et à une pression toujours plus forte pour limiter les coûts de la santé. Les premiers indices de ces grandes tendances se font déjà sentir: les hôpitaux universitaires doivent faire face aux listes d'attente qui se sont formées dans certaines spécialités et à l'augmentation de la prise en charge de patients précarisés en médecine communautaire. En cours d'élaboration, le plan stratégique 2010–2014 des HUG devra répondre à ces grands enjeux.

La gouvernance opérationnelle qui en découlera devra, elle, redéfinir les structures pour améliorer les flux internes, afin de diminuer les durées de séjours et les délais d'attente; les taux d'occupation devront être optimisés en adaptant le nombre de lits dans les services et en augmentant la polyvalence de certains secteurs (regroupement géographique de la cardiologie et de la chirurgie cardiaque, ouverture d'un centre d'oncologie, poursuite de création de soins intermédiaires). Les disponibilités des secteurs médico-techniques (blocs opératoires, imagerie) devront être renforcées. Le transfert des activités hospitalières sur le secteur ambulatoire sera poursuivi et accentué (chirurgie, psychiatrie).

Les liens avec les autres prestataires de soins devront être consolidés afin de mieux articuler les soins de première ligne et de référence, et de diminuer les délais de transfert vers d'autres structures (réseau de soins, réseau des urgences).

Enfin, une attention particulière sera portée à l'amélioration de la qualité, de la sécurité, de l'accueil et de la communication, face aux demandes croissantes et légitimes des utilisateurs (projet bâtiment des lits 2, ouverture de l'étape 3.1 de la Maternité).

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 1'187'910 F | -275'109 F | 1'463'019 F | 1'469'610 F |
| Total en postes | 6.70 | -2.00 | 8.70 | _ |

La diminution entre 2009 et 2010 est due aux éléments suivants :

- la ventilation de la RTL qui figurait en 2009 de façon centralisée à la Présidence et secrétariat général;
- le transfert de 2 postes, dont 1 poste pour la direction générale de la santé et 1 poste pour le service du commerce, dans le cadre de la gestion départementale des effectifs.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 143'720 F | -316'822 F | 460'542 F | 143'958 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 33 Amortissements, Provisions, Irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 18'812'672 F | -2'566'883 F | 21'379'555 F | 1'752'846 F |

La diminution entre 2009 et 2010 est due aux éléments suivants :

- la diminution de 790'299 F du montant des amortissements sur le matériel mis à disposition de la FSASD. Ce montant étant refacturé, il y a en conséquence une diminution de même ampleur dans les revenus divers de la direction générale du réseau de soins;
- la diminution de 1'776'584 F du montant des amortissements sur les subventions d'investissements accordées aux Hôpitaux universitaires de Genève, aux cliniques genevoises de Joli-Mont et Montana et à la FSASD.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|---------------|
| Total | 1'047'782'783 F | 20'019'124 F | 1'027'763'659 F | 118'248'682 F |

L'augmentation de 20'019'124 F est principalement composée des éléments suivants :

- financement des mécanismes salariaux des établissements à hauteur du taux de subvention de l'Etat de Genève (8'142'239 F);
- complément de financement relatif au coût réel de l'introduction du 13 en salaire (2'390'249 F);
- augmentation de l'indemnité monétaire des HUG pour permettre l'augmentation de la prise en charge des patients précarisés et pour la médecine pénitentiaire (4'500'000 F);
- financement de l'augmentation des taux de cotisation employeur à la CEH (4'070373 F);
- augmentation de l'indemnité monétaire des cliniques genevoises de Joli-Mont et Montana pour palier à l'augmentation des coûts résultant de la modification des pathologies des patients (600'000 F);
- à la variation des subventions non monétaires (584'992 F);
- à la diminution des subventions aux communes pour les locaux (-230'000 F).

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'745'977 F | 104'691 F | 1'641'286 F | 3'110'619 F |

L'augmentation de cette rubrique résulte notamment :

- de la prise en compte des intérêts versés par les HUG sur leurs fonds propres à hauteur de 900'000 F;
- de la diminution de la facturation à la FSASD pour la mise à disposition par l'Etat du matériel informatique (-790'299 F).

08.05.11.00 Direction générale de la santé

Mission

Dans le cadre de ses missions, la direction générale de la santé :

- · Assume les fonctions qui, selon les législations fédérales et cantonales incombent :
 - aux médecins cantonaux (lutte contre les maladies transmissibles, surveillance des professionnels et des institutions);
 - au service du pharmacien cantonal (contrôle des produits thérapeutiques, des stupéfiants et des substances chimiques);
 - au service de la consommation et des affaires vétérinaires (contrôle des denrées alimentaires et des objets usuels);

- aux commissions de surveillance des professions de la santé (secteur privé) et des activités médicales (secteur public) ainsi qu'au conseil de surveillance psychiatrique.
- Participe à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de santé et à leur évaluation.
- · Articule son action autour des axes suivants :
 - promotion de la santé et prévention des maladies et accidents;
 - planification des systèmes de santé (ambulatoire, pré-hospitalier, hospitalier et médico-social);
 - · constitution et exploitation d'un système d'informations sanitaires.
- Exerce ces activités en collaboration avec tous les partenaires, publics et privés, du domaine de la santé et des soins à Genève, ainsi qu'avec les milieux universitaires, les structures intercantonales de coordination, les autorités sanitaires fédérales et l'organisation mondiale de la santé (OMS).

Objectif 2010 - Priorité et perspectives 2011

1. Promotion de la santé et prévention des maladies

Le département continuera sa politique active de promotion de la santé et de prévention dans les trois axes prioritaires retenus en 2007 à savoir, retarder l'âge de la 1ère consommation d'alcool chez les jeunes, promouvoir une alimentation saine et une activité physique régulière et lutter contre la dépression. La prévention de la consommation inappropriée d'alcool chez les mineur-es et les jeunes sera, notamment lors des grandes manifestations, intensifiée avec la collaboration du Service du commerce (Scom). Le programme *Marchez et mangez malin!*, soutenu par la fondation Promotion Santé Suisse, verra la mise en œuvre de projets ciblés pour les 0 à 10 ans grâce à la contribution de quatorze entités privées et publiques tels que Pédibus, Onex-Santé, le Service santé de la Jeunesse, la Fondation officielle de la jeunesse. Enfin, dans le cadre de l'Alliance contre la dépression, une ligne téléphonique sera accessible aux professionnel-les ainsi qu'à la population, favorisant ainsi une meilleure détection et prise en charge de la dépression.

En outre, le département poursuivra ses efforts en matière de planification et de préparation de la gestion des crises sanitaires, notamment de la grippe pandémique, et l'adaptation des dispositifs permettant de contrôler l'évolution des maladies transmissibles, ceci afin d'éviter la survenue de flambées épidémiques.

2. Sécurité sanitaire et protection des animaux

Avec son entrée en vigueur en 2010, la nouvelle législation sur les chiens sera mise en œuvre. Elle impliquera la prévention en matière canine, la gestion des autorisations de détention, la gestion et le suivi des annonces de cas de morsures, ainsi que la formation incluant les tests de maîtrise et de comportement.

Enfin, afin de lutter contre les épizooties, en veillant à conserver la santé du cheptel genevois, la campagnes d'éradication de la diarrhée virale bovine et la lutte contre la maladie de la langue bleue seront menées en 2010 conformément à l'exigence de la Confédération.

3. Régulation sanitaire

Les adaptations cantonales à la nouvelle loi fédérale sur les professions médicales du 1^{er} septembre 2007 se poursuivront en 2010, notamment par l'affiliation de ces professions (chiropraticiens, médecins, médecins-dentistes, pharmaciens, vétérinaires) au registre fédéral, ainsi que par l'harmonisation des exigences posées pour l'octroi des droits de pratique et des sanctions. Dans cette optique, un accent sera mis sur l'adaptation du site internet permettant la simplification des procédures d'octroi des droits de pratique, la réduction des délais de traitement des autorisations ainsi que le contrôle rigoureux du marché des professionnels de la santé et des praticiens complémentaires.

En 2010, le département continuera également d'assurer, par le biais d'inspections annuelles, la surveillance du marché des produits thérapeutiques et des produits chimiques, ainsi que le contrôle de l'exercice des professions de la santé et l'exploitation des institutions de santé. Enfin, le département mettra en œuvre et actualisera la planification sanitaire, en particulier la planification hospitalière et celle des établissements médico-sociaux. Tout comme il assurera le suivi des dépenses et des recettes liées aux hospitalisations hors canton (accords Vaud-Genève notamment).

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 6'169'355 F | 97'213 F | 6'072'142 F | 5'136'836 F |
| Total en postes | 39.95 | 1.00 | 38.95 | |

L'augmentation est due au transfert d'un poste en provenance de la direction générale du réseau de soin, dans le cadre de la gestion départementale des effectifs.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 2'556'660 F | -2'418'737 F | 4'975'397 F | 3'910'836 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 33 Amortissements, Provisions, Irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|--------------|
| Total | 10'000 F | -14'285 F | 24'285 F | 22'854'041 F |

Cette diminution résulte des éléments suivants :

- diminution des amortissements pour (-20'285 F);
- augmentation prévue de la dotation à la provision pour débiteurs douteux (+3'000 F);
- augmentation des créances irrécouvrables (+3'000 F).

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget Compte 2008 2009 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------------------|
| Total | 16'339'645 F | 223'932 F | 16'115'713 F 904'626'580 F |

L'augmentation est due notamment aux éléments suivants :

- augmentation des hospitalisations hors canton (+600'000 F);
- diminution de l'aide financière en faveur de la Fondation Health on the Net (-200'000 F).

| 40 Impôts | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 F | -200'000 F | 200'000 F | 0 F |

Compte tenu de l'entrée en vigueur des normes IPSAS, l'attribution du montant de 200'000 F prélevé sur le produit de l'impôt sur les casinos est dorénavant directement comptabilisé sur le compte de bilan du fonds.

| 41 Patentes et concessions | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 5'000 F | -1250 F | 6'250 F | 5'875 F |

La diminution résulte de la baisse des autorisations de pratique délivrées par la direction générale de la santé.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 F | 0 F | 0 F | 1'454 F |

Comme pour 2009, aucun montant n'est prévu pour l'année 2010.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------|
| Total | 4'059'966 F | -812'623 F | 4'872'589 F | 12'697'667 F |

La diminution provient principalement de la baisse des refacturations liées au plan de vaccination HPV. Débuté en 2008, le plan de vaccination concernait immédiatement plusieurs tranches d'âge. Dès 2010, seules la nouvelle classe d'âge atteignant l'âge minimum pour la vaccination sera concernée.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------|
| Total | 1'807'688 F | 188 F | 1'80'7'500 F | 1'1616'200 F |

Le montant relatif aux subventions acquises enregistre une légère augmentation de 188 F.

08.05.41.00 Service du pharmacien cantonal

Mission

Le service du pharmacien cantonal (SPC) est l'autorité cantonale compétente en matière de produits thérapeutiques et de produits chimiques.

Dans ce cadre, le service veille à l'application de différents textes de loi en relation avec ces domaines. Il est notamment chargé de la surveillance du marché, c'est-à-dire du contrôle et/ou de l'utilisation des médicaments (dont les stupéfiants), des dispositifs médicaux et des produits chimiques.

Le service exerce également une surveillance sur un ensemble de professions de la santé soumises à autorisation (pharmaciens, assistants-pharmaciens, préparateurs en pharmacie, droguistes et opticiens), d'établissements et d'entreprises, ainsi que prévu par la loi cantonale sur la santé.

Une entité spécialisée, la section des toxiques et des substances dangereuses pour l'environnement, traite de tous les objets en relation avec la loi fédérale sur les produits chimiques.

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 1'176'766 F | -7'683 F | 1'184'449 F | 1'132'582 F |
| Total en postes | 7.95 | 0.00 | 7.95 | _ |

La diminution entre 2009 et 2010 est due à la ventilation de la RTL qui figurait en 2009 de façon centralisée à la Présidence et secrétariat général.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 36'610 F | -5'208 F | 41'818 F | 34'897 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 33 Amortissements, Provisions, Irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 F | -2'000 F | 2'000 F | 0 F |

Compte tenu du suivi du contentieux, aucune constitution de provision ni amortissement de créances devenues irrécouvrables ne sont prévus en 2010.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 77'000 F | -1'000 F | 78'000 F | 74'585 F |

La diminution résulte de l'adaptation de la contribution au centre suisse d'information toxicologique dont le montant est basé sur la population annuelle résidente.

| 41 Patentes et concessions | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 5'000 F | -9'000 F | 14'000 F | 17'075 F |

Cette diminution résulte de la diminution du nombre d'autorisation dans le domaine des médicaments.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 F | 0 F | 0 F | 60 F |

Comme pour 2009, aucun montant n'est prévu pour l'année 2010.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 89'992 F | -17'006 F | 106'998 F | 148'316 F |

Cette diminution résulte de la diminution du nombre de contraventions infligées par le service.

08.05.51.00 Service de la consommation et des affaires vétérinaires

Mission

Les missions du service de la consommation et des affaires vétérinaires sont :

- la protection de la santé publique, via le contrôle de l'innocuité des denrées alimentaires et des objets usuels;
- l'inspection des commerces, fabriques de denrées alimentaires et établissements publics afin de contrôler les bonnes conditions d'hygiène;
- la lutte contre la fraude et la tromperie en matière de composition des denrées alimentaires, mais également de déclarations, d'étiquetage et de publicité;
- la protection des animaux, via le contrôle des exploitations d'animaux de rente, des commerces d'animaux, chenils, chatteries et parc animaliers, de l'importation et l'exportation d'animaux vivants, le contrôle de l'abattage, la gestion de la fourrière cantonale et les enquêtes sur plaintes;
- la prévention en matière canine, la gestion des autorisations de détention, la gestion et le suivi des annonces de cas de morsures;
- la lutte contre les épizooties, en veillant à conserver la santé du cheptel genevois, la conservation des espèces menacées et la surveillance de l'élimination des sousproduits animaux et la surveillance de l'importation et l'exportation d'animaux vivants et de produits d'origine animale.

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 8'044'645 F | -100'460 F | 8'145'105 F | 6'760'369 F |
| Total en postes | 56.25 | 0.00 | 56.25 | |

La diminution entre 2009 et 2010 est due à la ventilation de la RTL qui figurait en 2009 de façon centralisée à la Présidence et secrétariat général.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'056'384 F | 83'036 F | 973'348 F | 845'684 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 33 Amortissements, Provisions, Irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 326'556 F | -19'100 F | 345'656 F | 381'441 F |

Cette diminution résulte de la baisse du montant des amortissements prévus entre 2009 et 2010.

| 35 Dédommagements à des tiers | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 91'000 F | -10'000 F | 101'000 F | 68'259 F |

Cette diminution résulte de la baisse de la contribution cantonale à la centrale d'élimination des déchets carnés.

| 36 Subventions accordées | Budget | Variation | Budget | Compte |
|--------------------------|----------|-----------|----------|---------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 95'000 F | 11'000 F | 84'000 F | 7'500 F |

Cette augmentation résulte d'une hausse prévue des cas d'indemnisation en cas d'épizooties.

| 41 Patentes et concessions | Budget | Variation | Budget | Compte |
|----------------------------|---------|-----------|---------|---------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 2'000 F | 0 F | 2'000 F | 1'044 F |

Aucune variation n'est prévue pour l'année 2010.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 2'500 F | 2'000 F | 500 F | 2'615 F |

Cette augmentation résulte d'une augmentation du nombre de frais de rappel facturés aux débiteurs.

| 43 Recettes diverses | Budget | Variation | Budget | Compte |
|----------------------|-------------|-----------|-------------|-------------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 2'157'895 F | 278'105 F | 1'879'790 F | 1'324'481 F |

Cette augmentation résulte principalement de l'accroissement des redevances en matière d'analyse de prélèvements du service.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 43'426 F | 23'926 F | 19'500 F | 43'426 F |

Cette augmentation résulte d'une modification de méthode d'indemnisation par la Confédération pour les travaux effectués lors du contrôle annuel de la vendange.

08.05.61.00 Commission de surveillance

Mission

La commission de surveillance a pour missions :

- la surveillance de tous les professionnels de la santé et des institutions de santé tant dans le secteur public que privé et le respect des droits des patients;
- l'application de la nouvelle loi concernant la privation de liberté à des fins d'assistance et reprend dans le ce cadre la majorité des missions qui étaient confiées jusqu'ici au Conseil de surveillance psychiatrique (CSP).

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 726'480 F | -31'642 F | 758'122 F | 665'534 F |
| Total en postes | 4.35 | 0.00 | 4.35 | |

La diminution entre 2009 et 2010 est due à la ventilation de la RTL qui figurait en 2009 de façon centralisée à la Présidence et secrétariat général.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 529'600 F | -53'434 F | 583'034 F | 500'936 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 5'505 F | -1'846 F | 7'351 F | 3'425 F |

Cette diminution résulte principalement de l'estimation à la baisse des recettes diverse de la commission.

08.07.11.00 Direction des affaires économiques

Mission

Les principales missions de la direction des affaires économiques sont :

- la mise en œuvre des objectifs de politique économique du Chef du département, des délégations du Conseil d'Etat, ainsi que du Conseil stratégique de la promotion économique (CSPE);
- l'élaboration et l'examen de tous les objets parlementaires ayant une incidence économique;
- le soutien à la création et à l'arrivée d'entreprises à forte valeur ajoutée;
- la supervision et l'organisation des offices rattachés à la direction, ainsi que des organismes semi-privés rattachés à la direction;
- la gestion des activités des divers conseils et commissions dépendant de la direction.

Objectif 2010 - Priorité et perspectives 2011

La crise financière mondiale du deuxième semestre de l'année 2008 a débouché sur une crise économique rapide et brutale dont la profondeur s'est fait ressentir dès le premier trimestre de l'année 2009. Un retour au niveau de la croissance potentielle n'est pas envisagé avant l'horizon 2011. Malgré ce constat, la santé robuste de l'économie genevoise, qui sort de cinq années de forte expansion, lui permet d'affronter cette crise avec davantage d'atouts et une assise plus solide que d'autres places. Néanmoins, cette situation économique difficile nécessitera, durant l'année 2010, de redoubler les efforts pour permettre à notre région d'émerger de la crise mondiale dans les meilleures conditions possibles.

1. Suivi de la crise économique et soutien aux entreprises

Le DES participe activement, depuis le début de la crise, à un groupe de travail interdépartemental qui a pour mission d'assurer une veille stratégique en organisant régulièrement des séances avec l'ensemble des partenaires sociaux, des organismes de soutien aux entreprises et des représentants du secteur bancaire, pour anticiper les difficultés et soutenir l'économie de façon ciblée et efficace. Cette veille stratégique va se poursuivre en 2010, et ceci jusqu'au sortir de la crise. En fonction de l'évolution de la crise économique et des futurs plans de mesure de la Confédération, de nouvelles mesures pourront être proposées. Le dimensionnement des instruments d'aide aux entreprises devra également être adapté en fonction des scénarios retenus.

2. Simplification des procédures et renforcement de "l'e-administration"

A. Guichet PME/PMI : simplification des processus en vue de la création d'entreprises

Le projet de guichet PME/PMI consiste à développer une plateforme d'information et de gestion des procédures administratives destinée aux entreprises. La mise en place opérationnelle de ce guichet permettra à l'administration de se rapprocher des entreprises en intensifiant l'interactivité des procédures. Les entreprises accèderont, via le web, aux informations liées à la création d'entreprises - notamment celles concernant les professions et activités réglementées - ainsi qu'aux formulaires nécessaires aux procédures y relatives. Dans un second temps, les créateurs pourront effectuer leurs transactions en ligne, notamment pour ce qui concerne l'obtention d'autorisations.

B. Dossiers d'autorisation du service du commerce (SCOM) : réduction des délais de traitement

Depuis 2006, le nombre de demandes annuelles a augmenté de 28,2 % au niveau de la délivrance d'autorisations. Soucieux d'améliorer son service à la clientèle, le SCOM a raccourci les délais de traitement en procédant à l'optimisation des procédures de travail. Une nouvelle réduction des délais de traitement est envisagée aux fins de garantir la délivrance d'autorisations sous 48 heures. Cette amélioration nécessitera la mise en place du système d'information du commerce (SIC), pré-requis indispensable afin que le service puisse désormais établir des statistiques de manière automatisée sans recourir à des recensements manuels.

C. Inscriptions effectuées par le registre du commerce (RC) : garantie de fiabilité Compte tenu de l'exigence de fiabilité des informations officielles inscrites au registre du commerce, l'autorité compétente s'attachera à maximiser la qualité de la saisie des données à l'intention des autorités fédérales. L'objectif vise à garantir un taux de fiabilité de plus de 98% sur l'ensemble des inscriptions auxquelles le RC procèdera en 2010. La réussite de cette entreprise sera mesurée à l'aune des demandes de rectification/blocage adressées par l'Office fédéral du registre du commerce et de l'enquête de satisfaction réalisée auprès des clients du RC.

3. Soutien à l'innovation et renforcement des collaborations régionales

L'un des objectifs majeurs du département consiste à favoriser l'innovation dans tous les domaines permettant de développer une industrie à forte valeur ajoutée, garante de la diversification de l'économie genevoise. Cette stratégie de soutien à l'innovation fera, en 2010, l'objet d'un travail conséquent du DES, notamment via son service de la promotion économique (SPEG), afin de mettre en avant les atouts de notre canton, et plus largement de la région lémanique. Le SPEG pilotera notamment un projet de mise en place d'un pôle de compétences dans le domaine des technologies environnementales (Cleantech).

Cette volonté de renforcer notre canton, et plus largement notre région, s'illustrera également par le lancement opérationnel, au 1^{er} janvier 2010, de la Greater Geneva Berne Area (GGBA). Cette nouvelle structure, qui rassemblera les cantons de Suisse occidentale, mettra fin au morcellement des promotions économiques de Suisse occidentales qui coexistaient jusqu'alors. GGBA aura pour mission de promouvoir une image commune de la Suisse occidentale à l'étranger, et de développer un réseau et une structure d'acquisition d'entreprises. La naissance de la Greater Geneva Berne Area permettra également à la Suisse occidentale de mieux se profiler à l'intérieur des frontières nationales, d'asseoir son influence politique et de se présenter, comme partenaire uni du triangle de platine, aux côtés de Basel Area et Greater Zurich Area, pour montrer l'exceptionnel potentiel économique de notre pays. A noter que la mise en place de cette nouvelle structure commune impliquera une adaptation du fonctionnement du SPEG, afin de garantir une approche cohérente et coordonnée avec la GGBA.

Enfin, toujours au chapitre de la région, le département de l'économie et de la santé - de par sa présence active au sein des projets de périmètres d'aménagement coordonnés d'agglomération (PACA) - s'emploiera à concrétiser les résultats obtenus par les études-tests en termes d'augmentation du nombre d'emplois situés dans les zones de Bernex, St-Julien-Plaine de l'Aire et Meyrin-St-Genis. Il en fera de même dans le cadre du groupe de travail Praille-Acacias-Vernets (PAV) au niveau de la réalisation des emplois supplémentaires confirmés dans le Masterplan 2007, tout en s'attachant à obtenir un relogement des entreprises in situ, exception faite des activités à fortes nuisances et à importante consommation d'espace.

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 1'390'121 F | -241'149 F | 1'631'270 F | 1'397'696 F |
| Total en postes | 7.90 | -1.60 | 9.50 | |

La diminution entre 2009 et 2010 est due aux éléments suivants :

- la ventilation de la RTL qui figurait en 2009 de façon centralisée à la Présidence et secrétariat général;
- le transfert de 1.6 postes pour la Présidence et secrétariat général, dans le cadre de la gestion départementale des effectifs.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------------|
| Total | 264'369 F | -22'317 F | 286'686 F | 135'739 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 33 Amortissements, Provisions, Irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 43'987 F | -7'605 F | 51'592 F | 20'000 F |

Cette diminution résulte de la baisse du montant des amortissements prévus entre 2009 et 2010.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 3'158'680 F | 835'500 F | 2'323'180 F | 2'292'571 F |

Cette augmentation résulte principalement de l'accroissement de la participation intercantonale au réseau de promotion économique régionale.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------------|
| Total | 11'750'180 F | 180 F | 11'750'000 F | 11'795'975 F |

Le montant relatif aux revenus des biens enregistre une légère augmentation de 180 F.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 223'149 F | -216 F | 223'365 F | 202'808 F |

Le montant relatif aux recettes diverses enregistre une légère diminution de 216 F relative à l'évaluation des remboursement sur la perte de gains pour maladie.

| 46 Subventions acquises | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 42'925 F | 35'925 F | 7'000 F | 0 F |

Cette augmentation découle d'une hausse du montant des taxes d'équipement perçues par la Fondation des terrains industriels pour le compte de l'Etat.

08.07.21.00 Service de la promotion économique

Mission

Les missions du service de la promotion économique sont :

- aide aux entreprises locales et au démarrage de nouvelles entreprises à Genève;
- promotion du canton de Genève auprès d'entreprises étrangères souhaitant développer leurs activités en Europe et aide à l'implantation et au développement de ces entreprises à Genève;
- coordination entre les différents acteurs économiques du canton, qu'il s'agisse d'actions communes à l'étranger ou de mise en relation pour la création et le développement d'entreprises à Genève.

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 1'870'937 F | -70'955 F | 1'941'892 F | 1'912'096 F |
| Total en postes | 12.00 | 0.00 | 12.00 | |

La diminution entre 2009 et 2010 est due à la ventilation de la RTL qui figurait en 2009 de façon centralisée à la Présidence et secrétariat général.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 936'800 F | -66'062 F | 1'002'862 F | 1'060'935 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 12'769'500 F | 4'516'000 F | 8'253'500 F | 5'239'089 F |

L'augmentation est due principalement aux effets de la loi 10459, loi modifiant la loi sur l'aide aux entreprises (I 1 37) impliquant une hausse de l'indemnité monétaire et non monétaire à la Fondation d'aide aux entreprises (FAE) sous forme monétaire pour 4'200'000 F et non-monétaire pour 375'000 F.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'024'500 F | 374'820 F | 649'680 F | 604'680 F |

L'augmentation est due :

- à la valorisation sous forme de revenus non monétaire des intérêts sur l'augmentation du capital de dotation à la Fondation d'aide aux entreprises (FAE) (375'000 F);
- au transfert à la direction générale des affaires économiques des intérêts non monétaires de la Fondation franco suisse de recherche technologique (FFST) pour 180 F.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 1'578 F | -10'053 F | 11'631 F | 3'256'970 F |

Cette baisse découle pour partie de la diminution attendue des remboursements de l'assurance pour perte de gain lors de maladie.

08.07.41.00 Registre du commerce et régimes matrimoniaux

Mission

Le registre du commerce est un service administratif prévu par le droit fédéral, mais dont l'organisation est laissée aux cantons.

Il joue un rôle essentiel dans le cadre des relations commerciales car il fournit au public des renseignements complets et sûrs au sujet des entreprises enregistrées.

Les inscriptions qu'il effectue (entreprises nouvelles, modifications ou radiations) sont transmises à l'Office fédéral du registre du commerce et régulièrement publiées dans la Feuille officielle Suisse du commerce (FOSC).

Il délivre également des extraits qui constituent des documents officiels sur lesquels figurent notamment la raison sociale exacte, la nature juridique, le siège, l'adresse, la date des statuts, le but, le capital, les administrateurs ainsi que toutes les personnes pouvant engager l'entreprise. Cette publicité s'étend aux pièces justificatives à l'appui des inscriptions telles que statuts, actes constitutifs de sociétés, procès-verbaux d'assemblées générales ou de conseils d'administration.

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total en F | 1'773'888 F | -67'762 F | 1'841'650 F | 1'593'379 F |
| Total en postes | 15.20 | 0.00 | 15.20 | |

La diminution entre 2009 et 2010 est due à la ventilation de la RTL qui figurait en 2009 de façon centralisée à la Présidence et secrétariat général.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 60'900 F | -18'698 F | 79'598 F | 60'897 F |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 33 Amortissements, provisions, Irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 25'000 F | 0 F | 25'000 F | 43'803 F |

Aucune variation n'est prévue pour l'année 2010.

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 12'000 F | 0 F | 12'000 F | 15'583 F |

Aucune variation n'est prévue pour l'année 2010.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 4'481'495 F | -6'054 F | 4'487549 F | 4'382'168 F |

Le montant relatif aux recettes diverses enregistre une légère diminution de 6'054 F, soit 0,1 %.

08.07.61.00 Service du commerce

Mission

Les missions du service du commerce sont :

- garantir l'application des législations fédérales et cantonales dans le domaine des activités commerciales;
- protéger les intérêts du consommateur;
- réguler les activités commerciales et la concurrence;
- assurer l'équité des transactions commerciales en matière de métrologie légale;
- contribuer aux missions du département en aidant les acteurs économiques des entreprises commerciales genevoises et en favorisant le partenariat dans le domaine du commerce;
- en matière de métrologie, protéger la population et ses intérêts des erreurs de mesurage dans le domaine des transactions commerciales dans les secteurs de la santé, de la sécurité publique ainsi que de la détermination officielle de données se rapportant à des grandeurs physiques (contrôle de la conformité des installations de mesure et des déclarations quantitatives de produits prêts à la vente).

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 4'745'887 F | 4'055 F | 4'741'832 F | 4'218'137 F |
| Total en postes | 33.40 | 1.00 | 32.40 | |

L'augmentation de 4'055 F est due à l'augmentation de 1 poste compensée par l'augmentation de la RTL.

| 31 Dépenses générales | Budget | | Budget | Compte | |
|-----------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|--|
| | 2010 | | 2009 | 2008 | |
| Total | 394'790 F | -15'351 F | 410'141 F | 391'847 F | |

Le montant total des dépenses générales du département est en diminution de 3'558'582 F entre 2009 et 2010, soit une diminution de 33,5 %. Dans le cadre de la gestion départementale des dépenses générales, certaines réaffections ont été réalisées ce qui entraîne au niveau des différents centres de responsabilité, soit des hausses, soit des baisses entre 2009 et 2010.

| 33 Amortissements, Provisions, Irrécouvrables | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 109'620 F | -57'635 F | 167'255 F | 474'566 F |

La diminution est due à la diminution du volume du contentieux géré par le service.

| 36 Subventions accordées | Budget | Variation | Budget | Compte |
|--------------------------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 735'600 F | 10'000 F | 725'600 F | 3'128'028 F |

L'augmentation de 10'000 F représente l'accroissement des remboursements aux taxis ayant quitté la profession.

| 40 Impôts | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 20'000'000 F | 2'880'000 F | 17'120'000 F | 16'854'669 F |

L'augmentation de 2'880'000 F résulte de la nouvelle estimation du montant de l'impôt sur le bénéfice des casinos.

| 41 Patentes et concessions | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 F | -590'000 F | 590'000 F | 0 F |

La facturation de plusieurs prestations est transférée dès 2010 sur des comptes de la rubrique 43 "Recettes diverses".

| 42 Revenus des biens | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 15'200 F | 11'000 F | 4'200 F | 15'178 F |

L'augmentation de 11'000 F concerne l'accroissement des frais de rappel facturés aux débiteurs en retard de paiement.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|-----------|----------------|-------------|
| Total | 5'640'551 F | 506'183 F | 5'134'368 F | 4'790'938 F |

L'augmentation résulte notamment du transfert de la facturation de certaines prestations antérieurement comptabilisées sous la rubrique 41 "Patentes et concessions" pour 590 000 F. Cette augmentation est toutefois compensée par certaines baisses sur le volume annuel des taxes et émoluments du service.;

08.07.99.00 Office cantonal pour l'approvisionnement économique du pays

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 28'840 F | 0 F | 28'840 F | 23'632 F |

Aucune variation n'est prévue pour l'année 2010.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------------------|------------|---------------------|--------------|-------------------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 20201. 2000 | 72 2000 |
| 08.00.00.00 | ECONOMIE ET SANTÉ | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.143.221.540 | | 20.073.513 | 1,8 | 1.123.148.027 | 1.097.897.232,87 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 59.646.288 | 2.163.252 | 3,8 | 57.483.036 | 69.017.786,47 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.083.575.252 5,22% | | -17.910.261 | 0,1 | -1.065.664.991 5,12% | -1.028.879.446,40 6,29% |
| 08.01.11.00 | PRÉSIDENCE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 8.546.124 | 6.529.076 | 672.438 -405.711 | 8,5 -5,9 | 7.873.686 6.934.787 | 6.241.894,76 8.086.090,87 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -2.017.048 76,40% | | -1.078.149 | -11,7 | -938.899 88,08% | 1.844.196,11 129,55% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 6.170.058 | | 923.614 | 17,6 | 5.246.444 | 4.900.784,79 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 757.435 | | -728.918 | -49,0 | 1.486.353 | 641.268,92 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 9.320 | | 489.453 | -101,9 | -480.133 | 30.007,05 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 1.609.311 | | -11.711 | -0,7 | 1.621.022 | 669.834,00 |
| 40 | IMPÔTS | | 6.400.000 | -400.000 | -5,9 | 6.800.000 | 6.256.736,75 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 250,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 129.076 | -5.711 | -4,2 | 134.787 | 1.829.104,12 |
| 08.01.15.00 | SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.203.711 | 685 | -8.888 -7 | -0,7 -1,0 | 1.212.599 692 | 1.047.489,38 40.467,65 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.203.026 0,06% | | 8.881 | | -1.211.907 0,06% | -1.007.021,73 3,86% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 830.451 | | -12.817 | -1,5 | 843.268 | 773.576,21 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 283.260 | | 3.929 | 1,4 | 279.331 | 183.913,17 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 90.000 | | 0 | 0,0 | 90.000 | 90.000,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 685 | -7 | -1,0 | 692 | 20.467,65 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | | | | | 20.000,00 |
| | | | | | | | |

| LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|---|---|--|---|--------------------------|---------------------------------|--|
| | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 20201. 2000 | 001111 12 2000 |
| DIRECTION GÉNÉRALE DU RÉSEAU DE SOINS | | | | | | |
| CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.067.927.085 | 1.745.977 | 16.860.310 104.691 | 1,6 6,4 | 1.051.066.775 1.641.286 | 121.615.097,53 3.110.619,14 |
| COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.066.181.108 0,16% | | -16.755.619 | | -1.049.425.489 0,16% | -118.504.478,39 2,56% |
| CHARGES DE PERSONNEL | 1.187.910 | | -275.109 | -18,8 | 1.463.019 | 1.469.610,01 |
| DÉPENSES GÉNÉRALES | 143.720 | | -316.822 | -68,8 | 460.542 | 143.958,53 |
| AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 18.812.672 | | -2.566.883 | -12,0 | 21.379.555 | 1.752.846,67 |
| SUBVENTIONS ACCORDÉES | 1.047.782.783 | | 20.019.124 | 1,9 | 1.027.763.659 | 118.248.682,32 |
| RECETTES DIVERSES | | 1.745.977 | 104.691 | 6,4 | 1.641.286 | 3.110.619,14 |
| DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ | | | | | | |
| CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 25.075.660 | 5.872.654 | -2.111.877 -1.013.685 | -7,8 -14,7 | 27.187.537 6.886.339 | 936.528.294,36 14.321.196,32 |
| COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -19.203.006 23,42% | | 1.098.192 | -1,9 | -20.301.198 25,33% | -922.207.098,04 1,53% |
| CHARGES DE PERSONNEL | 6.169.355 | | 97.213 | 1,6 | 6.072.142 | 5.136.836,74 |
| DÉPENSES GÉNÉRALES | 2.556.660 | | -2.418.737 | -48,6 | 4.975.397 | 3.910.835,84 |
| AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 10.000 | | -14.285 | -58,8 | 24.285 | 22.854.041,82 |
| SUBVENTIONS ACCORDÉES | 16.339.645 | | 223.932 | 1,4 | 16.115.713 | 904.626.579,96 |
| IMPÔTS | | | -200.000 | -100,0 | 200.000 | |
| PATENTES ET CONCESSIONS | | 5.000 | -1.250 | -20,0 | 6.250 | 5.875,00 |
| REVENUS DES BIENS | | | | | | 1.454,20 |
| RECETTES DIVERSES | | 4.059.966 | -812.623 | -16,7 | 4.872.589 | 12.697.667,12 |
| SUBVENTIONS ACQUISES | | 1.807.688 | 188 | 0,0 | 1.807.500 | 1.616.200,00 |
| | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES SUBVENTIONS ACCORDÉES RECETTES DIVERSES DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES SUBVENTIONS ACCORDÉES IMPÔTS PATENTES ET CONCESSIONS REVENUS DES BIENS RECETTES DIVERSES | DIRECTION GÉNÉRALE DU RÉSEAU DE SOINS CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ CHARGES hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en S COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES SUBVENTIONS ACCORDÉES IMPÔTS PATENTES ET CONCESSIONS REVENUS DES BIENS RECETTES DIVERSES | DIRECTION GÉNÉRALE DU RÉSEAU DE SOINS CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVABLES USBVENTIONS ACCORDÉES COUVERTURE en F COUVERTURE en F COUVERTURE en % DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES SUBVENTIONS ACCORDÉES DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes REVENUS hors imputations internes COUVERTURE en F COUVERTURE en % CHARGES DE PERSONNEL DÉPENSES GÉNÉRALES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES SUBVENTIONS ACCORDÉES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES SUBVENTIONS ACCORDÉES LÉSES. MPÔTS PATENTES ET CONCESSIONS REVENUS DES BIENS RECETTES DIVERSES 4.059.966 | CHARGES REVENUS en F | CHARGES REVENUS en F en % | CHARGES REVENUS en F en M e |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------------------|-----------|--------------------|---------------|------------------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2009 | COMP 12 2000 |
| 08.05.41.00 | SERVICE DU PHARMACIEN CANTONAL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.290.376 | 94.992 | -15.891 -26.006 | -1,2 -21,5 | 1.306.267 120.998 | 1.242.065,63 165.451,15 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.195.384 7,36% | | -10.115 | -1,9 | -1.185.269 9,26% | -1.076.614,48 13,32% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.176.766 | | -7.683 | -0,6 | 1.184.449 | 1.132.582,90 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 36.610 | | -5.208 | -12,5 | 41.818 | 34.897,03 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | -2.000 | -100,0 | 2.000 | |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 77.000 | | -1.000 | -1,3 | 78.000 | 74.585,70 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 5.000 | -9.000 | -64,3 | 14.000 | 17.075,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 60,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 89.992 | -17.006 | -15,9 | 106.998 | 148.316,15 |
| 08.05.51.00 | SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VÉTÉRINAIRES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 9.613.585 | 2.205.821 | -35.524 304.031 | -0,4 16,0 | 9.649.109 1.901.790 | 8.063.253,29 1.371.566,39 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -7.407.764 22,94% | | 339.555 | 3,2 | -7.747.319 19,71% | -6.691.686,90 17,01% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 8.044.645 | | -100.460 | -1,2 | 8.145.105 | 6.760.368,57 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.056.384 | | 83.036 | 8,5 | 973.348 | 845.683,62 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 326.556 | | -19.100 | -5,5 | 345.656 | 381.441,65 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | 91.000 | | -10.000 | -9,9 | 101.000 | 68.259,45 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 95.000 | | 11.000 | 13,1 | 84.000 | 7.500,00 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | 2.000 | 0 | 0,0 | 2.000 | 1.044,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 2.500 | 2.000 | 400,0 | 500 | 2.614,94 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 2.157.895 | 278.105 | 14,8 | 1.879.790 | 1.324.480,95 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 43.426 | 23.926 | 122,7 | 19.500 | 43.426,50 |
| | | | | | | | l |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------------------|------------|----------------------|---------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGET 2003 | COMP 12 2000 |
| 08.05.61.00 | COMMISSION DE SURVEILLANCE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.256.080 | 5.505 | -85.076 -1.846 | -6,3 -25,1 | 1.341.156 7.351 | 1.166.470,49 3.425,50 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -1.250.575 0,44% | | 83.230 | -0,1 | -1.333.805 0,55% | -1.163.044,99 0,29% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 726.480 | | -31.642 | -4,2 | 758.122 | 665.534,55 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 529.600 | | -53.434 | -9,2 | 583.034 | 500.935,94 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 5.505 | -1.846 | -25,1 | 7.351 | 3.425,50 |
| 08.07.11.00 | DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.857.157 | 12.016.254 | 564.429 35.889 | 13,1 0,3 | 4.292.728 11.980.365 | 3.846.006,90 11.998.783,05 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 7.159.097 247,39% | | -528.540 | -31,7 | 7.687.637 279,09% | 8.152.776,15 311,98% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.390.121 | | -241.149 | -14,8 | 1.631.270 | 1.397.696,49 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 264.369 | | -22.317 | -7,8 | 286.686 | 135.739,41 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 43.987 | | -7.605 | -14,7 | 51.592 | 20.000,00 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 3.158.680 | | 835.500 | 36,0 | 2.323.180 | 2.292.571,00 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 11.750.180 | 180 | 0,0 | 11.750.000 | 11.795.975,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 223.149 | -216 | -0,1 | 223.365 | 202.808,05 |
| 46 | SUBVENTIONS ACQUISES | | 42.925 | 35.925 | 513,2 | 7.000 | |
| 08.07.21.00 | SERVICE DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 15.577.237 | 1.026.078 | 4.378.983 364.767 | 39,1 55,2 | 11.198.254 661.311 | 8.212.370,30 3.861.650,15 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -14.551.159 6,59% | | -4.014.216 | 0,7 | -10.536.943 5,91% | -4.350.720,15 47,02% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.870.937 | | -70.955 | -3,7 | 1.941.892 | 1.912.095,67 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 936.800 | | -66.062 | -6,6 | 1.002.862 | 1.060.935,59 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 12.769.500 | | 4.516.000 | 54,7 | 8.253.500 | 5.239.339,04 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 1.024.500 | 374.820 | 57,7 | 649.680 | 604.680,00 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.578 | -10.053 | -86,4 | 11.631 | 3.256.970,15 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------------------|------------|----------------------|--------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202021 2000 | 75 III 12 2000 |
| 08.07.41.00 | REGISTRE DU COMMERCE ET RÉGIMES MATRIMONIAUX | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.859.788 | 4.493.495 | -86.460 -6.054 | -4,4 -0,1 | 1.946.248 4.499.549 | 1.698.080,12 4.397.751,38 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 2.633.707 241,61% | | 80.406 | 10,4 | 2.553.301 231,19% | 2.699.671,26 258,98% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 1.773.888 | | -67.762 | -3,7 | 1.841.650 | 1.593.378,94 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 60.900 | | -18.698 | -23,5 | 79.598 | 60.897,59 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 25.000 | | 0 | 0,0 | 25.000 | 43.803,59 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 12.000 | 0 | 0,0 | 12.000 | 15.583,30 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 4.481.495 | -6.054 | -0,1 | 4.487.549 | 4.382.168,08 |
| 08.07.61.00 | SERVICE DU COMMERCE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 5.985.897 | 25.655.751 | -58.931 2.807.183 | -1,0 12,3 | 6.044.828 22.848.568 | 8.212.578,21 21.660.784,87 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | 19.669.854 428,60% | | 2.866.114 | 50,6 | 16.803.740 377,99% | 13.448.206,66 263,75% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 4.745.887 | | 4.055 | 0,1 | 4.741.832 | 4.218.137,30 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 394.790 | | -15.351 | -3,7 | 410.141 | 391.846,90 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 109.620 | | -57.635 | -34,5 | 167.255 | 474.566,21 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 735.600 | | 10.000 | 1,4 | 725.600 | 3.128.027,80 |
| 40 | IMPÔTS | | 20.000.000 | 2.880.000 | 16,8 | 17.120.000 | 16.854.668,65 |
| 41 | PATENTES ET CONCESSIONS | | | -590.000 | -100,0 | 590.000 | |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | 15.200 | 11.000 | 261,9 | 4.200 | 15.178,34 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 5.640.551 | 506.183 | 9,9 | 5.134.368 | 4.790.937,88 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|---------|--------------------|------|-------------|-------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 08.07.99.00 | OFFICE CANTONAL POUR L'APPROVISIONNEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 28.840 | | 0 | 0,0 | 28.840 | 23.631,90 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -28.840 | | | | -28.840 | -23.631,90 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 28.840 | | 0 | 0,0 | 28.840 | 23.631,90 |

Récapitulation du département GRAND CONSEIL

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|----------------------|---------|--------------|--------|----------------------|------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 11.00.00.00 | GRAND CONSEIL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 10.511.170 | | -91.330 | -0,9 | 10.602.500 | 9.243.493,32 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 33.318 | 464 | 1,4 | 32.854 | 57.774,23 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -10.477.852 0,32% | | 91.794 | | -10.569.646 0,31% | -9.185.719,09 0,63% |
| | | | | | | | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 7.971.951 | | 21.818 | 0,3 | 7.950.133 | 6.890.022,69 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 2.502.015 | | 0 | 0,0 | 2.502.015 | 2.224.368,43 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 37.204 | | -113.148 | -75,3 | 150.352 | 129.102,20 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 33.318 | 464 | 1,4 | 32.854 | 57.774,23 |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

Fonctionnement

Considérations générales

Le Bureau du Grand Conseil a décidé de présenter un projet de budget 2010 du Grand Conseil pratiquement inchangé par rapport au budget 2009. Seuls les mécanismes salariaux ont été intégrés. Pour le reste, les dépenses générales du Grand Conseil restent identiques au montant inscrit au budget 2009. Le budget du Grand Conseil pour 2010 doit permettre au parlement d'assumer le début de la 57^e législature dans des conditions optimales.

11.01.01.00 Grand Conseil

| 30 Charges du personnel | nnel Budget 2010 | | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|---------------------|-----|----------------|-------------|
| Total en F | 4.695.313 | 700 | 4.694.613 | 4.226.550 |

Pas de commentaire particulier.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 1.743.800 | 37.723 | 1.706.077 | 1.575.369 |

A la suite de la réduction linéaire des dépenses générales votée par le Grand Conseil dans le cadre de l'examen du budget 2009, un transfert de F 37'723 a été opéré du budget du Secrétariat général du Grand Conseil vers le budget du Grand Conseil, afin de rétablir certains montants dans le projet de budget 2010, principalement les indemnités des assistants parlementaires et la dotation aux partis.

Mission

Le Grand Conseil exerce le pouvoir législatif : il vote les projets de lois qui lui sont soumis par le Conseil d'Etat et les députés. Il vote également les impôts, décrète les dépenses et arrête les comptes de l'Etat.

Outre la haute surveillance de l'administration qu'il assume au travers de ses commissions de contrôle de gestion et des finances, le Grand Conseil exerce le droit de grâce et certaines fonctions de recours.

Il élit les représentants du Grand Conseil dans les commissions et délégations officielles et les membres du Pouvoir judiciaire dans l'intervalle des élections générales. En outre, les autorités exécutives et judiciaires, ainsi que les magistrats de la Cour des comptes, prêtent serment devant le Grand Conseil.

Objectif 2010 - Priorité

S'agissant des objectifs et priorités pour 2010, ces développements sont très difficiles à prévoir en ce qui concerne le Grand Conseil, car des décisions politiques peuvent intervenir à tout moment, certaines pouvant également avoir des impacts financiers, surtout lors de la première année de la législature.

Perspectives 2011

Remplir les missions découlant de la constitution et de la loi.

11.02.01.00 Secrétariat général Grand Conseil

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 3.276.638 | 21.118 | 3.255.520 | 2.663.472 |
| Total en postes | 22.97 | 0 | 22.97 | 21.97 |

L'augmentation du budget en 2010 s'explique par l'application des mécanismes salariaux.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 758.215 | - 37.723 | 795.938 | 648.999 |

La diminution du montant des dépenses générales s'explique par le transfert de ce montant vers le budget du Grand Conseil afin de compenser les effets de la réduction linéaire décidée en 2009.

Mission

Le Secrétariat général du Grand Conseil apporte un soutien technique, administratif et logistique à toutes les activités du parlement. Il seconde notamment le travail de la Présidence et du Bureau dans l'organisation des sessions. Il organise les séances des commissions parlementaires et assure le suivi de leurs décisions. Il traite les demandes du public et assure la diffusion des séances et des décisions du Grand Conseil.

Objectif 2010 - Priorité

Ces objectifs et priorités sont calqués sur ceux du Grand Conseil, tels que décrits plus haut, à savoir mettre en place l'infrastructure de la nouvelle législature, et assurer de manière optimale l'assistance aux députés.

Perspectives 2011

Assurer le soutien aux travaux du Grand Conseil lors de la 57^e législature.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------------------|---------|--------------------|-------------|----------------------|---------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 505421 2000 | 00IIII 12 2000 |
| 11.00.00.00 | GRAND CONSEIL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 10.511.170 | | -91.330 | -0,9 | 10.602.500 | 9.243.493,32 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 33.318 | 464 | 1,4 | 32.854 | 57.774,23 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -10.477.852 0,32% | | 91.794 | | -10.569.646 0,31% | -9.185.719,09 0,63% |
| 11.01.01.00 | GRAND CONSEIL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 6.469.312 | 5.142 | -81.730 0 | -1,2 0,0 | 6.551.042 5.142 | 5.931.021,53 -349,96 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -6.464.170 0,08% | | 81.730 | | -6.545.900 0,08% | -5.931.371,49 -0,01% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 4.695.313 | | 700 | 0,0 | 4.694.613 | 4.226.550,19 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 1.743.800 | | 37.723 | 2,2 | 1.706.077 | 1.575.369,14 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 30.199 | | -120.153 | -79,9 | 150.352 | 129.102,20 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 5.142 | 0 | 0,0 | 5.142 | -349,96 |
| 11.02.01.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GRAND CONSEIL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.041.858 | 28.176 | -9.600 464 | -0,2 1,7 | 4.051.458 27.712 | 3.312.471,79 58.124,19 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -4.013.682 0,70% | | 10.064 | | -4.023.746 0,68% | -3.254.347,60 1,75% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 3.276.638 | | 21.118 | 0,6 | 3.255.520 | 2.663.472,50 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 758.215 | | -37.723 | -4,7 | 795.938 | 648.999,29 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 7.005 | | 7.005 | ND | | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 28.176 | 464 | 1,7 | 27.712 | 58.124,19 |

Récapitulation du département COUR DES COMPTES

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|---------------------|---------|--------------|--------|---------------------|------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 12.00.00.00 | COUR DES COMPTES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 3.590.511 | | 38.138 | 1,1 | 3.552.373 | 3.231.335,13 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.087 | 5 | 0,2 | 2.082 | 43.590,85 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -3.588.424 0,06% | | -38.133 | | -3.550.291 0,06% | -3.187.744,28 1,35% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 3.338.479 | | -9.673 | -0,3 | 3.348.152 | 3.070.349,20 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 164.746 | | -589 | -0,4 | 165.335 | 122.100,39 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 87.286 | | 48.400 | 124,5 | 38.886 | 38.885,54 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 2.087 | 5 | 0,2 | 2.082 | 43.590,85 |



Fonctionnement

12.01.00.00 Cour des comptes

| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total en F | 3'338'479 | - 9'673 | 3'348'152 | 3'070'349 |
| Total en postes | 16.2 | - 0.4 | 16.6 | 14.8 |

La baisse de 9'673 est principalement due aux variations de taux d'activité entre 100% et 70% pour certains collaborateurs.

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
|-----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|--|
| Total | 164'746 | - 589 | 165'335 | 122'100 | |

Stabilité prévisionnelle des dépenses générales.

Mission

La Cour des comptes a pour but d'assurer un contrôle indépendant et autonome de l'administration cantonale, des communes et des institutions qui en dépendent, des institutions cantonales de droit public, des institutions privées dans lesquelles l'Etat possède une participation majoritaire et des organismes subventionnés (art. 3 D 1 12).

La Cour des comptes vérifie d'office et selon son libre choix la légalité des activités et la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptes et s'assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les entités contrôlées (art. 1 al. 2 D 1 12).

La Cour exerce ses contrôles conformément à l'art. 174a al.1 de la Constitution genevoise qui précise que « l'administration de l'Etat de Genève et des communes doit être fonctionnelle, efficace et structurée de manière à éviter des lenteurs, des travaux faits à double et, d'une manière générale, des dépenses sans relation avec le résultat recherché » (art. 8 al. 1 loi D 1 12).

Chaque contrôle fait l'objet d'un rapport détaillé (art. 8 al. 2 D 1 12). La Cour des comptes rend publics ses rapports. Elle y consigne ses observations, les conclusions de ses investigations, les enseignements qui peuvent en être tirés et ses recommandations éventuelles (art. 9 al. 1 et 2 D 1 12).

Objectif 2010 / Perspectives 2011

Poursuivre et améliorer les prestations tant à l'égard de l'administration qu'à celui des administrés dans une perspective de clarté et d'information du public.

Conduire des audits stratégiques portant sur la structure de l'Etat et des communes afin d'en améliorer la gestion (éviter les dysfonctionnements, doublons, lenteurs, etc.), parallèlement aux audits spécifiques portant sur les problématiques opérationnelles des entités (légalité des activités, régularité des comptes, bon emploi des fonds).

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|---------------------|-------|--------------------|-------|---------------------|------------------------|
| RUBRIQUE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | | |
| | | | | | | | |
| 12.00.00.00 | COUR DES COMPTES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 3.590.511 | | 38.138 | 1,1 | 3.552.373 | 3.231.335,13 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.087 | 5 | 0,2 | 2.082 | 43.590,85 |
| | COUVERTURE en F | -3.588.424 | | -38.133 | | -3.550.291 | -3.187.744,28 |
| | COUVERTURE en % | 0,06% | | | | 0,06% | 1,35% |
| | | | | | | | |
| 12.01.00.00 | COUR DES COMPTES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 3.590.511 | | 38.138 | 1,1 | 3.552.373 | 3.231.335,13 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.087 | 5 | 0,2 | 2.082 | 43.590,85 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -3.588.424 0,06% | | -38.133 | | -3.550.291 0,06% | -3.187.744,28 1,35% |
| | | ,,,,,, | | | | ., | ,,,,,,, |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 3.338.479 | | -9.673 | -0,3 | 3.348.152 | 3.070.349,20 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 164.746 | | -589 | -0,4 | 165.335 | 122.100,39 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 87.286 | | 48.400 | 124,5 | 38.886 | 38.885,54 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 2.087 | 5 | 0,2 | 2.082 | 43.590,85 |
| | | | | | | | |

Récapitulation du département CONSTITUANTE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|---------------------|---------|--------------|--------|---------------------|-------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 13.00.00.00 | CONSTITUANTE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 2.682.079 | | -866.922 | -24,4 | 3.549.001 | 141.121,40 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 1.214 | -28 | -2,3 | 1.242 | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -2.680.865 0,05% | | 866.894 | | -3.547.759 0,04% | -141.121,40 |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 2.675.148 | | -3.984 | -0,1 | 2.679.132 | 134.190,60 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 6.931 | | -762.138 | -99,1 | 769.069 | 6.930,80 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | -100.800 | -100,0 | 100.800 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.214 | -28 | -2,3 | 1.242 | |

Fonctionnement

Considérations générales

Le projet de budget pour l'exercice 2010 pour l'Assemblée Constituante est déposé et présenté par le Conseil d'Etat. Celui-ci respecte les directives générales que le Conseil d'Etat a édicté lors du processus budgétaire 2010.

Durant le processus budgétaire, l'Assemblée Constituante a fait part d'une demande de budgets supplémentaires. Le Conseil d'Etat n'est pas rentré en matière sur ces demandes puisque la question des crédits supplémentaires pour l'exercice 2009 n'était pas tranchée à l'heure du bouclement du projet de budget 2010. Les demandes de budgets de l'Assemblée Constituante sont résumées ci-dessous :

| 13.00.00.00 Assemblée Constituante | | | |
|--|-------------------------------|---|--------------------------------|
| | PB 2010 présenté par le CE | Demandes de budgets supplémentaires | PB 2010 proposé par l'AC |
| Charges (hors ii et subventions redistribuées) | 2'682'079 | 3'148'871 | 5'830'950 |
| 30 Charges de personnel | 2'675'148 | 1'136'552 | 3'811'700 |
| 31 Dépenses générales | 6'931 | 2'012'319 | 2'019'250 |

L'Assemblée Constituante justifie sa demande complémentaire de 3.1 millions pour mener à bien ses activités et remplir son mandat.

L'Assemblée Constituante considère, à ce stade, que les montants inscrits et présentés le sont "pour mémoire" et qu'ils ne correspondent pas à l'activité opérationnelle ni politique de son Secrétariat. Il est dès lors probable que l'Assemblée Constituante propose des amendements budgétaires.

Par conséquent, la Commission des finances décidera des montants à allouer pour l'exercice 2010 durant les débats budgétaires de l'automne.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|---------------------|---------|--------------------|---------------|---------------------|-------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202011200 | 72 2300 |
| 13.00.00.00 | CONSTITUANTE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 2.682.079 | | -866.922 | -24,4 | 3.549.001 | 141.121,40 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 1.214 | -28 | -2,3 | 1.242 | |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -2.680.865 0,05% | | 866.894 | | -3.547.759 0,04% | -141.121,40 |
| 13.01.00.00 | CONSTITUANTE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 2.682.079 | 1.214 | -866.922 -28 | -24,4 -2,3 | | 141.121,40 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -2.680.865 0,05% | | 866.894 | | -3.547.759 0,04% | -141.121,40 |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 2.675.148 | | -3.984 | -0,1 | 2.679.132 | 134.190,60 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 6.931 | | -762.138 | -99,1 | 769.069 | 6.930,80 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | -100.800 | -100,0 | 100.800 | |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 1.214 | -28 | -2,3 | 1.242 | |

Récapitulation du département POUVOIR JUDICIAIRE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-----------------------|------------|--------------|--------|-----------------------|--------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 14.00.00.00 | POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 104.135.208 | | 2.386.452 | 2,3 | 101.748.756 | 96.905.600,50 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 38.821.639 | 10.998.736 | 39,5 | 27.822.903 | 38.822.262,56 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -65.313.569 37,28% | | 8.612.284 | 9,9 | -73.925.853 27,34% | -58.083.337,94 40,06% |
| | | | | | | | |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 77.828.104 | | 5.678.358 | 7,9 | 72.149.746 | 68.519.761,58 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 13.680.571 | | 1.920.271 | 16,3 | 11.760.300 | 10.922.731,01 |
| 32 | INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS | 5.000 | | -2.000 | -28,6 | 7.000 | |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 1.436.433 | | 462.823 | 47,5 | 973.610 | 1.174.981,44 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | | | -5.773.000 | -100,0 | 5.773.000 | 5.410.015,73 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 11.185.100 | | 100.000 | 0,9 | 11.085.100 | 10.878.110,74 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 623,69 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 38.821.639 | 10.998.736 | 39,5 | 27.822.903 | 38.821.638,87 |
| | | | | | | | |

Fonctionnement

Considérations générales

En 2010, le Canton de Genève, comme le reste de la Suisse, sera dans la phase finale de mise en œuvre de la réforme de la Justice, conduite ces dernières années au niveau fédéral, qui entrera en vigueur au 1^{er} Janvier 2011. Le pouvoir judiciaire doit ainsi se préparer au nouveau droit de procédures pénale et civile et mettre en place la nouvelle organisation judiciaire genevoise récemment définie par la Commission législative ad hoc Justice 2011 soumise à l'examen Grand Conseil le 17 septembre 2009. La principale conséquence budgétaire de cette réforme est que le pouvoir judiciaire devra accueillir 12 magistrats et 33 collaborateurs supplémentaires au cours de l'année 2010 puis, en 2011, 14 magistrats et 45 collaborateurs supplémentaires soit, sur 2 ans, une augmentation totale de l'ordre de 25% des effectifs.

Mission

La mission du troisième pouvoir de l'Etat est de rendre la justice avec dignité, rigueur, assiduité, diligence et humanité, à tous également, au pauvre comme au riche, au faible comme au puissant, à l'étranger comme à l'habitant du pays (cf. art 1, Loi instituant un conseil supérieur de la magistrature - E 2 20 et art. 73, Loi sur l'organisation judiciaire - E 2 05).

Les juridictions civiles règlent les rapports entre personnes physiques ou morales et tranchent les litiges entre celles-ci.

Le ministère public et les juridictions pénales poursuivent et sanctionnent les comportements constitutifs d'infractions.

Les juridictions administratives quant à elles tranchent les conflits entre les collectivités publiques et les particuliers. Elles ont un rôle de contrôle de l'activité des autorités administratives, des établissements de droit public ou des institutions de droit privé investis du pouvoir de décision par le droit fédéral ou cantonal.

Afin de rendre leurs décisions, les autorités de poursuites pénales, les tribunaux et commissions judiciaires procèdent à l'instruction des affaires; ils convoquent et auditionnent les parties et les témoins éventuels, ils ordonnent des expertises, effectuent des transports sur place, décernent des commissions rogatoires, défèrent aux autorités compétentes toutes les infractions, poursuivent les contrevenants sans aucune acception de personne, veillent à l'observation des lois et des règlements et défendent tous les intérêts que la société leur confie, en particulier des mineurs, des interdits et de toutes les personnes qui réclament une protection spéciale.

Objectifs 2010 - Priorités

- Anticiper la mise en œuvre de l'unification, au niveau fédéral, des procédures pénales (majeurs et mineurs) et civile. Entrée en vigueur prévue : 01 Janvier 2011
- Aménager les locaux pour accueillir progressivement, en 2010 et 2011, des magistrats et des collaborateurs supplémentaires (augmentation de l'ordre de 25% des effectifs)
- Adapter l'organisation administrative et le fonctionnement du pouvoir judiciaire à la loi 9952 relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire
- Adapter les outils informatiques pour être en phase dès le 1^{er} janvier 2011 aux nouvelles procédures et à la nouvelle organisation judiciaire, y compris les améliorations (modernisation) des applications informatiques existantes.

Perspectives 2011

- Mettre en œuvre la révision du droit de la tutelle (révision du code civil suisse : protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation). Entrée en vigueur : 01 Janvier 2012
- Rédiger et mettre en œuvre la partie III du manuel de contrôle interne du pouvoir judiciaire (contrôle interne vertical - métier)

| 14.01.00.00 Administration du Pouvoir judiciaire | | | | | | | | | |
|--|----------------|------------------------|----------------|----------------|--|--|--|--|--|
| 30 Charges du personnel | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | | | | | |
| 300 Traitements des magistrats | | | | | | | | | |
| En F | 25'637'633 | +1'407'723 | 24'229'910 | 23'406'018 | | | | | |
| En postes | 107 | +12 | 95 | 92 | | | | | |
| 301 Traitements du personnel | | | | | | | | | |
| En F | 42'033'631 | +3'777'464 | 38'256'167 | 36'321'831 | | | | | |
| En postes | 385.42 | +38.5 | 346.92 | 346.42 | | | | | |
| 30 Charges de personnel | | | | | | | | | |
| Total en F | 77'828'104 | +5'678'358 | 72'149'746 | 68'519'762 | | | | | |
| Total en postes | 492.92 | +50.50 | 441.92 | 438.42 | | | | | |

Réforme « Justice 2010 » :

- 12 magistrats élus de manière anticipée dans la seconde moitié de l'année 2010 (3 mois d'activité en moyenne), dont 10 magistrats pénaux et 2 civils
- 33 collaborateurs en appui dont la durée moyenne de travail en 2010 est de 4.5 mois
- + 1.8 millions prévus pour les auxiliaires afin d'anticiper la mise en œuvre des réformes et d'assister ou de suppléer le personnel permanent dans cette tâche.

Renforcement de 2 juridictions :

 <u>le Tribunal cantonal des assurances sociales (TCAS)</u>: +2.5 ETP et +170'000F d'indemnités juges assesseurs et suppléants.

Le Grand Conseil a récemment modifié la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance maladie dans le but d'augmenter le nombre de juges suppléants du TCAS de 5 à 8, pour faire face à l'augmentation du nombre de procédures (+52% en cinq ans) et à la surcharge du Tribunal arbitral. L'augmentation de la capacité de traitement des procédures au niveau des magistrats de carrière, des juges suppléants et des assesseurs s'accompagne d'un renforcement du personnel scientifique et administratif du greffe de ces juridictions. Dans un contexte où les assurances sociales (assurance maladie et assurances Al) font l'actualité, le bon fonctionnement du TCAS est une priorité de la Commission de gestion du pouvoir judiciaire.

- <u>la Commission de conciliation en matière des baux et loyers (CBL)</u>: +1ETP et +110'000F d'indemnités juges assesseurs.

Compte tenu du caractère éminemment politique du contentieux du bail à loyer et vu les prises de position des milieux intéressés, la Commission de gestion du pouvoir judiciaire a décidé de renforcer le personnel de la CBL d'un poste de greffier 1 supplémentaire pour tenter de répondre à des besoins structurels qui ne sont pas satisfaits depuis plusieurs années. Le nombre de procédures et d'audiences étant en forte augmentation, le coût des assesseurs doit être adapté en conséquence.

Modification du règlement de l'Assistance juridique (AJ) :

+ 3 ETP

Dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau règlement de l'Assistance juridique (RAJ; E 2 05.04) entré en vigueur début 2007 (plan de mesure P2 du Conseil d'Etat), il avait été

14 Pouvoir judiciaire

convenu avec le Conseil d'Etat que le pouvoir judiciaire bénéficierait de 3 postes (2 en provenance du DF en raison du projet " centralisation de la fonction finances" et 1 du DI) pour assurer le suivi, la facturation et le recouvrement des créances de l'Etat à l'encontre des bénéficiaires de l'AJ. En l'absence de ces transferts malgré l'entrée en vigueur du règlement, le pouvoir judiciaire a recouru, d'entente avec le Conseil d'Etat, aux services de 3 auxiliaires qui, formés et compétents, devraient être nommés fonctionnaires en 2010.

<u>Transfert au Département de l'Instruction Publique - DIP de la gestion des frais de placements pénaux des mineurs ainsi que des mesures protectrices</u> :

- 1ETP transféré au DIP

| 31 Dépenses générales | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Total | 13'680'571 | +1'920'271 | 11'760'300 | 10'922'731 |

3 facteurs justifient ces variations :

- Justice2010 : dans le cadre de cette réforme, le pouvoir judiciaire fait appel à des mandats de tiers pour l'accompagnement du projet informatique (+980'000F), les frais de surveillance des bâtiments (+175'000F), les frais de déménagement (100'000F). Ce projet impacte les dépenses générales de 1'355'600F.
- Estimation de la hausse des rubriques dites « métier », notamment les frais d'écoutes téléphoniques (+327'000F), les frais des expertises effectuées par l'Institut Universitaire de Médecine Légale IUML (+195'000F) en lien avec la hausse des tarifs HUG, les indemnités 379CPP (+200'000F)
- Transfert de la gestion financière des frais de placements des mineurs au DIP : transfert des dépenses en lien avec les mesures protectrices ordonnées par le Tribunal de la jeunesse (art. 13 et 14 DPMin) : 227'000F

| 33 Amortissements, provisions, irrécouvrables | Budget | Variation | Budget | Compte |
|---|-----------|-----------|---------|-----------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Total | 1'436'433 | +462'823 | 973'610 | 1'174'981 |

Après 3 ans d'application du nouveau règlement de l'Assistance juridique, la facturation des débiteurs a augmenté de manière importante (+ 1.8 millions par rapport aux comptes 2007). Il en va naturellement de même des provisions pour débiteurs douteux et des dégrèvements.

Entre Juin 2008 et Juin 2009, la créance relative aux factures impayées des débiteurs en lien avec l'Assistance juridique a augmenté de 1 million, dont 300'000F avec une date d'échéance de + 160 jours. Selon nos estimations, cela engendre 180'000F supplémentaire de provisions pour débiteurs douteux.

Selon nos projections, fin 2009, la croissance de la créance liée aux dossiers mis au contentieux sera de l'ordre de 550'000F par rapport à fin 2008. Sachant que 50% de ces dossiers engendrent un acte de défaut de biens ou un recouvrement impossible car le bénéficiaire de l'Assistance juridique est domicilié à l'étranger ou en situation financière précaire, une hausse des dégrèvements de 275'000F est à prévoir.

| 35 Dédommagements à des tiers | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 0 | -5'773'000 | 5'773'000 | 5'410'016 |

Cette rubrique concerne les frais de placement des mineurs.

Le département de l'Instruction publique, plus particulièrement le service de la protection des mineurs gérera le suivi des placements pénaux des mineurs dès 2010. Cela comprend le paiement des factures des institutions de placements ainsi que la participation pécuniaire des parents aux frais de placement des mineurs.

14 Pouvoir judiciaire

| 36 Subventions accordées | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Total | 11'185'100 | +100'000 | 11'085'100 | 10'878'111 |

Cette rubrique concerne les frais d'Assistance juridique dont les honoraires d'avocats constituent la partie prépondérante. Au vu de la conjoncture, le pouvoir judiciaire prévoit une hausse des frais d'Assistance juridique de 100'000F.

| 43 Recettes diverses | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Total | 38'821'639 | +10'998'736 | 27'822'903 | 38'821'639 |

Cette rubrique a été budgétisée en fonction des revenus des comptes 2008.

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------------------|------------|-------------------------|-------------|---------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020212000 | |
| 14.00.00.00 | POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 104.135.208 | | 2.386.452 | 2,3 | 101.748.756 | 96.905.600,50 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 38.821.639 | 10.998.736 | 39,5 | 27.822.903 | 38.822.262,56 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -65.313.569 37,28% | | 8.612.284 | 9,9 | -73.925.853 27,34% | -58.083.337,94 40,06% |
| 14.00.00.00 | POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | | | | | | 5.044,81 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | | | | | | -5.044,81 |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | | | | | | 5.044,81 |
| 14.01.00.00 | ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 104.135.208 | 38.821.639 | 2.386.452 10.998.736 | 2,3 39,5 | 101.748.756 27.822.903 | 96.900.555,69 38.822.262,56 |
| | COUVERTURE en F COUVERTURE en % | -65.313.569 37,28% | | 8.612.284 | 9,9 | -73.925.853 27,34% | -58.078.293,13 40,06% |
| 30 | CHARGES DE PERSONNEL | 77.828.104 | | 5.678.358 | 7,9 | 72.149.746 | 68.519.761,58 |
| 31 | DÉPENSES GÉNÉRALES | 13.680.571 | | 1.920.271 | 16,3 | 11.760.300 | 10.922.731,01 |
| 32 | INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS | 5.000 | | -2.000 | -28,6 | 7.000 | |
| 33 | AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES | 1.436.433 | | 462.823 | 47,5 | 973.610 | 1.169.936,63 |
| 35 | DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS | | | -5.773.000 | -100,0 | 5.773.000 | 5.410.015,73 |
| 36 | SUBVENTIONS ACCORDÉES | 11.185.100 | | 100.000 | 0,9 | 11.085.100 | 10.878.110,74 |
| 42 | REVENUS DES BIENS | | | | | | 623,69 |
| 43 | RECETTES DIVERSES | | 38.821.639 | 10.998.736 | 39,5 | 27.822.903 | 38.821.638,87 |



Imputations internes Récapitulation État

| NO RUBRIQUE | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------|------------------------------------|---------------|---------------|--------------|--------|---------------|------------------|
| HUBHIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| | RÉCAPITULATION DU PROJET DE L'ÉTAT | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 7.631.662.568 | | 33.896.965 | 0,4 | 7.597.765.603 | 7.993.478.791,86 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 7.267.050.909 | -346.035.014 | -4,5 | 7.613.085.923 | 8.489.364.071,07 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 450.762.803 | | -19.401.424 | -4,1 | 470.164.227 | 322.785.244,16 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 450.762.803 | -19.401.424 | -4,1 | 470.164.227 | 322.785.244,16 |
| 3 | CHARGES | 8.082.425.371 | | 14.495.541 | 0,2 | 8.067.929.830 | 8.316.264.036,02 |
| 4 | REVENUS | | 7.717.813.712 | -365.436.438 | -4,5 | 8.083.250.150 | 8.812.149.315,23 |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

Imputations internes CHANCELLERIE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------|-----------|-------------------|--------------|------------------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | B0B0L1 2009 | COMP 12 2000 |
| | | | | | | | |
| 01.00.00.00 | CHANCELLERIE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 18.440.087 | | -3.031.840 | -14,1 | 21.471.927 | 15.776.986,19 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.375.264 | 45.807 | 2,0 | 2.329.457 | 2.217.540,23 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 2.525.507 | | 256.708 | 11,3 | 2.268.799 | 1.698.859,74 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 20.000 | 0 | 0,0 | 20.000 | 322.889,35 |
| 3 | CHARGES | 20.965.594 | | -2.775.132 | -11,7 | 23.740.726 | 17.475.845,93 |
| 4 | REVENUS | | 2.395.264 | 45.807 | 1,9 | 2.349.457 | 2.540.429,58 |
| 01.00.01.00 | CONSEIL D'ETAT ET CHANCELIER | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 2.695,245 | | -5.461 | -0,2 | 2.700.706 | 2.500.607,83 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 12 | -85.000 | -100,0 | 85.012 | 156.229,15 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 181.938 | | 25.844 | 16,6 | 156.094 | 23.486,92 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 10.249,32 |
| 3 | CHARGES | 2.877.183 | | 20.383 | 0,7 | 2.856.800 | 2.524.094,75 |
| 4 | REVENUS | | 12 | -85.000 | -100,0 | 85.012 | 166.478,47 |
| | | | | | · | | · |
| 01.01.02.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 7.594.359 | 1.390.550 | 274.903 30.127 | 3,8 2,2 | 7.319.456 1.360.423 | 7.778.249,41 1.373.695,29 |
| | TEVERSO NOTO IMPULAÇÃO IN INTO INCO | | 1.000.000 | 00.12. | _,_ | 110001120 | 1107 01000,20 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.242.841 | | 27.165 | 2,2 | 1.215.676 | 998.833,73 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 20.083,04 |
| 3 | CHARGES | 8.837.200 | | 302.068 | 3,5 | 8.535.132 | 8.777.083,14 |
| 4 | REVENUS | | 1.390.550 | 30.127 | 2,2 | 1.360.423 | 1.393.778,33 |
| 24 22 22 22 | OFFINAL DIA PROTOCOLE | | | | | | |
| 01.02.02.00 | SERVICE DU PROTOCOLE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 3.169.687 | 1.009 | -2.801.540 49 | -46,9 5,1 | 5.971.227 960 | 2.861.792,83 2.400,90 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 491.902 | | 4.089 | 0,8 | 487.813 | 409.632,35 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 265.776,59 |
| 3 | CHARGES | 3.661.589 | | -2.797.451 | -43,3 | 6.459.040 | 3.271.425,18 |
| 4 | REVENUS | | 1.009 | 49 | 5,1 | 960 | 268.177,49 |

Imputations internes CHANCELLERIE

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|---------|--------------------|-----------------|--------------------|--------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202021 2009 | JOIN! 1L 2000 |
| 01.02.07.00 | CENTRE DE DOCUMENTATION ET PUBLICATIONS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 818.262 | 880.518 | 24.968 -3 | 3,1 0,0 | 793.294 880.521 | 638.961,61 684.405,29 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 94.987 | | -34.725 | -26,8 | 129.712 | 123.337,80 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 20.000 | 0 | 0,0 | 20.000 | 25.978,77 |
| 3 | CHARGES | 913.249 | | -9.757 | -1,1 | 923.006 | 762.299,41 |
| 4 | REVENUS | | 900.518 | -3 | 0,0 | 900.521 | 710.384,06 |
| 01.02.08.00 | DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.884.286 | 1.544 | 272.277 230 | 16,9 17,5 | 1.612.009 1.314 | 1.367.475,10 809,60 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 187.290 | | -92.214 | -33,0 | 279.504 | 113.667,94 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 801,63 |
| 3 | CHARGES | 2.071.576 | | 180.063 | 9,5 | 1.891.513 | 1.481.143,04 |
| 4 | REVENUS | | 1.544 | 230 | 17,5 | 1.314 | 1.611,23 |
| 01.02.09.00 | COORDINATION DES DOSSIERS FÉDÉRAUX | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 456.878 | 325 | -39.323 76 | -7,9 30,5 | 496.201 249 | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 139.291 | | 139.291 | ND | | |
| 3 | CHARGES | 596.169 | | 99.968 | 20,1 | 496.201 | |
| 4 | REVENUS | | 325 | 76 | 30,5 | 249 | |
| 01.09.51.00 | DÉPOUILLEMENT CENTRALISÉ DES ÉLECTIONS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 80.000 | | -1.157.925 -62 | -93,5 -100,0 | 1.237.925 62 | 629.899,41 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 29.901,00 |
| 3 | CHARGES | 80.000 | | -1.157.925 | -93,5 | 1.237.925 | 659.800,41 |
| 4 | REVENUS | | | -62 | -100,0 | 62 | |

Imputations internes CHANCELLERIE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|---------|---------|--------------------|-------------|----------------|-------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 01.09.61.00 | GROUPE DE CONFIANCE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 861.576 | 100.678 | 468.099 100.376 | 119,0 NS | 393.477 302 | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 88.853 | | 88.853 | ND | | |
| 3 | CHARGES | 950.429 | | 556.952 | 141,5 | 393.477 | |
| 4 | REVENUS | | 100.678 | 100.376 | NS | 302 | |
| 01.09.71.00 | PRÉPOSÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 879.794 | 628 | -67.838 14 | -7,2 2,3 | 947.632 614 | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 98.405 | | 98.405 | ND | | |
| 3 | CHARGES | 978.199 | | 30.567 | 3,2 | 947.632 | |
| 4 | REVENUS | | 628 | 14 | 2,3 | 614 | |
| | | | | | | | |

Imputations internes FINANCES

| COMPTE 2008 1.482.915.951,13 6.898.457.785,57 26.388.100,08 66.667,42 1.509.304.051,21 6.898.524.452,99 |
|---|
| 6.898.457.785,57 26.388.100,08 66.667,42 1.509.304.051,21 |
| 6.898.457.785,57 26.388.100,08 66.667,42 1.509.304.051,21 |
| 26.388.100,08 66.667,42 1.509.304.051,21 |
| 66.667,42 1.509.304.051,21 |
| 66.667,42 1.509.304.051,21 |
| 1.509.304.051,21 |
| · |
| 6 898 524 452 00 |
| 5.050.027.702,33 |
| |
| 14.559.569,30 |
| 18.619.635,54 |
| 1.288.321,82 |
| 8.132,05 |
| 15.847.891,12 |
| 18.627.767,59 |
| |
| |
| 802.470.718,42 |
| 328.084.865,35 |
| 3.085.659,33 |
| -2.142,74 |
| 805.556.377,75 |
| 328.082.722,61 |
| |
| |
| 73.170.374,66 |
| 232.680.160,34 |
| |

Imputations internes FINANCES

| NO | LIBELLE | BUDGET | | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|---------------|-----------------------------|--------------|------------------------------|------------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020.21.2000 | 20 12 2000 |
| 02.24.00.00 | ADMINISTRATION FISCALE - AFC | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 448.355.714 | 5.672.580.890 | -12.329.603 -337.676.323 | -2,7 -5,6 | 460.685.317 6.010.257.213 | 486.179.873,80 6.292.220.467,53 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 17.596.605 | | -15.408.744 | -46,7 | 33.005.349 | 16.908.950,98 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 45.743,38 |
| 3 | CHARGES | 465.952.319 | | -27.738.347 | -5,6 | 493.690.666 | 503.088.824,78 |
| 4 | REVENUS | | 5.672.580.890 | -337.676.323 | -5,6 | 6.010.257.213 | 6.292.266.210,91 |
| 02.25.00.00 | OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 93.077.618 | 26.708.573 | -204.687 248.305 | -0,2 0,9 | 93.282.305 26.460.268 | 96.540.089,08 25.466.657,91 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 3.065.381 | | -98.316 | -3,1 | 3.163.697 | 3.491.448,26 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 14.275,20 |
| 3 | CHARGES | 96.142.999 | | -303.003 | -0,3 | 96.446.002 | 100.031.537,34 |
| 4 | REVENUS | | 26.708.573 | 248.305 | 0,9 | 26.460.268 | 25.480.933,11 |
| 02.26.00.00 | OFFICE CANTONAL DE LA STATISTIQUE - OCSTAT | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.867.067 | 95.529 | -29.841 17.441 | -0,6 22,3 | 4.896.908 78.088 | 4.813.580,69 116.977,25 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.137.890 | | 7.995 | 0,7 | 1.129.895 | 618.591,85 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | -1.905,21 |
| 3 | CHARGES | 6.004.957 | | -21.846 | -0,4 | 6.026.803 | 5.432.172,54 |
| 4 | REVENUS | | 95.529 | 17.441 | 22,3 | 78.088 | 115.072,04 |
| 02.29.01.00 | COMMISSION EXTERNE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES - CEPP | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 733.432 | 265 | 4.936 2 | 0,7 0,8 | 728.496 263 | 549.856,60 219,50 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 68.939 | | 30.282 | 78,3 | 38.657 | 43.130,03 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | -1.167,10 |
| 3 | CHARGES | 802.371 | | 35.218 | 4,6 | 767.153 | 592.986,63 |
| 4 | REVENUS | | 265 | 2 | 0,8 | 263 | -947,60 |

Imputations internes FINANCES

| NO RUBRIQUE | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------|--|-----------|-----------|--------------------|---------------|------------------------|------------------------------|
| KUBKIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 02.29.02.00 | INSPECTION CANTONALE DES FINANCES - ICF | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.141.788 | 8.893 | -82.935 -12.562 | -2,0 -58,6 | 4.224.723 21.455 | 3.590.283,81 66.203,65 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 436.086 | | -63.832 | -12,8 | 499.918 | 768.681,08 |
| 3 | CHARGES | 4.577.874 | | -146.767 | -3,1 | 4.724.641 | 4.358.964,89 |
| 4 | REVENUS | | 8.893 | -12.562 | -58,6 | 21.455 | 66.203,65 |
| 02.29.03.00 | SURVEILLANCE DES FONDATIONS ET DES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE - SFP | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.125.101 | 1.200.928 | -29.805 -16 | -2,6 0,0 | 1.154.906 1.200.944 | 1.041.604,77 1.202.598,50 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 132.733 | | -45.300 | -25,4 | 178.033 | 183.316,73 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 3.731,84 |
| 3 | CHARGES | 1.257.834 | | -75.105 | -5,6 | 1.332.939 | 1.224.921,50 |
| 4 | REVENUS | | 1.200.928 | -16 | 0,0 | 1.200.944 | 1.206.330,34 |
| | | | | | | | |

Imputations internes INSTRUCTION PUBLIQUE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|---------------|-----------------------|----------------------|-------------|--------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | B0B0E1 2003 | 00Mi 12 2000 |
| 03.00.00.00 | INSTRUCTION PUBLIQUE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.930.846.624 | | 45.942.028 | 2,4 | 1.884.904.596 | 2.086.920.454,87 |
| | REVENUS hors imputations internes | 1.930.040.024 | 91.616.688 | 5.386.502 | | 86.230.186 | |
| 4 | HEVENUS Hors imputations internes | | 91.010.000 | 5.386.502 | 6,2 | 86.230.186 | 361.574.220,25 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 224.987.683 | | 1.742.088 | 0,8 | 223.245.595 | 98.097.003,71 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | LE 1.007.000 | 109.226 | 109.226 | ND | 220.2 10.000 | 2.507.007,64 |
| 3 | CHARGES | 2.155.834.307 | .00.220 | 47.684.116 | 2,3 | 2.108.150.191 | 2.185.017.458,58 |
| 4 | REVENUS | | 91.725.914 | 5.495.728 | 6,4 | 86.230.186 | 364.081.227,89 |
| | | | V.III 2010 111 | 0.10020 | σ, . | 55.2531155 | 00.1100.1121.,000 |
| 03.11.00.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 31.402.937 | 551.487 | 1.241.711 -45.599 | 4,1 -7,6 | 30.161.226 597.086 | 30.441.038,23 21.185.213,95 |
| | TIEVENSO NOIS IMPUIALIONS INIONISS | | 0011-101 | 40.000 | .,0 | 007.000 | 211100.210,00 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.239.484 | | 73.082 | 6,3 | 1.166.402 | 2.424.440,06 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 661,28 |
| 3 | CHARGES | 32.642.421 | | 1.314.793 | 4,2 | 31.327.628 | 32.865.478,29 |
| 4 | REVENUS | | 551.487 | -45.599 | -7,6 | 597.086 | 21.185.875,23 |
| 03.13.00.00 | SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 83.915.900 | | 1.893.801 | 2,3 | 82.022.099 | 79.582.823,55 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 817.798 | 31.897 | 4,1 | 785.901 | 707.927,08 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 5.333.810 | | -204.418 | -3,7 | 5.538.228 | 559.834,58 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 4.389,02 |
| 3 | CHARGES | 89.249.710 | | 1.689.383 | 1,9 | 87.560.327 | 80.142.658,13 |
| 4 | REVENUS | | 817.798 | 31.897 | 4,1 | 785.901 | 712.316,10 |
| | | | | | | | |
| 03.21.00.00 | ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 378.501.468 | 6.876.169 | 4.322.014 155.017 | 1,2 2,3 | 374.179.454 6.721.152 | 372.310.351,42 6.709.067,40 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 5.243.722 | | -704.514 | -11,8 | 5.948.236 | 3.696.843,69 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 5.969,49 |
| 3 | CHARGES | 383.745.190 | | 3.617.500 | 1,0 | 380.127.690 | 376.007.195,11 |
| 4 | REVENUS | | 6.876.169 | 155.017 | 2,3 | 6.721.152 | 6.715.036,89 |

Imputations internes INSTRUCTION PUBLIQUE

| NO | LIBELLE | BUDGE | Γ 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|------------|-------------------------|-------------|---------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| | | | | | | | |
| 03.22.00.00 | CYCLE D'ORIENTATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 250.740.771 | 2.843.183 | 1.457.193 602.330 | 0,6 26,9 | 249.283.578 2.240.853 | 242.119.028,59 3.162.937,53 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 63.617.766 | | 5.025.322 | 8,6 | 58.592.444 | 14.497.133,99 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 410.612,00 |
| 3 | CHARGES | 314.358.537 | | 6.482.515 | 2,1 | 307.876.022 | 256.616.162,58 |
| 4 | REVENUS | | 2.843.183 | 602.330 | 26,9 | 2.240.853 | 3.573.549,53 |
| 03.23.00.00 | ENSEIGNEMENT SECONDAIRE | | | | | | |
| 03.23.00.00 | POSTOBLIGATOIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 375.179.347 | 39.272.912 | -1.480.924 1.933.031 | -0,4 5,2 | 376.660.271 37.339.881 | 364.959.580,35 40.004.783,45 |
| | TIEVENOS TIOTS Imputations internes | | 33.272.312 | 1.900.001 | 3,2 | 37.333.001 | 40.004.703,43 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 86.550.988 | | -3.802.476 | -4,2 | 90.353.464 | 29.339.848,76 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 470.603,91 |
| 3 | CHARGES | 461.730.335 | | -5.283.400 | -1,1 | 467.013.735 | 394.299.429,11 |
| 4 | REVENUS | | 39.272.912 | 1.933.031 | 5,2 | 37.339.881 | 40.475.387,36 |
| | | | | | | | |
| 03.25.00.00 | HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE GENÈVE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 111.162.015 | 16.119.241 | 6.281.850 2.399.241 | 6,0 17,5 | 104.880.165 13.720.000 | 212.884.037,41 123.776.186,29 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 17.292.818 | | 1.239.278 | 7,7 | 16.053.540 | 4.607.406,94 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 85.474,37 |
| 3 | CHARGES | 128.454.833 | | 7.521.128 | 6,2 | 120.933.705 | 217.491.444,35 |
| 4 | REVENUS | | 16.119.241 | 2.399.241 | 17,5 | 13.720.000 | 123.861.660,66 |
| 03.26.00.00 | UNIVERSITÉ | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 400.668.148 | | 12.403.423 | 3,2 | 388.264.725 | 492.827.007,20 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | | | | | 116.795.101,45 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 23.973.807 | | 134.560 | 0,6 | 23.839.247 | 26.536.211,45 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | _3.0.0.037 | | | 3,3 | _5.000.217 | 678.977,21 |
| 3 | CHARGES | 424.641.955 | | 12.537.983 | 3,0 | 412.103.972 | 519.363.218,65 |
| 4 | REVENUS | 727.041.500 | | 12.557.353 | 3,0 | 712.100.312 | 117.474.078,66 |
| 7 | TILVENUS | | | | | | 117.474.070,00 |

Imputations internes INSTRUCTION PUBLIQUE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-------------|------------|-----------------------|-------------|---------------------------|---------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 505021 2000 | 00mi 12 2000 |
| 03.31.00.00 | OFFICE DE LA JEUNESSE | 242.242.224 | | 47.000.050 | | 200 000 440 | 242 252 275 22 |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 219.843.801 | 12.889.964 | 17.223.358 -96.645 | 8,5 -0,7 | 202.620.443 12.986.609 | 210.650.875,32 31.847.090,90 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 16.889.395 | | -5.348 | 0,0 | 16.894.743 | 12.480.073,79 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 109.226 | 109.226 | ND | | 834.691,04 |
| 3 | CHARGES | 236.733.196 | | 17.218.010 | 7,8 | 219.515.186 | 223.130.949,11 |
| 4 | REVENUS | | 12.999.190 | 12.581 | 0,1 | 12.986.609 | 32.681.781,94 |
| 03.32.00.00 | OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 79.432.237 | | 2.599.602 | 3,4 | 76.832.635 | 81.145.712,80 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 12.245.934 | 407.230 | 3,4 | 11.838.704 | 17.385.912,20 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 4.845.893 | | -13.398 | -0,3 | 4.859.291 | 3.955.210,45 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 15.629,32 |
| 3 | CHARGES | 84.278.130 | | 2.586.204 | 3,2 | 81.691.926 | 85.100.923,25 |
| 4 | REVENUS | | 12.245.934 | 407.230 | 3,4 | 11.838.704 | 17.401.541,52 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|--------------|-------------|------------------------------|---------------------|--------------------------------|----------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | B0B4L1 2009 | COMP 12 2000 |
| | | | | | | | |
| 04.00.00.00 | INSTITUTIONS | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 491.388.050 | | 29.188.855 | 6,3 | 462.199.195 | 476.933.270,07 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 282.426.493 | 7.539.142 | 2,7 | 274.887.351 | 266.457.156,30 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 108.897.860 | | -590.629 | -0,5 | 109.488.489 | 82.480.684,34 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 48.495.530 | -18.633.169 | -27,8 | 67.128.699 | 38.283.910,16 |
| 3 | CHARGES | 600.285.910 | | 28.598.226 | 5,0 | 571.687.684 | 559.413.954,41 |
| 4 | REVENUS | | 330.922.023 | -11.094.027 | -3,2 | 342.016.050 | 304.741.066,46 |
| 04.01.00.00 | PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 10.658.286 | | 8.296.496 | 351,3 | 2.361.790 | 10.964.286,85 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | 10.030.200 | 1.941.665 | 7.127 | 0,4 | 1.934.538 | 7.369.010,85 |
| 00 | IMPLITATIONIC INTERNEC | 4 050 440 | | 1 001 074 | 44.7 | 0.440.007 | 707 000 40 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.350.413 | 4 750 000 | -1.091.674 | -44,7 | 2.442.087 | 787.223,42 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 1.750.000 | -2.565.250 | -59,4 | 4.315.250 | 1.678.215,92 |
| 3 | CHARGES | 12.008.699 | | 7.204.822 | 150,0 | 4.803.877 | 11.751.510,27 |
| 4 | REVENUS | | 3.691.665 | -2.558.123 | -40,9 | 6.249.788 | 9.047.226,77 |
| 04.02.01.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'OFFICE | | | | | | |
| | CANTONAL DE LA POPULATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 5.633.363 | 4.168 | 2.461.531 1.855 | 77,6 80,2 | 3.171.832 2.313 | |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | -1.624.477 | -100,0 | 1.624.477 | |
| 3 | CHARGES | 5.633.363 | | 837.054 | 17,5 | 4.796.309 | |
| 4 | REVENUS | | 4.168 | 1.855 | 80,2 | 2.313 | |
| 04.02.02.00 | SERVICE DES ÉTRANGERS ET DES | | | | | | |
| | CONFÉDÉRÉS (retraité avec transfert du CR 04.03.04.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 16.729.278 | | -1.470.164 | -8,1 | 18.199.442 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | 10.1.20.2.10 | 9.429.774 | -1.470.164 636.262 | -8, 1 7,2 | 18.199.442 8.793.512 | 19.709.805,34 |
| | TELECTION TOTA IMPULATIONS INTENTES | | 5.723.114 | 636.262 | 7,2 7,2 | 8.793.512 8.793.512 | 10.128.403,42 |
| 00 | IMPLITATIONS INTERNES | 0.007.045 | | 474 700 | 7.0 | 0 040 41- | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 2.387.815 | | 174.700 174.700 | 7,9 <i>7,9</i> | 2.213.115 2.213.115 | 5.902.731,84 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | |
| | | | | | | | 14.226,75 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------|-----------|------------------------------------|------------------------------|---|---|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202021 2000 | 7 - 1 - 2 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 |
| 04.02.02.00 | SERVICE DES ÉTRANGERS ET DES CONFÉDÉRÉS (Suite) | | | | | | |
| 3 | CHARGES | 19.117.093 | | -1.295.464 -1.295.464 | -6,3 | 20.412.557 <i>20.412.557</i> | 25.612.537,18 |
| 4 | REVENUS | | 9.429.774 | 636.262 | 7,2 <i>7,2</i> | 8.793.512 <i>8.793.512</i> | 10.142.630,17 |
| 04.02.03.00 | SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITÉ (retraité avec transfert du CR 04.03.02.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 2.220.737 | 2.166.555 | 990.233 990.233 1.085.669 | 80,5 80,5 | 1.230.504 1.230.504 | 1.316.916,66 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.100.555 | 1.085.669 | 100,4 100,4 | 1.080.886 1.080.886 | 1.117.904,80 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.969.482 | | 1.795.525 1.795.525 | NS NS | 173.957 173.957 | 199.340,00 |
| 3 | CHARGES | 4.190.219 | | 2.785.758 <i>2.785.758</i> | 198,4 <i>198,4</i> | 1.404.461 1.404.461 | 1.516.256,66 |
| 4 | REVENUS | | 2.166.555 | 1.085.669 1.085.669 | 100,4 <i>100,4</i> | 1.080.886 1.080.886 | 1.117.904,80 |
| 04.02.04.00 | DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL (retraité avec transfert du CR 04.03.03.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.529.064 | 321.511 | -590.932 -590.932 -107.504 | -27,9 -27,9 -25,1 | 2.119.996 2.119.996 429.015 | 1.702.468,61 |
| · | TETEROS NOS IMPARAIONO INTONICO | | 0211011 | -107.504 | -25,1 | 429.015 | 501.930,15 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 219.679 | | -12.263 -12.263 | -5,3 -5,3 | | 239.208,00 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 120.000 | 0 0 | 0,0 <i>0,0</i> | | 229.740,00 |
| 3 | CHARGES | 1.748.743 | | -603.195 <i>-603.195</i> | -25,6 <i>-25,6</i> | 2.351.938 2.351.938 | 1.941.676,61 |
| 4 | REVENUS | | 441.511 | -107.504 -107.504 | -19,6 -19,6 | 549.015 549.015 | 731.670,15 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-----------|-----------|-------------------------------------|---------------------------|--|------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020.21.2000 | |
| 04.02.05.00 | SERVICE CANTONAL DES NATURALISATIONS (retraité avec transfert du CR 04.03.06.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 2.082.000 | | -134.786 | -6,1 | 2.216.786 | 0.004.050.04 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.651.556 | -134.786 29.931 29.931 | -6,1 1,1 1,1 | 2.216.786 2.621.625 2.621.625 | 2.081.350,21 3.685.771,10 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 358.782 | | -2.824 <i>-2.82</i> 4 | -0,8 -0,8 | 361.606 <i>361.606</i> | 468.948,00 |
| 3 | CHARGES | 2.440.782 | | -137.610 <i>-137.610</i> | -5,3 -5,3 | 2.578.392 <i>2.578.392</i> | 2.550.298,21 |
| 4 | REVENUS | | 2.651.556 | 29.931 29.931 | 1,1 1,1 | 2.621.625 2.621.625 | 3.685.771,10 |
| 04.03.01.00 | SERVICE DES VOTATIONS ET ÉLECTIONS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.351.075 | 1.385 | -421.803 -93.006 | -8,8 -98,5 | 4.772.878 94.391 | 4.506.281,73 122.050,95 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 336.026 | | -5.921 | -1,7 | 341.947 | 428.542,88 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 121,56 |
| 3 | CHARGES | 4.687.101 | | -427.724 | -8,4 | 5.114.825 | 4.934.824,61 |
| 4 | REVENUS | | 1.385 | -93.006 | -98,5 | 94.391 | 122.172,51 |
| 04.03.02.00 | SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITÉ | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 1.316.916,66 1.117.904,80 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 199.340,00 |
| 3 | CHARGES | | | | | | 1.516.256,66 |
| 4 | REVENUS | | | | | | 1.117.904,80 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION E | VARIATION B10 -B09 | | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|---------|-------------|--------------------|-------------|---------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BUDGET 2009 | |
| | | | | | | | |
| 04.03.03.00 | DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 1.702.468,61 501.930,15 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 239.208,00 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 229.740,00 |
| 3 | CHARGES | | | | | | 1.941.676,61 |
| 4 | REVENUS | | | | | | 731.670,15 |
| 04.03.04.00 | OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION | | | | | | |
| | | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 19.709.805,34 10.128.403,42 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 5.902.731,84 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 14.226,75 |
| 3 | CHARGES | | | | | | 25.612.537,18 |
| 4 | REVENUS | | | | | | 10.142.630,17 |
| 04.03.05.00 | SERVICE DES AUTOMOBILES ET DE LA | | | | | | |
| 04100100100 | NAVIGATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes | | | | | | 15.698.028,47 110.977.990,77 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | | | | | 110.977.990,77 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 2.046.616,41 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 51.675,58 |
| 3 | CHARGES | | | | | | 17.744.644,88 |
| 4 | REVENUS | | | | | | 111.029.666,35 |
| | | | | | | | |
| 04.03.06.00 | SERVICE CANTONAL DES NATURALISATIONS | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | | | | | | 2.081.350,21 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | | | | | 3.685.771,10 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 468.948,00 |
| 3 | CHARGES | | | | | | 2.550.298,21 |
| | | | | | | | |
| 4 | REVENUS | | | l | | - | 3.685.771,10 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------|---------|--------------------|---------------|---------------------|----------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BUDGET 2009 | COMPTE 2006 |
| 04.03.07.00 | SERVICE CANTONAL DES OBJETS TROUVÉS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 732.108 | 182.597 | -8.590 995 | -1,2 0,5 | 740.698 181.602 | 792.241,04 261.452,55 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 388.635 | | 67.882 | 21,2 | 320.753 | 192.133,59 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | -31,28 |
| 3 | CHARGES | 1.120.743 | | 59.292 | 5,6 | 1.061.451 | 984.374,63 |
| 4 | REVENUS | | 182.597 | 995 | 0,5 | 181.602 | 261.421,27 |
| 04.03.09.00 | ARCHIVES D'ETAT | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 2.619.059 | 21.632 | -90.484 -4.025 | -3,3 -15,7 | 2.709.543 25.657 | 2.475.749,92 57.101,35 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.478.502 | | 203.485 | 16,0 | 1.275.017 | 1.021.578,71 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 7.356,05 |
| 3 | CHARGES | 4.097.561 | | 113.001 | 2,8 | 3.984.560 | 3.497.328,63 |
| 4 | REVENUS | | 21.632 | -4.025 | -15,7 | 25.657 | 64.457,40 |
| 04.03.10.00 | SERVICE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 1.560.815,64 618,45 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 126.837,30 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 8.591,00 |
| 3 | CHARGES | | | | | | 1.687.652,94 |
| 4 | REVENUS | | | | | | 9.209,45 |
| 04.03.11.00 | BUREAU DE L'INTÉGRATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 2.374.104,16 319.509,75 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 99.670,00 |
| 3 | CHARGES | | | | | | 2.473.774,16 |
| 4 | REVENUS | | | | | | 319.509,75 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-----------------------|--|-------------|-------------|-------------------------|--------------|----------------------------|---------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202021 2000 | 00mi 12 2000 |
| 04.03.12.00 3 4 | DÉLÉGUÉ À LA GENÈVE INTERNATIONALE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.304.399 | 302 | 155.826 -5 | 13,6 -1,6 | 1.148.573 307 | 1.082.105,30 234,10 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 226.201 | | 19.542 | 9,5 | 206.659 | 45.170,06 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 360,69 |
| 3 | CHARGES | 1.530.600 | | 175.368 | 12,9 | 1.355.232 | 1.127.275,36 |
| 4 | REVENUS | | 302 | -5 | -1,6 | 307 | 594,79 |
| 04.03.13.00 3 4 | DÉLÉGUÉ AUX VIOLENCES DOMESTIQUES CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 187.143,30 119,50 |
| 04.04.00.00 | CORPS DE POLICE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 281.465.799 | 110.762.178 | 13.710.740 7.165.016 | 5,1 6,9 | 267.755.059 103.597.162 | 278.997.904,30 92.725.940,87 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 77.469.935 | | 2.238.509 | 3,0 | 75.231.426 | 57.518.859,03 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 38.231.000 | -15.000 | 0,0 | 38.246.000 | 27.244.091,42 |
| 3 | CHARGES | 358.935.734 | | 15.949.249 | 4,7 | 342.986.485 | 336.516.763,33 |
| 4 | REVENUS | | 148.993.178 | 7.150.016 | 5,0 | 141.843.162 | 119.970.032,29 |
| 04.05.01.00 3 4 | DIRECTION DE L'OFFICE PÉNITENTIAIRE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 2.847.633 | 6.826 | 470.614 -654 | 19,8 -8,7 | 2.377.019 7.480 | 2.206.836,31 6.366,30 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 95.937 | | -37.125 | -27,9 | 133.062 | 1.699.761,19 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 371.261,69 |
| 3 | CHARGES | 2.943.570 | | 433.489 | 17,3 | 2.510.081 | 3.906.597,50 |
| 4 | REVENUS | | 6.826 | -654 | -8,7 | 7.480 | 377.627,99 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | Т 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|------------|-----------|------------------------|--------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2000 | 72 2305 |
| 04.05.02.00 | PRISON DE CHAMP-DOLLON | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 45.471.943 | 2.236.086 | 5.747.347 -131.390 | 14,5 -5,5 | 39.724.596 2.367.476 | 40.238.182,10 2.556.455,31 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 7.961.532 | | -249.865 | -3,0 | 8.211.397 | 3.048.534,30 |
| 3 | CHARGES | 53.433.475 | | 5.497.482 | 11,5 | 47.935.993 | 43.286.716,40 |
| 4 | REVENUS | | 2.236.086 | -131.390 | -5,5 | 2.367.476 | 2.556.455,31 |
| 04.05.03.00 | SERVICE DE L'APPLICATION DES PEINES ET MESURES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 15.629.907 | 1.326.056 | 4.081.574 1.323.771 | 35,3 NS | 11.548.333 2.285 | 14.361.869,80 52.686,35 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 277.976 | | -76.991 | -21,7 | 354.967 | 16.966,05 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 400,83 |
| 3 | CHARGES | 15.907.883 | | 4.004.583 | 33,6 | 11.903.300 | 14.378.835,85 |
| 4 | REVENUS | | 1.326.056 | 1.323.771 | NS | 2.285 | 53.087,18 |
| 04.05.04.00 | SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 5.149.116 | 181.903 | 25.110 -17.088 | 0,5 -8,6 | 5.124.006 198.991 | 4.921.122,56 321.131,45 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.087.771 | | -218.830 | -16,7 | 1.306.601 | 396.266,96 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 1.346,72 |
| 3 | CHARGES | 6.236.887 | | -193.720 | -3,0 | 6.430.607 | 5.317.389,52 |
| 4 | REVENUS | | 181.903 | -17.088 | -8,6 | 198.991 | 322.478,17 |
| 04.05.05.00 | SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION ET DES PEINES ALTERNATIVES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 17.545.911 | 3.024.923 | -248.267 216.315 | -1,4 7,7 | 17.794.178 2.808.608 | 17.376.979,26 3.239.896,05 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 2.882.796 | | 117.228 | 4,2 | 2.765.568 | 812.970,70 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 30.112,36 |
| 3 | CHARGES | 20.428.707 | | -131.039 | -0,6 | 20.559.746 | 18.189.949,96 |
| 4 | REVENUS | | 3.024.923 | 216.315 | 7,7 | 2.808.608 | 3.270.008,41 |

| NO | IIRFIIF | | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-----------------------|--|-----------|---------|--------------------------------|--------------------------|----------------------------------|--------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 505421 2000 | 7 |
| 04.06.01.00 3 4 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'OFFICE DES DROITS HUMAINS CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 589.387 | 488 | 246.482 211 | 71,9 76,2 | 342.905 277 | |
| 04.06.02.00 | SERVICE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES (retraité avec transfert du CR 04.03.10.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.560.612 | | -20.955 | -1,3 | 1.581.567 | |
| 4 | DEVENUE have improved into un co | | 682 | -20.955 | -1,3 | 1.581.567 2.395 | 1.560.815,64 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 662 | -1.713 <i>-1.713</i> | -71,5 -71,5 | 2.395 | 618,45 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 252.444 | | 4.350 | 1,8 | 248.094 | |
| | | | | 4.350 | 1,8 | 248.094 | 126.837,30 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 8.591,00 |
| 3 | CHARGES | 1.813.056 | | -16.605 | -0,9 | 1.829.661 | |
| ľ | on And Lo | 1.010.000 | | -16.605 | -0,9 | 1.829.661 | 1.687.652,94 |
| 4 | REVENUS | | 682 | -1.713 | -71,5 | 2.395 | |
| 4 | REVENUS | | 002 | -1.713 | -71,5 -71,5 | 2.395 | 9.209,45 |
| 04.06.03.00 | BUREAU DE L'INTÉGRATION (retraité avec transfert du CR 04.03.11.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 3.090.338 | | -52.743 | -1,7 | 3.143.081 | |
| | DEVENUO la considerata de la constanta de la c | | 740.040 | -52.743 | -1,7 | 3.143.081 | 2.374.104,16 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 740.846 | -24 -24 | 0,0 <i>0,0</i> | 740.870 <i>740.870</i> | 319.509,75 |
| | | | | | -,- | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 143.834 | | 23.034 23.034 | 19,1 19,1 | 120.800 120.800 | 99.670,00 |
| 3 | CHARGES | 3.234.172 | | -29.709 | -0,9 | 3.263.881 | |
| | | | | -29.709 | -0,9 | 3.263.881 | 2.473.774,16 |
| 4 | REVENUS | | 740.846 | -24 -24 | 0,0 <i>0,0</i> | 740.870 740.870 | 319.509,75 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|------------|---------|---|-------------------------------|--|-------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202011200 | |
| 04.06.04.00 | DÉLÉGUÉ AUX VIOLENCES DOMESTIQUES (retraité avec transfert du CR 04.03.13.00) CHARGES hors imputations internes | 293.760 | | 45.707 45.707 | 18,4 <i>18,4</i> | 248.053 <i>248.053</i> | 187.143,30 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 166 | 17 | 11,4 | 149 | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 72.181 | | 72.181 | 11,4 ND | 149 | 119,50 |
| 3 | CHARGES | 365.941 | | 117.888 | 47,5 | 248.053 | 107 140 00 |
| 4 | REVENUS | | 166 | 117.888 17 17 | 47,5 11,4 11,4 | 248.053 149 149 | 187.143,30 119,50 |
| 04.06.05.00 | FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE (retraité avec transfert du CR 04.90.01.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 270.000 | | 0 0 | 0,0 <i>0,0</i> | 270.000 <i>270.000</i> | 221.742,00 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 270.000 | 0 | 0,0 | 270.000 | |
| 04.06.06.00 | SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (retraité avec transfert du CR 04.90.02.00) | 45.004.044 | | 0 | 0,0 | 270.000 | 527.406,50 |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 15.864.041 | | 1.000.709 <i>1.000.709</i> | 6,7 <i>6,7</i> | 14.863.332 <i>14.863.332</i> | 13.628.783,55 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 515 | 7 | 1,4 | 508 <i>508</i> | 405,35 |
| 39 49 | IMPUTATIONS INTERNES IMPUTATIONS INTERNES | 95.884 | | 10.584 10.584 -14.963.749 | 1,4 12,4 12,4 -100,0 | 85.300 85.300 14.963.749 | 400,65 121.056,22 |
| 3 | CHARGES | 15.959.925 | | 1.011.293 | 6,8 | 14.948.632 | 40.740.000 == |
| 4 | REVENUS | | 515 | 1.011.293 -14.963.742 -14.963.742 | 6,8 -100,0 -100,0 | 14.948.632 14.964.257 14.964.257 | 13.749.839,77 405,35 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------|-------------|---|---------------------------|---|---------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGE1 2003 | 00Mi 12 2000 |
| 04.07.01.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DES OFFICES DES POURSUITES ET DES FAILLITES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | | | | | | 125.895,33 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 9.551 | | 9.551 | ND | | |
| 3 | CHARGES | 9.551 | | 9.551 | ND | | 125.895,33 |
| 04.07.02.00 | OFFICE DES POURSUITES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 30.028.674 | 24.915.475 | -28.332 -799.247 | -0,1 -3,1 | 30.057.006 25.714.722 | 29.087.560,44 25.997.572,77 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 4.371.263 | | 353.201 | 8,8 | 4.018.062 | 6.134.521,57 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 8.339.530 | 32.830 | 0,4 | 8.306.700 | 8.612.745,09 |
| 3 | CHARGES | 34.399.937 | | 324.869 | 1,0 | 34.075.068 | 35.222.082,01 |
| 4 | REVENUS | | 33.255.005 | -766.417 | -2,3 | 34.021.422 | 34.610.317,86 |
| 04.07.03.00 | OFFICE DES FAILLITES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 8.421.158 | 3.300.758 | -4.246.603 -4.763.596 | -33,5 -59,1 | 12.667.761 8.064.354 | 11.315.097,19 6.487.197,61 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.773.896 | | 28.052 | 1,6 | 1.745.844 | 1.173.748,11 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 55.000 | -100.000 | -64,5 | 155.000 | 33.695,78 |
| 3 | CHARGES | 10.195.054 | | -4.218.551 | -29,3 | 14.413.605 | 12.488.845,30 |
| 4 | REVENUS | | 3.355.758 | -4.863.596 | -59,2 | 8.219.354 | 6.520.893,39 |
| 04.08.01.00 | OFFICE CANTONAL DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION (retraité avec transfert du CR 04.03.05.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 15.800.402 | | -229.855 | -1,4 | 16.030.257 | 15 600 000 47 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 118.938.446 | -229.855 2.990.218 2.990.218 | -1,4 2,6 2,6 | 16.030.257 115.948.228 115.948.228 | 15.698.028,47 110.977.990,77 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 3.687.325 | | -2.388.483 <i>-2.388.483</i> | -39,3 <i>-39,3</i> | 6.075.808 6.075.808 | 2.046.616,41 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | -1.022.000 -1.022.000 | -100,0 -100,0 | 1.022.000 1.022.000 | 51.675,58 |
| 3 | CHARGES | 19.487.727 | | -2.618.338 <i>-2.618.338</i> | -11,8 -11,8 | 22.106.065 <i>22.106.065</i> | 17.744.644,88 |
| 4 | REVENUS | | 118.938.446 | 1.968.218 1.968.218 | 1,7 | 116.970.228 116.970.228 | 111.029.666,35 |

Imputations internes INSTITUTIONS

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-----------------------|--|----------|---------|--------------|--------|-------------|------------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 04.19.00.00 | ACTIVATION DES CHARGES DE PERSONNEL EN INVESTISSEMENTS CHARGES hors imputations internes | -500.000 | | -500.000 | ND | | |
| 04.90.01.00 3 4 | FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 221.742,00 527.406,50 |
| 04.90.02.00 3 4 | SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 13.628.783,55 405,35 |
| 39 3 | IMPUTATIONS INTERNES CHARGES | | | | | | 121.056,22 13.749.839,77 |
| 4 | REVENUS | | | | | | 405,35 |

| NO | | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|-------------|--------------------------|---------------|----------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 3020.21.2000 | |
| 05.00.00.00 | CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 687.069.578 | | 15.275.544 | 2,3 | 671.794.034 | 844.765.180,05 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 273.995.919 | 35.798.788 | 15,0 | 238.197.131 | 259.382.382,09 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 34.826.459 | | -3.919.128 | -10,1 | 38.745.587 | 67.377.487,96 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 399.900.453 | 802.334 | 0,2 | 399.098.119 | 277.469.137,65 |
| 3 | CHARGES | 721.896.037 | | 11.356.416 | 1,6 | 710.539.621 | 912.142.668,01 |
| 4 | REVENUS | | 673.896.372 | 36.601.122 | 5,7 | 637.295.250 | 536.851.519,74 |
| 05.01.00.00 | CONSEIL D'ETAT, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - DCTI | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 14.963.343 | 784.577 | 5.893.188 -5.016.108 | 65,0 -86,5 | 9.070.155 5.800.685 | 21.876.377,21 32.747.841,48 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 967.333 | | 10.456 | 1,1 | 956.877 | 689.828,20 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 523,94 |
| 3 | CHARGES | 15.930.676 | | 5.903.644 | 58,9 | 10.027.032 | 22.566.205,41 |
| 4 | REVENUS | | 784.577 | -5.016.108 | -86,5 | 5.800.685 | 32.748.365,42 |
| 05.02.00.00 | AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 14.554.548 | 3.032.732 | 3.372.312 -393.947 | 30,2 -11,5 | 11.182.236 3.426.679 | 12.605.339,39 7.964.371,60 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.244.827 | | 10.096 | 0,8 | 1.234.731 | 866.525,36 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 326,63 |
| 3 | CHARGES | 15.799.375 | | 3.382.408 | 27,2 | 12.416.967 | 13.471.864,75 |
| 4 | REVENUS | | 3.032.732 | -393.947 | -11,5 | 3.426.679 | 7.964.698,23 |
| 05.04.00.00 | BÂTIMENTS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 313.671.406 | 172.622.529 | 15.707.237 32.045.710 | 5,3 22,8 | 297.964.169 140.576.819 | 296.556.681,87 135.263.385,20 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 3.148.726 | | -3.419.251 | -52,1 | 6.567.977 | 38.603.281,37 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 271.998.366 | 7.144.229 | 2,7 | 264.854.137 | 152.718.091,99 |
| 3 | CHARGES | 316.820.132 | | 12.287.986 | 4,0 | 304.532.146 | 335.159.963,24 |
| 4 | REVENUS | | 444.620.895 | 39.189.939 | 9,7 | 405.430.956 | 287.981.477,19 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | Γ 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|-------------|------------------------|--------------|--------------------------|---------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGE1 2003 | 00IIII 12 2000 |
| 25 25 22 22 | 0ÉNIE 0841 | | | | | | |
| 05.05.00.00 | GÉNIE CIVIL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 95.078.817 | 45.615.338 | 3.711.263 1.408.707 | 4,1 3,2 | 91.367.554 44.206.631 | 265.908.501,61 29.798.729,55 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 7.400.739 | | -721.345 | -8,9 | 8.122.084 | 4.513.460,37 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 4.717.481 | 227.920 | 5,1 | 4.489.561 | 3.396.681,61 |
| 3 | CHARGES | 102.479.556 | | 2.989.918 | 3,0 | 99.489.638 | 270.421.961,98 |
| 4 | REVENUS | | 50.332.819 | 1.636.627 | 3,4 | 48.696.192 | 33.195.411,16 |
| 05.06.00.00 | LOGEMENT | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 83.691.616 | 23.845.324 | 249.640 7.970.563 | 0,3 50,2 | 83.441.976 15.874.761 | 79.513.362,50 23.562.191,21 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.236.331 | | -257.960 | -17,3 | 1.494.291 | 1.099.462,50 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 10.200,22 |
| 3 | CHARGES | 84.927.947 | | -8.320 | 0,0 | 84.936.267 | 80.612.825,00 |
| 4 | REVENUS | | 23.845.324 | 7.970.563 | 50,2 | 15.874.761 | 23.572.391,43 |
| 05.07.00.00 | PATRIMOINE ET SITES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 10.256.513 | 867.450 | 82.598 262.533 | 0,8 43,4 | 10.173.915 604.917 | 11.228.380,64 3.311.387,60 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 673.918 | | -1.626 | -0,2 | 675.544 | 554.679,51 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | -750.000 | -100,0 | 750.000 | 250.814,03 |
| 3 | CHARGES | 10.930.431 | | 80.972 | 0,7 | 10.849.459 | 11.783.060,15 |
| 4 | REVENUS | | 867.450 | -487.467 | -36,0 | 1.354.917 | 3.562.201,63 |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 135.239.896 | 692.296 | -6.984.631 167.721 | -4,9 32,0 | 142.224.527 524.575 | 134.176.684,40 1.861.944,83 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 15.216.912 | | 442.772 | 3,0 | 14.774.140 | 17.081.795,52 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 121.214.606 | -5.849.815 | -4,6 | 127.064.421 | 119.161.542,08 |
| 3 | CHARGES | 150.456.808 | | -6.541.859 | -4,2 | 156.998.667 | 151.258.479,92 |
| 4 | REVENUS | | 121.906.902 | -5.682.094 | -4,5 | 127.588.996 | 121.023.486,91 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------|------------|----------------------|--------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | CHARGES | REVENUS | en F | en % | DODGET 2003 | OOM1 12 2000 |
| 05.09.00.00 | DIRECTION DE SUPPORT | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 14.523.403 | 153.348 | 554.761 -542.771 | 4,0 -78,0 | 13.968.642 696.119 | 13.468.879,52 772.523,64 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.734.812 | | 182.853 | 11,8 | 1.551.959 | 1.385.609,31 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 350.000 | 10.000 | 2,9 | 340.000 | 308.598,37 |
| 3 | CHARGES | 16.258.215 | | 737.614 | 4,8 | 15.520.601 | 14.854.488,83 |
| 4 | REVENUS | | 503.348 | -532.771 | -51,4 | 1.036.119 | 1.081.122,01 |
| 05.11.00.00 | SÉCURITÉ CIVILE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 8.775.468 | 1.433.281 | -2.335.864 22.059 | -21,0 1,6 | 11.111.332 1.411.222 | 11.051.080,54 1.333.963,90 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 2.115.118 | | -20.310 | -1,0 | 2.135.428 | 1.722.054,01 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 1.620.000 | 20.000 | 1,3 | 1.600.000 | 1.622.095,93 |
| 3 | CHARGES | 10.890.586 | | -2.356.174 | -17,8 | 13.246.760 | 12.773.134,55 |
| 4 | REVENUS | | 3.053.281 | 42.059 | 1,4 | 3.011.222 | 2.956.059,83 |
| 05.12.00.00 | REGISTRE FONCIER | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.651.977 | 21.026.360 | 18.696 22.623 | 0,4 0,1 | 4.633.281 21.003.737 | 4.022.038,06 18.937.757,52 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 926.462 | | -242.907 | -20,8 | 1.169.369 | 797.891,14 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 262,85 |
| 3 | CHARGES | 5.578.439 | | -224.211 | -3,9 | 5.802.650 | 4.819.929,20 |
| 4 | REVENUS | | 21.026.360 | 22.623 | 0,1 | 21.003.737 | 18.938.020,37 |
| 05.13.00.00 | COMITÉ DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 180.672,07 92,30 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 61.880,01 |
| 3 | CHARGES | | | | | | 242.552,08 |
| 4 | REVENUS | | | | | | 92,30 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------|---|----------------------------|-----------|--------------------------|----------------------|----------------------------|---------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 05.14.00.00 | PROJET PRAILLE-ACACIAS-VERNETS (PAV) | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 5.198.175 | 3.550 | -72.968 2.597 | -1,4 272,5 | 5.271.143 953 | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 145.773 | | 136.109 | NS | 9.664 | |
| 3 | CHARGES | 5.343.948 | | 63.141 | 1,2 | 5.280.807 | |
| 4 | REVENUS | | 3.550 | 2.597 | 272,5 | 953 | |
| 05.19.00.00 | CR DE CENTRALISATION - ACTIVATION DES CHARGES | 47.404.007 | | 4.050.000 | 20.0 | 40 454 007 | 0.040.744.05 |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | -17.401.007 | | -4.950.000 | 39,8 | -12.451.007 | -9.649.744,85 |
| 05.90.01.00 | COMMISSION DU SPORT-TOTO CHARGES hors imputations internes | 3.865.423 | | 29.312 | 0,8 | 3.836.111 | 3.826.927,09 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | 3.803.423 | 3.919.134 | -150.899 | -3,7 | 4.070.033 | 3.828.193,26 |
| 39 3 | IMPUTATIONS INTERNES CHARGES | 15.508 3.880.931 | | -38.015 -8.703 | -71,0 -0,2 | 53.523 3.889.634 | 1.020,66 3.827.947,75 |
| 4 | REVENUS | 5.555.551 | 3.919.134 | -150.899 | -3,7 | 4.070.033 | 3.828.193,26 |

Imputations internes TERRITOIRE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|-------------|----------------------|---------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2009 | COMP 12 2000 |
| | | | | | | | |
| 06.00.00.00 | TERRITOIRE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 375.525.192 | | 14.843.745 | 4,1 | 360.681.447 | 351.155.948,68 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 128.638.531 | 19.172.365 | 17,5 | 109.466.166 | 92.460.963,42 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 15.358.274 | | -3.240.666 | -17,4 | 18.598.940 | 12.564.774,57 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 545.785 | -1.714.315 | -75,9 | 2.260.100 | 1.947.659,22 |
| 3 | CHARGES | 390.883.466 | | 11.603.079 | 3,1 | 379.280.387 | 363.720.723,25 |
| 4 | REVENUS | | 129.184.316 | 17.458.050 | 15,6 | 111.726.266 | 94.408.622,64 |
| | | | | | | | |
| 06.01.00.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 19.771.023 | 3.875.030 | -657.584 -567.244 | -3,2 -12,8 | 20.428.607 4.442.274 | 23.082.610,38 4.779.953,70 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.440.851 | | -47.142 | -3,2 | 1.487.993 | 1.062.901,86 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 18.841,21 |
| 3 | CHARGES | 21.211.874 | | -704.726 | -3,2 | 21.916.600 | 24.145.512,24 |
| 4 | REVENUS | | 3.875.030 | -567.244 | -12,8 | 4.442.274 | 4.798.794,91 |
| 05 00 00 00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INTÉRIEUR | | | | | | |
| 06.02.00.00 | | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 13.256.210 | 5.583.806 | 42.774 -177.348 | 0,3 -3,1 | 13.213.436 5.761.154 | 11.935.689,55 5.460.510,41 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 3.584.408 | | -2.261.862 | -38,7 | 5.846.270 | 1.876.297,97 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 50.000 | 5.000 | 11,1 | 45.000 | 38.347,08 |
| 3 | CHARGES | 16.840.618 | | -2.219.088 | -11,6 | 19.059.706 | 13.811.987,52 |
| 4 | REVENUS | | 5.633.806 | -172.348 | -3,0 | 5.806.154 | 5.498.857,49 |
| 06.03.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 213.147.031 | | 3.450.354 | 1,6 | 209.696.677 | 203.413.980,30 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | 210.147.001 | 11.845.634 | 3.482.241 | 41,6 | 8.363.393 | 9.207.774,83 |
| 20 | IMPLITATIONS INTERNES | 1 005 040 | | 00.000 | 0.0 | 1.045.000 | 000 000 00 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.085.249 | | 39.320 | 3,8 | 1.045.929 | 963.322,33 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 48,87 |
| 3 | CHARGES | 214.232.280 | | 3.489.674 | 1,7 | 210.742.606 | 204.377.302,63 |
| 4 | REVENUS | | 11.845.634 | 3.482.241 | 41,6 | 8.363.393 | 9.207.823,70 |

Imputations internes TERRITOIRE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------|------------|--------------------------|--------------|--------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 06.04.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 44.902.842 | 39.993.283 | 12.845.834 13.189.351 | 40,1 49,2 | 32.057.008 26.803.932 | 31.962.729,66 12.991.759,98 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 2.015.838 | | 54.965 | 2,8 | 1.960.873 | 1.756.534,29 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 14.630,61 |
| 3 | CHARGES | 46.918.680 | | 12.900.799 | 37,9 | 34.017.881 | 33.719.263,95 |
| 4 | REVENUS | | 39.993.283 | 13.189.351 | 49,2 | 26.803.932 | 13.006.390,59 |
| 06.05.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 15.501.154 | 9.654.164 | 72.879 445.583 | 0,5 4,8 | 15.428.275 9.208.581 | 15.807.023,65 9.331.817,60 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 2.151.499 | | -479.218 | -18,2 | 2.630.717 | 1.769.609,67 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 17.000 | -1.150.000 | -98,5 | 1.167.000 | 487.169,99 |
| 3 | CHARGES | 17.652.653 | | -406.339 | -2,3 | 18.058.992 | 17.576.633,32 |
| 4 | REVENUS | | 9.671.164 | -704.417 | -6,8 | 10.375.581 | 9.818.987,59 |
| 06.06.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 31.423.737 | 24.462.714 | -1.289.578 -968.401 | -3,9 -3,8 | 32.713.315 25.431.115 | 28.468.531,54 22.116.715,80 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.154.959 | | -43.782 | -3,7 | 1.198.741 | 971.184,09 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | -800.000 | -100,0 | 800.000 | 1.033.200,00 |
| 3 | CHARGES | 32.578.696 | | -1.333.360 | -3,9 | 33.912.056 | 29.439.715,63 |
| 4 | REVENUS | | 24.462.714 | -1.768.401 | -6,7 | 26.231.115 | 23.149.915,80 |
| 06.08.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 23.678.549 | 31.631.766 | -437.884 3.632.439 | -1,8 13,0 | 24.116.433 27.999.327 | 27.232.653,20 27.766.302,08 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 2.473.344 | | -14.619 | -0,6 | 2.487.963 | 2.465.785,84 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 478.785 | 230.685 | 93,0 | 248.100 | 355.267,43 |
| 3 | CHARGES | 26.151.893 | | -452.503 | -1,7 | 26.604.396 | 29.698.439,04 |
| 4 | REVENUS | | 32.110.551 | 3.863.124 | 13,7 | 28.247.427 | 28.121.569,51 |

Imputations internes TERRITOIRE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------|-----------|----------------------|-------------|-------------------------|----------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 06.10.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 15.684.646 | 1.592.134 | 2.656.950 135.744 | 20,4 9,3 | 13.027.696 1.456.390 | 9.252.730,40 806.129,02 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.452.126 | | -488.328 | -25,2 | 1.940.454 | 1.699.138,52 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 154,03 |
| 3 | CHARGES | 17.136.772 | | 2.168.622 | 14,5 | 14.968.150 | 10.951.868,92 |
| 4 | REVENUS | | 1.592.134 | 135.744 | 9,3 | 1.456.390 | 806.283,05 |
| 06.19.00.00 | ACTIVATION CHARGES DE PERSONNEL - DT CHARGES hors imputations internes | -1.840.000 | | -1.840.000 | ND | | |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGET | 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|---------------|-------------|------------------------|--------------|---|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2009 | COMPTE 2006 |
| | | | | | | | |
| 07.00.00.00 | SOLIDARITÉ ET EMPLOI | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.638.123.790 | | 15.812.990 | 1,0 | 1.622.310.800 | 1.527.592.217,65 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 422.788.524 | 27.641.207 | 7,0 | 395.147.317 | 500.872.609,10 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 16.067.103 | | 179.991 | 1,1 | 15.887.112 | 19.454.815,41 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 146.810,84 |
| 3 | CHARGES | 1.654.190.893 | | 15.992.981 | 1,0 | 1.638.197.912 | 1.547.047.033,06 |
| 4 | REVENUS | | 422.788.524 | 27.641.207 | 7,0 | 395.147.317 | 501.019.419,94 |
| 07.01.00.00 | PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 6.462.954 | | 1.577.241 | 32,3 | 4.885.713 | 43.643.917,34 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | 011021001 | 28.404.843 | 1.582.367 | 5,9 | 26.822.476 | 84.667.475,76 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.350.107 | | -13.160 | -1,0 | 1.363.267 | 849.294,21 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.000.107 | | 10.100 | 1,0 | 1.000.207 | 12.307,90 |
| 3 | CHARGES | 7.813.061 | | 1.564.081 | 25,0 | 6.248.980 | 44.493.211,55 |
| 4 | REVENUS | 7.013.001 | 28.404.843 | 1.582.367 | 5,9 | 26.822.476 | 84.679.783,66 |
| , | REVEROS | | 20.404.043 | 1.302.307 | 3,9 | 20.022.470 | 64.079.765,00 |
| 07.03.00.00 | OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION ET DES RELATIONS DU TRAVAIL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 8.888.741 | | -1.397.173 | -13,6 | 10.285.914 | 9.488.548,07 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 3.157.030 | 31.952 | 1,0 | 3.125.078 | 2.962.833,43 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.661.594 | | -21.274 | -1,3 | 1.682.868 | 3.192.740,88 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 162.363,35 |
| 3 | CHARGES | 10.550.335 | | -1.418.447 | -11,9 | 11.968.782 | 12.681.288,95 |
| 4 | REVENUS | | 3.157.030 | 31.952 | 1,0 | 3.125.078 | 3.125.196,78 |
| | | | | | | | |
| 07.04.01.00 | OCE - PART CANTONALE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 39.369.185 | 18.290.558 | 4.739.892 5.026.319 | 13,7 37,9 | 34.629.293 13.264.239 | 36.142.126,61 14.153.054,15 |
| | μ | | , | | - ,- | 3 | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.433.500 | | 28.713 | 2,0 | 1.404.787 | 730.379,48 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | -11.026,08 |
| 3 | CHARGES | 40.802.685 | | 4.768.605 | 13,2 | 36.034.080 | 36.872.506,09 |
| 4 | REVENUS | | 18.290.558 | 5.026.319 | 37,9 | 13.264.239 | 14.142.028,07 |

| RUBRIQUE | | BUDGET 2010 | | VARIATION B10 -B09 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|---------------|--|-------------|------------|------------------------|-------------|--------------------------|--------------------------------|
| | LIBELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2009 | COMPTE 2006 |
| 3 0 | OCE - PART FÉDÉRALE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 36.078.417 | 40.693.246 | 2.388.802 4.245.875 | 7,1 11,6 | 33.689.615 36.447.371 | 31.834.959,55 36.916.938,04 |
| 39 II | IMPUTATIONS INTERNES | 5.314.421 | | 39.072 | 0,7 | 5.275.349 | 6.214.017,09 |
| 49 II | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | -18.282,77 |
| з с | CHARGES | 41.392.838 | | 2.427.874 | 6,2 | 38.964.964 | 38.048.976,64 |
| 4 F | REVENUS | | 40.693.246 | 4.245.875 | 11,6 | 36.447.371 | 36.898.655,27 |
| | CAISSE CANTONALE GENEVOISE DE CHÔMAGE | | | | | | |
| | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 7.056.646 | 6.733.153 | 17.760 43.621 | 0,3 0,7 | 7.038.886 6.689.532 | 5.900.265,07 5.915.057,60 |
| 07.04.09.00 N | MESURES CANTONALES CHÔMAGE | | | | | | |
| | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 76.500.000 | 11.025 | 0 11.025 | 0,0 ND | 76.500.000 | 66.903.202,47 11.025,20 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 737.558,00 |
| 3 0 | CHARGES | 76.500.000 | | 0 | 0,0 | 76.500.000 | 67.640.760,47 |
| 4 F | REVENUS | | 11.025 | 11.025 | ND | | 11.025,20 |
| R | SERVICE CANTONAL D'AVANCE ET DE RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES | | | | | | |
| | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | | | | | | 9.439.100,64 5.899.054,94 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 921.612,01 |
| 49 II | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 82,29 |
| з с | CHARGES | | | | | | 10.360.712,65 |
| 4 F | REVENUS | | | | | | 5.899.137,23 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|--------------|------------|-------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 20201.200 | |
| | | | | | | | |
| 07.11.05.00 | SERVICE DES TUTELLES D'ADULTES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | | | | | | 7.385.641,51 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | | | | | 348.263,44 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 2.746.233,04 |
| | | | | | | | · |
| 3 | CHARGES | | | | | | 10.131.874,55 |
| 4 | REVENUS | | | | | | 348.263,44 |
| 07.44.44.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION | | | | | | |
| 07.14.11.00 | SOCIALE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 584.185.615 | | 11.103.513 | 1,9 | 573.082.102 | 530.462.065,40 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 20.260.964 | -54.875 | -0,3 | 20.315.839 | 69.254.283,41 |
| 00 | IMPLITATION O INTERNEO | 004 004 | | 70,000 | 0.0 | 005 004 | 070 004 00 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 961.234 | | 76.003 | 8,6 | 885.231 | 676.824,28 |
| 3 | CHARGES | 585.146.849 | | 11.179.516 | 1,9 | 573.967.333 | 531.138.889,68 |
| 4 | REVENUS | | 20.260.964 | -54.875 | -0,3 | 20.315.839 | 69.254.283,41 |
| | | | | | | | |
| 07.14.21.00 | SERVICE CANTONAL D'AVANCE ET DE RECOUVREMENT DES PENSIONS | | | | | | |
| | ALIMENTAIRES (retraité avec transfert du CR 07.10.06.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 9.824.911 | | -44.201 | -0,4 | 9.869.112 | |
| | · | | 4 000 000 | -44.201 | -0,4 | 9.869.112 | 9.439.100,64 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 4.223.663 | 684.094 <i>684.094</i> | 19,3 <i>19,3</i> | 3.539.569 <i>3.539.569</i> | 5.899.054,94 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 988.846 | | -42.663 -42.663 | -4,1 -4,1 | 1.031.509 1.031.509 | 921.612,01 |
| | | | | -42.003 | -4, 1 | 1.031.309 | 921.012,01 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 82,29 |
| 3 | CHARGES | 10.813.757 | | -86.864 | -0,8 | 10.900.621 | |
| Ĭ | | . 5.0 10.101 | | -86.864 | -0,8 | 10.900.621 | 10.360.712,65 |
| 4 | REVENUS | | 4.223.663 | 684.094 | 19,3 | 3.539.569 | |
| | | | | 684.094 | 19,3 | 3.539.569 | 5.899.137,23 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-------------|-------------|---------------------------|---------------|----------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 202021 2000 | 00IIII 12 2000 |
| 07.14.22.00 | SERVICE DES TUTELLES D'ADULTES (retraité avec transfert du CR 07.11.05.00) | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 8.073.314 | | -116.464 | -1,4 | 8.189.778 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 189.946 | -116.464 99.768 | -1,4 110,6 | 8.189.778 90.178 | 7.385.641,51 |
| | | | | 99.768 | 110,6 | 90.178 | 348.263,44 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.951.671 | | 109.620 109.620 | 6,0 6,0 | 1.842.051 1.842.051 | 2.746.233,04 |
| 3 | CHARGES | 10.024.985 | | -6.844 | -0,1 | 10.031.829 | |
| | | | | -6.844 | -0, 1 | 10.031.829 | 10.131.874,55 |
| 4 | REVENUS | | 189.946 | 99.768 | 110,6 | 90.178 | 040,000,44 |
| | | | | 99.768 | 110,6 | 90.178 | 348.263,44 |
| 07.14.33.00 | SERVICE DES PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES (SPC) | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 532.959.633 | 145.051.914 | -253.481 5.699.858 | 0,0 4,1 | 533.213.114 139.352.056 | 481.550.138,21 133.845.635,48 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.728.923 | | 13.439 | 0,8 | 1.715.484 | 2.498.144,80 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 1.306,80 |
| 3 | CHARGES | 534.688.556 | | -240.042 | 0,0 | 534.928.598 | 484.048.283,01 |
| 4 | REVENUS | | 145.051.914 | 5.699.858 | 4,1 | 139.352.056 | 133.846.942,28 |
| | | | | | | | |
| 07.14.51.00 | SERVICE DE L'ASSURANCE MALADIE | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 328.724.374 | 455 770 400 | -2.202.899 | -0,7 | 330.927.273 | 304.842.252,78 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 155.772.182 | 10.271.203 | 7,1 | 145.500.979 | 146.898.987,65 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 676.807 | | -9.759 | -1,4 | 686.566 | 888.011,62 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 59,35 |
| 3 | CHARGES | 329.401.181 | | -2.212.658 | -0,7 | 331.613.839 | 305.730.264,40 |
| 4 | REVENUS | | 155.772.182 | 10.271.203 | 7,1 | 145.500.979 | 146.899.047,00 |
| | | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|---------------|------------|-----------------------|--------------|----------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2003 | COMP 12 2000 |
| 08.00.00.00 | ECONOMIE ET SANTÉ | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 1.143.221.540 | | 20.073.513 | 1,8 | 1.123.148.027 | 1.097.897.232,87 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 59.646.288 | 2.163.252 | 3,8 | 57.483.036 | 69.017.786,47 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 6.373.132 | | 173.501 | 2,8 | 6.199.631 | 5.494.048,36 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 505.309 | 0 | 0,0 | 505.309 | 821.883,74 |
| 3 | CHARGES | 1.149.594.672 | | 20.247.014 | 1,8 | 1.129.347.658 | 1.103.391.281,23 |
| 4 | REVENUS | | 60.151.597 | 2.163.252 | 3,7 | 57.988.345 | 69.839.670,21 |
| 08.01.11.00 | PRÉSIDENCE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 8.546.124 | 6.529.076 | 672.438 -405.711 | 8,5 -5,9 | 7.873.686 6.934.787 | 6.241.894,76 8.086.090,87 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 853.494 | 853.494 | | -24,3 | 1.127.290 | 570.370,87 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 78,99 |
| 3 | CHARGES | 9.399.618 | | 398.642 | 4,4 | 9.000.976 | 6.812.265,63 |
| 4 | REVENUS | | 6.529.076 | -405.711 | -5,9 | 6.934.787 | 8.086.169,86 |
| 08.01.15.00 | SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.203.711 | 685 | -8.888 -7 | -0,7 -1,0 | 1.212.599 692 | 1.047.489,38 40.467,65 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 107.426 | | -9.284 | -8,0 | 116.710 | 20.209,67 |
| 3 | CHARGES | 1.311.137 | | -18.172 | -1,4 | 1.329.309 | 1.067.699,05 |
| 4 | REVENUS | | 685 | -7 | -1,0 | 692 | 40.467,65 |
| 08.03.21.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DU RÉSEAU DE SOINS | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.067.927.085 | 1.745.977 | 16.860.310 104.691 | 1,6 6,4 | 1.051.066.775 1.641.286 | 121.615.097,53 3.110.619,14 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 182.887 | | -25.997 | -12,4 | 208.884 | 155.825,91 |
| 3 | CHARGES | 1.068.109.972 | | 16.834.313 | 1,6 | 1.051.275.659 | 121.770.923,44 |
| 4 | REVENUS | | 1.745.977 | 104.691 | 6,4 | 1.641.286 | 3.110.619,14 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------|-----------|--------------------------|---------------|-------------------------|---------------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020:2: 2000 | |
| 08.05.11.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 25.075.660 | 5.872.654 | -2.111.877 -1.013.685 | -7,8 -14,7 | 27.187.537 6.886.339 | 936.528.294,36 14.321.196,32 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.523.861 | | 544.086 | 55,5 | 979.775 | 2.151.039,28 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 357.493,09 |
| 3 | CHARGES | 26.599.521 | | -1.567.791 | -5,6 | 28.167.312 | 938.679.333,64 |
| 4 | REVENUS | | 5.872.654 | -1.013.685 | -14,7 | 6.886.339 | 14.678.689,41 |
| 08.05.41.00 | SERVICE DU PHARMACIEN CANTONAL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.290.376 | 94.992 | -15.891 -26.006 | -1,2 -21,5 | 1.306.267 120.998 | 1.242.065,63 165.451,15 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 284.538 | | -67.060 | -19,1 | 351.598 | 167.378,24 |
| 3 | CHARGES | 1.574.914 | | -82.951 | -5,0 | 1.657.865 | 1.409.443,87 |
| 4 | REVENUS | | 94.992 | -26.006 | -21,5 | 120.998 | 165.451,15 |
| 08.05.51.00 | SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VÉTÉRINAIRES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 9.613.585 | 2.205.821 | -35.524 304.031 | -0,4 16,0 | 9.649.109 1.901.790 | 8.063.253,29 1.371.566,39 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 1.826.570 | | 79.271 | 4,5 | 1.747.299 | 896.960,53 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 70.000 | 0 | 0,0 | 70.000 | 64.132,00 |
| 3 | CHARGES | 11.440.155 | | 43.747 | 0,4 | 11.396.408 | 8.960.213,82 |
| 4 | REVENUS | | 2.275.821 | 304.031 | 15,4 | 1.971.790 | 1.435.698,39 |
| 08.05.61.00 | COMMISSION DE SURVEILLANCE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.256.080 | 5.505 | -85.076 -1.846 | -6,3 -25,1 | 1.341.156 7.351 | 1.166.470,49 3.425,50 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 152.348 | | 2.749 | 1,8 | 149.599 | 115.752,71 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 44.129,06 |
| 3 | CHARGES | 1.408.428 | | -82.327 | -5,5 | 1.490.755 | 1.282.223,20 |
| 4 | REVENUS | | 5.505 | -1.846 | -25,1 | 7.351 | 47.554,56 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------------------|------------|----------------------|--------------|-------------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | CHARGES | REVENUS | en F | en % | BODGET 2009 | COMP 12 2000 |
| 08.07.11.00 | DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES | | | | | | |
| | | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.857.157 | 12.016.254 | 564.429 35.889 | 13,1 0,3 | 4.292.728 11.980.365 | 3.846.006,90 11.998.783,05 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 145.086 | | -135.159 | -48,2 | 280.245 | 51.529,59 |
| 3 | CHARGES | 5.002.243 | | 429.270 | 9,4 | 4.572.973 | 3.897.536,49 |
| 4 | REVENUS | | 12.016.254 | 35.889 | 0,3 | 11.980.365 | 11.998.783,05 |
| 08.07.21.00 | SERVICE DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 15.577.237 1.026.078 | | 4.378.983 364.767 | 39,1 55,2 | 11.198.254 661.311 | 8.212.370,30 3.861.650,15 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 319.743 | | 12.733 | 4,1 | 307.010 | 470.217,74 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 43,75 |
| 3 | CHARGES | 15.896.980 | | 4.391.716 | 38,2 | 11.505.264 | 8.682.588,04 |
| 4 | REVENUS | | 1.026.078 | 364.767 | 55,2 | 661.311 | 3.861.693,90 |
| 08.07.41.00 | REGISTRE DU COMMERCE ET RÉGIMES MATRIMONIAUX | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 1.859.788 | 4.493.495 | -86.460 -6.054 | -4,4 -0,1 | 1.946.248 4.499.549 | 1.698.080,12 4.397.751,38 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 287.572 | | 22.005 | 8,3 | 265.567 | 191.825,60 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 6.032,84 |
| 3 | CHARGES | 2.147.360 | | -64.455 | -2,9 | 2.211.815 | 1.889.905,72 |
| 4 | REVENUS | | 4.493.495 | -6.054 | -0,1 | 4.499.549 | 4.403.784,22 |
| 08.07.61.00 | SERVICE DU COMMERCE | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 5.985.897 | 25.655.751 | -58.931 2.807.183 | -1,0 12,3 | 6.044.828 22.848.568 | 8.212.578,21 21.660.784,87 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 687.198 | | 26.933 | 4,1 | 660.265 | 691.934,61 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | 435.309 | 0 | 0,0 | 435.309 | 349.974,01 |
| 3 | CHARGES | 6.673.095 | | -31.998 | -0,5 | 6.705.093 | 8.904.512,82 |
| 4 | REVENUS | | 26.091.060 | 2.807.183 | 12,1 | 23.283.877 | 22.010.758,88 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | BUDGET 2010 | | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 | |
|-------------|---|------------------------|-------------|-------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------------|--|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F en % | | | | |
| 08.07.99.00 | OFFICE CANTONAL POUR L'APPROVISIONNEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS | | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 28.840 | | 0 | 0,0 | 28.840 | 23.631,90 | |
| 39 3 | IMPUTATIONS INTERNES CHARGES | 2.409 31.249 | | -2.980 -2.980 | -55,3 -8,7 | 5.389 34.229 | 11.003,61 34.635,51 | |
| | | | | | | | | |

Imputations internes GRAND CONSEIL

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|--------------------|---------|---------------|-------------|---------------------|---------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | 2020212000 | |
| 11.00.00.00 | GRAND CONSEIL | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 10.511.170 | | -91.330 | -0,9 | 10.602.500 | 9.243.493,32 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 33.318 | 464 | 1,4 | 32.854 | 57.774,23 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 781.145 | | -7.429 | -0,9 | 788.574 | 432.367,20 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 21.352,76 |
| 3 | CHARGES | 11.292.315 -98.759 | | -0,9 | 11.391.074 | 9.675.860,52 | |
| 4 | REVENUS | | 33.318 | 464 | 1,4 | 32.854 | 79.126,99 |
| 11.01.01.00 | GRAND CONSEIL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 6.469.312 | 5.142 | -81.730 0 | -1,2 0,0 | 6.551.042 5.142 | 5.931.021,53 -349,96 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 277.342 | | 7.416 | 2,7 | 269.926 | 412.794,67 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 12.811,65 |
| 3 | CHARGES | 6.746.654 | | -74.314 | -1,1 | 6.820.968 | 6.343.816,20 |
| 4 | REVENUS | | 5.142 | 0 | 0,0 | 5.142 | 12.461,69 |
| 11.02.01.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GRAND CONSEIL | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 4.041.858 | 28.176 | -9.600 464 | -0,2 1,7 | 4.051.458 27.712 | 3.312.471,79 58.124,19 |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 503.803 | | -14.845 | -2,9 | 518.648 | 19.572,53 |
| 49 | IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | 8.541,11 |
| 3 | CHARGES | 4.545.661 | | -24.445 | -0,5 | 4.570.106 | 3.332.044,32 |
| 4 | REVENUS | | 28.176 | 464 | 1,7 | 27.712 | 66.665,30 |
| | | | | | | | |

Imputations internes COUR DES COMPTES

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------|---------|--------------|------------|--------------------|---------------------------|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| 12.00.00.00 | COUR DES COMPTES | | | | | | |
| 3 | CHARGES hors imputations internes | 3.590.511 | | 38.138 | 1,1 | 3.552.373 | 3.231.335,13 |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 2.087 | 5 | 0,2 | 2.082 | 43.590,85 |
| | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 115.604 | | -4.127 | -3,4 | 119.731 | 202.232,58 |
| 3 | CHARGES | 3.706.115 | | 34.011 | 0,9 | 3.672.104 | 3.433.567,71 |
| 4 | REVENUS | | 2.087 | 5 | 0,2 | 2.082 | 43.590,85 |
| 12.01.00.00 | COUR DES COMPTES | | | | | | |
| 3 4 | CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 3.590.511 | 2.087 | 38.138 5 | 1,1 0,2 | 3.552.373 2.082 | 3.231.335,13 43.590,85 |
| | | | | | | | ,,,, |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 115.604 | | -4.127 | -3,4 | 119.731 | 202.232,58 |
| 3 | CHARGES | 3.706.115 | | 34.011 | 0,9 | 3.672.104 | 3.433.567,71 |
| 4 | REVENUS | | 2.087 | 5 | 0,2 | 2.082 | 43.590,85 |
| | | | | | | | |

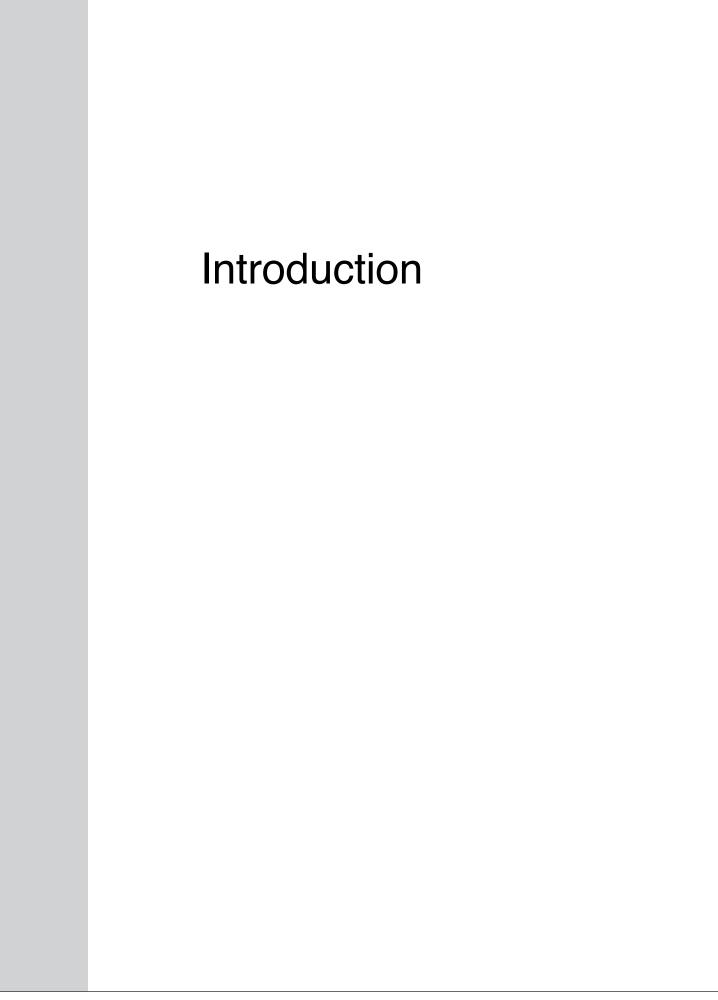
Imputations internes CONSTITUANTE

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 | |
|-----------------------|---|-----------|---------|-----------------|---------------|--------------------|-------------|--|
| RUBRIQUE | | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | | |
| 13.00.00.00 | CONSTITUANTE CHARGES hors imputations internes | 2.682.079 | | -866.922 | -24,4 | 3.549.001 | 141.121,40 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 1.214 | -28 | -2,3 | 1.242 | | |
| | | | | | | | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 133.842 | | 133.842 | ND | | | |
| 3 | CHARGES | 2.815.921 | | -733.080 | -20,7 | 3.549.001 | 141.121,40 | |
| 4 | REVENUS | | 1.214 | 1.214 -28 | | 1.242 | | |
| 13.01.00.00 3 4 | CONSTITUANTE CHARGES hors imputations internes | 2.682.079 | 1.214 | -866.922 -28 | -24,4 -2,3 | 3.549.001 1.242 | 141.121,40 | |
| 4 | REVENUS hors imputations internes | | 1.214 | -28 | -2,3 | 1.242 | | |
| 39 | IMPUTATIONS INTERNES | 133.842 | | 133.842 | ND | | | |
| 3 | CHARGES | 2.815.921 | | -733.080 | -20,7 | 3.549.001 | 141.121,40 | |
| 4 | REVENUS | | 1.214 | -28 | -2,3 | 1.242 | | |
| | | | | | | | | |

Imputations internes POUVOIR JUDICIAIRE

| LIBELLE | LIBELLE | | VARIATION B1 | 0 -B09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|---|--|--|--|--------------------------|---------------------------------|---|
| | CHARGES | REVENUS | en F | en % | | |
| POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | | |
| CHARGES hors imputations internes | 104.135.208 | | 2.386.452 | 2,3 | 101.748.756 | 96.905.600,50 |
| REVENUS hors imputations internes | | 38.821.639 | 10.998.736 | 39,5 | 27.822.903 | 38.822.262,56 |
| IMPUTATIONS INTERNES | 14.695.246 | | 1.794.908 | 13,9 | 12.900.338 | 8.594.870,21 |
| IMPUTATIONS INTERNES | | 1.186.500 | 34.500 | 3,0 | 1.152.000 | 1.197.925,38 |
| CHARGES | 118.830.454 | | 4.181.360 | 3,6 | 114.649.094 | 105.500.470,71 |
| REVENUS | | 40.008.139 | 11.033.236 | 38,1 | 28.974.903 | 40.020.187,94 |
| POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | | |
| CHARGES hors imputations internes | | | | | | 5.044,81 |
| ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | | |
| CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes | 104.135.208 | 38.821.639 | 2.386.452 10.998.736 | 2,3 39,5 | 101.748.756 27.822.903 | 96.900.555,69 38.822.262,56 |
| IMPUTATIONS INTERNES | 14.695.246 | | 1.794.908 | 13,9 | 12.900.338 | 8.594.870,21 |
| IMPUTATIONS INTERNES | | 1.186.500 | 34.500 | 3,0 | 1.152.000 | 1.197.925,38 |
| CHARGES | 118.830.454 | | 4.181.360 | 3,6 | 114.649.094 | 105.495.425,90 |
| REVENUS | | 40.008.139 | 11.033.236 | 38,1 | 28.974.903 | 40.020.187,94 |
| | POUVOIR JUDICIAIRE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes MPUTATIONS INTERNES CHARGES REVENUS POUVOIR JUDICIAIRE CHARGES hors imputations internes ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes MPUTATIONS INTERNES MPUTATIONS INTERNES MPUTATIONS INTERNES CHARGES CHARGES | CHARGES hors imputations internes MPUTATIONS INTERNES CHARGES hors imputations internes MPUTATIONS INTERNES CHARGES CHARGES ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE CHARGES hors imputations internes CHARGES hors imputations internes MPUTATIONS INTERNES ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE CHARGES hors imputations internes MPUTATIONS INTERNES MPUTATIONS INTERNES MPUTATIONS INTERNES CHARGES CHARGES 118.830.454 | CHARGES REVENUS POUVOIR JUDICIAIRE CHARGES hors imputations internes REVENUS hors imputations internes MPUTATIONS INTERNES CHARGES T18.830.454 REVENUS ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE CHARGES hors imputations internes CHARGES hors imputations internes ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE CHARGES hors imputations internes REVENUS MPUTATIONS INTERNES T18.830.454 T18.6500 MPUTATIONS INTERNES T18.6500 T18.830.454 | CHARGES REVENUS en F | CHARGES REVENUS en F en % | CHARGES REVENUS en F en % BUDGET 2009 |

BUDGET D'INVESTISSEMENT



Budget d'investissements

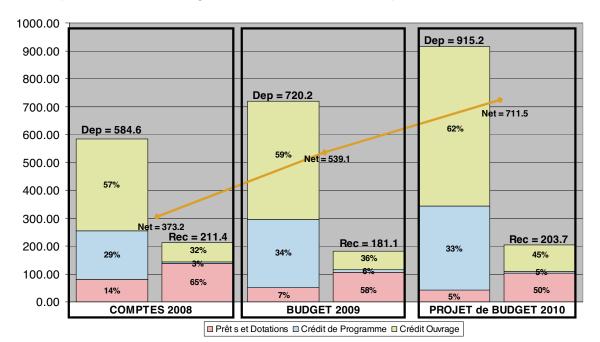
Introduction

Investissements nets

Le montant total des investissements nets prévus en 2010 atteint un niveau record de **711.5** millions de francs, soit 915.2 millions de dépenses moins 203.7 millions de recettes.

| En Millions de Frs | C2008 | B2009 Voté | PB 2010 | PB2010 | / C2008 | PB 2010 vo | |
|---|--------|------------|---------|--------|---------|---------------|-----|
| Dépenses globales | 584.6 | 820.1 | 965.2 | | | | |
| Réduction Globale (RGI) | | -99.9 | -50.0 | | | | |
| DEPENSES (1) | 584.6 | 720.2 | 915.2 | 330.5 | 57% | 195.0 | 27% |
| Recettes globales | 85.8 | 77.8 | 75.4 | | | | |
| Cessions actifs (terrains / bâtiments) | 20.5 | 1 | 30.0 | | | | |
| Location Financement | 105.0 | 103.3 | 98.3 | | | | |
| RECETTES (2) | 211.4 | 181.1 | 203.7 | -7.7 | -4% | 22.6 | 12% |
| INVESTISSEMENTS NETS (1)-(2) (HORS Transferts d'actifs) | 373.2 | 539.1 | 711.5 | 338.3 | 91% | 172.4 | 32% |
| Transferts d'actifs / Dépenses | 0.1 | | | | | | |
| Transferts d'actifs / Recettes | 437.8 | | | | | | |
| Cession d'actifs Confédération (RPT) | 178.8 | | | | | | |
| Cession d'actifs titres PALEXPO | 45.5 | | | | | | |
| INVESTISSEMENTS NETS (AVEC Transferts d'actifs) | -288.8 | 539.1 | 711.5 | 1000.3 | NS | 172.4 | 32% |

Par rapport aux comptes 2008, la progression des investissements nets est de 91%. En comparaison avec le budget 2009, la croissance est supérieure à 30%.

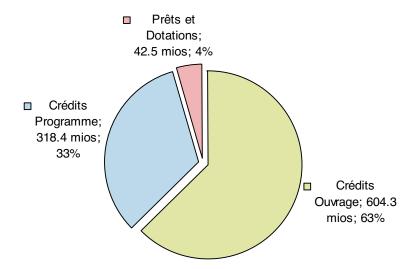


Dépenses

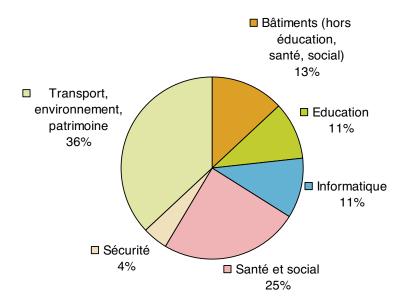
Les dépenses, déduction faite d'une réduction globale (RGI) de 50 millions inscrite en totalité au DCTI, culminent à **915.2** millions de francs, soit une progression de 57% par rapport aux comptes 2008 et de 27% par rapport au budget 2009.

Presque deux tiers des dépenses sont affectés aux crédits d'ouvrage, soit aux projets qui visent à réaliser de nouvelles infrastructures publiques. Les crédits de

programme, qui permettent le renouvellement et le maintien en état du patrimoine existant, représentent un tiers des dépenses. Le solde est constitué de prêts et dotations dont une partie est destinée aux logements d'utilité publique.



Les dépenses sont réparties en six domaines dont les deux principaux, soit les transports et l'environnement ainsi que la santé et le social, représentent 61% du budget.



Les vingt cinq principaux projets, dont les plus importants contribuent au dispositif de soutien à l'économie et à l'emploi, représentent plus de la moitié des dépenses. Le démarrage effectifs de certains projets votés, tels que le CEVA et la traversée de Vésenaz, est toutefois conditionné par le résultat de votations populaires. D'autres projets ne pourront être lancés en 2010 que si les lois y relatives sont votées rapidement.

| N°Loi | Libellé Loi | PB2010 | % Dépenses totales |
|--------------|--|--------|--------------------|
| 8719 - 10444 | Liaison CEVA | 82.0 | 8.5% |
| H.1.50 | Extension du réseau tramway - TCMC | 77.0 | 8.0% |
| H.1.50 | Extension du réseau tramway - TCOB | 75.0 | 7.8% |
| 9422 | HUG - Maternité - 3e étape - Construction / Equipement | 32.1 | 3.3% |
| 9955 | CMU - 5e étape - Construction / Equipement | 24.7 | 2.6% |
| 10418 | Curabilis - extension et transformation | 24.4 | 2.5% |
| En cours | EMS - construction solde EMS (12 projets ~900 lits) | 20.6 | 2.1% |
| 9015 | Collège Sismondi - Reconstruction / Equipement | 17.4 | 1.8% |
| 10407 | IHEID Maison de la Paix | 17.0 | 1.8% |
| 8662-10441 | Traversée de Vesenaz | 12.5 | 1.3% |
| 9897 | CO Drize - Construction / Equipement / Informatique | 12.2 | 1.3% |
| 10008 | LUP - achats | 10.0 | 1.0% |
| 9610 | EMS - Les Mouilles et La Poterie | 10.0 | 1.0% |
| 10409 | HUG - HDE - 3e étape - Construction / Equipement | 9.8 | 1.0% |
| 10177 | Administration en ligne (AEL) | 9.0 | 0.9% |
| 10188 | Extension et nouvelles TIC | 9.0 | 0.9% |
| 10310 | EMS - Avanchets / Drize / Lausanne - Construction | 8.5 | 0.9% |
| En cours | Acquisitions de terrains | 7.5 | 0.8% |
| 10063 | Renouvellement informatique FSASD | 7.3 | 0.8% |
| 10043 | EMS - Butini - Construction | 6.6 | 0.7% |
| En cours | HEG Battelle - Bât. B - Construction et parking | 6.0 | 0.6% |
| 10323 | Hôtel de police - 2e et 3e étapes - Etude | 5.5 | 0.6% |
| 10408 | FHP Ls Marronniers | 5.4 | 0.6% |
| 10312 | EMS - Vandelle et Tour - Construction | 4.3 | 0.4% |
| En cours | HUG - Nouveau bâtiment des lits (BDL2) - Construction | 4.0 | 0.4% |
| | | 497.7 | 51.6% |

Dépenses Totales PB 2010 (RGI non déduite) : 965.2

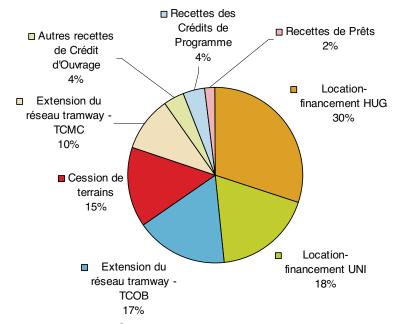
Recettes

Les recettes s'élèvent à 203.7 millions de francs. En légère diminution (-4%) par rapport aux comptes 2008, elles progressent toutefois de 12% par rapport au budget 2009.

Elles sont principalement composées des créances de location-financement HUG et UNI (98.3 millions) ainsi que des subventions reçues de la Confédération au titre de l'extension du réseau tramway TCOB et TCMC (55.7 millions) et des cessions de terrains (30 millions). Elles couvrent environ 22% des dépenses.

| N°Loi | Libellé Loi | Recettes PB2010 | % Recettes totales |
|-----------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------|
| 4800013 | Location-financement HUG | 61.01 | 30.0% |
| 4800010 | Location-financement UNI | 37.27 | 18.3% |
| H.1.50 | Extension du réseau tramway - TCOB | 34.65 | 17.0% |
| En cours | Cession de terrains | 30.00 | 14.7% |
| H.1.50 | Extension du réseau tramway - TCMC | 21.00 | 10.3% |
| | Autres recettes de Crédit d'Ouvrage | 7.94 | 3.9% |
| | Recettes des Crédits de Programme | 7.86 | 3.9% |
| | Recettes de Prêts | 3.93 | 1.9% |
| * CO : Crédit d'ouvra | age et CP : Crédit de Programme | 203.7 | 100.0% |
| | Recettes Totales: | 203.7 | - |

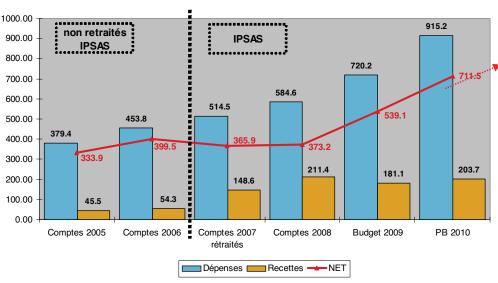
Recettes Totales:



Évolution et perspectives

En l'espace d'une législature, les dépenses d'investissement auront plus que doublé. Cette croissance soutenue se poursuivra en 2010. A partir de 2011, le niveau des dépenses d'investissement devrait dépasser le milliard de francs si tous les projets en cours et prêts à démarrer avancent comme prévu.





Au fur et à mesure de leur mise en service, les nouveaux investissements vont engendrer des charges financières (amortissements et intérêts) ainsi que des frais d'exploitation (charges de personnel et dépenses générales) qui nécessiteront une adaptation des budgets de fonctionnement a moyen terme.

Ces charges futures doivent cependant être mises en relation avec les efforts actuellement consentis pour soutenir l'économie et l'emploi dans une conjoncture difficile qui devrait progressivement s'améliorer et générer des revenus supplémentaires dans le courant de la prochaine législature. Le financement de l'exploitation des nouvelles infrastructures pourra ainsi être assuré dès leur mise en service.





| Département | N°loi | Année de vote de la loi | Libellé | Nature | CREDIT GLOBAL | PB2010 | Variation PB2010 / B2009 | Budget 2009 | Comptes 2008 |
|------------------|---------------|-------------------------------|--|----------------------|---------------------|---------------|-----------------------------|---------------|-------------------|
| | | | CREDIT D'OUVRAGE | • | | | | | |
| DF | 8479 9734 | 2001 | Applic.ressources humaines (SIRH) Caisse centralisée | Dépenses Dépenses | 25.2 3.9 | 1.5 0.0 | -1.3 0.0 | 2.8 0.0 | 2.6 0.4 |
| Total DF | | | | | 29.2 | 1.5 | -1.3 | 2.8 | 3.0 |
| DIP | 9015 9038 | | Collège Sismondi - équipement CO Cayla - équipement + informatique | Dépenses Dépenses | 6.6 4.9 | 4.1 0.1 | -0.3 | 3.6 0.4 | 0.1 |
| | 9181 9295 | | Pavillons Drize -équipement CO Florence - 8 classes extension | Dépenses Dépenses | 1.2 1.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9464 | 2005 | Dunant surélév. Equip. Pédagogique | Dépenses | 0.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9485 | 2005 | Pav.prov A.Chavanne & E.Gourd PO pavillons provisoires Chavanne et Bougeries - équipement | Dépenses Dépenses | 0.0 1.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9486 9504 | | PO pavillons provisoires Rolliet - équipement CO Seymaz - équipement | Dépenses | 1.4 3.9 | 0.0 | 0.0 -0.3 | 0.0 0.3 | 0.3 0.3 |
| | 9585 | 2005 | CEPTA I-CH Equip. Pédag. | Dépenses Dépenses | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9708 9803 | | PO Aimée Stitelmann - équipement HES EAD - équipement | Dépenses Dépenses | 3.8 0.2 | 0.5 | 0.1 | 0.4 | 1.7 0.0 |
| | 9889 9897 | 2007 | CEFOPS - ECAFA - équipement | Dépenses | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9919 | 2006 | CO Drize - équipement PO pavillons provisoires 3 x 12 classes - équipement | Dépenses Dépenses | 2.7 1.1 | 0.0 | 1.4 -0.1 | 0.0 | 0.0 |
| | 9928 9995 | | Uni informatique CMU - 5e étape - équipement | Dépenses Dépenses | 2.3 15.6 | 0.0 | -0.5 0.0 | 0.5 | 0.4 |
| | 10006 | | CRER II - Sentier Roseraie - équipement | Dépenses | 0.3 | 0.0 | -0.4 | 0.4 | 0.0 |
| | 10446 | | UNI adapt. et conso des SI de l'UNI 2009-2011 | Dépenses Recettes | 6.9 -1.5 | 1.6 -0.1 | 0.2 | 1.5 -0.5 | 0.0 |
| | 10445 | | UNI E-Learning 2009-2011 | Dépenses Recettes | 6.3 -1.4 | 1.4 -0.3 | -0.2 0.2 | 1.5 -0.5 | 0.0 |
| | En cours | | Ancienne école de médecine | Dépenses | 5.0 | 0.3 | 0.3 | 0.0 | 0.0 |
| | | | Réforme de la formation commerciale de base UNI CADMOS | Dépenses Dépenses | 1.9 8.0 | 0.9 2.0 | 0.9 | 0.0 2.0 | 0.0 |
| Total DIP | | | | | 73.4 | 11.9 | 2.0 | 9.9 | 3.8 |
| DI | 9864 10027 | | Prison Champ-Dollon - NSD - Équipement Cyclope mobilier matériel | Dépenses Dépenses | 0.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.7 |
| | 10034 | 2007 | Polycom | Dépenses | 31.3 0.0 | 2.5 0.0 | -6.4 0.0 | 8.8 0.0 | 8.0 -0.4 |
| | 10418 | 2009 | Curabilis extension équipement | Recettes Dépenses | 3.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9473 9873 | | Equipement Stand + Arquebuse OPF Equipement et mobilier - Chancy 88 - Etat civil | Dépenses Dépenses | 2.6 4.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 10478 | (vide) | Passeports biométriques | Dépenses | 0.2 | 0.2 | 0.0 | 0.2 | 0.0 |
| Total DI DCTI | 150 | 1988 | Diretissima - TCMC | Dépenses | 43.0 20.0 | 2.7 12.0 | -6.4 2.0 | 9.1 | 8.4 0.0 |
| | | | Extension des trams - TCOB - RC | Recettes Dépenses | 0.0 103.5 | -5.4 30.0 | -5.4 15.0 | 0.0 15.0 | 0.0 |
| | | | | Recettes | -33.0 | -9.0 | -1.5 | -7.5 | 3.5 0.0 |
| | | | Extension des trams - TCOB - VDG | Dépenses Recettes | 149.3 -51.0 | 45.0 -12.0 | 0.0 10.5 | 45.0 -22.5 | 4.3 0.0 |
| | | | Extension du réseau Tramway : section Acacias | Dépenses | 0.6 | 0.0 | -0.1 | 0.1 | 0.5 |
| | | | Extension du réseau Tramway : section Lancy Route des franchises : ligne aérienne Trolley | Dépenses Dépenses | 6.1 0.8 | 0.0 | -0.1 -0.1 | 0.1 | 2.2 0.7 |
| | | | TCMC - Lot 1 | Recettes | 0.0 | 0.0 1.0 | 0.0 | 0.0 0.5 | -0.3 11.6 |
| | | | | Dépenses Recettes | 11.0 -0.2 | -0.5 | 0.5 -0.2 | -0.2 | -4.8 |
| | | | TCMC - Lot 2 | Dépenses Recettes | 164.0 -51.3 | 20.0 -9.0 | -10.5 3.2 | 30.5 -12.2 | 39.2 -16.5 |
| | | | TCMC - Lot 3 | Dépenses | 47.0 | 24.0 | 9.8 | 14.2 | 0.7 |
| | | | TCMC - Tranchée couverte | Recettes Dépenses | -20.0 74.0 | -10.8 20.0 | -5.1 0.0 | -5.7 20.0 | -0.3 17.1 |
| | | | TP - Nations-Grand-Saconnex - Global | Recettes Dépenses | -11.4 0.0 | -9.0 0.0 | -0.9 0.0 | -8.1 0.0 | -11.0 0.0 |
| | | | TP - TCOB - Global | Dépenses | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 7618 | 2003 | Passerelle Arve - chauffage à distance Passerelle sur l'Arve | Dépenses Dépenses | 0.8 4.0 | 0.0 2.0 | -3.0 | 0.0 5.0 | 0.0 |
| | 8050 | | Pistes cyclables Hôtel de Ville 6 - toiture et façades | Dépenses | 6.4 | 1.5 | 0.3 | 1.2 0.0 | 0.0 |
| | 8053 8129 | | SIBAT | Dépenses Dépenses | 3.4 0.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 0.1 |
| | 8191 8212 | | CEVA - étude Fédération CTI - matériel et logiciel | Dépenses Dépenses | 36.0 9.0 | 0.0 | -0.5 0.0 | 0.5 | 6.4 0.4 |
| | 8216 | 2000 | Refonte application I-Juge 2001 | Dépenses | 7.7 | 0.8 | -0.5 | 1.3 | 1.7 |
| | 8218 8316 | | Police 2000 Refonte application amendes (MICADO) | Dépenses Dépenses | 7.3 2.4 | 0.0 | -0.7 0.0 | 0.7 | 0.4 |
| | 8363 8479 | 2001 | Conduite opérationnelle pers. Police SIRH - développement interne | Dépenses Dépenses | 1.4 0.0 | 0.0 0.3 | 0.0 -0.3 | 0.0 0.6 | 0.2 0.4 |
| | 8519 | 2004 | Effacement tags sur bâtiments Etat | Dépenses | 5.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 8565 8580 | | Parkings P+R Sécheron et OMC - étude Extension équipement 600 classes primaires | Dépenses Dépenses | 1.9 2.7 | 0.2 | -0.3 -0.4 | 0.5 0.4 | 0.5 |
| | 8601 | 2002 | Mise en place SI DES | Dépenses | 1.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 8602 8617 | 2002 | Etude et mise en œuvre SI santé (Visage) Progiciels d'aide à l'engagement de la police (SAE) | Dépenses Dépenses | 1.0 5.3 | 0.1 | -0.2 0.0 | 0.4 | 0.1 0.2 |
| | 8632 | 2002 | CO SISMONDI TRANSFERT CIT COL SISMONDI-TRANS CIT SUB VDG | Dépenses Recettes | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 -0.1 |
| | | | COLLEGE SISMONDI - ETUDE | Dépenses | 3.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 8644 | 2003 | Mesures OPB | Dépenses Recettes | 85.0 -21.5 | 8.0 -3.0 | -2.0 -0.5 | 10.0 -2.5 | 0.7 -0.7 |
| | 8757 | 2005 | Rte Nations - étude + rte Ferney adaptation | Dépenses | 5.5 | 1.4 | -0.6 | 2.0 | 0.7 |
| | 8788 8795 | 2006 | La Pastorale - rte de Ferney - étude Passerelle des Sports (Praille) | Dépenses Dépenses | 0.7 9.0 | 0.0 | 0.0 -2.0 | 0.0 2.0 | 0.3 3.1 |
| | 8822 8961 | 2003 | HUG Sécurité incendie bâtiments Equip.info mobiles enseign.secondaire | Dépenses Recettes | 25.8 -0.1 | 6.3 0.0 | 1.8 0.0 | 4.5 0.0 | 2.5 0.0 |
| | | | Equipement mobiles enseignement secondaire | Dépenses | 1.7 | 0.0 | -0.2 | 0.2 | 0.2 |
| | 8964 9015 | | Acquisition et installation matériel CEPTA Collège Sismondi - démolition - reconstruction | Dépenses Dépenses | 1.0 66.6 | 0.0 13.3 | 0.0 -1.7 | 0.0 15.0 | 0.0 10.2 |
| | 9038 | | CO Cayla - construction | Dépenses | 63.0 | 0.1 | -2.0 | 2.1 | 7.5 |
| | 9181 | | CO Cayla - équipement + informatique Pavillons provisoires Drize - informatique | Dépenses Dépenses | 0.0 0.4 | 0.0 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9295 9330 | 2004 | CO Florence - 8 classes extension Prison de Champ-Dollon - étude | Dépenses | 5.3 1.3 | 1.0 | 1.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9332 | 2004 | OCP - GED | Dépenses Dépenses | 2.6 | 0.0 | -0.3 | 0.3 | 0.1 |
| | 9334 9409 | | Extension de l'infrastructure de la police UNI bastion - étude | Dépenses Dépenses | 1.4 0.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.1 |
| | 9421 | 2005 | Refonte AFC | Dépenses | 19.0 | 0.0 | -3.8 | 3.8 | 4.3 |
| | 9422 9464 | 2005 | HUG - Maternité - 3e étape - phases 3.1 + 3.2 ECG HENRY-DUNANT - ETAGE SUPERIEUR-CONSTR | Dépenses Dépenses | 74.1 8.6 | 22.0 0.0 | 0.0 | 22.0 0.0 | 17.0 0.1 |
| | 9465 | 2005 | Surélévation ECG Henry-Durant - CTI Refonte application STG et PDJ (TAMI) | Dépenses Dépenses | 0.0 6.8 | 0.0 1.4 | 0.0 -0.2 | 0.0 1.6 | 0.0 0.4 |
| | | | PO pavillons provisoires Chavanne et Bougeries - équipement | Dépenses Dépenses | 0.0 | 0.2 | 0.2 | 0.0 | 0.4 |
| | 9485 9486 | | PO pavillons provisoires Stitelmann - informatique | Dépenses | 0.0 | 0.0 | 0.2 | 0.0 | 0.0 |

| Département | N°loi | Année de vote de la loi | de l'Etat de Geneve PB2010 - B2009 - d Libellé CO Seymaz - construction | Nature Dépenses | CREDIT GLOBAL | 01 01 01 | Variation Variation 9.03 | Budget 2009 | Comptes 2008 |
|-------------|----------------------|-------------------------------|---|----------------------|---------------|----------------|--------------------------|--------------|--------------|
| | 3304 | 2000 | | Recettes | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9509 | 2006 | CO Seymaz - informatique Palais de justice - étude | Dépenses Dépenses | 0.6 1.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 |
| | 9548 | 2005 | HUG - Nouveau bâtiment des lits - étude | Dépenses | 10.4 | 0.5 | -2.5 | 3.0 | 1.0 |
| | 9573 9581 | | Refonte SI du SAN (Kistra) OGIMI 2e étape | Dépenses Dépenses | 6.0 0.2 | 0.0 | -0.4 -0.1 | 0.4 | 3.1 0.0 |
| | 9594 | 2006 | Refonte SI DGS | Dépenses | 0.9 | 0.3 | -0.1 | 0.3 | 0.3 |
| | 9596 9610 | | Fondation Clair-Bois - Minoteries EMS La Poterie, construction - subvention | Dépenses Dépenses | 4.0 0.0 | 0.0 4.5 | 0.0 4.5 | 0.0 | 1.7 0.0 |
| | | | EMS Les Mouilles, construction - subvention | Dépenses | 37.6 | 5.5 | -1.9 | 7.4 | 6.8 |
| | 9616 | 2007 | Portail énergie | Dépenses Recettes | 1.2 -0.8 | 0.0 | -0.3 0.3 | 0.3 -0.3 | 0.9 -0.1 |
| | 9622 9708 | | Prison Champ-Dollon - étude (Curabillis) P.O. A. Stitelmann (ex-Rolliet). | Dépenses | 3.5 | 0.0 | -0.5 | 0.5 | 0.7 -4.6 |
| | 9700 | 2006 | PO Aimée Stitelmann - construction | Recettes Dépenses | -12.1 62.6 | 0.0 | 0.3 -9.8 | -0.3 10.0 | 22.9 |
| | | | PO Aimée Stitelmann - terrain PO Stitelmann - informatique | Dépenses Dépenses | 4.5 0.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9727 | | Gaz réfrigérant - mise en conformité | Dépenses | 2.7 | 1.0 | 0.0 | 1.0 | 0.2 |
| | 9733 9734 | | Ancienne école de médecine - étude Gestion centralisée liquidités - développement interne | Dépenses Dépenses | 0.8 | 0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.2 |
| | 9751 | 2006 | HUG - Bâtiment des laboratoires - étude | Dépenses | 1.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 |
| | 9815 9860 | | Remplacement de Vota Genève - Plage - rénovation construction | Dépenses Dépenses | 9.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 7.5 |
| | 9864 | 2006 | Genève - Plage - rénovation équipement Prison Champ-Dollon - NSD - construction | Dépenses Dépenses | 0.0 17.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -1.0 4.1 |
| | 9004 | 2006 | Prison Champ-Dollon - NSD - Équipement | Dépenses | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9871 | 2007 | Prison Champ-Dollon-NSD Bibliodip | Recettes Dépenses | -6.1 0.7 | -0.2 0.0 | -0.2 -0.1 | 0.0 | -4.5 0.2 |
| | 9889 | 2006 | CEFOPS Equipements Ecole d'aides familiales - Caroubiers 25 | Dépenses | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9891 9897 | | Fondation Aigues-Vertes - 3ème étape CO Drize - construction | Dépenses Dépenses | 7.0 51.0 | 0.7 10.5 | -2.8 -7.5 | 3.5 18.0 | 2.5 18.0 |
| | 3007 | 2000 | CO Drize - informatique | Dépenses | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.0 | 0.0 |
| | 9906 | | CO Drize - terrain Métrologie | Dépenses Dépenses | 11.2 0.2 | 0.0 | 0.0 -0.1 | 0.0 | 0.0 |
| | 9919 | 2006 | Pavillons Gourd/ Piaget / Rousseau - informatique | Dépenses | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | | | PO pavillons provisoires 3 x 12 classes - construction | Recettes Dépenses | 0.0 10.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9956 9961 | | Reconstruction du pont de Lully Gestion prestations cantonales maladie | Dépenses Dépenses | 8.1 0.5 | 0.9 | -3.6 0.0 | 4.5 0.0 | 2.7 0.8 |
| | 9971 | 2007 | AFC Tourisme | Dépenses | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.3 |
| | 9995 | 2007 | CMU - 5e étape - construction | Dépenses Recettes | 177.9 0.0 | 24.7 0.0 | 8.7 2.0 | 16.0 -2.0 | 0.8 |
| | 10006 | 2007 | CRER 2 - Sentier Roseraie - informatique | Dépenses | 0.1 | 0.0 | -0.2 | 0.2 | 0.0 |
| | | | CRER II - Sentier Roseraie - reconstruction | Dépenses Recettes | 4.8 0.0 | 0.0 | -1.8 0.0 | 1.8 | 1.7 -0.2 |
| | 10008 | | LUP - achats et dotations | Dépenses | 100.0 | 10.0 | 0.0 | 10.0 | 10.8 |
| | 10025 10027 | | Collège Calvin - toiture et façades Cyclope | Dépenses Dépenses | 10.0 2.7 | 2.5 0.6 | -1.5 -2.6 | 4.0 3.2 | 2.3 0.9 |
| | | | | Recettes | 0.0 | -0.4 | 0.2 | -0.6 | 0.0 |
| | 10043 | | Cyclope-fouilles (avec CTI) EMS - construction EMS Butini | Dépenses Dépenses | 1.8 23.4 | 0.0 6.6 | 0.0 1.5 | 0.0 5.1 | 0.0 |
| | 10045 10102 | | EPI Thônex II - Extension Fondation Clair-Bois Pinchat et Lancy | Dépenses Dépenses | 8.6 0.8 | 2.3 0.0 | -2.5 0.0 | 4.8 0.0 | 2.5 0.8 |
| | 10112 | 2008 | SI office des faillites | Dépenses | 5.4 | 3.6 | 0.9 | 2.7 | 0.0 |
| | 10113 10177 | | Maison vigneronne - construction Administration en ligne | Dépenses Dépenses | 4.2 26.4 | 9.0 | -3.3 -2.2 | 3.7 11.3 | 1.1 2.7 |
| | 10185 | 2008 | Refonte SI logement (SIDLO) | Dépenses | 5.4 | 1.8 | -0.2 | 2.0 | 0.0 |
| | 10188 | 2008 | Extension et nouvelles TIC | Dépenses Recettes | 25.6 0.0 | 9.0 | -4.0 0.0 | 12.9 | 8.1 0.0 |
| | 10209 | | Travaux d'assainissement énergétique | Dépenses | 8.0 | 1.8 | 0.0 -1.5 | 1.8 | 0.0 |
| | 10210 10234 | 2008 | PO Tulette Frontenex - yc P+R - étude CMU - 6e étape - étude | Dépenses Dépenses | 4.6 4.0 | 2.5 2.0 | 0.0 | 4.0 2.0 | 0.0 |
| | 10246 10305 | | GED - CFI Délocalisation OCAN à Bernex, étude | Dépenses Dépenses | 0.4 2.7 | 0.0 | 0.0 -1.9 | 0.0 2.1 | 0.1 |
| | 10306 | 2008 | Acquisitions Bâtiments OCP | Dépenses | 41.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 40.5 |
| | 10309 10310 | | EMS - construction Prieuré + EPH Clair Bois EMS - Avanchets / Drize / Lausanne (construction) - Subv. | Dépenses Dépenses | 28.2 26.6 | 1.7 8.5 | 1.7 -1.8 | 10.3 | 1.0 0.0 |
| | 10311 | 2009 | EMS - Bessonette - construction | Dépenses | 7.0 | 1.9 | -2.3 | 4.2 | 0.0 |
| | 10312 10323 | | EMS - Vandelle (construction) et Tour (mise aux normes et agrand Hôtel de police - 2e et 3e étapes - étude | Dépenses Dépenses | 17.1 9.2 | 4.3 5.5 | -0.8 5.5 | 5.1 0.0 | 0.0 |
| | 10407 10408 | 2009 | IHEID Maison de la Paix - Subvention FHP Ls Marronniers | Dépenses Dépenses | 42.9 5.9 | 17.0 5.4 | 14.5 4.9 | 2.5 0.5 | 0.0 |
| | 10409 | 2009 | HUG - Hôpital des enfants 3e étape - construction | Dépenses | 20.1 | 8.0 | 3.2 | 4.8 | 0.0 |
| | 10418 | 2009 | Curabilis - extension et transformation Curabilis - extension et transformation info | Dépenses Dépenses | 105.5 0.6 | 24.4 0.0 | 20.4 | 4.0 0.0 | 0.0 |
| | 10429 | | DATAPOL | Dépenses | 1.8 | 1.0 | -0.1 | 1.0 | 0.0 |
| | 10430 9873 | | Refonte registre du commerce HCR_Matic Adaptation des bâtiments - Chancy 88 | Dépenses Dépenses | 0.3 2.0 | 0.4 | 0.1 | 0.3 | 0.0 |
| | 8326 8552 | 2000 | Mise en place comptabilité analytique par prestations (TA) Achats de terrains | Dépenses Dépenses | 0.6 35.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 2.7 |
| | NS | | Cession de terrains | Recettes | -50.5 | -30.0 | -30.0 | 0.0 | -20.5 |
| | 8131 8518 | | Co Montbrillant-constr. Es art visuel-étude-bd helvetique,9 | Dépenses Dépenses | 52.6 0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.3 |
| | 8889 | 2003 | Co Seymaz-étude | Dépenses | 3.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -0.1 |
| | 8908 9093 | | Environnement-regroup.des services-étude Aimée Stitelmann - Route de Base - (plan-les ouates) | Dépenses Dépenses | 2.4 4.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9196 | 2006 | Rénovation bureau des autos-étude | Dépenses | 0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9279 9503 | 2005 | Cmu-5ème étape-étude Etude pour construction bâtiment pour HEG à Battelle | Dépenses Dépenses | 7.8 2.2 | 0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 0.2 |
| | 7138 8599 | 1999 | | Dépenses Dépenses | 1.3 0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 8709 | 2002 | Hug-Hôpital des enfants -bâtiment haut-2ème étape-construction | Dépenses | 26.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9804 10478 | | Etude transformation et amén. HDE 3e étape Passeports biométriques | Dépenses Dépenses | 1.5 0.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 |
| | 10484 | | SI du commerce | Dépenses | 2.7 | 1.1 | 0.7 | 0.4 | 0.0 |
| | 10436 8662-10441 | | Justice 2010 Traversée de Vesenaz-SIG | Dépenses Recettes | 4.1 -2.0 | 1.7 0.0 | -0.2 0.0 | 1.9 0.0 | 0.0 |
| | | | Traversée de Vesenaz | Dépenses | 54.3 | 10.0 | 9.5 | 0.5 | 0.0 |
| | | | Traversée de Vesenaz - terrains Traversée de Vesenaz-Communale | Dépenses Recettes | 4.9 -17.5 | 2.5 -4.0 | 0.1 -1.5 | 2.4 -2.5 | 0.0 |
| | 8081-8787 | 1999 | HUG - Maternité etape 3 - Crédit compl. | Dépenses | 5.7 | 0.0 | -0.3 | 0.3 | 0.0 |
| 8 | 10486 719 - 10444 | 2002 | Parking OMC sur site Sécheron - construction Liaison CEVA | Dépenses Dépenses | 26.9 400.8 | 82.0 | 1.0 47.0 | 0.0 35.0 | 0.0 2.6 |
| | En cours | | Liaison CEVA : participation CFF ECG 3 - étude | Recettes Dépenses | 0.0 3.4 | 0.0 0.3 | 0.0 | 0.0 | -3.8 0.0 |
| | En cours | | EMS - BETHEL | Dépenses | 7.0 | 2.0 | 2.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | EMS - construction solde EMS (12 projets ~900 lits) HEAD Lyon, nouveau bâtiment - étude | Dépenses Dépenses | 178.9 4.5 | 20.6 0.5 | 20.6 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| | LITCOURS | 1 | TIERO EYON, NOUVEAU DAIIMENT - ETUUE | Pehelises | 4.0 | 0.5 | U.0 | 0.0 | 0.0 |

| Département | N° loi | Année de vote de la loi | Libellé | Nature | CREDIT GLOBAL | PB2010 | Variation PB2010 / B2009 | Budget 2009 | Comptes 2008 |
|---|---|--|---|---|--|--|---|--|--|
| | En cours | | HEG Battelle - Bât. B - construction et parking | Dépenses | 49.8 | 6.0 | 6.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | HESA Battelle - bâtiment C1 - étude HUG - Nouveau bâtiment des lits - construction | Dépenses Dépenses | 1.0 195.0 | 1.0 4.0 | 1.0 4.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | HUG, maternité phase 3.3 | Dépenses | 49.9 | 0.5 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | Liaison girat Milice rte de Saconnex d'Arve MICA, rte de liaison av. de Bel-Air rte de Jussy | Dépenses Dépenses | 2.0 14.0 | 2.0 3.0 | 3.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | Police navigation, Eaux-Vives - construction | Dépenses | 4.0 | 2.0 | 2.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | PSI ch. Forestier - construction | Dépenses | 11.2 | 0.3 | 0.3 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | Refonte du REG Refonte SAM | Dépenses Dépenses | 2.7 4.5 | 1.6 0.0 | 0.0 | 0.3 | 0.0 |
| | En cours | | Refonte SMP | Dépenses | 2.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | Relogement forains Versoix - étude et construction Route de Drize, rte de Troinex | Dépenses | 10.0 6.0 | 0.5 2.0 | 0.5 2.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | Route de Drize, rie de Tromex Route de liaison P+R Sécheron av. de La Paix | Dépenses Dépenses | 2.5 | 1.0 | 1.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | SI office des poursuites | Dépenses | 0.0 | 0.7 | 0.5 | 0.2 | 0.0 |
| | En cours En cours | | Sycotrin Transfert terrains Fourches sur site Belle-Idée | Dépenses Dépenses | 2.5 4.0 | 0.0 1.0 | 1.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | Acquisitions de terrains | Dépenses | 82.5 | 7.5 | 0.0 | 7.5 | 0.0 |
| | En cours En cours | | Ancienne Ecole de médecine - rénovation et agrandissement CFP - Agrandissement bâtiment - étude | Dépenses Dépenses | 19.7 0.9 | 1.0 0.3 | 1.0 0.3 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | Consolidation | Dépenses | 0.5 | 0.2 | -0.1 | 0.3 | 0.0 |
| | En cours | | Déplacement de la route de Challex | Dépenses | 7.0 | 1.5 | 1.5 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | Emplois de solidarité (EDS) Espaces entreprises | Dépenses Dépenses | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | Finalisation Refonte AFC 3 | Dépenses | 2.9 | 1.5 | 1.5 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | Jardins familiaux, La Chapelle-Lancy reconstruction - construction Jardins familiaux, Sciers-PLO reconstruction - construction | Dépenses Dépenses | 4.0 4.0 | 0.5 0.5 | 0.5 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | La Brenaz II - étude | Dépenses Dépenses | 4.0 | 0.5 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | Liason Champel-Hôpital (CEVA) | Dépenses | 18.0 | 0.5 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | L-Per LUP II- achats et dotations | Dépenses Dépenses | 0.5 50.0 | 0.0 | -0.5 0.0 | 0.5 | 0.0 |
| | En cours | | Mandats confiés à des Tiers | Dépenses | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | Reforte SMP | Dépenses | 0.0 | 1.2 | 1.2 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | Regroupement Ecoles pour adultes Revenu déterminant unique (RDU) | Dépenses Dépenses | 0.2 8.2 | 0.2 1.7 | 0.2 1.7 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | SI office des poursuites | Dépenses | 5.0 | 0.5 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours En cours | | Sycotrin Tronçon : Rte de Chancy - Rte des Communes Réunies | Dépenses Dépenses | 0.0 15.0 | 1.2 | 1.2 | 0.0 | 0.0 |
| | En cours | | Délocalisation OCAN à Bernex, étude | Dépenses | 30.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Total DCTI | 7004 | 1002 | Digitalisation plans du cadastre | Dénomoso | 3'274.6 6.0 | 464.9 0.0 | 99.1 -0.2 | 365.8 0.2 | 231.4 2.1 |
| <u> </u> | 7139 | | Subventions pour mensurations cadastrales | Dépenses Recettes | -0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 7808 | 1998 | Teppes Véré, Biolay et Verbois | Dépenses | 4.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.3 |
| | 7852 | 1998 | Renaturation Seymaz - 1e étape | Recettes Dépenses | 0.0 9.5 | 0.0 | 0.0 -0.5 | 0.0 1.0 | 0.0 |
| | | | | Recettes | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 8130 | 2000 | Développement SI domaine eau et environnement | Dépenses Recettes | 1.6 0.0 | 0.0 | -0.2 0.0 | 0.2 | 0.1 |
| | 8269 | 2001 | Nouvelle décharge - étude | Dépenses | 0.8 | 0.1 | -0.1 | 0.2 | 0.0 |
| | 8327 | | Acquisition de forêts ou terrains assimilés | Dépenses | 0.8 | 0.0 | -0.1 | 0.1 | 0.0 |
| | 8490 | 2001 | Aire - revitalisation cours d'eau - étude Aire - revitalisation cours d'eau - travaux | Dépenses Dépenses | 2.9 2.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | | | | Recettes | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 8522 8804 | | Renaturation Seymaz - 2e étape Plan rég. d'évac.des eaux-subv.féd. | Dépenses Recettes | 9.9 -0.9 | 0.3 | 0.0 | 0.3 -0.3 | 0.2 -0.2 |
| | | | Plan régional d'évacuation des eaux | Dépenses | 4.5 | 0.0 | -0.9 | 0.9 | 0.5 |
| | 9354 9522 | | Acquisition et renouvellement matétiel scientifique Aire - travaux de renaturation | Dépenses Dépenses | 1.3 21.8 | 0.0 | -0.1 -11.0 | 0.1 11.0 | 0.4 3.5 |
| | OOLL | 2000 | Aire - travaux de renaturation - terrains | Dépenses | 2.1 | 0.0 | -1.0 | 1.0 | 0.0 |
| | 9729 | 2006 | Assainissement rue de la Tannerie 3 | Recettes | 0.0 2.8 | 0.0 | 0.0 -1.7 | 0.0 1.7 | 0.0 |
| | 9956 | | Reconstruction du pont de Lully | Dépenses Dépenses | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 10113 | 2007 | Maison vigneronne - équipement | Dépenses | 0.1 | 0.0 | -0.1 | 0.1 | 0.0 |
| | 9432 9982 | | Acq. terrains Versoix Remplacement des stations ROPAG (2) | Dépenses Dépenses | 1.8 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.8 |
| | 8845 | 2004 | CREATION D'UN ESPACE DE RECUPERATION DES CHANATS | Dépenses | 3.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 7809 7433 | | Revalorisation de la Versoix-FDS renaturation-698501.50101 Projet données cadastrales (TA) | Dépenses Dépenses | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -0.7 -2.1 |
| | En cours | 1993 | Plage des Eaux-vives | Dépenses Dépenses | 43.8 | 1.5 | 1.5 | 0.0 | -2.1 0.0 |
| | | | Espaces publics PA / interface CEVA | Dépenses | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 0.0 | 0.0 |
| | | | Etude ferroviaire VD-GE Plage des Eaux-vives | Dépenses Recettes | 1.1 0.0 | 1.1 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Total DT | | | | | 124.0 | 6.5 | -10.2 | 16.6 | 6.3 |
| O.S.E Fotal D.S.E | 10063 | 2008 | Informatique - Hospice Général | Dépenses | 8.6 8.6 | 4.1 4.1 | 0.6 0.6 | 3.5 3.5 | 1.5 1.5 |
| DES | 9422 | 2005 | HUG - maternité 3e étape - phases 3.1 + 3.2 | Dépenses | 12.8 | 10.1 | 4.6 | 5.5 | 0.0 |
| | 9661 | 2006 | HUG - renouvellement installation froid bât. C | Dépenses | 7.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 |
| | 9730 9736 | 2006 2006 | HUG - remplacement centrale thermique gériatrie SPCO - renouvellement équipement | Dépenses Dépenses | 3.9 1.2 | 0.0 | 0.0 -0.1 | 0.0 | 1.0 |
| | 9867 | 2007 | HUG - site Cluse - rénovation centrale thermique | Dépenses | 2.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| | 9977 9978 | | HUG - maintenance bâtiments HUG - rénovation bloc opératoire | Dépenses Dépenses | 7.0 6.2 | 0.0 | 0.0 -1.3 | 0.0 1.3 | 1.0 |
| | | | HUG - renouvellement bombe au cobalt | Dépenses | 4.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.6 |
| | 9979 | | | | | | | 2.0 | 1.0 |
| | 9980 | 2007 | HUG - rénovation réseau eau claire | Dépenses | 3.6 | 0.0 | -2.0 | | 0.5 |
| | 9980 10063 | 2007 2008 | Renouvellement informatique FSASD | Dépenses | 9.3 | 3.2 | 0.4 | 2.8 | |
| | 9980 10063 10409 10418 | 2007 2008 2009 2009 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation | Dépenses Dépenses Dépenses | 9.3 1.9 0.1 | 3.2 1.8 0.0 | 0.4 1.3 0.0 | 2.8 0.5 0.0 | 0.0 |
| | 9980 10063 10409 10418 8709 | 2007 2008 2009 2009 2002 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation Hug-Höpital des enfants -bätiment haut-2ème étape-construction | Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses | 9.3 1.9 0.1 3.1 | 3.2 1.8 0.0 0.0 | 0.4 1.3 0.0 0.0 | 2.8 0.5 0.0 0.0 | 0.0 0.0 0.0 |
| | 9980 10063 10409 10418 | 2007 2008 2009 2009 2002 2002 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation | Dépenses Dépenses Dépenses | 9.3 1.9 0.1 | 3.2 1.8 0.0 | 0.4 1.3 0.0 | 2.8 0.5 0.0 | 0.0 0.0 0.0 0.0 |
| | 9980 10063 10409 10418 8709 10267 | 2007 2008 2009 2009 2002 2002 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation Hug-Hôpital des enfants -bâtiment haut-2ème étape-construction HUG acquisition 2 scanners radiologie HUG - acquisition centrale surveillance anesthésie HUG - Chaine automatisée de laboratoire | Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses | 9.3 1.9 0.1 3.1 3.0 1.9 2.0 | 3.2 1.8 0.0 0.0 0.0 1.5 1.0 | 0.4 1.3 0.0 0.0 -2.0 0.5 1.0 | 2.8 0.5 0.0 0.0 2.0 0.9 | 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 |
| Total DES | 9980 10063 10409 10418 8709 10267 10266 | 2007 2008 2009 2009 2002 2002 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation Hug-Hôpital des enfants -bâtiment haut-2ème étape-construction HUG acquisition 2 scanners radiologie HUG - acquisition centrale surveillance anesthésie | Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses | 9.3 1.9 0.1 3.1 3.0 1.9 | 3.2 1.8 0.0 0.0 0.0 1.5 | 0.4 1.3 0.0 0.0 -2.0 0.5 | 2.8 0.5 0.0 0.0 2.0 0.9 | 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 |
| Cour des Comptes | 9980 10063 10409 10418 8709 10267 10266 | 2007 2008 2009 2009 2002 2002 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation Hug-Hôpital des enfants -bâtiment haut-2ème étape-construction HUG acquisition 2 scanners radiologie HUG - acquisition centrale surveillance anesthésie HUG - Chaine automatisée de laboratoire | Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses | 9.3 1.9 0.1 3.1 3.0 1.9 2.0 3.0 73.4 0.2 | 3.2 1.8 0.0 0.0 0.0 1.5 1.0 1.5 19.0 0.1 | 0.4 1.3 0.0 0.0 -2.0 0.5 1.0 1.5 3.9 | 2.8 0.5 0.0 0.0 2.0 0.9 0.0 0.0 15.1 | 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 7.8 |
| Cour des Comptes Total Cour des Comptes | 9980 10063 10409 10418 8709 10267 10266 En cours | 2007 2008 2009 2009 2002 2002 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation Hug-Hôpital des enfants -bâtiment haut-2ème étape-construction Hug Adpitalion 2 scanners radiologie HUG - acquisition centrale surveillance anesthésie HUG - Chaine automatisée de laboratoire HUG - Scanner hôpital des 3 chênes Equip. CDC | Dépenses | 9.3 1.9 0.1 3.1 3.0 1.9 2.0 3.0 73.4 0.2 | 3.2 1.8 0.0 0.0 0.0 1.5 1.0 1.5 19.0 0.1 | 0.4 1.3 0.0 0.0 -2.0 0.5 1.0 1.5 3.9 0.1 | 2.8 0.5 0.0 0.0 2.0 0.9 0.0 0.0 15.1 0.0 | 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 7.8 |
| Cour des Comptes | 9980 10063 10409 10418 8709 10267 10266 En cours | 2007 2008 2009 2009 2002 2002 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation Hug-Hôpital des enfants - bâtiment haut-2ème étape-construction HUG acquisition 2 scanners radiologie HUG - acquisition centrale surveillance anesthésie HUG - Chaine automatisée de laboratoire HUG - Scanner hôpital des 3 chênes | Dépenses | 9.3 1.9 0.1 3.1 3.0 1.9 2.0 3.0 73.4 0.2 | 3.2 1.8 0.0 0.0 0.0 1.5 1.0 1.5 19.0 0.1 | 0.4 1.3 0.0 0.0 -2.0 0.5 1.0 1.5 3.9 | 2.8 0.5 0.0 0.0 2.0 0.9 0.0 0.0 15.1 | 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 7.8 |
| Cour des Comptes Total Cour des Comptes Constituante | 9980 10403 10409 10418 8709 10267 10266 En cours | 2007 2008 2009 2009 2002 2008 2008 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation Hug-Hôpital des enfants - bâtiment haut-2ème étape-construction Hug-Hôpital des enfants - bâtiment haut-2ème étape-construction HUG acquisition 2 scanners radiologie HUG - acquisition centrale surveillance anesthésie HUG - Scanner hôpital des 3 chênes Equip. CDC Equip. CDC Equip. Constituante Equipement palais de justice | Dépenses | 9.3 1.9 0.1 3.1 3.0 1.9 2.0 3.0 73.4 0.2 0.2 0.5 0.5 | 3.2 1.8 0.0 0.0 0.0 1.5 1.0 1.5 19.0 0.1 0.1 0.0 0.0 | 0.4 1.3 0.0 0.0 -2.0 0.5 1.0 1.5 3.9 0.1 -0.5 -0.5 | 2.8 0.5 0.0 0.0 2.0 0.9 0.0 0.0 15.1 0.0 0.0 0.5 0.5 | 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 7.8 0.0 0.0 0.0 |
| Cour des Comptes Total Cour des Comptes Constituante Total Constituante | 9980 10063 10409 10418 8709 10267 10266 En cours | 2007 2008 2009 2009 2002 2008 2008 | Renouvellement informatique FSASD HUG - HDE Équipement Curabilis - extension et transformation Hug-Höpital des enfants - bätiment haut-2ème étape-construction Hug-Höpital des enfants - bätiment haut-2ème étape-construction HuG acquisition of scanners radiologie HUG - acquisition centrale surveillance anesthésie HUG - Scanner höpital des 3 chênes Equip. CDC Equip. CDC Equip. Constituante | Dépenses | 9.3 1.9 0.1 3.1 3.0 1.9 2.0 3.0 73.4 0.2 0.2 0.5 | 3.2 1.8 0.0 0.0 0.0 1.5 1.0 1.5 19.0 0.1 0.1 0.0 | 0.4 1.3 0.0 0.0 -2.0 0.5 1.0 1.5 3.9 0.1 0.1 -0.5 | 2.8 0.5 0.0 0.0 2.0 0.9 0.0 15.1 0.0 0.0 0.5 | 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 7.8 0.0 |

| Département | N°loi | Année de vote de la loi | Libellé | Nature | CREDIT GLOBAL | PB2010 | Variation PB2010 / B2009 | Budget 2009 | Comptes 2008 |
|--|---|--------------------------------------|--|--|--|--|--|---|--|
| | | | CREDIT DE PROGRAMME | | | | | | |
| CHA Total CHA | 10130 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Chancellerie | Dépenses | 0.1 0.1 | 0.0 | -0.1 -0.1 | 0.1 0.1 | 0.0 |
| DF | 10131 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Finances | Dépenses | 0.2 | 0.6 | 0.5 | 0.1 | 0 |
| Total DF DIP | 10132 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Instruction publique | Dépenses | 0.2 29.5 | 0.6 8.1 | 0.5 -2.9 | 0.1 11.0 | 0.0 |
| | | | | Recettes | -0.9 | -0.2 | 0.0 | -0.2 | 0 |
| | | | Fonds cantonal d'art contemporain - œuvres intégrées Fonds cantonal d'art contemporain - œuvres mobiles | Dépenses Dépenses | 4.1 2.8 | 0.4 | 0.0 | 0.4 | 0. |
| | 10142 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Université | Dépenses Recettes | 55.1 -6.0 | 24.0 -2.0 | 3.4 0.0 | 20.6 -2.0 | 15. |
| Total DIP | | | | | 84.5 | 30.5 | 0.5 | 30.0 | 23.9 |
| DI | 10133 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Institutions Subv Crédit de programme 2008-2010 - Institutions | Dépenses Recettes | 15.0 0.0 | 5.8 0.0 | 0.9 | 4.9 -0.1 | 3. 0. |
| Total DI | 10104 | 0007 | | D/ | 15.0 | 5.8 | 1.1 | 4.7 | 3.3 |
| OCTI | 10134 | | Crédit de programme 2008-2010 - DCTI | Dépenses Recettes | 0.0 | 0.9 -0.1 | -1.3 0.0 | 2.2 -0.1 | 1. 0. |
| | 10138 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Bâtiments | Dépenses Recettes | 274.9 0.0 | 75.2 0.0 | -14.2 0.5 | 89.4 -0.5 | 53. -0. |
| | 10139 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Génie civil | Dépenses | 108.2 | 43.8 | 4.6 | 39.2 | 25. |
| | 10140 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - CTI | Recettes Dépenses | -16.0 148.1 | -4.7 55.9 | 2.6 14.7 | -7.3 41.2 | -4. 37. |
| Total DCTI | | | | | 519.5 | 171.0 | 6.9 | 164.1 | 113.4 |
| DT | 10135 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Territoire | Dépenses Recettes | 44.1 0.0 | 23.9 -0.1 | 4.7 0.0 | 19.2 -0.1 | 14. |
| Total DT | | | | | 44.1 | 23.8 | 4.7 | 19.1 | 14.0 |
| D.S.E | 10136 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Solidarité et emploi | Dépenses Recettes | 3.5 0.0 | 1.4 -0.5 | -0.3 | 1.1 -0.2 | 0. |
| Total D.S.E | 40407 | | 0.645 | | 3.5 | 0.9 | 0.0 | 0.9 | 0.9 |
| DES | 10137 10141 | | Crédit de programme 2008-2010 - Economie et santé Crédit de programme 2008-2010 - HUG | Dépenses Dépenses | 3.6 133.1 | 1.5 71.1 | 0.0 25.1 | 1.6 46.0 | 9. |
| | 10143 | | Crédit de programme 2008-2010 - FTI | Dépenses | 5.6 | 2.2 | -0.6 | 2.8 | 2. |
| | En cours | | Crédit de programme FSASD (2010) | Recettes Dépenses | 0.0 1.9 | -0.3 1.9 | 0.1 1.9 | -0.4 0.0 | -1. 0. |
| Total DES | 10100 | 0007 | | Diaman | 144.3 | 76.4 | 26.5 | 49.9 | 10.9 |
| Grand Conseil | 10128 | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Grand Conseil | Dépenses | 1.2 | 0.2 | -0.6 | 0.8 | 0. 0.1 |
| lotal Grand Consell | | | | | 1.2 | 0.2 | -0.6 | 0.8 | 0.1 |
| Fotal PJ | 10129 ogramme | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Pouvoir judiciaire | Dépenses | 1.2 0.5 0.5 812.9 | 0.2 1.3 1.3 | -0.6 1.0 1.0 | 0.8 0.3 0.3 | |
| PJ Total PJ Fotal Credit de Pr | | 2007 | Crédit de programme 2008-2010 - Pouvoir judiciaire LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement | Dépenses Recettes | 0.5 0.5 | 1.3 1.3 | 1.0 1.0 | 0.3 0.3 | 0.1 166.6 |
| PJ Total PJ Total Credit de Pr DCTI Total DCTI | ogramme 4800013 | 2007 | LOCATION FINANCEMENT | | 0.5 0.5 812.9 | 1.3 1.3 310.5 | 1.0 1.0 40.5 | 0.3 0.3 270.0 | 0.1 166.6 -105.0 |
| PJ Total PJ Total Credit de Pr DCTI Total DCTI | ogramme 4800013 | 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement | | 0.5 0.5 812.9 | 1.3 1.3 310.5 | 1.0 1.0 40.5 | 0.3 0.3 270.0 | 0.1 166.6 -105.0 |
| Total Grand Conseil PJ Total PJ Total Credit de Pr DCTI Total DCTI Total DCTI Total Location fin | ogramme 4800013 ancement | 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS | Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 | 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 | -103.3 -103.3 -103.3 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 |
| PJ Total PJ Total Credit de Pr DCTI Total DCTI Total Location fin | 4800013 ancement | 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants | Recettes Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 | 1.3 1.3 310.5 | 1.0 1.0 40.5 | 0.3 0.3 270.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 |
| PJ Total PJ Total Credit de Pr DCTI Total DCTI Total Location fin | 4800013 4800002 4800002 4800006 4800006 | 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants | Recettes Dépenses Recettes Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 | 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 | -103.3 -103.3 -103.3 -0.3 | 0. 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 |
| PJ Total PJ Total Credit de Pr DCTI Total DCTI Total Location fin | ogramme 4800013 ancement 4800002 4800005 | 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis | Recettes Dépenses Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 | 1.3 1.3 310.5 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 | -103.3 -103.3 -103.3 -03.3 | 0. 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 |
| PJ Fotal PJ Fotal Credit de Pr DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin | 4800013 4800002 4800002 4800006 4800006 | | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants | Dépenses Recettes Dépenses Recettes Recettes Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 | 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 2.0 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 270.0 -103.3 -103.3 -103.3 -0.1 0.0 0.0 0.7 0.7 0.1 0.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 0.0 -000. |
| PJ Fotal PJ Fotal Credit de Pr DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin | 4800013 ancement 4800002 4800006 4800004 4802004 4802004 4802004 | 2005 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public | Dépenses Recettes Recettes Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 | 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 2.0 -0.7 0.0 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 270.0 -103.3 -103.3 -103.3 -0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 0.0 -0.0 -0.6 |
| PJ Fotal PJ Fotal Credit de Pr DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin | 4800013 ancement 4800002 4800005 4800006 4800006 4800004 9429 9975 | 2005 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Drêts aux étudiants Remboursement de Cole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire | Dépenses Recettes Recettes Recettes Recettes Recettes Dépenses Dépenses Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 | -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -97.0 -0.7 -0.1 0.0 2.0 -0.7 0.0 3.2 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 0.0 -00 -0.6 0.0 0.0 |
| PJ Fotal PJ Fotal Credit de Pr DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin | 4800013 ancement 4800002 4800006 4800004 4802004 4802004 4802004 | 2005 2008 2008 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations | Dépenses Recettes Recettes Dépenses Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 | 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 2.0 -0.7 0.7 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 270.0 270.0 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 |
| PJ Fotal PJ Fotal Credit de Pr DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin | 4800013 ancement 480002 480006 480006 480004 8427 9429 9975 10008 En cours | 2005 2008 2008 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations LUP cipit - achats et dotations LUP cipit - achats et dotations | Dépenses Recettes Recettes Recettes Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 6.9 1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 | -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 270.0 270.0 -103.3 -103.3 -103.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -0.0 -0.6 -0.6 -0.9 -0.9 -0.9 -0.9 -0.9 -0.9 -0.9 -0.9 |
| PJ Fotal PJ Fotal Credit de Pr DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin | 4800013 4800002 4800005 4800006 4800006 4800006 10008 En cours | 2005 2008 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations LUP II- achats et dotations LUP II- achats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM | Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Recettes Dépenses Recettes Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 50.0 -1.0 | -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -0.1 -0.1 -0.0 -0.7 -0.0 -0.7 -0.0 -0.7 -0.0 -0.7 -0.0 -0.7 -0.0 -0.7 -0.0 -0.7 -0.0 -0.7 -0.7 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 270.0 270.0 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -0.1 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -0. -0. -0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. -0. -0. |
| PJ Fotal PJ Fotal Credit de Pr DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin DIP Fotal DIP Total DIP | 4800013 ancement 480002 480006 480006 480004 8427 9429 9975 10008 En cours | 2005 2008 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations LUP cipit - achats et dotations LUP cipit - achats et dotations | Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 50.0 | 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 -0.7 -0.1 0.0 -0.7 0.0 0.0 -0.7 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 270.0 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -2.0 -0.7 -0.1 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -0. -0. -0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0 |
| Fotal DCTI Fotal DIP Fotal DCTI | 4800013 4800002 4800005 4800006 4800006 4800006 10008 En cours | 2005 2008 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations LUP cipit - achats et dotations LUP cipit - achats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM Liaison CEVA - crédit compl. Participations sociétés d'économie mixte (3800004) | Dépenses Recettes Recettes Recettes Recettes Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 200.0 45.0 90.0 50.0 10.0 11.1 10.0 | 1.3 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 2.0 -0.7 0.0 3.2 25.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 270.0 270.0 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 000. 0. 0. 0. 0. 49. 0. 0. 49. 49. 49. 49. 49. 49. 49. 49. 49. |
| Fotal DCTI Fotal DIP Fotal DCTI | 4800013 4800002 4800006 4800006 4800006 4800006 10008 8427 9429 9975 10008 En cours I 4 05 | 2005 2008 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations LUP II achats et dotations LUP II achats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM Liaison CEVA - crédit compl. | Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 -10.2 113.5 50.4 50.6 | 1.3 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -0.1 0.0 0.7 0.0 0.0 0.7 0.0 0.0 0.7 0.0 0.0 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0. 166.6 -105.0 -105.0 -0.6 -0.6 0.0 0.0 0.0 49.9 0.0 0.0 48.8 |
| P.J Fotal PJ Fotal PJ Fotal Credit de Pr DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin DIP Fotal DIP DCTI Fotal DIP DCTI Fotal DIP | 4800013 4800002 4800006 4800006 4800006 4800006 10008 8427 9429 9975 10008 En cours I 4 05 | 2005 2008 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations LUP cipit - achats et dotations LUP cipit - achats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM Liaison CEVA - crédit compl. Participations sociétés d'économie mixte (3800004) | Dépenses Recettes Recettes Recettes Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 50.0 -10.1 50.0 | 1.3 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -0.0 -0.7 -0.0 0.0 2.0 -0.7 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 270.0 270.0 -103.3 -103.3 -103.3 -103.3 -0.0 -0.7 -0.1 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0. 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -000. 0. 0. 0. 0. 48.8 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. |
| P.J Fotal PJ Fotal PJ Fotal Credit de Pr DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin DIP Fotal DIP DCTI Fotal DIP DCTI Fotal DIP | 4800013 4800002 4800006 4800006 4800006 4800006 10008 8427 9429 9975 10008 En cours I 4 05 | 2005 2008 2007 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations LUP II- achats et dotations LUP II- achats et dotations LUP II- achats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM Liaison CEVA - crédit compl. Participations sociétés d'économie mixte (3800004) Prêts aux agriculteurs (4800011) | Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 6.9 1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 50.0 -10.2 113.5 50.0 -10.2 -10.3 -10 | 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 -103.3 - | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -000. 0. 0. 0. 0. 48.8 00. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0 |
| Fotal DCTI Fotal DIP Fotal DCTI | 4800013 ancement 4800005 4800005 4800006 4800006 190006 4800004 8427 9429 9975 10008 En cours 14 05 8719 - 10444 loi générale | 2005 2008 2007 2009 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations LUP cplt- achats et dotations LUP III achats et dotations LUP III achats et dotations LUP III achats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM Liaison CEVA - crédit compl. Participations sociétés d'économie mixte (3800004) Prêts aux agriculteurs (4800011) Prêts aux agriculteurs (4800012) | Dépenses Recettes Recettes Recettes Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 -10.3 50.0 -10.3 50.0 -10.3 - | 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 | 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 1-103. | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -0.6 -0.6 -0.6 -0.6 -0.6 -0.6 -0.6 -0 |
| P.J. Fotal P.J. Fotal Credit de Pr. DCTI Fotal DCTI Fotal Location fin DIP Fotal DIP DCTI Fotal DIP DCTI Fotal DCTI Fotal DIP DCTI Fotal DCTI Fotal DCTI DT | 4800013 4800002 4800006 4800006 4800006 4800006 10008 8427 9429 9975 10008 En cours I 4 05 | 2005 2008 2007 2009 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Grêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Grêts aux étudiants Rembo | Dépenses Recettes Recettes Recettes Recettes Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses | 0.5 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 -10.1 10.5 5.0 10 | 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 | 1.0 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 1-103. | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 |
| Fotal PJ Fotal Credit de Pr Cotal DCTI Fotal DCTI | 4800013 ancement 4800002 4800006 4800006 4800006 4800006 10008 En cours I 4 05 8719 - 10444 loi générale | 2005 2008 2007 2009 2009 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Grèts aux étudiants LUP - La chats et dotations LUP - La chats et dotations LUP II - achats et dotations Remboursement de Rembourse de Grèts aux expressions Remboursement de Grèts aux expressions de Grèts aux agriculteurs (4800011) Prêts aux agriculteurs (4800012) Prêts en faveur de la CGN | Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 50.0 90.0 50.0 10.2 113.5 50.0 90.0 | 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -98.3 -0.1 0.0 0.0 0.7 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 | 1.0 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.0 0.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 |
| Fotal DCTI Fotal | 4800013 ancement 4800005 4800005 4800006 4800006 190006 4800004 8427 9429 9975 10008 En cours 14 05 8719 - 10444 loi générale | 2005 2008 2007 2009 2009 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP - achats et dotations LUP cplt- achats et dotations LUP III achats et dotations LUP III achats et dotations LUP III achats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM Liaison CEVA - crédit compl. Participations sociétés d'économie mixte (3800004) Prêts aux agriculteurs (4800011) Prêts aux agriculteurs (4800012) | Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses Recettes Dépenses | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 6.9 1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 200.0 45.0 90.0 50.0 50.0 10.2 113.5 50.0 60.0 | 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 310.5 -98.3 -98.3 -98. | 1.0 1.0 1.0 40.5 5.0 5.0 5.0 5.0 0.0 0.0 0.0 | 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.0 0.0 | 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 -0.0 |
| PJ Total PJ Total Credit de Pr DOTTI Total DCTI Total Location fin DIP Total DIP DOTTI Total DCTI Tot | 4800013 ancement 4800002 4800006 4800006 4800006 8427 9429 9975 10008 En cours 14 05 8719 - 10444 loi générale 8558 | 2005 2008 2007 2009 2009 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP carbats et dotations LUP cipt: achats et dotations LUP cipt: achats et dotations LUP lachats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM Liaison CEVA - crédit compl. Participations sociétés d'économie mixte (3800004) Prêts aux agriculteurs (4800011) Prêts aux agriculteurs (4800012) Prêt en faveur de la CGN Acquisition Parcelle Palexpo | Dépenses Recettes Recettes Recettes Recettes Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 50.0 -10.2 3.0 -3.0 | 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 | 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 | 0.3 0.3 -103.3 - | 0. 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 0. 000. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0 |
| P.J. Fotal P.J. Fotal Credit de Pr. DCTI Fotal DCTI Fotal DCTI Fotal DDIP Fotal DIP DCTI Fotal DT DCTI Fotal DCTI | 4800013 ancement 480002 480005 480006 480006 480006 10008 En cours 14 05 8719 - 10444 loi générale 8558 | 2005 2008 2009 2009 2009 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP carbats et dotations LUP cipt: achats et dotations LUP cipt: achats et dotations LUP lachats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM Liaison CEVA - crédit compl. Participations sociétés d'économie mixte (3800004) Prêts aux agriculteurs (4800011) Prêts aux agriculteurs (4800012) Prêt en faveur de la CGN Acquisition Parcelle Palexpo | Dépenses Recettes Recettes Recettes Recettes Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 20.0 45.0 90.0 90.0 50.0 -10.2 23.7 -3.0 | 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 | 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 | 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 0.3 | 0. 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -105.0 0. 0.0 -0.6 0. 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 1.1 0.0 0.0 1.3 2525. |
| PJ Total PJ Total Credit de Pr DCTI Total DCTI | 4800013 ancement 480002 480005 480006 480006 480006 10008 En cours 14 05 8719 - 10444 loi générale 8558 | 2005 2008 2009 2009 2009 | LOCATION FINANCEMENT HUG et UNI - Remboursement créance location-financement PRETS ET DOTATIONS Prêts aux étudiants Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêt aux apprentis Remboursement de Prêts aux étudiants Remboursement Ecole International de Genève Prêts aux coopératives d'habitation Dotations aux fondations immo de Droit Public Participation Fondation universitaire LUP carbats et dotations LUP cipt: achats et dotations LUP cipt: achats et dotations LUP lachats et dotations Prêts hypothécaires HLM-HM Liaison CEVA - crédit compl. Participations sociétés d'économie mixte (3800004) Prêts aux agriculteurs (4800011) Prêts aux agriculteurs (4800012) Prêt en faveur de la CGN Acquisition Parcelle Palexpo | Dépenses Recettes Recettes Recettes Recettes Recettes Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Dépenses Recettes | 0.5 0.5 812.9 0.0 0.0 0.0 0.0 18.8 0.0 -6.9 -1.1 10.8 22.2 -16.7 5.5 5.2 200.0 45.0 90.0 50.0 -10.2 3.0 -3.0 | 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 1.3 | 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 1.0 | 0.3 0.3 -103.3 - | 0. 0.1 166.6 -105.0 -105.0 -105.0 -105.0 -105.0 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0 |

Catégories d'immobilisations et durées d'utilité

Catégories d'Immobilisations et durées d'utilité

| | Durée d'utilit |
|--|------------------|
| Méthode linéai | e Années |
| Mobilier, machine, matériel bureau | |
| Mobilier, machine, matériel bureau - Mobilier de bureau 15 ans | 15 |
| Mobilier, machine, matériel bureau - Appareil bureau électrique / mécanique 10 ans | 10 |
| Mobilier, machine, matériel bureau - Autres 15 ans | 15 |
| Œuvres d'art | non amort |
| Appareil, matériel technique | |
| Appareil, matériel technique - Pédagogique, scientifique 10 ans | 10 |
| Appareil, matériel technique - Equipements pour entretien 10 ans | 10 |
| Appareil, matériel technique - Equipements garages, ateliers et autres 15 ans | 15 |
| Appareil, matériel technique - Equipements garages, ateliers et autres 5 ans | 5 |
| Véhicule et matériel transport | |
| Véhicule et matériel transport - Voiture 5 ans | 5 |
| Véhicule et matériel transport - Moto / Vélo 5 ans | 5 |
| Véhicule et matériel transport - Camion 10 ans | 10 |
| Véhicule et matériel transport - Remorque / Véhic. industriel 10 ans | 10 |
| Véhicule et matériel transport - Autocar / Bus 10 ans | 10 |
| Véhicule et matériel transport - Autre véhicule spécialisé 15 ans | 15 |
| Véhicule et matériel transport - Bâteau 20 ans | 20 |
| Informatique (CTI) | - - |
| Informatique - Applications 5 ans | 5 |
| Informatique - Applications 10 ans | 10 |
| Informatique - Postes de travail 5 ans | 5 |
| Informatique - Fostes de travair 5 ans | 5 |
| Informatique - Gerveurs Sans Informatique - Editique 6 ans | 6 |
| Informatique - Equipements spécialisés "Métiers" 5 ans | 5 |
| Informatique - Equipernents specialises Mellers 3 ans Informatique - Robots, stockage, sauvegarde 8ans | 8 |
| | 4 |
| Informatique - Licence d'exploitation 4 ans | 4 |
| Télécommunications (CTI) | 5 |
| Télécommunications - Equipements actifs du réseau et de la téléphonie 5 ans | |
| Télécommunications - Câblage interne aux bâtiments 10 ans | 10 |
| Télécommunications - Câblage extérieur aux bâtiments & canalisation 15 ans | 15 |
| Informatique (hors CTI) | _ |
| Informatique Hors CTI - Corporel 5 ans | 5 |
| Informatique Hors CTI - Corporel 10 ans | 10 |
| Informatique Hors CTI - Incorporel 5 ans | 5 |
| Informatique Hors CTI - Incorporel 10 ans | 10 |
| Terrain | 1 . |
| Terrain - Terrain bâti ou non bâti | non amort |
| Bâtiment | |
| Bâtiment - Gros œuvre 1 - 70 ans | 70 |
| Gros œuvre et ouvrages assimilés / Etudes d'exécution | |
| Bâtiment - Gros œuvre 2 - 30 ans | 30 |
| Façades / Toitures / Menuiseries extérieurs | |
| Bâtiment - Equipements techniques 25 ans | 25 |
| Electricité / Chauffage - ventilation / Sanitaires / Ascenseurs | |
| Bâtiment - Aménagements intérieurs 25 ans | 25 |
| Second œuvre / Finitions intérieurs | |
| Génie civil - Route | |
| Route - Infrastructure 90 ans | 90 |
| Route - Revêtement 20 ans | 20 |
| Route - Eléctromécanique 15 ans | 15 |
| Génie civil - Ouvrage d'art | 1 |
| Ouvrage d'art - Gros œuvre 90 ans | 90 |
| Ouvrage d'art - Revêtement 20 ans | 20 |
| Ouvrage d'art - Eléctromécanique 10 ans | 10 |

Catégories d'Immobilisations et durées d'utilité

| | Durée d'utilité |
|--|-----------------|
| Méthode linéaire | e Années |
| Subvention d'investissement accordée | |
| Bâtiment - Durée moyenne 40 ans | 40 |
| Route - Durée moyenne 60 ans | 60 |
| Ouvrage d'art - Durée moyenne 60 ans | 60 |
| Mobiliers et équipements - Durée moyenne 10 ans | 10 |
| Informatiques - Durée moyenne 5 ans | 5 |
| Méthode alternative : durée effective appliquée à l'immobilisation subventionnée | |
| Autres catégories d'actifs particuliers | |
| Selon liste (DCTI) | |
| Subvention d'investissement reçue / Produit différé | |
| Bâtiment - Durée moyenne 40 ans | 40 |
| Route - Durée moyenne 60 ans | 60 |
| Ouvrage d'art - Durée moyenne 60 ans | 60 |
| Mobiliers et équipements - Durée moyenne 10 ans | 10 |
| Informatiques - Durée moyenne 5 ans | 5 |
| Méthode alternative : durée effective appliquée à l'immobilisation subventionnée | |

Comparaison et classification par natures des dépenses et recettes

Classification par nature et par département des dépenses d'investissements PB2010

| _ ш | ĺ | 00 | | | | | | | 8 | | | 1 | | l | l | | ı | | | | ı | | | | l | | | | | | 00 |
|--|---|-------------------------|-----------|----------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|-------------|-----------|---------------|--------|--------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|------------------------|-------------------------------------|------------|---------------------|--|---------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------|--|---|--|------------------------------------|-------------------------------|-----------------------|---------------------|--|-----------------|
| POUVOIR | | 1'273'000 | | | | | | | 1'273'000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1'273'000 |
| COUR DES | | 20,000 | | | | | | | 20,000 | | | • | | | | • | | | | - | | | | • | | | | | | | 20,000 |
| GRAND | | 87'500 | | | | | | | 87,500 | | | 110,000 | 110'000 | | | • | | | | • | | | | • | | | | | | | 197'500 |
| ECONOMIE ET SANTE | | 4'520'000 | | 2'200'000 | | | | | 2,320,000 | | | - | | | | • | | | | • | | | | 91'223'000 | | | | 86'130'000 | 5,093,000 | | 95'743'000 |
| SOLIDARITE ET EMPLOI | | 4'590'000 | | | | | | | 4'590'000 | | | • | | | | • | | | | • | | | | 000,068 | | | | 390,000 | 200,000 | | 5'480'000 |
| TERRITOIRE | | 23'445'399 | 1'806'598 | 7'232'300 | 6'086'627 | 100,000 | | 1,017,128 | 7'202'746 | | | 642,000 | 2,000 | | 640,000 | 6,200,000 | 2'500'000 | | 4'000'000 | 15,000 | 15'000 | | | 6'280'840 | 1'100'000 | 4'600'000 | | | 580'840 | | 36'883'239 |
| CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | | 463'874'000 | 7/500/000 | 228'260'000 | | | 233'400'000 | | 44'714'000 | | -50,000,000 | 54'823'000 | 54'823'000 | | | 000,000,2 | | 1,000,000 | 0,000,000 | 28'200'000 | | | 28'200'000 | 165'220'000 | 82,000,000 | 1,000,000 | | 2'500'000 | 55'550'000 | 24'170'000 | 719'117'000 |
| INSTITUTIONS | | 8'468'681 | | | | | | | 8'468'681 | | | - | | | | • | | | | • | | | | • | | | | | | | 8'468'681 |
| INSTRUCTION PUBLIQUE | | 15'576'592 | | | | | | | 14'924'592 | | 652'000 | - | | | | 800,000 | | | 800,000 | • | | | | 29'480'000 | | | | 29'280'000 | 200,000 | | 45'856'592 |
| FINANCES | | 222,000 | | | | | | | 222,000 | | | 1,500,000 | 1,500,000 | | | • | | | | - | | | | • | | | | | | | 2'055'000 |
| CHANCELLERIE | | 40,000 | | | | | | | 40,000 | | | - | | | | | | | | - | | | | | | | | | | | 40,000 |
| ÉTAT DE GENÈVE | | 522'480'172 | 865,908,6 | 237'692'300 | 6,086'627 | 100,000 | 233'400'000 | 1,017,128 | 84'225'519 | | -49'348'000 | 000,520,25 | 56'435'000 | • | 640,000 | 14'300'000 | 2'500'000 | 1,000,000 | 10'800'000 | 28'215'000 | 15'000 | • | 28'200'000 | 293'093'840 | 83'100'000 | 2,600,000 | - | 118'300'000 | 61'923'840 | 24'170'000 | 915'164'012 |
| LIBELLÉ | | Biens d'investissements | Terrains | Routes et voies de communication | Aménagement des cours d'eau | Autres travaux de génie civil | Bâtiments | Forêts | Biens meubles | Etudes | Autres biens d'investissements | Immobilisations incorporelles | Logiciels, applications et licences | Propres établissements | Autres immobilisation incorporelles | Prêts | Entreprises privées | Organisations privées à but non lucratif | Personnes physiques | Participations et capitaux sociaux | Entreprises publiques | Entreprises privées | Organisations privées à but non lucratif | Subventions d'investissements accordées | Confédération et entreprises fédérales | Communes et groupes intercommunaux | Assurances sociales publiques | Entreprises publiques | Entreprises privées | Organisations privées à but non lucratif | Totaux généraux |
| | | 20 | 200 | 501 | 502 | 503 | 504 | 202 | 909 | 208 | 609 | 25 | 520 | 523 | 529 | 54 | 545 | 546 | 547 | 22 | 554 | 222 | 256 | 26 | 260 | 562 | 563 | 564 | 292 | 999 | |

Classification par nature et par département des recettes d'investissements PB2010

| LIBELLÉ | ÉTAT DE Genève | CHANCELLERIE | FINANCES | INSTRUCTION PUBLIQUE | INSTITUTIONS | CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | TERRITOIRE | SOLIDARITE ET EMPLOI | ECONOMIE ET SANTE | GRAND | COUR DES COMPTES | POUVOIR |
|---|-------------------|--------------|----------|-------------------------|--------------|--|------------|-------------------------|----------------------|-------|---------------------|---------|
| | | | | | | | | | | | | |
| Cession de biens d'investissements | 30,000,000 | • | • | • | • | 30,000,000 | • | • | • | • | • | • |
| | 23,000,000 | | | | | 23'000'000 | | | | | | |
| Routes et voies de communication | • | | | | | | | | | | | |
| Autres travaux de génie civil | | | | | | | | | | | | |
| | 000,000,2 | | | | | 7'000'000 | | | | | | |
| | • | | | | | | | | | | | |
| | 71'453'866 | • | • | 2'589'500 | • | 998,680,89 | 12,000 | 450,000 | 300,000 | • | • | • |
| Confédération et entreprises fédérales | 66'914'366 | | | 2'350'000 | | 64'039'366 | 12,000 | 450,000 | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| Communes et groupes intercommunaus | 4,000,000 | | | | | 4'000'000 | | | | | | |
| | 239,200 | | | 239,200 | | | | | | | | |
| | 300,000 | | | | | | | | 300,000 | | | |
| Rembroursement de prêts | 102'196'475 | • | • | 000,592 | • | 99'581'475 | 1,820,000 | • | | | • | • |
| | | | | | | | | | | | | |
| | 1,260,000 | | | 100,000 | | | 1,160,000 | | | | | |
| Organisation privées à but non lucratif | | | | | | | | | | | | |
| | 2,665,000 | | | 000,599 | | 1'310'000 | 000,069 | | | | | |
| Créances de locations-financement | 98'271'475 | | | | | 98'271'475 | | | | | | |
| | 203'650'341 | • | • | 3'354'500 | • | 197'620'841 | 1'925'000 | 450,000 | 000,008 | • | • | • |
| | | | | | | | | | | | | |

Comparaison par nature des dépenses d'investissements

| Nature | Libellés | PB2010 | Écart par rapport au | Budget 2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------|---|-------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|
| 50 | Biens d'investissements | 522'480'172 | 82'527'977 | 18.76% | 439'952'195 | 406'405'732 |
| 500 | Terrains | 9'306'598 | -1'593'402 | -14.62% | 10'900'000 | 14'448'608 |
| 501 | Routes et voies de communication | 237'692'300 | 34'162'300 | 16.78% | 203'530'000 | 123'716'606 |
| 502 | Aménagement des cours d'eau | 6'086'627 | -9'113'373 | -59.96% | 15'200'000 | 6'598'369 |
| 503 | Autres travaux de génie civil | 100'000 | -1'800'000 | -94.74% | 1'900'000 | 95'295 |
| 504 | Bâtiments | 233'400'000 | 16'515'000 | 7.61% | 216'885'000 | 197'544'721 |
| 505 | Forêts | 1'017'128 | -468'457 | -31.53% | 1'485'585 | 429'568 |
| 506 | Biens meubles | 84'225'519 | -5'098'586 | -5.71% | 89'324'105 | 62'947'586 |
| 508 | Etudes | - | - | | - | -23'460 |
| 509 | Autres biens d'investissements | -49'348'000 | 49'924'495 | -50.29% | -99'272'495 | 648'438 |
| 52 | Immobilisations incorporelles | 57'075'000 | 1'912'820 | 3.47% | 55'162'180 | 40'309'150 |
| 520 | Logiciels, applications et licences | 56'435'000 | 2'152'820 | 3.97% | 54'282'180 | 39'655'285 |
| 523 | Propres établissements | - | - | | - | - |
| 526 | Personnes physiques | - | - | | - | - |
| 529 | Autres immobilisation incorporelles | 640'000 | -240'000 | -27.27% | 880'000 | 653'865 |
| 54 | Prêts | 14'300'000 | 5'000'000 | 53.76% | 9'300'000 | 7'355'266 |
| 541 | Cantons et concordats | - | - | | - | - |
| 543 | Assurances sociales publiques | - | - | | - | - |
| 545 | Entreprises privées | 2'500'000 | -350'000 | -12.28% | 2'850'000 | 6'517'971 |
| 546 | Organisations privées à but non lucratif | 1'000'000 | - | 0.00% | 1'000'000 | 525'000 |
| 547 | Personnes physiques | 10'800'000 | 5'350'000 | 98.17% | 5'450'000 | 312'295 |
| 548 | Etranger | - | - | | | - |
| 55 | Participations et capitaux sociaux | 28'215'000 | -12'805'000 | -31.22% | 41'020'000 | 74'355'761 |
| 554 | Entreprises publiques | 15'000 | -5'000 | -25.00% | 20'000 | 49'351'334 |
| 555 | Entreprises privées | - | - | | - | 25'004'427 |
| 556 | Organisations privées à but non lucratif | 28'200'000 | -12'800'000 | -31.22% | 41'000'000 | - |
| 56 | Subventions d'investissements accordées | 293'093'840 | 118'342'712 | 67.72% | 174'751'128 | 56'259'726 |
| 560 | Confédération et entreprises fédérales | 83'100'000 | 47'600'000 | 134.08% | 35'500'000 | 3'132'571 |
| 562 | Communes et groupes intercommunaux | 5'600'000 | 4'600'000 | 460.00% | 1'000'000 | - |
| 564 | Entreprises publiques | 118'300'000 | 27'348'872 | 30.07% | 90'951'128 | 38'493'489 |
| 565 | Entreprises privées | 61'923'840 | 26'523'840 | 74.93% | 35'400'000 | 8'373'831 |
| 566 | Organisations privées à but non lucratif | 24'170'000 | 12'270'000 | 103.11% | 11'900'000 | 6'259'835 |
| 57 | Subventions d'investissements redistribuées (LBA) | - | | | | |
| 574 | Sociétés d'économie mixte | - | - | | - | - |
| | Totaux généraux | 915'164'012 | 194'978'509 | 27.07% | 720'185'503 | 584'685'636 |

Comparaison par nature des recettes d'investissements

| Nature | Libellés | PB2010 | Écart par rapport au | Budget 2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------|--|-------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|
| 60 | Cession de biens d'investissements | 30'000'000 | 30'000'000 | | | 637'128'772 |
| 600 | Terrains | 23'000'000 | 23'000'000 | | | 15'092'701 |
| 601 | Routes et voies de communication | - | - | | | 209'698'227 |
| 603 | Autres travaux de génie civil | - | - | | | 5'825'971 |
| 604 | Bâtiments | 7'000'000 | 7'000'000 | | | 406'359'364 |
| 606 | Biens meubles | - | - | | - | 152'509 |
| 63 | Subventions acquises | 71'453'866 | -2'411'701 | -3.26% | 73'865'567 | 53'641'986 |
| 630 | Confédération et entreprises fédérales | 66'914'366 | -6'085'147 | -8.34% | 72'999'513 | 50'145'662 |
| 631 | Cantons et concordats | - | -250'000 | -100.00% | 250'000 | 106'307 |
| 632 | Communes et groupes intercommunaus | 4'000'000 | 4'000'000 | | | 1'966'041 |
| 634 | Entreprises publiques | 239'500 | - | 0.00% | 239'500 | |
| 635 | Entreprises privées | 300'000 | -76'554 | -20.33% | 376'554 | 1'423'976 |
| 64 | Rembroursement de prêts | 102'196'475 | -2'509'770 | -2.40% | 104'706'245 | 137'245'576 |
| 644 | Entreprises publiques | - | - | | - | 25'113'011 |
| 645 | Entreprises privées | 1'260'000 | 875'000 | 227.27% | 385'000 | 5'199'086 |
| 646 | Organisation privées à but non lucratif | - | - | | - | 1'087'036 |
| 647 | Personnes physiques | 2'665'000 | 1'635'000 | 158.74% | 1'030'000 | 805'685 |
| 649 | Créances de locations-financement | 98'271'475 | -5'019'770 | -4.86% | 103'291'245 | 105'040'759 |
| 65 | Cession de participations | - | | | | 45'470'538 |
| 655 | Participations / Entreprises privées | - | | | | 45'470'538 |
| 66 | Remboursement subventions accordées | - | -2'500'000 | -100.00% | 2'500'000 | - |
| 662 | Communes et groupes intercommunaux | - | -2'500'000 | -100.00% | 2'500'000 | - |
| 67 | Subventions d'investissements à redistribuer | - | | | | - |
| 670 | Confédération | - | | | | - |
| | Totaux généraux | 203'650'341 | -443'093'596 | -244.71% | 181'071'812 | 873'486'873 |

BUDGET D'INVESTISSEMENT

Investissement

01.00.00.00 Chancellerie d'Etat

Objectif 2010 - Priorité

Crédit de programme destiné à l'acquisition et au remplacement de mobilier et d'équipements (biens meubles) pour l'ensemble des services de la chancellerie ainsi que pour les salles de l'Hôtel de Ville.

Perspectives 2011

Utilisation du crédit de programme selon les besoins, dans le cadre de la loi y-afférant.

01.01.02.00 secrétariat général

| Loi 10130 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| 5061 Mobilier, machines, véhicules et équipements | 40'000 | -44'973 | 84'973 | 29'651.30 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------|----------|-----------|-------------|-------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2009 | COMPTE 2006 |
| 01.00.00.00 | CHANCELLERIE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 40.000 | | -44.973 | 84.973 | 29.651,30 |
| 5 | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 DÉPENSES | | | 10.027 | -10.027 | 0,00 |
| 5 | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 DÉPENSES | 40.000 | | -55.000 | 95.000 | 29.651,30 |
| | DOTATIONS - 3 | | | | | |
| | PRÊTS | | | | | |
| 01.01.02.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 40.000 | | -44.973 | 84.973 | 29.651,30 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 10.027 | -10.027 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 10.027 | -10.027 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : CHANCELLERIE - 2010130 | 40.000 | | -55.000 | 95.000 | 29.651,30 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 40.000 | | -55.000 | 95.000 | 27.517,60 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 2.133,70 |
| | | | | | | |

Investissement

02.00.00.00 Département des finances

Objectif 2010 - Priorités

L'objectif prioritaire pour l'exercice 2010 est de finaliser le projet système d'information des ressources humaines. Ce système d'information transversal sera totalement déployé dans l'ensemble de l'administration. Il permet de suivre en temps réel les dossiers des collaborateurs jusqu'au pilotage stratégique des ressources humaines.

Une politique de renouvellement des installations et mobiliers dans les bâtiments du département des finances a été établie et 2010 sera la première étape d'un programme de modernisation et rationalisation d'utilisation des locaux.

Les autres grands projets induits des activités du département (notamment la refonte AFC) sont présentés budgétairement au sein du département des constructions et des technologies de l'information.

Perspectives 2011

Le schéma directeur des systèmes d'information du département des finances décrit les perspectives 2011 à 2013. En substance, la stratégie retenue est de continuer à investir dans des systèmes d'information transversaux (budget par programme, indicateurs de pilotage,....) tout en augmentant un niveau d'informatisation élevé afin de faciliter la vie du citoyen (dossier fiscal, formulaires en ligne,....) et de rationaliser les processus administratifs.

02.21.00.00 Secrétariat général

| No de loi 10131 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Mobilier, équipements, machines, | 555'000 | 480'000 | 75'000 | 30'443 |

Une demande de crédit complémentaire a été introduite sur le crédit de programme 10131 couvrant la période 2007 à 2010, afin :

- de réhabiliter et mettre aux normes les installations techniques du bâtiment de l'Hôtel des Finances au 26, rue du Stand,
- d'améliorer la réception des contribuables en regroupant au rez de chaussée les guichets d'accueil, puis procéder à une réaffectation des locaux entre les services présents dans le bâtiment.

Ces travaux nécessitent l'achat de nouveaux mobiliers et prévoient l'installation de nouvelles salles de conférence avec vidéoprojecteurs pour améliorer les conditions de travail des collaborateurs.

Cette enveloppe a été inscrite dans le plan décennal des investissements couvrant la période de 2010 à 2019.

02.25.00.00 Office du personnel de l'Etat

| No de loi 8479 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Système d'information des ressources humaines (SIRH) | 1'500'000 | -1'310'000 | 2'810'000 | 2'583 880.24 |

L'année 2010 sera l'année de la conclusion du projet SIRH. Un effort consistant sera mis sur les indicateurs de pilotage, la décentralisation de l'application ainsi que sur les contrôles sous-jacents.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-----------|----------|------------|-------------|---|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2009 | COMPTE 2008 |
| | | | | | | |
| 02.00.00.00 | FINANCES | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 2.055.000 | | -416.739 | 2.471.739 | 3.026.069,84 |
| | | | | | | |
| | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 1.500.000 | | -896.739 | 2.396.739 | 2.995.627,24 |
| | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 555.000 | | 480.000 | 75.000 | 30.442,60 |
| | DOTATIONS - 3 | | | | | |
| | PRÊTS | | | | | |
| | | | | | | |
| 02.21.00.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 555.000 | | 893.261 | -338.261 | 30.442,60 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 413.261 | -413.261 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 413.261 | -413.261 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : FINANCES (DF) - 2010131 | 555.000 | | 480.000 | 75.000 | 30.442,60 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, | 555.000 | | 480.000 | 75.000 | 12.850,00 |
| 5062 | VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 17.592,60 |
| 0002 | | | | | | .,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,, |
| 02.22.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES DE L'ETAT - DGFE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 411.747,00 |
| | CAISSE CENTRALISÉE - 1009734 | | | | | 411.747,00 |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 411.747,00 |
| | | | | | | |
| 02.25.00.00 | OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 1.500.000 | | -1.310.000 | 2.810.000 | 2.583.880,24 |
| | APPLICATION RESSOURCES HUMAINES | 1.500.000 | | -1.310.000 | 2.810.000 | 2.583.880,24 |
| | (SIRH)-RÉALISATION - 1008479 | | | | | |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, | | | -2.810.000 | 2.810.000 | |
| 5062 | VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | -2.451.559,72 |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 1.500.000 | | 1.500.000 | | 5.035.439,96 |
| | | | | | | |

Investissement

03 Département de l'Instruction Publique

Objectif 2010 - Priorité

Contrairement aux exercices budgétaires 2008 et 2009, la RGI ramenée à 50 mios est intégralement affectée au DCTI et non plus ventilée dans les départements.

Le montant des investissements prévus au PB 2010 du DIP est de 45.8 mios, soit +64.7% par rapport aux C 2008 et +19.2% par rapport au B 2009. En faisant abstraction de la RGI, la progression est de +4.4% par rapport au B 2009.

Le DIP présente deux nouveaux crédits d'ouvrage, pour lesquels la première tranche est inscrite au PB 2010 :

- pour l'enseignement postobligatoire et la réforme de la formation commerciale de base, suite à la modification de la loi sur la formation professionnelle. Il s'agit de créer et d'équiper 20 espaces entreprises pour les écoles de commerce dès la rentrée 2010. La tranche 2010 s'élève à 0.9 mio.
- pour l'université et l'équipement de l'ancienne école de médecine. La tranche 2010 s'élève à 0.3 mio.

Par ailleurs, 3 projets ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement pour l'université sont en cours d'étude au Grand Conseil :

- L' adaptation et la consolidation du système d'information de gestion de l'Université de Genève.
 Une tranche de 1.6 mio est prévue au PB 2010.
- L'évolution des infrastructures et services destines à optimiser et à faciliter l'utilisation des technologies dans l'enseignement à l'Université de Genève. Une tranche de 1.4 mio est prévue au PB 2010
- Le projet CADMOS (Center for Advanced Modelling Science), qui permettra de financer un centre de calcul scientifique à haute performance en partenariat avec l'École polytechnique fédérale de Lausanne et l'Université de Lausanne. Une tranche de 2 mios est prévue au PB 2010.

Enfin:

- la reconstruction du collège Sismondi se poursuit. L'avancement de ce projet a subi des retards dus à des recours en 2008 et 2009. La première étape sera remise au DIP en janvier 2010. Une tranche de 4 mios pour l'équipement est prévue en 2010.
- Il est prévu également pour janvier 2010, la mise à disposition du bâtiment définitif pour le CO de Drize. Une tranche de 1.4 mios est inscrite au PB 2010 pour son équipement.
- La dernière tranche du premier crédit de programme 2008 2010, pour le DIP, permettra notamment :
 - l'achèvement d'une nouvelle étape dans le cadre du chantier de transformation du CO Florence (fin des travaux prévus en 2011) ;
 - la réalisation de la dernière étape des travaux de restructuration pour le projet DIPpôles;
 - la mise à disposition du pavillon actuellement exploité par le CO Drize, pour l'extension de l'ECG Ella-Maillart qui a ouvert ses portes à la rentrée 2008.
- La dernière tranche du premier crédit de programme 2008 2010, pour l'Université, permettra notamment la mise à disposition de nouveau locaux pour l'IUFE (Institut Universitaire de Formation des Enseignants), qui a ouvert ses portes en 2008 dans des locaux provisoires et insuffisants pour fournir l'ensemble des prestations prévues.

Perspectives 2011-2015

Plusieurs autres grands projets se poursuivront en 2011 et des nouveaux sont planifiés pour les années suivantes, soit :

- Mise à disposition du bâtiment définitif pour le collège Sismondi (2012).
- Projet pour la réalisation de la future école de commerce de Frontenex (2013),
- Projet pour la réalisation de vingt salles, dans le cadre du projet DIP-pôles, sur le site du CFP-Ternier (2013)
- Poursuite des études pour l'installation définitive de l'ECG Ella-Maillart sur le site de la Plaine à Confignon (2014)
- Réalisation du bâtiment B pour la HES-SO sur le site de Battelle, que la Haute École de Gestion (2012)
- Projet de transformation des bâtiments existants C et F et création d'un bâtiment de liaison C1 à Battelle pour la HES-SO (2015)
- Projet d'un nouveau bâtiment pour la HES-SO (HEAD) sur le site de la Prairie (2015)
- Projet de restructuration des bâtiments existants sur le site de la Prairie pour la HES-SO (HEPIA),
- > Projet d'un nouveau bâtiment D à Battelle pour l'Université et la HES-SO (2016),
- Transformation des bâtiments d'Uni-Bastions (2013),
- Transformation et agrandissement de l'Ancienne école de médecine de l'Université (2012),
- ➤ Réalisation de la 5^{ème} et 6^{ème} étape du CMU (2014)

Données chiffrées **Budget Budget** Variation Compte 2010/2009 2010 2009 2008 1. Crédit d'ouvrage L 9038 C.O. Cayla - équipement 100'000 -300'000 400'000 821'964 C.O. Drize - équipement L 9897 1'400'000 1'400'000 L 9504 CO Seymaz-équipement 20'000 -305'000 325'000 280'714 ECG Henry-Dunant-étage L 9464 43'366 supérieur-équipement L 9585 CEPTA-Projet I-CH 3'473 Collège Sismondi démolition L 9015 4'055'246 425'246 3'630'000 95'854 et reconstruction EC Aimée Stitelmann (ex-L 9708 500'000 51'000 449'000 1'739'784 Rolliet) - équipement EC Aimée Stitelman pavillons provisoires -L 9486 287'783 équipement CEC E. Gourd et A. L 9485 Chavannes - pavillons -42'000 42'000 16'193 provisoires-équipement CEC E. Gourd, collège Rousseau et ECG Jean-L 9919 -69'000 69'000 49'826 Piaget-pavillons provisoireséquipement PL en Réforme de la formation 900'000 900'000 commerciale de base cours Equipement de l'Ecole des L 9803 36'046 Arts Décoratifs

03 Département de l'Instruction Publique

| L 10006 L 9928 PL 10446 PL 10445 PL en cours PL en cours | CRER 2-sentier roseraie- équipement Uni - informatique Uni - adaptation des SI 2009-2011 Uni - E-learning 2009-2011 Uni - CADMOS Uni - Ancienne école de médecine | - 1'630'000 1'370'000 2'000'000 300'000 | -425'000 -500'000 170'000 -170'000 - 300'000 | 425'000 500'000 1'460'000 1'540'000 2'000'000 | - 411'926 - - - - |
|--|---|---|---|---|--------------------------------------|
| Total | | 12'275'246 | 1'435'246 | 10'840'000 | 3'786'929 |
| 2. <u>Crédit</u> | de programme | | | | |
| | llement llement et Extension limitée ons d'investissement | 6'293'346 1'656'000 24'180'000 | -2'946'339 22'000 3'400'000 | 9'239'685 1'634'000 20'780'000 | 4'599'445 3'681'198 15'263'251 |
| Total | | 32'129'346 | 475'661 | 31'653'685 | 23'543'894 |
| 3. Autres | s investissements | | | | |
| Prêts Achats e | t commandes d'œuvres | 800'000 652'000 | 32'000 | 800'000 620'000 | 146'745 370'398 |
| Total 5 a investiss | vant réduction globale des sements | 45'856'592 | 1'942'907 | 43'913'685 | 27'847'966 |
| 5. <u>Réduc</u> investiss | etion globale des sements | | | | |
| Réductio | n globale des investissements | - | 5'444'618 | -5'444'618 | - |
| Total 5 | | 45'856'592 | 7'387'525 | 38'469'067 | 27'847'966 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2000 | COMPTE 2222 |
|--------------|--|------------|-----------|------------|----------------------|--------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| | | | | | | |
| 03.00.00.00 | INSTRUCTION PUBLIQUE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 45.856.592 | | 7.387.525 | 38.469.067 | 27.847.965,84 |
| 6 | RECETTES | | 3.354.500 | -550.000 | 3.904.500 | 820.760,90 |
| | | | | | | |
| 5 | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 DÉPENSES | 12.275.246 | | 6.879.864 | 5.395.382 | 3.786.928,84 |
| 6 | RECETTES | | 350.000 | -550.000 | 900.000 | 103.000,00 |
| 5 | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 DÉPENSES | 32.781.346 | | 507.661 | 32.273.685 | 23.914.292,00 |
| 6 | RECETTES | | 2.239.500 | | 2.239.500 | ,,,,, |
| | DOTATIONS - 3 | | | | | |
| _ | PRÊTS | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 800.000 | 765.000 | | 800.000 765.000 | 146.745,00 717.760,90 |
| | | | | | | |
| 03.11.00.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 8.149.346 | 339.500 | -487.943 | 8.637.289 339.500 | 24.508,85 100.000,00 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES | | | 2.406.396 | -2.406.396 | |
| | INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 2.400.330 | -2.400.330 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 2.406.396 | -2.406.396 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | 8.149.346 | 239.500 | -2.894.339 | 10.804.185 | 24.508,85 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, | 7.949.346 | | -2.924.339 | 10.873.685 | 24.508,85 |
| 5651 | VÉHICULES SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES / | 200.000 | | 30.000 | 170.000 | |
| 6342 | CERCLE CONSOLIDATION SUBVENTIONS / AUTRES ENTREPRISES | | 239.500 | | 239.500 | |
| | PUBLIQUES | | | | | |
| | REMBOURSEMENT ECOLE INTERNATIONALE - 4800004 | | 100.000 | | -100.000 | -100.000,00 |
| 6450 | INSTITUTIONS PRIVÉES | | | | | 100.000,00 |
| 6453 | PRÊTS / AUTRES ENTREPRISES PRIVÉES | | 100.000 | | 100.000 | |
| 03.13.00.00 | SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 652.000 | | 32.000 | 620.000 | 849.787,54 |
| - | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | 652.000 | | 32.000 | 620.000 | 849.787,54 |
| 5061 | | 002.000 | | 32.000 | 020.000 | |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 490.271,20 |
| 5062 5090 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | 652.000 | | 32.000 | 620.000 | 1.713,70 320.802,64 |
| | | | | | | |

| LIBELLE | | | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--|---|---|--|---|-------------------------|
| | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 202021200 | |
| SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES (Suite) | | | | | |
| LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 37.000,00 |
| ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | | | | | |
| DÉPENSES | | | | | 125.001,80 |
| CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 125.001,80 |
| MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, | | | | | 124.685,50 |
| INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 316,30 |
| CYCLE D'ORIENTATION | | | | | |
| | | | | | |
| DEPENSES | 1.520.000 | | 795.000 | 725.000 | 1.796.618,44 |
| CO CAYLA-CONSTRUCTION - 1009038 | 100.000 | | -300.000 | 400.000 | 821.964,03 |
| MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICUI ES | 100.000 | | -300.000 | 400.000 | 584.303,93 |
| INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 195.129,64 42.530,46 |
| CO SEYMAZ - 1009504 | 20.000 | | -305.000 | 325.000 | 280.713,50 |
| MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, | 20.000 | | -305.000 | 325.000 | 198.920,40 |
| INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 81.793,10 |
| CO DRIZE - 1009897 | 1.400.000 | | 1.400.000 | | |
| MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 1.400.000 | | 1.400.000 | | |
| CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 693.940,91 |
| MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, | | | | | 666.052,86 |
| INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 26.490,95 |
| LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 1.397,10 |
| | | | | | |
| | SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES (Suite) LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DÉPENSES CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION CYCLE D'ORIENTATION DÉPENSES CO CAYLA-CONSTRUCTION - 1009038 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CO SEYMAZ - 1009504 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION CO DRIZE - 1009897 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES (Suite) LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DÉPENSES CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION DÉPENSES 1.520.000 CO CAYLA-CONSTRUCTION - 1009038 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CO SEYMAZ - 1009504 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION CO DRIZE - 1009897 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION CO DRIZE - 1009897 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES ROBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES (Suite) LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DÉPENSES CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION DÉPENSES 1.520.000 CO CAYLA-CONSTRUCTION - 1009038 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CO SEYMAZ - 1009504 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION CO DRIZE - 1009897 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES (Suite) LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DÉPENSES CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION DÉPENSES 1.520.000 795.000 CO CAYLA-CONSTRUCTION - 1009038 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CO SEYMAZ - 1009504 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION CO DRIZE - 1009897 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION CO DRIZE - 1009897 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | DEPENSES RECETTES |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|-----------|----------|-----------|-------------|----------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 03.23.00.00 | ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 292.005,85 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 292.005,85 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 287.801,70 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 4.204,15 |
| 03.23.02.00 | COLLÈGE DE GENÈVE ET ECOLES DE COMMERCES | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 5.455.246 | | 1.288.246 | 4.167.000 | 2.665.511,65 |
| | COLLÈGE SISMONDI-DEMOL ET RECONSTRUCTION - 1009015 | 4.055.246 | | 425.246 | 3.630.000 | 95.853,65 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 4.055.246 | | 425.246 | 3.630.000 | 24.082,00 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 71.771,65 |
| | EQ PAV PROV CHAVANNE + GOURD - 1009485 | | | -42.000 | 42.000 | 16.192,95 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | -42.000 | 42.000 | 16.192,95 |
| | PAVILLONS PROVISOIRES ROLLIET - 1009486 | | | | | 287.783,25 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 193.589,65 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 94.193,60 |
| | AIMÉE STITELMANN - ROUTE DE BASE - (PLAN-LES OUATES) - 1009708 | 500.000 | | 51.000 | 449.000 | 1.739.784,46 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 500.000 | | 51.000 | 449.000 | 1.728.626,96 |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 4.455,75 6.701,75 |
| | PAVILLONS - 1009919 | | | -46.000 | 46.000 | 42.284,25 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | -46.000 | 46.000 | 27.009,65 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 15.274,60 |
| | RÉFORME DE LA FORMATION COMMERCIALE PLEIN-TEMPS - 1910003 | 900.000 | | 900.000 | | |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 900.000 | | 900.000 | | |
| | | | | | | l ' |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|----------|----------|-----------|-------------|-----------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 2003 | JOHN 12 2000 |
| 03.23.02.00 | COLLÈGE DE GENÈVE ET ECOLES DE COMMERCES (Suite) | | | | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 483.613,09 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 466.396,44 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 17.216,65 |
| 03.23.04.00 | CLASSES D'ACCUEIL | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 71.627,40 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 71.627,40 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 71.627,40 |
| 03.23.05.00 | ECOLES DE CULTURE GÉNÉRALE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | -23.000 | 23.000 | 439.788,55 |
| | ECG HENRY-DUNANT-ÉTAGE SUPÉRIEUR- CONSTRUCTION - 1009464 | | | | | 43.365,85 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 43.365,85 |
| | PAVILLONS - 1009919 | | | -23.000 | 23.000 | 7.542,20 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | -23.000 | 23.000 | 7.542,20 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 388.880,50 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 313.625,45 |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 71.746,15 3.508,90 |
| 03.23.11.00 | CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE - ARTS APPLIQUÉS | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 136.683,90 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 136.683,90 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 93.054,25 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 43.629,65 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|---|----------|----------|-----------|-------------|--------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2003 | OOM1 12 2000 |
| 03.23.12.00 | CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE - EX-CEPTA | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 4.619.493,11 |
| | PROJET I-CH AU CEPTA - 1009585 | | | | | 3.472,80 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 3.472,80 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 4.616.020,31 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, | | | | | 4.604.359,20 |
| 5062 5201 | VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 11.377,61 283,50 |
| 03.23.13.00 | CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE - NATURE ET ENVIRONNEMENT | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 398.054,20 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 398.054,20 |
| 5040 5061 | BÂTIMENTS MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 127.000,00 271.054,20 |
| 03.23.14.00 | ECOLES D'INGÉNIEURS | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 31.326,70 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 31.326,70 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, | | | | | 2.044,40 |
| 5201 | VÉHICULES LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 29.282,30 |
| | | | | | | |
| 03.23.16.00 | CENTRE DE FORMATIONS PROFESSIONNELLES SANTÉ-SOCIAL | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 62.743,65 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 62.743,65 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, | | | | | 62.073,65 |
| 5062 | VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 670,00 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|------------|-----------|-----------------------|-------------------------|-------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2003 | 00M1 12 2000 |
| 03.25.00.00 | HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE GENÈVE | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | | | | | 36.046,00 103.000,00 |
| | EIG-ÉQUIPEMENTS DE LABORATOIRES (DIP) - 1008839 | | | | | -103.000,00 |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 103.000,00 |
| | HES - EQUIPEMENT DE L'ECOLE DES ARTS DÉCORATIFS - 1009803 | | | | | 36.046,00 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 36.046,00 |
| 03.26.00.00 | UNIVERSITÉ | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 29.280.000 | 2.350.000 | 6.208.222 -550.000 | 23.071.778 2.900.000 | 15.647.925,93 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 3.038.222 | -3.038.222 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 3.038.222 | -3.038.222 | |
| | EVOLUTION STRUCTURE INFORMATIQUE DE L'UNIVERSITÉ - 1009928 | | | -500.000 | 500.000 | 411.925,90 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | -500.000 | 500.000 | 411.925,90 |
| | ADAPTATION ET CONSOLIDATION DU SYSTÈME D'INFO DE L'UNI 2009-2011 - 1909001 | 1.630.000 | 100.000 | 520.000 | 1.010.000 | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 1.630.000 | | 170.000 | 1.460.000 | |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | 100.000 | -350.000 | 450.000 | |
| | E-LEARNING 2009-2011 - 1909024 | 1.370.000 | 250.000 | 30.000 | 1.090.000 | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 1.370.000 | | -170.000 | 1.540.000 | |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | 250.000 | -200.000 | 450.000 | |
| | CADMOS - CENTRE DE CALCUL (CICS) - 1909028 | 2.000.000 | | | 2.000.000 | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 2.000.000 | | | 2.000.000 | |
| | ANCIENNE ECOLE DE MÉDECINE - 1910021 | 300.000 | | 300.000 | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|------------|-----------|-----------|-------------------------|--------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | B0B0L1 2003 | COMP 12 2000 |
| 03.26.00.00 | UNIVERSITÉ (Suite) | | | | | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 300.000 | | 300.000 | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : UNIVERSITE - 2010142 | 23.980.000 | 2.000.000 | 3.370.000 | 18.610.000 | 15.236.000,03 |
| 5641 6300 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | 23.980.000 | 2.000.000 | 3.370.000 | 20.610.000 2.000.000 | 15.236.000,03 |
| 03.31.00.00 | OFFICE DE LA JEUNESSE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | -425.000 | 425.000 | 340.632,82 |
| | CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT CRER II - 1010006 | | | -425.000 | 425.000 | |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | -425.000 | 425.000 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 340.632,82 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 321.043,20 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 19.589,62 |
| 03.32.00.00 | OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 800.000 | 665.000 | | 800.000 665.000 | 310.209,45 617.760,90 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME - 2010132 | | | | | 163.464,45 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 134.345,70 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 29.118,75 |
| | PRÊTS AUX ÉTUDIANTS - 4800002 | 800.000 | | | 800.000 | 146.745,00 |
| 5470 | PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | 800.000 | | | 800.000 | 146.745,00 |
| | REMBOURSEMENT DE PRÊTS APPRENTIS - 4800005 | | | | | -13.463,80 |
| 6470 | PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | | | | | 13.463,80 |
| | REMBOURSEMENT DE PRÊTS ÉTUDIANTS - 4800006 | | 665.000 | | -665.000 | -604.297,10 |
| 6470 | PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | | 665.000 | | 665.000 | 604.297,10 |

04 DEPARTEMENT DES INSTITUTIONS

Investissement

Objectif 2010 - Priorité

Les priorités 2010 sont la poursuite et la fin de la mise en œuvre du projet Polycom (nouveau réseau radio Police) et la préparation à l'introduction du passeport biométrique (prévue en mars 2010).

Perspectives 2011

Les perspectives à partir de 2011 concernent principalement l'office pénitentiaire, dans le cadre de la conduite du projet Curabilis et des projets en lien avec la politique pénitentiaire du Conseil d'Etat élaborée sur la base du rapport Lapraz et des réflexions menées pendant les Assises pénitentiaires du 19 juin 2009 en vue de la réalisation de nouvelles places de détention afin de répondre aux besoins du canton dans ce domaine à l'horizon 2020.

Par ailleurs, des projets sont également prévus à la police, notamment la réalisation de la 2^e étape du nouvel hôtel de police.

Récapitulation

04.01.00.00 CONSEIL D'ETAT ET SECRETARIAT GENERAL

| No de loi 10133 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---------------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Crédit de programme (2008-2010) | 5'774'000 | + 922'000 | 4'852'000 | 3'332'716 |

Cette dernière tranche du crédit de programme 2008-2010 est plus élevée que ce qui avait été indiqué dans l'exposé des motifs à la loi 10133, car elle tient compte du fait que certains investissements n'ont pas pu être réalisés selon le planning envisagé.

04.02.03.00 SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITE

| No de loi 10478 | Budget | Variation | Budget | Compte |
|-------------------------|---------|-----------|---------|--------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Passeports biométriques | 241'120 | 0 | 241'120 | 0 |

Le montant figurant au budget 2009 a été reporté en 2010, pour tenir compte du fait que la loi sur les documents biométriques ne sera pas votée avant l'automne 2009.

04.04.00.00 CORPS DE POLICE

| No de loi 10034 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| POLYCOM | 2'453'561 | - 6'394'486 | 8'848'047 | 8'022'795 |

Il s'agit de la dernière tranche de ce projet.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------|-----------|-----------------------|----------------------|----------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | BU10-BU09 | | COMPTE 2008 | |
| 04.00.00.00 | INSTITUTIONS | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 8.468.681 | | -3.495.110 | 11.963.791 | 12.090.829,67 |
| 6 | RECETTES | | | -134.000 | 134.000 | 400.000,00 |
| 5 6 | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 DÉPENSES RECETTES | 2.694.681 | | -4.416.610 | 7.111.291 | 8.758.113,73 400.000,00 |
| 5 6 | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 DÉPENSES RECETTES | 5.774.000 | | 921.500 -134.000 | 4.852.500 134.000 | 3.332.715,94 |
| | DOTATIONS - 3 | | | | | |
| | PRÊTS | | | | | |
| 04.01.00.00 | PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 5.774.000 | | 2.899.376 -134.000 | 2.874.624 134.000 | 47.767,90 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 1.977.876 | -1.977.876 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 1.977.876 | -1.977.876 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : INSTITUTIONS (DI) - 2010133 | 5.774.000 | | 1.055.500 | 4.718.500 | 47.767,90 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 5.774.000 | | 921.500 | 4.852.500 | 47.767,90 |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | -134.000 | 134.000 | |
| 04.02.02.00 | SERVICE DES ÉTRANGERS ET DES CONFÉDÉRÉS (retraité avec transfert du CR 04.03.04.00) | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 31.736,25 |
| | EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873 | | | | | 31.736,25 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 31.736,25 |
| | | | | | | I |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------|----------|-----------|--------------|----------------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 2020:2: 2000 | |
| 04.02.03.00 | SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITÉ (retraité avec transfert du CR 04.03.02.00) | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 241.120 | | | 241.120 | |
| | PASSEPORTS BIOMÉTRIQUES - 1909002 | 241.120 | | | 241.120 | |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 241.120 | | | 241.120 | |
| 04.02.04.00 | DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL (retraité avec transfert du CR 04.03.03.00) | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 3.108,10 |
| | EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873 | | | | | |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 3.108,10 3.108,10 |
| 04.03.03.00 | DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 3.108,10 |
| | EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873 | | | | | 3.108,10 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 3.108,10 |
| 04.03.04.00 | OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 31.736,25 |
| | EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873 | | | | | 31.736,25 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 31.736,25 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|-----------|----------|------------|-------------|-----------------------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 505021 2000 | 72 2000 |
| 04.03.05.00 | SERVICE DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 20.038,95 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : INSTITUTIONS (DI) - 2010133 | | | | | 20.038,95 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 20.038,95 |
| 04.04.00.00 | CORPS DE POLICE | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 2.453.561 | | -6.394.486 | 8.848.047 | 10.807.697,41 400.000,00 |
| | SYSTÈME D'IMAGERIE VIDEO DE LA POLICE - 1010027 | | | | | 15.480,15 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 15.480,15 |
| | POLYCOM - 1010034 | 2.453.561 | | -6.394.486 | 8.848.047 | 7.622.795,17 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 2.453.561 | | -6.394.486 | 8.848.047 | 4.030.364,37 |
| 5062 6300 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 3.992.430,80 400.000,00 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : INSTITUTIONS (DI) - 2010133 | | | | | 2.769.422,09 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 2.603.969,82 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 165.452,27 |
| 04.05.02.00 | PRISON DE CHAMP-DOLLON | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 205.963,30 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : INSTITUTIONS (DI) - 2010133 | | | | | 205.963,30 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 205.963,30 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------|----------|-----------|-------------|-------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | | |
| | | | | | | |
| 04.05.04.00 | SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 14.300,00 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : INSTITUTIONS (DI) - 2010133 | | | | | 14.300,00 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 14.300,00 |
| 04.05.05.00 | SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION ET DES PEINES ALTERNATIVES | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 796.786,46 |
| | NOUVELLE STRUCTURE DÉTENTION À PUPLINGE - 1009864 | | | | | 670.532,21 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 668.138,56 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 2.393,65 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : INSTITUTIONS (DI) - 2010133 | | | | | 126.254,25 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 126.254,25 |
| 04.07.01.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DES OFFICES DES POURSUITES ET DES FAILLITES | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 10.346,35 |
| | DÉMÉNAGEMENT OPF - 2005 - 1009473 | | | | | 10.346,35 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 10.346,35 |
| 04.07.02.00 | OFFICE DES POURSUITES | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 4.115,50 |
| | DÉMÉNAGEMENT OPF - 2005 - 1009473 | | | | | 4.115,50 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 4.115,50 |
| | | | | | | |

| NO RUBRIQUE | LIBELLE | BUDGE | ET 2010 | VARIATION BU10-BU09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------|---|----------|----------|------------------------|-------------|-------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | B010-B009 | | |
| | | | | | | |
| 04.07.03.00 | OFFICE DES FAILLITES | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 148.969,45 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : INSTITUTIONS (DI) - 2010133 | | | | | 148.969,45 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 148.969,45 |
| 04.08.01.00 | OFFICE CANTONAL DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION (retraité avec transfert du CR 04.03.05.00) | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 20.038,95 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : INSTITUTIONS (DI) - 2010133 | | | | | 20.038,95 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 00.000.05 |
| | | | | | | 20.038,95 |
| | | | | | | |

Investissements

Les investissements nets, y compris la réduction globale des dépenses (RGI) et les recettes des créances de location-financement, se montent à 521.5 millions, soit une progression de 81% par rapport aux comptes 2008 et de 33% comparativement au budget 2009. Cette croissance remarquable résulte notamment des efforts entrepris pour soutenir l'économie et l'emploi en dotant le canton des infrastructures dont il a besoin pour assurer durablement son développement.

Les dépenses cumulées, déduction faite d'une réduction globale (RGI) de 50 millions culminent à 719.1 millions de francs, soit une progression de 54% par rapport aux comptes 2008 et de 27% par rapport au budget 2009. La réduction globale des investissements (RGI) est dorénavant imputée en totalité au DCTI.

Les recettes cumulées, y compris 98 millions de créances de location-financement, s'élèvent à 197.6 millions de francs. Par rapport aux comptes 2008 et au budget 2009, elles progressent respectivement de 11 % et de 13%. Les créances de location-financement des HUG et de l'Université, qui génèrent des recettes non monétaires pour 98.3 millions, représentent 50% des recettes d'investissements. Le solde provient essentiellement des subventions versées par la Confédération.

| En Millions de Frs | C2008 | B2009 Voté | PB 2010 | PB2010 V0 / C2008 | PB 2010 / B2009 vot |
|---|--------------|--------------|--------------|-------------------|---------------------|
| Dépenses globales | 467.0 | 645.1 | 769.1 | 1 | |
| Réduction Globale (RGI) | | -78.0 | -50 | | |
| DEPENSES (1) | 467.0 | 567.1 | 719.1 | 252.1 54% | 152.0 27% |
| Recettes globales | 52.9 | 72.2 | 69.3 | 1 | |
| Cessions actifs (terrains / bâtiments) | 20.5 | | 30.0 | | |
| Location Financement | 105.0 | 103.3 | 98.3 | | |
| RECETTES (2) | 178.4 | 175.5 | 197.6 | 19.2 11% | 22.1 13% |
| INVESTISSEMENTS NETS (1)-(2) (HORS Transferts d'actifs) | 288.6 | 391.5 | 521.5 | 232.9 81% | 130.0 33% |
| Cession d'actifs Confédération (RPT) | 178.8 | | | 1 | |
| INVESTISSEMENTS NETS (AVEC Transferts d'actifs) | <u>109.8</u> | <u>391.5</u> | <u>521.5</u> | 411.7 375% | 130.0 33% |

Les principaux projets du DCTI, qui participent au dispositif de soutien à l'économie et à l'emploi, totalisent plus de 333 millions et représentent près de la moitié des investissements du département.

| N°Loi | Libellé Loi | Office / Type* | Dépenses PB2010 | % Dépenses totales |
|------------------------|---|----------------|--------------------|--------------------|
| 8719 - 10444 | Liaison CEVA | OGC / CO | 82.0 | 8.5% |
| 10138 | Crédit de programme 2008-2010 - Bâtiments | OBA / CP | 75.2 | 7.8% |
| H.1.50 | Extension du réseau tramway - TCOB | OGC / CO | 75.0 | 7.8% |
| 9955 | CMU - 5e étape - Construction | OBA / CO | 24.7 | 2.6% |
| 10418 | Curabilis - extension et transformation | OBA / CO | 24.4 | 2.5% |
| 10407 | IHEID Maison de la Paix | OBA / CO | 17.0 | 1.8% |
| 8662-10441 | Traversée de Vesenaz | OGC / CO | 12.5 | 1.3% |
| 10177 | Administration en ligne (AEL) | CTI / CO | 9.0 | 0.9% |
| 10409 | HUG - Hôpital des enfants 3e étape - construction | OBA / CO | 8.0 | 0.8% |
| En cours | HUG - Nouveau bâtiment des lits - construction | OBA / CO | 4.0 | 0.4% |
| 10209 | Travaux d'assainissement énergétique | OBA / CO | 1.8 | 0.2% |
| * CO : Crédit d'ouvrag | e et CP : Crédit de Programme | | 333.7 | 46.4% |

Dépenses Totales (RGI déduite) :

05 Département des Constructions et des Technologies de l'Information

La répartition de l'ensemble des dépenses, recettes et investissements nets du département par office (CR publiés) et catégorie se présente comme suit:

| | | C2008 | B2009 | PB2010 | PB2010 / C | 2008 | PB2010 / B | 2009 |
|-------|-------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------|-------|-------------|-------|
| SG | Crédits d'ouvrage Dépenses | 11'699'400 | 7'500'000 | 0 | -11'699'400 | -100% | -7'500'000 | -100% |
| | Recettes | -24'344'757 | 0 | 0 | 24'344'757 | -100% | 0 | - |
| | Net | -12'645'357 | 7'500'000 | 01 | 12'645'357 | -100% | -7'500'000 | -100% |
| | Crédits de Programme Dépense | 0 | 2'173'000 | 898'000 | 898'000 | - | -1'275'000 | -59% |
| | Recettes | 0 | -100'000 | -100'000 | -100'000 | - | 0 | 0% |
| | Net | 0 | 2'073'000 | 798'000 | 798'000 | - | -1'275'000 | -62% |
| Total | | <u>-12'645'357</u> | <u>9'573'000</u> | <u>798'000</u> 1 | 13'443'357 | -106% | -8'775'000 | -92% |
| OBA | Crédits d'ouvrage Dépenses | | 166'040'000 | 235'420'000 | 74'505'810 | 46% | 69'380'000 | 42% |
| | Recettes | -9'409'642 | -2'330'000 | -30'210'000 | -20'800'358 | 221% | -27'880'000 | 1197% |
| | Net | 151'504'549 | 163'710'000 | 205'210'000 | 53'705'451 | 35% | 41'500'000 | 25% |
| | Crédits de Programme Dépenses | | 89'395'000 | 75'200'000 | 21'409'501 | 40% | -14'195'000 | -16% |
| | Recettes | -56'500 | -500'000 | 0 | 56'500 | -100% | 500'000 | -100% |
| | Net | 53'733'999 | 88'895'000 | 75'200'000 | 21'466'001 | 40% | -13 093 000 | -15% |
| | <u>OBA</u> | 205'238'548 | <u>252'605'000</u> | <u>280'410'000</u> | 75'171'452 | 37% | 27'805'000 | 11% |
| OGC | Crédits d'ouvrage Dépense | | 198'450'000 | 271'260'000 | 184'115'775 | | 72'810'000 | 37% |
| | Recettes | -33'700'154 | -61'200'001 | -62'650'000 | -28'949'846 | 86% | 1 110 000 | 2% |
| | Net | 53'444'071 | 137'249'999 | 208'610'000 | 155'165'929 | 290% | 71'360'001 | 52% |
| | Crédits de Programme Dépenses | | 39'190'000 | 43'780'000 | 18'452'518 | 73% | 4.290.000 | 12% |
| | Recettes | -4'557'546 | -7'300'000 | -4'700'000 | -142'454 | 3% | 2'600'000 | -36% |
| | Net | 20'769'936 | 31'890'000 | 39'080'000 | 18'310'064 | 88% | 7'190'000 | 23% |
| | OGC | 74'214'007 | <u>169'139'999</u> | 247'690'000 | 173'475'993 | 234% | 78'550'001 | 46% |
| OLO | Crédits d'ouvrage Dépense | 10'825'000 | 10'000'000 | 10'000'000 | -825'000 | -8% | 0 | 0% |
| | Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | l i | 0 | - |
| | Net | 10'825'000 | 10'000'000 | 10'000'000 | -825'000 | -8% | 0 | 0% |
| | Prêts et Dotations Dépense | | 43'000'000 | 35'200'000 | -14'841'884 | -30% | , 000 000 | -18% |
| | Recettes | -1'230'027 | 0 | -1'310'000 | -79'973 | 7% | -1310000 | - |
| | Net | 48'811'857 | 43'000'000 | 33'890'000 | -14'921'857 | -31% | -9 110 000 | -21% |
| | OLO | <u>59'636'857</u> | 53'000'000 | 43'890'000 | -15'746'857 | -26% | -9'110'000 | -17% |
| CTI | Crédits d'ouvrage Dépenses | | 48'150'517 | 41'456'000 | 13'075'305 | 46% | -6'694'517 | -14% |
| | Recettes | -106'307 | -810'512 | -379'366 | -273'059 | 257% | 431'146 | -53% |
| | Net | 28'274'388 | 47'340'005 | 41'076'634 | 12'802'246 | 45% | -0 203 37 1 | -13% |
| | Crédits de Programme Dépense | 37'718'535 | 41'199'000 | 55'903'000 | 18'184'465 | 48% | 14'704'000 | 36% |
| | Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | - |
| | Net | 37'718'535 | 41'199'000 | 55'903'000 | 18'184'465 | 48% | | 36% |
| Total | | 65'992'923 | <u>88'539'005</u> | 96'979'634 | 30'986'711 | 47% | 8'440'629 | 10% |
| DSU | Crédits d'ouvrage Dépense | 7'747 | 0 | 0 | -7'747 | -100% | 0 | - |
| | Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | · · I | 0 | - |
| | Net | 7'747 | 0 | 0 | -7'747 | -100% | j 0 | - |
| | Crédits de Programme Dépenses | 178'570 | 0 | 0 | -178'570 | -100% | 0 | - |
| | Recettes | 4701570 | 0 | 0 | 0 | | 0 | - |
| | Net | 178'570 | 0 | 0 | -178'570 | -100% | 0 | - |
| | DSU | 186'317 | <u>0</u> | <u>o</u> j | -186'317 | -100% | 0 | - |
| osc | Crédits de Programme Dépenses | | 0 | 01 | -1'004'260 | -100% | | - |
| | Recettes Net | 1'004'260 | 0 | 0 | 0 | - | | - |
| Takel | **** | | | o i | -1'004'260 | -100% | 0 | • |
| | OSC | 1'004'260 | 0 | _ | -1'004'260 | -100% | 0 | - |
| 101/ | AL GENERAL (Hors RGI) | <u>393'627'555</u> | <u>572'857'004</u> | <u>669'767'634</u> | 276'140'079 | 70% | 96'910'630 | 17% |
| | RGI | 0 | -78'024'040 | -50'000'000 | -50'000'000 | - | 28'024'040 | -36% |
| | Location Financement | -105'040'759 | -103'291'245 | -98'271'475 | 6'769'284 | -6% | 5'019'770 | -5% |
| TOT | AL GENERAL (avec RGI) | 288'586'796 | 391'541'719 | 521'496'1591 | 232'909'363 | 81% | 129'954'440 | 33% |

Les priorités et objectifs 2010 ainsi que les perspectives 2011 figurent dans l'exposé des motifs du projet de budget de fonctionnement.

Les projets présentés ci-après pour chaque centre de responsabilité (CR publié) ne concernent que les nouvelles lois inscrites au projet de budget 2010 ainsi que celles dont la tranche annuelle 2010 est supérieure ou égale à 1 million de francs (pour l'office des bâtiments, ce niveau a été élevé à 5 millions de francs).

Les lois dont les tranches annuelles 2010 sont moindres ne font pas l'objet de commentaire particulier dans la mesure où les variations résultent généralement soit d'une avance, soit d'un retard dans l'avancement des projets.

SECRETARIAT GENERAL (SG)

05.01.01.00 Secrétariat général

CREDIT DE PROGRAMME

| No de loi 10134 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte *2008 |
|---|----------------------|---------------------------|---------------------------------|-------------------------------|--------------|
| Crédit de programme 2008 2010 : DCTI | | 798'000 898'000 | -1'275'000 -1'275'000 | 2'073'000 2'173'000 | 0 |
| | Dépenses Recettes | 100'000 | -1275000 | 100'000 | 0 |

Il s'agit du crédit de programme départemental du DCTI qui comprend deux catégories d'immobilisations :

- Génériques pour le mobilier, les machines de bureau et l'audiovisuel de l'ensemble des directions ainsi que les véhicules de la Sécurité civile Genevoise.
- Spécifiques ou métiers pour le matériel et les équipements de la Sécurité civile Genevoise.

DSU: 178'570.05 Frs
 OBA: 114'279.75 Frs
 OSC: 1'004'259.56 Frs

AUTRES INVESTISSEMENTS

| No 00001 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Réduction global des investissements (RGI) | -50'000'000 | 28'024'040 | -78'024'040 | 0 |

La réduction linéaire de 50 millions pour l'ensemble de l'Etat est affectée en totalité au Secrétariat Général. Elle sera répartie sur les différents CR publiés en fonction des divers aléas (recours, oppositions, etc.) qui pourraient survenir en cours d'année.

OFFICE DES BATIMENTS (OBA)

En 2010, la tendance à l'augmentation des dépenses d'investissement se poursuit.

Vingt et un projets sont présentés au budget pour la première fois en 2010 pour un montant total de dépenses de 55.16 millions de francs. Parmi ces nouveaux projets, figurent des subventions pour des EMS pour près de la moitié du montant. On y trouve également la construction du bâtiment B et du parking pour Batelle, le nouveau bâtiment des lits ((BDL 2) et la 3^{ème} étape (3.3) de la maternité pour les HUG.

Parmi les principaux chantiers 2010, on retrouve plusieurs EMS commencés en 2009, la 5^{ème} étape de la construction du CMU, Curabilis ainsi que les subventions pour l'IHEID Maison de la Paix.

Le crédit de programme sert à financer divers travaux de rénovation et de transformation des bâtiments existants.

^{*} Les dépenses effectuées sur ce crédit de programme sont comptabilisées sur les CR qui en sont à l'origine. Dans les comptes 2008, elles se sont élevées à 1'297'109.36 Frs et ont été réparties comme suit:

Synthèse des investissements bâtiments

| | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | % variation | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|---------------------------|--------------------------|----------------|--------------------------|--------------------------|
| | CF | REDITS D'OUV | VRAGE | | |
| Dépenses Recettes | 235'420'000 30'210'000 | 69'380'000 27'880'000 | +42% +1197% | 166'040'000 2'330'000 | 160'914'191 9'409'642 |
| | CRE | DITS DE PRO | GRAMME | | |
| Dépenses Recettes | 75'200'000 0 | -14'195'000 -500'000 | -16% -100% | 89'395'000 500'000 | 53'790'499 56'500 |
| | AUTR | ES INVESTIS | SEMENT | S | |
| Recettes | 98'271'475 | -5'019'770 | -5% | 103'291'245 | 105'040'759 |
| | TOTAL | DES INVESTI | ISSEMEN | TS | |
| Total Net | 182'138'525 | 32'824'770 | +11% | 149'313'755 | 100'197'789 |

05.04.06.00 Office des bâtiments (OBA) - direction des investissements, du patrimoine et des actifs

Objectifs 2010 - Priorités

Projets achevés en 2010

Études : Maternité étape 3.3., HUG Bâtiments des lits 2*, CMU 6ème étape*, Nouvel Hôtel

de Police étape 2-3, Collège de Frontenex, Ancienne École de Médecine, Parking

OMC.

Constructions : CO Drize, Démolition et reconstruction du Collège Sismondi 1ère étape, Maison du

Terroir, Maternité étape 3.1, EMS Mouilles, EMS Poterie, EMS Bruyère, Désamiantage divers sites selon priorités définies (CP**), La Pastorale (CP**).

DIP-Pôles (CP**).

Principaux projets à lancer en 2010

Études: La Brenaz II, ECG 3, HEAD I.

Constructions: Démolition et reconstruction du Collège Sismondi 2ème étape, HEG Battelle, UNI

Bastions (CP**), Conservatoire populaire de musique (CP**), Poursuite des désamiantages de divers sites selon priorités définies (CP**), Maternité étape 3.2.,

Curabilis*, Maison de la Paix*, Efficacité Énergétique*.

* Projets faisant partie du plan de mesure de soutien à l'économie et à l'emploi.

** Projets relatifs au Crédit de Programme et faisant aussi partie du plan de mesure de soutien à l'économie et à l'emploi.

Perspectives 2011

Projets achevés en 2011

Constructions : Collège Calvin toitures et façades, Collège Sismondi 2ème étape, Maternité étape

3.2., Palais de Justice (CP**), EMS Vandelle, EMS Tour, EMS Bessonnette, EMS

Avanchets, EMS Drize, EMS Lausanne.

Projets principaux à lancer en 2011

Études: HES à Battelle bâtiment C1, Battelle bâtiment D, Battelle Haute école de Santé,

PO les Vernes, HUG Maternité 4ème étape.

Constructions : Collège de Frontenex, Ancienne école de médecine, Relogement des forains et

des gens du voyage (La Bécassière), Maternité étape 3.3., Poursuite des désamiantages de divers sites selon priorités définies (CP**), Nouvel Hôtel de

Police étape 2 et 3, HUG bâtiment des lits 2*, CMU 6ème étape*.

* Projets faisant partie du plan de mesure de soutien à l'économie et à l'emploi.

** Projets relatifs au Crédit de Programme et faisant aussi partie du plan de mesure de soutien à l'économie et à l'emploi.

Récapitulation

Les principaux investissements prévus en 2010 sont listés ci-dessous :

CREDITS D'OUVRAGE

| No de loi 8822 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Hug - sécurité incendie de bâtiments | s | | | | |
| | Dépenses | 6'300'000 | 1'800'000 | 4'500'000 | 2'474'609 |

L'année 2010 verra la réalisation de la dernière étape de ce projet.

| No de loi 9015 | | Budget | Variation | Budget | Compte |
|---|----------|------------|------------|------------|------------|
| | | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Collège Sismondi - démolition et reconstruction | | | | | |
| | Dépenses | 13'300'000 | -1'700'000 | 15'000'000 | 10'189'762 |

Le démarrage de la 2^{ème} étape de la démolition et reconstruction du collège Sismondi commencera en 2010.

| No de loi 9422 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| HUG - Maternité - 3 ^{ème} étape (3.1 et 3.2) - construction | | | | | |
| , | Dépenses | 22'000'000 | 0 | 22'000'000 | 17'038'714 |

Les étapes 3.2 et 3.2 de la construction de la maternité s'achèveront en 2010. L'étape 3.3 fait l'objet d'un nouveau projet (voir projet 1910006) qui démarrera en 2010.

| No de loi 9610 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------------|------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| EMS Les Mouilles (construction | ruction) - | | | | |
| | Dépenses | 10'000'000 | 2'600'000 | 7'400'000 | 6'844'620 |

La dernière tranche de la subvention pour la construction de l'EMS Mouilles sera versée en 2010 avec l'achèvement des travaux.

| No de loi 9897 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|---|--|---|--|----------------|
| CO Drize - construction | | | | | |
| | Dépenses | 10'500'000 | -7'500'000 | 18'000'000 | 17'984'404 |
| La construction du CO Drize | e sera achev | ée pour la rentré | e scolaire 2010 | | |
| No de loi 9995 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| Construction 5 ^{ème} étape CM | | 24'700'000 | 10'700'000 | 14'000'000 | 763'282 |
| | Dépenses Recettes | 24'700'000 0 | 8'700'000 -2'000'000 | 16'000'000 2'000'000 | 763'282 (|
| Le gros œuvre démarrera ei | n 2010. | | | | |
| | | | | | _ |
| No de loi 10043 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| EMS Butini reconstruction - | • | | | | |
| subvention | Dépenses | 6'630'000 | 1'530'000 | 5'100'000 | (|
| Les travaux en cours se pou | | | | 0.00000 | |
| Loo ilavaax oli oodio oo poc | | 2010. | | | |
| No de loi 10310 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
| EMS - Avanchets / Drize / La | ausanne | | | | |
| / | addamio | | | | |
| (construction - subvention | Dépenses | 8'470'000 | -1'830'000 | 10'300'000 | (|
| | Dépenses | | | 10'300'000 | (|
| (construction - subvention Le début des travaux pour le | Dépenses | marre en 2009 e | et 2010. | | Compte |
| Le début des travaux pour le | Dépenses es 3 EMS dé | | | 10'300'000 Budget 2009 | Compte 2008 |
| Le début des travaux pour le No de loi 10312 EMS - Vandelle (constructio (mise aux normes et agrand | Dépenses es 3 EMS dé on) et Tour | marre en 2009 e Budget | et 2010. Variation | Budget | Compte |
| Le début des travaux pour le No de loi 10312 EMS - Vandelle (constructio (mise aux normes et agrand | Dépenses es 3 EMS dé on) et Tour | marre en 2009 e Budget | et 2010. Variation | Budget | Compte 2008 |
| Le début des travaux pour le | Dépenses es 3 EMS dé on) et Tour dissement | Budget 2010 4'270'000 Budget | Variation 2010/2009 -830'000 Variation | Budget 2009 5'100'000 Budget | Compte 2008 |
| Le début des travaux pour le No de loi 10312 EMS - Vandelle (constructio (mise aux normes et agrand - subvention | Dépenses es 3 EMS dé on) et Tour dissement Dépenses | Budget 2010 4'270'000 | variation 2010/2009 | Budget 2009 5'100'000 | Compte 2008 |
| Le début des travaux pour le No de loi 10312 EMS - Vandelle (constructio (mise aux normes et agrand - subvention No de loi 10408 | Dépenses es 3 EMS dé on) et Tour dissement Dépenses | Budget 2010 4'270'000 Budget | Variation 2010/2009 -830'000 Variation | Budget 2009 5'100'000 Budget | Compte 2008 |
| Le début des travaux pour le No de loi 10312 EMS - Vandelle (construction (mise aux normes et agrander subvention No de loi 10408 FHP - Les Marronniers - con | Dépenses es 3 EMS dé on) et Tour dissement Dépenses estruction Dépenses | Budget 2010 4'270'000 Budget 2010 5'420'000 | Variation 2010/2009 -830'000 Variation 2010/2009 4'920'000 | Budget 2009 5'100'000 Budget 2009 | Compte 2008 |
| Le début des travaux pour le No de loi 10312 EMS - Vandelle (construction (mise aux normes et agrander - subvention No de loi 10408 FHP - Les Marronniers - con Le projet de loi a été déposé | Dépenses es 3 EMS dé on) et Tour dissement Dépenses estruction Dépenses | Budget 2010 4'270'000 Budget 2010 5'420'000 Conseil mais pass Budget | variation 2010/2009 -830'000 Variation 2010/2009 4'920'000 encore voté. Variation | Budget 2009 5'100'000 Budget 2009 500'000 Budget | Compte 2008 |
| Le début des travaux pour le No de loi 10312 EMS - Vandelle (constructio (mise aux normes et agrand - subvention No de loi 10408 | Dépenses es 3 EMS dé on) et Tour dissement Dépenses estruction Dépenses | Budget 2010 4'270'000 Budget 2010 5'420'000 Conseil mais pas | variation 2010/2009 -830'000 Variation 2010/2009 4'920'000 | Budget 2009 5'100'000 Budget 2009 500'000 | Compte 2008 |

05 Département des Constructions et des Technologies de l'Information

Les projets présentés pour la première fois dans le budget des investissements en 2010 sont les suivants :

| N°de loi / N° de projet | Projet | | Budget 2010 |
|----------------------------|--|----------|----------------|
| 10323 | Hôtel de police, 2 ^{ème} et 3 ^{ème} étape - étude | Dépenses | 5'500'000 |
| 10407 | Subvention - IHEID Maison de la Paix | Dépenses | 17'000'000 |
| 10409 | Rénovation du bâtiment existant et équipement hôpital des enfants existant | Dépenses | 8'000'0000 |
| 1910004 | Parking OMC - construction | Dépenses | 1'000'000 |
| 1910005 | EMS Béthel | Dépenses | 2'000'000 |
| 1910006 | HUG - Maternité, 3 ^{ème} étape (3.3) - construction | Dépenses | 500'000 |
| 1910007 | HUG - Nouveau bâtiment des lits - construction | Dépenses | 4'000'000 |
| 1910008 | La Brenaz II - étude | Dépenses | 200'000 |
| 1910010 | Poste de police Navigation, Eaux-Vives - construction | Dépenses | 2'000'000 |
| 1910011 | PSI Ch. Forrestier, construction bâtiments | Dépenses | 300'000 |
| 1910012 | CFP - Agrandissement bâtiment - étude | Dépenses | 300'000 |
| 1910013 | ECG, 3 ^{ème} école de culture générale, pavillonnaire - étude | Dépenses | 300'000 |
| 1910014 | Fourches, transfert équipement sportifs sur le site de Belle-Idée | Dépenses | 1'000'000 |
| 1910015 | HEAD Lyon, nouveau bâtiment - étude | Dépenses | 500'000 |
| 1910016 | Jardins familiaux - La chapelle-Lancy - reconstruction - construction | Dépenses | 500'000 |
| 1910017 | Jardins familiaux - Sciers, PLO - reconstruction - construction | Dépenses | 500'000 |
| 1910018 | Ancienne école de médecine - rénovation et agrandissement | Dépenses | 1'000'000 |
| 1910019 | HEG Batelle - bâtiment B et parking - construction | Dépenses | 6'000'000 |
| 1910020 | HESA Batelle - bâtiment C1 - étude | Dépenses | 1'000'000 |
| 1910038 | Relogement forains Versoix - étude et construction | Dépenses | 500'000 |
| 1910039 | EMS - construction du solde des EMS - subvention | Dépenses | 20'560'000 |

05 Département des Constructions et des Technologies de l'Information

Montants prévus pour la construction de plusieurs EMS. Ces subventions dépendent de la nouvelle loi de subventionnement des EMS qui, si elle est votée, modifierait le type de financement des EMS en faveur de subventions de fonctionnement.

CREDIT DE PROGRAMME

| No de loi 10138 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget | Compte |
|------------------------------------|----------------|---------------------|------------|------------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Crédit de programme 2008-2010 DCTI | | | | |
| - bâtiments | 75'200'000 | -13'695'000 | 88'895'000 | 53'619'719 |
| Dépenses | 75'200'000 | -14'195'000 | 89'395'000 | 53'676'219 |
| Recettes | 0 | -500'000 | 500'000 | 56'500 |

La dernière tranche du crédit de programme des bâtiments a été revue à la baisse par rapport au budget 2009 qui a été surestimé compte tenu de la capacité limitée à réaliser tous les travaux qui étaient initialement prévus sur trois ans et qui seront réalisés sur une plus longue période.

AUTRES INVESTISSEMENTS

| No 4800013 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget | Compte |
|--------------------------|----------|----------------|---------------------|-------------|--------------|
| | | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Remboursement de prêts p | our | | | | |
| locations-financements | | | | | -105'040'759 |
| | Recettes | 98'271'475 | -5'019'770 | 103'291'245 | 105'040'759 |

Le calcul du montant du remboursement de prêts pour les locations-financement est purement technique.

05.04.08.00 Office des bâtiments (OBA) - service des opérations foncières

Ce service a rejoint l'office des bâtiments au cours de l'année 2009 alors qu'il faisait précédemment partie du secrétariat général.

CREDITS D'OUVRAGE

| No de loi 0 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|------------------|----------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Cession d'actifs | Recettes | 30'000'000 | 30'000'000 | 0 | 0 |

Pour répondre aux dispositions des normes IPSAS, les cessions de bâtiments et de terrains doivent figurer dans les comptes d'investissement. Elles ont été comptabilisées pour la première fois dans les comptes 2008 au secrétariat général pour un total de 20'504'863 F et n'avaient pas été prévues au budget 2009.

| No 1909019 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---------------------------|----------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Acquisition terrains / bâ | | | | | _ |
| | Dépenses | 7'500'000 | 7'500'000 | 0 | 0 |

Le budget 2009 des acquisitions de terrains et bâtiments a été prévu au secrétariat général pour un montant identique. L'acquisition de terrains et de bâtiments s'est montée à 2'663'496 F dans les comptes 2008 du secrétariat général.

OFFICE DU GENIE CIVIL (OGC)

Les principaux projets prévus en 2010 sont la liaison ferroviaire CEVA, l'extension du réseau de tramways, la tranchée couverte de Vésenaz ainsi que la mise en application des mesures OPB. Les trois premiers font partie des mesures de soutien à l'économie et à l'emploi.

Le crédit de programme du génie civil concerne notamment la réfection et les gros entretiens des routes et des infrastructures pour le réseau des transports publics ainsi que le remplacement de véhicules ou d'engins nécessaires à l'entretien du réseau routier.

Synthèse des investissements de génie civil (comptes 2008 hors cession d'actifs des routes nationales dans le cadre de la RPT)

| | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | % variation | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------|---------------------------|--------------------------|
| | CF | REDITS D'OU' | /RAGE | | |
| Dépenses Recettes | 271'260'000 62'650'000 | 72'810'000 1'449'999 | +37% +2% | 198'450'000 61'200'001 | 87'144'225 33'700'154 |
| | CRE | DITS DE PRO | GRAMME | | |
| Dépenses Recettes | 43'780'000 4'700'000 | 4'590'000 -2'600'000 | +12% -36% | 39'190'000 7'300'000 | 25'327'462 4'557'546 |
| TOTAL DES INVESTISSEMENTS | | | | | |
| Totale Net | 247'690'000 | 78'550'001 | +46% | 169'139'999 | 74'214'007 |

Objectifs 2010 - Priorités

Projets probablement achevés en 2010 :

Études: Route des Nations et adaptation route de Ferney (Loi 8757)

Constructions: TCMC - Lot 1 (Loi H.1.50), reconstruction du Pont de Lully et de la passerelle des

Bois (Loi 9956).

Projets principaux à lancer en 2010 :

Études: Route de Challex, Route du Grand Lancy.

Constructions: Liaison giratoire Milice route de Saconnex d'Arve, MICA: route de liaison avenue

de Bel-Air route de Jussy, Route de liaison P+R Sécheron avenue de La Paix,

Route de Drize et de Troinex, Liaison Champel-HUG (CEVA).

Projets faisant partie du plan de mesure de soutien à l'économie et à l'emploi

Extension tram TCOB (loi H.1.50), Liaison ferroviaire CEVA (Loi 8719) et Traversée de Vésenaz (Loi 8662 et 10441).

Perspectives 2011

Projets probablement terminés en 2011

Constructions: TCMC - Lot 3 (Loi H.1.50), Passerelle sur l'Arve (Loi 7618), Pistes cyclables (Loi

8050), Route de liaison P+R Sécheron avenue de La Paix, Route de Drize et de

Troinex.

Récapitulation

Les principaux investissements prévus en 2010 sont listés ci-dessous :

05.05.01.00 Office du génie civil

CREDIT DE PROGRAMME

| No de loi 10139 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Crédit de programme 2008-2010 : | | | | _ |
| DCTI - GENIE CIVIL | 39'080'000 | +7'190'000 | 31'890'000 | 20'777'124 |
| Dépenses | 43'780'000 | +4'590'000 | 39'190'000 | 25'327'482 |
| Recettes | 4'700'000 | -2'600'000 | 7'300'000 | 4'557'546 |

L'ensemble des projets de travaux a été revu afin d'optimiser le budget 2010 en fonction du crédit voté restant à disposition.

05.05.02.00 Direction des ouvrages d'art

CREDITS D'OUVRAGE

| No de loi 00150 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-----------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Extension du réseau tramway | | | | |
| Dépenses | 152'000'000 | 16'650'000 | 135'350'000 | 79'939'207 |
| Recettes | 55'650'000 | -550'001 | 56'200'001 | 32'955'754 |

D'une manière générale, les dépenses 2010 relatives à ce projet se décomposent comme suit :

- Tronçon TCMC: 77 millions
- Tronçon TCOB: 75 millions

L'année 2010 devrait voir la finalisation du Lot 1 du tronçon TCMC (Tram Cornavin-Meyrin-Cern).

Ce projet fait partie du dispositif pour le soutien de l'économie et de l'emploi adopté par le Conseil d'Etat.

| No de loi 7618 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------|----------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Passerelle sur l'Arve/nph- | | | | | |
| honoraires | Dépenses | 2'000'000 | -3'000'000 | 5'000'000 | 279 |

Études de trafic complémentaires en cours suite au vote du crédit y relatif par le Grand Conseil.

Le projet présenté pour la première fois dans le budget des investissements en 2010 est le suivant:

| N°de loi / N° de projet | Projet | | Budget 2010 |
|----------------------------|------------------------------------|----------|----------------|
| 1910030 | Tunnel liaison Champel-HUG (CEVA). | Dépenses | 500'000 |

Études en cours en coordination avec le projet de la gare de Champel (CEVA)

05.05.04.00 Liaison Ferroviaire CEVA

CREDIT D'OUVRAGE

| No de loi 8719 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Liaison ferroviaire CEVA | Dépenses | 82'000'000 | 47'000'000 | 35'000'000 | 0 |

Avec une augmentation de 47 millions de francs, l'année 2010 marquera la montée en puissance des travaux liés au CEVA en cas de votation populaire positive. Ce projet, qui repose sur une collaboration étroite entre les CFF et l'Etat de Genève, est l'un des piliers du dispositif pour le soutien à l'économie et à l'emploi.

05.05.05.00 Direction des routes

CREDITS D'OUVRAGE

| No de loi 8050 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|------------------|----------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Pistes cyclables | Dépenses | 1'500'000 | 300'000 | 1'200'000 | 0 |

Projet de pistes cyclables en cours en vue de réalisations prochaines.

| No de loi 8644 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------|----------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Manage ODD | | 2010 | 2010/2003 | 2003 | 2000 |
| Mesures OPB | | | | | |
| | Dépenses | 8'000'000 | -2'000'000 | 10'000'000 | 715'303 |
| | Recettes | 3'000'000 | 500'000 | 2'500'000 | 744'400 |

Poursuite des études et mises en place des mesures d'assainissement du bruit sur le réseau des routes cantonales.

| No de loi 8662 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------|----------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Traversée de Vésenaz | | | | | |
| | Dépenses | 12'500'000 | 9'600'000 | 2'900'000 | 740 |
| | Recettes | 4'000'000 | 1'500'000 | 2'500'000 | 0 |

Au même titre que la liaison ferroviaire CEVA et du tronçon TCOB, le projet de traversée de Vésenaz entre également dans le cadre du plan de mesures de soutien à l'économie et à l'emploi. Sa réalisation dépend d'une votation populaire positive.

| No de loi 8757 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--------------------------|----------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Route des nations - étud | | 410001000 | 0001000 | | 00010. |
| | Dépenses | 1'380'000 | -620'000 | 2'000'000 | 686'057 |

Poursuite des études et mise à l'enquête publique en coordination avec le projet d'adaptation de la jonction de Ferney.

Les projets présentés pour la première fois dans le budget des investissements en 2010 sur ce CR sont les suivants :

| N°de loi / N° de projet | Projet | | Budget 2010 |
|----------------------------|---|----------|----------------|
| 1910032 | Tronçon : avenue de Bel-Air - route de Jussy | Dépenses | 3'000'000 |
| 1910033 | Liaison giratoire Milice route de Saconnex d'Arve | Dépenses | 2'000'000 |
| 1910034 | Route de liaison P+R Sécheron avenue de la Paix | Dépenses | 1'000'000 |
| 1910035 | RC 27 route de Troinex + RC 28 route de Drize | Dépenses | 2'000'000 |
| 1910036 | Tronçon : Rte de Chancy - Rte des Communes Réunies | Dépenses | 1'000'000 |
| 1910037 | Déplacement de la route de Challex | Dépenses | 1'500'000 |

OFFICE DU LOGEMENT (OLO)

Synthèse des investissements pour le logement

| | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | % variation | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---------------------------|-------------------------|--------------------------|----------------|-----------------|-------------------------|
| | CF | REDITS D'OUV | /RAGE | | |
| Dépenses Recettes | 10'000'000 | 0 | 0% | 10'000'000 | 10'825'000 |
| | PR | ETS ET DOTA | ATIONS | | |
| Dépenses Recettes | 35'200'000 1'310'000 | -7'800'000 +1'310'000 | -18% | 43'000'000 0 | 50'041'884 1'230'027 |
| TOTAL DES INVESTISSEMENTS | | | | | |
| Totale Net | 43'890'000 | -9'110'000 | -17% | 53'000'000 | 59'636'857 |

05.06.01.00 Office du logement

CREDIT D'OUVRAGE

| No de loi 10008 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| LUP achat de logements et terrains (logements d'utilité publique) | 10'000'000 | 0 | 10'000'000 | 10'825'000 |

Le budget est difficile à estimer avec précision car les dépenses dépendent des opportunités d'acquisition et de préemption. La loi prévoit d'ailleurs des mécanismes d'adaptation.

PRETS ET DOTATIONS

| No de loi 09975 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|------------------------------|----------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Dotation à la fondation cité | | | | | |
| universitaire | Dépenses | 3'200'000 | +200'000 | 3'000'000 | 0 |

Le crédit voté pour cette loi est de 5'200'000. La dotation en 2009 sera probablement d'environ 2'000'000 et le solde reporté sur 2010.

| No de loi 10008 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|--------------------------|---------------------|----------------|-------------|
| Construction de logements d'u publique (LUP) - Dotations Dé | tilité penses 25'000'000 | -13'000'000 | 38'000'000 | 49'351'334 |

Le budget 2009 prévoit un gros montant pour l'acquisition d'actifs de la Fondation de valorisation de la BCGE. Ces acquisitions ne sont toutefois plus prévues au projet de budget 2010.

| No de loi 08427 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---------------------------------------|----------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Prêt aux coopératives d'habitation et | | 1'350'000 | -650'000 | 2'000'000 | 306'562 |
| aux coopérateurs | Dépenses | 2'000'000 | 0 | 2'000'000 | 165'550 |
| | Recettes | 650'000 | +650'000 | 0 | - 141'012 |

Le montant du budget 2010 est constitué de :

Prêt aux coopératives d'habitation (dépenses 1'000'000 et recettes 650'000)

Prêt aux coopérateurs (dépenses 1'000'000)

Ce poste, qui dépend des besoins des coopératives et des coopérateurs, peut difficilement être estimé à l'avance.

| No de loi L 4.05 | Budget | Variation | Budget | Compte |
|---------------------------|----------------------|------------------------|--------|----------------------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Prêt hypothécaires HLM-HM | 4'340'000 | +4'340'000 | 0 | 1'896'039 |
| Dépenses Recettes | 5'000'000 660'000 | +5'000'000 +660'000 | 0 0 | 525'000 1'371'039 |

Le projet de convention avec les coopératives d'habitation, dans le cadre du programme de logements d'utilité publique, prévoit d'octroyer à nouveau ces prestations prévues par la loi générale sur le logement et la protection des locataires.

05.08.00.00 CENTRE DES TECHNOLOGIES ET DE L'INFORMATION (CTI)

Synthèse des investissements informatiques

| | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | % variation | Budget 2009 | Compte 2008 | | |
|---------------------------|-----------------------|------------------------|----------------|-----------------------|-----------------------|--|--|
| | CF | REDITS D'OUV | /RAGE | | | | |
| Dépenses Recettes | 41'456'000 379'366 | -6'694'517 -431'146 | -14% -53% | 48'150'517 810'512 | 28'380'695 106'307 | | |
| | CREDITS DE PROGRAMME | | | | | | |
| Dépenses Recettes | 55'903'000 | +14'704'000 | +36% | 41'199'000 | 37'718'535 | | |
| TOTAL DES INVESTISSEMENTS | | | | | | | |
| Totale Net | 96'979'634 | 8'440'629 | +10% | 88'539'005 | 65'992'923 | | |

CREDIT DE PROGRAMME 2008 - 2010

| No de loi 2010140 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Technologies de l'information | | | | |
| Dépenses Recettes | 55'903'000 | 14'704'000 | 41'199'000 | 37'718'535 |

Ce crédit de programme concerne le remplacement des équipements et des logiciels gérés par le CTI. Il inclut également l'amélioration des performances apportées aux applications de l'Etat de Genève.

CREDITS D'OUVRAGE

| No de loi 1009465 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------|----------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Refonte de l'application o | des tutelles | | | | |
| | Dépenses Recettes | 1'387'000 | -232'418 | 1'619'418 | 412'529 |

La réalisation du lot 2 de l'application du tuteur général et de la protection de la jeunesse est prévue en 2010.

| No de loi 1010112 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Système informatique de faillites - partie CTI | l'office des | | | | |
| • | Dépenses Recettes | 3'590'000 | 853'150 | 2'736'850 | 33'211 |

La conception et la réalisation de la refonte du système informatique de l'office des faillites sont prévues pour 2010.

| No de loi 1010177 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| Programme de développement de l'Administration en ligne Dépenses | 9'040'000 | -2'216'570 | 11'256'570 | 2'721'952 |

Recettes

Ce programme fait partie du plan de mesures de soutien à l'économie.

Les principaux travaux prévus en 2010 sont l'évolution de l'architecture et du socle technologique de l'AEL, l'étude de prestations comme l'école en ligne ainsi que l'achèvement de plusieurs prestations en cours de réalisation.

| No de loi 1010185 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| SIDLO | Dépenses Recettes | 1'802'000 | -233'836 | 2'035'836 | 0 |

La conception et la réalisation de la refonte du système d'information du logement sont prévues en 2010.

| No de loi 1010188 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
|------------------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------------|--|
| Enveloppes d'infrastructures | | | | | |
| Dépenses Recettes | 8'960'000 | -3'955'600 | 12'915'600 | 8'120'104 9'952 | |

La tranche 2010 du crédit d'extension est prévue pour les nouvelles acquisitions et petits projets à forte valeur rajoutée (PPFVA).

| No de loi 1010436 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Justice 2010 | Dépenses Recettes | 1'707'000 | -188'000 | 1'895'000 | 0 |

Ce projet a pour objectif principal de mettre en conformité les systèmes d'information du Pouvoir judiciaire avec la réforme de la justice genevoise.

| No de loi 1010484 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------|----------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| SI du commerce | Dépenses Recettes | 1'075'000 | 695'000 | 380'000 | 0 |

Fusion des applications de l'ex-service des autorisations et patentes et de l'ex-Inspection du commerce. Le projet a pour objectif de mettre à disposition du service du commerce un système d'information pour répondre aux impératifs opérationnels du service.

| No de loi 1909012 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|--|--------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| SI de l'office des poursu logiciels & appl. | ites - Dépenses Recettes | 1'223'000 | 1'023'000 | 200'000 | 0 |

Ce projet, qui a démarré en 2009, prendra son essor en 2010.

| No de loi 1909017 | | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------|----------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Refonte du REG | Dépenses Recettes | 1'582'000 | 1'317'000 | 265'000 | 0 |

05 Département des Constructions et des Technologies de l'Information

Refonte complète du registre genevois des entreprises. Le SIC (Système info du commerce) et le RC (registre du commerce) vont pouvoir profiter de ce référentiel d'entreprises.

Les projets informatiques présentés pour la première fois dans le budget des investissements en 2010 sont les suivants :

| N°de loi / N° de projet | Projet | | Budget 2010 |
|----------------------------|--|----------|----------------|
| 1909485 | Pavillons provisoires Chavannes et Bougeries | Dépenses | 200'000 |
| 1909897 | CO Drize - Équipement informatique | Dépenses | 260'000 |
| 1910023 | Revenu déterminant unique | Dépenses | 1'660'000 |
| 1910024 | Emplois de solidarité | Dépenses | 330'000 |
| 1910025 | Refonte de l'application du service médicaux pédagogique | Dépenses | 1'200'000 |
| 1910026 | Regroupement écoles pour adultes | Dépenses | 150'000 |
| 1910027 | Espaces entreprises | Dépenses | 250'000 |
| 1910028 | Sycotrin | Dépenses | 1'150'000 |
| 1910029 | Refonte AFC 3 | Dépenses | 1'500'000 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|---|-------------|-------------|---------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2003 | COMP 12 2000 |
| 05.00.00.00 | CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 719.117.000 | | 152.043.523 | 567.073.477 | 467.032.487,81 |
| 6 | RECETTES | | 197.620.841 | 22.089.083 | 175.531.758 | 357.252.945,77 |
| 5 6 | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 DÉPENSES RECETTES | 508.136.000 | 93.239.366 | 156.019.523 28.898.853 | 352.116.477 64.340.513 | 298.971.257,92 246.368.114,31 |
| 5 6 | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 DÉPENSES RECETTES | 175.781.000 | 4.800.000 | 3.824.000 -3.100.000 | 171.957.000 7.900.000 | 118.019.345,89 4.614.046,00 |
| 5 | DOTATIONS - 3 DÉPENSES | 28.200.000 | | -12.800.000 | 41.000.000 | 49.351.334,00 |
| 5 6 | PRÊTS DÉPENSES RECETTES | 7.000.000 | 99.581.475 | 5.000.000 -3.709.770 | 2.000.000 103.291.245 | 690.550,00 106.270.785,46 |
| 05.01.01.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | -49.102.000 | 100.000 | 19.249.040 | -68.351.040 100.000 | 11.699.399,89 24.344.757,36 |
| | CESSION D'ACTIFS - 1000000 | | | | | -20.504.863,36 |
| 6000 6040 | TERRAINS BÂTIMENTS | | | | | 15.092.701,14 5.412.162,22 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | -50.000.000 | | 28.024.040 | -78.024.040 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | -50.000.000 | | 28.024.040 | -78.024.040 | |
| | ETUDE LIAISON FERROVIAIRECORNAVIN- ANNEMASSE-LA PRAILLE-GARE EAUX-VIVES - 1008191 | | | | | 6.398.594,84 |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | | | | | 6.398.594,84 |
| | ACHATS DE TERRAINS - 1008552 | | | | | 2.663.496,05 |
| 5000 5040 | TERRAINS BÂTIMENTS | | | | | 2.069.496,05 594.000,00 |
| | LIAISON FERROVIAIRE CORNAVIN- ANNEMASSE-SUBVENTION INVESTISSEMENT - 1008719 | | | | | -1.202.585,00 |
| 5600 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 2.637.309,00 |
| 6300 | ENTREPRISES FEDERALES SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 3.839.894,00 |
| | ACQUISITIONS DE TERRAINS - 1909019 | | | -7.500.000 | 7.500.000 | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|---|----------|----------|------------|----------------------|----------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2003 | 00Mi 12 2000 |
| 05.01.01.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (Suite) | | | | | |
| 5000 | TERRAINS | | | -7.500.000 | 7.500.000 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (DCTI) - 2010134 | 898.000 | 100.000 | -1.275.000 | 2.073.000 | |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 898.000 | | -45.000 | 943.000 | |
| 5201 6300 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | 100.000 | -1.230.000 | 1.230.000 100.000 | |
| 05.04.02.00 | DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | | | | | 111.073.191,66 114.450.400,52 |
| | HÔTEL-DE-VILLE,6-TOITURE ET FACADES - 1008053 | | | | | 213.833,00 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 213.833,00 |
| | CO MONTBRILLANT-CONSTR 1008131 | | | | | 252.709,15 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 252.709,15 |
| | ES ART VISUEL-ÉTUDE-BD HELVETIQUE,9 - 1008518 | | | | | 8.390,00 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 8.390,00 |
| | SUBVENTION INVEST-ÉTUDE, PARC-RELAIS P/R SECHERON ET PARKING OMC - 1008565 | | | | | 504.117,35 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 504.117,35 |
| | COLLÈGE SISMONDI-ÉTUDE - 1008632 | | | | | 143.322,20 |
| 5040 5663 | BÂTIMENTS SUBVENTIONS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF | | | | | 38.065,40 241.489,50 |
| 6353 | SUBVENTIONS / AUTRES ENTREPRISES PRIVÉES | | | | | 136.232,70 |
| | HUG-HÔPITAL DES ENFANTS-BÂTIMENT HAUT-2ÈME ÉTAPE-CONSTRUCTION - 1008709 | | | | | 6.367,85 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 6.367,85 |
| | HUG-SÉCURITÉ INCENDIE DES BÂTIMENTS - 1008822 | | | | | 2.474.609,00 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | BUDGET 2010 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------|-------------|-----------|-------------|-----------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 200GE1 2009 | COIVIF I E 2008 |
| 05.04.02.00 | DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS (Suite) | | | | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 2.474.609,00 |
| | CO SEYMAZ-ÉTUDE - 1008889 | | | | | -99.965,10 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | -99.965,10 |
| | ENVIRONNEMENT REGROUP.DES SERVICES- ÉTUDE - 1008908 | | | | | 1.000,00 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 1.000,00 |
| | COLLÈGE SISMONDI-DEMOL ET RECONSTRUCTION - 1009015 | | | | | 10.189.761,89 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 10.189.761,89 |
| | CO CAYLA-CONSTRUCTION - 1009038 | | | | | 7.489.884,80 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 7.489.884,80 |
| | AIMÉE STITELMANN - ROUTE DE BASE - (PLAN-LES OUATES) - 1009093 | | | | | 139.573,85 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 139.573,85 |
| | RÉNOVATION BUREAU DES AUTOS-ÉTUDE - 1009196 | | | | | 14.307,95 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 14.307,95 |
| | CMU-5ÈME ÉTAPE-ÉTUDE - 1009279 | | | | | 10.100,30 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 10.100,30 |
| | PRISON DE CHAMP-DOLLON-ÉTUDE - 1009330 | | | | | 844.844,10 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 844.844,10 |
| | HÔPITAL CANTONAL-MATERNITÉ 3ÈME ÉTAPE-CONSTR 1009422 | | | | | 17.038.713,86 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 17.038.713,86 |
| | ECG HENRY-DUNANT-ÉTAGE SUPÉRIEUR- CONSTRUCTION - 1009464 | | | | | 87.145,25 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 87.145,25 |
| | FOND.AIGUES-VERTES-RÉNOVSUBVENTION - 1009497 | | | | | 974.245,85 |
| 5662 | SUBVENTIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | | | | | 974.245,85 |
| | ETUDE POUR CONSTRUCTION BÂTIMENT POUR HEG À BATTELLE - 1009503 | | | | | 170.722,80 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | ET 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|----------|----------|-----------|-------------|---------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | | |
| 05.04.02.00 | DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS (Suite) | | | | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 170.722,80 |
| | CO SEYMAZ - 1009504 | | | | | 4.191.632,00 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 4.191.632,00 |
| | ETUDE POUR CONSTRUCTION NOUVEAU BÂT DES LITS (BDL 2) DE L'HÔPITAL CANTONAL - 1009548 | | | | | 1.012.164,75 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 1.012.164,75 |
| | SUBV. FONDATION CLAIRE-BOIS - CRÉATION D'UN NOUVEAU FOYER - 1009596 | | | | | 1.720.000,00 |
| 5662 | SUBVENTIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | | | | | 1.720.000,00 |
| | SUBVENTION POUR LA CONSTRUCTION DE 3 EMS - 1009610 | | | | | 6.844.620,00 |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | | | | | 6.844.620,00 |
| | PRISON DE CHAMP-DOLLON - ETUDE (EX- CURABILLIS) - 1009622 | | | | | 736.339,20 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 736.339,20 |
| | AIMÉE STITELMANN - ROUTE DE BASE - (PLAN-LES OUATES) - 1009708 | | | | | 18.283.815,55 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 22.899.815,55 |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 2.710.000,00 |
| 6320 | SUBVENTIONS / COMMUNES ET GROUPES INTERCOMMUNAUX | | | | | 1.906.000,00 |
| | ETUDE TRANSFORMATION ET RÉNOVATION ANCIENNE ECOLE DE MÉDECINE - 1009733 | | | | | 178.363,00 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 178.363,00 |
| | SUBVENTION CANTONALE POUR CRÉDIT D'ÉTUDE POUR LABORATOIRES CLUSE - ROSERAIE - 1009751 | | | | | 183.410,50 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 183.410,50 |
| | ETUDE TRANSFORMATION ET AMÉN. HDE 3E ÉTAPE - 1009804 | | | | | 188.341,15 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 188.341,15 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|---|----------|----------|-----------|-------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2003 | OOM1 12 2000 |
| 05.04.02.00 | DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS (Suite) | | | | | |
| | NOUVELLE STRUCTURE DÉTENTION À PUPLINGE - 1009864 | | | | | -342.173,09 |
| 5040 6300 | BÂTIMENTS SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 4.115.235,91 4.457.409,00 |
| | 3È PHASE TRAVAUX AIGUES-VERTES - 1009891 | | | | | 2.524.099,40 |
| 5662 | SUBVENTIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | | | | | 2.524.099,40 |
| | CO DRIZE - 1009897 | | | | | 17.984.404,15 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 17.984.404,15 |
| | PAVILLONS - 1009919 | | | | | 62.967,45 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 62.967,45 |
| | CONSTRUCTION 5ÈME ÉTAPE CMU - 1009995 | | | | | 763.281,95 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 763.281,95 |
| | CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT CRER II - 1010006 | | | | | 1.454.966,95 |
| 5040 6300 | BÂTIMENTS SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 1.654.966,95 200.000,00 |
| | SUBVENTION CANTONALE POUR LA CONSTRUCTION DE L'EXTENSION EPI DE THÔNEX II - 1010045 | | | | | 2.535.000,00 |
| 5642 | SUBVENTIONS / AUTRES ENTREPRISES PUBLIQUES | | | | | 2.535.000,00 |
| | FONDATION CLAIR-BOIS PINCHAT ET LANCY - 1010102 | | | | | 800.000,00 |
| 5661 | SUBVENTIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 800.000,00 |
| | MAISON DU TERROIR - 1010113 | | | | | 1.071.934,80 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 1.071.934,80 |
| | PO TULETTE FRONTENEX - 1010210 | | | | | 6.698,10 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 6.698,10 |
| | EMS - 1010309 | | | | | 1.000.000,00 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | BUDGET 2010 | | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|----------|-------------|-----------|-------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2009 | COMPTE 2000 |
| 05.04.02.00 | DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS (Suite) | | | | | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | | | | | 1.000.000,00 |
| | REMBOURSEMENT DE PRÊTS POUR LOCATIONS-FINANCEMENTS - 4800013 | | | | | -105.040.758,82 |
| 6495 | CRÉANCES DE LOCATIONS-FINANCEMENT - ENTITÉS DU CERCLE DE CONSOLIDATION | | | | | 105.040.758,82 |
| 05.04.03.00 | DIVISION DE LA MAINTENANCE | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | | | | | 103.517.218,35 56.500,00 |
| | LA PASTORALE-RTE DE FERNEY-ÉTUDE - 1008788 | | | | | 320.178,00 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 320.178,00 |
| | ENVIRONNEMENT REGROUP.DES SERVICES- ÉTUDE - 1008908 | | | | | 2.000,00 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 2.000,00 |
| | REMPLACEMENT FLUIDES RÉFRIGÉRANTS - 1009727 | | | | | 201.569,80 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 201.569,80 |
| | GENÈVE PLAGE - 1009860 | | | | | 6.419.022,45 |
| 5040 5061 | BÂTIMENTS MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 6.905.316,15 -486.293,70 |
| | EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873 | | | | | 98.510,60 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 98.510,60 |
| | COLLÈGE CALVIN-TOITURE ET FAÇADES - 1010025 | | | | | 2.302.508,00 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 2.302.508,00 |
| | BÂTIMENT OCP - 1010306 | | | | | 40.497.210,00 |
| 5000 5040 | TERRAINS BÂTIMENTS | | | | | 3.628.000,00 36.869.210,00 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : DCTI - BATIMENTS - 2010138 | | | | | 53.619.719,50 |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | | | 52.631.219,50 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|------------|--------------------------|----------------------------|--------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 05.04.03.00 | DIVISION DE LA MAINTENANCE (Suite) | | | | | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 1.045.000,00 |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 56.500,00 |
| 05.04.04.00 | DIVISION DE LA GÉRANCE ET DE LA CONCIERGERIE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 114.279,75 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (DCTI) - 2010134 | | | | | 114.279,75 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 114.279,75 |
| 05.04.06.00 | DIRECTION DES INVESTISSEMENTS, DU PATRIMOINE ET DES ACTIFS | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 303.120.000 | 98.481.475 | 47.685.000 -7.639.770 | 255.435.000 106.121.245 | |
| | SUBVENTION INVEST-ÉTUDE, PARC-RELAIS P/R SECHERON ET PARKING OMC - 1008565 | 200.000 | | -250.000 | 450.000 | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 200.000 | | -250.000 | 450.000 | |
| | HUG-SÉCURITÉ INCENDIE DES BÂTIMENTS - 1008822 | 6.300.000 | | 1.800.000 | 4.500.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 6.300.000 | | 1.800.000 | 4.500.000 | |
| | COLLÈGE SISMONDI-DEMOL ET RECONSTRUCTION - 1009015 | 13.300.000 | | -1.700.000 | 15.000.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 13.300.000 | | -1.700.000 | 15.000.000 | |
| | CO CAYLA-CONSTRUCTION - 1009038 | 100.000 | | -2.000.000 | 2.100.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 100.000 | | -2.000.000 | 2.100.000 | |
| | CMU-5ÈME ÉTAPE-ÉTUDE - 1009279 | 50.000 | | 50.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 50.000 | | 50.000 | | |
| | CO FLORENCE - EXTENSION - EQUIPEMENT & CONSTRUCTION - 1009295 | 950.000 | | 950.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 950.000 | | 950.000 | | |
| | HÔPITAL CANTONAL-MATERNITÉ 3ÈME ÉTAPE-CONSTR 1009422 | 22.000.000 | | | 22.000.000 | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|---|------------|----------|------------------------|-----------------------|-------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 05.04.06.00 | DIRECTION DES INVESTISSEMENTS, DU PATRIMOINE ET DES ACTIFS (Suite) | | | | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 22.000.000 | | | 22.000.000 | |
| | FOND.AIGUES-VERTES-RÉNOVSUBVENTION - 1009497 | 50.000 | | -1.150.000 | 1.200.000 | |
| 5662 | SUBVENTIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 50.000 | | -1.150.000 | 1.200.000 | |
| | CO SEYMAZ - 1009504 | 100.000 | | -300.000 | 400.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 100.000 | | -300.000 | 400.000 | |
| | ETUDE POUR CONSTRUCTION NOUVEAU BÂT DES LITS (BDL 2) DE L'HÔPITAL CANTONAL - 1009548 | 500.000 | | -2.500.000 | 3.000.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 500.000 | | -2.500.000 | 3.000.000 | |
| | SUBVENTION POUR LA CONSTRUCTION DE 3 EMS - 1009610 | 10.000.000 | | 2.600.000 | 7.400.000 | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 10.000.000 | | 2.600.000 | 7.400.000 | |
| | PRISON DE CHAMP-DOLLON - ETUDE (EX- CURABILLIS) - 1009622 | | | -500.000 | 500.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | -500.000 | 500.000 | |
| | AIMÉE STITELMANN - ROUTE DE BASE - (PLAN-LES OUATES) - 1009708 | 200.000 | | -9.470.000 | 9.670.000 | |
| 5040 6300 | BÂTIMENTS SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | 200.000 | | -9.800.000 -330.000 | 10.000.000 330.000 | |
| | REMPLACEMENT FLUIDES RÉFRIGÉRANTS - 1009727 | 1.000.000 | | -40.000 | 1.040.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 1.000.000 | | -40.000 | 1.040.000 | |
| | ETUDE TRANSFORMATION ET RÉNOVATION ANCIENNE ECOLE DE MÉDECINE - 1009733 | 100.000 | | 100.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 100.000 | | 100.000 | | |
| | NOUVELLE STRUCTURE DÉTENTION À PUPLINGE - 1009864 | | 210.000 | -210.000 | | |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | 210.000 | 210.000 | | |
| | 3È PHASE TRAVAUX AIGUES-VERTES - 1009891 | 700.000 | | -2.800.000 | 3.500.000 | |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|---|------------|----------|-------------------------|-------------------------|-------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 202GE1 2009 | COMPTE 2000 |
| 05.04.06.00 | DIRECTION DES INVESTISSEMENTS, DU PATRIMOINE ET DES ACTIFS (Suite) | | | | | |
| 5662 | SUBVENTIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 700.000 | | -2.800.000 | 3.500.000 | |
| | CO DRIZE - 1009897 | 10.500.000 | | -7.500.000 | 18.000.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 10.500.000 | | -7.500.000 | 18.000.000 | |
| | CONSTRUCTION 5ÈME ÉTAPE CMU - 1009995 | 24.700.000 | | 10.700.000 | 14.000.000 | |
| 5040 6300 | BÂTIMENTS SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | 24.700.000 | | 8.700.000 -2.000.000 | 16.000.000 2.000.000 | |
| | CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT CRER II - 1010006 | | | -1.800.000 | 1.800.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | -1.800.000 | 1.800.000 | |
| | COLLÈGE CALVIN-TOITURE ET FAÇADES - 1010025 | 2.500.000 | | -1.500.000 | 4.000.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 2.500.000 | | -1.500.000 | 4.000.000 | |
| | SUBVENTION RECONSTRUCTION EMS BUTINI - 1010043 | 6.630.000 | | 1.530.000 | 5.100.000 | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 6.630.000 | | 1.530.000 | 5.100.000 | |
| | SUBVENTION CANTONALE POUR LA CONSTRUCTION DE L'EXTENSION EPI DE THÔNEX II - 1010045 | 2.300.000 | | -2.500.000 | 4.800.000 | |
| 5642 | SUBVENTIONS / AUTRES ENTREPRISES PUBLIQUES | 2.300.000 | | -2.500.000 | 4.800.000 | |
| | MAISON DU TERROIR - 1010113 | 360.000 | | -3.290.000 | 3.650.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 360.000 | | -3.290.000 | 3.650.000 | |
| | EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE - 1010209 | 1.800.000 | | | 1.800.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 1.800.000 | | | 1.800.000 | |
| | PO TULETTE FRONTENEX - 1010210 | 2.500.000 | | -1.500.000 | 4.000.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 2.500.000 | | -1.500.000 | 4.000.000 | |
| | CMU - 6E ÉTAPE - 1010234 | 2.000.000 | | | 2.000.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 2.000.000 | | | 2.000.000 | |
| | DÉLOCALISATION OCAN - 1010305 | 200.000 | | -1.900.000 | 2.100.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 200.000 | | -1.900.000 | 2.100.000 | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------|----------|------------|-------------|------------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 20201 2003 | J J III 1 L 2000 |
| 05.04.06.00 | DIRECTION DES INVESTISSEMENTS, DU PATRIMOINE ET DES ACTIFS (Suite) | | | | | |
| | EMS - 1010309 | 1.700.000 | | 1.700.000 | | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 1.700.000 | | 1.700.000 | | |
| | EMS - AVANCHETS / DRIZE / LAUSANNE - SUBV 1010310 | 8.470.000 | | -1.830.000 | 10.300.000 | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 8.470.000 | | -1.830.000 | 10.300.000 | |
| | EMS - BESSONNETTE - SUBV 1010311 | 1.920.000 | | -2.280.000 | 4.200.000 | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 1.920.000 | | -2.280.000 | 4.200.000 | |
| | EMS - VANDELLE - SUBVENTIONS - 1010312 | 4.270.000 | | -830.000 | 5.100.000 | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 4.270.000 | | -830.000 | 5.100.000 | |
| | HÔTEL DE POLICE - 1010323 | 5.500.000 | | 5.500.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 5.500.000 | | 5.500.000 | | |
| | SUBVENTION - IHEID MAISON DE LA PAIX - 1010407 | 17.000.000 | | 17.000.000 | | |
| 5662 | SUBVENTIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 17.000.000 | | 17.000.000 | | |
| | RÉNOVATION ET ÉQUIP HDE - 1010409 | 8.000.000 | | 8.000.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 8.000.000 | | 8.000.000 | | |
| | FHP LES MARRONNIERS - CONSTRUCTION - 1909006 | 5.420.000 | | 4.920.000 | 500.000 | |
| 5662 | SUBVENTIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 5.420.000 | | 4.920.000 | 500.000 | |
| | RÉNOVATION + ÉQUIP HUG ENFANTS EXISTANT - 1909023 | | | -4.800.000 | 4.800.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | -4.800.000 | 4.800.000 | |
| | CURABILLIS - CONSTRUCTION - 1909025 | 24.440.000 | | 20.440.000 | 4.000.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 24.440.000 | | 20.440.000 | 4.000.000 | |
| | SUBVENTION - IHEID MAISON DE LA PAIX - 1909026 | | | -2.500.000 | 2.500.000 | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------|----------|------------|-------------|-------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | | |
| 05.04.06.00 | DIRECTION DES INVESTISSEMENTS, DU PATRIMOINE ET DES ACTIFS (Suite) | | | | | |
| 5662 | SUBVENTIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | | | -2.500.000 | 2.500.000 | |
| | HUG - MATERNITÉ ETAPE 3 - ETUDE COMPL 1909027 | | | -300.000 | 300.000 | |
| 5040 | BÂTIMENTS | | | -300.000 | 300.000 | |
| | PARKING OMC - CONSTRUCTION - 1910004 | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| | EMS BÉTHEL - 1910005 | 2.000.000 | | 2.000.000 | | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 2.000.000 | | 2.000.000 | | |
| | HUG - MATERNITÉ, 3°ÉTAPE - 3.3 CONSTRUCTION - 1910006 | 500.000 | | 500.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 500.000 | | 500.000 | | |
| | HUG - NOUVEAU BÂTIMENT DES LITS - CONSTRUCTION - 1910007 | 4.000.000 | | 4.000.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 4.000.000 | | 4.000.000 | | |
| | LA BRENAZ II - ÉTUDE - 1910008 | 200.000 | | 200.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 200.000 | | 200.000 | | |
| | POSTE POLICE NAVIGATION, EAUX-VIVES - CONSTRUCTION - 1910010 | 2.000.000 | | 2.000.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 2.000.000 | | 2.000.000 | | |
| | PSI CH. FORRESTIER, CONSTRUCTION BÂTIMENT - 1910011 | 300.000 | | 300.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 300.000 | | 300.000 | | |
| | CFP - AGRANDISSEMENT BÂTIMENT - ÉTUDE - 1910012 | 300.000 | | 300.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 300.000 | | 300.000 | | |
| | ECG, 3ÈME ÉCOLE DE CULTURE GÉNÉRALE, PAVILLONNAIRE - ÉTUDE - 1910013 | 300.000 | | 300.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 300.000 | | 300.000 | | |
| | FOURCHES, TRANSFERT ÉQUIP. SPORTIFS SUR LE SITE DE BELLE-IDÉE - 1910014 | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|-------------------------|------------|---------------------------|-------------------------|-------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 202021 2003 | 55 1E 2000 |
| 05.04.06.00 | DIRECTION DES INVESTISSEMENTS, DU PATRIMOINE ET DES ACTIFS (Suite) | | | | | |
| | HEAD LYON, NOUVEAU BÂTIMENT - ÉTUDE - 1910015 | 500.000 | | 500.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 500.000 | | 500.000 | | |
| | JARDINS FAMILIAUX, LA CHAPELLE-LANCY RECONSTRUCTION - CONSTRUCTION - 1910016 | 500.000 | | 500.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 500.000 | | 500.000 | | |
| | JARDINS FAMILIAUX, SCIERS-PLO RECONSTRUCTION - CONSTRUCTION - 1910017 | 500.000 | | 500.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 500.000 | | 500.000 | | |
| | ANCIENNE ECOLE DE MÉDECINE - RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT - 1910018 | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| | HEG BATTELLE - BÂTIMENT B ET PARKING - CONSTRUCTION - 1910019 | 6.000.000 | | 6.000.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 6.000.000 | | 6.000.000 | | |
| | HESA BATTELLE - BÂTIMENT C1 - ÉTUDE - 1910020 | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| | RELOGEMENT FORAIN VERSOIX-ETUDE ET CONSTRUCTION - 1910038 | 500.000 | | 500.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 500.000 | | 500.000 | | |
| | EMS, CONSTRUCTION DU SOLDE DES EMS - SUBVENTION - 1910039 | 20.560.000 | | 20.560.000 | | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 20.560.000 | | 20.560.000 | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : DCTI - BATIMENTS - 2010138 | 75.200.000 | | -13.695.000 | 88.895.000 | |
| 5040 5663 | BÂTIMENTS SUBVENTIONS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF SUBVENTIONS / CONEÉDÉRATION ET | 74.200.000 1.000.000 | | -11.695.000 -2.500.000 | 85.895.000 3.500.000 | |
| 0000 | ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | -300.000 | 500.000 | |
| | REMBOURSEMENT DE PRÊTS POUR LOCATIONS-FINANCEMENTS - 4800013 | | 98.271.475 | 5.019.770 | -103.291.245 | |
| | SUBVENTIONS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES REMBOURSEMENT DE PRÊTS POUR | | 98.271.475 | -2.500.000 -500.000 | 3.500.000 500.000 | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------|---|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2009 | COMP 12 2000 |
| 05.04.06.00 | DIRECTION DES INVESTISSEMENTS, DU PATRIMOINE ET DES ACTIFS (Suite) | | | | | |
| 6495 | CRÉANCES DE LOCATIONS-FINANCEMENT - ENTITÉS DU CERCLE DE CONSOLIDATION | | 98.271.475 | -5.019.770 | 103.291.245 | |
| 05.04.08.00 | SERVICE DES OPÉRATIONS FONCIÈRES | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 7.500.000 | 30.000.000 | 7.500.000 30.000.000 | | |
| | CESSION D'ACTIFS - 1000000 | | 30.000.000 | -30.000.000 | | |
| 6000 6040 | TERRAINS BÂTIMENTS | | 23.000.000 7.000.000 | 23.000.000 7.000.000 | | |
| | ACQUISITIONS DE TERRAINS - 1909019 | 7.500.000 | | 7.500.000 | | |
| 5000 5040 | TERRAINS BÂTIMENTS | 5.000.000 2.500.000 | | 5.000.000 2.500.000 | | |
| 05.05.01.00 | OFFICE DU GÉNIE CIVIL | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 43.780.000 | 4.700.000 | 4.590.000 -2.600.000 | 39.190.000 7.300.000 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : DCTI - GENIE CIVIL - 2010139 | 43.780.000 | 4.700.000 | 7.190.000 | 31.890.000 | |
| 5000 | TERRAINS | | | -1.000.000 | 1.000.000 | |
| 5010 5061 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 41.500.000 1.280.000 | | 5.670.000 620.000 | 35.830.000 660.000 | |
| 5620 | SUBVENTIONS / COMMUNES ET GROUPES INTERCOMMUNAUX | 1.000.000 | | | 1.000.000 | |
| 5663 | SUBVENTIONS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF | | | -700.000 | 700.000 | |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | 4.700.000 | -2.600.000 | 7.300.000 | |
| 05.05.02.00 | DIRECTION DES OUVRAGES D'ART | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 155.380.000 | 55.650.000 | 8.530.000 -550.001 | 146.850.000 56.200.001 | 98.993.483,91 32.955.753,76 |
| | CONSTRUCTION TRAMWAY TCMC - CORNAVIN, MEYRIN, CERN - 1000150 | 152.000.000 | 55.650.000 | 17.200.001 | 79.149.999 | 46.983.452,76 |
| 5010 6300 6320 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES SUBVENTIONS / COMMUNES ET GROUPES INTERCOMMUNAUX | 152.000.000 | 55.650.000 | 16.650.000 -550.001 | 135.350.000 56.200.001 | 79.939.206,52 32.895.712,51 60.041,25 |
| | RÉSEAU CHAUFFAGE DISTANCE (HP,SCIENCES II/III)- ÉQUIPEMENT - 1007618 | 2.000.000 | | -3.000.000 | 5.000.000 | 278,70 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|------------|----------|------------|-------------|--|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 05.05.02.00 | DIRECTION DES OUVRAGES D'ART (Suite) | | | | | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 2.000.000 | | -3.000.000 | 5.000.000 | 278,70 |
| | PASSERELLE DES SPORTS A LA PRAILLE - 1008795 | | | -2.000.000 | 2.000.000 | 3.073.826,38 |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | | | -2.000.000 | 2.000.000 | 3.073.826,38 |
| | RENATURATION-PONT DE LULLY - 1009956 | 880.000 | | -3.620.000 | 4.500.000 | 2.728.814,10 |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 880.000 | | -3.620.000 | 4.500.000 | 2.728.814,10 |
| | TUNNEL CEVA-HUG - 1910030 | 500.000 | | 500.000 | | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 500.000 | | 500.000 | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : DCTI - GENIE CIVIL - 2010139 | | | | | 13.251.358,21 |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | | | | | 13.251.358,21 |
| 05.05.03.00 | DIRECTION DE LA VOIRIE CANTONALE | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | | | | | 9.749.298,65 2.278.773,00 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : DCTI - GENIE CIVIL - 2010139 | | | | | 7.470.525,65 |
| 5010 5061 6300 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 8.997.556,40 751.742,25 2.278.773,00 |
| 05.05.04.00 | LIAISON FERROVIAIRE CORNAVIN-EAUX- VIVES-ANNEMASSE (CEVA) | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 82.000.000 | | 46.500.000 | 35.500.000 | |
| | ETUDE LIAISON FERROVIAIRECORNAVIN- ANNEMASSE-LA PRAILLE-GARE EAUX-VIVES - 1008191 | | | -500.000 | 500.000 | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | | | -500.000 | 500.000 | |
| | LIAISON FERROVIAIRE CORNAVIN- ANNEMASSE-SUBVENTION INVESTISSEMENT - 1008719 | 82.000.000 | | 47.000.000 | 35.000.000 | |
| 5600 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | 82.000.000 | | 47.000.000 | 35.000.000 | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|------------|-----------|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELL | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2003 | 00M1 12 2000 |
| 05.05.05.00 | DIRECTION DES ROUTES | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 33.880.000 | 7.000.000 | 17.780.000 2.000.000 | 16.100.000 5.000.000 | 3.728.924,52 181.830.427,09 |
| | CESSION D'ACTIFS - 1000000 | | | | | -178.807.254,09 |
| 6010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | | | | | 178.807.254,09 |
| | PISTES CYCLABLES - 1008050 | 1.500.000 | | 300.000 | 1.200.000 | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 1.500.000 | | 300.000 | 1.200.000 | |
| | MESURES OPB - 1008644 | 8.000.000 | 3.000.000 | -2.500.000 | 7.500.000 | -29.097,50 |
| 5010 6300 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | 8.000.000 | 3.000.000 | -2.000.000 500.000 | 10.000.000 2.500.000 | 715.302,50 744.400,00 |
| | TRAVERSÉE DE VÉSENAZ- PART CANTONALE - 1008662 | 12.500.000 | 4.000.000 | 8.100.000 | 400.000 | 740,10 |
| 5000 | TERRAINS | 2.500.000 | | 100.000 | 2.400.000 | |
| 5010 6320 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION SUBVENTIONS / COMMUNES ET GROUPES | 10.000.000 | 4.000.000 | 9.500.000 4.000.000 | 500.000 | 740,10 |
| 6620 | INTERCOMMUNAUX REMBOURSEMENT SUBVENTIONS ACCORDÉES / COMMUNES ET GROUPES INTERCOMMUNAUX | | | -2.500.000 | 2.500.000 | |
| | RTE DES NATIONS ET ADAPTATION JONCTION FERNEY-ÉTUDE - 1008757 | 1.380.000 | | -620.000 | 2.000.000 | 686.056,85 |
| 5010 5080 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION ETUDES | 1.380.000 | | -620.000 | 2.000.000 | 709.516,65 -23.459,80 |
| | TRONÇON : AVENUE DE BEL-AIR - ROUTE DE JUSSY - 1910032 | 3.000.000 | | 3.000.000 | | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 3.000.000 | | 3.000.000 | | |
| | LIAISON GIRATOIRE MILICE ROUTE DE SACONNEX-D'ARVE - 1910033 | 2.000.000 | | 2.000.000 | | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 2.000.000 | | 2.000.000 | | |
| | ROUTE DE LIAISON P+R SÉCHERON AVENUE DE LA PAIX - 1910034 | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| | RC 27 ROUTE DE TROINEX + RC 28 ROUTE DE DRIZE - 1910035 | 2.000.000 | | 2.000.000 | | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 2.000.000 | | 2.000.000 | | |
| | TRONÇON : RTE DE CHANCY - RTE DES COMMUNES RÉUNIES - 1910036 | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| | DÉPLACEMENT DE LA ROUTE DE CHALLEX - 1910037 | 1.500.000 | | 1.500.000 | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|---|------------|-----------|-------------------------|-------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 20201. 2000 | 72 2000 |
| 05.05.05.00 | DIRECTION DES ROUTES (Suite) | | | | | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 1.500.000 | | 1.500.000 | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : DCTI - GENIE CIVIL - 2010139 | | | | | 48.052,07 |
| 5010 6300 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 2.326.825,07 2.278.773,00 |
| 05.06.01.00 | OFFICE DU LOGEMENT | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 45.200.000 | 1.310.000 | 45.200.000 1.310.000 | | |
| | CONSTRUCTION DE LOGEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE (LUP) - 1010008 | 10.000.000 | | 10.000.000 | | |
| 5040 | BÂTIMENTS | 10.000.000 | | 10.000.000 | | |
| | DOTATION A LA FONDATION CITE UNIVERSITAIRE POUR EXTENSION LOI.NO 3009975 | 3.200.000 | | 3.200.000 | | |
| 5563 | PARTICIPATIONS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF | 3.200.000 | | 3.200.000 | | |
| | CONSTRUCTION DE LOGEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE (LUP) - DOTATIONS - 3010008 | 25.000.000 | | 25.000.000 | | |
| 5561 | PARTICIPATIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF / CERCLE CONSOLIDATION | 25.000.000 | | 25.000.000 | | |
| | PRÊTS AUX COOPÉRATIVES D'HABITATION- LOI 8427 (I4 05) 560000.155.11 - 4008427 | 2.000.000 | 650.000 | 1.350.000 | | |
| 5463 | PRÊTS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF | 1.000.000 | | 1.000.000 | | |
| 5470 6470 | PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | 1.000.000 | 650.000 | 1.000.000 650.000 | | |
| | PRÊTS HYPOTHÉCAIRES HLM-HBM DE L'ÉTAT AU LOGEMENT - 4800003 | 5.000.000 | 660.000 | 4.340.000 | | |
| 5470 6470 | PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | 5.000.000 | 660.000 | 5.000.000 660.000 | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|---|----------|----------|-------------|-------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2009 | COMP 12 2000 |
| 05.06.08.00 | SERVICE IMMOBILIER | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | | | -53.000.000 | 53.000.000 | 60.866.884,00 1.230.026,64 |
| | CONSTRUCTION DE LOGEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE (LUP) - 1010008 | | | -10.000.000 | 10.000.000 | 10.825.000,00 |
| 5000 5040 | TERRAINS BÂTIMENTS | | | -10.000.000 | 10.000.000 | 7.078.000,00 3.747.000,00 |
| | DOTATION A LA FONDATION CITE UNIVERSITAIRE POUR EXTENSION LOI.NO 3009975 | | | -3.000.000 | 3.000.000 | |
| 5563 | PARTICIPATIONS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF | | | -3.000.000 | 3.000.000 | |
| | CONSTRUCTION DE LOGEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE (LUP) - DOTATIONS - 3010008 | | | -38.000.000 | 38.000.000 | 49.351.334,00 |
| 5541 | PARTICIPATIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 49.351.334,00 |
| 5561 | PARTICIPATIONS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF / CERCLE CONSOLIDATION | | | -38.000.000 | 38.000.000 | |
| | PRÊTS AUX COOPÉRATIVES D'HABITATION- LOI 8427 (I4 05) 560000.155.11 - 4008427 | | | -2.000.000 | 2.000.000 | 306.562,16 |
| 5463 | PRÊTS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF | | | -1.000.000 | 1.000.000 | |
| 5470 6463 | PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES PRÊTS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF | | | -1.000.000 | 1.000.000 | 165.550,00 -284.002,80 |
| 6470 | PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | | | | | 142.990,64 |
| | PRÊTS HYPOTHÉCAIRES HLM-HBM DE L'ÉTAT AU LOGEMENT - 4800003 | | | | | -693.822,75 |
| 5462 | PRÊTS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | | | | | 525.000,00 |
| 6461 | PRÊTS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | -152.216,05 |
| 6462 | PRÊTS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | | | | | 1.087.036,00 |
| 6463 | PRÊTS / AUTRES ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF | | | | | 284.002,80 |
| | PRÊTS HYPOTHÉCAIRES HLM - AVEC INTÉRÊTS - 4800007 | | | | | -152.216,05 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|------------|----------|-----------------------|-----------------------|---|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 05.06.08.00 | SERVICE IMMOBILIER (Suite) | | | | | |
| 6461 | PRÊTS / ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 152.216,05 |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 97.359.000 | 379.366 | 8.009.483 -431.146 | 89.349.517 810.512 | 66.099.230,28 106.307,40 |
| | LOIS D'ÉTUDES INFORMATIQUES LOI 7138 (TA) - 1007138 | | | | | 16.006,25 |
| 5202 | CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 16.006,25 |
| | ACQUISITION DU SYSTÈME D'INFORMATION DES BÂTIMENTS (TA) - 1008129 | | | | | 86.287,71 |
| 5201 5202 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 47.698,00 38.589,71 |
| | FÉDÉRATION CENTRE TRAIT. INFO. ÉTAT (CTI) - 1008212 | | | | | 375.763,07 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 1.950,00 348.483,37 25.329,70 |
| | MODERNISATION ET REFONTE APPLIC. INFO.(JUGES) - 1008216 | 750.000 | | -538.150 | 1.288.150 | 1.662.199,78 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | 750.000 | | -100.000 -438.150 | 100.000 1.188.150 | 98.278,30 1.216.149,52 347.771,96 |
| | REFONTE SYSTEME INTEGRAT. DONNÉES(POLICE 2000) - 1008218 | | | -694.113 | 694.113 | 371.350,90 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | -67.000 -627.113 | 67.000 627.113 | 20.335,45 171.117,35 179.898,10 |
| | REFONTE APPLIC. AMENDES D'ORDRES/ CONTRAVENTIONS - 1008316 | | | | | 58.216,45 |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 21.735,20 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|----------|----------|---------------------|-------------------|-------------------------------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 202011200 | |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) (Suite) | | | | | |
| 5202 | CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 36.481,25 |
| | CONDUITE OPÉRATIONNELLE DU PERSONNEL DE POLICE (TA) - 1008363 | | | | | 196.634,50 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 1.300,00 110.559,00 84.775,50 |
| | APPLICATION RESSOURCES HUMAINES (SIRH)-RÉALISATION - 1008479 | 300.000 | | -285.000 | 585.000 | 382.435,39 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | 300.000 | | 300.000 -585.000 | 585.000 | 249.396,63 133.038,76 |
| | EXTENSION ÉQUIPEMENT 600 CLASSES PRIM 1008580 | | | -350.000 | 350.000 | 282.658,20 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | -350.000 | 350.000 | 282.658,20 |
| | PROJET REMPLACEMENT PROGICIEL GÉRANCE - 1008599 | | | | | 28.749,01 |
| 5201 5202 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 25.824,00 2.925,01 |
| | MISE EN PLACE DU SYSTÈME D'INFORMATION DU DASS†(TA) - 1008601 | | | | | 44.602,89 |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 44.602,89 |
| | SYSTÈME D'INFORMATION DE LA SANTÉ (TA) - 1008602 | 146.000 | | -224.000 | 370.000 | 140.412,56 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | 146.000 | | -50.000 -174.000 | 50.000 320.000 | 108.499,14 31.913,42 |
| | PROGICIEL AIDE ENGAGEMENT POLICE - DISPATCH - 1008617 | | | | | 176.879,28 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 31.351,40 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|-------------|----------|------------------------|----------------------|---|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 505021 2000 | 00mi 12 2000 |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) (Suite) | | | | | |
| 5201 5202 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 141.099,75 4.428,13 |
| | EQUIPEMENTS INFORMATIQUES MOBILES ENSEIGNEMENT SECONDAIRE - 1008961 | | | -200.000 | 200.000 | 155.897,19 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | -200.000 | 200.000 | 155.897,19 |
| | ACQUISITION-INSTALLATION MATÉRIEL INFO CEPTA - 1008964 | | | | | 23.120,15 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 23.120,15 |
| | PAVILLONS PROVISOIRES POUR CO DRIZE SUR SITE DU COLLÈGE DE STAEL - 1009181 | 153.000 | | 153.000 | | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | 153.000 | | 153.000 | | |
| | GESTION ÉLÉCTRONIQUE DES DOSSIERS- O.C.P.V/430456 - 1009332 | | | -342.301 | 342.301 | 110.927,14 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | -169.530 -172.771 | 169.530 172.771 | 88.534,64 22.392,50 |
| | POLICE-EXTENSION INFRAST.BUREAUTIQUE - 1009334 | | | | | 117.160,53 |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 65.821,95 51.338,58 |
| | REFONTE AFC (SUITE DE LA LOI 8713-240009) - 1009421 | | | -3.765.500 | 3.765.500 | 4.300.239,45 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | -100.000 -3.665.500 | 100.000 3.665.500 | 21.725,35 3.580.803,21 697.710,89 |
| | ECG HENRY-DUNANT-ÉTAGE SUPÉRIEUR- CONSTRUCTION - 1009464 | | | | | 17.237,70 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 17.237,70 |
| | PROJET 9465 - 1009465 | 1.387.000 | | -232.418 | 1.619.418 | 412.529,26 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 | |
|----------------------|--|-----------|----------|--------------------|-------------------|--|--|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | B0B0L1 2009 | | |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) (Suite) | | | | | | |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | 1.387.000 | | -232.418 | 1.619.418 | 68.261,34 174.244,11 170.023,81 | |
| | EQ PAV PROV CHAVANNE + GOURD - 1009485 | 200.000 | | 200.000 | | | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | 200.000 | | 200.000 | | | |
| | CO SEYMAZ - 1009504 | | | -16.658 | 16.658 | 217.071,27 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | -16.658 | 16.658 | 212.935,00 4.136,27 | |
| | REFONTE SYSTEME D'INFORMATION DU SAN - 1009573 | | | -434.636 | 434.636 | 3.149.181,13 | |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | -434.636 | 434.636 | 516.464,02 2.272.576,40 360.140,71 | |
| | OGIMI 2 ÈME ÉTAPE - 1009581 | | | -50.000 | 50.000 | | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | -10.000 -40.000 | 10.000 40.000 | | |
| | MISE EN OEUVRE REFONTE SI DGS - 1009594 | 250.000 | | -88.000 | 338.000 | 267.056,91 | |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | 250.000 | | -10.000 -78.000 | 10.000 328.000 | 250.904,38 16.152,53 | |
| | RÉALISATION DU PORTAIL ÉNERGIE - 1009616 | | | -63.871 | 63.871 | 817.198,96 | |
| 5201 5202 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | -313.871 | 313.871 | 658.998,51 254.556,25 | |
| 6310 | SUBVENTIONS / CANTONS ET CONCORDATS | | | -250.000 | 250.000 | 96.355,80 | |
| | AIMÉE STITELMANN - ROUTE DE BASE - (PLAN-LES OUATES) - 1009708 | | | | | 935.060,67 | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 930.946,37 | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|-------------|----------|-----------|-------------|--------------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BOBGET 2009 | COMP 12 2000 |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) (Suite) | | | | | |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 4.114,30 |
| | CAISSE CENTRALISÉE - 1009734 | | | -32.500 | 32.500 | 269.570,27 |
| 5201 5202 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | -32.500 | 32.500 | 212.451,50 57.118,77 |
| | REMPLACEMENT DE VOTA - 1009815 | | | | | 104.286,10 |
| 5201 5202 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 41.869,85 62.416,25 |
| | NOUVELLE STRUCTURE DÉTENTION À PUPLINGE - 1009864 | | | | | 13.802,24 |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 13.390,80 411,44 |
| | PROJET BIBIODIP - 1009871 | | | -50.353 | 50.353 | 244.484,48 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | -50.353 | 50.353 | 10.205,86 148.799,54 85.479,08 |
| | CEFOPS - EQUIPEMENT DE L'ÉCOLE D'AIDES FAMILIALES - 1009889 | | | | | 1.460,35 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 1.460,35 |
| | CO DRIZE - 1009897 | 260.000 | | 260.000 | | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | 260.000 | | 260.000 | | |
| | APPLICATION MÉTROLOGIE ET INTÉGRATION SI INSPECTION DU COMMERCE - 1009906 | | | -126.146 | 126.146 | 348.145,57 |
| 5201 5202 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | -126.146 | 126.146 | 198.420,45 149.725,12 |
| | GESTION DES PRESTATIONS CANTONALES EN CAS DE MALADIE - 1009961 | | | | | 750.613,85 |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 521.246,68 |

| NO | LIBELLE | I IRELLE | | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|---|------------------------|----------|------------------------------------|---------------------------------|--|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2003 | OOM1 12 2000 |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) (Suite) | | | | | |
| 5202 | CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 229.367,17 |
| | AFC TOURISME - 1009971 | | | | | 317.247,84 |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 317.247,84 |
| | CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT CRER II - 1010006 | | | -235.000 | 235.000 | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | -235.000 | 235.000 | |
| | SYSTÈME D'IMAGERIE VIDEO DE LA POLICE - 1010027 | 613.000 | 379.366 | -2.444.654 | 2.678.288 | 935.640,25 |
| 5062 5201 6300 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | 553.000 60.000 | 379.366 | -2.436.800 -189.000 -181.146 | 2.989.800 249.000 560.512 | 853.652,25 81.988,00 |
| | SYSTÈME INFORMATIQUE DE L'OFFICE DES FAILLITES - 1010112 | 3.590.000 | | 853.150 | 2.736.850 | 33.210,96 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | 975.000 2.615.000 | | 700.850 152.300 | 274.150 2.462.700 | 33.210,96 |
| | AEL - PROGRAMME ADMINISTRATION EN LIGNE - 1010177 | 9.040.000 | | -2.216.570 | 11.256.570 | 2.721.951,56 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | 5.700.000 3.340.000 | | 4.995.414 -7.211.984 | 704.586 10.551.984 | 370.000,00 2.002.698,36 349.253,20 |
| | SIDLO - 1010185 | 1.802.000 | | -233.836 | 2.035.836 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 50.000 1.752.000 | | -28.700 -205.136 | 78.700 1.957.136 | |
| | ENVELOPPES D'INFRASTRUCTURES - 1010188 | 8.960.000 | | -3.955.600 | 12.915.600 | 8.110.152,47 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | 4.740.000 4.220.000 | | -3.057.200 -898.400 | 7.797.200 5.118.400 | 4.873.193,65 2.614.545,44 632.364,98 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|----------------------|----------|---------------------|----------------------|-------------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2003 | COMP 12 2000 |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) (Suite) | | | | | |
| 6310 | SUBVENTIONS / CANTONS ET CONCORDATS | | | | | 9.951,60 |
| | GED CFI - 1010246 | | | | | 78.945,49 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | | | | | 31.314,00 35.362,74 12.268,75 |
| | LPER - 1909008 | | | -539.100 | 539.100 | |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | -539.100 | 539.100 | |
| | OUTIL DE CONSOLIDATION DES NORMES IPSAS - 1909009 | 225.000 | | -58.150 | 283.150 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 225.000 | | 175.000 -233.150 | 50.000 233.150 | |
| | JUSTICE 2010 - 1909010 | 1.707.000 | | -188.000 | 1.895.000 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 137.000 1.570.000 | | -175.000 -13.000 | 312.000 1.583.000 | |
| | PASSEPORT BIOMÉTRIQUE - 1909011 | 589.000 | | 381.617 | 207.383 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 520.000 69.000 | | 318.217 63.400 | 201.783 5.600 | |
| | SI DE L'OFFICE DES POURSUITES - LOGICIELS & APPL 1909012 | 1.223.000 | | 1.023.000 | 200.000 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 513.000 710.000 | | 513.000 510.000 | 200.000 | |
| | DATAPOL - 1909013 | 962.000 | | -72.543 | 1.034.543 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 137.000 825.000 | | -143.630 71.087 | 280.630 753.913 | |
| | SI DU COMMERCE - 1909014 | 1.075.000 | | 695.000 | 380.000 | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | 32.000 | | 32.000 | | |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|----------------------|----------|----------------------|-------------------|--------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | B0B0E1 2003 | 00M1 12 2000 |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) (Suite) | | | | | |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 1.043.000 | | 663.000 | 380.000 | |
| | HRC-MATIC - 1909015 | 402.000 | | 63.961 | 338.039 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 10.000 392.000 | | -32.300 96.261 | 42.300 295.739 | |
| | REFONTE SAM - 1909016 | | | -13.000 | 13.000 | |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | -13.000 | 13.000 | |
| | REFONTE DU REG - 1909017 | 1.582.000 | | 1.317.000 | 265.000 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 190.000 1.392.000 | | 190.000 1.127.000 | 265.000 | |
| | REVENU DÉTERMINANT UNIQUE - 1910023 | 1.660.000 | | 1.660.000 | | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 78.000 1.582.000 | | 78.000 1.582.000 | | |
| | EMPLOIS DE SOLIDARITÉ - 1910024 | 330.000 | | 330.000 | | |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 330.000 | | 330.000 | | |
| | REFONTE DE L'APPLICATION DU SERVICE MÉDICAUX PÉDAGOGIQUE - 1910025 | 1.200.000 | | 1.200.000 | | |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 1.200.000 | | 1.200.000 | | |
| | REGROUPEMENT ÉCOLES POUR ADULTES - 1910026 | 150.000 | | 150.000 | | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | 150.000 | | 150.000 | | |
| | ESPACES ENTREPRISES - 1910027 | 250.000 | | 250.000 | | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | 250.000 | | 250.000 | | |
| | SYCOTRIN - 1910028 | 1.150.000 | | 1.150.000 | | |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 1.150.000 | | 1.150.000 | | |
| | REFONTE AFC 3 - 1910029 | 1.500.000 | | 1.500.000 | | |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|--------------------------|----------|------------------------|--------------------------|--|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | | |
| 05.08.00.00 | CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI) (Suite) | | | | | |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 1.500.000 | | 1.500.000 | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2010 - TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION - 2010140 | 55.903.000 | | 14.704.000 | 41.199.000 | 37.718.535,10 |
| 5062 5201 5202 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES | 27.363.000 28.540.000 | | 4.995.000 9.709.000 | 22.368.000 18.831.000 | 23.489.495,55 10.841.786,19 3.387.253,36 |
| 05.09.00.00 | DIRECTION DE SUPPORT | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 186.317,25 |
| | MISE EN PLACE D'UNE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE PAR PRESTATIONS - 1008326 | | | | | 7.747,20 |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 7.747,20 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (DCTI) - 2010134 | | | | | 178.570,05 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 178.570,05 |
| 05.11.01.00 | SERVICE CANTONAL DE LA PROTECTION CIVILE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 78.656,20 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (DCTI) - 2010134 | | | | | 78.656,20 |
| 5030 5061 | AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 11.550,30 67.105,90 |
| 05.11.02.00 | INSPECTION CANTONALE DU SERVICE DU FEU | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 925.603,36 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (DCTI) - 2010134 | | | | | 925.603,36 |
| 5030 5061 | AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 14.628,50 910.974,86 |

Investissement

06.00.00.00 Département du territoire

Objectif 2010 - Priorité

En 2010, les projets d'investissement suivants prendront fin ou auront déjà pris fin courant 2009:

- Crédit de programme DT (Loi 10135)
- Digitalisation des plans du cadastre (Loi 7004)
- Remplacement et acquisition de matériel scientifique pour divers services de la protection de l'environnement et de l'eau (Loi 9354)
- Acquisitions de forêts ou de terrains assimilés (Loi 8327)
- Système d'information environnement et énergie (Loi 8130)
- Travaux de renaturation de la Seymaz et de ses affluents (Lois 7852 et 8522)
- Travaux de renaturation de l'Aire et de ses affluents (Loi 9522)

Par ailleurs, trois nouveaux projets débuteront en 2010, soit:

- "Création d'un parc et d'une plage aux Eaux-Vives et agrandissement du port au lieu-dit Port Noir " (1'485'000 F)
- "Espaces publics Projet d'Agglomération/Interfaces CEVA" (2'982'300 F)
- "Études ferroviaires Vaud-Genève" (1'100'000 F)

Éléments budgétaires particuliers

Suite à un examen minutieux mené par les départements du territoire, des finances et des constructions et technologies de l'information, validé par les chefs de département concernés, un certain nombre de dépenses d'investissements est transféré du budget d'investissement en fonctionnement. En effet, l'application stricte des directives comptables exige ces transferts complets ou partiels de projets. Dans le détail, il s'agit des projets suivants:

- 1. Assainissement de la rue de la Tannerie (Loi 9729)
- 2. Plan régionaux d'évacuation des eaux (Loi 8804)
- 3. Travaux de renaturation de la Seymaz (Loi 8522)

Par ailleurs, la directive comptable d'application des normes IPSAS n°13 ("Immobilisations corporelles") permet l'activation des charges de personnel sur les projets d'investissements. Cette problématique s'inscrit également dans le cadre du rapport n°09-14 de l'Inspection cantonale des finances (point 5.8).

Concrètement, l'activation de charges de personnel implique que les activités du personnel réalisées lors des phases d'exécution d'une étude ou d'une construction sont réputées activables. Cela peut donc concerner les coûts de personnel des chefs de projets, architectes, ingénieurs ou techniciens, etc.

Le Département des constructions et des technologies de l'information (DCTI), chargé de la mise en œuvre d'une solution pour activer une partie des charges salariales, a proposé un système mis en place actuellement dans les offices des bâtiments et du génie civil.

Le Département du territoire a repris le modèle proposé par le DCTI. Les charges de personnel qui seront activées concernent la Direction générale de la mobilité (projet tram et signaux lumineux/stationnement) ainsi que la Direction générale de l'aménagement du territoire (espaces publics projet d'agglomération/ interfaces CEVA).

Récapitulation

06.01.00.00 Secrétariat général

| No de loi 10135 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|-------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Crédit de programme 2008-2010 | | | | |
| Dépenses | 23'900'939 F | 4'703'183 F | 19'197'756 | 42'484.90 F |
| Recettes | -75'000 F | 0 F | -75'000 F | 0 F |

L'augmentation des dépenses du crédit de programme entre 2009 et 2010 est conforme à la loi votée. Outre la tranche 2010 de la loi 10135, le montant prévu pour l'exercice 2010 comprend les projets qui n'ont pas pu être réalisés en 2008 et 2009 et l'activation de charges de personnel de la Direction générale de la mobilité pour les projets tram et signaux lumineux-stationnement (+1'000'000 F).

06.03.00.00 Direction générale de la mobilité

| Projet de loi à déposer | Budget | Variation | Budget Com | |
|---------------------------|-----------|-----------|------------|-----|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 20 | |
| Etudes ferroviaires VD-GE | 1'100'000 | 0 F | 0 F | 0 F |

Suite à un accord Vaud-Genève de préfinancement d'infrastructures ferroviaires en faveur des CFF, des études sont nécessaires. Ces études, qui pourraient être ultérieurement remboursées par la Confédération et engagées par le Canton pour pouvoir tirer partie des opportunités de financements fédéraux qui se présentent, concernent la ligne CFF de la Plaine (comprise dans le programme de relance de la Confédération), le projet de 4e voie Lausanne-Renens, celui de 3e voie Renens-Allaman et l'extension de la gare Cornavin. Ces études prennent la forme de subventions d'investissement.

06.08.00.00 Direction générale de l'eau

| Projet de loi à déposer | Budget | Variation | Budget | Compte |
|-------------------------|-------------|-----------|--------|--------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |
| Plage Eaux-Vives | 1'485'000 F | 0 F | 0 F | 0 F |

Il s'agit de dépenses qui s'inscrivent dans le cadre du projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 48 156 117 F pour les travaux de création d'un parc et d'une plage aux Eaux-Vives ainsi qu'un crédit d'investissement de 12 866 000 F en vue de l'agrandissement du port au lieu-dit Port Noir, et octroyant à la Société Nautique de Genève une concession d'occupation des eaux publiques d'une durée de 65 ans (PL N°10533 ad opté par le CE le 26 août 2009).

Ce projet est par ailleurs inscrit en tant que mesure dans le dispositif de soutien à l'économie et l'emploi du canton de Genève (mesure 4.4).

06.10.00.00 Direction générale de l'aménagement du territoire

| Projet de loi à déposer | Budget | Variation | Budget | Compte |
|-------------------------|--------|-----------|--------|--------|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 |

06 Territoire

| Espaces publics PA / Interfaces CEVA | 2'982'300 | 0 F | 0 F | 0 F |
|--------------------------------------|-----------|-----|-----|-----|
|--------------------------------------|-----------|-----|-----|-----|

Ce projet comprend les travaux liés à des infrastructures (trams, lignes ferroviaires, etc.) ainsi que ceux de requalification des espaces publics (aménagement de plusieurs axes structurants des PACA, les interfaces du CEVA et la Voie Verte). Pour bénéficier des 50 millions de francs de contributions fédérales (correspondant à 40% des coûts totaux de 141 millions de francs), la Confédération exige que les avant-projets établis selon les normes SIA 102 et 103 soient déposés au plus tard en 2012. Le montant total des études est de 6'426'000 F sur trois ans dont 2'142'300 F pour 2010. A cela s'ajoute un montant de 840'000 F d'activation de charges de personnel (architectes-urbanistes). Dans cette optique, un projet de loi devra être déposé.

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--|---|---|-----------|---|---|----------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BUDGE1 2009 | COMPTE 2008 |
| 06.00.00.00 | TERRITOIRE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 36.883.239 | | -1.685.860 | 38.569.099 | 26.935.896,99 |
| 6 | RECETTES | | 1.925.000 | 950.000 | 975.000 | 443.254.884,80 |
| 5 6 | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 DÉPENSES RECETTES | 6.467.300 | | -6.384.043 -250.000 | 12.851.343 250.000 | 6.433.293,99 437.976.855,01 |
| 5 6 | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 DÉPENSES RECETTES | 23.900.939 | 75.000 | 4.703.183 | 19.197.756 75.000 | 13.984.631,95 21.000,00 |
| 5 | DOTATIONS - 3 DÉPENSES | 15.000 | | -5.000 | 20.000 | |
| 5 6 | PRÊTS DÉPENSES RECETTES | 6.500.000 | 1.850.000 | 1.200.000 | 6.500.000 650.000 | 6.517.971,05 5.257.029,79 |
| 06.01.00.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 23.900.939 | 75.000 | 8.731.585 | 15.169.354 75.000 | 42.484,90 113.011,00 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 4.028.402 | -4.028.402 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 4.028.402 | -4.028.402 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : TERRITOIRE (DT) - 2010135 | 23.900.939 | 75.000 | 4.703.183 | 19.122.756 | 42.484,90 |
| 5000 5010 5020 5050 5061 5062 5201 5290 5620 5652 6300 | TERRAINS ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU FORÊTS MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES SUBVENTIONS / COMMUNES ET GROUPES INTERCOMMUNAUX SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES CGN-PRÊT POUR RÉNOVATION - 4008558 ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS | 321.598 4.250.000 5.286.627 1.017.128 7.020.446 182.300 2.000 640.000 4.600.000 580.840 | 75.000 | 321.598 350.000 3.286.627 -345.372 -3.864.510 102.000 2.000 4.600.000 250.840 | 3.900.000 2.000.000 1.362.500 10.884.956 80.300 640.000 330.000 | -113.011,00 113.011,00 |
| | ENTITES | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|-----------|----------|-----------|-------------|---|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 505021 2000 | 7 T T T T T T T T T T T T T T T T T T T |
| 06.02.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INTÉRIEUR | | | | | |
| | | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 15.000 | | -245.000 | 260.000 | 1.054.980,41 31.200,00 |
| | DIGITALISATION DES PLANS DU CADASTRE (TA) - 1007004 | | | -240.000 | 240.000 | 2.081.185,35 |
| 5090 5290 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | -240.000 | 240.000 | 2.061.185,35 20.000,00 |
| | RENOUVELLEMENT DES MENSURATION OFF. ET DU PLAN D'ENSEMBLE - 1007139 | | | | | -10.200,00 |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 10.200,00 |
| | HONORAIRES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA BASE DE DONNÉES CADASTRALES - 1007433 | | | | | -2.061.185,35 |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | | | -2.061.185,35 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : TERRITOIRE (DT) - 2010135 | | | | | 1.013.980,41 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 87.790,86 |
| 5090 5290 6300 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | | | 327.635,20 619.554,35 21.000,00 |
| | SOCIETES D'ÉCONOMIE MIXTE-RECTANGLE D'OR - 3800004 | 15.000 | | -5.000 | 20.000 | |
| 5542 | PARTICIPATIONS / AUTRES ENTREPRISES PUBLIQUES | 15.000 | | -5.000 | 20.000 | |
| 06.03.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 1.100.000 | | 1.100.000 | | 8.959.149,92 |
| | ETUDES FERROVIAIRES VD-GE - 1910042 | 1.100.000 | | 1.100.000 | | |
| 5600 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | 1.100.000 | | 1.100.000 | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : TERRITOIRE (DT) - 2010135 | | | | | 8.959.149,92 |
| 5010 5061 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 3.595.156,39 5.363.993,53 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|----------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|--|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2009 | JONIF 1 E 2000 |
| 06.04.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 3.100.000 | 1.350.000 | -1.930.000 1.050.000 | 5.030.000 300.000 | 6.710.817,01 176.577.735,42 |
| | NOUVELLE DÉCHARGE-ÉTUDE - 1008269 | 100.000 | | -100.000 | 200.000 | |
| 5030 | AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL | 100.000 | | -100.000 | 200.000 | |
| | CREATION D'UN ESPACE DE RECUPERATION DES CHANATS - 1008845 | | | | | 20.189,74 |
| 5020 | AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU | | | | | 20.189,74 |
| | REMPL.& ACQUIS. MATÉRIEL SCIENTIF. PR DIV. SERV. PROT. ENVIRONN. ET EAU - 1009354 | | | -130.000 | 130.000 | 392.571,57 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | -130.000 | 130.000 | 392.571,57 |
| | ASSAINISSEMENT TANNERIE 3 - 1009729 | | | -1.700.000 | 1.700.000 | 70.477,35 |
| 5000 5030 | TERRAINS AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL | | | -1.700.000 | 1.700.000 | 1.360,95 69.116,40 |
| | TRANSFERT D'ACTIF - SIG - 1009826 | | | | | -171.768.423,60 |
| 6010 6040 6061 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION BÂTIMENTS MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 724.601,50 170.891.312,70 152.509,40 |
| | REMPLACEMENT DES STATIONS ROPAG - 1009982 | | | | | 7.518,00 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 7.518,00 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : TERRITOIRE (DT) - 2010135 | | | | | 263.225,35 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 263.225,35 |
| | PRÊTS INVESTISSEMENT ET DÉSENDETTEMENT - 4800010 | 3.000.000 | 1.350.000 | -1.050.000 | 2.700.000 | 1.147.523,18 |
| 5450 | PRÊTS / ENTREPRISES PRIVÉES | | | | | 5.956.835,00 |
| 5453 5470 | PRÊTS / AUTRES ENTREPRISES PRIVÉES PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | 2.500.000 500.000 | | -350.000 350.000 | 2.850.000 150.000 | |
| 6450 6453 6470 | INSTITUTIONS PRIVÉES PRÊTS / AUTRES ENTREPRISES PRIVÉES PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | | 1.160.000 190.000 | 875.000 175.000 | 285.000 15.000 | 4.809.311,82 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------------------------------|---|-----------|----------|--------------------|----------------------|---|
| RUBRIQUE | LIBELL | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2003 | OOM1 12 2000 |
| 06.05.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | -123.085 | 123.085 | 3.465.062,46 |
| | ACQUISITIONS DE FORETS OU DE TERRAINS ASSIMILES - 1008327 | | | -123.085 | 123.085 | 4.207,10 |
| 5000 5050 | TERRAINS FORÊTS | | | -123.085 | 123.085 | 4.207,10 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : TERRITOIRE (DT) - 2010135 | | | | | 3.460.855,36 |
| 5000 5020 5050 5061 5652 | TERRAINS AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU FORÊTS MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | | | | | -16.750,15 2.520.838,32 278.546,60 599.060,99 79.159,60 |
| 06.06.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 3.500.000 | 500.000 | -86.660 150.000 | 3.586.660 350.000 | 614.890,01 334.706,97 |
| | MAISON DU TERROIR - 1010113 | | | -86.660 | 86.660 | |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | -86.660 | 86.660 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : TERRITOIRE (DT) - 2010135 | | | | | 53.753,96 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 53.753,96 |
| | PRÊTS INVESTISSEMENT ET DÉSENDETTEMENT - 4800011 | 3.200.000 | 450.000 | -150.000 | 2.900.000 | 226.429,08 |
| 5453 5470 | PRÊTS / AUTRES ENTREPRISES PRIVÉES PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | 3.200.000 | | | 3.200.000 | 561.136,05 |
| 6450 6470 | INSTITUTIONS PRIVÉES PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | 3.200.000 | 450.000 | 150.000 | 300.000 | 289.774,00 44.932,97 |
| | PRÊTS AIDES AUX EXPLOITATIONS PAYSANNES - AEP - 4800012 | 300.000 | 50.000 | | 250.000 | |
| 5470 6470 | PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES PRÊTS / PERSONNES PHYSIQUES | 300.000 | 50.000 | | 300.000 50.000 | |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------------|--|-----------|----------|---------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | 202021 2000 | 001111 12 2000 |
| 06.08.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 2.285.000 | | -12.115.000 -250.000 | 14.400.000 250.000 | 6.062.545,63 266.198.231,41 |
| | AMÉNAGEMENT DES TEPPES DE VERE, BIOLAY & VERBOIS - FONDS RENATURATION - 1007808 | | | | | 331.901,38 |
| 5020 5050 | AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU FORÊTS | | | | | 321.281,28 10.620,10 |
| | REVALORISATION DE LA VERSOIX-FDS RENATURATION-698501.50101 - 1007809 | | | | | -727.703,00 |
| 5000 | TERRAINS | | | | | -727.703,00 |
| | RENATURATION DE LA SEYMAZ FONDS DE RENATURATION 698501.501.01 - 1007852 | 500.000 | | -500.000 | 1.000.000 | 183.832,85 |
| 5020 5050 | AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU FORÊTS | 500.000 | | -500.000 | 1.000.000 | 43.431,15 140.401,70 |
| | SYST.INFO ENVIRONNEMENT &ÉNERGIE (SIENG) - 1008130 | | | -200.000 | 200.000 | 62.892,20 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | -200.000 | 200.000 | 62.892,20 |
| | AIRE-FONDS RENATURATION - 1008490 | | | | | 78.207,55 |
| 5020 5290 | AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | 63.896,75 14.310,80 |
| | SEYMAZ 2ÈME ÉTAPE-TRAVAUX FONDS RENATURATION - 1008522 | 300.000 | | | 300.000 | 207.310,60 |
| 5020 | AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU | 300.000 | | | 300.000 | 207.310,60 |
| | PLAN REGIONAL ÉVACUATION DES EAUX (PREE) - 1008804 | | | -650.000 | 650.000 | 339.393,80 |
| 5020 6300 | AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | -900.000 -250.000 | 900.000 250.000 | 489.393,80 150.000,00 |
| | ACQ. TERRAINS VERSOIX - 1009432 | | | | | 1.800.000,05 |
| 5000 | TERRAINS | | | | | 1.800.000,05 |
| | AIRE - TRAVAUX DE RENATURATION - 1009522 | | | -12.000.000 | 12.000.000 | 3.492.494,80 |
| 5000 5020 5642 | TERRAINS AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU SUBVENTIONS / AUTRES ENTREPRISES PUBLIQUES | | | -11.000.000 -1.000.000 | 11.000.000 1.000.000 | 560.467,65 2.932.027,15 |
| | TRANSFERT D'ACTIF - SIG - 1009826 | | | | | -266.048.231,41 |
| 6010 6030 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL | | | | | 30.166.371,75 5.825.970,70 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-----------|----------|-----------|-------------|----------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | | |
| 06.08.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU (Suite) | | | | | |
| 6040 | BÂTIMENTS | | | | | 230.055.888,96 |
| | PLAGE EAUX-VIVES - 1910022 | 1.485.000 | | 1.485.000 | | |
| 5000 | TERRAINS | 1.485.000 | | 1.485.000 | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : TERRITOIRE (DT) - 2010135 | | | | | 144.215,40 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 144.215,40 |
| 06.10.00.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 2.982.300 | | 2.982.300 | | 25.966,65 |
| | ESPACES PUBLICS PA / INTERFACES CEVA - 1910041 | 2.982.300 | | 2.982.300 | | |
| 5010 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 2.982.300 | | 2.982.300 | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : TERRITOIRE (DT) - 2010135 | | | | | 25.966,65 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 25.966,65 |

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 5'480'000 F contre 3'951'423 F au budget 2009.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 450'000 F, versées par la Confédération pour des investissements réalisés par l'office cantonal de l'emploi.

| DETAIL DES INVESTISSEMENTS | Cred. prog. Cred. ouvr. | Loi | PB 2010 | B 2009 |
|--|----------------------------|----------|-----------|-----------|
| Investissements mobiliers, machines, véhicules, équipement pour département | CP | 10136 | 30'000 | 30'000 |
| Investissements OCE part fédérale | CP | 10136 | 50'000 | 50'000 |
| Investissements OCE part fédérale : gestion électronique de documents | CP | 10136 | 400'000 | 100'000 |
| Confédération subvention à recevoir sur investissements | CP | 10136 | -450'000 | -150'000 |
| Subvention d'investissement - Plan directeur informatique HG/FSASD 2007-2010 | СО | 10063 | 4'110'000 | 3'517'000 |
| Subvention d'investissement EPI | CP | | 390'000 | 390'000 |
| Subvention d'investissement : reprise 1/3 OFAS agencement des ateliers | CP | | 500'000 | 500'000 |
| Réduction globale des investissements (imputée au DCTI au PB2010) | | | 0 | -635'577 |
| | Total des | dépenses | 5'480'000 | 3'951'423 |
| | Total des | recettes | -450'000 | -150'000 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|-----------|----------|--------------------|----------------------|----------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BODGET 2009 | COMP 12 2000 |
| | | | | | | |
| 07.00.00.00 | SOLIDARITÉ ET EMPLOI | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 5.480.000 | | 1.528.577 | 3.951.423 | 27.496.008,18 |
| 6 | RECETTES | | 450.000 | 300.000 | 150.000 | 70.470.538,33 |
| | | | | | | |
| 5 | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 DÉPENSES | 4.110.000 | | 1.228.577 | 2.881.423 | 1.584.918,75 |
| | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 1.370.000 | 450.000 | 300.000 300.000 | 1.070.000 150.000 | 906.661,95 |
| | DOTATIONS - 3 | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 25.004.427,48 |
| 6 | RECETTES | | | | | 45.470.538,33 |
| 6 | PRÊTS RECETTES | | | | | 25.000.000,00 |
| • | RECEITES | | | | | 25.000.000,00 |
| 07.01.00.00 | PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 1.370.000 | | 935.577 | 434.423 | 25.962.619,18 |
| 6 | RECETTES | | 450.000 | 300.000 | 150.000 | 70.470.538,33 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 635.577 | -635.577 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 635.577 | -635.577 | |
| | TRANSFERT D'ACTIF - AIG - 1009827 | | | | | 51.529,75 |
| 5000 | TERRAINS | | | | | 51.529,75 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : SOLIDARITE ET EMPLOI (DSE) - 2010136 | 1.370.000 | 450.000 | | 920.000 | 906.661,95 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 80.000 | | | 80.000 | 21.399,80 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | 400.000 | | 300.000 | 100.000 | |
| 5600 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | | -500.000 | 500.000 | 495.262,15 |
| 5640 5641 | SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / | | | -390.000 | 390.000 | 390.000,00 |
| | CERCLE CONSOLIDATION | 202.202 | | | 555.555 | |
| 5642 | SUBVENTIONS / AUTRES ENTREPRISES PUBLIQUES | 390.000 | | 390.000 | | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 500.000 | | 500.000 | | |
| 6300 | SUBVENTIONS / CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES | | 450.000 | 300.000 | 150.000 | |
| | FUSION ET TRANSFERT DE PATRIMOINE PALEXPO - 3010059 | | | | | -20.466.110,85 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|-----------|----------|-----------|-------------|----------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | | |
| 07.01.00.00 | PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (Suite) | | | | | |
| 5551 | PARTICIPATIONS / ENTREPRISES PRIVÉES / | | | | | 25.004.427,48 |
| 6551 | CERCLE CONSOLIDATION PARTICIPATIONS / ENTREPRISES PRIVÉES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 45.470.538,33 |
| | REMBOURSEMENT DE PRÊT PALEXPO - 4010059 | | | | | -25.000.000,00 |
| 6441 | PRÊTS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 25.000.000,00 |
| 07.14.11.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 4.110.000 | | 593.000 | 3.517.000 | 1.533.389,00 |
| | INFO - FSASD ET HG - 1010063 | 4.110.000 | | 593.000 | 3.517.000 | 1.533.389,00 |
| 5062 5641 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 4.110.000 | | 593.000 | 3.517.000 | 1.533.389,00 |

| | | |
|------|------|--|

08.00.00.00 Département de l'économie et de la santé

Objectif 2010 - Priorité

Les priorités et objectifs 2010 ainsi que les missions et prestations figurent dans l'exposé des motifs du budget de fonctionnement.

L'exercice 2010 verra la fin des crédits programme (2008-2010) pour les investissements du département et des entités qui en dépendent.

Perspectives 2011

L'exercice 2011 verra l'entrée en vigueur des nouveaux crédit de programme pour le département ainsi que pour les entités qui lui sont rattachées.

Éléments budgétaires particuliers

L'augmentation entre 2009 et 2010 (+ 39,5 millions) du budget départemental des investissements est due à l'inscription des tranches finales des crédits programme 2008-2010. Lors du premier exercice (année 2008), les différents projets ont subi des retards dus aux délais de lancement des appels d'offres et de l'introduction d'une RGI (réduction globale sur les investissements). Ainsi, les montants prévus au budget 2008 n'ont de loin pas été atteints. Par conséquent, ces retards se répercutent sur les années 2009 et 2010.

08.01.11.00 PRESIDENCE ET SECRETARIAT GENERAL

| No de loi 10137 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Crédit programme 2008-2010 | 1 540 000 F | -25 000 F | 1 565 000 F | 513 963 F |

Troisième et dernière tranche de la loi 10137 ouvrant un crédit programme 2008-2010 pour le département de l'économie et de la santé.

08.03.21.00 DIRECTION GENERALE DU RESEAU DE SOINS

Fondation des services d'aide et de soins à domicile

| No de loi 10063 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
|---------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|--|
| Informatique du réseau de soins | 3 220 000 F | +420 000 F | 2 800 000 F | 450 051 F | |

Troisième et dernière tranche de la loi 100063 ouvrant un crédit d'investissement de 17 990 000 F pour l'informatique de la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) et de l'Hospice général.

8 DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE ET DE LA SANTE

| No de projet de loi | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
|-----------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------|--|
| Crédit programme 2010 FSASD | 1 873 000 F | +1 873 000 F | 0 F | 0 F | |

Tranche unique pour l'année 2010 de la loi ouvrant un crédit d'investissement de 1'873 000 F pour les investissements de la Fondation des services d'aide et de soins à domicile.

Hôpitaux universitaires de Genève

| No de loi 9422 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
|--|----------------|---------------------|----------------|----------------|--|
| Maternité 3 ^{ème} étape, équipement | 10 100 000 F | +4 600 000 F | 5 500 000 F | 0 F | |

Deuxième tranche pour l'équipement de la loi 9422 ouvrant un crédit de 86 931 000 F pour la construction et l'équipement de la 3^{ème} étape (phase 3.1 et 3.2) de la maternité.

| No de loi 10266 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
|---|----------------|---------------------|----------------|----------------|--|
| Acquisition centrale de surveillance anesthésie | 1 450 000 F | +503 800 F | 946 200 F | 0 F | |

Dernière tranche de la loi 10266 ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 1 946 200 F pour financer l'acquisition d'une centrale de surveillance des fonctions physiologiques en anesthésie aux Hôpitaux universitaires de Genève.

| No de loi 10409 | Budget Variatio | | Budget | Compte | |
|--|-----------------|--------------|-----------|--------|--|
| | 2010 2010/200 | | 2009 | 2008 | |
| Rénovation hôpital des enfants, équipement | 1 760 000 F | +1 260 000 F | 500 000 F | 0 F | |

Deuxième tranche pour l'équipement de la loi 10409 ouvrant un crédit de 21 994 000 F pour la rénovation partielle et l'équipement de l'Hôpital des enfants.

| No de projet de loi 10507 | Budget | Variation | Budget | Compte | |
|---|-------------|--------------|--------|--------|--|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 | |
| Acquisition d'un scanner pour l'hôpital des Trois-Chêne | 1 500 000 F | +1 500 000 F | 0 F | 0 F | |

Première tranche du projet de loi ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 3 300 000 F pour l'acquisition et l'installation d'un scanner multibarettes à rayons X au service de radiologie des Hôpitaux universitaires de Genève pour le plateau technique de l'hôpital des Trois-Chêne.

| No de projet de loi 10508 | Budget | Variation | Budget | Compte | |
|-----------------------------------|-------------|--------------|--------|--------|--|
| | 2010 | 2010/2009 | 2009 | 2008 | |
| Chaîne automatisée de laboratoire | 1 000 000 F | +1 000 000 F | 0 F | 0 F | |

Première tranche du projet de loi ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 2 500 000 F pour financer l'acquisition d'une chaîne automatisée de laboratoire au département de médecine génétique et laboratoire des Hôpitaux universitaires de Genève.

8 DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE ET DE LA SANTE

| No de loi 10141 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 | |
|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|--|
| Crédit programme 2008-2010 | 71 100 000 F | +25 110 486 F | 45 989 514 F | 9 654 906 F | |

Dernière tranche de la loi ouvrant un crédit programme (2008-2010) pour les Hôpitaux universitaires de Genève.

08.07.11.00 DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES

| No de loi 10143 | Budget 2010 | 9 | | Compte 2008 | |
|----------------------------|----------------|------------|-------------|----------------|--|
| Crédit programme 2008-2010 | 2 200 000 F | -550 000 F | 2 750 000 F | 1 979 430 F | |

Dernière tranche de la loi ouvrant un crédit programme (2008-2010) pour la Fondation des terrains industriels (FTI).

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|------------|----------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|
| RUBRIQUE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
| 08.00.00.00 | ECONOMIE ET SANTÉ | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 95.743.000 | | 39.571.830 | 56.171.170 | 19.985.797,16 |
| 6 | RECETTES | | 300.000 | -76.554 | 376.554 | 1.287.743,00 |
| 5 | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 DÉPENSES | 19.030.000 | | 13.163.344 | 5.866.656 | 7.837.497,16 |
| 5 6 | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 DÉPENSES RECETTES | 76.713.000 | 300.000 | 26.408.486 -76.554 | 50.304.514 376.554 | 12.148.300,00 1.287.743,00 |
| | DOTATIONS - 3 | | | | | |
| | PRÊTS | | | | | |
| 08.01.11.00 | PRÉSIDENCE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 1.540.000 | | 611.723 | 928.277 | 2.830,00 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 636.723 | -636.723 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 636.723 | -636.723 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : ECONOMIE ET SANTE (DES) - 2010137 | 1.540.000 | | -25.000 | 1.565.000 | 2.830,00 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 560.000 | | -25.000 | 585.000 | 2.830,00 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 980.000 | | | 980.000 | |
| 08.03.21.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DU RÉSEAU DE SOINS | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 92.003.000 | | 39.250.123 | 52.752.877 | 450.051,60 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 8.268.251 | -8.268.251 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 8.268.251 | -8.268.251 | |
| | HÔPITAL CANTONAL-MATERNITÉ 3ÈME ÉTAPE-CONSTR 1009422 | 10.100.000 | | 4.600.000 | 5.500.000 | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 10.100.000 | | 4.600.000 | 5.500.000 | |
| | MISE AUX NORMES DES SALLES D'OPÉRATION DE LA CHIRURGIE AMBULATOIRE SUR LE SITE CLUSE- ROSERAIE DES HUG - 1009978 | | | -1.316.392 | 1.316.392 | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | BUDGET 2010 | | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-------------|----------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2003 | 00mi 12 2000 | | |
| 08.03.21.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DU RÉSEAU DE SOINS (Suite) | | | | | | | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | -1.316.392 | 1.316.392 | | | |
| | CLINIQUE PSYCHIATRIQUE - RÉNOV. RÉSEAU ALIMENTATION EAU - 1009980 | | | -1.969.022 | 1.969.022 | | | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | -1.969.022 | 1.969.022 | | | |
| | INFO - FSASD ET HG - 1010063 | 3.220.000 | | 420.000 | 2.800.000 | 450.051,58 | | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 3.220.000 | | 420.000 | 2.800.000 | 450.051,58 | | |
| | ACQUISITION CENTRALE DE SURVEILLANCE ANESTHÉSIE - 1908055 | 1.450.000 | | 503.800 | 946.200 | | | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 1.450.000 | | 503.800 | 946.200 | | | |
| | ACQUISITION 2 SCANNERS MULTIBARRETTES SERVICE RADIOLOGIE - 1908056 | | | -2.000.000 | 2.000.000 | | | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | -2.000.000 | 2.000.000 | | | |
| | RÉNOVATION + ÉQUIP HUG ENFANTS EXISTANT - 1909022 | 1.760.000 | | 1.260.000 | 500.000 | | | |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 1.760.000 | | 1.260.000 | 500.000 | | | |
| | SCANNER TROIS-CHÊNE - 1910001 | 1.500.000 | | 1.500.000 | | | | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 1.500.000 | | 1.500.000 | | | | |
| | CHAÎNE AUTOMATISÉE DE LABORATOIRE HUG - 1910002 | 1.000.000 | | 1.000.000 | | | | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 1.000.000 | | 1.000.000 | | | | |
| | ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000 | | | | | -22.499,14 | | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | -22.499,14 | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : ECONOMIE ET SANTE (DES) - 2010137 | | | | | 22.499,16 | | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-------------|----------|------------|-------------|---------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | DODGE1 2003 | OOM1 12 2000 |
| 08.03.21.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DU RÉSEAU DE SOINS (Suite) | | | | | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 22.499,16 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : HOPITAUX UNIVERSITAIRES (HUG) - 2010141 | 71.100.000 | | 25.110.486 | 45.989.514 | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | 71.100.000 | | 25.110.486 | 45.989.514 | |
| | CRÉDIT PROGRAMME FSASD 2010-2011 - 2910001 | 1.873.000 | | 1.873.000 | | |
| 5652 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES APPARTENANT À L'ETAT DE GENÈVE OU SUBVENTIONNÉES | 1.873.000 | | 1.873.000 | | |
| 08.05.11.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 17.066.571,86 |
| | HUG-RENOUVELLEMENT INSTALLATION FROID BAT. C - 1009661 | | | | | 210.887,69 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 210.887,69 |
| | HUG-SUBVENTION-REMPLACEMENT CENTRALE THERMIQUE GÉRIATRIE - 1009730 | | | | | 1.022.034,46 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 1.022.034,46 |
| | TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉNOVATION DES INSTALLATIONS ET BÂTIMENTS DES HUG - 1009977 | | | | | 978.327,55 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 978.327,55 |
| | MISE AUX NORMES DES SALLES D'OPÉRATION DE LA CHIRURGIE AMBULATOIRE SUR LE SITE CLUSE- ROSERAIE DES HUG - 1009978 | | | | | 2.173.694,28 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 2.173.694,28 |
| | HUG-REMPLACEMENT D'UNE BOMBE AU COBALT PAR UN ÉQUIPEMENT DE RADIOTHÉRAPIE EXTERNE - 1009979 | | | | | 1.550.000,00 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-----------|----------|---------------------|----------------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | LIDELLE | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | B0B0E1 2003 | COMP 12 2000 |
| 08.05.11.00 | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ (Suite) | | | | | |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 1.550.000,00 |
| | CLINIQUE PSYCHIATRIQUE - RÉNOV. RÉSEAU ALIMENTATION EAU - 1009980 | | | | | 1.037.916,35 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 1.037.916,35 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : ECONOMIE ET SANTE (DES) - 2010137 | | | | | 438.805,30 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 438.805,30 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : HOPITAUX UNIVERSITAIRES (HUG) - 2010141 | | | | | 9.654.906,23 |
| 5641 | SUBVENTIONS / ENTREPRISES PUBLIQUES / CERCLE CONSOLIDATION | | | | | 9.654.906,23 |
| 08.05.51.00 | SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VÉTÉRINAIRES | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | -80.000 | 80.000 | 457.157,05 |
| | SPECTROMÈTRE DE MASSE - 1009736 | | | -80.000 | 80.000 | 414.585,25 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | -80.000 | 80.000 | 414.585,25 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : ECONOMIE ET SANTE (DES) - 2010137 | | | | | 42.571,80 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 42.571,80 |
| 08.07.11.00 | DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES | | | | | |
| 5 6 | DÉPENSES RECETTES | 2.200.000 | 300.000 | -210.016 -76.554 | 2.410.016 376.554 | 1.984.417,25 1.287.743,00 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 339.984 | -339.984 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 339.984 | -339.984 | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : ECONOMIE ET SANTE (DES) - 2010137 | | | | | 4.987,20 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 4.987,20 |
| | | | | | | |

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|---|-------------|----------|---------------------|-------------|------------------------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | | |
| 08.07.11.00 | DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES (Suite) | | | | | |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : FONDATION DES TERRAINS INDUSTRIELS (FTI) - 2010143 | 2.200.000 | 300.000 | -473.446 | 2.373.446 | 691.687,05 |
| 5010 6351 | ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION SUBVENTIONS / ENTREPRISES PRIVÉES / CERCLE CONSOLIDATION | 2.200.000 | 300.000 | -550.000 -76.554 | | 1.979.430,05 1.287.743,00 |
| 08.07.61.00 | SERVICE DU COMMERCE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 24.769,40 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : ECONOMIE ET SANTE (DES) - 2010137 | | | | | 24.769,40 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 24.769,40 |

11.01.01.00 Grand Conseil

Objectif 2010 - Priorité

Le budget d'investissement ci-dessous comprend un montant pour la poursuite du projet de gestion électronique des documents, en vue de parvenir, au cours de la 57^e législature à un système de e-parlement. Un budget est aussi prévu pour l'acquisition ou le renouvellement du mobilier et du matériel courants.

Perspectives 2011

L'année 2011 verra la poursuite du projet de gestion électronique des documents/e-parlement dans le cadre d'un nouveau projet de loi de crédits de programme.

| 1 | 1. | 0 | 1.0 | 1 | .00 | Gı | rand | Co | nseil |
|---|----|---|-----|---|-----|----|------|----|-------|
| | | | | | | | | | |

| No de loi 10128 | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------|
| Immobilisations génériques | 20.500 | - 3.000 | 23.500 | 0 |
| Immobilisations métier | 177.000 | - 550.000 | 727.000 | 11.895 |

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|--------------|--|-------------------|----------|-----------|--------------------|------------------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | | 72 2000 |
| 11.00.00.00 | GRAND CONSEIL | 107.500 | | | | 22 722 44 |
| 5 | DÉPENSES | 197.500 | | -553.000 | 750.500 | 86.782,14 |
| 5 | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 DÉPENSES DOTATIONS - 3 PRÊTS | 197.500 | | -553.000 | 750.500 | 86.782,14 |
| 11.01.01.00 | GRAND CONSEIL | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 197.500 | | -553.000 | 750.500 | 71.251,30 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : GRAND CONSEIL (GC) - 2010128 | 197.500 | | -553.000 | 750.500 | 71.251,30 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 20.500 | | -3.000 | 23.500 | |
| 5062 5201 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | 67.000 110.000 | | -550.000 | 617.000 110.000 | 11.895,15 59.356,15 |
| 11.02.01.00 | SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GRAND CONSEIL | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | | | 15.530,84 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : GRAND CONSEIL (GC) - 2010128 | | | | | 15.530,84 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 3.475,25 |
| 5201 | LOGICIELS, APPLICATIONS ET LICENCES | | | | | 12.055,59 |
| | | | | | | |

12.01.00.00 Cour des comptes

| _ | Budget 2010 | Variation 2010/2009 | Budget 2009 | Compte 2008 |
|---|----------------|------------------------|----------------|-------------|
| Renouvellement des serveurs informatiques et des licences | 50'000 | 50'000 | 0 | 0 |

Afin d'assurer le fonctionnement du réseau informatique de la Cour des comptes pour le bon accomplissement de ses missions, il est nécessaire de remplacer les serveurs arrivés en fin de vie. A la suite d'un appel d'offres, celle proposée par le CTI a été retenue.

| NO | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION | COMPTE 2008 |
|-------------|--|-------------|----------|-----------|-------------|
| RUBRIQUE | | DEPENSES | RECETTES | BU10-BU09 | |
| 12.00.00.00 | COUR DES COMPTES | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 50.000 | | 50.000 | |
| | | | | | |
| 5 | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 DÉPENSES | 50.000 | | 50.000 | 0,00 |
| | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 | | | | |
| | DOTATIONS - 3 | | | | |
| | PRÊTS | | | | |
| 12.01.00.00 | COUR DES COMPTES | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 50.000 | | 50.000 | |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | 50.000 | | 50.000 | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | 50.000 | | 50.000 | |
| | | | | | |

| 13 Constituante |
|-------------------------------------|
| |
| Pas d'investissement prévu en 2010 |
| r de d'investiceement preva en 2010 |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |

| NO RUBRIQUE | LIBELLE | BUDGET 2010 | | VARIATION BU10-BU09 | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|----------------|--|-------------|----------|------------------------|-------------|-------------|
| HUBHIQUE | | DEPENSES | RECETTES | PO 10-R009 | | |
| | | | | | | |
| 13.00.00.00 | CONSTITUANTE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | -431.805 | 431.805 | |
| | | | | | | |
| | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | -431.805 | 431.805 | 0,00 |
| | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 | | | | | |
| | DOTATIONS - 3 | | | | | |
| | PRÊTS | | | | | |
| | | | | | | |
| 13.01.00.00 | CONSTITUANTE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | -431.805 | 431.805 | |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 72.195 | -72.195 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 72.195 | -72.195 | |
| | EQUIP. CONSTITUANTE - 1909021 | | | -504.000 | 504.000 | |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | -504.000 | 504.000 | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

14 Pouvoir judiciaire

Objectif 2010 - Priorité

- Mettre en œuvre la nouvelle organisation judiciaire genevoise rendue nécessaire par la réforme de la justice adoptée au niveau fédéral et aménager les locaux du pouvoir judiciaire pour accueillir d'ici fin 2010 et début 2011, les magistrats et collaborateurs supplémentaires (augmentation de l'ordre de 25% des effectifs)
- Mettre en place un système de vidéoconférence entre les juridictions pénales et la prison de Champs-Dollon

Perspectives 2011

- Mettre en œuvre la révision du droit de la tutelle (Révision du code civil suisse : protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation). Entrée en vigueur prévue : 01 Janvier 2012
- Mettre en œuvre la communication électronique entre les parties et conseils d'une part et les juridictions et services du pouvoir judiciaire d'autre part, comme exigé par les droits fédéral et cantonal de procédure (introduction de la signature électronique)

Éléments budgétaires particuliers

La variation significative des investissements en 2010 correspond à l'acquisition du mobilier destiné à aménager de nouvelles places de travail, de nouvelles salles d'audiences et des espaces communs, tant dans les futurs locaux du nouveau Ministère public qu'au Palais de justice. Le pouvoir judiciaire a déposé un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 1'235'640F pour la réforme du pouvoir judiciaire « Justice 2010 - volet logistique ».

| NO | LIBELLE | BUDGE | T 2010 | VARIATION | BUDGET 2009 | COMPTE 2008 |
|-------------|---|-----------|----------|-----------|-------------|-------------|
| RUBRIQUE | NUDNIQUE | | RECETTES | BU10-BU09 | | |
| 14.00.00.00 | POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 1.273.000 | | 1.024.541 | 248.459 | 154.147,15 |
| | CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | | | 41.541 | -41.541 | 54.335,25 |
| 5 | CRÉDITS DE PROGRAMME - 2 DÉPENSES | 1.273.000 | | 983.000 | 290.000 | 99.811,90 |
| | DOTATIONS - 3 | | | | | |
| | PRÊTS | | | | | |
| 14.04.00.00 | ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDIQUAIRE | | | | | |
| 14.01.00.00 | ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | |
| 5 | DÉPENSES | 1.273.000 | | 1.024.541 | 248.459 | 154.147,15 |
| | RÉDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001 | | | 41.541 | -41.541 | |
| 5090 | AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT | | | 41.541 | -41.541 | |
| | RENFORCEMENT DU NOMBRE DE JUGES D'INSTRUCTION - 1010038 | | | | | 14.783,50 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 14.783,50 |
| | RENFORCEMENT DU NOMBRE DE JUGES DE LA COUR DE JUSTICE ET DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE - 1010146 | | | | | 39.551,75 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | | | | | 39.551,75 |
| | CRÉDIT DE PROGRAMME 2008-2010 : POUVOIR JUDICIAIRE (PJ) - 2010129 | 1.273.000 | | 983.000 | 290.000 | 99.811,90 |
| 5061 | MOBILIER, ÉQUIPEMENTS, MACHINES, VÉHICULES | 1.273.000 | | 983.000 | 290.000 | 93.294,65 |
| 5062 | INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION | | | | | 6.517,25 |
| | | | | | | |